Gouvernement du Canada | Government of Canada

Établis par le
Receveur général du Canada

Comptes publics du Canada

2009

Volume II

Détails des charges et des revenus

Canada

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada 2009

En vente au Canada chez
votre libraire local
ou par la poste auprès de
Éditions et Services de dépôt
TPSGC
Ottawa, Canada K1A 0S5
Internet: http://publications.gc.ca
Téléphone: 1-613-941-5995 ou 1-800-635-7943
Copie papier : N° de catalogue P51-1/2009-2F
ISBN 978-0-660-97339-5
Copie PDF : N° de catalogue P51-1/2009-2F-PDF
ISBN 978-1-100-91227-1

VOLUME II

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Table des matières

Section

Introduction
1. Tableaux sommaires et Appendices
2. Affaires étrangères et Commerce international
3. Affaires indiennes et du Nord canadien
4. Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
5. Agence de promotion économique du Canada atlantique
6. Agence du revenu du Canada
7. Agriculture et Agroalimentaire
8. Anciens Combattants
9. Citoyenneté et Immigration
10. Conseil du Trésor
11. Conseil privé
12. Défense nationale
13. Diversification de l'économie de l'Ouest canadien
14. Environnement
15. Finances
16. Gouverneur général
17. Industrie
18. Justice
19. Parlement
20. Patrimoine canadien
21. Pêches et Océans
22. Ressources humaines et Développement des compétences
23. Ressources naturelles
24. Santé
25. Sécurité publique et Protection civile
26. Transports
27. Travaux publics et Services gouvernementaux
28. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

INTRODUCTION AUX *COMPTES PUBLICS DU CANADA*

Nature des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

Présentation des *Comptes publics du Canada*

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes.

Le volume I présente les états financiers vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le volume II présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le volume III présente des informations et analyses supplémentaires.

Le contenu du volume II se résume comme suit :

Tableaux sommaires et Appendices (section 1)

La section 1 comprend des tableaux sommaires qui présentent le sommaire des opérations financières divulguées dans les sections ministérielles.

La section 1 comprend également, comme appendices, les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs, de toutes les autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

Sections ministérielles (sections 2 à 27)

Il y a une section pour chaque portefeuille ministériel. Les programmes du ministère et des organismes pour lesquels un ministre est responsable au Parlement sont groupés ensemble afin de fournir une présentation ministérielle globale. Chaque section ministérielle présente un énoncé des résultats stratégiques et des descriptions des activités de programme. Chaque section ministérielle comprend également, s'il y a lieu, un ensemble uniforme d'états afin de présenter les opérations financières de chaque portefeuille ministériel. Ces états sont :

- *Sommaire du portefeuille ministériel*
  Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation de chaque autorisation budgétaire et non budgétaire accordée par le Parlement dans les lois de crédits et autres lois.
- *Activités de programme*
  Présente par ministère et organismes le total des autorisations disponibles pour emploi et les autorisations employées au cours de l'exercice pour chaque activité de programme sous chaque genre de dépenses (fonctionnement, capital, paiements de transfert et non budgétaires).
- *Paiements de transfert*
  Présente par ministère et organismes la provenance et l'utilisation des autorisations pour chaque paiement de transfert.
- *Détail des montants disponibles pour être dépensés*
  Présente par ministère et organismes la nature des revenus et rentrées lesquels augmentent les montants qui peuvent être dépensés à même les crédits ayant une autorisation nette de dépenser.
- *Revenus*
  Présente par ministère et organismes la nature des revenus sous chaque catégorie principale de revenus.

Les états dans les sections ministérielles sont conçus pour que les totaux et sous-totaux pertinents puissent être directement retracés à un état qui précède et ensuite aux Tableaux sommaires de la section 1 (e.g. les données de l'état des *Paiements de transfert* peuvent être retracées à l'état des Activités de programme, lesquelles peuvent ensuite être retracées au *Sommaire du portefeuille ministériel*; les données du *Sommaire du portefeuille ministériel* peuvent être retracées aux *Tableaux sommaires* (5, 6 et 7) de la section 1.

Le volume II est conçu de façon à refléter d'aussi près que possible le format et le contenu de la partie II du Budget principal des dépenses. Certains Tableaux sommaires et Appendices et le *Sommaire du portefeuille ministériel* des sections ministérielles montrent la provenance et l'utilisation des autorisations de dépenses. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués ci-dessous :

- **Provenance des autorisations**
  - *Disponibles des exercices antérieurs*
    Autorisations de dépenses reportées de l'exercice précédent. Comprennent seulement les autorisations pour lesquelles il existe une limite spécifique quant au montant total à être dépensé, ou sur le solde cumulatif en circulation pour les crédits pour lesquels il est permis de dépenser les revenus et les rentrées. Ces crédits représentent généralement soit des autorisations relatives à des fonds renouvelables, au produit de la vente de biens excédentaires de l'État ou à des prêts. Ces montants sont disponibles pour être dépensés sans aucune autre autorisation du Parlement.
  - *Budget principal des dépenses et budgets supplémentaires des dépenses*
    Comprennent les autorisations de dépenses demandées dans les Budgets des dépenses ainsi que les montants estimatifs des dépenses compris dans les Budgets des dépenses en vertu d'autorisations accordées par diverses autres lois y compris les lois de crédits des exercices antérieurs.
  - *Redressements, mandats et virements*
    Comprennent :
    - les virements de ou à d'autres portefeuilles ministériels tels que les crédits 5, 10, 15, 25 et 30 du Conseil du Trésor ou les modifications dans les responsabilités ministérielles;
    - les virements à l'intérieur du portefeuille ministériel d'un crédit à un autre (en vertu d'une autorisation parlementaire) ou entre paiements de transfert;
    - les modifications aux montants législatifs suite à des redressements aux estimés de dépenses compris dans les Budgets des dépenses, suite à l'annulation ou la modification aux lois ou suite à des redressements des autorisations d'emprunt des sociétés d'État;
    - les montants du suremploi des autorisations des exercices antérieurs versés ou réglés au cours de l'exercice et le produit de la vente de biens excédentaires de l'État;
    - les mandats spéciaux du gouverneur général pour couvrir les paiements requis lorsque le Parlement est dissous pour une élection générale.
  - *Total disponible pour emploi*
    Autorisations disponibles pour être dépensées au cours de l'exercice (après avoir déduit les montants estimatifs des revenus et rentrées disponibles pour être dépensés).
- **Utilisation des autorisations**
  - *Employées au cours de l'exercice*
    Montants dépensés dans l'exercice en cours (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés).
  - *Annulées (écart positif)*
    Autorisations de dépenses non employées qui ne peuvent être reportées à un exercice ultérieur.
  - *Dépassées (écart négatif)*
    Excédent des dépenses sur les autorisations accordées.
  - *Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs*
    Autorisations de dépenses non employées qui ne sont pas annulées et qui sont reportées à un exercice ultérieur.
  - *Employées au cours de l'exercice précédent*
    Montants dépensés dans l'exercice précédent (après avoir déduit les revenus et rentrées réels disponibles pour être dépensés). Pour les crédits ou paiements de transfert qui n'existent plus dans l'exercice en cours, le total des dépenses nettes correspondant de l'exercice précédent est présenté comme un montant seul, en ligne avec l'énoncé « Crédits (éléments) non requis pour l'exercice en cours ».

SECTION 1

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Tableaux sommaires et Appendices

SOMMAIRE

Page

Tableaux sommaires —

Tableau 1 — État des revenus et charges 1.3

Tableau 2 — Dépenses ministérielles par catégorie 1.4

Tableau 2a — Récapitulation des charges externes par catégorie . . . 1.10

Tableau 2b — Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel 1.11

Tableau 2c — Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels 1.12

Tableau 3 — Dépenses ministérielles par article courant 1.13

Tableau 3a — Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges 1.22

Tableau 4 — Revenus ministériels 1.23

Tableau 4a — Récapitulation des revenus externes par provenance . 1.29

Tableau 4b — Ventes de biens et de services 1.31

Tableau 5 — Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel 1.35

Tableau 6 — Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel 1.42

Tableau 7 — Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives) 1.44

Appendices —

Appendice 1 — Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice 1.50

Appendice 2 — Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits 1.90

Appendice 3 — Autorisations disponibles des exercices antérieurs . 1.102

Appendice 4 — Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice 1.110

Appendice 5 — Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État 1.112

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

TABLEAU 1

État des revenus et charges

Le tableau 1 présente les revenus et les charges pour l'exercice financier 2008-2009. De plus, des informations détaillées apparaissent à la section 3 du volume I des *Comptes publics du Canada*.

(en milliers de dollars)

REVENUS	2008-2009
REVENUS FISCAUX—	
Revenus d'impôt sur le revenu—	
Particuliers	116 024 280
Sociétés	29 475 891
Non-résidents	6 297 910
	151 798 081
Autres taxes et droits—	
Taxe sur les produits et services	25 739 875
Taxes sur l'énergie—	
Taxe d'accise—Essence	4 095 625
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 065 007
	5 160 632
Droits de douane à l'importation	4 036 148
Autres taxes et droits d'accise—	
Droits d'accise	4 056 250
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	386 461
Diverses taxes et droits d'accise	426 693
	4 869 404
	39 806 059
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	**191 604 140**
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	**16 886 575**
AUTRES REVENUS—	
Revenus des sociétés d'État—	
Sociétés d'État consolidées	1 842 821
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—	
Quote-part des bénéfices annuels	4 772 502
Intérêt et autres	1 144 963
	7 760 286
Autres revenus de programmes—	
Revenus de placements	1 913 289
Ventes de biens et de services	8 729 020
Revenus divers	4 462 342
	15 104 651
Revenus nets des opérations en devises—	
Compte du fonds des changes	1 732 297
Fonds monétaire international	4 775
Autres	(1 035)
	1 736 037
TOTAL DES AUTRES REVENUS	**24 600 974**
TOTAL DES REVENUS	**233 091 689**

CHARGES	2008-2009
Paiements de transfert—	
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	33 377 260
Autres paliers de gouvernement—	
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	22 759 015
Transfert canadien en matière de santé	10 567 777
Accords fiscaux	15 138 484
Paiements de remplacement pour programmes permanents	(2 973 912)
Autres principaux transferts	1 023 896
	46 515 260
Prestations d'assurance-emploi	16 307 823
Prestations pour enfants	11 900 318
Autres paiements de transfert	30 192 154
Total des paiements de transfert	**138 292 815**
Autres charges de programmes—	
Charges des sociétés d'État	8 065 845
Affaires étrangères et Commerce international	2 205 367
Affaires indiennes et du Nord canadien	1 206 367
Agence du revenu du Canada	7 050 412
Agriculture et Agroalimentaire	1 626 451
Conseil du Trésor	2 192 231
Défense nationale	18 769 970
Environnement	1 589 122
Industrie	2 238 396
Justice	1 042 338
Pêches et Océans	1 529 839
Ressources humaines et Développement des compétences	3 710 290
Ressources naturelles	996 942
Santé	2 556 303
Sécurité publique et Protection civile	8 907 946
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 269 688
Autres portefeuilles ministériels	3 606 648
Total des autres charges de programmes	**69 564 155**
Total des charges de programmes	**207 856 970**
Frais de la dette publique	**30 989 707**
TOTAL DES CHARGES	**238 846 677**
DÉFICIT ANNUEL	**(5 754 988)**

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie

Le tableau 2 présente les dépenses nettes par catégorie pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses nettes rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les dépenses externes présentées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I.

(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert [1]								
Section	Ministère ou organisme	Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
2	**Affaires étrangères et Commerce international**									
	Ministère	…	…	…	…	826 427	826 427	1 681 667	…	2 508 094
	Corporation commerciale canadienne	…	…	…	…	…	…	15 192	…	15 192
	Agence canadienne de développement international	…	…	…	…	3 169 399	3 169 399	414 062	…	3 583 461
	Centre de recherches pour le développement international	…	…	…	…	…	…	171 192	…	171 192
	Commission mixte internationale	…	…	…	…	…	…	8 132	…	8 132
	Secrétariat de l'ALÉNA — Section canadienne	…	…	…	…	…	…	1 578	…	1 578
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 995 826**	**3 995 826**	**2 291 823**	**…**	**6 287 649**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**									
	Ministère	…	…	…	…	5 696 840	5 696 840	1 242 107	…	6 938 947
	Commission canadienne des affaires polaires	…	…	…	…	10	10	987	…	997
	Institut de la statistique des Premières nations	…	…	…	…	…	…	1 097	…	1 097
	Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	…	…	…	…	…	…	2 718	…	2 718
	Commission des revendications particulières des Indiens	…	…	…	…	…	…	4 994	…	4 994
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	…	…	…	…	233	233	14 802	…	15 035
	Greffe du Tribunal des revendications particulières	…	…	…	…	…	…	1 387	…	1 387
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 697 083**	**5 697 083**	**1 268 092**	**…**	**6 965 175**
4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**…**	**…**	**…**	**…**	**242 518**	**242 518**	**50 903**	**…**	**293 421**
5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**									
	Ministère	…	…	…	…	246 847	246 847	94 541	…	341 388
	Société d'expansion du Cap-Breton	…	…	…	…	…	…	8 650	…	8 650
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**246 847**	**246 847**	**103 191**	**…**	**350 038**

6	**Agence du revenu du Canada**	**…**	**…**	**…**	**…**	**394 881**	**394 881**	**3 803 776**	**…**	**4 198 657**
7	**Agriculture et Agroalimentaire**									
	Ministère	…	…	…	…	1 782 705	1 782 705	802 993	…	2 585 698
	Commission canadienne du lait	…	…	…	…	…	…	4 133	…	4 133
	Agence canadienne d'inspection des aliments	…	…	…	…	22 816	22 816	622 643	…	645 459
	Commission canadienne des grains	…	…	…	…	…	…	35 890	…	35 890
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 805 521**	**1 805 521**	**1 465 659**	**…**	**3 271 180**
8	**Anciens Combattants**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 350 617**	**2 350 617**	**1 002 657**	**…**	**3 353 274**
9	**Citoyenneté et Immigration**									
	Ministère	…	…	…	…	783 338	783 338	533 567	…	1 316 905
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	…	…	…	…	…	…	114 728	…	114 728
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**783 338**	**783 338**	**648 295**	**…**	**1 431 633**
10	**Conseil du Trésor**									
	Secrétariat	…	…	…	…	585	585	1 959 040	…	1 959 625
	École de la fonction publique du Canada	…	…	…	…	375	375	139 354	…	139 729
	Commissariat au lobbying	…	…	…	…	…	…	4 466	…	4 466
	Commissariat à l'intégrité du sectteur public	…	…	…	…	…	…	3 670	…	3 670
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	…	…	…	…	…	…	93 969	…	93 969
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**960**	**960**	**2 200 499**	**…**	**2 201 459**
11	**Conseil privé**									
	Ministère	…	…	…	…	364	364	148 965	…	149 329
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	…	…	…	…	…	…	5 412	…	5 412
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	…	…	…	…	…	…	31 604	…	31 604
	Directeur général des élections	…	…	…	…	87 143	87 143	268 021	…	355 164
	Commissariat aux langues officielles	…	…	…	…	…	…	21 167	…	21 167
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques	…	…	…	…	…	…	346	…	346
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	…	…	…	…	…	…	2 399	…	2 399
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**87 507**	**87 507**	**477 914**	**…**	**565 421**
12	**Défense nationale**									
	Ministère	…	…	…	…	198 535	198 535	18 986 317	…	19 184 852
	Comité des griefs des Forces canadiennes	…	…	…	…	…	…	6 035	…	6 035
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	…	…	…	…	…	…	3 867	…	3 867
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	…	…	…	…	…	…	1 412	…	1 412
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**198 535**	**198 535**	**18 997 631**	**…**	**19 196 166**

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—*Suite*
(en milliers de dollars)

		Paiements de transfert [1]								
Section	Ministère ou organisme	Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres [3]	Total des paiements de transfert	Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**…**	**…**	**…**	**…**	**187 008**	**187 008**	**55 165**	**…**	**242 173**
14	**Environnement**									
	Ministère	…	…	…	…	229 664	229 664	890 702	…	1 120 366
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	…	…	…	…	1 654	1 654	26 594	…	28 248
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	…	…	…	…	…	…	5 052	…	5 052
	Agence Parcs Canada	…	…	…	…	21 353	21 353	662 437	…	683 790
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**252 671**	**252 671**	**1 584 785**	**…**	**1 837 456**
15	**Finances**									
	Ministère	…	33 358 792	15 474 484	(2 973 912)	2 355 314	48 214 678	373 043	29 939 794	78 527 515
	Vérificateur général	…	…	…	…	…	…	84 437	…	84 437
	Tribunal canadien du commerce extérieur	…	…	…	…	…	…	9 819	…	9 819
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	…	…	…	…	…	…	9 465	…	9 465
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	…	…	…	…	1 200	1 200	49 393	…	50 593
	Bureau du surintendant des institutions financières	…	…	…	…	…	…	(9 365)	…	(9 365)
	PPP Canada Inc.	…	…	…	…	…	…	3 430	…	3 430
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**33 358 792**	**15 474 484**	**(2 973 912)**	**2 356 514**	**48 215 878**	**520 222**	**29 939 794**	**78 675 894**
16	**Gouverneur général**	**…**	**…**	**…**	**…**	**438**	**438**	**19 780**	**…**	**20 218**
17	**Industrie**									
	Ministère	…	…	…	…	742 932	742 932	485 639	…	1 228 571
	Agence spatiale canadienne	…	…	…	…	43 023	43 023	262 956	…	305 979
	Commission canadienne du tourisme	…	…	…	…	…	…	82 656	…	82 656
	Tribunal de la concurrence	…	…	…	…	…	…	1 692	…	1 692
	Commission du droit d'auteur	…	…	…	…	…	…	2 678	…	2 678
	Conseil national de recherches du Canada	…	…	…	…	141 804	141 804	616 126	…	757 930
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	…	…	…	…	981 850	981 850	47 959	…	1 029 809

	Conseil de recherches en sciences humaines	…	…	…	…	651 749	651 749	27 798	…	679 547
	Conseil canadien des normes	…	…	…	…	…	…	7 129	…	7 129
	Statistique Canada	…	…	…	…	561	561	496 800	…	497 361
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 561 919**	**2 561 919**	**2 031 433**	**…**	**4 593 352**
18	**Justice**									
	Ministère	…	…	…	…	374 403	374 403	362 691	…	737 094
	Commission canadienne des droits de la personne	…	…	…	…	…	…	22 369	…	22 369
	Tribunal canadien des droits de la personne	…	…	…	…	…	…	3 885	…	3 885
	Commissaire à la magistrature fédérale	…	…	…	…	…	…	421 428	…	421 428
	Service administratif des tribunaux judiciaires	…	…	…	…	…	…	68 089	…	68 089
	Bureau du directeur des poursuites pénales	…	…	…	…	…	…	132 191	…	132 191
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	…	…	…	…	408	408	31 564	…	31 972
	Cour suprême du Canada	…	…	…	…	…	…	29 869	…	29 869
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**374 811**	**374 811**	**1 072 086**	**…**	**1 446 897**
19	**Parlement**									
	Sénat	…	…	…	…	467	467	81 111	…	81 578
	Chambre des communes	…	…	…	…	1 000	1 000	416 180	…	417 180
	Bibliothèque du Parlement	…	…	…	…	…	…	39 369	…	39 369
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	…	…	…	…	…	…	5 451	…	5 451
	Conseiller sénatorial en éthique	…	…	…	…	…	…	771	…	771
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 467**	**1 467**	**542 882**	**…**	**544 349**
20	**Patrimoine canadien**									
	Ministère	…	…	…	…	1 101 980	1 101 980	291 911	…	1 393 891
	Conseil des Arts du Canada	…	…	…	…	…	…	182 088	…	182 088
	Société Radio-Canada	…	…	…	…	…	…	1 170 814	…	1 170 814
	Musée canadien des droits de la personne	…	…	…	…	…	…	5 000	…	5 000
	Musée canadien des civilisations	…	…	…	…	…	…	69 546	…	69 546
	Musée canadien de la nature	…	…	…	…	…	…	62 339	…	62 339
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	…	…	…	…	…	…	18 092	…	18 092
	Bibliothèque et Archives du Canada	…	…	…	…	2 771	2 771	123 821	…	126 592
	Société du Centre national des Arts	…	…	…	…	…	…	52 523	…	52 523
	Commission des champs de bataille nationaux	…	…	…	…	…	…	10 941	…	10 941
	Office national du film	…	…	…	…	262	262	67 613	…	67 875
	Musée des beaux-arts du Canada	…	…	…	…	…	…	56 033	…	56 033
	Musée national des sciences et de la technologie	…	…	…	…	…	…	35 471	…	35 471
	Commission de la fonction publique	…	…	…	…	…	…	106 285	…	106 285
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	…	…	…	…	…	…	12 933	…	12 933
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	…	…	…	…	…	…	4 810	…	4 810
	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	…	…	…	…	…	…	836	…	836
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	…	…	…	…	22 024	22 024	10 444	…	32 468
	Téléfilm Canada	…	…	…	…	…	…	108 925	…	108 925
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 127 037**	**1 127 037**	**2 390 425**	**…**	**3 517 462**

TABLEAU 2

Dépenses ministérielles par catégorie—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Paiements de transfert [1]						Autres dépenses de programmes	Frais de la dette publique	Total des dépenses ministérielles nettes
		Prestations de sécurité de la vieillesse [2]	Transfert canadien en matière de santé et de services sociaux	Accords fiscaux	Paiements de remplacement pour programmes permanents	Autres [3]	Total des paiements de transfert			
21	**Pêches et Océans**	**…**	**…**	**…**	**…**	**94 614**	**94 614**	**1 652 931**	**…**	**1 747 545**
22	**Ressources humaines et Développement des compétences**									
	Ministère	33 377 260	…	…	…	5 093 709	38 470 969	1 093 517	…	39 564 486
	Conseil canadien des relations industrielles	…	…	…	…	…	…	13 723	…	13 723
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	…	…	…	…	…	…	2 206 892	…	2 206 892
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	…	…	…	…	…	…	1 015	…	1 015
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	…	…	…	…	…	…	4 925	…	4 925
	Total du portefeuille ministériel	**33 377 260**	**…**	**…**	**…**	**5 093 709**	**38 470 969**	**3 320 072**	**…**	**41 791 041**
23	**Ressources naturelles**									
	Ministère	…	…	…	…	3 898 651	3 898 651	778 835	…	4 677 486
	Énergie atomique du Canada limitée	…	…	…	…	…	…	552 273	…	552 273
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	…	…	…	…	1 030	1 030	116 993	…	118 023
	Société de développement du Cap-Breton	…	…	…	…	…	…	66 239	…	66 239
	Office national de l'énergie	…	…	…	…	…	…	50 417	…	50 417
	Administration du pipe-line du Nord	…	…	…	…	…	…	140	…	140
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 899 681**	**3 899 681**	**1 564 897**	**…**	**5 464 578**
24	**Santé**									
	Ministère	…	…	…	…	1 622 570	1 622 570	2 045 521	…	3 668 091
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	…	…	…	…	…	…	5 290	…	5 290
	Instituts de recherche en santé du Canada	…	…	…	…	916 876	916 876	52 539	…	969 415
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	…	…	…	…	…	…	4 921	…	4 921
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	…	…	…	…	…	…	8 050	…	8 050
	Agence de la santé publique du Canada	…	…	…	…	184 238	184 238	398 635	…	582 873
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 723 684**	**2 723 684**	**2 514 956**	**…**	**5 238 640**

25	**Sécurité publique et Protection civile**								
	Ministère	…	…	…	…	237 454	237 454	154 377	…	391 831
	Agence des services frontaliers du Canada	…	…	…	…	…	…	1 647 636	…	1 647 636
	Service canadien du renseignement de sécurité	…	…	…	…	…	…	430 518	…	430 518
	Service correctionnel	…	…	…	…	1 685	1 685	2 229 621	…	2 231 306
	Commission nationale des libérations conditionnelles	…	…	…	…	…	…	48 534	…	48 534
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	…	…	…	…	…	…	3 532	…	3 532
	Gendarmerie royale du Canada	…	…	…	…	108 529	108 529	2 787 120	…	2 895 649
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	…	…	…	…	…	…	1 393	…	1 393
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	…	…	…	…	…	…	8 342	…	8 342
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**347 668**	**347 668**	**7 311 073**	**…**	**7 658 741**
26	**Transports**									
	Ministère	…	…	…	…	502 091	502 091	537 925	…	1 040 016
	Société canadienne des postes	…	…	…	…	…	…	97 210	…	97 210
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	…	…	…	…	…	…	427 848	…	427 848
	Office des transports du Canada	…	…	…	…	…	…	26 986	…	26 986
	La Société des ponts fédéraux Limitée	…	…	…	…	…	…	1 332	…	1 332
	Marine Atlantique SCC	…	…	…	…	…	…	117 476	…	117 476
	Commission de la capitale nationale	…	…	…	…	…	…	103 837	…	103 837
	Bureau de l'infrastructure du Canada	…	…	…	…	2 240 257	2 240 257	39 588	…	2 279 845
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	…	…	…	…	…	…	21 150		21 150
	Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	…	…	…	…	…	…	49 138	…	49 138
	Tribunal d'appel des transports du Canada	…	…	…	…	…	…	1 749	…	1 749
	VIA Rail Canada Inc.	…	…	…	…	…	…	269 122	…	269 122
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 742 348**	**2 742 348**	**1 693 361**	**…**	**4 435 709**
27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**…**	**…**	**…**	**…**	**(1 174)**	**(1 174)**	**2 460 545**	**…**	**2 459 371**
	Total des dépenses ministérielles nettes	**33 377 260**	**33 358 792**	**15 474 484**	**(2 973 912)**	**37 566 028**	**116 802 652**	**61 045 053**	**29 939 794**	**207 787 499**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.
(1) Les paiements de transfert pour les prestations d'assurance-emploi sont présentés au tableau 2a.
(2) Comprend le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint.
(3) Les paiements de transfert pour la prestation fiscale canadienne pour enfants sont présentés au tableau 2a.

TABLEAU 2a

Récapitulation des charges externes par catégorie

Le tableau 2a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 2) avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées et autres entités	Crédits et rembour-sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Paiements de transfert—							
Prestations de sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation au conjoint	33 377 260	…	…	…	…	…	33 377 260
Autres paliers de gouvernement—							
Transfert canadien en matière de santé	22 759 015	…	…	…	…	…	22 759 015
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	10 599 777	…	(32 000)	…	…	…	10 567 777
Accords fiscaux	15 474 484	…	(336 000)	…	…	…	15 138 484
Paiements de remplacement pour programmes permanents	(2 973 912)	…	…	…	…	…	(2 973 912)
Autres	2 172 181	…	(1 148 285)	…	…	…	1 023 896
Total des autres paliers de gouvernement	*48 031 545*	...	*(1 516 285)*	...	...	...	*46 515 260*
Prestations d'assurance-emploi	…	16 307 823	…	…	…	…	16 307 823
Prestations pour enfants	2 547 786	…	(15 257)	…	9 367 789	…	11 900 318
Autres paiements de transfert [1]	32 846 061	166 122	(3 216 042)	396 013	…	…	30 192 154
Total des paiements de transfert	***116 802 652***	***16 473 945***	***(4 747 584)***	***396 013***	***9 367 789***	***…***	***138 292 815***
Autres charges de programmes—							
Charges des sociétés d'État	…	…	…	8 065 845	…	…	8 065 845
Affaires étrangères et Commerce international	2 291 823	…	115 437	(186 384)	…	(15 509)	2 205 367
Affaires indiennes et du Nord canadien	1 268 092	379	9 801	(57 197)	…	(14 708)	1 206 367
Agence du revenu du Canada	3 803 776	…	3 283 737	…	…	(37 101)	7 050 412
Agriculture et Agroalimentaire	1 465 659	…	170 056	…	…	(9 264)	1 626 451
Conseil du Trésor	2 200 499	…	(3 112)	…	…	(5 156)	2 192 231
Défense nationale	18 997 631	(91 939)	(76 131)	…	…	(59 591)	18 769 970
Environnement	1 584 785	3 533	21 931	…	…	(21 127)	1 589 122
Industrie	2 031 433	…	302 017	(89 785)	…	(5 269)	2 238 396
Justice	1 072 086	…	(26 486)	…	…	(3 262)	1 042 338
Pêches et Océans	1 652 931	200	(103 391)	…	…	(19 901)	1 529 839
Ressources humaines et Développement des compétences	3 320 072	1 666 048	1 104 106	(2 206 892)	…	(173 044)	3 710 290
Ressources naturelles	1 564 897	(554)	58 769	(618 513)	…	(7 657)	996 942
Santé	2 514 956	…	56 915	…	…	(15 568)	2 556 303
Sécurité publique et Protection civile	7 311 073	…	1 675 851	…	…	(78 978)	8 907 946
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 460 545	10 800	(113 532)	…	…	(88 125)	2 269 688
Autres portefeuilles ministériels [2]	7 504 795	(232 285)	(727 712)	(2 824 505)	…	(113 645)	3 606 648
Total des autres charges de programmes	***61 045 053***	***1 356 182***	***5 748 256***	***2 082 569***	***…***	***(667 905)***	***69 564 155***
Total des charges de programmes	**177 847 705**	**17 830 127**	**1 000 672**	**2 478 582**	**9 367 789**	**(667 905)**	**207 856 970**
Frais de la dette publique	**29 939 794**	**(960 574)**	**2 010 487**	**…**	**…**	**…**	**30 989 707**
TOTAL DES CHARGES	**207 787 499**	**16 869 553**	**3 011 159**	**2 478 582**	**9 367 789**	**(667 905)**	**238 846 677**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.
(1) Le détail des autres paiements de transfert est présenté au tableau 2b.
(2) Le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels est présenté au tableau 2c.

TABLEAU 2b

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel

Le tableau 2b présente le détail par portefeuille ministériel des autres paiements de transfert rapportés au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées et autres entités	Crédits et rembour-sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Affaires étrangères et Commerce international	3 995 826	…	104 727	…	…	…	4 100 553
Affaires indiennes et du Nord canadien	5 697 083	…	423 999	…	…	…	6 121 082
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	242 518	…	(44 484)	…	…	…	198 034
Agence de promotion économique du Canada atlantique	246 847	…	(74 385)	…	…	…	172 462
Agence du revenu du Canada	394 881	…	…	…	…	…	394 881
Agriculture et Agroalimentaire	1 805 521	1 952	12 400	…	…	…	1 819 873
Anciens Combattants	2 350 617	…	(2 317 241)	…	…	…	33 376
Citoyenneté et Immigration	783 338	…	(2 800)	…	…	…	780 538
Conseil du Trésor	960	…	(357)	…	…	…	603
Conseil privé	87 507	…	…	…	…	…	87 507
Défense nationale	198 535	…	(150)	…	…	…	198 385
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	187 008	…	(4 189)	…	…	…	182 819
Environnement	252 671	…	(46 685)	…	…	…	205 986
Finances	1 211 514	…	(341 924)	…	…	…	869 590
Gouverneur général	438	…	(438)	…	…	…	…
Industrie	2 561 919	…	(245 841)	…	…	…	2 316 078
Justice	374 811	…	(32 673)	…	…	…	342 138
Parlement	1 467	…	(42)	…	…	…	1 425
Patrimoine canadien	1 127 037	…	(3 351)	…	…	…	1 123 686
Pêches et Océans	94 614	…	…	…	…	…	94 614
Ressources humaines et Développement des compétences	2 545 923	164 170	(32 264)	…	…	…	2 677 829
Ressources naturelles	3 899 681	…	(165 510)	…	…	…	3 734 171
Santé	2 693 684	…	(269 231)	…	…	…	2 424 453
Sécurité publique et Protection civile	335 299	…	(119 861)	…	…	…	215 438
Transports	1 757 536	…	(63 573)	…	…	…	1 693 963
Travaux publics et Services gouvernementaux	(1 174)	…	7 831	…	…	…	6 657
Total partiel	32 846 061	166 122	(3 216 042)	…	…	…	29 796 141
Provision pour évaluation et autres éléments	…	…	…	396 013	…	…	396 013
Total des autres paiements de transfert	32 846 061	166 122	(3 216 042)	396 013	…	…	30 192 154

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 2c

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels

Le tableau 2c présente le détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels rapportées au tableau 2a.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées et autres entités	Crédits et rembour-sements fiscaux	Charges internes	CHARGES EXTERNES TOTALES
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	50 903	…	9 141	…	…	(191)	59 853
Agence de promotion économique du Canada atlantique	103 191	…	23 450	(8 650)	…	(559)	117 432
Anciens Combattants	1 002 657	…	(13 545)	…	…	(4 228)	984 884
Citoyenneté et Immigration	648 295	…	(26 751)	…	…	(2 283)	619 261
Conseil privé	477 914	…	(1 853)	…	…	(2 895)	473 166
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	55 165	…	(1 428)	…	…	(361)	53 376
Finances	520 222	…	(28 123)	(3 430)	…	(803)	487 866
Gouverneur général	19 780	…	458	…	…	(2)	20 236
Parlement	542 882	…	5 676	…	…	(1 213)	547 345
Patrimoine canadien	2 390 425	9	44 026	(1 729 396)	…	(4 578)	700 486
Transports	1 693 361	6 244	428 901	(1 083 029)	…	(96 532)	948 945
Total partiel	7 504 795	6 253	439 952	(2 824 505)	…	(113 645)	5 012 850
Provision pour évaluation et autres éléments	…	(238 538)	(1 167 664)	…	…	…	(1 406 202)
Total des autres charges de programmes	7 504 795	(232 285)	(727 712)	(2 824 505)	…	(113 645)	3 606 648

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant

Le tableau 3 présente les dépenses par article courant pour chaque portefeuille ministériel tant sur une base brute que sur une base nette. La différence entre les dépenses brutes et nettes constitue les revenus affectés aux dépenses. La présentation des dépenses par article courant est liée aux biens et services acquis, de même qu'aux paiements de transfert effectués par le gouvernement. La colonne « Total des dépenses brutes » représente le total des dépenses imputées aux articles courants 1 à 12 inclusivement. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » représente le résultat du total des dépenses brutes duquel est soustrait le total des revenus affectés aux dépenses. La colonne « Total des dépenses ministérielles nettes » présente le total des dépenses rapporté pour chaque portefeuille ministériel aux sections ministérielles de ce volume.

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes avec les charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages [2] (8)	Acquisition de matériel et d'outillage [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses: Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
2	**Affaires étrangères et Commerce international**																	
	Ministère	1 013 145	201 260	34 630	246 196	180 306	50 136	72 208	71 795	76 632	826 427	…	23 926	2 796 661	277 126	11 441	288 567	2 508 094
	Corporation commerciale canadienne	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	15 192	15 192	…	…	…	15 192
	Agence canadienne de développement international	184 457	15 058	366	37 889	3 431	5 208	1 432	…	2 476	3 169 399	…	163 745	3 583 461	…	…	…	3 583 461
	Centre de recherches pour le développement international	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	171 192	171 192	…	…	…	171 192
	Commission mixte internationale	3 944	823	79	2 473	369	14	107	…	318	…	…	5	8 132	…	…	…	8 132
	Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne	965	68	4	386	52	8	16	…	74	…	…	5	1 578	…	…	…	1 578
	Total du portefeuille ministériel	**1 202 511**	**217 209**	**35 079**	**286 944**	**184 158**	**55 366**	**73 763**	**71 795**	**79 500**	**3 995 826**	**…**	**374 065**	**6 576 216**	**277 126**	**11 441**	**288 567**	**6 287 649**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**																	
	Ministère	435 608	53 340	20 747	299 049	11 443	6 046	8 327	1 549	18 516	5 696 840	…	387 482	6 938 947	…	…	…	6 938 947
	Commission canadienne des affaires polaires	456	147	50	161	100	2	7	…	57	10	…	7	997	…	…	…	997
	Institut de la statistique des Premières nations	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	1 097	1 097	…	…	…	1 097
	Secrétariat de la Commission de la vérité et de réconciliation relative aux pensionnats autochtones	1 437	415	60	649	19	…	17	…	106	…	…	15	2 718	…	…	…	2 718
	Commission des revendications particulières des Indiens	3 028	473	318	620	511	34	9	…	1	…	…	…	4 994	…	…	…	4 994

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages [2] (8)	Acquisition de matériel et d'outillage [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses: Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	8 994	309	288	1 571	16	103	61	…	46	233	…	3 414	15 035	…	…	…	15 035
	Greffe du Tribunal des revendications particulières	80	15	5	181	82	4	3	922	95	…	…	…	1 387	…	…	…	1 387
	Total du portefeuille ministériel	**449 603**	**54 699**	**21 468**	**302 231**	**12 171**	**6 189**	**8 424**	**2 471**	**18 821**	**5 697 083**	**…**	**392 015**	**6 965 175**	**…**	**…**	**…**	**6 965 175**
4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**38 427**	**2 465**	**874**	**5 934**	**1 197**	**134**	**298**	**…**	**1 375**	**242 518**	**…**	**199**	**293 421**	**…**	**…**	**…**	**293 421**
5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**																	
	Ministère	67 585	8 371	887	13 859	1 911	343	626	…	1 700	246 847	…	(741)	341 388	…	…	…	341 388
	Société d'expansion du Cap-Breton	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	8 650	8 650	…	…	…	8 650
	Total du portefeuille ministériel	**67 585**	**8 371**	**887**	**13 859**	**1 911**	**343**	**626**	**…**	**1 700**	**246 847**	**…**	**7 909**	**350 038**	**…**	**…**	**…**	**350 038**
6	**Agence du revenu du Canada**	**2 967 106**	**203 583**	**9 829**	**332 317**	**274 575**	**120 088**	**37 256**	**…**	**126 032**	**394 881**	**…**	**3 921**	**4 469 588**	**127 512**	**143 419**	**270 931**	**4 198 657**
7	**Agriculture et Agro-alimentaire**																	
	Ministère	548 245	33 383	5 020	115 983	5 793	24 532	44 518	6 588	50 744	1 782 705	…	13 947	2 631 458	45 761	(1)	45 760	2 585 698
	Commission canadienne du lait	3 181	454	58	1 111	350	65	32	…	78	…	…	(1 196)	4 133	…	…	…	4 133
	Agence canadienne d'inspection des aliments	518 452	34 333	3 966	70 145	2 499	11 957	18 657	5	13 150	22 816	…	4 055	700 035	54 502	74	54 576	645 459
	Commission canadienne des grains	56 711	4 433	868	2 211	3 873	934	772	…	3 515	…	…	348	73 665	37 775	…	37 775	35 890
	Total du portefeuille ministériel	**1 126 589**	**72 603**	**9 912**	**189 450**	**12 515**	**37 488**	**63 979**	**6 593**	**67 487**	**1 805 521**	**…**	**17 154**	**3 409 291**	**138 038**	**73**	**138 111**	**3 271 180**
8	**Anciens Combattants**	**320 726**	**39 696**	**2 172**	**341 874**	**9 458**	**11 421**	**215 144**	**27 268**	**6 679**	**2 350 617**	**…**	**28 219**	**3 353 274**	**…**	**…**	**…**	**3 353 274**

9	**Citoyenneté et Immigration**																
	Ministère	334 555	25 026	7 309	123 616	9 005	6 777	6 281	…	9 150	783 338	…	11 848	1 316 905	…	…	…	1 316 905
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	87 858	4 413	314	16 681	1 108	1 574	854	…	1 595	…	…	331	114 728	…	…	…	114 728
	Total du portefeuille ministériel	**422 413**	**29 439**	**7 623**	**140 297**	**10 113**	**8 351**	**7 135**	**…**	**10 745**	**783 338**	**…**	**12 179**	**1 431 633**	**…**	**…**	**…**	**1 431 633**
10	**Conseil du Trésor**																
	Secrétariat	2 207 998	5 275	1 008	77 611	1 005	675	1 524	…	3 347	585	…	(2 364)	2 296 664	6 973	330 066	337 039	1 959 625
	École de la fonction publique du Canada	77 228	5 878	1 174	42 544	4 754	745	2 402	…	3 149	375	…	1 480	139 729	…	…	…	139 729
	Commissariat au lobbying	2 759	60	62	738	9	2	36	…	763	…	…	37	4 466	…	…	…	4 466
	Bureau du directeur des lobbyistes	2 528	131	140	789	16	3	41	…	19	…	…	3	3 670	…	…	…	3 670
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	65 659	2 691	949	20 512	684	875	446	…	1 960	…	…	193	93 969	…	…	…	93 969
	Total du portefeuille ministériel	**2 356 172**	**14 035**	**3 333**	**142 194**	**6 468**	**2 300**	**4 449**	**…**	**9 238**	**960**	**…**	**(651)**	**2 538 498**	**6 973**	**330 066**	**337 039**	**2 201 459**
11	**Conseil privé**																
	Ministère	101 849	7 395	3 309	25 069	2 044	2 323	1 472	…	5 323	364	…	181	149 329	…	…	…	149 329
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	2 704	835	38	1 059	403	92	57	…	224	…	…	…	5 412	…	…	…	5 412
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	23 860	2 267	97	2 956	125	1 099	319	…	881	…	…	…	31 604	…	…	…	31 604
	Directeur général des élections	134 111	31 156	25 638	40 785	22 158	4 007	2 117	1 159	6 839	87 143	…	51	355 164	…	…	…	355 164
	Commissariat aux langues officielles	14 837	1 160	228	3 877	123	373	214	…	346	…	…	9	21 167	…	…	…	21 167
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques	253	1	1	79	3	5	2	…	2	…	…	…	346	…	…	…	346
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 702	237	61	248	18	28	23	…	82	…	…	…	2 399	…	…	…	2 399
	Total du portefeuille ministériel	**279 316**	**43 051**	**29 372**	**74 073**	**24 874**	**7 927**	**4 204**	**1 159**	**13 697**	**87 507**	**…**	**241**	**565 421**	**…**	**…**	**…**	**565 421**
12	**Défense nationale**																
	Ministère	8 818 495	1 053 093	41 333	2 610 936	472 540	1 434 670	1 280 419	286 225	3 278 338	198 535	…	211 757	19 686 341	484 137	17 352	501 489	19 184 852
	Comité des griefs des Forces canadiennes	3 975	174	40	930	617	8	37	…	199	…	…	55	6 035	…	…	…	6 035
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	1 709	112	63	1 624	253	2	43	…	59	…	…	2	3 867	…	…	…	3 867

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages [2] (8)	Acquisition de matériel et d'outillage [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses: Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
	Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	904	43	16	258	157	1	8	…	24	…	…	1	1 412	…	…	…	1 412
	Total du portefeuille ministériel	**8 825 083**	**1 053 422**	**41 452**	**2 613 748**	**473 567**	**1 434 681**	**1 280 507**	**286 225**	**3 278 620**	**198 535**	**…**	**211 815**	**19 697 655**	**484 137**	**17 352**	**501 489**	**19 196 166**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**39 174**	**3 877**	**373**	**8 316**	**931**	**505**	**681**	**…**	**1 307**	**187 008**	**…**	**1**	**242 173**	**…**	**…**	**…**	**242 173**
14	**Environnement**																	
	Ministère	585 796	61 989	3 677	143 792	32 494	14 161	35 782	4 815	71 291	229 664	…	4 505	1 187 966	42 426	25 174	67 600	1 120 366
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	17 935	2 274	252	8 615	540	70	149	…	920	1 654	…	35	32 444	4 113	83	4 196	28 248
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	2 992	362	191	1 177	65	29	36	…	191	…	…	9	5 052	…	…	…	5 052
	Agence Parcs Canada	352 021	32 663	7 083	122 847	15 830	34 451	39 305	5 622	25 735	21 353	…	26 880	683 790	…	…	…	683 790
	Total du portefeuille ministériel	**958 744**	**97 288**	**11 203**	**276 431**	**48 929**	**48 711**	**75 272**	**10 437**	**98 137**	**252 671**	**…**	**31 429**	**1 909 252**	**46 539**	**25 257**	**71 796**	**1 837 456**
15	**Finances**																	
	Ministère	86 685	5 421	12 750	13 299	654	322	127 749	…	3 134	48 214 678	29 939 794	123 042	78 527 528	13	…	13	78 527 515
	Vérificateur général	67 159	4 914	766	8 951	270	760	640	…	973	…	…	4	84 437	…	…	…	84 437
	Tribunal canadien du commerce extérieur	7 702	243	74	939	46	298	207	…	305	…	…	5	9 819	…	…	…	9 819
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	4 940	371	209	3 008	599	13	88	…	134	…	…	103	9 465	…	…	…	9 465
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	32 618	1 930	436	3 779	3 702	3 573	339	…	3 007	1 200	…	9	50 593	…	…	…	50 593
	Bureau du surintendant des institutions financières	65 379	5 689	737	8 901	5 342	1 399	375	227	1 828	…	…	895	90 772	93 302	6 835	100 137	(9 365)
	PPP Canada Inc.	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	3 430	3 430	…	…	…	3 430
	Total du portefeuille ministériel	**264 483**	**18 568**	**14 972**	**38 877**	**10 613**	**6 365**	**129 398**	**227**	**9 381**	**48 215 878**	**29 939 794**	**127 488**	**78 776 044**	**93 315**	**6 835**	**100 150**	**78 675 894**
16	**Gouverneur général**	**15 090**	**1 164**	**291**	**1 718**	**164**	**195**	**904**	**…**	**251**	**438**	**…**	**3**	**20 218**	**…**	**…**	**…**	**20 218**

17	**Industrie**																
	Ministère	499 716	27 560	4 832	109 197	10 823	11 883	8 647	202	20 003	742 932	…	1 629	1 437 424	198 677	10 176	208 853	1 228 571
	Agence spatiale canadienne	69 579	9 311	2 869	119 046	591	2 975	6 332	62	48 966	43 023	…	3 225	305 979	…	…	…	305 979
	Commission canadienne du tourisme	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	82 656	82 656	…	…	…	82 656
	Tribunal de la concurrence	907	155	24	443	13	…	32	…	118	…	…	…	1 692	…	…	…	1 692
	Commission du droit d'auteur	1 810	193	102	444	66	2	44	…	17	…	…	…	2 678	…	…	…	2 678
	Conseil national de recherches du Canada	392 280	29 688	4 417	52 473	4 491	18 688	47 646	11 900	83 955	141 804	…	(29 412)	757 930	…	…	…	757 930
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	30 487	5 151	935	7 402	450	704	490	…	1 358	981 850	…	982	1 029 809	…	…	…	1 029 809
	Conseil de recherches en sciences humaines	18 169	1 987	690	5 361	219	337	215	…	502	651 749	…	318	679 547	…	…	…	679 547
	Conseil canadien des normes	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	7 129	7 129	…	…	…	7 129
	Statistique Canada	511 891	26 567	2 214	28 252	5 913	14 604	8 401	…	18 586	561	…	215	617 204	34 410	85 433	119 843	497 361
	Total du portefeuille ministériel	**1 524 839**	**100 612**	**16 083**	**322 618**	**22 566**	**49 193**	**71 807**	**12 164**	**173 505**	**2 561 919**	**…**	**66 742**	**4 922 048**	**233 087**	**95 609**	**328 696**	**4 593 352**
18	**Justice**																
	Ministère	465 350	21 106	3 651	45 507	1 713	6 663	5 209	…	12 685	374 403	…	1 335	937 622	(32 635)	233 163	200 528	737 094
	Commission canadienne des droits de la personne	17 761	1 074	145	2 455	289	250	179	1	195	…	…	20	22 369	…	…	…	22 369
	Tribunal canadien des droits de la personne	2 368	384	61	701	152	46	32	…	141	…	…	…	3 885	…	…	…	3 885
	Commissaire à la magistrature fédérale	379 824	30 917	107	4 704	91	122	138	…	202	…	…	5 540	421 645	77	140	217	421 428
	Service administratif des tribunaux judiciaires	46 528	3 244	317	10 409	533	2 883	2 417	…	1 738	…	…	20	68 089	…	…	…	68 089
	Bureau du directeur des poursuites pénales	83 778	5 955	741	39 465	1 759	1 583	943	…	2 431	…	…	5 365	142 020	(1 659)	11 488	9 829	132 191
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	18 794	1 187	763	8 038	139	590	241	…	1 786	408	…	26	31 972	…	…	…	31 972
	Cour suprême du Canada	21 766	1 139	171	2 814	202	598	1 478	…	1 423	…	…	278	29 869	…	…	…	29 869
	Total du portefeuille ministériel	**1 036 169**	**65 006**	**5 956**	**114 093**	**4 878**	**12 735**	**10 637**	**1**	**20 601**	**374 811**	**…**	**12 584**	**1 657 471**	**(34 217)**	**244 791**	**210 574**	**1 446 897**
19	**Parlement**																
	Sénat	59 666	11 263	734	5 075	119	1 154	908	…	2 191	467	…	1	81 578	…	…	…	81 578
	Chambre des communes	304 397	49 361	8 414	20 284	11 120	7 139	7 126	…	8 957	1 000	…	201	417 999	831	(12)	819	417 180
	Bibliothèque du Parlement	31 079	691	484	3 672	282	348	2 985	…	688	…	…	…	40 229	860	…	860	39 369
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	4 001	80	17	1 046	27	43	65	…	172	…	…	…	5 451	…	…	…	5 451
	Conseiller sénatorial en éthique	666	15	32	42	1	9	4	…	2	…	…	…	771	…	…	…	771
	Total du portefeuille ministériel	**399 809**	**61 410**	**9 681**	**30 119**	**11 549**	**8 693**	**11 088**	**…**	**12 010**	**1 467**	**…**	**202**	**546 028**	**1 691**	**(12)**	**1 679**	**544 349**

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Suite*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages [2] (8)	Acquisition de matériel et d'outillage [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses: Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
20	**Patrimoine canadien**																	
	Ministère	208 546	15 112	9 809	43 997	2 800	2 577	4 077	…	7 823	1 101 980	…	1 567	1 398 288	4 332	65	4 397	1 393 891
	Conseil des Arts du Canada	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	182 088	182 088	…	…	…	182 088
	Société Radio-Canada	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	1 170 814	1 170 814	…	…	…	1 170 814
	Musée canadien des droits de la personne	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	5 000	5 000	…	…	…	5 000
	Musée canadien des civilisations	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	69 546	69 546	…	…	…	69 546
	Musée canadien de la nature	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	62 339	62 339	…	…	…	62 339
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	43 465	2 376	1 749	7 698	356	1 315	465	…	1 065	…	…	3	58 492	40 400	…	40 400	18 092
	Bibliothèque et Archives du Canada	88 634	3 776	1 146	18 461	2 064	2 997	4 828	…	2 443	2 771	…	(143)	126 977	385	…	385	126 592
	Société du Centre national des Arts	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	52 523	52 523	…	…	…	52 523
	Commission des champs de bataille nationaux	3 708	176	547	861	452	462	792	470	155	…	…	3 318	10 941	…	…	…	10 941
	Office national du film	39 059	3 550	869	14 136	9 072	1 061	1 535	…	4 250	262	…	355	74 149	6 144	130	6 274	67 875
	Musée des beaux-arts du Canada	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	56 033	56 033	…	…	…	56 033
	Musée national des sciences et de la technologie	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	35 471	35 471	…	…	…	35 471
	Commission de la fonction publique	92 695	2 823	708	14 346	798	1 840	790	…	2 777	…	…	609	117 386	7	11 094	11 101	106 285
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	7 915	705	61	2 884	397	449	244	…	354	…	…	(76)	12 933	…	…	…	12 933
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	3 770	231	48	464	170	8	21	…	33	…	…	65	4 810	…	…	…	4 810
	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	589	13	3	179	17	…	20	…	15	…	…	…	836	…	…	…	836
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	8 421	633	102	979	46	43	66	…	153	22 024	…	1	32 468	…	…	…	32 468
	Téléfilm Canada	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	108 925	108 925	…	…	…	108 925
	Total du portefeuille ministériel	**496 802**	**29 395**	**15 042**	**104 005**	**16 172**	**10 752**	**12 838**	**470**	**19 068**	**1 127 037**	**…**	**1 748 438**	**3 580 019**	**51 268**	**11 289**	**62 557**	**3 517 462**
21	**Pêches et Océans**	**906 718**	**90 382**	**5 370**	**234 440**	**23 803**	**184 336**	**122 965**	**19 069**	**95 262**	**94 614**	**…**	**12 714**	**1 789 673**	**42 128**	**…**	**42 128**	**1 747 545**

22	**Ressources humaines et Développement des compétences**																
	Ministère	1 976 314	140 121	15 317	518 005	196 726	32 649	12 033	…	29 297	38 470 969	…	5 833	41 397 264	360 862	1 471 916	1 832 778	39 564 486
	Conseil canadien des relations industrielles	10 565	1 104	20	719	153	117	150	…	357	…	…	538	13 723	…	…	…	13 723
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	2 206 892	2 206 892	…	…	…	2 206 892
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	709	40	11	214	18	1	16	…	6	…	…	…	1 015	…	…	…	1 015
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	6 988	173	136	985	30	128	101	…	99	…	…	…	8 640	3 272	443	3 715	4 925
	Total du portefeuille ministériel	**1 994 576**	**141 438**	**15 484**	**519 923**	**196 927**	**32 895**	**12 300**	**…**	**29 759**	**38 470 969**	**…**	**2 213 263**	**43 627 534**	**364 134**	**1 472 359**	**1 836 493**	**41 791 041**
23	**Ressources naturelles**																	
	Ministère	424 776	36 845	7 347	244 051	20 082	10 397	22 701	739	33 745	3 898 651	…	5 649	4 704 983	25 188	2 309	27 497	4 677 486
	Énergie atomique du Canada limitée	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	552 273	552 273	…	…	…	552 273
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	82 830	6 725	1 048	16 780	425	998	974	2 079	5 118	1 030	…	16	118 023	…	…	…	118 023
	Société de développement du Cap-Breton	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	66 239	66 239	…	…	…	66 239
	Office national de l'énergie	40 010	3 077	424	4 576	341	476	535	172	755	…	…	51	50 417	…	…	…	50 417
	Administration du pipe-line du Nord	7	3	3	12	38	…	…	…	…	…	…	77	140	…	…	…	140
	Total du portefeuille ministériel	**547 623**	**46 650**	**8 822**	**265 419**	**20 886**	**11 871**	**24 210**	**2 990**	**39 618**	**3 899 681**	**…**	**624 305**	**5 492 075**	**25 188**	**2 309**	**27 497**	**5 464 578**
24	**Santé**																	
	Ministère	866 732	216 198	19 564	475 636	16 109	48 664	417 378	5 250	57 373	1 622 570	…	(6 652)	3 738 822	61 962	8 769	70 731	3 668 091
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	2 607	514	42	1 843	128	45	42	…	67	…	…	2	5 290	…	…	…	5 290
	Instituts de recherche en santé du Canada	37 606	4 888	1 084	5 623	355	40	549	…	2 319	916 876	…	75	969 415	…	…	…	969 415
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	3 501	124	39	920	20	13	117	…	187	…	…	…	4 921	…	…	…	4 921
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	4 905	243	51	2 013	15	105	179	…	495	…	…	44	8 050	…	…	…	8 050
	Agence de la santé publique du Canada	204 902	25 407	6 341	75 490	10 973	5 953	41 148	6	17 099	184 238	…	11 389	582 946	…	73	73	582 873
	Total du portefeuille ministériel	**1 120 253**	**247 374**	**27 121**	**561 525**	**27 600**	**54 820**	**459 413**	**5 256**	**77 540**	**2 723 684**	**…**	**4 858**	**5 309 444**	**61 962**	**8 842**	**70 804**	**5 238 640**
25	**Sécurité publique et Protection civile**																	
	Ministère	93 949	9 974	4 448	29 197	9 401	1 404	1 348	680	3 891	237 454	…	85	391 831	…	…	…	391 831
	Agence des services frontaliers du Canada	1 190 156	71 015	2 077	262 135	5 394	19 668	20 895	35 948	57 549	…	…	2 560	1 667 397	19 761	…	19 761	1 647 636

TABLEAU 3

Dépenses ministérielles par article courant—*Fin*
(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux [1] (4)	Location (5)	Services de réparation et d'entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages [2] (8)	Acquisition de matériel et d'outillage [3] (9)	Paiements de transfert [4] (10)	Frais de la dette publique [5] (11)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes (1)-(12)	Moins : revenus affectés aux dépenses: Revenus externes	Revenus internes	Total	Total des dépenses ministérielles nettes
	Service canadien du renseignement de sécurité	260 628	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	169 890	430 518	…	…	…	430 518
	Service correctionnel	1 481 613	61 969	2 160	285 079	10 957	55 379	142 285	127 227	77 912	1 685	…	80 712	2 326 978	10 816	84 856	95 672	2 231 306
	Commission nationale des libérations conditionnelles	39 970	3 782	74	3 049	185	568	405	…	494	…	…	7	48 534	…	…	…	48 534
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	2 703	248	21	387	33	6	23	…	59	…	…	52	3 532	…	…	…	3 532
	Gendarmerie royale du Canada	2 781 074	259 802	8 826	373 157	89 675	110 190	132 477	86 638	293 254	108 529	…	81 219	4 324 841	1 428 796	396	1 429 192	2 895 649
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 034	40	24	248	6	…	12	…	29	…	…	…	1 393	…	…	…	1 393
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	5 264	318	166	1 957	90	102	134	…	308	…	…	3	8 342	…	…	…	8 342
	Total du portefeuille ministériel	**5 856 391**	**407 148**	**17 796**	**955 209**	**115 741**	**187 317**	**297 579**	**250 493**	**433 496**	**347 668**	**…**	**334 528**	**9 203 366**	**1 459 373**	**85 252**	**1 544 625**	**7 658 741**
26	**Transports**																	
	Ministère	489 943	54 755	5 226	194 565	6 150	23 428	23 055	1 900	45 951	502 091	…	51 360	1 398 424	323 873	34 535	358 408	1 040 016
	Société canadienne des postes	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	97 210	97 210	…	…	…	97 210
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	427 848	427 848	…	…	…	427 848
	Office des transports du Canada	22 135	852	246	2 295	220	455	265	…	521	…	…	(3)	26 986	…	…	…	26 986
	La Société des ponts fédéraux Limitée	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	1 332	1 332	…	…	…	1 332
	Marine Atlantique SCC	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	117 476	117 476	…	…	…	117 476
	Commission de la capitale nationale	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	103 837	103 837	…	…	…	103 837
	Bureau de l'infrastructure du Canada	21 746	823	461	10 641	2 489	238	201	…	980	2 240 257	…	2 009	2 279 845	…	…	…	2 279 845
	Société du Vieux-Port de Montréal inc.	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	21 150	21 150	…	…	…	21 150
	Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	49 138	49 138	…	…	…	49 138
	Tribunal d'appel des transports du Canada	799	188	28	673	21	1	31	…	6	…	…	2	1 749	…	…	…	1 749
	VIA Rail Canada Inc.	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	…	269 122	269 122	…	…	…	269 122
	Total du portefeuille ministériel	**534 623**	**56 618**	**5 961**	**208 174**	**8 880**	**24 122**	**23 552**	**1 900**	**47 458**	**2 742 348**	**…**	**1 140 481**	**4 794 117**	**323 873**	**34 535**	**358 408**	**4 435 709**

27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**1 128 240**	**285 600**	**15 498**	**1 321 393**	**985 240**	**988 985**	**210 562**	**272 373**	**81 445**	**(1 174)**	**…**	**551 356**	**5 839 518**	**186 949**	**3 193 198**	**3 380 147**	**2 459 371**
	Total des dépenses ministérielles nettes	**34 879 065**	**3 391 103**	**331 654**	**9 405 181**	**2 505 886**	**3 305 783**	**3 158 991**	**970 891**	**4 752 732**	**116 802 652**	**29 939 794**	**7 915 458**	**217 359 190**	**3 889 076**	**5 682 615**	**9 571 691**	**207 787 499**

Notes : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.
(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 3 du volume III.
(2) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 4 du volume III.
(3) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 5 du volume III.
(4) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 6 du volume III.
(5) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 7 du volume III.

TABLEAU 3a

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges

Le tableau 3a concilie le total des dépenses ministérielles nettes (tableau 3) avec le total des charges externes rapportées au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les dépenses des comptes à fins déterminées consolidés, les redressements courus et autres, les charges des sociétés d'État consolidées et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des charges internes et des revenus internes affectés aux charges.

(en milliers de dollars)

	Total des dépenses ministérielles nettes	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État consolidées et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Moins : Charges internes	Moins : Revenus internes affectés aux charges	TOTAL DES CHARGES EXTERNES
Paiements de transfert	116 802 652	16 473 945	(4 747 584)	396 013	9 367 789	…	…	138 292 815
Sociétés d'État	…	…	…	7 680 309	…	…	…	7 680 309
Personnel	34 879 065	(330 478)	1 044 815	…	…	…	…	35 593 402
Transports et communications	3 391 103	…	(5 142)	…	…	18 148	143 567	3 224 246
Information	331 654	…	(1 099)	…	…	1 559	12 337	316 659
Services professionnels et spéciaux	9 405 181	…	(90 626)	…	…	209 318	1 655 918	7 449 319
Location	2 505 886	…	(136 956)	…	…	69 644	550 959	1 748 327
Services de réparation et d'entretien	3 305 783	…	(88 427)	…	…	36 472	288 532	2 892 352
Services publics, fournitures et approvisionnements	3 158 991	…	(36 217)	…	…	5 781	45 732	3 071 261
Acquisition de terrains, bâtiments et ouvrages	970 891	…	(970 891)	…	…	…	…	…
Acquisition de matériel et d'outillage	4 752 732	…	(4 752 732)	…	…	…	…	…
Frais de la dette publique	29 939 794	(960 574)	2 010 487	…	…	…	…	30 989 707
Autres subventions et paiements	7 915 458	47 792	2 933 883	(5 983 276)	…	187 822	1 485 863	3 240 172
Charges d'amortissement	…	…	3 807 004	368 504	…	…	…	4 175 508
Perte sur cession d'actif	…	…	155 568	17 032	…	…	…	172 600
Total brut	217 359 190	15 230 685	(877 917)	2 478 582	9 367 789	528 744	4 182 908	238 846 677
Autres éléments :								
Compte d'assurance-emploi	…	1 638 868	…	…	…	139 161	1 499 707	…
Revenus affectés aux dépenses—								
Revenus externes	(3 889 076)	…	3 889 076	…	…	…	…	…
Revenus internes	(5 682 615)	…	…	…	…	…	(5 682 615)	…
	(9 571 691)	1 638 868	3 889 076	…	…	139 161	(4 182 908)	…
Total des charges	**207 787 499**	**16 869 553**	**3 011 159**	**2 478 582**	**9 367 789**	**667 905**	**…**	**238 846 677**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 4

Revenus ministériels

Le tableau 4 présente les revenus pour chaque portefeuille ministériel. La colonne « Total des revenus ministériels » représente les revenus provenant de toutes sources. Elle représente les revenus fiscaux et les autres revenus de sources externes et internes. Elle présente le total des revenus ministériels rapporté à l'état des « Revenus » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume 1.

(en milliers de dollars)

			Autres revenus						
Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Revenus de placements [1]	Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Ventes de biens et de services [2]	Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Divers [3]	Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
2	**Affaires étrangères et Commerce international**								
	Ministère	…	142 745	12 459	377 450	2 107	676 090	1 210 851	1 210 851
	Agence canadienne de développement international	…	5 149	13 906	…	1	163 099	182 155	182 155
	Commission mixte internationale	…	…	458	…	…	275	733	733
	Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne	…	…	7	…	…	…	7	7
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**147 894**	**26 830**	**377 450**	**2 108**	**839 464**	**1 393 746**	**1 393 746**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**								
	Ministère	…	136 440	55 447	140 514	87	8 545	341 033	341 033
	Commission canadienne des affaires polaires	…	…	10	…	…	…	10	10
	Commission des revendications particulières des Indiens	…	…	41	…	…	1	42	42
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	…	…	140	…	…	…	140	140
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**136 440**	**55 638**	**140 514**	**87**	**8 546**	**341 225**	**341 225**
4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**…**	**…**	**52 019**	**…**	**13**	**821**	**52 853**	**52 853**
5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**								
	Ministère	…	…	210	…	17	64 280	64 507	64 507
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**210**	**…**	**17**	**64 280**	**64 507**	**64 507**

TABLEAU 4

Revenus ministériels—*Suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus: Revenus de placements [1]	Autres revenus: Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Autres revenus: Ventes de biens et de services [2]	Autres revenus: Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Autres revenus: Divers [3]	Autres revenus: Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
6	**Agence du revenu du Canada**	**159 712 937**	**…**	**5 175**	**496 377**	**785**	**3 451 363**	**3 953 700**	**163 666 637**
7	**Agriculture et Agroalimentaire**								
	Ministère	…	25 612	11 097	55 285	4 106	8 051	104 151	104 151
	Agence canadienne d'inspection des aliments	…	…	…	53 717	432	415	54 564	54 564
	Commission canadienne des grains	…	…	…	38 796	1	…	38 797	38 797
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**25 612**	**11 097**	**147 798**	**4 539**	**8 466**	**197 512**	**197 512**
8	**Anciens Combattants**	**…**	**…**	**12 612**	**18 382**	**77**	**3 601**	**34 672**	**34 672**
9	**Citoyenneté et Immigration**								
	Ministère	…	560	4 422	483 489	11	100	488 582	488 582
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	…	…	74	…	2	5	81	81
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**560**	**4 496**	**483 489**	**13**	**105**	**488 663**	**488 663**
10	**Conseil du Trésor**								
	Secrétariat	…	…	13 206	3 183	7	12 563	28 959	28 959
	École de la fonction publique du Canada	…	…	599	66 785	3	30	67 417	67 417
	Commissariat au lobbying	…	…	2	…	…	…	2	2
	Commissiariat à l'intégrité du secteur public	…	…	128	…	…	…	128	128
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	…	…	1 210	…	…	1	1 211	1 211
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**15 145**	**69 968**	**10**	**12 594**	**97 717**	**97 717**
11	**Conseil privé**								
	Ministère	…	…	1 279	…	7	10	1 296	1 296
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	…	…	…	…	…	1 082	1 082	1 082
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	…	…	1	1	19	20	41	41

	Directeur général des élections	…	…	(14)	…	1	4	(9)	(9)
	Commissariat aux langues officielles	…	…	4	…	…	…	4	4
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	…	…	6	…	…	…	6	6
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**1 276**	**1**	**27**	**1 116**	**2 420**	**2 420**
12	**Défense nationale**								
	Ministère	…	2 574	65 991	499 810	14 929	15 313	598 617	598 617
	Comité des griefs des Forces canadiennes	…	…	2	…	…	…	2	2
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**2 574**	**65 993**	**499 810**	**14 929**	**15 313**	**598 619**	**598 619**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**…**	**…**	**4 513**	**…**	**2**	**3 396**	**7 911**	**7 911**
14	**Environnement**								
	Ministère	…	…	3 000	77 441	881	617	81 939	81 939
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	…	…	57	3 364	…	2	3 423	3 423
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	…	…	…	…	…	1	1	1
	Agence Parcs Canada	…	…	2 436	112 029	…	34	114 499	114 499
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**5 493**	**192 834**	**881**	**654**	**199 862**	**199 862**
15	**Finances**								
	Ministère	…	4 993 534	853	88	2	407 860	5 402 337	5 402 337
	Vérificateur général	…	…	16	…	1	872	889	889
	Tribunal canadien du commerce extérieur	…	…	247	…	…	1	248	248
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	…	…	…	7 677	…	…	7 677	7 677
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	…	…	75	…	…	…	75	75
	Bureau du surintendant des institutions financières	…	…	…	92 861	2	9	92 872	92 872
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**4 993 534**	**1 191**	**100 626**	**5**	**408 742**	**5 504 098**	**5 504 098**
16	**Gouverneur général**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**96**	**96**	**96**
17	**Industrie**								
	Ministère	…	16 617	29 310	4 764 434	209	165 901	4 976 471	4 976 471
	Agence spatiale canadienne	…	…	652	6 444	19	394	7 509	7 509
	Tribunal de la concurrence	…	…	2	…	…	…	2	2
	Commission du droit d'auteur	…	…	2	…	…	…	2	2
	Conseil national de recherches du Canada	…	…	1 782	92 027	168	…	93 977	93 977
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	…	…	471	…	…	3	474	474
	Conseil de recherches en sciences humaines	…	…	2 759	…	…	2	2 761	2 761
	Statistique Canada	…	…	1 067	119 895	23	1 378	122 363	122 363
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**16 617**	**36 045**	**4 982 800**	**419**	**167 678**	**5 203 559**	**5 203 559**

TABLEAU 4

Revenus ministériels—*Suite*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus: Revenus de placements [1]	Autres revenus: Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Autres revenus: Ventes de biens et de services [2]	Autres revenus: Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Autres revenus: Divers [3]	Autres revenus: Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
18	**Justice**								
	Ministère	…	…	33 960	241 894	7	529	276 390	276 390
	Commission canadienne des droits de la personne	…	…	45	…	…	17	62	62
	Tribunal canadien des droits de la personne	…	…	1	…	1	…	2	2
	Commissaire à la magistrature fédérale	…	…	…	217	…	12 581	12 798	12 798
	Service administratif des tribunaux judiciaires	…	…	170	1 649	8	2 718	4 545	4 545
	Bureau du directeur des poursuites pénales	…	…	395	11 489	…	1 038	12 922	12 922
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	…	…	240	…	…	1	241	241
	Cour suprême du Canada	…	…	66	155	8	61	290	290
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**34 877**	**255 404**	**24**	**16 945**	**307 250**	**307 250**
19	**Parlement**								
	Sénat	…	…	104	…	…	9	113	113
	Chambre des communes	…	…	561	816	2	5	1 384	1 384
	Bibliothèque du Parlement	…	…	48	892	1	…	941	941
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	…	…	7	…	…	…	7	7
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**720**	**1 708**	**3**	**14**	**2 445**	**2 445**
20	**Patrimoine canadien**								
	Ministère	…	…	11 676	4 200	149	65 226	81 251	81 251
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	…	…	106	54 790	1	37	54 934	54 934
	Bibliothèque et Archives du Canada	…	…	244	392	104	73	813	813
	Commission des champs de bataille nationaux	…	…	…	2 344	…	…	2 344	2 344
	Office national du film	…	…	…	6 251	…	…	6 251	6 251
	Commission de la fonction publique	…	…	508	11 125	5	1 446	13 084	13 084
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	…	…	11	…	…	…	11	11
	Tribunal de la dotation de la fonction publique	…	…	76	…	…	…	76	76
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	…	…	17	…	…	…	17	17
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**12 638**	**79 102**	**259**	**66 782**	**158 781**	**158 781**

21	**Pêches et Océans**	**…**	**…**	**6 414**	**91 912**	**1 977**	**2 590**	**102 893**	**102 893**
22	**Ressources humaines et Développement des compétences**								
	Ministère	…	501 122	32 507	12 214	70	172 495	718 408	718 408
	Conseil canadien des relations industrielles	…	…	34	1	1	…	36	36
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	…	393 182	…	…	…	27 022	420 204	420 204
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	…	…	…	3 650	…	…	3 650	3 650
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**894 304**	**32 541**	**15 865**	**71**	**199 517**	**1 142 298**	**1 142 298**
23	**Ressources naturelles**								
	Ministère	…	2	65 725	2 712 040	414	6	2 778 187	2 778 187
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	…	…	140	84 565	…	2	84 707	84 707
	Office national de l'énergie	…	…	84	52 179	…	…	52 263	52 263
	Administration du pipe-line du Nord	…	…	…	28	…	…	28	28
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**2**	**65 949**	**2 848 812**	**414**	**8**	**2 915 185**	**2 915 185**
24	**Santé**								
	Ministère	…	…	47 760	83 006	375	76	131 217	131 217
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	…	…	36	…	…	…	36	36
	Instituts de recherche en santé du Canada	…	…	3 098	…	…	…	3 098	3 098
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	…	…	39	578	…	…	617	617
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	…	…	19	24 760	1	…	24 780	24 780
	Agence de la santé publique du Canada	…	…	11 731	142	14	120	12 007	12 007
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**62 683**	**108 486**	**390**	**196**	**171 755**	**171 755**
25	**Sécurité publique et Protection civile**								
	Ministère	…	…	15 551	…	…	60	15 611	15 611
	Agence des services frontaliers du Canada	22 622 415	…	930	24 726	276	73 608	99 540	22 721 955
	Service canadien du renseignement de sécurité	…	29	2 101	2 331	2 128	53	6 642	6 642
	Service correctionnel	…	…	2 961	100 060	602	668	104 291	104 291
	Commission nationale des libérations conditionnelles	…	…	19	1 336	29	…	1 384	1 384
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	…	…	21	…	…	…	21	21
	Gendarmerie royale du Canada	…	15	14 222	1 615 744	11 618	…	1 641 599	1 641 599
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	…	…	29	…	…	…	29	29
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	…	…	21	…	…	4	25	25
	Total du portefeuille ministériel	**22 622 415**	**44**	**35 855**	**1 744 197**	**14 653**	**74 393**	**1 869 142**	**24 491 557**

TABLEAU 4

Revenus ministériels—*Fin*

(en milliers de dollars)

Section	Ministère ou organisme	Revenus fiscaux	Autres revenus: Revenus de placements [1]	Autres revenus: Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	Autres revenus: Ventes de biens et de services [2]	Autres revenus: Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	Autres revenus: Divers [3]	Autres revenus: Total des autres revenus	Total des revenus ministériels
26	**Transports**								
	Ministère	…	43 766	14 219	384 805	881	2 744	446 415	446 415
	Office des transports du Canada	…	…	29	15	…	58	102	102
	Bureau de l'infrastructure du Canada	…	…	1 133	…	1	7	1 141	1 141
	Tribunal d'appel des transports du Canada	…	…	38	…	…	…	38	38
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**43 766**	**15 419**	**384 820**	**882**	**2 809**	**447 696**	**447 696**
27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**…**	**…**	**20 956**	**3 400 084**	**259**	**34 582**	**3 455 881**	**3 455 881**
	Total des revenus ministériels	**182 335 352**	**6 261 347**	**585 785**	**16 440 439**	**42 844**	**5 384 071**	**28 714 486**	**211 049 838**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

(1) Des renseignements additionnels sont fournis à la section 10 du volume III. Ils comprennent les revenus de placements de 1 146 986 $, les revenus des sociétés d'État de 3 253 155 $, le compte du fonds des changes de 1 852 821 $ et le Fonds monétaire international de 8 386 $. Le montant total comprend 1 861 207 $ qui se rapporte aux comptes des opérations en devises (1 852 821 $ pour le compte du fonds des changes et 8 386 $ pour le Fonds monétaire international), et 3 253 155 $ pour les sociétés d'État entreprises qui ont été respectivement reclassifiés aux revenus des opérations en devises et aux revenus des sociétés d'État au tableau 4a de ce volume.

(2) Le détail des ventes de biens et de services est présenté au tableau 4b de ce volume.

(3) Inclut les pièces de monnaie canadienne de 171 195 $ et le gain net de change de 179 333 $. Le montant de 179 333 $ a été reclassifié aux revenus des opérations en devises au tableau 4a de ce volume.

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance

Le tableau 4a concilie le total des revenus ministériels (tableau 4) avec les revenus externes rapportés au tableau 1 de cette section ainsi qu'à l'état des résultats et du déficit accumulé à la section 2 du volume I. Les éléments de conciliation comprennent les revenus des comptes à fins déterminées consolidés, des débiteurs courus et le redressement du Compte du fonds des changes afin de considérer les réserves internationales détenues dans le Compte, les autres revenus courus et reportés, les revenus des sociétés d'État et autres entités, les crédits et remboursements fiscaux et l'élimination des revenus internes.

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes [1]	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
REVENUS FISCAUX—							
Revenus d'impôt sur le revenu—							
Particuliers	106 755 491	…	…	…	9 367 789	(99 000)	116 024 280
Sociétés	29 475 891	…	…	…	…	…	29 475 891
Non-résidents	6 297 910	…	…	…	…	…	6 297 910
	142 529 292	...	...	...	*9 367 789*	*(99 000)*	*151 798 081*
Autres taxes et droits—							
Taxe sur les produits et services	25 739 875	…	…	…	…	…	25 739 875
Taxes sur l'énergie—							
Taxe d'accise—Essence	4 095 625	…	…	…	…	…	4 095 625
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel	1 065 007	…	…	…	…	…	1 065 007
	5 160 632	...	...	...	...	...	*5 160 632*
Droits de douane à l'importation	4 036 148	…	…	…	…	…	4 036 148
Autres taxes et droits d'accise—							
Droits d'accise	4 056 251	…	…	…	…	…	4 056 250
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	386 461	…	…	…	…	…	386 461
Diverses taxes et droits d'accise	426 693	…	…	…	…	…	426 693
	4 869 405	...	...	...	...	...	*4 869 404*
	39 806 060	...	...	...	...	...	*39 806 059*
TOTAL DES REVENUS FISCAUX	182 335 352	…	…	…	9 367 789	(99 000)	191 604 140
COTISATIONS D'ASSURANCE-EMPLOI	…	17 217 052	…	…	…	(330 477)	16 886 575

TABLEAU 4a

Récapitulation des revenus externes par provenance—*Fin*

(en milliers de dollars)

	Total des revenus ministériels	Comptes à fins déterminées consolidés	Redressements courus et autres	Sociétés d'État et autres entités	Crédits et remboursements fiscaux	Revenus internes [1]	TOTAL DES REVENUS EXTERNES
AUTRES REVENUS—							
Revenus des sociétés d'État—							
Sociétés d'État consolidées	…	…	…	1 842 821	…	…	1 842 821
Sociétés d'État entreprises et autres entreprises publiques—							
Quote-part des bénéfices annuels	2 120 479	…	(25 609)	2 677 632	…	…	4 772 502
Intérêt et autres	1 132 676	…	12 287	…	…	…	1 144 963
	3 253 155	...	*(13 322)*	*4 520 453*	...	...	*7 760 286*
Autres revenus de programmes—							
Revenus de placements	1 146 985	…	800 945	…	…	(34 641)	1 913 289
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	585 785	…	(543 406)	…	…	(42 380)	…
Ventes de biens et de services—							
Droits et privilèges	3 391 948	…	434 267	…	…	(6 918)	3 819 297
Location et utilisation de biens publics	1 196 912	…	31 615	…	…	(710 758)	517 769
Services de nature réglementaire	1 478 629	…	(9 691)	…	…	(423 167)	1 045 771
Services de nature non réglementaire	3 724 858	…	466 349	…	…	(1 618 066)	2 573 141
Ventes de biens et de produits d'information	1 496 668	…	2 084	…	…	(1 206 374)	292 378
Autres frais et droits	5 151 424	…	(4 360 518)	…	…	(310 242)	480 664
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	42 844	…	(39 956)	…	…	(2 888)	…
Revenus divers—							
Intérêt et pénalités	2 811 094	…	80	…	…	…	2 811 174
Autres	2 393 644	327 692	(1 052 901)	190 725	…	(207 992)	1 651 168
	23 420 791	*327 692*	*(4 271 132)*	*190 725*	...	*(4 563 426)*	*15 104 651*
Revenus nets des opérations en devises—							
Compte du fonds des changes	1 852 821	…	(120 524)	…	…	…	1 732 297
Fonds monétaire international	8 386	…	(3 611)	…	…	…	4 775
Autres	179 333	…	(180 368)	…	…	…	(1 035)
	2 040 540	...	*(304 503)*	...	...	...	*1 736 037*
TOTAL DES AUTRES REVENUS	28 714 486	327 692	(4 588 957)	4 711 178	…	(4 563 426)	24 600 974
TOTAL DES REVENUS	211 049 838	17 544 744	(4 588 957)	4 711 178	9 367 789	(4 992 903)	233 091 689

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

[1] Le montant total des revenus internes réduit de 4 563 426 673 $ le montant total des autres revenus. Ce montant comprend 667 905 $ qui représente des charges internes, tel que détaillé au tableau 2a de ce volume et 3 895 521 962 $ de revenus disponibles pour être dépensés.

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services

Le tableau 4b présente le détail des revenus provenant de la vente de biens et de services pour chaque portefeuille ministériel. Ils comprennent ceux provenant des sources internes et externes.

(en milliers de dollars)

		Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
2	**Affaires étrangères et Commerce international**							
	Ministère	262 901	4 972	93 363	8 844	…	7 370	377 450
	Total du portefeuille ministériel	**262 901**	**4 972**	**93 363**	**8 844**	**…**	**7 370**	**377 450**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**							
	Ministère	140 446	…	…	68	…	…	140 514
	Total du portefeuille ministériel	**140 446**	**…**	**…**	**68**	**…**	**…**	**140 514**
6	**Agence du revenu du Canada**	**120**	**92**	**273 266**	**213 008**	**38**	**9 853**	**496 377**
7	**Agriculture et Agroalimentaire**							
	Ministère	7 189	6 041	25 837	11 774	234	4 210	55 285
	Agence canadienne d'inspection des aliments	…	41	53 148	…	…	528	53 717
	Commission canadienne des grains	…	…	35 137	3 718	…	(59)	38 796
	Total du portefeuille ministériel	**7 189**	**6 082**	**114 122**	**15 492**	**234**	**4 679**	**147 798**
8	**Anciens Combattants**	**…**	**…**	**…**	**18 381**	**1**	**…**	**18 382**
9	**Citoyenneté et Immigration**							
	Ministère	100 918	…	382 385	…	78	108	483 489
	Total du portefeuille ministériel	**100 918**	**…**	**382 385**	**…**	**78**	**108**	**483 489**
10	**Conseil du Trésor**							
	Secrétariat	…	…	…	…	…	3 183	3 183
	École de la fonction publique du Canada	…	…	66 785	…	…	…	66 785
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**66 785**	**…**	**…**	**3 183**	**69 968**

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—*Suite*
(en milliers de dollars)

		Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
11	**Conseil privé**							
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	…	…	…	…	…	1	1
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1**	**1**
12	**Défense nationale**							
	Ministère	…	113 617	14	213 983	123 790	48 406	499 810
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**113 617**	**14**	**213 983**	**123 790**	**48 406**	**499 810**
14	**Environnement**							
	Ministère	…	2 786	5 449	20 477	44 975	3 754	77 441
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	…	…	…	3 364	…	…	3 364
	Agence Parcs Canada	…	20 802	…	85 857	1 193	4 177	112 029
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**23 588**	**5 449**	**109 698**	**46 168**	**7 931**	**192 834**
15	**Finances**							
	Ministère	69	…	…	…	13	6	88
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	…	…	7 627	…	…	50	7 677
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	…	…	84 890	7 483	2	486	92 861
	Total du portefeuille ministériel	**69**	**…**	**92 517**	**7 483**	**15**	**542**	**100 626**
17	**Industrie**							
	Ministère	176 481	…	50 669	13 545	292	4 523 447	4 764 434
	Agence spatiale canadienne	3 872	…	…	2 572	…	…	6 444
	Conseil national de recherches du Canada	9 019	4 220	…	1 243	11 280	66 265	92 027
	Statistique Canada	…	…	…	…	119 895	…	119 895
	Total du portefeuille ministériel	**189 372**	**4 220**	**50 669**	**17 360**	**131 467**	**4 589 712**	**4 982 800**
18	**Justice**							
	Ministère	…	…	7 864	234 030	…	…	241 894
	Commissaire à la magistrature fédérale	…	…	…	217	…	…	217
	Service administratif des tribunaux judiciaires	…	…	1 405	…	244	…	1 649

	Bureau du directeur des poursuites pénales	…	…	…	11 489	…	…	11 489
	Cour suprême du Canada	…	9	…	…	11	135	155
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**9**	**9 269**	**245 736**	**255**	**135**	**255 404**
19	**Parlement**							
	Chambre des communes	…	…	…	…	734	82	816
	Bibliothèque du Parlement	…	…	…	…	892	…	892
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 626**	**82**	**1 708**
20	**Patrimoine canadien**							
	Ministère	…	35	…	3 865	94	206	4 200
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	…	…	54 790	…	…	…	54 790
	Bibliothèque et Archives du Canada	…	…	…	…	366	26	392
	Commission des champs de bataille nationaux	…	…	…	…	…	2 344	2 344
	Office national du film	2 208	…	…	…	4 040	3	6 251
	Commission de la fonction publique	…	…	…	11 125	…	…	11 125
	Total du portefeuille ministériel	**2 208**	**35**	**54 790**	**14 990**	**4 500**	**2 579**	**79 102**
21	**Pêches et Océans**	**44 434**	**…**	**…**	**45 714**	**1 764**	**…**	**91 912**
22	**Ressources humaines et Développement des compétences**							
	Ministère	…	…	…	12 211	…	3	12 214
	Conseil canadien des relations industrielles	…	…	…	…	1	…	1
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	…	…	…	…	2 814	836	3 650
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**…**	**…**	**12 211**	**2 815**	**839**	**15 865**
23	**Ressources naturelles**							
	Ministère	2 609 908	150	1 353	19 965	3 365	77 299	2 712 040
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	…	…	84 565	…	…	…	84 565
	Office national de l'énergie	…	…	52 178	…	…	1	52 179
	Administration du pipe-line du Nord	28	…	…	…	…	…	28
	Total du portefeuille ministériel	**2 609 936**	**150**	**138 096**	**19 965**	**3 365**	**77 300**	**2 848 812**
24	**Santé**							
	Ministère	24 634	354	28 151	20 150	1 313	8 404	83 006
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	…	…	…	…	…	578	578
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	…	…	…	…	…	24 760	24 760
	Agence de la santé publique du Canada	18	…	…	110	…	14	142
	Total du portefeuille ministériel	**24 652**	**354**	**28 151**	**20 260**	**1 313**	**33 756**	**108 486**

TABLEAU 4b

Ventes de biens et de services—*Fin*
(en milliers de dollars)

		Droits et privilèges	Location et utilisation de biens publics	Services de nature réglementaire	Services de nature non réglementaire	Ventes de biens et de produits d'information	Autres frais et droits	Total
25	**Sécurité publique et Protection civile**							
	Agence des services frontaliers du Canada	1 659	…	9 172	13 696	…	199	24 726
	Service canadien du renseignement de sécurité	…	62	1 643	…	…	626	2 331
	Service correctionnel	…	687	…	26 918	71 955	500	100 060
	Commission nationale des libérations conditionnelles	…	…	…	1 336	…	…	1 336
	Gendarmerie royale du Canada	…	…	7 521	1 549 697	…	58 526	1 615 744
	Total du portefeuille ministériel	**1 659**	**749**	**18 336**	**1 591 647**	**71 955**	**59 851**	**1 744 197**
26	**Transports**							
	Ministère	8 044	287 526	23 576	49 014	1 564	15 081	384 805
	Office des transports du Canada	…	…	15	…	…	…	15
	Total du portefeuille ministériel	**8 044**	**287 526**	**23 591**	**49 014**	**1 564**	**15 081**	**384 820**
27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**…**	**755 518**	**127 826**	**1 121 004**	**1 105 720**	**290 016**	**3 400 084**
	Total des revenus ministériels	**3 391 948**	**1 196 912**	**1 478 629**	**3 724 858**	**1 496 668**	**5 151 424**	**16 440 439**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun revenu n'a été rapporté.

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 5 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires étrangères et Commerce international**					
75 337	2 111 325	201 389	198 124	2 586 175		Ministère	2 508 094	25 127	…	52 954	2 670 911
…	15 185	…	7	15 192		Corporation commerciale canadienne	15 192	…	…	…	15 185
…	3 061 847	394 729	149 941	3 606 517		Agence canadienne de développement international	3 583 461	23 056	…	…	3 214 084
…	149 995	12 000	9 197	171 192		Centre de recherches pour le développement international	171 192	…	…	…	155 241
…	8 473	217	637	9 327		Commission mixte internationale	8 132	1 195	…	…	7 003
…	3 004	…	85	3 089		Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne	1 578	1 511	…	…	1 618
75 337	**5 349 829**	**608 335**	**357 991**	**6 391 492**		**Total du portefeuille ministériel**	**6 287 649**	**50 889**	**…**	**52 954**	**6 064 042**
					3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**					
31 937	6 206 974	617 579	374 467	7 230 957		Ministère	6 938 947	260 187	…	31 823	7 268 728
…	990	…	51	1 041		Commission canadienne des affaires polaires	997	44	…	…	980
…	4 300	…	…	4 300		Institut de la statistique des Premières nations	1 097	3 203	…	…	…
…	…	58 373	…	58 373		Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	2 718	55 655	…	…	…
…	4 229	3 957	(2 756)	5 430		Commission des revendications particulières des Indiens	4 994	436	…	…	6 106
…	294 695	…	(279 139)	15 556		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	15 035	521	…	…	519 864
…	…	1 397	…	1 397		Greffe du Tribunal des revendications particulières	1 387	10	…	…	…
31 937	**6 511 188**	**681 306**	**92 623**	**7 317 054**		**Total du portefeuille ministériel**	**6 965 175**	**320 056**	**…**	**31 823**	**7 795 678**
2	**287 387**	**6 236**	**2 992**	**296 617**	**4**	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**293 421**	**3 183**	**…**	**13**	**336 385**

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—*Suite*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
…	328 225	11 356	7 911	347 492		Ministère	341 388	6 089	…	15	371 597
…	8 650	…	…	8 650		Société d'expansion du Cap-Breton	8 650	…	…	…	8 650
…	**336 875**	**11 356**	**7 911**	**356 142**		**Total du portefeuille ministériel**	**350 038**	**6 089**	**…**	**15**	**380 247**
134 871	**3 737 361**	**541 191**	**(42 761)**	**4 370 662**	**6**	**Agence du revenu du Canada**	**4 198 657**	**24 941**	**…**	**147 064**	**4 422 960**
					7	**Agriculture et Agroalimentaire**					
4 585	2 569 578	519 811	(327 470)	2 766 504		Ministère	2 585 698	175 299	…	5 507	3 438 828
…	3 672	…	461	4 133		Commission canadienne du lait	4 133	…	…	…	3 848
386	575 563	43 014	77 996	696 959		Agence canadienne d'inspection des aliments	645 459	51 481	…	19	681 261
36 744	5 213	26 500	2 001	70 458		Commission canadienne des grains	35 890	400	…	34 168	31 960
41 715	**3 154 026**	**589 325**	**(247 012)**	**3 538 054**		**Total du portefeuille ministériel**	**3 271 180**	**227 180**	**…**	**39 694**	**4 155 897**
…	**3 397 676**	**31 000**	**40 031**	**3 468 707**	**8**	**Anciens Combattants**	**3 353 274**	**115 431**	**…**	**2**	**3 196 454**
					9	**Citoyenneté et Immigration**					
6	1 319 502	63 495	50 082	1 433 085		Ministère	1 316 905	116 169	…	11	1 119 507
…	113 377	…	11 046	124 423		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	114 728	9 695	…	…	103 250
6	**1 432 879**	**63 495**	**61 128**	**1 557 508**		**Total du portefeuille ministériel**	**1 431 633**	**125 864**	**…**	**11**	**1 222 757**
					10	**Conseil du Trésor**					
9	4 503 947	892 979	(2 536 081)	2 860 854		Secrétariat	1 959 625	901 221	…	8	1 856 598
14 413	96 601	34 329	12 566	157 909		École de la fonction publique du Canada	139 729	8 523	…	9 657	122 177
…	6 553	…	(108)	6 445		Commissariat à l'intégrité du secteur public	3 670	2 775	…	…	3 518
…	4 513	…	381	4 894		Commissariat au lobbying	4 466	428	…	…	4 187
8	72 934	19 177	9 425	101 544		Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	93 969	7 575	…	…	103 052
14 430	**4 684 548**	**946 485**	**(2 513 817)**	**3 131 646**		**Total du portefeuille ministériel**	**2 201 459**	**920 522**	**…**	**9 665**	**2 089 532**

					11	**Conseil privé**					
32	123 226	25 049	13 154	161 461		Ministère	149 329	12 125	…	7	137 692
…	6 514	…	499	7 013		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 412	1 601	…	…	5 025
…	28 983	…	3 137	32 120		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 604	512	…	4	30 441
…	110 501	249 311	(1 289)	358 523		Directeur général des élections	355 164	3 359	…	…	120 740
1	19 906	…	2 133	22 040		Commissariat aux langues officielles	21 167	873	…	…	20 346
…	1 067	…	(31)	1 036		Secrétariat de la Commission des nominations publiques	346	690	…	…	113
…	2 921	…	87	3 008		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 399	609	…	…	2 626
33	**293 118**	**274 360**	**17 690**	**585 201**		**Total du portefeuille ministériel**	**565 421**	**19 769**	**…**	**11**	**316 983**
					12	**Défense nationale**					
17 401	18 293 756	996 890	547 383	19 855 430		Ministère	19 184 852	670 247	…	331	17 524 049
…	6 436	…	543	6 979		Comité des griefs des Forces canadiennes	6 035	944	…	…	6 222
…	3 431	1 204	246	4 881		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	3 867	1 014	…	…	2 909
…	…	…	1 485	1 485		Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 412	73	…	…	…
17 401	**18 303 623**	**998 094**	**549 657**	**19 868 775**		**Total du portefeuille ministériel**	**19 196 166**	**672 278**	**…**	**331**	**17 533 180**
					13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**					
11	**269 346**	**18 482**	**3 375**	**291 214**			**242 173**	**49 041**	**…**	**…**	**247 160**
					14	**Environnement**					
115	957 526	104 061	135 648	1 197 350		Ministère	1 120 366	76 822	…	162	997 031
…	34 456	…	1 624	36 080		Agence canadienne d'évaluation environnementale	28 248	7 832	…	…	18 277
…	5 154	…	369	5 523		Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 052	471	…	…	4 858
55 137	610 544	13 104	33 629	712 414		Agence Parcs Canada	683 790	…	…	28 624	634 043
55 252	**1 607 680**	**117 165**	**171 270**	**1 951 367**		**Total du portefeuille ministériel**	**1 837 456**	**85 125**	**…**	**28 786**	**1 654 209**
					15	**Finances**					
68 578	79 952 543	(204 617)	(1 119 974)	78 696 530		Ministère	78 527 515	100 441	…	68 574	81 213 025
…	81 859	…	6 080	87 939		Vérificateur général	84 437	3 502	…	…	82 322
…	10 152	…	857	11 009		Tribunal canadien du commerce extérieur	9 819	1 190	…	…	10 061
…	…	…	9 465	9 465		Agence de la consommation en matière financière du Canada	9 465	…	…	…	7 939
…	53 626	…	3 137	56 763		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	50 593	6 170	…	…	51 122
60 558	853	…	20	61 431		Bureau du surintendant des institutions financières	(9 365)	5	…	70 791	(4 351)
…	…	100 500	(1 570)	98 930		PPP Canada Inc.	3 430	95 500	…	…	…
129 136	**80 099 033**	**(104 117)**	**(1 101 985)**	**79 022 067**		**Total du portefeuille ministériel**	**78 675 894**	**206 808**	**…**	**139 365**	**81 360 118**
…	**18 980**	**…**	**1 532**	**20 512**	**16**	**Gouverneur général**	**20 218**	**294**	**…**	**…**	**19 490**

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—*Suite*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					17	**Industrie**					
139 563	972 543	281 121	106 922	1 500 149		Ministère	1 228 571	118 933	…	152 645	1 363 914
15	368 217	300	13 485	382 017		Agence spatiale canadienne	305 979	76 019	…	19	291 661
…	82 646	…	10	82 656		Commission canadienne du tourisme	82 656	…	…	…	79 282
…	1 699	…	408	2 107		Tribunal de la concurrence	1 692	415	…	…	1 697
…	2 606	…	162	2 768		Commission du droit d'auteur	2 678	90	…	…	2 521
66 118	698 278	12 749	64 167	841 312		Conseil national de recherches du Canada	757 930	13 795	…	69 587	771 150
…	958 205	68 545	5 013	1 031 763		Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 029 809	1 954	…	…	1 012 460
…	645 687	32 464	2 667	680 818		Conseil de recherches en sciences humaines	679 547	1 271	…	…	681 047
…	7 129	…	…	7 129		Conseil canadien des normes	7 129	…	…	…	7 129
…	462 742	5 141	72 783	540 666		Statistique Canada	497 361	43 305	…	…	474 031
205 696	**4 199 752**	**400 320**	**265 617**	**5 071 385**		**Total du portefeuille ministériel**	**4 593 352**	**255 782**	**…**	**222 251**	**4 684 892**
					18	**Justice**					
…	696 252	35 475	41 477	773 204		Ministère	737 094	36 106	…	4	686 163
…	20 608	…	2 279	22 887		Commission canadienne des droits de la personne	22 369	518	…	…	21 993
…	4 376	…	283	4 659		Tribunal canadien des droits de la personne	3 885	774	…	…	4 178
…	408 161	446	13 509	422 116		Commissaire à la magistrature fédérale	421 428	688	…	…	399 931
16	57 839	6 390	6 925	71 170		Service administratif des tribunaux judiciaires	68 089	3 073	…	8	60 638
…	138 697	17 534	8 545	164 776		Bureau du directeur des poursuites pénales	132 191	32 585	…	…	109 939
9	25 492	4 864	2 239	32 604		Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	31 972	631	…	1	24 993
…	29 080	…	2 422	31 502		Cour suprême du Canada	29 869	1 625	…	8	30 745
25	**1 380 505**	**64 709**	**77 679**	**1 522 918**		**Total du portefeuille ministériel**	**1 446 897**	**76 000**	**…**	**21**	**1 338 580**
					19	**Parlement**					
…	90 232	…	(1 070)	89 162		Sénat	81 578	7 584	…	…	78 902
…	425 052	3 982	(3 326)	425 708		Chambre des communes	417 180	8 528	…	…	400 856
…	39 692	600	981	41 273		Bibliothèque du Parlement	39 369	1 904	…	…	34 915
…	7 128	…	(13)	7 115		Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	5 451	1 664	…	…	4 853
…	791	…	(17)	774		Conseiller sénatorial en éthique	771	3	…	…	916
…	**562 895**	**4 582**	**(3 445)**	**564 032**		**Total du portefeuille ministériel**	**544 349**	**19 683**	**…**	**…**	**520 442**

					20	**Patrimoine canadien**					
…	1 391 299	53 482	19 509	1 464 290		Ministère	1 393 891	70 255	…	144	1 391 565
…	180 526	…	1 562	182 088		Conseil des Arts du Canada	182 088	…	…	…	181 783
…	1 115 424	…	55 390	1 170 814		Société Radio-Canada	1 170 814	…	…	…	1 103 962
…	…	5 000	…	5 000		Musée canadien des droits de la personne	5 000	…	…	…	…
…	61 429	5 380	2 737	69 546		Musée canadien des civilisations	69 546	…	…	…	62 409
…	59 176	3 040	1 278	63 494		Musée canadien de la nature	62 339	1 155	…	…	85 092
…	5 466	9 136	5 234	19 836		Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	18 092	1 744	…	…	15 441
69	157 602	600	14 387	172 658		Bibliothèque et Archives du Canada	126 592	45 962	…	104	122 456
…	49 553	…	2 970	52 523		Société du Centre national des Arts	52 523	…	…	…	55 931
…	9 983	400	1 283	11 666		Commission des champs de bataille nationaux	10 941	725	…	…	12 927
5 977	65 042	…	3 415	74 434		Office national du film	67 875	618	…	5 941	71 167
…	53 268	1 830	1 805	56 903		Musée des beaux-arts du Canada	56 033	870	…	…	51 912
…	31 028	4 205	238	35 471		Musée national des sciences et de la technologie	35 471	…	…	…	32 126
…	96 628	2 221	12 958	111 807		Commission de la fonction publique	106 285	5 522	…	…	102 881
…	6 756	5 402	1 151	13 309		Commission des relations de travail dans la fonction publique	12 933	376	…	…	11 727
…	4 968	…	521	5 489		Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 810	679	…	…	4 304
…	1 833	…	(48)	1 785		Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	836	949	…	…	1 002
…	24 761	9 656	1 680	36 097		Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	32 468	3 629	…	…	25 291
…	107 172	…	1 753	108 925		Téléfilm Canada	108 925	…	…	…	105 203
6 046	**3 421 914**	**100 352**	**127 823**	**3 656 135**		**Total du portefeuille ministériel**	**3 517 462**	**132 484**	**…**	**6 189**	**3 437 179**
1 938	**1 681 992**	**60 379**	**116 015**	**1 860 324**	**21**	**Pêches et Océans**	**1 747 545**	**111 453**	**…**	**1 326**	**1 616 633**
					22	**Ressources humaines et Développement des compétences**					
70	39 741 189	(64 380)	119 755	39 796 634		Ministère	39 564 486	231 832	…	316	39 320 978
…	12 508	…	1 578	14 086		Conseil canadien des relations industrielles	13 723	362	…	1	12 516
…	2 293 949	11 100	…	2 305 049		Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 206 892	98 157	…	…	2 154 549
…	1 973	…	88	2 061		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 015	1 046	…	…	1 055
…	4 713	…	599	5 312		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	4 925	387	…	…	4 651
70	**42 054 332**	**(53 280)**	**122 020**	**42 123 142**		**Total du portefeuille ministériel**	**41 791 041**	**331 784**	**…**	**317**	**41 493 749**
					23	**Ressources naturelles**					
10 908	2 342 874	2 179 531	353 635	4 886 948		Ministère	4 677 486	199 981	…	9 481	3 341 056
…	152 273	400 000	…	552 273		Énergie atomique du Canada limitée	552 273	…	…	…	197 856
7	90 180	20 445	9 884	120 516		Commission canadienne de sûreté nucléaire	118 023	2 493	…	…	99 845
…	66 239	…	…	66 239		Société de développement du Cap-Breton	66 239	…	…	…	60 000
…	46 168	267	8 591	55 026		Office national de l'énergie	50 417	4 609	…	…	45 357
…	265	…	(8)	257		Administration du pipe-line du Nord	140	117	…	…	136
10 915	**2 697 999**	**2 600 243**	**372 102**	**5 681 259**		**Total du portefeuille ministériel**	**5 464 578**	**207 200**	**…**	**9 481**	**3 744 250**

TABLEAU 5

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel—*Fin*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					24	**Santé**					
280	3 190 735	154 104	344 846	3 689 965		Ministère	3 668 091	21 499	…	375	4 286 014
…	12 418	…	305	12 723		Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	5 290	7 433	…	…	4 897
…	928 569	38 675	6 759	974 003		Instituts de recherche en santé du Canada	969 415	4 588	…	…	974 071
…	3 565	…	1 710	5 275		Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 921	354	…	…	3 621
…	5 842	4 700	617	11 159		Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	8 050	3 109	…	…	7 432
1	590 530	8 297	33 595	632 423		Agence de la santé publique du Canada	582 873	49 539	…	11	606 867
281	**4 731 659**	**205 776**	**387 832**	**5 325 548**		**Total du portefeuille ministériel**	**5 238 640**	**86 522**	**…**	**386**	**5 882 902**
					25	**Sécurité publique et Protection civile**					
…	414 983	32 520	(24 609)	422 894		Ministère	391 831	31 063	…	…	339 906
230 397	1 495 142	11 937	119 338	1 856 814		Agence des services frontaliers du Canada	1 647 636	…	…	209 178	1 448 707
25	449 724	7 264	16 845	473 858		Service canadien du renseignement de sécurité	430 518	41 833	…	1 507	390 040
19 182	2 174 195	20 158	157 972	2 371 507		Service correctionnel	2 231 306	130 399	…	9 802	1 963 935
3	45 911	1 007	6 434	53 355		Commission nationale des libérations conditionnelles	48 534	4 807	…	14	43 430
…	3 793	…	436	4 229		Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 532	697	…	…	3 122
4 060	2 676 159	120 280	273 391	3 073 890		Gendarmerie royale du Canada	2 895 649	174 328	…	3 913	2 455 813
…	1 485	…	74	1 559		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 393	166	…	…	1 214
…	8 676	…	582	9 258		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	8 342	916	…	…	6 816
253 667	**7 270 068**	**193 166**	**550 463**	**8 267 364**		**Total du portefeuille ministériel**	**7 658 741**	**384 209**	**…**	**224 414**	**6 652 983**
					26	**Transports**					
3 039	1 032 335	372 700	54 495	1 462 569		Ministère	1 040 016	421 672	…	881	835 704
…	97 210	…	…	97 210		Société canadienne des postes	97 210	…	…	…	122 210
…	277 754	158 402	…	436 156		Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	427 848	8 308	…	…	440 717
17	26 094	…	3 084	29 195		Office des transports du Canada	26 986	2 209	…	…	25 491
…	10 204	500	…	10 704		La Société des ponts fédéraux Limitée	1 332	9 372	…	…	98
…	106 354	4 122	7 000	117 476		Marine Atlantique SCC	117 476	…	…	…	74 445

…	94 247	15 432	1 142	110 821		Commission de la capitale nationale	103 837	6 984	…	…	96 095
…	2 455 537	892 854	2 329	3 350 720		Bureau de l'infrastructure du Canada	2 279 845	1 070 874	…	1	1 954 768
…	19 900	1 250	…	21 150		Société du Vieux-Port de Montréal inc.	21 150	…	…	…	18 874
…	87 808	590	…	88 398		Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	49 138	39 260	…	…	30 169
…	1 334	…	500	1 834		Tribunal d'appel des transports du Canada	1 749	85	…	…	1 523
…	335 560	…	…	335 560		VIA Rail Canada Inc.	269 122	66 438	…	…	230 497
3 056	**4 544 337**	**1 445 850**	**68 550**	**6 061 793**		**Total du portefeuille ministériel**	**4 435 709**	**1 625 202**	**…**	**882**	**3 830 591**
384 032	**2 343 060**	**252 692**	**98 388**	**3 078 172**	**27**	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**2 459 371**	**234 521**	**…**	**384 280**	**2 348 170**
1 365 857	**204 372 062**	**10 057 502**	**(416 331)**	**215 379 090**		**Total du gouvernement**	**207 787 499**	**6 292 310**	**…**	**1 299 281**	**206 345 463**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucune dépense n'a été rapportée.

TABLEAU 6

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel

Le tableau 6 présente la provenance et l'utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel. Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Section	Ministère ou organisme	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires étrangères et Commerce international**					
85 043 963	88 200	…	(2 636 495)	82 495 668		Ministère	701 981	…	…	81 793 687	(581 139)
10 000	…	…	…	10 000		Corporation commerciale canadienne	…	…	…	10 000	…
7 356 731	8 004	…	1 547 959	8 912 694		Agence canadienne de développement international	235 036	…	…	8 677 658	255 369
92 410 694	**96 204**	**…**	**(1 088 536)**	**91 418 362**		**Total du portefeuille ministériel**	**937 017**	**…**	**…**	**90 481 345**	**(325 770)**
					3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**					
60 374	60 503	16 000	…	136 877		Ministère	53 772	22 731	…	60 374	53 088
60 374	**60 503**	**16 000**	**…**	**136 877**		**Total du portefeuille ministériel**	**53 772**	**22 731**	**…**	**60 374**	**53 088**
					7	**Agriculture et Agroalimentaire**					
203 099	…	…	…	203 099		Commission canadienne du lait	3 227	…	…	199 872	50 944
7 629 965	…	…	4 130 580	11 760 545		Financement agricole Canada	…	…	…	11 760 545	…
7 833 064	**…**	**…**	**4 130 580**	**11 963 644**		**Total du portefeuille ministériel**	**3 227**	**…**	**…**	**11 960 417**	**50 944**
604 982	**…**	**…**	**…**	**604 982**	**8**	**Anciens Combattants**	**(3)**	**…**	**…**	**604 985**	**…**
					9	**Citoyenneté et Immigration**					
75 610	…	…	…	75 610		Ministère	(736)	…	…	76 346	(3 690)
75 610	**…**	**…**	**…**	**75 610**		**Total du portefeuille ministériel**	**(736)**	**…**	**…**	**76 346**	**(3 690)**
					12	**Défense nationale**					
79 612	…	…	…	79 612		Ministère	6 614	…	…	72 998	9 729
79 612	**…**	**…**	**…**	**79 612**		**Total du portefeuille ministériel**	**6 614**	**…**	**…**	**72 998**	**9 729**

					15	**Finances**					
…	3 075	…	132 269 486	132 272 561		Ministère	132 272 561	…	…	…	5 166 614
6 000 000	…	…	…	6 000 000		Société d'assurance-dépôts du Canada	…	…	…	6 000 000	…
6 000 000	**3 075**	**…**	**132 269 486**	**138 272 561**		**Total du portefeuille ministériel**	**132 272 561**	**…**	**…**	**6 000 000**	**5 166 614**
					17	**Industrie**					
1 950	800	…	…	2 750		Ministère	…	800	…	1 950	…
1 950	**800**	**…**	**…**	**2 750**		**Total du portefeuille ministériel**	**…**	**800**	**…**	**1 950**	**…**
					21	**Pêches et Océans**					
50 000	…	…	…	50 000		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	…	…	…	50 000	…
50 000	**…**	**…**	**…**	**50 000**		**Total du portefeuille ministériel**	**…**	**…**	**…**	**50 000**	**…**
					22	**Ressources humaines et Développement des compétences**					
…	906 297	(18 550)	100 164	987 911		Ministère	987 911	…	…	…	1 099 489
…	(210 200)	…	…	(210 200)		Société canadienne d'hypothèques et de logement	(210 226)	26	…	…	(258 431)
…	**696 097**	**(18 550)**	**100 164**	**777 711**		**Total du portefeuille ministériel**	**777 685**	**26**	**…**	**…**	**841 058**
					23	**Ressources naturelles**					
50 000	…	…	…	50 000		Société de développement du Cap-Breton	…	…	…	50 000	…
50 000	**…**	**…**	**…**	**50 000**		**Total du portefeuille ministériel**	**…**	**…**	**…**	**50 000**	**…**
					25	**Sécurité publique et Protection civile**					
46	…	…	…	46		Service correctionnel	(1)	…	…	47	…
46	**…**	**…**	**…**	**46**		**Total du portefeuille ministériel**	**(1)**	**…**	**…**	**47**	**…**
					26	**Transports**					
500 000	…	…	…	500 000		Société canadienne des postes	…	…	…	500 000	…
75 000	…	…	…	75 000		Monnaie royale canadienne	…	…	…	75 000	…
575 000	**…**	**…**	**…**	**575 000**		**Total du portefeuille ministériel**	**…**	**…**	**…**	**575 000**	**…**
					27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**					
54 331	**…**	**…**	**…**	**54 331**			**2 073**	**…**	**…**	**52 258**	**4 916**
107 795 663	**856 679**	**(2 550)**	**135 411 694**	**244 061 486**		**Total du gouvernement**	**134 052 209**	**23 557**	**…**	**109 985 720**	**5 796 889**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun prêt, placement ou avance n'a été rapporté.

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)

Le tableau 7 présente la provenance et l'utilisation des autorisations budgétaires et non budgétaires par portefeuille ministériel et par genre d'autorisations (votées et législatives). Les renseignements fournis pour ce qui est de la provenance et de l'utilisation des autorisations sont expliqués à l'Introduction de ce volume. De plus, des renseignements détaillés apparaissent à l'état du « Sommaire du portefeuille ministériel » dans chaque section ministérielle de ce volume.

Le gouvernement soumet ses propositions de dépenses au Parlement au moyen des Budgets des dépenses annuels. Au cours de l'exercice, le gouvernement peut demander des crédits additionnels. La demande initiale est intitulée le « Budget principal des dépenses », et les demandes additionnelles sont intitulées « Budget(s) supplémentaire(s) des dépenses ». Dans ces Budgets des dépenses, le gouvernement demande l'autorisation pour cette portion des propositions de dépenses qui n'est pas déjà couverte par d'autres statuts. Les montants totalisant de telles propositions de dépenses sont autorisés dans les lois de crédits et sont, en général, référés comme des autorisations « annuelles » ou « votées ». Le solde des dépenses prévues est effectué en vertu de l'autorisation d'autres statuts, lesquels autorisent des déboursés pour des fins spécifiques, et pour des montants et des périodes établis par ces lois. L'emploi prévu ou estimatif de presque toutes ces autorisations « législatives » pour l'exercice en cours est compris dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements seulement; cependant, il n'est pas compris dans des lois de crédits puisqu'il a déjà été autorisé par le Parlement.

Les autorisations votées, sauf pour quelques exceptions, s'annulent à la fin de l'exercice si elles ne sont pas employées. Les autorisations législatives, sauf pour quelques exceptions, sont reportées aux exercices futurs. Ces autorisations reportées aux exercices ultérieurs sont référées comme des autorisations qui « ne s'annulent pas ».

Les crédits budgétaires prévoient des autorisations de dépenses pour ces opérations qui entrent dans le calcul du déficit ou de l'excédent annuel du gouvernement. Les crédits non budgétaires prévoient des autorisations de dépenser pour toutes les opérations qui résultent en l'acquisition ou la disposition de prêts, placements et avances. Les soldes des crédits reportés des exercices antérieurs sont disponibles pour être dépensés, de même que les augmentations courantes à ces autorisations.

Les totaux de ces autorisations sont réduits par le montant de l'emploi de l'exercice en cours, afin de déterminer les soldes qui s'annulent, qui sont dépensés en trop ou qui sont reportés aux exercices futurs, selon le genre d'autorisation. Lorsque les remboursements de prêts sont autorisés pour être dépensés, les déboursés non budgétaires sont inscrits sur une base nette, soit en soustrayant de tels remboursements.

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					2	**Affaires étrangères et Commerce international**					
…	4 982 367	608 335	185 267	5 775 969		Budgétaires—Votées	5 725 080	50 889	…	…	5 003 490
75 337	367 462	…	172 724	615 523		Législatives	562 569	…	…	52 954	1 060 552
75 337	**5 349 829**	**608 335**	**357 991**	**6 391 492**			**6 287 649**	**50 889**	**…**	**52 954**	**6 064 042**
31 721	…	…	227 032	258 753		Non budgétaires—Votées	243 796	…	…	14 957	262 638
92 378 973	96 204	…	(1 315 568)	91 159 609		Législatives	693 221	…	…	90 466 388	(588 408)
92 410 694	**96 204**	**…**	**(1 088 536)**	**91 418 362**			**937 017**	**…**	**…**	**90 481 345**	**(325 770)**

					3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**					
…	6 352 163	681 306	84 232	7 117 701		Budgétaires—Votées	6 797 654	320 047	…	…	7 604 279
31 937	159 025	…	8 391	199 353		Législatives	167 521	9	…	31 823	191 399
31 937	**6 511 188**	**681 306**	**92 623**	**7 317 054**			**6 965 175**	**320 056**	**…**	**31 823**	**7 795 678**
60 374	**60 503**	**16 000**	**…**	**136 877**		Non budgétaires—Votées	**53 772**	**22 731**	**…**	**60 374**	**53 088**
					4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**					
…	282 063	6 236	3 357	291 656		Budgétaires—Votées	288 473	3 183	…	…	331 447
2	5 324	…	(365)	4 961		Législatives	4 948	…	…	13	4 938
2	**287 387**	**6 236**	**2 992**	**296 617**			**293 421**	**3 183**	**…**	**13**	**336 385**
					5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**					
…	328 858	11 356	6 968	347 182		Budgétaires—Votées	341 093	6 089	…	…	370 851
…	8 017	…	943	8 960		Législatives	8 945	…	…	15	9 396
…	**336 875**	**11 356**	**7 911**	**356 142**			**350 038**	**6 089**	**…**	**15**	**380 247**
					6	**Agence du revenu du Canada**					
134 871	2 933 062	126 981	131 617	3 326 531		Budgétaires—Votées	3 154 526	24 941	…	147 064	3 023 433
…	804 299	414 210	(174 378)	1 044 131		Législatives	1 044 131	…	…	…	1 399 527
134 871	**3 737 361**	**541 191**	**(42 761)**	**4 370 662**			**4 198 657**	**24 941**	**…**	**147 064**	**4 422 960**
					7	**Agriculture et Agroalimentaire**					
…	1 456 792	560 745	112 432	2 129 969		Budgétaires—Votées	1 902 789	227 180	…	…	1 968 996
41 715	1 697 234	28 580	(359 444)	1 408 085		Législatives	1 368 391	…	…	39 694	2 186 901
41 715	**3 154 026**	**589 325**	**(247 012)**	**3 538 054**			**3 271 180**	**227 180**	**…**	**39 694**	**4 155 897**
7 833 064	**…**	**…**	**4 130 580**	**11 963 644**		Non budgétaires—Législatives	**3 227**	**…**	**…**	**11 960 417**	**50 944**
					8	**Anciens Combattants**					
…	3 356 707	31 000	37 380	3 425 087		Budgétaires—Votées	3 309 656	115 431	…	…	3 154 364
…	40 969	…	2 651	43 620		Législatives	43 618	…	…	2	42 090
…	**3 397 676**	**31 000**	**40 031**	**3 468 707**			**3 353 274**	**115 431**	**…**	**2**	**3 196 454**
604 982	**…**	**…**	**…**	**604 982**		Non budgétaires—Législatives	**(3)**	**…**	**…**	**604 985**	**…**
					9	**Citoyenneté et Immigration**					
…	1 381 345	63 495	45 225	1 490 065		Budgétaires—Votées	1 364 202	125 863	…	…	1 154 910
6	51 534	…	15 903	67 443		Législatives	67 431	1	…	11	67 847
6	**1 432 879**	**63 495**	**61 128**	**1 557 508**			**1 431 633**	**125 864**	**…**	**11**	**1 222 757**
75 610	**…**	**…**	**…**	**75 610**		Non budgétaires—Législatives	**(736)**	**…**	**…**	**76 346**	**(3 690)**

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—*Suite*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					10	**Conseil du Trésor**					
…	4 616 607	912 156	(2 527 398)	3 001 365		Budgétaires—Votées	2 080 860	920 505	…	…	1 990 222
14 430	67 941	34 329	13 581	130 281		Législatives	120 599	17	…	9 665	99 310
14 430	**4 684 548**	**946 485**	**(2 513 817)**	**3 131 646**			**2 201 459**	**920 522**	**…**	**9 665**	**2 089 532**
					11	**Conseil privé**					
…	185 640	26 481	21 849	233 970		Budgétaires—Votées	214 203	19 767	…	…	198 769
33	107 478	247 879	(4 159)	351 231		Législatives	351 218	2	…	11	118 214
33	**293 118**	**274 360**	**17 690**	**585 201**			**565 421**	**19 769**	**…**	**11**	**316 983**
					12	**Défense nationale**					
…	17 077 734	998 094	353 382	18 429 210		Budgétaires—Votées	17 756 932	672 278	…	…	16 189 197
17 401	1 225 889	…	196 275	1 439 565		Législatives	1 439 234	…	…	331	1 343 983
17 401	**18 303 623**	**998 094**	**549 657**	**19 868 775**			**19 196 166**	**672 278**	**…**	**331**	**17 533 180**
79 612	**…**	**…**	**…**	**79 612**		Non budgétaires—Votées	**6 614**	**…**	**…**	**72 998**	**9 729**
					13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**					
…	264 024	18 482	3 189	285 695		Budgétaires—Votées	236 654	49 041	…	…	242 138
11	5 322	…	186	5 519		Législatives	5 519	…	…	…	5 022
11	**269 346**	**18 482**	**3 375**	**291 214**			**242 173**	**49 041**	**…**	**…**	**247 160**
					14	**Environnement**					
55 137	1 365 564	117 165	100 529	1 638 395		Budgétaires—Votées	1 524 646	85 125	…	28 624	1 342 310
115	242 116	…	70 741	312 972		Législatives	312 810	…	…	162	311 899
55 252	**1 607 680**	**117 165**	**171 270**	**1 951 367**			**1 837 456**	**85 125**	**…**	**28 786**	**1 654 209**
					15	**Finances**					
…	596 060	404 508	20 215	1 020 783		Budgétaires—Votées	813 984	206 799	…	…	314 993
129 136	79 502 973	(508 625)	(1 122 200)	78 001 284		Législatives	77 861 910	9	…	139 365	81 045 125
129 136	**80 099 033**	**(104 117)**	**(1 101 985)**	**79 022 067**			**78 675 894**	**206 808**	**…**	**139 365**	**81 360 118**

…	…	…	384 280	384 280		Non budgétaires—Votées	384 280	…	…	…	318 280
6 000 000	3 075	…	131 885 206	137 888 281		Législatives	131 888 281	…	…	6 000 000	4 848 334
6 000 000	**3 075**	**…**	**132 269 486**	**138 272 561**			**132 272 561**	**…**	**…**	**6 000 000**	**5 166 614**
					16	**Gouverneur général**					
…	16 455	…	1 523	17 978		Budgétaires—Votées	17 684	294	…	…	16 989
…	2 525	…	9	2 534		Législatives	2 534	…	…	…	2 501
…	**18 980**	**…**	**1 532**	**20 512**			**20 218**	**294**	**…**	**…**	**19 490**
					17	**Industrie**					
…	3 826 159	376 835	186 070	4 389 064		Budgétaires—Votées	4 133 324	255 740	…	…	4 166 414
205 696	373 593	23 485	79 547	682 321		Législatives	460 028	42	…	222 251	518 478
205 696	**4 199 752**	**400 320**	**265 617**	**5 071 385**			**4 593 352**	**255 782**	**…**	**222 251**	**4 684 892**
1 950	**800**	**…**	**…**	**2 750**		Non budgétaires—Votées	**…**	**800**	**…**	**1 950**	**…**
					18	**Justice**					
…	884 656	64 709	68 971	1 018 336		Budgétaires—Votées	942 344	75 992	…	…	863 566
25	495 849	…	8 708	504 582		Législatives	504 553	8	…	21	475 014
25	**1 380 505**	**64 709**	**77 679**	**1 522 918**			**1 446 897**	**76 000**	**…**	**21**	**1 338 580**
					19	**Parlement**					
…	377 559	3 178	1 569	382 306		Budgétaires—Votées	362 623	19 683	…	…	349 504
…	185 336	1 404	(5 014)	181 726		Législatives	181 726	…	…	…	170 938
…	**562 895**	**4 582**	**(3 445)**	**564 032**			**544 349**	**19 683**	**…**	**…**	**520 442**
					20	**Patrimoine canadien**					
…	3 358 222	100 352	124 813	3 583 387		Budgétaires—Votées	3 450 903	132 484	…	…	3 374 728
6 046	63 692	…	3 010	72 748		Législatives	66 559	…	…	6 189	62 451
6 046	**3 421 914**	**100 352**	**127 823**	**3 656 135**			**3 517 462**	**132 484**	**…**	**6 189**	**3 437 179**
					21	**Pêches et Océans**					
…	1 563 361	60 379	110 012	1 733 752		Budgétaires—Votées	1 622 299	111 453	…	…	1 495 390
1 938	118 631	…	6 003	126 572		Législatives	125 246	…	…	1 326	121 243
1 938	**1 681 992**	**60 379**	**116 015**	**1 860 324**			**1 747 545**	**111 453**	**…**	**1 326**	**1 616 633**
50 000	**…**	**…**	**…**	**50 000**		Non budgétaires—Votées	**…**	**…**	**…**	**50 000**	**…**
					22	**Ressources humaines et Développement des compétences**					
…	4 591 908	145 391	80 595	4 817 894		Budgétaires—Votées	4 486 110	331 784	…	…	5 698 480
70	37 462 424	(198 671)	41 425	37 305 248		Législatives	37 304 931	…	…	317	35 795 269
70	**42 054 332**	**(53 280)**	**122 020**	**42 123 142**			**41 791 041**	**331 784**	**…**	**317**	**41 493 749**
…	**696 097**	**(18 550)**	**100 164**	**777 711**		Non budgétaires—Législatives	**777 685**	**26**	**…**	**…**	**841 058**

TABLEAU 7

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives)—*Fin*

(en milliers de dollars)

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations				
	Indiquées dans										
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements [1]	Total disponible pour emploi	Section	Portefeuille ministériel	Employées au cours de l'exercice	Annulées	Dépassées	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
					23	**Ressources naturelles**					
…	1 540 669	446 732	75 696	2 063 097		Budgétaires—Votées	1 855 909	207 188	…	…	1 278 506
10 915	1 157 330	2 153 511	296 406	3 618 162		Législatives	3 608 669	12	…	9 481	2 465 744
10 915	**2 697 999**	**2 600 243**	**372 102**	**5 681 259**			**5 464 578**	**207 200**	**…**	**9 481**	**3 744 250**
50 000	**…**	**…**	**…**	**50 000**		Non budgétaires—Votées	**…**	**…**	**…**	**50 000**	**…**
					24	**Santé**					
…	4 584 038	205 776	148 113	4 937 927		Budgétaires—Votées	4 851 610	86 317	…	…	4 647 255
281	147 621	…	239 719	387 621		Législatives	387 030	205	…	386	1 235 647
281	**4 731 659**	**205 776**	**387 832**	**5 325 548**			**5 238 640**	**86 522**	**…**	**386**	**5 882 902**
					25	**Sécurité publique et Protection civile**					
230 277	6 455 915	193 166	533 995	7 413 353		Budgétaires—Votées	6 820 115	384 209	…	209 029	5 898 105
23 390	814 153	…	16 468	854 011		Législatives	838 626	…	…	15 385	754 878
253 667	**7 270 068**	**193 166**	**550 463**	**8 267 364**			**7 658 741**	**384 209**	**…**	**224 414**	**6 652 983**
46	**…**	**…**	**…**	**46**		Non budgétaires—Votées	**(1)**	**…**	**…**	**47**	**…**
					26	**Transports**					
…	4 370 557	1 445 850	64 596	5 881 003		Budgétaires—Votées	4 255 801	1 625 202	…	…	3 682 455
3 056	173 780	…	3 954	180 790		Législatives	179 908	…	…	882	148 136
3 056	**4 544 337**	**1 445 850**	**68 550**	**6 061 793**			**4 435 709**	**1 625 202**	**…**	**882**	**3 830 591**
575 000	**…**	**…**	**…**	**575 000**		Non budgétaires—Législatives	**…**	**…**	**…**	**575 000**	**…**
					27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**					
…	2 266 739	252 692	72 053	2 591 484		Budgétaires—Votées	2 368 437	223 047	…	…	2 242 927
384 032	76 321	…	26 335	486 688		Législatives	90 934	11 474	…	384 280	105 243
384 032	**2 343 060**	**252 692**	**98 388**	**3 078 172**			**2 459 371**	**234 521**	**…**	**384 280**	**2 348 170**

5 422	…	…	…	5 422	Non budgétaires—Votées	(54)	…	…	5 476	5 858
48 909	…	…	…	48 909	Législatives	2 127	…	…	46 782	(942)
54 331	**…**	**…**	**…**	**54 331**		**2 073**	**…**	**…**	**52 258**	**4 916**
					Total du gouvernement					
420 285	79 015 224	7 861 400	46 250	87 343 159	Budgétaires—Votées	80 677 911	6 280 531	…	384 717	76 603 718
945 572	125 356 838	2 196 102	(462 581)	128 035 931	Législatives	127 109 588	11 779	…	914 564	129 741 745
1 365 857	**204 372 062**	**10 057 502**	**(416 331)**	**215 379 090**		**207 787 499**	**6 292 310**	**…**	**1 299 281**	**206 345 463**
279 125	61 303	16 000	611 312	967 740	Non budgétaires—Votées	688 407	23 531	…	255 802	649 593
107 516 538	795 376	(18 550)	134 800 382	243 093 746	Législatives	133 363 802	26	…	109 729 918	5 147 296
107 795 663	**856 679**	**(2 550)**	**135 411 694**	**244 061 486**		**134 052 209**	**23 557**	**…**	**109 985 720**	**5 796 889**
699 410	79 076 527	7 877 400	657 562	88 310 899	Votées	81 366 318	6 304 062	…	640 519	77 253 311
108 462 110	126 152 214	2 177 552	134 337 801	371 129 677	Législatives	260 473 390	11 805	…	110 644 482	134 889 041
109 161 520	**205 228 741**	**10 054 952**	**134 995 363**	**459 440 576**	**Total du gouvernement**	**341 839 708**	**6 315 867**	**…**	**111 285 001**	**212 142 352**

Note : Si aucun montant n'est présenté, soit qu'il est inférieur à 500 $ ou aucun montant n'a été rapporté.

(1) Les redressements, mandats et virements comprennent des éléments tels que :

a) les affectations réservées établies afin de fournir l'autorité de paiement relative au suremploi de crédits de l'exercice précédent par suite des Créditeurs de l'exercice précédent;

b) les redressements aux éléments apparaissant dans les Budgets des dépenses pour fins de renseignements afin de démontrer les dépenses réelles, de même que les redressements à certaines autorisations reportées des exercices antérieurs pour refléter les autorisations disponibles; et,

c) les augmentations aux autorisations approuvées dans des lois autres que les lois de crédits.

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice

L'appendice 1 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) accordées dans les lois de crédits de l'exercice, par portefeuille ministériel.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans: Budget principal des dépenses	Indiquées dans: Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
2		**Affaires étrangères et Commerce international**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 223 521 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements,* rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de		

4 749 600 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 935 800 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 2 435 000 $ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 400 700 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 750 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 750 000 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 617 100 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 407 540 $ du crédit 40 (Santé) et de 80 000 $ du crédit 1 (Anciens combattants) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de — 7 392 940

1b Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 100 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 398 700 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 831 400 $ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 700 000 $ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 671 700 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 507 600 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 500 000 $ du crédit 55 (Industrie), de 248 800 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 182 700 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 147 700 $ du crédit 1 (Transports), de 58 900 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 56 000 $ du crédit 5 (Transports), de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de — 14 176 681

1c Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 100 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 175 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 935 524 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 231 500 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 115 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de — 18 359 892

5 Dépenses en capital — 122 670 000

5a Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 187 400 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 660 300 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 265 000 $ du crédit 20 (Sécurité publique et

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		Protection civile), de 223 600 $ du crédit 40 (Santé), de 68 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 65 900 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 20 000 $ du crédit 1 (Anciens Combattants) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 700 000
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 851 300 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 434 100 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 012 619
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 899 190 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 397 000 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 081 410
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités anti-terroristes du Canada, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de l'aide anti-terroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou sous forme de produits, de services, d'équipement ou de technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007	682 131 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, d'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme de la sécurité humaine et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007—Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		707 000
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du programme Glyn Berry des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisa-		

	tion de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 940 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 335 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		85 555 000
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales et du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du programme Glyn Berry des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 $, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007—Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
11b	Passeport Canada—Dépenses en capital		13 515 583
12b	Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la *Loi sur le développement des exportations*, le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)(b) de cette loi, de 30 000 000 000 $ à 33 000 000 000 $		1
13c	Passeport Canada—Dépenses de fonctionnement		12 888 000
	Corporation commerciale canadienne		
15	Versements à la Corporation commerciale canadienne	15 185 000	
	Agence canadienne de développement international		
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au Règlement sur l'assistance technique, pris par le décret CP 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition	224 674 000	
20a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 240 423 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008* et pour prévoir un montant supplémentaire de		…
25	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 553 452 000	
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services		215 400 000
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 $ du crédit 5 (Finances) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 000 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services—Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 018 492 $ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		171 329 208
	L30	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 215 032 000 $, conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
	L30a	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 $ (215 032 000 $ + 12 000 000 $), conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales		1
		Centre de recherches pour le développement international		
	35	Versements au Centre de recherches pour le développement international	149 995 000	
	35b	Versements au Centre de recherches pour le développement international—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 000 000
	35c	Versements au Centre de recherches pour le développement international—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 70 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Commission mixte international		
	40	Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	7 925 000	
	40b	Dépenses du programme—Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatifs à la qualité de l'eau dans les Grands-Lacs		216 503
		Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne		
	45	Dépenses du programme	2 814 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**4 982 367 000**	**608 334 839**
		Non budgétaire	**1**	**1**
3		**Affaires indiennes et du Nord canadien**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		

	d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	665 419 000	
1a	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		181 432 715
1b	Dépenses de fonctionnement et a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 265 174 248 $ du crédit 55 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 158 015 $ du crédit 50 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 000 000 $ du crédit 20 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 2 000 000 $ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 183 333 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		45 510 835
5	Dépenses en capital et a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes	22 739 000	
7b	Pour porter de 1 700 000 000 $ à 2 200 000 000 $ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi n° 3 de 1972 portant sur l'affectation de crédits*		1
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	5 314 881 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 295 192 $ du crédit 10 (Santé), de 137 700 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 124 312 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 $ du crédit 25 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		302 623 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 767 027 $ du crédit 60 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 420 600 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 25 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 25 000 $ du crédit 1 (Santé) et de 25 000 $ du crédit 55 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		66 177 945
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 842 027 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 4 985 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien), et de 450 000 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
15	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	27 600 000	
15b	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord—Pour autoriser le virement		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		au présent crédit de 8 500 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 000 000
	15c	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement	5 268 000	
	20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
	20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement		3 833 850
	25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions	21 444 000	
	25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
	25b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions		8 000 000
	25c	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	L30	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	25 903 000	
	L30b	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications		14 000 000
	L30c	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications		2 000 000
	L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	34 600 000	
		Commission canadienne des affaires polaires		
	40	Dépenses du programme et contributions	919 000	
		Institut de la statistique des Premières nations		
	45	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 300 000	
		Secrétariat de la Commission de vérité et de reconciliation relative aux pensionnats indiens		
	47b	Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens—Dépenses de fonctionnement		58 373 000
		Commission des revendications particulières des indiens		
	50	Dépenses du programme	3 867 000	
	50b	Dépenses du programme		3 957 498
		Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		
	55	Dépenses de fonctionnement	275 726 000	
	60	Contributions	10 000 000	
		Greffe du tribunal des revendications particulières		
	62c	Dépenses du programme		1 397 363
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**6 352 163 000**	**681 306 212**
		Non budgétaire	**60 503 000**	**16 000 000**

4		**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	44 104 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		80 565
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		65 214
	1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		40 000
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	237 959 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		300 000
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		2 850 000
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		2 900 100
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**282 063 000**	**6 235 879**
		Non budgétaire	**…**	**…**
5		**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	81 862 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		106 085
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		29 158
	1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	238 346 000	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		11 220 104
		Société d'expansion du Cap-Breton		
	10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la *Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton*	8 650 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**328 858 000**	**11 355 348**
		Non budgétaire	**…**	**…**

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
6		**Agence du revenu du Canada**		
	1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	2 933 062 000	
	1a	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 021 032 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		97 980 681
	1b	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 225 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 000 685
	1c	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 833 $ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**2 933 062 000**	**126 981 367**
		Non budgétaire	**...**	**...**
7		**Agriculture et Agroalimentaire**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	530 761 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 275 000 $ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		139 183 207
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		12 673 501
	1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du		

	programme de pâturages communautaires, et de l'administration du programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		4 248 642
5	Dépenses en capital	32 022 000	
5a	Dépenses en capital		860 000
5b	Dépenses en capital		20 271 874
5c	Dépenses en capital		1 435 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	378 993 232	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		157 497 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		33 849 600
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		121 212 285
15	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'a-ances printanières bonifié	1	
20	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 $ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol	1	
	Commission canadienne du lait		
25	Dépenses du programme	3 672 000	
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
30	Dépenses de fonctionnement et contributions	471 919 000	
30a	Dépenses de fonctionnement et contributions		37 458 117
30b	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 400 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 500 000 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
30c	Dépenses de fonctionnement et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 010 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 350 000 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
35	Dépenses en capital	34 669 000	
35a	Dépenses en capital		5 556 000
	Commission canadienne des grains		
40	Dépenses du programme	4 756 000	
40a	Dépenses du programme		26 500 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 456 792 234**	**560 745 228**
	Non budgétaire	**...**	**...**
8	**Anciens Combattants**		
1	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S.R.C. 1970 ch. V-4)*, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	970 553 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	1b	Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants (S.R.C. 1970 ch. V-4)*, afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1 700 000
	5	Dépenses en capital	22 862 000	
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	2 353 719 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor		29 300 000
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 $ du crédit 1 (Anciens combattants) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement	9 573 000	
	15a	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 $ du crédit 1 (Anciens combattants) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**3 356 707 000**	**31 000 003**
		Non budgétaire	**...**	**...**
9		**Citoyenneté et Immigration**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	396 156 643	
	1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 334 075 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		19 020 955
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement		

		au présent crédit de 3 000 000 $ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 170 811
	1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 $ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 1 000 000 $ du crédit 1 (Justice), de 243 580 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 57 500 $ du crédit 85 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 302 790
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	884 648 355	
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
		Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	10	Dépenses du programme	100 540 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 381 344 998**	**63 494 557**
		Non budgétaire	**...**	**...**
10		**Conseil du Trésor**		
		Secrétariat		
	1	Dépenses du programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	165 237 000	
	1b	Dépenses du programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les revenus produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 934 800 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 245 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 948 558
	1c	Dépenses du programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produits durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 451 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5	Éventualités du gouvernement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le Budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	
	10	Initiatives pangouvernementales—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	7 141 000	
	15b	Rajustements à la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*		170 671 485
	15c	Rajustements à la rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*		707 414 643

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	20	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*	1 861 000 000	
	20b	Assurances de la fonction publique—Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*		1 943 839
	25	Report du budget de fonctionnement—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 200 000 000	
	30	Besoins en matière de rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires	500 000 000	
	30b	Besoins en matière de rémunération—Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération		1
		École de la fonction publique du Canada		
	35	Dépenses du programme	58 529 000	
		Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	40	Dépenses du programme	6 033 000	
		Bureau du directeur des lobbyistes		
	45	Dépenses du programme	4 097 000	
		Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
	50	Dépenses du programme	64 570 000	
	50a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 338 159 $ du crédit 1 (Défense nationale) et de 144 457 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 454 488
	50b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 $ du crédit 1 (Santé) et de 48 405 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 722 742
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**4 616 607 000**	**912 155 757**
		Non budgétaire	**...**	**...**

11		**Conseil privé**		
		Ministère		
	1	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	110 568 000	
	1a	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		1 594 000
	1b	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		10 081 146
	1c	Dépenses du programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		13 297 234
		Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	5	Dépenses du programme	6 075 000	
		Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	10	Dépenses du programme	25 589 000	
		Directeur général des élections		
	15	Dépenses du programme	22 062 000	
	15a	Dépenses du programme		1 508 641
		Commissariat aux langues officielles		
	20	Dépenses du programme	17 764 000	
		Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
	25	Dépenses du programme	945 000	
		Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	30	Dépenses du programme	2 637 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**185 640 000**	**26 481 021**
		Non budgétaire	**...**	**...**
12		**Défense nationale**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor,		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	13 519 620 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 852 025 $ du crédit 85 (Industrie) et de 358 000 $ du crédit 75 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		125 453 786
	1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 556 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 105 683 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 80 000 $ du crédit 75 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		452 399 359
	1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 $ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 $ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé		

		de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 941 000 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 680 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 482 000 $ du crédit 1 (Transports) et de 310 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5	Dépenses en capital	3 356 705 000	
	5a	Dépenses en capital		419 037 085
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 82 000 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 865 000 $ du crédit 40 (Santé) et de 66 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense	192 395 560	
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la *Loi de 1950 sur les crédits de défense*, pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense—Pour autoriser le virement au présent crédit de 317 000 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Comité des griefs des Forces canadiennes		
	15	Dépenses du programme	5 864 000	
		Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	20	Dépenses du programme	3 150 000	
	20b	Dépenses du programme		1 203 831
		Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications		
	23a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 364 519 $ du crédit 1 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**17 077 734 560**	**998 094 065**
		Non budgétaire	**...**	**...**
13		**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	48 753 000	
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		132 694
	1c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		26 751
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	215 271 000	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		18 162 587
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		160 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**264 024 000**	**18 482 032**
		Non budgétaire	**...**	**...**

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
14		**Environnement**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	665 201 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit; g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 506 761 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		38 514 598
	1b	Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;		

	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;		
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;		
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;		
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générés par les activités du Ministère financées à même ce crédit;		
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 153 333 $ du crédit 1 (Affaire indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		23 623 476
5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	43 536 000	
5a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral—Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 585 000
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral—Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 513 140
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services	165 065 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services		32 845 117
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fournitures de biens, équipements ou services—Pour autoriser le virement au présent crédit de 664 021 $ du crédit 1 (Environnement) et de 67 763 $ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 980 000
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
15	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale	31 514 000	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
20	Dépenses du programme	4 723 000	
	Agence Parcs Canada		
25	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	455 025 000	
25b	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions incrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières—Pour autoriser le virement au présent crédit de 270 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 122 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 518 327

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	25c	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions incrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 $ du crédit 10 (Transports) et de 144 000 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		585 297
	30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	500 000	
	30b	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 000 000 $ du crédit 25 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 365 564 000**	**117 164 956**
		Non budgétaire	**...**	**...**
15		**Finances**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	89 793 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		6 608 199
	1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		15 000 000
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	374 800 000	
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		234 400 000
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		53 000 000
	7a	Aux fins du paragraphe 193(4) de la *Loi d'exécution du budget de 2006*, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 $		1
	L10	Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 $ en faveur de l'Association internationale de développement	1	
	L10a	Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 $ en faveur de l'Association internationale de développement		1

		Vérificateur général		
	15	Dépenses du programme	72 239 000	
		Tribunal canadien du commerce extérieur		
	20	Dépenses du programme	8 984 000	
		Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	25	Dépenses du programme	49 391 000	
		Bureau du surintendant des institutions financières		
	30	Dépenses du programme	853 000	
		PPP Canada Inc.		
	32a	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes		2 900 000
	33a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3		92 600 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**596 060 000**	**404 508 200**
		Non budgétaire	**1**	**1**
16		**Gouverneur général**		
	1	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur sont échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général	16 455 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**16 455 000**	**...**
		Non budgétaire	**...**	**...**
17		**Industrie**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	332 903 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 601 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 319 386
	1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 905 200 $ du crédit 10 (Industrie) et de 325 000 $ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 418 170

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	1c	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et ceux qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la *Loi sur la concurrence* : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 783 565 $ du crédit 10 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5	Dépenses en capital	12 596 000	
	5a	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 325 176 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		449 050
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 526 500 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5c	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 040 000 $ du crédit 10 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	464 272 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		137 462 412
	10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		52 987 317
	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	300 000	
	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*	500 000	
		Agence spatiale canadienne		
	25	Dépenses de fonctionnement	193 110 000	
	30	Dépenses en capital	118 113 000	
	30a	Dépenses en capital		300 000
	35	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	46 431 000	
	35b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 $ du crédit 25 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Commission canadienne du tourisme		
	40	Dépenses du programme	82 646 000	
		Tribunal de la concurrence		
	45	Dépenses du programme	1 546 000	
	45b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 $ du crédit 1 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Commission du droit d'auteur		
	50	Dépenses du programme	2 317 000	
		Conseil national de recherches du Canada		
	55	Dépenses de fonctionnement	385 524 000	
	55b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 123 500 $ du crédit 20 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 509 312
	60	Dépenses en capital	39 697 000	
	60a	Dépenses en capital		2 065 000

60b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 995 000 $ du crédit 55 (Industrie) et de 6 906 988 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		175 000
65	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	143 582 000	
65b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 $ du crédit 10 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
70	Dépenses de fonctionnement	40 650 000	
70a	Dépenses de fonctionnement		375 000
70b	Dépenses de fonctionnement		258 007
70c	Dépenses de fonctionnement		453 800
75	Subventions inscrites au Budget des dépenses	913 426 000	
75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses		6 310 750
75b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 $ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		480 000
75c	Subventions incrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 404 035 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 20 000 $ du crédit 10 (Industrie) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		60 667 750
	Conseil de recherches en sciences humaines		
80	Dépenses de fonctionnement	21 303 000	
80a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
80b	Dépenses de fonctionnement		1 520 057
80c	Dépenses de fonctionnement		921 639
85	Subventions inscrites au Budget des dépenses	622 042 000	
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 579 446 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 160 000 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
85b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 297 528 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		750 000
85c	Subventions inscrites au Budget des dépenses		29 272 250
	Conseil canadien des normes		
90	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la *Loi sur le Conseil canadien des normes*	7 129 000	
	Statistique Canada		
95	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	398 872 000	
95a	Dépenses du programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		5 140 352
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**3 826 159 000**	**376 835 260**
	Non budgétaire	**800 000**	**...**
18	**Justice**		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	265 373 000	
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		4 477 791
	1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui de dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		9 262 349
	1c	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui de dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 148 667 $ du crédit 35 (Justice) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		141 386
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	367 522 000	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 $ du crédit 1 (Justice) de la *Loi de crédits n*° *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 592 784
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		16 000 000
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1 000 000
		Commission canadienne des droits de la personne		
	10	Dépenses du programme	18 387 000	
		Tribunal canadien des droits de la personne		
	15	Dépenses du programme	3 992 000	
		Commissaire à la magistrature fédérale		
	20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges* et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	7 772 000	
	20c	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la *Loi sur les juges* et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire		446 139
	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement	1 594 000	
		Service administratif des tribunaux judiciaires		
	30	Dépenses du programme	51 645 000	
	30a	Dépenses du programme		3 048 575

30b	Dépenses du programme		1 349 175
30c	Dépenses du programme		1 993 132
	Bureau du directeur des poursuites pénales		
35	Dépenses du programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	124 067 000	
35a	Dépenses du programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 100 000 $ du crédit 1 (Justice) de la *Loi de crédits n*° *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 400 000
35c	Dépenses du programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 69 877 $ du crédit 1 (Justice) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 133 780
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
40	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses du programme	6 733 000	
40a	Commissariat à l'information du Canada—Dépenses du programme		1 792 971
45	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du programme	15 898 000	
45b	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada—Dépenses du programme		3 071 389
	Cour suprême du Canada		
50	Dépenses du programme	21 673 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**884 656 000**	**64 709 471**
	Non budgétaire	**...**	**...**
19	**Parlement**		
	Sénat		
1	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice	58 467 000	
	Chambre des communes		
5	Dépenses de fonctionnement, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	269 001 055	
5b	Dépenses du programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes—Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 093 000 $ du crédit 10 (Parlement) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009*		2 578 712
10	Dépenses en capital	8 093 000	
	Bibliothèque du Parlement		
15	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	34 971 000	
15c	Dépenses du programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produits durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement		600 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	20	Dépenses du programme	6 338 000	
		Conseiller sénatorial en éthique		
	25	Dépenses du programme	689 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**377 559 055**	**3 178 712**
		Non budgétaire	**...**	**...**
20		**Patrimoine canadien**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	272 193 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 529 697 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 322 774
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 $ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 088 827 600	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		20 982 000
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 104 929 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		29 177 000
	5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 310 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 168 637 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1

	Conseil des Arts du Canada		
10	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	180 526 000	
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi—Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 300 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		1
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi—Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 500 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Société Radio-Canada		
15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	1 020 405 000	
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	91 019 000	
25c	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital —Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 658 000 $ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Musée canadien des droits de la personne		
27b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		5 000 000
	Musée canadien des civilisations		
30	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	61 429 000	
30b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 093 093 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 600 000
30c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 $ du crédit 25 (Affaire étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 779 621
	Musée canadien de la nature		
35	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	59 176 000	
35b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		3 040 000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
40	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques,* autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	1	
40a	Dépenses du programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques,* autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication, du Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion, et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		9 136 927
	Bibliothèque et Archives du Canada		
45	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	145 749 000	
45b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 129 036 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		600 000

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		Société du Centre national des Arts		
	50	Paiements à la Société du Centre national des Arts	49 553 000	
	50a	Paiements à la Société du Centre national des Arts—Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 640 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
	50b	Paiements à la Société du Centre national des Arts—Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 250 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	50c	Paiements à la Société du Centre national des Arts—Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Commission des champs de bataille nationaux		
	55	Dépenses du programme	8 009 000	
	55b	Dépenses du programme		400 000
		Office national du film		
	60	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	65 042 000	
	60a	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 320 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
	60c	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Musée des beaux-arts du Canada		
	65	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	45 268 000	
	65b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 830 000
	70	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	8 000 000	
		Musée national des sciences et de la technologie		
	75	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	31 028 000	
	75b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		2 730 000
	75c	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 475 000
		Commission de la fonction publique		
	80	Dépenses du programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours du même exercice les recettes et de compenser les dépenses engagées pour la prestation des produits et services d'évaluation et de counselling	84 955 000	
	80a	Dépenses du programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counselling		972 145
	80b	Dépenses du programme et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counselling		1 248 792
		Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	85	Dépenses du programme	5 996 000	
	85b	Dépenses du programme		5 401 410

	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
90	Dépenses du programme	4 481 000	
	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
95	Dépenses du programme	1 644 000	
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
100	Dépenses de fonctionnement	7 499 000	
100a	Dépenses de fonctionnement		1 056 395
100c	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 332 462 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
105	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	16 250 000	
105a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		5 700 000
105b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 900 000
	Téléfilm Canada		
110	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*	107 172 000	
110a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
110b	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*—Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**3 358 221 601**	**100 352 078**
	Non budgétaire	**...**	**...**
21	**Pêches et Océans**		
1	Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; d) et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 178 250 000	
1a	Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 156 947 $ du crédit 1 (Défense nationale) et de 22 500 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits* n° *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 995 286
	1b	Dépenses de fonctionnement et :		
		a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
		b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
		c) autorisation de dépenser les recettes produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;		
		d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 546 173 $ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 1 305 000 $ du crédit 1 (Transports), de 549 800 $ du crédit 1 (Environnement), de 42 500 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 15 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits* n° *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 273 217
	1c	Dépenses de fonctionnement et :		
		a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
		b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
		c) autorisation de dépenser les recettes produits dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;		
		d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 683 154 $ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 175 695 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 144 000 $ du crédit 1 (Environnement) de la *Loi de crédits* n° *2 pour 2008-2009*		1
	5	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	294 650 000	
	5a	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale		3 312 000

5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale		12 954 945
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	90 461 000	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 945 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 722 500 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 34 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 843 100
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 563 361 000**	**60 378 551**
	Non budgétaire	**...**	**...**

22 **Ressources humaines et Développement des compétences**

Ministère

1	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	606 106 000	
1a	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		14 157 246
1b	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		20 925 721
1c	Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; et c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement*		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 586 562 $ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 1 740 800 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 675 346 543	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		61 850 000
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 617 328 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		37 357 758
		Conseil canadien des relations industrielles		
	10	Dépenses du programme	11 018 000	
	10c	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 $ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*	2 293 949 000	
	15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*		11 100 000
	16c	Porter de 450 000 000 000 $ à 600 000 000 000 $ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la *Loi nationale sur l'habitation*		1
		Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	20	Dépenses du programme	1 806 000	
		Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	25	Dépenses du programme	3 682 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**4 591 907 543**	**145 390 728**
		Non budgétaire	**...**	**...**
23		**Ressources naturelles**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	762 876 000	

1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisations de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		8 762 139
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 497 333 $ du crédit 55 (Industrie) et de 195 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		17 364 274
5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	437 896 000	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		8 600 000
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 $ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 50 000 $ du crédit 10 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 250 000
5c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
	Énergie atomique du Canada limitée		
10	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	152 273 000	
10a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		300 000 000
10c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		100 000 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
15	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	80 140 000	
15b	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		3 699 268
15c	Dépenses du programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		3 788 959
	Société de développement du Cap-Breton		
20	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 239 000	
	Office national de l'énergie		
25	Dépenses du programme	41 001 000	
25b	Dépenses du programme		267 000
	Administration du pipe-line du Nord		
30	Dépenses du programme	244 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 540 669 000**	**446 731 641**
	Non budgétaire	**...**	**...**
24	**Santé**		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 661 621 000	

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
	1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 96 033 $ du crédit 10 (Santé) et de 3 500 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la *Loi de crédits n*o *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		45 220 211
	1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 984 000 $ du crédit 10 (Santé) de la *Loi de crédits n*o *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		19 675 817
	1c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 000 $ du crédit 5 (Santé) et de 2 600 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la *Loi de crédits n*o *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		71 553 599
	5	Dépenses en capital	60 000 000	
	5a	Dépenses en capital		2 000 000
	5b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 008 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n*o *2 pour 2008-2009*		1
	10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 358 089 000	
	10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 000 000 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n*o *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 095 000
	10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 000 000 $ du crédit 1 (Santé) et de 322 941 $ du crédit 25 (Santé) de la *Loi de crédits n*o *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 558 634
		Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
	15	Dépenses du programme	11 783 000	
		Instituts de recherche en santé du Canada		
	20	Dépenses de fonctionnement	42 891 000	
	20a	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n*o *1 pour 2008-2009*		1
	20b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 54 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n*o *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		258 007

20c	Dépenses de fonctionnement		4 068 117
25	Subventions inscrites au Budget des dépenses	881 250 000	
25a	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 $ du crédit 45 (Santé), de 559 071 $ du crédit 10 (Santé), de 75 000 $ du crédit 15 (Santé) et de 35 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		270 000
25c	Subventions inscrites au Budget des dépenses—Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 $ du crédit 45 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		34 079 000
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
30	Dépenses du programme	3 097 000	
30a	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 447 951 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009*		1
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
35	Dépenses du programme	5 211 000	
35b	Dépenses du programme		4 700 013
	Agence de la santé publique du Canada		
40	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits	360 479 000	
40a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 665 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 050 962
40b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits—Pour autoriser le virement au présent crédit de 48 600 $ du crédit 1 (Santé) et de 460 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		326 536
40c	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 386 397 $ du crédit 1 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
45	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	199 617 000	
45a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		3 920 000
45b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 $ du crédit 10 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**4 584 038 000**	**205 775 902**
	Non budgétaire	**...**	**...**
25	**Sécurité publique et Protection civile**		
	Ministère		
1	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	121 588 000	
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 500 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 275 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la *Loi de crédits n° 1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		4 056 246
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en		

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 837 500 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		17 803 737
	5	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	281 315 144	
	5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1 131 600
	5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		9 528 968
		Agence des services frontaliers du Canada		
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 300 600 000	
	10a	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence		11 802 913
	10b	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de durant l'année en cours les recettes perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence—Pour autoriser le virement au présent crédit de 234 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits* n° *2 pour 2008-2009*		1
	15	Dépenses en capital	50 910 000	
	15a	Dépenses en capital		103 600
	15b	Dépenses en capital		30 000
		Service canadien du renseignement de sécurité		
	20	Dépenses de fonctionnement	388 494 000	
	20a	Dépenses de fonctionnement		3 532 960
	20b	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 151 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 52 600 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 730 544
	20c	Dépenses de fonctionnement—Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits* n° *2 pour 2008-2009*		1
	25	Dépenses en capital	20 854 000	
		Service correctionnel		
	30	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		

	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 717 093 000	
30b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et		
	a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;		
	b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;		
	c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;		
	d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements		12 473 257
35	Dépenses en capital, y compris les paiements :		
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations	263 576 000	
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :		
	a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;		
	b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations		7 685 000
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
40	Dépenses du programme	40 800 000	
40b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		1 006 944
	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
45	Dépenses du programme	3 341 000	
	Gendarmerie royale du Canada		
50	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice	1 840 815 000	
50b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 39 761 069 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 88 481 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 $ du crédit 40 (Santé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		36 548 515
50c	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice—Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 824 560 $ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 $ du crédit 1 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 726 362
55	Dépenses en capital	328 965 000	
55b	Dépenses en capital—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 641 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		78 005 718
60	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	88 297 000	
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 801 500 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	65	Dépenses du programme	1 333 000	
		Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	70	Dépenses du programme	7 934 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**6 455 915 144**	**193 166 367**
		Non budgétaire	**...**	**...**
26		**Transports**		
		Ministère		
	1	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	315 257 000	
	1a	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an		19 112 450
	1b	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 157 032 $ du crédit 55 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 102 008
	1c	Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;		

	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la *Loi sur l'aéronautique*;		
	c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;		
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 929 000 $ du crédit 5 (Transports) et de 25 000 $ du crédit 10 (Transports) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009*		1
5	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	78 248 000	
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés		3 663 000
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	471 691 039	
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		297 866 204
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		48 956 206
10c	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions—Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 459 200 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009*		1
	Société canadienne des postes		
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	97 210 000	
	Administration canadienne de la sûreté du transport aérien		
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	277 754 000	
20a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		2 200 000
20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		156 202 000
	Office des transports du Canada		
25	Dépenses du programme	22 803 000	
	La Société des ponts fédéraux Limitée		
30	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée	10 204 000	
30b	Paiements à La Société des ponts fédéraux Limitée		500 000
	Marine Atlantique SCC		
35	Paiements à Marine Atlantique SCC relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve et Labrador;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	106 354 000	
35b	Paiements à Marine Atlantique SCC relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve et Labrador;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service		4 122 000
35c	Paiements à Marine Atlantique SCC relativement :		
	a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve et Labrador;		
	b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service—Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 $ du crédit 10 (Transports) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009*		1

APPENDICE 1

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice—*Fin*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
			$	$
		Commission de la capitale nationale		
	40	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	76 313 000	
	40b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement		5 432 000
	45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	17 934 000	
	45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital		10 000 000
		Bureau de l'infrastructure du Canada		
	50	Dépenses de fonctionnement	37 530 000	
	55	Contributions	2 414 778 000	
	55a	Contributions		449 632 903
	55b	Contributions		443 221 123
		Société du Vieux-Port de Montréal inc.		
	60	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc.	19 900 000	
	60c	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement		1 250 000
		Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée		
	65	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal	87 808 000	
	65c	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal		589 734
		Tribunal d'appel des transports du Canada		
	70	Dépenses du programme	1 213 000	
	70b	Dépenses du programme—Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 $ du crédit 1 (Transports) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*		1
		VIA Rail Canada Inc.		
	75	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la *Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits*	335 560 000	
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**4 370 557 039**	**1 445 849 632**
		Non budgétaire	**...**	**...**
27		**Travaux publics et Services gouvernementaux**		
	1	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi), de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des servi-		

	ces communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 975 859 000	
1a	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi), de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la *Loi de crédits n*° *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		30 122 523
1b	Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi), de la *Loi sur l'assurance-emploi* et de la *Loi sur l'administration des biens saisis*, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 768 452 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 883 523 du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n*° *2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		93 040 224
5	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	290 880 000	
5a	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 451 471 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n*° *1 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		112 724 000
5b	Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 513 723 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n*°*2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de		16 805 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**2 266 739 000**	**252 691 747**
	Non budgétaire	**...**	**...**
	Total du gouvernement—Budgétaire	**79 015 224 174**	**7 861 399 553**
	Non budgétaire	**61 303 002**	**16 000 002**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]

L'appendice 2 fournit les libellés complets de toutes les autorisations (budgétaires et non budgétaires) lesquelles ont été accordées au cours de l'exercice par des lois autres que les lois de crédits, par portefeuille ministériel.

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans	
		Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
2	**Affaires étrangères et Commerce international**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 400 000	
	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	4 200 000	
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*	250 000	
	(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la *Loi sur le développement des exportations* (compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays	88 200 000	
	Agence canadienne de développement international		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 784 000	
	Ministre de la Coopération internationale—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*	257 861 000	
	(L) Paiements aux institutions financières internationales—Souscriptions au capital	8 004 000	
	Commission mixte internationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 000	
	Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**367 462 266**	**...**
	Non budgétaire	**96 204 000**	**...**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 356 000	
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 316 000	
	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador*	17 987 000	
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	2 000 000	

	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources (Lois sur le règlement des revendications territoriales globales)	1 472 000	
	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	1 400 000	
	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)*)	15 000	
	Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	
	Commission des revendications particulières des Indiens		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	362 000	
	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 969 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**159 024 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 324 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**5 324 000**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 017 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**8 017 000**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
6	**Agence du revenu du Canada**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	400 644 000	
	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)	219 000 000	
	Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	161 263 000	
	Paiement aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	23 316 000	(6 000 000)
	Paiements en vertu de la *Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie*		1 210 000
	Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*		419 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**804 299 422**	**414 210 000**
	Non budgétaire	**...**	**...**
7	**Agriculture et Agroalimentaire**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 236 000	
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	655 200 000	
	Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection	388 700 000	
	Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	159 489 000	
	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*	137 500 000	14 580 000
	Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	108 400 000	
	Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production	100 000 000	
	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	5 000 000	2 000 000
	Prêts garantis en vertu de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*	4 000 000	
	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles*	200 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
	Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs		12 000 000
	Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 475 000	
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	1 500 000	
	Commission canadienne des grains		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	577 000	
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (*Loi de crédits n 4 pour 1994-1995*)	(120 000)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 697 233 422**	**28 580 000**
	Non budgétaire	**…**	**…**
8	**Anciens Combattants**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 696 000	
	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)	175 000	
	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*	10 000	
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour*)	10 000	
	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*	2 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**40 969 422**	**…**
	Non budgétaire	**…**	**…**
9	**Citoyenneté et Immigration**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 621 001	
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	1	
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 837 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**51 534 423**	**…**
	Non budgétaire	**1**	**…**
10	**Conseil du Trésor**		
	Secrétariat		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 472 000	
	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public*	20 000	

	École de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 072 000	
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	32 000 000	
	Commissariat à l'intégrité du secteur public		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	520 000	
	Bureau du directeur des lobbyistes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	416 000	
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 364 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**67 940 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
11	**Conseil privé**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 348 000	
	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	157 422	
	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Leader du gouvernement à la Chambre des Communes et ministre de la réforme démocratique—Traitement et allocation pour automobile		76 422
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 000	
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 394 000	
	Directeur général des élections		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 861 000	
	Dépenses d'élections (*Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest, Loi constitutionnelle de 1982* et la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*)	84 318 000	247 802 979
	Traitement du directeur général des élections	259 500	
	Commissariat aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 142 000	
	Secrétariat de la Commission des nominations publiques		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 000	
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**107 477 766**	**247 879 401**
	Non budgétaire	**...**	**...**
12	**Défense nationale**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	278 456 084	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	938 131 916	
	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	6 796 400	
	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*	1 492 700	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (*Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits*)	82 340	
	Comité des griefs des Forces canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	572 000	
	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	281 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 225 888 862**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 322 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**5 322 000**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
14	**Environnement**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 648 000	
	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Agence canadienne d'évaluation environnementale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 942 000	
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	411 000	
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	20 000	
	Agence Parcs Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 019 000	
	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	111 000 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**242 116 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
15	**Finances**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 910 000	
	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Frais d'intérêt et autres coûts (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	33 683 000 000	
	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	22 629 304 000	
	Péréquation fiscale (Partie I—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	13 619 924 000	

	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	10 557 729 000	
	Financement des territoires (Partie I.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	2 312 939 000	
	Paiements à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*)	318 280 000	
	Paiement à l'Ontario (*Loi d'exécution du budget de 2007*)	150 000 000	
	Achat de la monnaie canadienne (*Loi sur la Monnaie royale canadienne*)	147 000 000	
	Subventions législatives (*Lois constitutionnelles de 1867 à 1982*, et autres autorisations législatives)	32 000 000	
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(717 374 000)	45 516 000
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(3 256 839 000)	208 950 000
	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (*Loi d'exécution du budget*)		229 000 000
	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*—Souscriptions au capital	3 075 000	
	Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		500 000 000
	Fonds de recrutement de policiers (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		400 000 000
	Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		240 000 000
	Paiements transitoires à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		31 204 000
	Paiements à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		5 000 000
	Paiements transitoires au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)		705 000
	Frais d'intérêts et autres coûts		(2 174 000 000)
	Vérificateur général		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 620 000	
	Tribunal canadien du commerce extérieur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 168 000	
	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 235 000	
	Bureau du surintendant des institutions financières		
	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	1	
	PPP Canada Inc.		
	Paiements à PPP Canada Inc. (*Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*)		5 000 000
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**79 502 972 423**	**(508 625 000)**
	Non budgétaire	**3 075 000**	**…**
16	**Gouverneur général**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 989 000	
	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général*	413 000	
	Traitement du gouverneur général (*Loi sur le gouverneur général*)	123 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**2 525 000**	**…**
	Non budgétaire	**…**	**…**
17	**Industrie**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 078 000	
	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	81 715 000	33 285 000

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet 5)	24 000 000	(9 000 000)
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (*Loi sur les fonds renouvelables*)	4 852 000	
	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*	2 050 000	(800 000)
	Agence spatiale canadienne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 563 000	
	Tribunal de la concurrence		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153 000	
	Commission du droit d'auteur		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	
	Conseil national de recherches du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 980 000	
	Dépenses des revenus conformément à l'alinéa 5.1e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	83 495 000	
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 129 000	
	Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 342 000	
	Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 870 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**373 592 422**	**23 485 000**
	Non budgétaire	**...**	**...**
18	**Justice**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 281 000	
	Ministre de la Justice et procureur général du Canada—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Commission canadienne des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 221 000	
	Tribunal canadien des droits de la personne		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	384 000	
	Commissaire à la magistrature fédérale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	824 000	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (*Loi sur les juges*)	397 971 000	
	Service administratif des tribunaux judiciaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 194 000	

	Bureau du directeur des poursuites pénales		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 630 000	
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 861 000	
	Cour suprême du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 236 000	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (*Loi sur les juges*)	5 171 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**495 849 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
19	**Parlement**		
	Sénat		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 717 000	
	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	25 048 000	
	Chambre des communes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 944 000	
	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	113 014 081	1 403 200
	Bibliothèque du Parlement		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 721 000	
	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	790 000	
	Conseiller sénatorial en éthique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**185 336 081**	**1 403 200**
	Non budgétaire	**...**	**...**
20	**Patrimoine canadien**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 254 000	
	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les traitements*)	1 129 000	
	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*	637 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 466 000	
	Bibliothèque et Archives du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 853 000	
	Commission des champs de bataille nationaux		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	1 600 000	
	Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 673 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]—*Suite*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
	Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	
	Tribunal de la dotation de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	487 000	
	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	189 000	
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 012 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**63 692 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
21	**Pêches et Océans**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 555 000	
	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**118 631 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
22	**Ressources humaines et Développement des compétences**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	232 693 050	
	Ministre des Ressources humaines et du Développement social—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Versements de la sécurité de la vieillesse (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)	25 321 000 000	(368 000 000)
	Versements du supplément de revenu garanti (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)	7 696 000 000	63 000 000
	Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)	2 470 000 000	38 000 000
	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	588 000 000	32 000 000
	Versements d'allocations (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)	573 000 000	(21 000 000)
	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	327 974 000	(18 398 000)
	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	142 868 000	18 414 000
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*)	43 000 000	
	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régime enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	34 000 000	16 000 000
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	24 078 000	8 654 000
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	6 769 000	752 000

	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	
	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État (*Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*)	35 000	
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	22 000	7 000
	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	906 297 000	(18 550 000)
	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité *Loi sur le Programme de protection des salariés*		31 200 000
	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles		100 000
	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles		600 000
	Conseil canadien des relations industrielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 490 000	
	Société canadienne d'hypothèques et de logement		
	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*	(210 200 000)	
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	167 000	
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 031 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**37 462 424 894**	**(198 671 000)**
	Non budgétaire	**696 097 000**	**(18 550 000)**
23	**Ressources naturelles**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 575 000	
	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve*)	670 750 000	1 569 466 545
	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	407 300 000	148 031 819
	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve*)	6 000 000	
	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada—Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	2 900 000	
	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse (*Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières*)	500 000	
	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve		399 041 000
	Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable		19 015 588
	Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy		5 000 000
	Commission canadienne de sûreté nucléaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 040 000	
	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*		12 956 000
	Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 167 000	

APPENDICE 2

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits [1]—*Fin*

Section	Ministère ou organisme	Indiquées dans Budget principal des dépenses	Indiquées dans Budgets supplémentaires des dépenses
		$	$
	Administration du pipe-line du Nord		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 157 329 422**	**2 153 510 952**
	Non budgétaire	**...**	**...**
24	**Santé**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 949 000	
	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	635 000	
	Instituts de recherche en santé du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 428 000	
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	468 000	
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 000	
	Agence de la santé publique du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 434 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**147 621 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
25	**Sécurité publique et Protection civile**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 003 000	
	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Agence des services frontaliers du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	143 632 000	
	Service canadien du renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 376 000	
	Service correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	193 526 000	
	Commission nationale des libérations conditionnelles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 111 000	

	Bureau de l'enquêteur correctionnel		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 000	
	Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 564 000	
	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	333 518 000	
	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*	23 000 000	
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	152 000	
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	742 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**814 152 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
26	**Transports**		
	Ministère		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 965 000	
	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland*	54 896 961	
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada*	41 900 000	
	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107 (Transports), *Loi des subsides n° 5 de 1963*)	3 300 000	
	Office des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 291 000	
	Bureau de l'infrastructure du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 229 000	
	Tribunal d'appel des transports du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 000	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**173 779 383**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 745 000	
	Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	76 422	
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	2 000 000	
	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers (*Loi sur les fonds renouvelables*)	(5 500 000)	
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**76 321 422**	**...**
	Non budgétaire	**...**	**...**
	Total du gouvernement—Budgétaire	**125 356 838 006**	**2 161 772 553**
	Non budgétaire	**795 376 001**	**(18 550 000)**

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).
(1) Le détail des autorisations législatives non présentées dans les Budgets des dépenses n'est pas inclus dans cet appendice.

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs

L'appendice 3 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) disponibles des exercices antérieurs, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			$
2		**Affaires étrangères et Commerce international**	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada—*Loi sur les fonds renouvelables*, article 4 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 4 000 000 $ en aucun temps	74 348 073
	L11	*Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits* Pour porter de 14 500 000 $ à 22 500 000 $ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement des prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit L12c de la *Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits*, le crédit L11 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	8 008 736
	L12	*Loi des subsides n° 2 de 1954* Pour porter de 30 000 000 $ à 50 000 000 $ le montant de la réserve imputable en tout temps au compte d'avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux employés en mission à l'étranger, établi par le crédit 630 (prêts, placements et avances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1954*, le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990* (Net)	23 711 719
	(S)	(L) *Loi sur l'expansion des exportations,* article 11 Paiements représentant la souscription, par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures tel qu'approuvé par le ministre des Finances, de capital-actions à la Société en vertu de l'article 11. Le capital autorisé de la Société est de 1 500 000 000 $ (Brut)	516 800 000
		Autorité selon les conditions prescrites aux articles 12, 13 et 14; L'article 14 prévoit que le total non remboursé des emprunts de la Société fait en application des articles 12 et 13 ne doit pas dépasser un montant égal à quinze fois le total obtenu en ajoutant : a) au capital payé de la Société, et b) le montant, le cas échéant, de ses bénéfices non répartis, établi selon ses derniers états de comptes pour un exercice financier qui ont été vérifiés par le vérificateur général du Canada (Net)	74 780 197 500
	(S)	(L) *Loi sur l'expansion des exportations,* article 23 Autorité selon les conditions prescrites à l'article 23, les comptes administrés pour le Canada, la responsabilité au titre de prêts et d'engagements tels que limités par l'article 24 ne doit jamais dépasser 13 000 000 000 $ (Net)	9 715 245 152
		(Conformément aux articles 10, 23 et 24 de la *Loi sur l'expansion des exportations*, l'autorisation maximale de 13 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer l'expansion des exportations. Au moment où l'autorisation a été accordée, ces prêts étaient comptabilisés sur une base non budgétaire. Le gouvernement a subséquemment modifié ses politiques comptables pour comptabiliser des prêts conditionnels sur une base budgétaire. Donc, cette autorisation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est démontrée comme étant non budgétaire pour fins de rapport)	
		Corporation commerciale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11 Le ministre des Finances doit, à la requête du Ministre, déposer de temps à autre, au crédit de la Corporation, à la Banque du Canada ou dans une banque à charte désignée par le Ministre, un ou plusieurs montants n'excédant pas, dans l'ensemble, dix millions de dollars, versés à même les deniers non attribués du Trésor (Net)	10 000 000
		Agence canadienne de développement international	
	(S)	(L) *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*—Banque africaine de développement Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	1 166 950 432

	(S)	(L) *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*—Banque de développement des Caraïbes Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	50 300 405
	(S)	(L) *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*—Banque asiatique de développement Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement (Brut)	2 170 816 831
	(S)	(L) *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*—Banque interaméricaine de développement Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut)	3 968 663 210
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**74 348 073**
		Non budgétaire	**92 410 693 985**
3		**Affaires indiennes et du Nord canadien**	
		Ministère	
	(S)	*Loi de crédits n° 4 de 1987-1988* (crédit 5c) Paiement du Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte de progrès économique des Indiens. L'autorisation maximale est de 60 000 000 $ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 2006-2007 au montant de 28 232 380 $	31 763 479
	L20	*Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* Prêts consentis, au cours du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, en vue du progrès économique des Indiens, aux Indiens, à des groupes d'indiens ou bandes indiennes ou à des particuliers, des associations ou des sociétés dont les activités contribuent ou peuvent contribuer à ce progrès; autorisation de garantir des prêts consentis à ces emprunteurs pour les mêmes motifs en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens, établi par le crédit L53b de la *Loi n° l de 1970 portant affectation de crédits*. Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 7b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997*, ne doit pas dépasser 48 550 835 $ (Net)	48 517 156
	L40	*Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits* Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pendant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire pour l'achat ou la construction de maisons au Yukon, aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation.* Le solde non déboursé des prêts autorisés est de 320 000 $ (Brut)	305 503
	L55	*Loi des subsides n° 3 de 1953* Pour autoriser et ouvrir un compte spécial permanent reconnu comme le Fonds de prêts aux Esquimaux duquel des prêts ou placements peuvent être consentis à ou à l'égard de particuliers ou groupes d'Esquimaux afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953.* Le montant de la réserve imputable en tout temps, telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*, ne doit pas dépasser 6 633 697 $ (Net)	6 550 860
	L81a	*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits* Pour autoriser, à l'égard du présent exercice financier et des exercices ultérieurs, conformément aux modalités et conditions approuvées par le gouverneur en conseil, des prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon et pour établir un compte spécial connu sous le nom de Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon : a) auquel tous les emprunts et intérêts payables sur les emprunts contractés en vertu de la présente autorisation seront imputés, et b) auquel seront crédités les remboursements du principal des emprunts et de l'intérêt de ces emprunts. Le montant total exigible en vertu de la présente autorisation ne devant à aucun moment dépasser 5 000 000 $ (Net)	5 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**31 763 479**
		Non budgétaire	**60 373 519**
6		**Agence du revenu du Canada**	
	1	Dépenses de fonctionnement; la partie non utilisée à la fin d'un exercice des crédits affectés par le Parlement à l'usage de l'Agence, après le rapprochement visé à l'article 37 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est annulée à la fin de l'exercice suivant en vertu de l'article 60 (1) de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*	134 870 964
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**134 870 964**
		Non budgétaire	**...**

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			$
7		**Agriculture et Agroalimentaire**	
		Ministère	
	(S)	*Loi sur les offices des produits agricoles*, article 28 Subventions pour permettre à chaque office de faire face à ses dépenses initiales d'exploitation et à ses frais de premier établissement. L'autorisation maximale en vertu du paragraphe 28(2) de la Loi est de 1 000 000 $ moins l'autorisation employée jusqu'à la fin de 1993-1994 au montant de 400 000 $	600 000
	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel—*Loi sur les fonds renouvelables*, article 2 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 2 000 000 $ en aucun temps	3 577 752
		Commission canadienne du lait	
	(S)	(L) *Loi sur la Commission canadienne du lait*, article 16 À la demande de la Commission, le ministre des Finances peut, sur le Trésor et selon les modalités qu'approuve le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Commission en vue de l'exercice de l'un quelconque des pouvoirs de la Commission mentionnés aux alinéas 9(1)a) et b) afin de faire le commerce de tout produit laitier, des paiements aux fins de stabiliser le prix, des recherches sur toute question relative à la production, au traitement ou à la commercialisation, d'aider à encourager la consommation et l'amélioration des produits laitiers et faire tous actes nécessaires ou accessoires aux pouvoirs ou fonctions de la Commission. Le montant total des prêts consentis à quelque moment que ce soit, tel que modifié par le crédit 50a de la *Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 300 000 000 $ (Net)	203 099 000
		Commission canadienne des grains	
	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains—*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995* Dépenser pour les besoins du Fonds, tous les revenus que ce dernier générera; l'ensemble des dépenses faites pour les besoins du Fonds ne devra jamais dépasser les revenus générés par le Fonds de plus de 2 000 000 $; diminution de l'autorité en vertu du crédit 36b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	36 744 312
		Financement agricole Canada	
	(S)	(L) *Loi sur Financement agricole Canada* Paragraphe 11(1). Le ministre des Finances peut, à la demande de la Société et avec l'approbation du gouverneur en conseil, verser à la Société, sur le Trésor, des montants ne dépassant pas au total 1 250 000 000 $, et les montants ainsi versés constituent une partie de son capital (Net)	6 667 000
		Paragraphe 12(3). La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts, par quelque moyen que ce soit, et le ministre des Finances, peut, à la demande de la Société, consentir à celle-ci des prêts sur le Trésor, aux conditions agréées par le gouverneur en conseil. Le montant total non remboursé du principal des emprunts contractés par la Société et du principal des prêts visés aux paragraphes (1) et (2) respectivement, qui lui ont été consentis, ne doit jamais dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	7 623 298 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**40 922 064**
		Non budgétaire	**7 833 064 000**
8		**Anciens Combattants**	
	(S)	(L) *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants* Il peut être avancé, sur le Trésor, les montants nécessaires pour l'application des parties I, II et III, pour la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants. Le montant imputable en tout temps, tel que modifié par le crédit L55 de la *Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits*, ne doit pas dépasser 605 000 000 $ (Net)	604 982 270
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**604 982 270**

9		**Citoyenneté et Immigration**	
		Ministère	
	(S)	(L) *Loi sur l'immigration*, article 119 Le ministre des Finances peut, sur le Trésor, avancer au Ministre les sommes qu'il demande pour faire des prêts aux immigrants et aux catégories de personnes prescrites, en vue de leur permettre d'acquitter les frais d'admissibilité, de transport, ainsi que les frais raisonnables de leur séjour. Le montant total non remboursé, tel que modifié par CT814449 et en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* ne pourra à aucun moment dépasser 110 000 000 $ (Net)	75 610 192
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**75 610 192**
10		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	*Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*, paragraphe 18(2) Conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* et sous réserve des conditions fixées par le Conseil du Trésor, l'École peut, au cours de deux exercices consécutifs, dépenser à ses fins les recettes tirées de ses redevances d'exploitation perçues durant le premier de ceux-ci.	14 412 861
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**14 412 861**
		Non budgétaire	**...**
12		**Défense nationale**	
		Ministère	
	L11c	*Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits*, établi par le crédit L20b Pour autoriser, conformément aux conditions approuvées par le Conseil du Trésor, l'exploitation d'un compte d'avance du fonds de roulement de la Défense nationale durant l'exercice financier en cours et les exercices ultérieurs, dans le but de financer des avances temporaires de fonds publics et des comptes d'avances de fonds publics, des avances permanentes, des avances et des prêts autorisés à l'intention des employés affectés à l'étranger et des avances recouvrables autorisées pour établir des mess militaires et des cantines, le montant de la réserve imputable en tout temps telle que modifiée par le crédit L16c, *Loi n° 4 de 1984 portant affectation de crédits*, le crédit L11c de 1991, et le crédit L11b, *Loi de crédits n°* 4 *pour 2002* ne devant pas dépasser 120 000 000 $ (Net)	79 612 036
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**79 612 036**
14		**Environnement**	
		Agence Parcs Canada	
	30	Dépenses du programme; la partie non utilisée des crédits affectés dans le cadre du paragraphe (1) aux dépenses de fonctionnement de l'Agence est annulée à la fin de l'exercice suivant celui au cours duquel ceux-ci ont été votés ou de tout exercice ultérieur précisé par la loi fédérale qui fait l'affectation, en vertu de l'article 19 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*	55 137 126
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**55 137 126**
		Non budgétaire	**...**
15		**Finances**	
		Ministère	
	(S)	*Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*, article 16 Indemnité aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque relativement aux dépôts non assurés. Sont affectés à l'application de la présente loi 875 000 000 $ à prélever sur le Trésor au fur et à mesure des besoins	68 571 831

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Suite*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			$
		Société d'assurance-dépôts du Canada	
	(S)	(L) *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1 Le gouverneur en conseil peut, à l'occasion, autoriser le ministre des Finances à avancer à la Société, sur les deniers non affectés du Trésor, des montants sous forme de prêts selon les modalités que peut fixer le gouverneur en conseil, mais l'ensemble de ces prêts en circulation ne doit à aucun moment excéder 6 000 000 000 $ (Net)	6 000 000 000
		Bureau du surintendant des institutions financières	
	(S)	*Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*, articles 16 et 17 Le Ministre peut prélever des fonds sur le Trésor pour le paiement des dépenses afférentes aux activités du Bureau. L'autorisation maximale dont le montant ne peut dépasser de plus de 40 000 000 $, le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser lesquelles sont assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor	60 555 754
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**129 127 585**
		Non budgétaire	**6 000 000 000**
17		**Industrie**	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada—*Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 15 000 000 $ à 5 000 000 $ en vertu du crédit 2b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	139 200 605
	L97b	*Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* Autorisation de consentir des avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger, y compris l'imputation au compte des avances consenties au personnel en service à l'étranger. Le solde du compte ne doit jamais dépasser 1 950 000 $ (Net)	1 950 000
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	*Loi sur le Conseil national de recherches*, alinéa 5(1)e) Montant non dépensé rapporté de l'exercice précédent en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	65 994 909
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**205 195 514**
		Non budgétaire	**1 950 000**
20		**Patrimoine canadien**	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film—*Loi sur les fonds renouvelables*, article 12 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, de financement temporaire des coûts d'exploitation, d'acquisition d'immobilisations et pour permettre l'enregistrement de l'augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations en vertu de cette autorité, qui prévoit que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur nette comptable ne peut excéder 15 000 000 $ en aucun temps. Diminution de l'autorisation en vertu du crédit 86b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	5 976 885
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**5 976 885**
		Non budgétaire	**...**

21		**Pêches et Océans**	
		Office de commercialisation du poisson d'eau douce	
	L30b	L'Office de commercialisation du poisson d'eau douce a été constitué en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*, 1968-1969, afin de réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce et créer l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Aux fins de permettre à l'Office de poursuivre ses opérations en vertu de la présente loi, l'article 16 stipule que le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances, selon les modalités à convenir entre eux : a) à garantir le remboursement de prêts consentis à l'Office par une banque et le paiement de l'intérêt sur ces prêts; et b) à consentir des prêts à l'Office Le crédit L30b, *Loi n° 1 de 1974 portant affectation de crédits* et modifié en 2006. Le total non remboursé des montants ayant été, d'une part, empruntés par l'Office au titre de l'alinéa 7g) et, d'autre part, prêtés par le ministre des Finances en vertu de l'article 16 de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* ne peut, à aucun moment, dépasser 50 000 000 $ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**50 000 000**
23		**Ressources naturelles**	
		Ministère	
	(S)	*Loi sur l'Accord entre le Canada et la Nouvelle-Écosse sur la gestion des ressources pétrolières et gazières*, paragraphe 237(1) Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse—Paiements aux fins de la Loi Autorisation maximale de 50 000 000 $ à chacun des exercices 1984-1985 à 1987-1988 inclusivement moins le montant éventuel imputé à une autre affectation afin de faire des paiements à Sa Majesté du chef de la Nouvelle-Écosse conformément à la partie V de la Loi. Toute autorisation annuelle non utilisée doit être dépensée au cours des exercices ultérieurs. Le montant total des paiements pour les quatre exercices ne doit pas excéder 200 000 000 $	1 881 739
	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada—*Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994* Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 $ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 3b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	8 644 887
	(S)	*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve*, paragraphe 233(1) Fonds de développement Canada/Terre-Neuve—Pour tout paiement prélevé sur le Trésor, le montant total ne doit pas excéder 225 000 000 $	20 259
		Société de développement du Cap-Breton	
	L40a	*Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits* *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, paragraphe 19(3) Le ministre des Finances peut, sur demande de la Société et du Ministre, autoriser, à l'occasion, sur le Trésor, des avances d'argent à la Société, selon les modalités dont on peut convenir, à titre de fonds de roulement pour la division des charbonnages. Le montant total des avances non remboursées à un moment quelconque, ne doit pas excéder 50 000 000 $ (Net)	50 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**10 546 885**
		Non budgétaire	**50 000 000**
25		**Sécurité publique et Protection civile**	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	10	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestions des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les revenus perçus pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	165 816 053
	15	Dépenses en capital	64 461 225
		Service correctionnel	
	(S)	Fonds renouvelable CORCAN—*Loi de crédits n° 4 pour 1991-1992* (crédit 11c) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 5 000 000 $ en aucun temps; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 16b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	18 177 017

APPENDICE 3

Autorisations disponibles des exercices antérieurs—*Fin*

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant
			$
	L14b	*Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* Pour étendre la portée du Compte des prêts aux libérés conditionnels, établi par le crédit L103b (Solliciteur général) de la *Loi n° 1 de 1969 portant affectation de crédits* : a) pour autoriser des prêts à des personnes sous surveillance obligatoire; et b) pour porter de 10 000 $ à 50 000 $ le montant de la réserve imputable en tout temps à même ledit compte, telle que modifiée par le crédit L14b, *Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits* (Net)	46 362
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**248 454 295**
		Non budgétaire	**46 362**
26		**Transports**	
		Société canadienne des postes	
	(S)	(L) *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30 Sur demande de la Société approuvée par le Ministre, le ministre des Finances peut, aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, consentir des prêts à la Société sur le Trésor. Le principal global des prêts consentis à la Société mais non remboursés ne doit pas dépasser 500 000 000 $ (Net)	500 000 000
		Monnaie royale canadienne	
	(S)	(L) *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, paragraphe 20(1) Dans l'exécution de sa mission, la Monnaie peut procéder, auprès du Trésor ou d'autres sources, à des emprunts d'un montant global maximal de 75 000 000 $ ou d'un montant supérieur fixé par une loi de crédits (Net)	75 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**575 000 000**
27		**Travaux publics et Services gouvernementaux**	
	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers—*Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996* (crédit 2b) Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour l'aliénation des biens immobiliers, le montant total ne peut excéder 5 000 000 $ en aucun temps	6 308 754
	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels—*Loi sur les fonds renouvelables,* article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, le montant total ne peut excéder 35 000 000 $ en aucun temps, tel que modifié par le crédit 6b de la *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	41 565 576
	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada—*Loi sur les fonds renouvelables,* article 8 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, diminution de l'autorisation de 25 100 163 $ à 20 000 000$ en vertu de la *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	24 626 412
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction—*Loi de crédits n° 4 pour 1994-1995* Engager des dépenses sur le Trésor selon les modalités et conditions approuvées par le Conseil du Trésor, pour la prestation des services de traduction et de services connexes, et autoriser le Ministre à dépenser aux fins du Fonds les revenus reçus à ces fins; la somme des dépenses effectuées pour les objectifs du Fonds ne doit en aucun temps dépasser 10 000 000 $ les revenus reçus en fonction des objectifs du Fonds; diminution de l'autorisation en vertu du crédit 12b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*; radier un montant de 13 606 000 $ représentant les pertes d'exploitation subies durant la période de transition de trois ans vers l'autosuffisance tel que modifié par le crédit 22b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*	30 736 134
	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers—*Loi sur les fonds renouvelables*, article 5 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, le montant total ne peut excéder 450 000 000 $ en aucun temps	150 504 120
	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique—*Loi sur les fonds renouvelables,* article 3 Pour effectuer des paiements sur le Trésor pour fins de fonds de roulement, d'acquisition d'immobilisations et de financement temporaire des besoins de fonctionnement, diminution de l'autorisation de 45 000 000 $ à 20 000 000$, telle que modifiée par le crédit 9b, *Loi de crédits n° 2 pour 2001-2002*	30 203 810

(S)	Fonds renouvelable de la production de défense—*Loi sur la production de défense*, article 15 Pour effectuer des paiements sur le Trésor dans le but de financer l'accumulation de stocks de fournitures de défense ou de matériel stratégique et permettre des paiements anticipés au titre de livraison de fournitures, le montant total ne pouvant excéder en aucun temps 100 000 000 $ moins les prêts et avances du Compte de prêts de la production de défense	100 000 000
L15b	*Loi de crédits n° 3 pour 1990-1991* Élargir les fins du crédit L29g (Finances) de la *Loi des subsides n° 2 de 1967* : a) remplacer les mots « des avances permanentes de voyage, des avances pour dépenses imprévues et des comptes de petite caisse ainsi que telles autres avances comptables » suivant immédiatement « ministères et organismes » par les mots suivants : « des caisses d'avances fixe, des avances à justifier et des avances recouvrables »; et b) accroître de 17 000 000 $ à 22 000 000 $ le montant qui peut être dû à n'importe quel moment aux fins du présent crédit (Net)	5 422 207
(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis* de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	48 908 440
	Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**383 944 806**
	Non budgétaire	**54 330 647**
	Total du gouvernement—Budgétaire	**1 334 700 537**
	Non budgétaire	**107 795 663 011**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

APPENDICE 4

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice

L'appendice 4 fournit les libellés complets de la plupart des autorisations (budgétaires et non budgétaires) permanentes lesquelles ont été accordées/abrogées au cours de l'exercice, par portefeuille ministériel. Les autorisations budgétaires permanentes reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État sont exclues de cet appendice. Le détail de ces autorisations est présenté à l'appendice 5.

Section	Crédit	Ministère ou organisme	Montant [1]
			$
2		**Affaires étrangères et Commerce international**	
		Ministère	
	(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, article 11. Limite 3 000 000 000 $	1 500 000 000
	(S)	(L) L'autorisation maximale de 20 000 000 000 $ en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23(2)	7 000 000 000
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**...**
		Non budgétaire	**8 500 000 000**
6		**Agence du revenu du Canada**	
	1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* (loi) et de la *Loi sur l'assurance-emploi*; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	147 064 640
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**147 064 640**
		Non budgétaire	**...**
10		**Conseil du Trésor**	
		École de la fonction publique du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*	66 329 426
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**66 329 426**
		Non budgétaire	**...**
14		**Environnement**	
		Agence Parcs Canada	
	25	Dépenses du programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	28 623 816
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**28 623 816**
		Non budgétaire	**...**

17		**Industrie**	
		Ministère	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 30 (Conseil du Trésor)	308 926
		Conseil national de recherches du Canada	
	(S)	Dépenses des revenus en vertu de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	90 652 830
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**90 961 756**
		Non budgétaire	**...**
20		**Patrimoine canadien**	
		Office national du film	
	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations	166 479
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**166 479**
		Non budgétaire	**...**
25		**Sécurité publique et Protection civile**	
		Agence des services frontaliers du Canada	
	10	Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	146 523 941
	15	Dépenses en capital; les crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars	62 504 851
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**209 028 792**
		Non budgétaire	**...**
27		**Travaux publics et Services gouvernementaux**	
	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction Augmentation de l'autorisation suite au virement du crédit 30 (Conseil du Trésor)	1 414 590
		Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 414 590**
		Non budgétaire	**...**
		Total du gouvernement—Budgétaire	**543 589 499**
		Non budgétaire	**8 500 000 000**

(S) Autorisation législative.
(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement et avance).
(1) Ne comprend pas la plupart des redressements dus aux taux de change.

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État

L'appendice 5 fournit le détail, par portefeuille ministériel, de la provenance et de l'utilisation des autorisations reliées à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État.

En vertu des articles 13(2) et 14 de la *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, les ministères tels que définis à l'annexe 2 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (excluant la Chambre des communes, le Sénat, la Bibliothèque du Parlement, le Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique, le Conseiller sénatorial en éthique et la Commission mixte internationale) ont le pouvoir d'établir une autorisation de dépenser égale aux produits reçus de la vente de biens excédentaires de l'État. Les produits reçus dans un exercice et qui n'ont pas été dépensés au cours de cet exercice sont reportés à l'exercice ultérieur, pour emploi dans cet exercice seulement. Le montant reporté est toutefois sujet à une limite maximale.

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		$	$	$	$	$	$
2	**Affaires étrangères et Commerce international**						
	Ministère	989 055	2 106 847	3 095 902	2 391 986	…	703 916
	Agence canadienne de développement international	…	1 025	1 025	1 025	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**989 055**	**2 107 872**	**3 096 927**	**2 393 011**	**…**	**703 916**
3	**Affaires indiennes et du Nord canadien**						
	Ministère	173 939	87 289	261 228	165 078	8 861	87 289
	Commission des revendications particulières des Indiens	…	57	57	57	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**173 939**	**87 346**	**261 285**	**165 135**	**8 861**	**87 289**
4	**Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec**	**1 791**	**13 160**	**14 951**	**1 700**	**91**	**13 160**
5	**Agence de promotion économique du Canada atlantique**						
	Ministère	…	17 250	17 250	2 025	…	15 225
	Total du portefeuille ministériel	**…**	**17 250**	**17 250**	**2 025**	**…**	**15 225**
6	**Agence du revenu du Canada**	**…**	**785 026**	**785 026**	**785 026**	**…**	**…**
7	**Agriculture et Agroalimentaire**						
	Ministère	407 496	4 105 671	4 513 167	4 016 578	…	496 589
	Agence canadienne d'inspection des aliments	385 657	432 254	817 911	799 066	…	18 845
	Commission canadienne des grains	…	785	785	785	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**793 153**	**4 538 710**	**5 331 863**	**4 816 429**	**…**	**515 434**

8	**Anciens Combattants**	**50**	**76 948**	**76 998**	**75 510**	**…**	**1 488**
9	**Citoyenneté et Immigration**						
	Ministère	5 689	11 088	16 777	4 892	797	11 088
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié	…	1 459	1 459	1 459	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**5 689**	**12 547**	**18 236**	**6 351**	**797**	**11 088**
10	**Conseil du Trésor**						
	Secrétariat	9 422	7 372	16 794	…	9 422	7 372
	École de la fonction publique du Canada	…	2 252	2 252	2 027	…	225
	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	7 610	…	7 610	…	7 610	…
	Total du portefeuille ministériel	**17 032**	**9 624**	**26 656**	**2 027**	**17 032**	**7 597**
11	**Conseil privé**						
	Ministère	31 787	7 053	38 840	30 950	837	7 053
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	…	18 996	18 996	15 282	…	3 714
	Directeur général des élections	…	313	313	313	…	…
	Commissariat aux langues officielles	988	211	1 199	…	988	211
	Total du portefeuille ministériel	**32 775**	**26 573**	**59 348**	**46 545**	**1 825**	**10 978**
12	**Défense nationale**						
	Ministère	17 400 668	14 928 230	32 328 898	31 998 306	…	330 592
	Comité des griefs des Forces canadiennes	…	214	214	…	…	214
	Total du portefeuille ministériel	**17 400 668**	**14 928 444**	**32 329 112**	**31 998 306**	**…**	**330 806**
13	**Diversification de l'économie de l'Ouest canadien**	**11 281**	**1 967**	**13 248**	**13 248**	**…**	**…**
14	**Environnement**						
	Ministère	114 505	880 700	995 205	833 277	…	161 928
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	70	180	250	…	70	180
	Total du portefeuille ministériel	**114 575**	**880 904**	**995 479**	**833 277**	**70**	**162 132**
15	**Finances**						
	Ministère	6 430	2 558	8 988	…	6 430	2 558
	Vérificateur général	…	1 101	1 101	1 101	…	…
	Tribunal canadien du commerce extérieur	…	104	104	…	…	104
	Agence de la consommation en matière financière du Canada	6	97	103	…	6	97
	Bureau du surintendant des institutions financières	2 258	1 709	3 967	…	2 258	1 709
	Total du portefeuille ministériel	**8 694**	**5 569**	**14 263**	**1 101**	**8 694**	**4 468**
16	**Gouverneur général**	**142**	**13**	**155**	**…**	**142**	**13**

APPENDICE 5

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État—*Fin*

		Provenance des autorisations			Utilisation des autorisations		
Section	Ministère ou organisme	Disponibles de l'exercice précédent	Produits reçus dans l'exercice courant	Total disponible pour emploi	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponible pour emploi dans l'exercice ultérieur
		$	$	$	$	$	$
17	**Industrie**						
	Ministère	362 523	209 092	571 615	325 444	37 079	209 092
	Agence spatiale canadienne	14 991	19 209	34 200	10 409	4 582	19 209
	Conseil national de recherches du Canada	122 767	167 210	289 977	131 142	…	158 835
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	…	273	273	…	…	273
	Statistique Canada	…	22 973	22 973	22 973	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**500 281**	**418 917**	**919 198**	**489 968**	**41 661**	**387 569**
18	**Justice**						
	Ministère	491	7 157	7 648	3 355	…	4 293
	Commission canadienne des droits de la personne	…	366	366	366	…	…
	Tribunal canadien des droits de la personne	…	…	…	…	…	…
	Service administratif des tribunaux judiciaires	15 423	7 983	23 406	15 566	…	7 840
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	8 313	337	8 650	…	8 313	337
	Cour suprême du Canada	137	8 150	8 287	…	137	8 150
	Total du portefeuille ministériel	**24 364**	**23 993**	**48 357**	**19 287**	**8 450**	**20 620**
20	**Patrimoine canadien**						
	Ministère	…	149 213	149 213	5 741	…	143 472
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	…	1 356	1 356	1 356	…	…
	Bibliothèque et Archives du Canada	68 764	103 537	172 301	68 764	…	103 537
	Commission de la fonction publique	…	4 341	4 341	4 341	…	…
	Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice	202	145	347	…	202	145
	Total du portefeuille ministériel	**68 966**	**258 592**	**327 558**	**80 202**	**202**	**247 154**
21	**Pêches et Océans**	**1 937 754**	**1 977 491**	**3 915 245**	**2 589 717**	**…**	**1 325 528**
22	**Ressources humaines et Développement des compétences**						
	Ministère	69 784	70 374	140 158	82 663	…	57 495
	Conseil canadien des relations industrielles	165	865	1 030	…	165	865
	Total du portefeuille ministériel	**69 949**	**71 239**	**141 188**	**82 663**	**165**	**58 360**

23	**Ressources naturelles**						
	Ministère	360 874	414 089	774 963	349 021	11 853	414 089
	Commission canadienne de sûreté nucléaire	7 310	…	7 310	7 310	…	…
	Office national de l'énergie	141	…	141	141	…	…
	Total du portefeuille ministériel	**368 325**	**414 089**	**782 414**	**356 472**	**11 853**	**414 089**
24	**Santé**						
	Ministère	280 546	375 204	655 750	75 259	205 287	375 204
	Instituts de recherche en santé du Canada	…	22	22	…	…	22
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	…	199	199	199	…	…
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	…	685	685	685	…	…
	Agence de la santé publique du Canada	696	13 832	14 528	3 788	…	10 740
	Total du portefeuille ministériel	**281 242**	**389 942**	**671 184**	**79 931**	**205 287**	**385 966**
25	**Sécurité publique et Protection civile**						
	Agence des services frontaliers du Canada	120 330	275 447	395 777	246 222	…	149 555
	Service canadien du renseignement de sécurité	24 905	2 128 319	2 153 224	646 374	…	1 506 850
	Service correctionnel	1 005 253	601 812	1 607 065	1 507 492	…	99 573
	Commission nationale des libérations conditionnelles	2 827	29 010	31 837	18 002	…	13 835
	Gendarmerie royale du Canada	4 059 740	11 618 497	15 678 237	11 765 821	…	3 912 416
	Total du portefeuille ministériel	**5 213 055**	**14 653 085**	**19 866 140**	**14 183 911**	**…**	**5 682 229**
26	**Transports**						
	Ministère	3 039 680	881 695	3 921 375	3 039 680	…	881 695
	Office des transports du Canada	16 851	324	17 175	17 175	…	…
	Bureau de l'infrastructure du Canada	…	483	483	…	…	483
	Total du portefeuille ministériel	**3 056 531**	**882 502**	**3 939 033**	**3 056 855**	**…**	**882 178**
27	**Travaux publics et Services gouvernementaux**	**87 451**	**259 244**	**346 695**	**226 604**	**…**	**120 091**
	Total du gouvernement	**31 156 762**	**42 841 047**	**73 997 809**	**62 305 301**	**305 130**	**11 387 378**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 2

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Affaires étrangères et Commerce international

Ministère

Corporation commerciale canadienne

Agence canadienne de développement international

Centre de recherches pour le développement international

Commission mixte internationale

Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	2.2
Sommaire du portefeuille ministériel	2.6
Activités de programme	2.15
Paiements de transfert	2.17
Détail des montants disponibles pour être dépensés	2.22
Revenus	2.23

Ministère

Résultat stratégique

Le programme international du Canada : Le programme international du Canada est modelé sur les bénéfices et les avantages du Canada, conformément aux valeurs et aux intérêts du pays.

Description des activités de programme

Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales

Cette activité de programme fournit l'orientation stratégique, des renseignements et des conseils, y compris l'intégration et la coordination de la politique internationale et de la politique économique du Canada. Elle permet au Ministère de planifier et de coordonner stratégiquement ses activités internationales en vue d'intégrer la politique étrangère et la politique économique internationale du Canada. Ce travail est effectué en assurant une meilleure coordination au sein du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), et avec d'autres ministères et des intervenants pertinents ainsi qu'en utilisant les conseils fournis par les missions pour l'élaboration d'approches pangouvernementales qui intègrent les divers mandats et points de vue organisationnels pour promouvoir les intérêts et les valeurs du Canada. Le principal groupe cible est constitué d'autres organismes gouvernementaux, des groupes chargés des politiques et des programmes au sein du MAECI, des chefs de mission et du personnel clé des missions.

Diplomatie et défense des intérêts

Cette activité de programme exerce une influence auprès d'acteurs internationaux pour les amener à s'engager et à exécuter des programmes et des fonctions diplomatiques sur la scène internationale. Elle permet au Canada de faire valoir ses politiques internationales auprès d'interlocuteurs étrangers au Canada et à l'extérieur du pays et, ainsi, de s'acquitter des rôles et des responsabilités que comportent le mandat et les fonctions diplomatiques d'un ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Ce travail est effectué au moyen de l'établissement de liens avec des décideurs à tous les niveaux dans d'autres pays et en étant l'hôte d'événements propres à permettre au Canada de communiquer des messages clés. Elle permet également de mettre à profit l'expertise des provinces dans des domaines où elles ont un intérêt particulier afin de favoriser l'exécution de la politique internationale du Canada dans son ensemble. En outre, cette activité de programme se sert d'activités promotionnelles stratégiques, y compris la diplomatie ouverte, comme outils pour faire valoir les positions canadiennes sur des questions qui préoccupent les Canadiens. Enfin, elle utilise un certain nombre de programmes discrétionnaires de subventions et de contributions pour promouvoir les intérêts du Canada à l'étranger. Le principal groupe cible est constitué des décideurs étrangers au Canada et à l'extérieur du pays, des publics étrangers, des autres ordres de gouvernement au Canada, des entités clés concernées dans d'autres pays (p. ex. les milieux de la sécurité et de la défense) et les législateurs.

Résultat stratégique

Les services internationaux destinés aux Canadiens : Les Canadiens sont satisfaits des services commerciaux, consulaires et de passeport.

Description des activités de programme

Commerce international

Cette activité de programme vise à gérer et à fournir des conseils et des services commerciaux aux entreprises canadiennes. Elle aide les entreprises canadiennes à réussir sur les marchés internationaux en fournissant des services d'expert-conseil, des avis, ainsi qu'en gérant et en offrant des services à valeur ajoutée aux entreprises canadiennes qui sont à la recherche de débouchés internationaux. Ce travail est effectué en soutenant les entreprises canadiennes qualifiées. Le principal groupe cible est constitué des entreprises canadiennes clientes qui exercent actuellement des activités à l'étranger ou qui ont démontré une capacité à le faire.

Affaires consulaires

Cette activité de programme vise à gérer et à fournir des conseils et des services consulaires aux Canadiens. Ce travail est effectué par des agents consulaires travaillant dans les missions à l'étranger et par l'utilisation du sit Web (www.voyage.gc.ca). Le principal groupe cible est constitué de Canadiens à l'étranger ou de Canadiens prévoyant voyager ou vivre à l'étranger.

Passeport Canada – Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)

Cette activité de programme permet de gérer et de fournir des services de passeport par l'intermédiaire du Fonds renouvelable de Passeport Canada. Passeport Canada délivre aux Canadiens des documents de voyage sécuritaires qui facilitent les déplacements et qui contribuent à la sécurité internationale et nationale. Ce travail est effectué grâce à l'authentification de l'identité et à la détermination de l'admissibilité en utilisant divers mode de prestation de services, ainsi qu'à la production de documents de voyage sécuritaires. Le principal groupe cible est constitué des voyageurs canadiens.

Résultat stratégique

La plateforme internationale du Canada : Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international entretient un réseau de missions offrant une infrastructure et des services qui permettent au gouvernement du Canada d'atteindre ses priorités sur le plan international.

Description des activités de programme

La plateforme internationale du Canada : Soutien à l'administration centrale

Cette activité de programme gère et fournit les services et l'infrastructure à l'administration centrale pour faciliter la représentation du Canada à l'étranger. Ce travail est effectué de concert avec les différents secteurs, directions générales et directions du MAECI et avec les 27 autres ministères partenaires et colocataires qui sont déployés à l'étranger. Le principal groupe cible est constitué du réseau des missions du gouvernement du Canada à l'étranger, des secteurs, des directions générales et des directions du Ministère de même que des 27 ministères partenaires et colocataires.

La plateforme internationale du Canada : Soutien aux missions à l'étranger

Cette activité de programme permet de gérer et de fournir les services et l'infrastructure aux missions pour faciliter la représentation du Canada à l'étranger. Ce travail est effectué en coordination avec les différents secteurs, directions générales et directions du MAECI et avec les 27 autres ministères partenaires et colocataires qui sont déployés à l'étranger. Il vise à s'assurer que les services de ressources humaines, de gestion financière, de gestion des biens et du matériel, de soutien et d'approvisionnement, de contrôleurs, de courrier et de messagerie diplomatiques ainsi que l'acquisition de largeurs de bande sont en place dans les missions pour permettre au gouvernement du Canada de réaliser ses objectifs en matière de politique internationale et d'exécuter ses programmes à l'étranger. Le principal groupe cible est constitué du réseau des missions du gouvernement du Canada à l'étranger, des secteurs, des directions générales et des directions du Ministère de même que 27 ministères partenaires et colocataires.

Corporation commerciale canadienne

Résultat stratégique

Un meilleur accès aux marchés pour les exportateurs canadiens en ce qui concerne les marchés complexes du secteur public international.

Description des activités de programme

Direction de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité

Ceci comprend des ventes à l'exportation pour les secteurs de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité. Cela inclut également les ventes à tous les ordres de gouvernement.

Direction du développement international

Ce sont des activités commerciales qui ne sont pas régies par l'Accord sur le partage de la production de défense (APPD) et qui ne comprennent pas les industrie de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité qui ont trait à l'approvisionnement et à des projets de construction dans divers autres secteurs et pouvant inclure des ventes à tous les ordres de gouvernement, soit fédéral, d'État ou municipal.

Agence canadienne de développement international

Résultat stratégique

Accroissement de l'atteinte des objectifs de développement cohérents avec les objectifs de la politique internationale canadienne.

Description des activités de programme

Pays de concentration

S'engager dans la programmation à long terme de l'aide au développement dans les pays de concentration, par le biais d'expertise, de dialogue et de ressources, afin d'accroître la capacité des pays de concentration d'atteindre les objectifs de développement. Une telle programmation exige des contacts directs entre les pays-récipiendaires et l'Agence canadienne de développement international (l'ACDI), des consultations et une collaboration avec des partenaires à l'étranger, au Canada et dans ces pays. Elle inclut aussi différents programmes-pays, activités de développement et de projets de même qu'un dialogue sur les politiques.

Les états fragiles et les états éprouvant des crises humanitaires

Programmation de l'aide au développement et/ou assistance humanitaire dans les états fragiles et/ou les pays en crise afin de réduire la vulnérabilité des populations affectées par les crises et de rétablir la capacité des institutions publiques et de la société par différents moyens : des réponses pangouvernementales faisant appel à une variété de mécanismes pour répondre au nombre considérable de besoins spécifiques et de risques ou une intervention en temps opportun et efficace. Dans les deux cas, des partenariats avec des organismes institutionnels offrent la flexibilité et l'expertise pour répondre efficacement.

Pays et régions sélectionnés

Le but de la programmation de l'aide au développement dans des pays et des régions sélectionnés et admissibles à l'aide internationale canadienne, au moyen d'expertise, de dialogue et de ressources, est d'accroître la capacité à atteindre la stabilité et/ou les objectifs de développement ainsi qu'à

contribuer aux intérêts internationaux du Canada. Cette programmation peut inclure la création de liens et/ou de partenariats entre des partenaires canadiens et des partenaires locaux.

Institutions multilatérales, internationales et canadiennes

Grâce à son engagement avec des institutions multilatérales, canadiennes et internationales, l'ACDI tente d'influencer les politiques et les pratiques institutionnelles pour maximiser l'efficacité des programmes afin de renforcer les capacités des institutions et pour maximiser l'efficacité de la programmation afin d'accroître la capacité et l'efficacité des institutions partenaires à atteindre leurs objectifs de développement. L'engagement de l'ACDI peut prendre la forme d'expertise et de financement de base de même qu'une participation à des conseils et des comités décisionnels ou aviseurs.

Résultat stratégique

Appui durable et action éclairée des Canadiens envers le développement international.

Description des activités de programme

Engagement des citoyens canadiens

Fournir des occasions qui permettent aux Canadiens d'augmenter leurs connaissances, d'approfondir leur compréhension et de participer au développement international. La participation des citoyens au programme d'aide canadienne est essentielle à son efficacité. Cela permet à l'ACDI et à ses partenaires de puiser dans une vaste gamme d'expertise et de ressources financières à l'échelle du pays au cours de l'établissement des programmes d'aide, tout en légitimant l'engagement du gouvernement canadien envers la coopération internationale.

Centre de recherches pour le développement international

Résultat stratégique

Faire en sorte que les pays en développement accroissent leurs capacités de recherche et de proposer des solutions afin d'appuyer le développement durable et équitable, ainsi que la lutte contre la pauvreté.

Description des activités de programme

Mener des recherches pour le développement

Correspond aux subventions accordées aux bénéficiaires et au travail interne fait en ce qui a trait aux projets de recherche scientifique et technique qui contribuent à améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement.

Renforcer les capacités de recherche

Offre des services qui rehaussent l'excellence scientifique en recherche pour le développement, y compris l'appui apporté relativement à la définition des problèmes, à la méthodologie, à la gestion de la recherche et à l'établissement de liens avec les interlocuteurs appropriés. Ces services permettent également au CRDI de suivre les projets, d'en faire connaître les résultats et de tirer des leçons de l'expérience acquise.

Commission mixte internationale

Résultat stratégique

Prévention et/ou résolution prompte et efficace des différends possibles sous le régime du Traité des eaux limitrophes et de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs pour éviter et prévenir des répercussions nuisibles aux relations canado-américaines.

Description des activités de programme

Traité des eaux limitrophes

Émettre des ordonnances en réponse à des demandes d'approbation concernant l'utilisation, l'obstruction ou la dérivation des eaux coulant le long de la frontière ou qui la traversent, si les utilisations envisagées doivent influer sur les niveaux ou les débits naturels de ces eaux de l'autre côté de la frontière; à la demande des gouvernements, des enquêtes peuvent être faites sur des questions particulières (renvois); et selon les dispositions du traité, prendre une décision exécutoire relativement à ces questions.

Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs

Évaluer les progrès vers la restauration et la conservation de l'intégrité chimique, physique et biologique des eaux de l'écosystème du bassin des Grands Lacs.

Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne

Résultat stratégique

Procédures de règlement des différends commerciaux internationaux extrêmement efficaces, impartiales et fondées sur des règles, qui sont destinées aux Canadiens qui exportent vers les pays de l'ALÉNA, ainsi qu'aux exportateurs des pays de l'ALÉNA qui traitent avec le Canada.

Description des activités de programme

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux

Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux de manière à garantir l'impartialité de la procédure administrative

ainsi que l'équité et la sécurité du processus, tout en assurant des services de qualité. Ce programme comprend l'appui aux groupes spéciaux et aux comités, l'assistance à la Commission du libre-échange, de même que la liaison et la coordination avec les autres sections nationales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	1 223 521 000	…	…	1 223 521 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 1 000 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 4 749 600 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 935 800 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 2 435 000 $ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 2 400 700 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 750 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), de 750 000 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 617 100 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 407 540 $ du crédit 40 (Santé) et de 80 000 $ du crédit 1 (Anciens Combattants)				
…	…	7 392 940	…	7 392 940						
					1b	Virement de 2 100 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 398 700 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 831 400 $ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 700 000 $ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 671 700 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 507 600 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 500 000 $ du crédit 55 (Industrie), de 248 800 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 147 700 $ du crédit 1 (Transports), de 182 700 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 58 900 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 56 000 $ du crédit 5 (Transports)				
…	…	14 176 681	…	14 176 681						
					1c	Virement de 4 100 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 175 000 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 935 524 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 231 500 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 115 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	18 359 892	…	18 359 892						
…	…	…	3 184 600	3 184 600		Virement du : crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	…	617 100	617 100		crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	3 231 500	3 231 500		crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	…	671 700	671 700		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	80 000	80 000		crédit 1 (Anciens Combattants)				
…	…	…	297 700	297 700		crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	147 700	147 700		crédit 1 (Transports)				
…	…	…	6 200 000	6 200 000		crédit 5				

						crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)			
…	…	…	750 000	750 000		crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)			
…	…	…	700 000	700 000		crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)			
…	…	…	750 000	750 000		crédit 5 (Transports)			
…	…	…	56 000	56 000		crédit 10			
…	…	…	1 175 000	1 175 000		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	2 908 300	2 908 300		crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	2 435 000	2 435 000		crédit 25			
…	…	…	6 083 824	6 083 824		crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)			
…	…	…	831 400	831 400		crédit 40 (Santé)			
…	…	…	407 540	407 540		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	58 900	58 900		crédit 55 (Industrie)			
…	…	…	500 000	500 000		CT, crédit 5 [1]			
…	…	…	4 951 354	4 951 354		CT, crédit 15 [1]			
…	…	…	16 989 959	16 989 959		CT, crédit 25 [1]			
…	…	…	48 445 027	48 445 027		CT, crédit 30 [1]			
…	…	…	21 992 512	21 992 512	Virement au :	crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
…	…	…	(2 334 075)	(2 334 075)		crédit 1 (Défense nationale)			
…	…	…	(415 683)	(415 683)		crédit 10			
…	…	…	(11 415 000)	(11 415 000)		crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	(52 600)	(52 600)					
…	1 223 521 000	39 929 513	109 247 758	1 372 698 271		Total—Crédit 1	1 361 526 975	11 171 296	… 1 221 975 746
…	122 670 000	…	…	122 670 000	5	Dépenses en capital			
					5a	Virement de 1 187 400 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 660 300 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 265 000 $ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 223 600 $ du crédit 40 (Santé), de 68 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 65 900 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 20 000 $ du crédit 1 (Anciens Combattants)			
…	…	7 700 000	…	7 700 000					
					5b	Virement de 1 851 300 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 434 100 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	29 012 619	…	29 012 619					
					5c	Virement de 9 899 190 $ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 397 000 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
…	…	12 081 410	…	12 081 410					
…	…	…	65 900	65 900	Virement du :	crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)			
…	…	…	68 000	68 000		crédit 1 (Patrimoine canadien)			
…	…	…	2 397 000	2 397 000		crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)			
…	…	…	20 000	20 000		crédit 1 (Anciens Combattants)			
…	…	…	9 899 190	9 899 190		crédit 10			
…	…	…	1 094 400	1 094 400		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	265 000	265 000		crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)			

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	3 038 700	3 038 700		crédit 25				
…	…	…	223 600	223 600		crédit 40 (Santé)				
…	…	…	(6 200 000)	(6 200 000)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(335 000)	(335 000)		crédit 10				
…	122 670 000	48 794 029	10 536 790	182 000 819		Total—Crédit 5	172 881 668	9 119 151	…	170 921 493
…	682 131 000	…	…	682 131 000	10	Subventions et contributions				
…	…	707 000	…	707 000	10a	Virement de 500 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	85 555 000	…	85 555 000	10b	Virement de 9 940 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 335 000 $ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	1		1	10c	Virement de 975 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	11 415 000	11 415 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	335 000	335 000		crédit 5				
…	…	…	100 000	100 000		crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	(1 175 000)	(1 175 000)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(9 899 190)	(9 899 190)		crédit 5				
…	…	…	47 973 291	47 973 291		Augmentation de l'autorisation autorisée par le crédit 10				
…	682 131 000	86 262 001	48 749 101	817 142 102		Total—Crédit 10	815 997 193	1 144 909	…	742 422 450
…	…	13 515 583	…	13 515 583	11b	Passeport Canada—Dépenses en capital	9 977 122	3 538 461	…	…
…	…	1	…	1	12b	Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la *Loi sur le développement des exportations*, le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)b) de cette loi, de 30 000 000 000 $ à 33 000 000 000 $	…	1	…	…
…	…	12 888 000	…	12 888 000	13c	Passeport Canada—Dépenses de fonctionnement	12 734 400	153 600	…	…
…	78 400 000	…	3 746 685	82 146 685	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82 146 685	…	…	73 979 446
…	76 422	…	(7 717)	68 705	(S)	Ministre des Affaires étrangères—Traitement et allocation pour automobile	68 705	…	…	74 322
…	76 422	…	1 170	77 592	(S)	Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver—Whistler—Traitement et allocation pour automobile	77 592	…	…	74 322

…	250 000	…	(120 630)	129 370	(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*	129 370	…	…	182 293
74 348 073	…	…	…	74 348 073	(S)	Fonds renouvelable de Passeport Canada	22 097 676	…	52 250 397	(19 409 145)
					(S)	Une partie de l'autorisation budgétaire autorisée en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* (voir ci-dessous) [2]				
…	4 200 000	…	(4 200 000)	…						
…	…	…	610 320	610 320		Virement de l'autorisation non budgétaire [2]				
…	4 200 000	…	(3 589 680)	610 320		Total de l'autorisation budgétaire reliée à l'article 24 (Net) [2]	610 320	…	…	95 364 137
					(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs				
…	…	…	32 107	32 107			32 107	…	…	128 853
…	…	…	11 642	11 642	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	11 642	…	…	5 035
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
989 055	…	…	2 106 847	3 095 902			2 391 986	…	703 916	2 465 607
…	…	…	9 230 985	9 230 985	(S)	Pertes d'opérations de change	9 230 985	…	…	7 783 917
					(S)	Frais administratif (Exportation et développement Canada)				
…	…	…	7 879 025	7 879 025			7 879 025	…	…	10 030 053
					(S)	Paiements de transfert reliés en application de la *Loi d'exécution du budget de 2007*				
…	…	…	10 300 000	10 300 000			10 300 000	…	…	10 000 000
…	…	…	500	500	(S)	Montants adjugés par une cour	500	…	…	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	354 912 049
75 337 128	2 111 324 844	201 389 127	198 124 583	2 586 175 682		Total budgétaire	2 508 093 951	25 127 418	52 954 313	2 670 910 578
					L11	Avances de fonds de roulement relativement aux prêts et avances consentis aux employés en mission à l'étranger selon le crédit L12c de la *Loi n° 1 de 1971 portant affectation de crédits.* Limite 22 500 000 $ (Net)				
8 008 736	…	…	…	8 008 736			3 741 779	…	4 266 957	(676 825)
					L12	Avances de fonds de roulement relativement aux avances consenties aux missions à l'étranger selon le crédit 630 de la *Loi des subsides n° 2 de 1954*, modifié par le crédit L12 de la *Loi de crédits n° 3 de 1989-1990*. Limite 50 000 000 $ (Net)				
23 711 719	…	…	…	23 711 719			13 022 139	…	10 689 580	7 945 655
					(S)	(L) Paiements pour souscription de capital-actions de la Société en vertu de la *Loi sur le développement des exportations*, article 11. Limite 3 000 000 000 $ (Brut)				
516 800 000	…	…	1 150 000 000	1 666 800 000			…	…	1 666 800 000	…
						(L) Emprunt de la Société en vertu des articles 12, 13 et 14 de la Loi, limité par du capital payé et des bénéfices non répartis (Net)				
74 780 197 500	…	…	(9 962 129 995)	64 818 067 505			…	…	64 818 067 505	…

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
					(S)	(L) L'autorisation maximale de 20 000 000 000 $ en vertu de l'article 24 de la *Loi sur le développement des exportations* relatif aux prêts effectués conformément à l'article 23 [2]				
9 715 245 152	88 200 000	…	6 176 244 778	15 979 689 930						
…	…	…	(610 320)	(610 320)		Moins : partie budgétaire de l'autorisation (voir ci-dessus) [2]				
9 715 245 152	88 200 000	…	6 175 634 458	15 979 079 610		Total de l'autorisation non budgétaire reliée à l'article 24 (Net) [2]	685 216 660	…	15 293 862 950	(588 408 595)
85 043 963 107	88 200 000	…	(2 636 495 537)	82 495 667 570		Total non budgétaire	701 980 578	…	81 793 686 992	(581 139 765)
						Total du ministère—				
75 337 128	**2 111 324 844**	**201 389 127**	**198 124 583**	**2 586 175 682**		**Budgétaire**	**2 508 093 951**	**25 127 418**	**52 954 313**	**2 670 910 578**
85 043 963 107	**88 200 000**	**…**	**(2 636 495 537)**	**82 495 667 570**		**Non budgétaire**	**701 980 578**	**…**	**81 793 686 992**	**(581 139 765)**
						Corporation commerciale canadienne				
…	15 185 000	…	…	15 185 000	15	Versements à la Corporation commerciale canadienne				
…	…	…	6 642	6 642		Virement du CT, crédit 15 [1]				
…	15 185 000	…	6 642	15 191 642		Total—Crédit 15	15 191 642	…	…	15 185 000
					(S)	(L) Versements à la Corporation en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne*, article 11. Limite 10 000 000 $ (Net)				
10 000 000	…	…	…	10 000 000			…	…	10 000 000	…
						Total de l'organisme—				
…	**15 185 000**	**…**	**6 642**	**15 191 642**		**Budgétaire**	**15 191 642**	**…**	**…**	**15 185 000**
10 000 000	**…**	**…**	**…**	**10 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**10 000 000**	**…**
						Agence canadienne de développement international				
…	224 674 000	…	…	224 674 000	20	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	10 421 190	10 421 190		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	10 360 700	10 360 700		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	(13 018 492)	(13 018 492)		Virement au crédit 25				
…	224 674 000	…	7 763 398	232 437 398		Total—Crédit 20	225 663 382	6 774 016	…	215 705 752
…	2 553 452 000	…	…	2 553 452 000	25	Subventions et contributions				
…	…	215 400 000	…	215 400 000	25a	Subventions et contributions				
…	…	8 000 000	…	8 000 000	25b	Virement de 2 000 000 $ du crédit 5 (Finances)				
					25c	Virement de 13 018 492 $ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	171 329 208	…	171 329 208						
…	…	…	2 000 000	2 000 000		Virement du : crédit 5 (Finances)				
…	…	…	13 018 492	13 018 492		crédit 20				

…	…	…	(6 083 824)	(6 083 824)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(3 038 700)	(3 038 700)		crédit 5				
…	…	…	(250 000)	(250 000)		crédit 30 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	(6 700 000)	(6 700 000)		crédit 35				
…	2 553 452 000	394 729 208	(1 054 032)	2 947 127 176		Total—Crédit 25	2 930 845 341	16 281 835	…	2 474 027 222
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				
…	25 784 000	…	(730 136)	25 053 864		employés	25 053 864	…	…	23 625 864
					(S)	Ministre de la Coopération internationale—Traitement				
…	76 422	…	100	76 522		et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
					(S)	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international*				
…	257 861 000	…	(19 307 333)	238 553 667		*(institutions financières)*	238 553 667	…	…	301 846 063
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excéden-				
…	…	…	1 025	1 025		taires de l'État	1 025	…	…	3 332
…	…	…	163 265 160	163 265 160	(S)	Perte sur réévaluation à la fin de l'exercice	163 265 160	…	…	88 801 184
…	…	…	2 384	2 384	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	2 384	…	…	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	110 000 000
…	3 061 847 422	394 729 208	149 940 566	3 606 517 196		Total budgétaire	3 583 461 345	23 055 851	…	3 214 083 739
						Fonds d'institutions financières internationales				
					L30	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 215 032 000 $, conformément à la *Loi d'aide au développement international (intitutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales				
…	1	…	215 031 999	215 032 000						
					L30a	Émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 $ (215 032 000 $ + 12 000 000 $) conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du Fonds d'institutions financières internationales				
…	…	1	11 999 999	12 000 000						
…	1	1	227 031 998	227 032 000		Total—Crédit L30	227 032 000	…	…	215 032 000
					(S)	(L) Paiements aux institutions financières internationales—				
…	8 004 000	…	(257)	8 003 743		Souscriptions au capital	8 003 743	…	…	…

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Banque africaine de développement				
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 73 473 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque africaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
1 166 950 432	…	…	…	1 166 950 432		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en $ CAN à cette date)				
…	…	…	41 637 894	41 637 894		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
1 166 950 432	…	…	41 637 894	1 208 588 326		Total [3]	…	…	1 208 588 326	…
						Banque de développement des Caraïbes				
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 8 124 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque de développement des Caraïbes conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
50 300 405	…	…	…	50 300 405		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en $ CAN à cette date)				
…	…	…	11 505 636	11 505 636		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
50 300 405	…	…	11 505 636	61 806 041		Total [3]	…	…	61 806 041	…
						Banque asiatique de développement				
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 172 125 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque asiatique de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
2 170 816 831	…	…	…	2 170 816 831		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en $ CAN à cette date)				
…	…	…	359 997 833	359 997 833		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
2 170 816 831	…	…	359 997 833	2 530 814 664		Total [3]	…	…	2 530 814 664	…

						Banque interaméricaine de développement				
					(S)	(L) Autorisation de souscrire pour 320 490 actions remboursables sur demande supplémentaires de capital-actions de la Banque interaméricaine de développement conformément aux lois de crédits des exercices antérieurs (Brut) :				
3 968 663 210	…	…	…	3 968 663 210		Autorisation non employée au début de l'exercice (convertie en $ CAN à cette date)				
…	…	…	907 785 798	907 785 798		Redressement de change à l'autorisation non employée à la fin de l'exercice				
3 968 663 210	…	…	907 785 798	4 876 449 008		Total [3]	…	…	4 876 449 008	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	40 337 170
7 356 730 878	8 004 001	1	1 547 958 902	8 912 693 782		Total non budgétaire	235 035 743	…	8 677 658 039	255 369 170
						Total de l'organisme—				
…	**3 061 847 422**	**394 729 208**	**149 940 566**	**3 606 517 196**		**Budgétaire**	**3 583 461 345**	**23 055 851**	**…**	**3 214 083 739**
7 356 730 878	**8 004 001**	**1**	**1 547 958 902**	**8 912 693 782**		**Non budgétaire**	**235 035 743**	**…**	**8 677 658 039**	**255 369 170**
						Centre de recherches pour le développement international				
					35	Versements au Centre de recherches pour le développement international				
…	149 995 000	…	…	149 995 000						
					35b	Virement de 2 700 000 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	12 000 000	…	12 000 000						
					35c	Virement de 4 000 000 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 70 000 $ du crédit 40 (Santé)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	6 700 000	6 700 000		Virement du : crédit 25				
…	…	…	70 000	70 000		crédit 40 (Santé)				
…	…	…	2 426 596	2 426 596		CT, crédit 15 [1]				
…	149 995 000	12 000 001	9 196 596	171 191 597		Total—Crédit 35	171 191 594	3	…	155 241 000
…	**149 995 000**	**12 000 001**	**9 196 596**	**171 191 597**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**171 191 594**	**3**	**…**	**155 241 000**
						Commission mixte internationale				
…	7 925 000	…	…	7 925 000	40	Dépenses du programme				
…	…	216 503	…	216 503	40b	Dépenses du programme				
…	…	…	21 056	21 056		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	187 629	187 629		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	263 050	263 050		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	188 022	188 022		CT, crédit 30 [1]				
…	7 925 000	216 503	659 757	8 801 260		Total—Crédit 40	7 606 318	1 194 942	…	6 486 756
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	548 000	…	(22 146)	525 854			525 854	…	…	516 488
…	**8 473 000**	**216 503**	**637 611**	**9 327 114**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**8 132 172**	**1 194 942**	**…**	**7 003 244**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne				
…	2 814 000	…	…	2 814 000	45	Dépenses du programme				
…	…	…	52 274	52 274		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	109 100	109 100		CT, crédit 25 [1]				
…	2 814 000	…	161 374	2 975 374		Total—Crédit 45	1 464 562	1 510 812	…	1 524 333
…	190 000	…	(76 424)	113 576	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 576	…	…	93 664
…	**3 004 000**	**…**	**84 950**	**3 088 950**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 578 138**	**1 510 812**	**…**	**1 617 997**
						Total du portefeuille ministériel—				
75 337 128	**5 349 829 266**	**608 334 839**	**357 990 948**	**6 391 492 181**		**Budgétaire**	**6 287 648 842**	**50 889 026**	**52 954 313**	**6 064 041 558**
92 410 693 985	**96 204 001**	**1**	**(1 088 536 635)**	**91 418 361 352**		**Non budgétaire**	**937 016 321**	**…**	**90 481 345 031**	**(325 770 595)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

[2] Conformément aux articles 23 et 24 de la *Loi sur le développement des exportations*, l'autorisation maximale de 20 milliards de dollars consiste en des prêts en vue d'appuyer le développement des exportations. Cette augmentation est valide pour les opérations budgétaires et non budgétaires. Cependant, puisque cette autorisation consiste en des prêts, elle est présentée comme étant non budgétaire pour fins de rapport.

[3] Comprend le montant équivalent en dollars canadiens du nombre total d'actions remboursables sur demande de toutes les ententes originales.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Diplomatie et défense des intérêts	304 765 507	302 080 302	3 414 360	3 414 360	800 975 289	799 848 063	7 100 000	7 286 493	…	…	1 102 055 156	1 098 056 232
La plateforme internationale du Canada : soutien aux missions à l'étranger—												
Budgétaire	530 834 894	525 117 794	59 819 670	59 495 545	…	…	8 200 000	4 855 712	…	…	582 454 564	579 757 627
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	31 720 455	16 763 918	31 720 455	16 763 918
Commerce internationale—												…
Budgétaire	253 864 769	250 213 946	6 764 294	6 764 294	10 475 000	10 468 505	3 050 000	430 279	…	…	268 054 063	267 016 466
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	82 463 947 115	685 216 660	82 463 947 115	685 216 660
La plateforme internationale du Canada : soutien à l'administration centrale	227 112 063	225 105 558	110 443 495	101 648 469	154 370	154 370	9 090 000	8 529 869	…	…	328 619 928	318 378 528
Conseils stratégiques et intégration des politiques internationales	133 467 887	132 933 693	1 351 000	1 351 000	15 966 813	15 955 625	…	…	…	…	150 785 700	150 240 318
Affaires consulaires	56 746 615	53 838 047	208 000	208 000	…	…	3 500 000	4 210 465	…	…	53 454 615	49 835 582
Passeport Canada—Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)	363 819 073	298 085 358	13 515 583	9 977 122	…	…	276 583 000	263 253 282	…	…	100 751 656	44 809 198
Sous-total—												
Budgétaire	1 870 610 808	1 787 374 698	195 516 402	182 858 790	827 571 472	826 426 563	307 523 000	288 566 100	…	…	2 586 175 682	2 508 093 951
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	82 495 667 570	701 980 578	82 495 667 570	701 980 578
Revenus affectés aux dépenses	(307 523 000)	(288 566 100)	…	…	…	…	(307 523 000)	(288 566 100)	…	…	…	…
Total du ministère—												
Budgétaire	**1 563 087 808**	**1 498 808 598**	**195 516 402**	**182 858 790**	**827 571 472**	**826 426 563**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 586 175 682**	**2 508 093 951**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**82 495 667 570**	**701 980 578**	**82 495 667 570**	**701 980 578**
Corporation commerciale canadienne—												
Budgétaire	**15 191 642**	**15 191 642**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**15 191 642**	**15 191 642**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**10 000 000**	**…**	**10 000 000**	**…**
Agence canadienne de développement international												
Institutions multilatérales, internationales et canadiennes—												
Budgétaire	220 975 348	219 610 869	…	…	1 102 335 904	1 090 050 653	…	…	…	…	1 323 311 252	1 309 661 522
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	8 912 693 782	235 035 743	8 912 693 782	235 035 743

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Pays de concentration	69 338 027	67 698 624	…	…	860 748 632	860 460 377	…	…	…	…	930 086 659	928 159 001
Les états fragiles et les états éprouvant des crises humanitaires	42 863 777	41 166 225	…	…	823 764 513	823 488 643	…	…	…	…	866 628 290	864 654 868
Pays et régions sélectionnés	81 231 879	79 311 262	…	…	377 843 811	374 618 314	…	…	…	…	459 075 690	453 929 576
Engagement des citoyens canadiens	6 427 322	6 275 357	…	…	20 987 983	20 781 021	…	…	…	…	27 415 305	27 056 378
Total de l'organisme—												
Budgétaire	**420 836 353**	**414 062 337**	**…**	**…**	**3 185 680 843**	**3 169 399 008**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 606 517 196**	**3 583 461 345**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**8 912 693 782**	**235 035 743**	**8 912 693 782**	**235 035 743**
Centre de recherches pour le développement international—												
Budgétaire	**171 191 597**	**171 191 594**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**171 191 597**	**171 191 594**
Commission mixte internationale												
Traité des eaux limitrophes	7 120 114	6 178 726	…	…	…	…	…	…	…	…	7 120 114	6 178 726
Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	2 207 000	1 953 446	…	…	…	…	…	…	…	…	2 207 000	1 953 446
Total de l'organisme—Budgétaire	**9 327 114**	**8 132 172**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**9 327 114**	**8 132 172**
Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne												
Administrer les mécanismes de règlement des différends commerciaux internationaux	3 088 950	1 578 138	…	…	…	…	…	…	…	…	3 088 950	1 578 138
Total de l'organisme—Budgétaire	**3 088 950**	**1 578 138**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 088 950**	**1 578 138**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**2 182 723 464**	**2 108 964 481**	**195 516 402**	**182 858 790**	**4 013 252 315**	**3 995 825 571**	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 391 492 181**	**6 287 648 842**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**91 418 361 352**	**937 016 321**	**91 418 361 352**	**937 016 321**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	30 000 000	…	(4 163 879)	25 836 121	Subventions à l'appuie du FPSM et de ses sous-programmes	25 685 027	151 094	…	9 926 065
…	11 424 000	…	…	11 424 000	Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	11 404 164	19 836	…	11 278 698
…	9 910 000	…	(4 000 000)	5 910 000	Subventions dans le domaine des relations avec les universités	5 909 572	428	…	5 183 937
…	4 873 000	…	…	4 873 000	Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4 873 000	…	…	4 872 996
…	4 694 000	…	(1 700 000)	2 994 000	Subventions dans le domaine des relations culturelles	2 988 928	5 072	…	4 694 000
…	4 000 000	…	…	4 000 000	Subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	3 896 942	103 058	…	3 550 231
…	2 000 000	…	(2 000 000)	…	Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	…	…	…	…
…	1 166 000	…	(276 155)	889 845	Soutien financier annuel pour le pays hôte de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	885 339	4 506	…	863 981
…	250 000	…	(120 630)	129 370	(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension spéciale du service diplomatique*	129 370	…	…	182 293
…	60 000	…	…	60 000	Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	60 000	…	…	60 000
…	30 000	…	…	30 000	Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30 000	…	…	30 000
…	25 000	…	…	25 000	Association de la communauté du service extérieur	25 000	…	…	25 000
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	6 435 121
…	**68 432 000**	**…**	**(12 260 664)**	**56 171 336**	**Total—Subventions**	**55 887 342**	**283 994**	**…**	**47 102 322**
					Contributions				
					Paiements de quote-parts aux organisations internationales :				
…	189 936 000	…	13 353 745	203 289 745	Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (179 303 314 $ US)	203 289 745	…	…	192 887 092
…	78 157 000	…	38 887 654	117 044 654	Organisation des Nations Unies (73 781 743 $ US)	117 044 654	…	…	74 829 441
…	18 042 000	…	(312 321)	17 729 679	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)—Administration civile (12 499 497 euros)	17 729 679	…	…	12 809 133
…	16 381 000	…	1 107 023	17 488 023	Organisation mondiale de la santé (15 463 986 $ US)	17 488 023	…	…	13 574 643
…	14 809 000	…	(7 410 848)	7 398 152	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (10 259 803 euros)	7 398 152	…	…	13 292 914
…	13 497 000	…	440 388	13 937 388	Organisation de coopération et de développement économiques (9 350 838 euros)	13 937 388	…	…	11 908 188
…	13 044 000	…	4 341 575	17 385 575	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (12 313 792 $ US)	17 385 575	…	…	14 995 943
…	12 755 000	…	(1 736 130)	11 018 870	Organisation des états américains (12 040 970 $ US)	11 018 870	…	…	11 292 638

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	12 495 000	…	1 219 274	13 714 274	Organisation internationale de la Francophonie (8 656 644 euros)	13 714 274	…	…	12 005 157
…	12 124 000	…	1 217 139	13 341 139	Agence internationale de l'énergie atomique (8 399 612 euros)	13 341 139	…	…	11 236 410
…	11 481 000	…	1 128 171	12 609 171	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (4 211 272 $ US) (6 829 335 euros)	12 609 171	…	…	11 157 566
…	10 529 000	…	542 462	11 071 462	Organisation internationale du travail (11 757 677 francs suisses)	11 071 462	…	…	10 136 142
…	8 672 000	…	(5 191 894)	3 480 106	Cour pénale internationale (6 008 037 euros)	3 480 106	…	…	5 145 613
…	6 389 000	…	138 223	6 527 223	Organisation mondiale du commerce (7 134 562 francs suisses)	6 527 223	…	…	5 821 759
…	5 949 000	…	(913 628)	5 035 372	Secrétariat du Commonwealth (2 781 466 livres sterling)	5 035 372	…	…	5 827 149
…	4 558 000	…	127 275	4 685 275	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (4 302 841 $ US)	4 685 275	…	…	3 736 636
…	3 497 000	…	561 425	4 058 425	Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1 397 621 $ US) (1 397 049 euros)	4 058 425	…	…	3 351 862
…	3 074 000	…	39 432	3 113 432	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (2 129 694 euros)	3 113 432	…	…	2 668 939
…	1 837 000	…	(65 789)	1 771 211	Organisation de l'aviation civile internationale	1 771 211	…	…	1 839 763
…	1 625 000	…	(216 118)	1 408 882	Programme du Commonwealth pour la jeunesse (759 772 livres sterling)	1 408 882	…	…	1 469 546
…	1 472 000	…	(45 652)	1 426 348	Fondation du Commonwealth (688 236 livres sterling)	1 426 348	…	…	1 434 943
…	1 271 000	…	189 631	1 460 631	Commission du parc international Roosevelt de Campobello (1 199 849 $ US)	1 460 631	…	…	1 115 946
…	1 134 000	…	280 950	1 414 950	Agence internationale de l'énergie (785 645 euros)	1 414 950	…	…	1 219 718
…	833 000	…	(282 255)	550 745	Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (577 110 euros)	550 745	…	…	…
…	558 000	…	124 790	682 790	Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (386 587 euros)	682 790	…	…	449 905
…	485 000	…	(9 656)	475 344	Tribunal international du droit de la mer (336 012 euros)	475 344	…	…	509 967
…	468 000	…	68 887	536 887	Organisation mondiale des douanes (324 234 euros)	536 887	…	…	454 568
…	467 000	…	(123 729)	343 271	Organisation maritime internationale (218 347 livres sterling)	343 271	…	…	335 534
…	433 000	…	(369 437)	63 563	Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408 761 $ US)	63 563	…	…	28 910
…	427 000	…	203 450	630 450	Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (403 096 $ US)	630 450	…	…	405 319
…	408 000	…	90 498	498 498	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455 611 francs suisses)	498 498	…	…	412 444
…	377 000	477 000	172 724	1 026 724	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto (355 895 $ US)	1 026 724	…	…	809 631
…	328 000	…	140 843	468 843	Convention sur la diversité biologique (309 638 $ US)	468 843	…	…	309 220
…	223 000	…	45 920	268 920	Autorité internationale des fonds marins (210 516 $ US)	268 920	…	…	213 821
…	180 000	…	31 117	211 117	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (169 924 $ US)	211 117	…	…	169 836
…	177 000	…	59 175	236 175	Organisation de coopération et de développement économique—Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (122 627 euros)	236 175	…	…	157 000

…	153 000	…	40 133	193 133	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (144 435 $ US)	193 133	…	…	145 404
…	144 000	…	27 283	171 283	La convention de Vienne et le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (135 939 $ US)	171 283	…	…	143 545
…	83 000	…	11 761	94 761	Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (78 354 $ US)	94 761	…	…	78 228
…	78 000	…	13 257	91 257	Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (35 681 610 CFA)	91 257	…	…	79 826
…	68 000	…	14 875	82 875	Entente de Wassenaar (47 111 euros)	82 875	…	…	73 684
…	60 000	…	16 266	76 266	Cour permanente d'arbitrage (41 569 euros)	76 266	…	…	66 116
…	34 000	…	10 280	44 280	Organisations internationales de produits de base (23 555 euros)	44 280	…	…	69 732
…	9 000	…	5 122	14 122	Commission internationale d'établissement des faits (10 050 francs suisses)	14 122	…	…	13 030
…	79 316 000	30 000 001	12 784 689	122 100 690	Fonds pour la paix mondiale et la sécurité	121 373 992	726 698	…	152 960 433
…	49 500 000	55 555 000	(80 333 633)	24 721 367	Contributions, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du G8, au Centre international des sciences et de la technologie et au Centre des sciences et de la technologie d'Ukraine, afin d'aider les pays de l'ancienne Union soviétique en ce qui a trait à la destruction, à l'élimination ou à la mise en sûreté des armes de destruction de masse	24 721 367	…	…	18 359 226
…	7 500 000	…	(536 856)	6 963 144	Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	6 914 700	48 444	…	6 892 600
					Contributions en vertu du Programme de partenariat mondial du G8 pour la destruction, l'élimination ou la mise en sûreté des armes de destruction de masse dans la Fédération de Russie et les autres pays de l'ancienne Union soviétique dans les domaines d'activités suivants :				
…	5 450 000	…	46 039 326	51 489 326	Sécurité radiologique et nucléaire	51 489 326	…	…	21 640 492
…	…	…	24 831 387	24 831 387	Démanttèlement des sous-marins nucléaires	24 831 387	…	…	42 804 474
…	…	…	5 948 054	5 948 054	Fonds spécial des projets du Partenariat mondial	5 948 054	…	…	180 654
…	4 750 000	…	(50 000)	4 700 000	Programme de partenariats internationaux en science et technologie (PPIST)	4 700 000	…	…	4 685 000
…	4 500 000	…	(531 678)	3 968 322	Contributions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	3 895 986	72 336	…	1 698 736
…	3 500 000	…	(190 000)	3 310 000	Programme d'appui à l'investissement dans les communautés	3 304 828	5 172	…	3 496 662
…	3 420 000	…	4 343 157	7 763 157	Contributions dans le domaine des relations avec les universités	7 762 897	260	…	7 875 032
…	2 020 000	…	(62 000)	1 958 000	Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	1 957 100	900	…	3 371 168
…	1 950 000	…	500 000	2 450 000	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	2 450 000	…	…	2 437 962
…	1 400 000	…	(400 000)	1 000 000	Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	1 000 000	…	…	984 551
…	1 000 000	…	(250 000)	750 000	Volet nordique de la politique étrangère du Canada	750 000	…	…	625 259
…	532 000	230 000	276 155	1 038 155	Accords environnementaux internationaux	1 031 474	6 681	…	3 850 640
…	390 000	…	117 000	507 000	Programme Horizon le monde en science et technologie	506 577	423	…	298 446

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	…	10 300 000	10 300 000	(S) Paiements de transfert reliés en application de la *Loi d'exécution du budget de 2007*	10 300 000	…	…	10 000 000
…	…	…	430 243	430 243	Activités de la communauté francophone internationale	430 242	1	…	32 200
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	655 066
…	**613 949 000**	**86 262 001**	**71 189 135**	**771 400 136**	**Total—Contributions**	**770 539 221**	**860 915**	**…**	**711 531 462**
…	**682 381 000**	**86 262 001**	**58 928 471**	**827 571 472**	**Total du ministère**	**826 426 563**	**1 144 909**	**…**	**758 633 784**
					Agence canadienne de développement international				
					Subventions				
					Subventions pour la programmation multilatérale :				
					Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	1 197 676 000	733 932 000	(328 797 408)	1 602 810 592		1 590 277 849	12 532 743	…	…
					Subventions pour la programmation de partenariat :				
					Subventions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et subventions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	26 472 000	…	(12 783 334)	13 688 666		13 684 081	4 585	…	…
					Subventions pour la programmation bilatérale :				
					Subventions pour la coopération avec d'autres pays donateurs au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	4 500 000	…	(2 188 811)	2 311 189		2 310 415	774	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 362 568 214
…	**1 228 648 000**	**733 932 000**	**(343 769 553)**	**1 618 810 447**	**Total—Subventions**	**1 606 272 345**	**12 538 102**	**…**	**1 362 568 214**

					Contributions				
					Contributions pour la programmation bilatérale :				
					Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	1 051 467 000	(283 723 000)	302 102 608	1 069 846 608		1 066 389 366	3 457 242	…	…
					Contributions pour la programmation de partenariat :				
					Contributions pour les programmes, les projets et les activités d'aide au développement destinés à appuyer des initiatives liées au développement et à la participation du public ou visant à augmenter la sensibilisation, la compréhension et l'engagement des Canadiens à l'égard du développement, et contributions pour les programmes, les projets et les activités d'éducation et de formation au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	268 962 000	(22 709 000)	3 507 258	249 760 258		249 476 682	283 576	…	…
					Contributions pour la programmation multilatérale :				
					Contributions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes, de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition				
…	4 375 000	(32 770 792)	37 105 654	8 709 862		8 706 947	2 915	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 111 459 008
…	**1 324 804 000**	**(339 202 792)**	**342 715 520**	**1 328 316 728**	**Total—Contributions**	**1 324 572 995**	**3 743 733**	**…**	**1 111 459 008**
					Autres paiements de transfert				
					(S) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*				
…	257 861 000	…	(19 307 332)	238 553 668		238 553 668	…	…	301 846 063
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	110 000 000
…	**257 861 000**	**…**	**(19 307 332)**	**238 553 668**	**Total—Autres paiements de transfert**	**238 553 668**	**…**	**…**	**411 846 063**
…	**2 811 313 000**	**394 729 208**	**(20 361 365)**	**3 185 680 843**	**Total de l'organisme**	**3 169 399 008**	**16 281 835**	**…**	**2 885 873 285**
…	**3 493 694 000**	**480 991 209**	**38 567 106**	**4 013 252 315**	**Total du portefeuille ministériel**	**3 995 825 571**	**17 426 744**	**…**	**3 644 507 069**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Diplomatie et défense des intérêts			
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	7 100 000	7 286 493	4 531 766
La plateforme internationale du Canada : soutien aux missions à l'étranger			
Services immobiliers à l'étranger (co-location)	8 200 000	4 855 712	1 928 050
Commerce international			
Foires commerciales et missions axées sur le commerce, la technologie et l'investissement	3 050 000	430 279	714 520
La plateforme internationale du Canada : soutien à l'administration centrale			
Services internationaux de télécommunication	2 090 000	2 291 531	1 136 205
Services de formation par l'Institut canadien du service extérieur	5 900 000	6 121 709	5 120 305
Services immobiliers à l'étranger	1 100 000	116 629	553 718
	9 090 000	8 529 869	6 810 228
Affaires consulaires			
Droits consulaires spécialisés	3 500 000	4 210 465	3 615 663
Passeport Canada—Organisme de service spécial (Fonds renouvelable)			
Frais de passeports	276 583 000	263 253 282	318 595 992
Total budgétaire	307 523 000	288 566 100	336 196 219

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Prêts et avances pour les employés affectés à l'étranger	…	7 682 240	8 174 320
Remboursements de prêts	143 800 000	156 648 503	140 597 725
Total non budgétaire	143 800 000	164 330 743	148 772 045
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**307 523 000**	**288 566 100**	**336 196 219**
Non budgétaire	**143 800 000**	**164 330 743**	**148 772 045**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Sociétés d'État entreprises—		
Exportation et développement Canada—Dividendes	…	250 000 000
Prêts, placements et avances aux gouvernements nationaux—		
Autres prêts, placements et avances—		
Employés affectés à l'étranger	919 006	222
Expansion du commerce d'exportation—Intérêt	141 634 700	76 549 364
Autres comptes—		
Intérêt sur les comptes de banque des délégations	190 742	156 235
Gouvernements étrangers sauf les pays en développement	25	1 109
	142 744 473	326 706 930
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres subventions et contributions	4 282 764	1 185 291
Avances comptables	74 648	128 764
Capital	376 450	746 015
Fonctionnement	6 174 882	2 398 226
Divers	27 998	72 846
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 522 290	3 471 113
	12 459 032	8 002 255
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Ventes de passeports	*262 900 972*	*286 347 457*
Location et utilisation de biens publics—		
Co-location	*4 972 341*	*2 487 000*
Services de nature réglementaire—		
Droits consulaires spéciaux	4 213 307	3 617 604
Droits consulaires—Achat de passeports	89 150 056	96 357 049
	93 363 363	*99 974 653*
Services de nature non réglementaire—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net— Services divers	6 552 421	5 829 593
Revenus tirés d'une activité de crédit net— Services de télécommunications	2 291 531	1 136 205
	8 843 952	*6 965 798*
Autres frais et droits—		
Programme d'échanges internationaux visant la jeunesse	7 310 093	4 866 949
Revenus divers de Passeport Canada	1 775	2 210
Dépôt et chèques non touchés	(23 535)	(10 181)
Revenus reportés—Frais de bois d'œuvre contingent	…	(7 541)
Divers	81 531	29 925 598
	7 369 864	*34 777 035*
	377 450 492	430 551 943
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 106 847	2 794 961
Revenus divers—		
Produits de la vente d'éléments d'actifs capitalisés— Biens immobiliers	15 669 507	46 175 337
Gain de change pour réévaluation en fin d'exercice	614 795 920	18 294 997
Intérêt sur les comptes débiteurs non fiscaux en souffrance	385 352	236 826
Autres frais et droits	14 441	17 227
Autres permis d'importation/exportation	8 389 126	9 540 944
Programme pour l'expansion et la commercialisation des exportations—Contributions	358 139	1 034 697
Revenus de locations	26 216 515	23 266 647
Vente de publications	2 360	2 475
Services rendus à Passeport Canada	4 447 464	4 447 464
Divers	5 811 113	8 210 151
	676 089 937	111 226 765
Total du ministère	**1 210 850 781**	**879 282 854**
Agence canadienne de développement international		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Placements de portefeuille—		
Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique— Intérêt	2 869 243	83 767
Aide au développement international—Prêts aux pays en développement	2 255 968	2 259 390
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement	24 391	22 675
	5 149 602	2 365 832
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 446 715	5 665 517
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 458 915	1 710 892
	13 905 630	7 376 409

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 025	3 332
Revenus divers—		
Gain pour réévaluation à la fin de l'exercice	162 767 511	89 068 914
Divers	330 921	529 927
	163 098 432	89 598 841
Total de l'organisme	**182 154 689**	**99 344 414**
Commission mixte internationale		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	453 741	157 222
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	4 813	13 015
	458 554	170 237
Revenus divers—		
Quote-part des États-Unis aux dépenses du Bureau régional de Windsor	274 970	280
Total de l'organisme	**733 524**	**170 517**
Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	6 721	62
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	23 295
	6 721	23 357
Revenus divers	698	1 218
Total de l'organisme	**7 419**	**24 575**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus		
Revenus de placements	147 894 075	329 072 762
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 829 937	15 572 258
Ventes de biens et de services	377 450 492	430 551 943
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 107 872	2 798 293
Revenus divers	839 464 037	200 827 104
Total du portefeuille ministériel	**1 393 746 413**	**978 822 360**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 3

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère

Commission canadienne des affaires polaires

Institut de la statistique des Premières nations

Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Commission des revendications particulières des Indiens

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Greffe du Tribunal des revendications particulières

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 3.2
Sommaire du portefeuille ministériel 3.6
Activités de programme 3.12
Paiements de transfert 3.14
Revenus 3.19

Ministère

Résultat stratégique

Le gouvernement – Bonne gouvernance, institutions efficaces et relations de collaboration pour les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme

Gouvernance et institutions gouvernementales

Exercice d'une saine gouvernance et renforcement des institutions gouvernementales en s'appuyant sur des mesures législatives, des programmes, des politiques et des processus administratifs qui favorisent la mise en place de gouvernements inuits et des Premières nations stables, légitimes, efficaces et adaptés à la culture, qui dispensent des services efficients et qui sont responsables envers leurs citoyens.

Relations de collaboration

Développement de relations intergouvernementales et découlant des traités avec les Premières nations et les Inuits qui sont empreintes de collaboration et de productivité, en vue d'optimiser la poursuite et l'atteinte des objectifs communs; réconciliation des intérêts autochtones et autres par la recherche, l'évaluation, la négociation et la mise en œuvre d'ententes de revendication et d'autonomie gouvernementale; quête d'interprétations communes en ce qui concerne la relation découlant des traités historiques; et élaboration d'arrangements législatifs et administratifs qui tiennent compte de l'évolution des capacités de gouvernance et des relations.

Règlements des revendications

Paiement de règlements des revendications territoriales spéciales, particulières ou globales.

Gouvernance du Nord

Soutien au renforcement des gouvernements nordiques par le transfert de responsabilités de type provincial, par des mécanismes intergouvernementaux efficaces de collaboration et de gestion des questions stratégiques, et par la consolidation de la collaboration intergouvernementale de niveau international pour ce qui est des questions circumpolaires.

Résultat stratégique

Les gens – Individus forts et familles en santé chez les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme

Gestion des affaires des particuliers

Gestion professionnelle des affaires propres aux Premières nations pour que les responsabilités du Ministre en matière de fonds en fiducie, d'appartenance et de successions, qui lui sont confiées en vertu de la *Loi sur les Indiens*, soient exercées comme il se doit.

Éducation

Soutien à la prestation de services d'éducation primaire et secondaire conformément aux normes et aux programmes provinciaux, contribuant ainsi à accroître les niveaux de réussite scolaire et à rehausser l'employabilité des élèves des Premières nations et Inuits; aux services d'éducation spéciale visant à améliorer la qualité de l'éducation et le niveau des services de soutien offerts aux élèves admissibles ayant des besoins spéciaux pour que les niveaux se comparent raisonnablement à ceux des services de soutien offerts par les provinces; et à l'aide financière aux Indiens inscrits pour qu'ils puissent faire des études postsecondaires afin d'augmenter le niveau de participation, de réussite et d'employabilité.

Développement social

Soutien à la prestation d'aide au revenu pour combler les besoins fondamentaux que sont la nourriture, les vêtements et le logement, pour assurer la sécurité et le bien-être des personnes et des familles conformément aux normes et aux programmes provinciaux; aux Services à l'enfance et à la famille des Premières nations, pour améliorer leur bien-être et leur sécurité; à l'aide à la vie autonome pour les services de soutien social de nature non médicale comme les soins à domicile, les soins de relève à court terme, le placement familial et les soins en établissement, en vue d'améliorer le bien-être et la sécurité; au Programme de financement de la lutte contre la violence familiale pour améliorer la sécurité et la sûreté, surtout des femmes et des enfants à risque; au Programme de réinvestissement de la prestation nationale pour enfants, pour soutenir les familles à faible revenu avec des enfants et prévenir ou réduire la pauvreté chez les enfants; et aux autres services sociaux dont les Premières nations peuvent assumer la responsabilité, de même que l'autorité pour les activités de développement social grâce à l'élaboration de politiques, la conception de programmes et la prestation de services pour arriver à bâtir des collectivités de Premières nations qui soient autonomes, stables, viables et en santé.

Communautés nordiques saines

Soutien à l'amélioration de la santé et du bien-être des résidents du Nord grâce à des subventions aux hôpitaux et pour les services de médecins offerts aux résidents indiens et inuits des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut; soutien au transport à prix réduits d'aliments nutritifs périssables et autres produits essentiels vers les collectivités éloignées du Nord; à la recherche sur les sources et les effets des contaminants sur la chaîne alimentaire de l'Arctique; et aux projets pour aider les résidents du Nord à composer avec des problèmes d'ordre plus général, comme les conséquences du changement climatique.

Résultat stratégique

Les terres – Utilisation durable des terres et des ressources par les Premières nations, les Inuits et les habitants du Nord.

Description des activités de programme

Certitude du titre en matière de terres, de réserves et des ressources

Cette activité de programme comprend les ajouts aux réserves; l'assurance de la clarté du titre pour faciliter les transactions foncières futures au moyen de levés et d'ententes négociées sur les terres; et la mise en œuvre des transferts de terres dans le cadre des revendications particulières et globales.

Administration fédérale responsable

Cette activité de programme comprend l'acquittement des responsabilités du gouvernement fédéral à l'égard des Premières nations (p. ex. en vertu de la *Loi sur les Indiens* et de la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* et des règlements afférents); l'acquittement des responsabilités et de la coordination avec d'autres ministères fédéraux qui ont des responsabilités semblables, par exemple Environnement Canada; l'assainissement des sites contaminés sous juridiction fédérale; la perception et la gestion de l'argent des Indiens résultant de l'exploitation des terres et des ressources.

Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations

Cette activité de programme comprend l'appui aux Premières nations afin de renforcer leurs capacités professionnelles et institutionnelles en travaillant notamment avec les nouvelles institutions et associations professionnelles des Premières nations; le soutien à l'élaboration d'options et d'ententes sectorielles concernant l'autonomie gouvernementale; le travail avec les Premières nations pour mettre en œuvre ces ententes, par exemple collaborer avec le Conseil consultatif des terres à la mise en œuvre de la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations*.

Terres et ressources du Nord

Soutien au développement durable des ressources naturelles du Nord en mettant l'accent sur une meilleure gestion et intendance de l'environnement, dont l'assainissement des sites contaminés, l'élargissement de la base de connaissances pour pouvoir prendre des décisions éclairées et l'amélioration de l'efficacité du contexte réglementaire nordique.

Résultat stratégique

L'économie – Réduction de l'écart économique des peuples autochtones et des habitants du Nord.

Description des activités de programme

Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones

Soutien à l'accroissement des perspectives d'emploi et économiques pour les Autochtones dans les secteurs public et privé. Appui et promotion à l'égard des possibilités de passation de marché pour les entreprises autochtones.

Développement économique

Les programmes de développement économique favorisent les possibilités de développement économique de même que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement économique.

Infrastructure communautaire

Soutien à la fourniture de fonds pour l'acquisition, la construction, l'exploitation et l'entretien des installations de la collectivité, comme les routes, les ponts, les systèmes d'eau potable et d'égout ainsi que les bureaux administratifs; les installations éducatives comme les écoles et les résidences pour enseignants; l'assainissement de sites contaminés dans les réserves; et les logements dans les réserves.

Économie du Nord

Soutien à la croissance économique durable des économies territoriales grâce à des investissements dans l'innovation, et le savoir, et les programmes de développement régional; à la défense d'intérêts et à des activités qui mènent à la participation avantageuse des résidents du Nord au développement des ressources.

Résultat stratégique

Bureau de l'Interlocuteur fédéral – Participation et collaboration du gouvernement et des parties intéressées, entraînant une amélioration évidente des conditions socioéconomiques des Métis, des Indiens non inscrits et des Autochtones vivant en milieu urbain.

Description des activités de programme

Relations de coopération

Soutien au renforcement des relations interministérielles et intergouvernementales (fédérales-provinciales-territoriales-municipales) efficaces; établissement de relations de coopération avec les Métis, les Indiens non-inscrits ou vivant hors réserve et avec les organismes de Canadiens d'origine autochtone vivant en milieu urbain afin d'optimiser la poursuite et l'atteinte d'objectifs partagés; et la gestion proactive des enjeux stratégiques liés aux Métis, aux Indiens non-inscrits et aux Canadiens d'origine autochtone vivant en milieu urbain.

Commission canadienne des affaires polaires

Résultat stratégique

Accroissement des connaissances sur les régions polaires du Canada.

Description des activités de programme

Facilitation de la recherche et communications

Facilitation de la recherche et communications.

Institut de la statistique des Première nations

Résultat stratégique

Les Premières nations, les gouvernements et les autres intervenants profiteront de renseignements et d'analyses statistiques précis et pertinents sur les conditions financières, économiques et sociales des Premières nations.

Description des activités de programme

Collecte et analyse des données

Fournir des statistiques et des analyses sur les conditions socioéconomiques des Indiens, des Premières nations, des groupes autochtones et d'autres groupes habitant dans des réserves ou sur des terres autochtones.

Bonne qualité et pratiques efficaces

Promouvoir la qualité, la cohérence et la compatibilité des statistiques des Premières nations par rapport aux normes admises, en collaborant avec les Premières nations et d'autres organisations, et développer les capacités statistiques au sein des gouvernements des Premières nations.

Action d'information

Travailler avec les ministères et les organismes fédéraux ainsi que les ministères et les organismes provinciaux et leur donner des conseils en ce qui concerne les statistiques des Premières nations.

Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Résultat stratégique

Divulguer et reconnaître la vérité concernant les pensionnats indiens afin de favoriser la guérison et la réconciliation parmi les personnes et les communautés touchées.

Description des activités de programme

Vérité et réconciliation

Le programme appuie les activités de recherche, de vérité, de guérison et de commémoration entreprises par le Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation. Le programme, qui compte parmi les obligations du Canada en vertu de la convention de réglement relative aux pensionnats indiens, comprendra la constitution d'un dossier historique portant sur le système et les séquelles des pensionnats indiens, la consignation de déclaration ainsi que des activités de guérison et de commémoration. Le programme dispose d'un financement réparti sur cinq ans, après quoi il mettra fin à ses activités.

Commission des revendications particulières des Indiens

Résultat stratégique

Règlement équitable des revendications particulières des Indiens.

Description des activités de programme

Mener des enquêtes et fournir des services de médiation

La Commission mène des enquêtes impartiales dans les cas où une Première nation conteste le rejet de sa revendication particulière par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou est en désaccord avec les critères de dédommagement proposés par le gouvernement au cours des négociations en vue du règlement de sa revendication. Outre ses enquêtes formelles, la Commission offre ou organise, à la demande du gouvernement et de la Première nation concernée, des services de médiation qui, à leur avis, les aideront à parvenir à une entente sur toute question relative à une revendication particulière.

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Résultat stratégique

Réconciliation entre les survivants des pensionnats indiens et le gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Règlement des réclamations

Pour centraliser et concentrer les efforts fédéraux afin de régler les réclamations associées au fonctionnement de l'ancien réseau des pensionnats indiens le plus rapidement possible.

Greffe du Tribunal des revendications particulières

Résultat stratégique

Administration efficace du Tribunal des revendications particulières.

Description des activités de programme

Services de greffe

Faciliter l'accès en temps opportun au Tribunal des revendications particulières au moyen du service à la clientèle, de la qualité des avis, du traitement efficace et rapide des revendications, et de la prestation de services impartiaux.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	665 419 000	…	…	665 419 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	181 432 715	…	181 432 715	1a	Dépenses de fonctionnement				
					1b	Virement de 265 174 248 $ du crédit 55 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 158 015 $ du crédit 50 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 000 000 $ du crédit 20 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 2 000 000 $ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 183 333 $ du crédit 10 ((Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	45 510 835	…	45 510 835						
…	…	…	183 333	183 333		Virement du : crédit 10				
…	…	…	3 000 000	3 000 000		crédit 20				
…	…	…	2 000 000	2 000 000		crédit 25				
…	…	…	3 158 015	3 158 015		crédit 50				
…	…	…	265 174 248	265 174 248		crédit 55				
…	…	…	157 506	157 506		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	25 995 527	25 995 527		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	47 489 899	47 489 899		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	10 930 924	10 930 924		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(153 333)	(153 333)		Virement au : crédit 1 (Environnement)				
…	…	…	(1 601 000)	(1 601 000)		crédit 1 (Industrie)				
…	…	…	(80 000)	(80 000)		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	(45 842 027)	(45 842 027)		crédit 10				
…	…	…	(8 500 000)	(8 500 000)		crédit 15				
…	…	…	(3 000 000)	(3 000 000)		crédit 20				
…	…	…	(2 000 000)	(2 000 000)		crédit 25				
…	665 419 000	226 943 550	296 913 092	1 189 275 642		Total—Crédit 1	1 108 361 601	80 914 041	…	671 435 407
…	22 739 000	…	…	22 739 000	5	Dépenses en capital				
…	…	…	(4 985 000)	(4 985 000)		Virement au crédit 10				
…	22 739 000	…	(4 985 000)	17 754 000		Total—Crédit 5	823 976	16 930 024	…	832 815
					7b	Pour porter de 1 700 000 000 $ à 2 200 000 000 $ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits*				
…	…	1	…	1			…	1	…	…

…	5 314 881 000	…	…	5 314 881 000	10	Subventions et contributions			
					10a	Virement de 295 192 $ du crédit 10 (Santé), de 137 700 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 124 312 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 25 000 $ du crédit 25 (Industrie)			
…	…	302 623 000	…	302 623 000					
					10b	Virement de 9 767 027 $ du crédit 60 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 420 600 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 25 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 25 000 $ du crédit 1 (Santé) et de 25 000 $ du crédit 55 (Industrie)			
…	…	66 177 945	…	66 177 945					
					10c	Virement de 45 842 027 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 4 985 000 $ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 450 000 $ du crédit 1 (Transports)			
…	…	1	…	1					
…	…	…	45 842 027	45 842 027		Virement du : crédit 1			
…	…	…	25 000	25 000		crédit 1 (Pêches et Océans)			
…	…	…	25 000	25 000		crédit 1 (Santé)			
…	…	…	558 300	558 300		crédit 1 (Défense nationale)			
…	…	…	450 000	450 000		crédit 1 (Transports)			
…	…	…	4 985 000	4 985 000		crédit 5			
…	…	…	124 312	124 312		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
…	…	…	295 192	295 192		crédit 10 (Santé)			
…	…	…	25 000	25 000		crédit 25 (Industrie)			
…	…	…	25 000	25 000		crédit 55 (Industrie)			
…	…	…	9 767 027	9 767 027		crédit 60			
…	…	…	(183 333)	(183 333)		Virement au : crédit 1			
…	…	…	(104 929)	(104 929)		crédit 5 (Patrimoine canadien)			
						crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences)			
…	…	…	(617 328)	(617 328)					
…	…	…	(10 000 000)	(10 000 000)		crédit 15			
…	…	…	(900 000)	(900 000)		crédit 25			
…	…	…	(404 035)	(404 035)		crédit 75 (Industrie)			
…	5 314 881 000	368 800 946	49 912 233	5 733 594 179		Total—Crédit 10	5 571 764 719	161 829 460	… 6 330 778 398
…	27 600 000	…	…	27 600 000	15	Paiements à la Société canadienne des postes			
					15b	Virement de 8 500 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
…	…	10 000 000	…	10 000 000					
					15c	Virement de 10 000 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)			
…	…	1	…	1					
…	…	…	8 500 000	8 500 000		Virement du : crédit 1			
…	…	…	10 000 000	10 000 000		crédit 10			
…	27 600 000	10 000 001	18 500 000	56 100 001		Total—Crédit 15	56 100 000	1	… 43 987 203

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	5 268 000	…	…	5 268 000	20	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement				
…	…	1	…	1	20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Virement de 3 000 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	3 833 850	…	3 833 850	20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	3 000 000	3 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	466 800	466 800		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	103 756	103 756		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(3 000 000)	(3 000 000)		Virement au crédit 1				
…	5 268 000	3 833 851	570 556	9 672 407		Total—Crédit 20	9 260 432	411 975	…	7 531 366
…	21 444 000	…	…	21 444 000	25	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions				
…	…	1	…	1	25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Virement de 2 000 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	8 000 000	…	8 000 000	25b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions				
…	…	1	…	1	25c	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits—Contributions—Virement de 900 000 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	2 000 000	2 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	900 000	900 000		crédit 10				
…	…	…	(2 000 000)	(2 000 000)		Virement au crédit 1				
…	21 444 000	8 000 002	900 000	30 344 002		Total—Crédit 25	30 251 617	92 385	…	27 106 989
…	52 356 000	…	2 542 491	54 898 491	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 898 491	…	…	51 346 030
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	74 316 000	…	(20 354 350)	53 961 650	(S)	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	53 961 650	…	…	88 987 753
…	17 987 000	…	21 018 345	39 005 345	(S)	Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador*	39 005 345	…	…	39 005 345

…	2 000 000	…	(711 368)	1 288 632	(S)	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique (*Loi sur les Indiens*)	1 288 632	…	…	125 502
…	1 472 000	…	5 889 006	7 361 006	(S)	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	7 361 006	…	…	3 310 347
…	1 400 000	…	457 111	1 857 111	(S)	Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités (*Loi sur les Indiens*)	1 857 111	…	…	1 430 683
…	15 000	…	(15 000)	…	(S)	Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (*Loi sur le règlement des revendications des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington (pollution par le mercure)*)	…	…	…	…
…	…	…	801 088	801 088	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	801 088	…	…	749 634
31 763 479	…	…	…	31 763 479	(S)	Paiement sur le Trésor en vertu de prêts garantis émis du Compte d'expansion économique des Indiens (limite autorisée 60 000 000 $)	27 587	…	31 735 892	4 141
…	…	…	2 292 052	2 292 052	(S)	Montants adjugés par une cour	2 292 052	…	…	259 232
…	…	…	649 893	649 893	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	649 893	…	…	434 187
173 939	…	…	87 289	261 228	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	165 078	8 861	87 289	1 328 309
31 937 418	6 206 973 422	617 578 351	374 467 538	7 230 956 729		Total budgétaire	6 938 946 800	260 186 748	31 823 181	7 268 727 663
48 517 156	…	…	…	48 517 156	L20	Prêts et garanties de prêts en vertu du Compte d'expansion économique des Indiens. Tel que modifié par le crédit 7b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1996-1997*. Limite 48 550 835 $ (Net)	…	…	48 517 156	…
…	25 903 000	…	…	25 903 000	L30	Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
…	…	14 000 000	…	14 000 000	L30b	Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
…	…	2 000 000	…	2 000 000	L30c	Prêts à des revendicateurs autochtones (Brut)				
…	25 903 000	16 000 000	…	41 903 000		Total—Crédit L30	26 118 564	15 784 436	…	27 122 898
…	34 600 000	…	…	34 600 000	L35	Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique (Brut)	27 653 624	6 946 376	…	25 965 798
305 503	…	…	…	305 503	L40	Prêts au gouvernement du Territoire du Yukon pour consentir des prêts en deuxième hypothèque aux habitants du territoire aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* et de la *Loi n° 3 de 1975 portant affectation de crédits*. Limite 320 000 $ (Brut)	…	…	305 503	…
6 550 860	…	…	…	6 550 860	L55	Provision à la Caisse de prêts aux Inuits pour les prêts consentis aux Inuits afin de promouvoir les activités commerciales telles qu'établies par le crédit 546 de la *Loi des subsides n° 3 de 1953* et telle que modifiée par le crédit 37b de la *Loi de crédits n° 4 pour 1995-1996*. Limite 6 633 697 $ (Net)	…	…	6 550 860	…

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
5 000 000	…	…	…	5 000 000	L81a	Prêts destinés à l'établissement ou à l'expansion des petites entreprises du Territoire du Yukon en vertu du Compte de prêts aux petites entreprises du Territoire du Yukon. Limite 5 000 000 $ (*Loi n° 4 de 1969 portant affectation de crédits*) (Net)	…	…	5 000 000	…
60 373 519	60 503 000	16 000 000	…	136 876 519		Total non budgétaire	53 772 188	22 730 812	60 373 519	53 088 696
31 937 418	**6 206 973 422**	**617 578 351**	**374 467 538**	**7 230 956 729**		**Total du ministère—Budgétaire**	**6 938 946 800**	**260 186 748**	**31 823 181**	**7 268 727 663**
60 373 519	**60 503 000**	**16 000 000**	**…**	**136 876 519**		**Non budgétaire**	**53 772 188**	**22 730 812**	**60 373 519**	**53 088 696**
						Commission canadienne des affaires polaires				
…	919 000	…	…	919 000	40	Dépenses du programme et contributions				
…	…	…	19 784	19 784		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	34 449	34 449		CT, crédit 25 [1]				
…	919 000	…	54 233	973 233		Total—Crédit 40	929 566	43 667	…	914 195
…	71 000	…	(3 952)	67 048	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 048	…	…	66 150
…	**990 000**	**…**	**50 281**	**1 040 281**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**996 614**	**43 667**	**…**	**980 345**
						Institut de la statistique des Premières nations				
…	4 300 000	…	…	4 300 000	45	Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	1 096 907	3 203 093	…	…
…	**4 300 000**	**…**	**…**	**4 300 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 096 907**	**3 203 093**	**…**	**…**
						Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens [2]				
…	…	58 373 000	…	58 373 000	47b	Dépenses de fonctionnement	2 717 819	55 655 181	…	…
…	**…**	**58 373 000**	**…**	**58 373 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**2 717 819**	**55 655 181**	**…**	**…**
						Commission des revendications particulières des Indiens				
…	3 867 000	…	…	3 867 000	50	Dépenses du programme				
…	…	3 957 498	…	3 957 498	50b	Dépenses du programme				
…	…	…	43 694	43 694		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	306 800	306 800		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	115 266	115 266		CT, crédit 30 [1]				

…	…	…	(3 158 015)	(3 158 015)		Virement au crédit 1				
…	3 867 000	3 957 498	(2 692 255)	5 132 243		Total—Crédit 50	4 696 394	435 849	…	5 560 836
…	362 000	…	(63 912)	298 088	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	298 088	…	…	545 493
…	…	…	57	57	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	57	…	…	11
…	**4 229 000**	**3 957 498**	**(2 756 110)**	**5 430 388**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**4 994 539**	**435 849**	**…**	**6 106 340**
						Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones [3]				
…	275 726 000	…	…	275 726 000	55	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	(265 174 248)	(265 174 248)		Virement au crédit 1				
…	275 726 000	…	(265 174 248)	10 551 752		Total—Crédit 55	10 030 896	520 856	…	385 134 288
…	10 000 000	…	…	10 000 000	60	Contributions				
…	…	…	(9 767 027)	(9 767 027)		Virement au crédit 10				
…	10 000 000	…	(9 767 027)	232 973		Total—Crédit 60	232 973	…	…	130 997 368
…	8 969 000	…	(4 197 882)	4 771 118	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 771 118	…	…	3 732 160
…	**294 695 000**	**…**	**(279 139 157)**	**15 555 843**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**15 034 987**	**520 856**	**…**	**519 863 816**
						Greffe du Tribunal des revendications particulières [4]				
…	…	1 397 363	…	1 397 363	62c	Dépenses du programme	1 387 406	9 957	…	…
…	**…**	**1 397 363**	**…**	**1 397 363**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 387 406**	**9 957**	**…**	**…**
31 937 418	**6 511 187 422**	**681 306 212**	**92 622 552**	**7 317 053 604**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**6 965 175 072**	**320 055 351**	**31 823 181**	**7 795 678 164**
60 373 519	**60 503 000**	**16 000 000**	**…**	**136 876 519**		**Non budgétaire**	**53 772 188**	**22 730 812**	**60 373 519**	**53 088 696**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens a été créé.

(3) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été intégré au ministère.

(4) Au cours de l'exercice, le Greffe du Tribunal des revendications particulières a été créé.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Éducation	186 592 552	185 119 265	…	…	1 655 401 593	1 646 925 796	…	…	…	…	1 841 994 145	1 832 045 061
Développement social	148 839 977	144 883 926	…	…	1 479 457 596	1 479 082 684	…	…	…	…	1 628 297 573	1 623 966 610
Infrastructure communautaire	137 531 051	129 333 732	15 000	…	1 088 998 650	1 057 948 851	…	…	…	…	1 226 544 701	1 187 282 583
Gouvernance et institutions gouvernementales	74 556 809	71 724 199	…	…	627 178 493	610 875 878	…	…	…	…	701 735 302	682 600 077
Règlements des revendications	310 262 076	267 619 310	…	…	494 802 804	410 212 915	…	…	…	…	805 064 880	677 832 225
Relations de collaboration—												
Budgétaire	90 000 556	89 586 112	11 877 000	…	93 645 088	87 421 057	…	…	…	…	195 522 644	177 007 169
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	88 359 363	53 772 188	88 359 363	53 772 188
Terres et ressources du Nord	167 993 299	153 546 081	…	…	23 575 517	23 565 517	…	…	…	…	191 568 816	177 111 598
Développement économique—												
Budgétaire	36 360 291	34 021 264	…	…	135 937 279	135 937 277	…	…	…	…	172 297 570	169 958 541
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	48 517 156	…	48 517 156	…
Communautés nordiques saines	76 123 833	73 527 850	…	…	56 884 055	56 884 055	…	…	…	…	133 007 888	130 411 905
Administration fédérale responsable	40 875 344	39 103 852	23 976	23 976	82 267 037	72 604 488	…	…	…	…	123 166 357	111 732 316
Gestion des terres, des ressources et de l'environnement par les Premières nations	23 436 081	6 144 780	…	…	11 371 482	11 371 482	…	…	…	…	34 807 563	17 516 262
Gestion des affaires des particuliers	25 910 360	15 331 071	4 432 000	…	10 274 992	9 619 986	…	…	…	…	40 617 352	24 951 057
Relations de coopération	12 893 730	12 852 879	…	…	30 344 001	30 251 617	…	…	…	…	43 237 731	43 104 496
Économie du Nord	6 945 183	4 250 323	…	…	21 864 164	21 864 164	…	…	…	…	28 809 347	26 114 487
Gouvernance du Nord	5 355 705	4 737 391	…	…	8 309 862	3 840 000	…	…	…	…	13 665 567	8 577 391
Certitude du titre en matière de terres, de réserves et des ressources	8 107 197	8 041 031	1 406 024	800 000	2 458 650	2 458 650	…	…	…	…	11 971 871	11 299 681
Possibilités d'emploi et de développement économique des peuples autochtones	2 656 398	1 459 316	…	…	35 991 024	35 976 025	…	…	…	…	38 647 422	37 435 341
Total du ministère—												
Budgétaire	**1 354 440 442**	**1 241 282 382**	**17 754 000**	**823 976**	**5 858 762 287**	**5 696 840 442**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 230 956 729**	**6 938 946 800**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**136 876 519**	**53 772 188**	**136 876 519**	**53 772 188**
Commission canadienne des affaires polaires												
Facilitation de la recherche et communications	1 030 281	986 614	…	…	10 000	10 000	…	…	…	…	1 040 281	996 614
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 030 281**	**986 614**	**…**	**…**	**10 000**	**10 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 040 281**	**996 614**

Institut de la statistique des Premières nations—												
Budgétaire	**4 300 000**	**1 096 907**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 300 000**	**1 096 907**
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens—[1]												
Budgétaire	**58 373 000**	**2 717 819**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**58 373 000**	**2 717 819**
Commission des revendications particulières des Indiens—												
Mener des enquêtes et fournir des services de médiation	5 430 388	4 994 539	…	…	…	…	…	…	…	…	5 430 388	4 994 539
Total de l'organisme—Budgétaire	**5 430 388**	**4 994 539**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 430 388**	**4 994 539**
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones—[2]												
Règlement des réclamations	15 322 870	14 802 014	…	…	232 973	232 973	…	…	…	…	15 555 843	15 034 987
Total de l'organisme—Budgétaire	**15 322 870**	**14 802 014**	**…**	**…**	**232 973**	**232 973**	**…**	**…**	**…**	**…**	**15 555 843**	**15 034 987**
Greffe du Tribunal des revendications particulières—[3]												
Budgétaire	**1 397 363**	**1 387 406**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 397 363**	**1 387 406**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**1 440 294 344**	**1 267 267 681**	**17 754 000**	**823 976**	**5 859 005 260**	**5 697 083 415**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 317 053 604**	**6 965 175 072**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**136 876 519**	**53 772 188**	**136 876 519**	**53 772 188**

(1) Au cours de l'exercice, le Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens a été créé.
(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été intégré au ministère.
(3) Au cours de l'exercice, le Greffe du Tribunal des revendications particulières a été créé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	280 988 000	…	(14 893 646)	266 094 354	Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	187 989 555	78 104 799	…	72 241 497
…	232 424 000	…	(88 567 874)	143 856 126	Subvention pour le financement du soutien des bandes	143 856 126	…	…	140 994 064
…	118 054 000	8 350 002	…	126 404 002	Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	125 823 445	580 557	…	106 418 556
…	76 738 000	…	(1 000 000)	75 738 000	Paiements aux organismes autochtones autonomes en vertu des ententes sur les revendications territoriales globales, sur l'autonomie gouvernementale ou en vertu d'une loi liée à un traité	74 127 915	1 610 085	…	72 001 407
…	74 316 000	…	(20 354 350)	53 961 650	(S) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	53 961 650	…	…	88 987 753
…	51 546 000	…	(394 494)	51 151 506	Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	51 151 506	…	…	45 735 116
…	46 400 000	…	…	46 400 000	Subventions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	46 400 000	…	…	45 490 000
…	34 257 000	294 903	…	34 551 903	Subvention pour l'éducation des Mi'kmaqs de la Nouvelle-Écosse	34 551 903	…	…	35 086 791
…	17 987 000	…	21 018 345	39 005 345	(S) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la *Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador*	39 005 345	…	…	39 005 345
…	10 000 000	…	(2 027 164)	7 972 836	Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes démunies qui habitent dans les réserves indiennes	7 597 924	374 912	…	8 820 912
…	9 257 000	…	…	9 257 000	Subvention à la bande indienne de Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	9 257 000	…	…	9 075 000
…	4 247 000	…	…	4 247 000	Subvention à la Première nation de Westbank en vue de la mise en œuvre de l'Entente d'autonomie gouvernementale de la Première nation de Westbank	4 246 947	53	…	4 123 249
…	3 956 000	79 763	295 192	4 330 955	Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la *Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte*	4 330 955	…	…	4 244 564
…	1 500 000	…	(1 000 000)	500 000	Subventions accordées aux Indiens et Inuits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	322 369	177 631	…	656 572
…	1 400 000	…	457 111	1 857 111	(S) Rentes versées aux Indiens—Paiements en vertu de traités	1 857 111	…	…	1 430 683
…	1 213 000	…	…	1 213 000	Paiements au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour faciliter la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	1 211 607	1 393	…	1 558 198

…	1 086 000	…	125 000	1 211 000	Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord	1 201 000	10 000	…	1 086 000
…	600 000	…	…	600 000	Subventions aux Premières nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières nations en vertu de la *Loi sur la compétence des Premières nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique*	53 625	546 375	…	…
…	500 000	…	…	500 000	Subvention accordée à l'Administration financière des Premières nations en vertu de la *Loi sur la gestion financière et statistique des Premières nations*	500 000	…	…	850 000
…	300 000	…	…	300 000	Subventions aux bandes indiennes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300 000	…	…	300 000
…	150 000	…	…	150 000	Subventions accordées aux Indiens et aux Inuits pour offrir des services d'aide à l'éducation primaire et secondaire	4 004	145 996	…	7 354
…	136 000	…	…	136 000	Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	3 685	132 315	…	31 387
…	45 000	…	…	45 000	Subventions accordées aux Inuits pour favoriser leur essor culturel	45 000	…	…	45 000
…	…	17 000 000	…	17 000 000	Subvention à la bande indienne des Musqueam pour les legs olympiques de 2010	17 000 000	…	…	…
…	…	17 000 000	…	17 000 000	Subvention à la nation Tsleil-Waututh pour les legs olympiques de 2010	17 000 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 110 607 890
…	**967 100 000**	**42 724 668**	**(106 341 880)**	**903 482 788**	**Total—Subventions**	**821 798 672**	**81 684 116**	**…**	**1 788 797 338**
					Contributions				
…	1 466 292 000	13 813 770	23 411 336	1 503 517 106	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	1 502 517 106	1 000 000	…	1 461 342 333
…	1 359 009 000	39 300 000	73 175 760	1 471 484 760	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	1 471 484 760	…	…	1 412 874 451
…	944 347 000	179 582 910	(35 967 780)	1 087 962 130	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	1 057 044 646	30 917 484	…	1 032 226 344
…	171 106 000	6 103 000	10 200 000	187 409 000	Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	180 803 205	6 605 795	…	161 317 204
…	125 098 000	10 900 000	72 128 775	208 126 775	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	195 354 218	12 772 557	…	204 036 326
…	106 587 000	500 000	(25 655 369)	81 431 631	Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique	81 416 631	15 000	…	93 049 005
…	41 011 000	7 620 000	…	48 631 000	Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	48 054 151	576 849	…	43 631 961
…	37 250 000	18 700 000	5 140 943	61 090 943	Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada	61 090 943	…	…	37 536 090
…	36 714 000	3 287 500	(6 627 094)	33 374 406	Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord	33 374 406	…	…	32 549 199
…	24 300 000	…	12 010 313	36 310 313	Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	36 310 313	…	…	30 960 213
…	21 624 000	3 670 000	(1 550 000)	23 744 000	Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	22 876 080	867 920	…	39 800 703

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	19 837 000	…	2 027 164	21 864 164	Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	21 864 164	…	…	20 333 959
…	15 592 000	…	(6 313 324)	9 278 676	Contributions pour la mise en œuvre de la *Loi sur la gestion des terres des Premières nations*	9 278 676	…	…	10 739 851
…	15 215 000	…	2 440 500	17 655 500	Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	15 944 635	1 710 865	…	16 876 951
…	14 641 000	4 263 570	8 919 827	27 824 397	Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	27 000 871	823 526	…	17 186 746
…	11 005 000	…	(226 401)	10 778 599	Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	10 686 215	92 384	…	8 553 806
…	10 450 000	…	…	10 450 000	Contribution versée aux institutions des Premières nations dans le but de favoriser une saine gestion publique	9 398 000	1 052 000	…	7 340 333
…	9 696 000	26 376 971	…	36 072 971	Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	28 944 814	7 128 157	…	18 915 318
…	7 942 000	828 558	(2 262 410)	6 508 148	Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	5 853 141	655 007	…	4 009 399
…	7 699 000	…	14 546 864	22 245 864	Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	22 245 864	…	…	3 285 815
…	5 504 000	8 000 001	1 461 401	14 965 402	Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral	14 965 402	…	…	14 664 381
…	4 935 000	…	(4 935 000)	…	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non-inscrits—Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	…	…	…	…
…	4 040 000	2 030 000	…	6 070 000	Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique	774 343	5 295 657	…	2 290 993
…	817 000	…	…	817 000	Contributions à la Fondation nationale des réalisations autochtones	817 000	…	…	817 000
…	750 000	…	…	750 000	Contributions pour faire les frais juridiques et autres frais des demandeurs dans des causes concernant les Indiens et susceptibles de faire jurisprudence	398 475	351 525	…	905 633
…	750 000	…	2 262 410	3 012 410	Contributions à l'intention des commissions de traités provinciales et/ou régionales	3 012 410	…	…	2 943 840
…	458 000	…	…	458 000	Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458 000	…	…	458 000
…	179 000	(400 000)	2 250 415	2 029 415	Contributions pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada	2 029 415	…	…	4 247 989
…	80 000	…	…	80 000	Contribution au titre de services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80 000	…	…	80 000

…	…	9 500 000	(2 530 138)	6 969 862	Contributions visant à améliorer la capacité de gestion financière et les installations de réseaux du gouvernement du Nunavut	2 500 000	4 469 862	…	…
…	…	…	5 000 000	5 000 000	Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de partager l'initiative	…	5 000 000	…	…
…	…	…	3 788 182	3 788 182	Contributions aux Autochtones ou autres bénéficiaires admissibles dans le but de faciliter la sensibilisation et l'information du public sur diverses questions liées à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	3 788 180	2	…	…
…	…	…	978 845	978 845	Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant	75 706	903 139	…	…
…	…	…	4 600 000	4 600 000	Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	4 600 000	…	…	3 888 802
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	11 649 185
…	**4 462 928 000**	**334 076 280**	**158 275 219**	**4 955 279 499**	**Total—Contributions**	**4 875 041 770**	**80 237 729**	**…**	**4 698 511 830**
…	**5 430 028 000**	**376 800 948**	**51 933 339**	**5 858 762 287**	**Total du ministère**	**5 696 840 442**	**161 921 845**	**…**	**6 487 309 168**
					Commission canadienne des affaires polaires				
					Contributions				
…	10 000	…	…	10 000	Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	10 000	…	…	10 000
…	**10 000**	**…**	**…**	**10 000**	**Total de l'organisme**	**10 000**	**…**	**…**	**10 000**
					Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones[1]				
					Subventions				
…	**…**	**…**	**…**	**…**	Éléments non requis pour l'exercice en cours	**…**	**…**	**…**	**100 000 000**
					Contributions				
…	4 000 000	…	(4 000 000)	…	Contributions aux Autochtones ou autres bénéficiaires admissibles dans le but de faciliter la sensibilisation et l'information du public sur diverses questions liées à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens	…	…	…	5 997 368
…	5 000 000	…	(4 788 182)	211 818	Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de participer à l'initiative	211 818	…	…	…

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	1 000 000	…	(978 845)	21 155	Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant	21 155	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	25 000 000
…	**10 000 000**	**…**	**(9 767 027)**	**232 973**	**Total—Contributions**	**232 973**	**…**	**…**	**30 997 368**
…	**10 000 000**	**…**	**(9 767 027)**	**232 973**	**Total de l'organisme**	**232 973**	**…**	**…**	**130 997 368**
…	**5 440 038 000**	**376 800 948**	**42 166 312**	**5 859 005 260**	**Total du portefeuille ministériel**	**5 697 083 415**	**161 921 845**	**…**	**6 618 316 536**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été créé.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Fonds du développement économique des Indiens	291 318	2 357
Conseil des Premières nations du Yukon—Ainés	531 834	577 383
Revendicateurs autochtones	5 539 296	5 847 065
Premières nations de la Colombie-Britannique	2 896 004	3 319 697
Caisse de prêts aux Inuits	4 547	4 419
Autres comptes—		
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens—		
Logement sur réserve—Intérêt sur prêts garantis	1 730 268	1 987 592
Prêt perpétuel de la bande Stoney	11 688	11 688
Esso Ltd—Projet Norman Wells—Bénéfices	125 434 933	115 779 997
	136 439 888	127 530 198
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement de frais de fonctionnement et d'entretien	46 816 965	33 616 672
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent—		
Fonctionnement et entretien	8 629 498	2 558 447
	55 446 463	36 175 119
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Exploitation minière du Canada—		
Permis	12 703	14 783
Redevances	112 521 531	63 593 632
Locations de terres, bâtiments et matériel	251 512	278 258
Redevances pétrolières et gazières	27 479 165	23 644 282
Redevances—Carrières	181 682	412 501
	140 446 593	*87 943 456*
Services de nature non réglementaire	*67 509*	*74 347*
	140 514 102	88 017 803
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	87 289	173 939
Revenus divers	8 544 769	33 051 773
Total du ministère	**341 032 511**	**284 948 832**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne des affaires polaires		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	10 000	…
Total de l'organisme	**10 000**	**…**
Commission des revendications particulières des Indiens		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 220	82
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	33 581	45 920
	40 801	46 002
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	57	11
Revenus divers	1 043	16 246
Total de l'organisme	**41 901**	**62 259**
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones [2]		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	140 202	256 362
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	132
	140 202	256 494
Revenus divers	182	4 158
Total de l'organisme	**140 384**	**260 652**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	136 439 888	127 530 198
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	55 637 466	36 477 615
Ventes de biens et de services	140 514 102	88 017 803
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	87 346	173 950
Revenus divers	8 545 994	33 072 177
Total du portefeuille ministériel	**341 224 796**	**285 271 743**

(1) Intérêt sauf indication contraire.
(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones a été intégré au ministère.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 4

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 4.2
Sommaire du portefeuille ministériel 4.3
Activités de programme 4.4
Paiements de transfert 4.5
Revenus 4.6

Résultat stratégique

Vitalité des collectivités—Collectivités dynamiques et revitalisées disposant de meilleures perspectives socio-économiques.

Description des activités de programme

Développement des collectivités

Développer une collectivité en regard de ses capacités d'adaptation socio-économique, de soutien à l'émergence de nouveaux entrepreneurs et à la création de petites entreprises, d'attraction de touristes et de rétention de personnes qualifiées.

Infrastructures

Renouveler et construire des infrastructures publiques de qualité dans les collectivités rurales et urbaines du Québec.

Résultat stratégique

Compétitivité des petites et moyennes entreprises et des régions—Présence de conditions favorables à la croissance durable et au positionnement concurrentiel des PME et des régions.

Description des activités de programme

Compétitivité des entreprises (petites et moyennes entreprises)

Stimuler la croissance et la compétitivité des petites et moyennes entreprises, de façon à accroître la productivité, les revenus gagnés et le nombre d'emplois dans les régions.

Positionnement concurrentiel des régions

Améliorer la compétitivité internationale des régions en mettant en valeur leur savoir et leurs avantages compétitifs sur la scène internationale.

Résultat stratégique

Politiques, représentation et coopération—Politiques, programmes et initiatives tenant compte des réalités des régions du Québec.

Description des activités de programme

Politiques, programmes et initiatives

Renforcer les capacités du ministère à élaborer ou à participer à la formulation de politiques, de programmes et d'initiatives qui répondent mieux aux besoins des régions du Québec et qui renforcent la pertinence de l'action fédérale en matière de développement régional au Québec.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	44 104 000	…	…	44 104 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	80 565	…	80 565	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	65 214	…	65 214	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	40 000	…	40 000	1c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	1 228 881	1 228 881		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	2 117 850	2 117 850		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	835 353	835 353		CT, crédit 30 [1]				
…	44 104 000	185 779	4 182 084	48 471 863		Total—Crédit 1	45 954 533	2 517 330	…	45 663 617
…	237 959 000	…	…	237 959 000	5	Subventions et contributions				
…	…	300 000	…	300 000	5a	Subventions et contributions				
…	…	2 850 000	…	2 850 000	5b	Subventions et contributions				
…	…	2 900 100	…	2 900 100	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	(700 000)	(700 000)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(125 000)	(125 000)		crédit 5 (Ressources naturelles)				
…	237 959 000	6 050 100	(825 000)	243 184 100		Total—Crédit 5	242 518 247	665 853	…	285 783 632
…	5 324 000	…	(401 929)	4 922 071	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 922 071	…	…	4 933 583
…	…	…	24 446	24 446	(S)	Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—Traitement et allocation pour automobile	24 446	…	…	…
1 791	…	…	13 160	14 951	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 700	91	13 160	4 382
1 791	**287 387 000**	**6 235 879**	**2 992 761**	**296 617 431**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**293 420 997**	**3 183 274**	**13 160**	**336 385 214**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Développement des collectivités	23 859 452	23 415 265	…	…	119 915 904	119 650 051	…	…	…	…	143 775 356	143 065 316
Compétitivité des entreprises (petites et moyennes entreprises)	13 233 587	11 707 632	…	…	43 703 435	43 659 674	…	…	…	…	56 937 022	55 367 306
Positionnement concurrentiel des régions	7 126 385	7 126 385	…	…	29 347 092	29 190 853	…	…	…	…	36 473 477	36 317 238
Infrastructures	2 802 267	2 545 138	…	…	50 017 669	50 017 669	…	…	…	…	52 819 936	52 562 807
Politiques, programmes et initiatives	6 411 640	6 108 330	…	…	200 000	…	…	…	…	…	6 611 640	6 108 330
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**53 433 331**	**50 902 750**	**…**	**…**	**243 184 100**	**242 518 247**	**…**	**…**	**…**	**…**	**296 617 431**	**293 420 997**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	9 750 000	…	…	9 750 000	Subvention à l'Administration portuaire de Québec afin de commémorer le 400e anniversaire de la ville de Québec en 2008	9 750 000	…	…	25 000 000
…	600 000	…	(312 138)	287 862	Subventions en vertu du Programme de diversification des collectivités	22 009	265 853	…	60 251
…	200 000	…	…	200 000	Subventions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions	…	200 000	…	…
…	200 000	…	…	200 000	Subventions en vertu du Programme de recherche en développement régional	…	200 000	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	2 400 000
…	**10 750 000**	**…**	**(312 138)**	**10 437 862**	**Total—Subventions**	**9 772 009**	**665 853**	**…**	**27 460 251**
					Contributions				
…	103 126 000	…	(33 502 980)	69 623 020	Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions	69 623 020	…	…	92 072 447
…	64 182 000	6 050 100	(2 546 617)	67 685 483	Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	67 685 483	…	…	75 160 286
…	32 000 000	…	9 733 339	41 733 339	Contributions au Programme de développement des collectivités	41 733 339	…	…	40 206 278
…	24 448 000	…	25 569 669	50 017 669	Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada	50 017 669	…	…	46 031 578
…	2 703 000	…	524 507	3 227 507	Contributions au Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	3 227 507	…	…	4 275 091
…	750 000	…	(750 000)	…	Contributions en vertu du Programme de recherche en développement régional	…	…	…	…
…	…	…	459 220	459 220	Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	459 220	…	…	577 701
…	**227 209 000**	**6 050 100**	**(512 862)**	**232 746 238**	**Total—Contributions**	**232 746 238**	**…**	**…**	**258 323 381**
…	**237 959 000**	**6 050 100**	**(825 000)**	**243 184 100**	**Total du portefeuille ministériel**	**242 518 247**	**665 853**	**…**	**285 783 632**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	48 877 318	51 029 660
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 141 047	2 206 598
	52 018 365	53 236 258
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 160	1 791
Revenus divers	821 192	667 564
Total du portefeuille ministériel	**52 852 717**	**53 905 613**

SECTION 5

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Ministère

Société d'expansion du Cap-Breton

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 5.2
Sommaire du portefeuille ministériel 5.5
Activités de programme 5.6
Paiements de transfert 5.7
Revenus 5.8

Ministère

Résultat stratégique

Entreprises concurrentielles et durables au Canada atlantique, particulièrement celles de petite et moyenne taille.

Description des activités de programme

Favoriser le développement des institutions et des entreprises, particulièrement celles de petite et moyenne taille

Malgré l'amélioration récente de la situation économique, les grands défis et les occasions de développement demeurent de façon générale très importantes. La productivité, qui dans un certain nombre de secteurs reste beaucoup plus faible au Canada atlantique que dans les principaux pays et dans d'autres régions du Canada, est l'un des indicateurs les plus révélateurs de cette situation. L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) travaillera en partenariat avec les entreprises, les intervenants, les industries et les institutions de la région de l'Atlantique afin d'améliorer la croissance et la productivité de l'économie de la région, ainsi que d'accroître la capacité concurrentielle, les revenus gagnés et la création d'emplois.

L'APECA s'emploie à améliorer la capacité de croissance économique de la région au moyen de divers mécanismes stratégiques, notamment en aidant les entreprises - particulièrement les petites et les moyennes entreprises - au niveau de la mise sur pied, de l'expansion ou de la modernisation et du démarrage et de la croissance de leurs activités d'exportation; en établissant des partenariats avec les universités et d'autres institutions afin de renforcer la capacité de recherche-développement, d'accroître les activités de commercialisation et d'améliorer la productivité de la région; et en faisant la promotion de la transition vers l'économie du savoir, transition à laquelle l'APECA participe.

Résultat stratégique

Dynamisme et viabilité des collectivités du Canada atlantique.

Description des activités de programme

Favoriser le développement économique des collectivités de la région de l'Atlantique

L'économie du Canada atlantique repose sur les nombreuses collectivités géographiques, linguistiques et culturelles de la région, depuis les petits villages isolés jusqu'aux grands centres urbains. Les possibilités et les défis varient considérablement d'un endroit à l'autre. Les collectivités sont les composantes de base des économies. Compte tenu de leur importance dans le cadre du développement économique, l'APECA axe ses efforts et ses stratégies sur le développement des collectivités, lequel constitue l'un des fondements essentiels de sa stratégie globale pour la région. Elle soutient les collectivités du Canada atlantique dans les efforts qu'elles déploient pour se doter des ressources nécessaires pour assumer l'entière responsabilité de leur développement économique. L'APECA travaille en collaboration avec d'autres ordres de gouvernement, d'autres ministères fédéraux, des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires afin de maximiser le soutien offert aux collectivités et de coordonner leur développement économique. Cette mesure exige l'adoption d'une démarche souple et globale, fondée sur une évaluation réaliste des capacités, des forces et des défis propres à chaque collectivité. Le développement des collectivités est un processus ascendant qui facilite la mise au point d'outils, de ressources et de mesures susceptibles d'appuyer le développement stratégique individuel et unique de chaque collectivité.

Programme d'infrastructure

Le fait de fournir et de maintenir une infrastructure publique de qualité est le fondement du développement économique et est essentiel à la prospérité économique. Une alimentation fiable en eau potable et la gestion efficace de l'eau, des installations de traitement des déchets, des autoroutes, des routes municipales, des ponts et des réseaux de transport ont tous des conséquences sur la croissance économique, et bon nombre d'entre eux ont également des conséquences importantes sur l'environnement. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des programmes de renouvellement et de construction d'infrastructure dans les municipalités rurales et urbaines du Canada atlantique, et d'améliorer la qualité de vie, au moyen d'investissements destinés à protéger l'environnement et à soutenir la croissance économique à long terme. L'APECA, en collaboration avec Infrastructure Canada et les provinces, supervise et assure la circulation des fonds fédéraux affectés à chaque région au moyen des divers modes de financement des infrastructures. Les priorités visées par les programmes d'Infrastructure Canada sont l'écologisation des infrastructures municipales et les infrastructures de transport locales.

Résultat stratégique

Politiques et programmes qui visent à renforcer l'économie de la région de l'Atlantique.

Description des activités de programme

Politiques

Les travaux de l'APECA en matière de politiques permettent une solide compréhension pour l'élaboration des priorités et des mesures stratégiques de l'Agence, la conception des programmes et la participation aux relations fédérales-provinciales ainsi qu'à l'élaboration des politiques nationales. Ces travaux comprennent aussi la conception de politiques et de cadres de travail, et la formulation de conseils.

L'activité de programme Politiques est accomplie par des fonctionnaires de l'APECA au siège social, dans les bureaux régionaux et au bureau d'Ottawa. Elle s'appuie sur les recherches internes et externes portant sur des enjeux économiques importants pour l'Atlantique; sur l'analyse continue des enjeux, des tendances, des défis et des possibilités auxquels la région fait face; et sur l'engagement des intervenants. Cette activité s'appuie également sur un programme de recherche spécialisé, la Mesure de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique, qui finance des projets de recherche dans l'ensemble de la région et qui a été conçu pour créer une masse critique de capacités de recherche sur les politiques publiques au Canada atlantique.

Défense des intérêts

L'activité de programme Défense des intérêts de l'APECA comporte deux volets. Elle vise à promouvoir les intérêts de la région au moment de l'élaboration des politiques et des programmes nationaux afin de s'assurer que les mesures prises par le gouvernement répondent mieux aux besoins du Canada atlantique. Elle sert aussi à maximiser les retombées industrielles dans la région, qui proviennent des acquisitions du secteur public, plus particulièrement des grands marchés publics fédéraux, afin d'améliorer la situation des industries de la région de l'Atlantique.

Grâce à cette activité de programme, l'APECA fait en sorte que les décideurs au sein du gouvernement fédéral comprennent les intérêts de la région et en tiennent compte, et que les intervenants dans la région sont informés des mesures prises par le gouvernement fédéral et des occasions qui présentent un intérêt économique pour le Canada atlantique.

L'activité Défense des intérêts de l'APECA influence les processus décisionnels à l'échelon national grâce à une participation au processus décisionnel avec d'autres ministères. En outre, l'APECA défend proactivement les intérêts de la région en informant le gouvernement du Canada des priorités et des enjeux fondamentaux du Canada atlantique.

Coordination

Dans le cadre de l'activité de programme Coordination, l'APECA amène de nombreux partenaires économiques à se pencher sur les priorités économiques de la région de l'Atlantique en adoptant une approche cohérente du développement. Le mandat législatif de l'Agence consiste à « [coordonner] les politiques et programmes du gouvernement du Canada en relation avec les possibilités de développement économique du Canada atlantique ». Grâce à sa collaboration avec d'autres ministères et des intervenants, l'APECA élabore des stratégies horizontales et des mesures qui permettent d'aborder les défis et les possibilités en matière de développement économique de la région de l'Atlantique.

Afin d'en arriver à une approche coordonnée, l'APECA travaille en partenariat avec les gouvernements des provinces de l'Atlantique, les collectivités et de nombreux intervenants des secteurs privé et public. La coordination a lieu à tous les niveaux, depuis la prise de décisions jusqu'aux relations quotidiennes qui s'établissent au niveau opérationnel. Les activités de coordination de l'APECA sur les enjeux nouveaux et prioritaires comprennent des travaux effectués en collaboration avec les conseil fédéraux régionaux, les autres organismes de développement régional, des ministères fédéraux, Industrie Canada, Ressources humaines et Développement des compétences Canada, et les membres de tables fédérales-provinciales, de tables rondes et de groupes d'experts.

Société d'expansion du Cap-Breton

Résultat stratégique

Développement économique communautaire, Cap-Breton et Mulgrave.

Description des activités de programme

Agent de prestation

À titre de société d'État, la Société d'expansion du Cap-Breton (SECB) dispose de pouvoirs étendus et d'un mandat flexible qui en font un mode idéal de prestation de services au gouvernement du Canada. La flexibilité caractéristique de la SECB lui permet d'offrir des services et des programmes de façon plus efficiente, tout en lui procurant une gamme plus vaste de mécanismes pour atteindre les buts envisagés. La SECB est responsable de l'exécution des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA) à l'Île du Cap-Breton. En 1995, la SECB et l'APECA ont conclu un protocole d'entente par lequel la SECB administre les programmes de l'APECA pour l'Île du Cap-Breton et la région de Mulgrave. L'entente a été renégociée avec l'APECA en vue d'un autre mandat de cinq ans à compter du 1er avril 2005. En novembre 2000, la SECB a signé un protocole d'entente avec le Fonds d'investissement du Cap-Breton (FICB) afin d'offrir un soutien administratif et opérationnel. La SECB affecte du personnel pour soutenir le conseil d'administration et les fonctions du FICB.

Soutien à l'entreprise

L'objectif de la SECB en rapport avec le soutien aux entreprises est la croissance de l'économie en incitant l'investissement du secteur privé dans des projets qui rendent plus concurrentielles les entreprises commerciales et qui augmentent les débouchés

commerciaux en vue de produire des emplois durables et à long terme. Les plans et priorités en vertu de cette mesure sont les suivants : accès au capital, ressources humaines et commerce électronique pour l'industrie touristique.

Soutien à la collectivité

L'objectif clé du soutien aux collectivités est de les aider à planifier et à mettre en œuvre des projets de développement communautaire liés directement à des activités économiques autonomes et durables. La SECB mène un certain nombre d'initiatives dans ce domaine : édification de la capacité communautaire, festivals et événements spéciaux, congrès et événements sportifs, revitalisation communautaire et partenariat du Cap-Breton métropolitain.

Investissement

L'objectif clé en matière d'investissement est d'attirer de nouveaux investissements d'entreprise à l'Île du Cap-Breton. Certaines des mesures envisagées incluent la production de matériel de promotion lié à la réalisation d'investissements, de même que des missions afin de stimuler l'investissement.

Défense des intérêts

L'objectif clé est de défendre les intérêts, les priorités et les préoccupations propres aux résidents de l'Île du Cap-Breton face aux décisions gouvernementales. Le rôle vise à accroître la représentation de l'Île du Cap-Breton lors de réunions intragouvernementales, et à en faire valoir les intérêts, les priorités et les préoccupations lors du choix de projets, des décisions et des mesures prises par le gouvernement.

Orientation et recherche

L'objectif clé est de fournir des bases solides pour établir des priorités et des programmes conformes à l'orientation de la SECB. Les activités en question comprennent des recherches menées à l'interne, des études réalisées avec des partenaires de l'extérieur et la participation à divers séminaires ayant trait à l'orientation du développement économique. Les recherches ont cours dans plusieurs domaines, dont l'analyse économique, l'analyse de secteur et de problèmes, la planification et la gestion du rendement.

Mesures d'intervention spéciale

Il arrive que les conséquences des décisions prises par le gouvernement fédéral ou celles de la mise en œuvre d'un élément de son mandat exigent une intervention d'envergure dans une collectivité ou dans une région. Parfois, des catastrophes naturelles requièrent des interventions ciblées. Ces mesures reposent sur l'affectation de nouveaux fonds accordés par l'intermédiaire de l'APECA, à titre d'organisme responsable du développement économique au Canada atlantique. Chaque intervention spéciale comporte ses propres objectifs, clients et mesures du rendement.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	81 862 000	…	…	81 862 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	106 085	…	106 085	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	29 158	…	29 158	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	1	…	1	1c	Virement de 456 680 $ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique)				
…	…	…	456 680	456 680		Virement du : crédit 5				
…	…	…	2 545 820	2 545 820		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	3 613 857	3 613 857		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 558 166	1 558 166		CT, crédit 30 [1]				
…	81 862 000	135 244	8 174 523	90 171 767		Total—Crédit 1	85 595 679	4 576 088	…	83 059 850
…	238 346 000	…	…	238 346 000	5	Subventions et contributions				
…	…	11 220 104	…	11 220 104	5b	Subventions et contributions				
…	…	…	(456 680)	(456 680)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(750 000)	(750 000)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	238 346 000	11 220 104	(1 206 680)	248 359 424		Total—Crédit 5	246 846 924	1 512 500	…	279 141 000
…	8 017 000	…	922 709	8 939 709	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 939 709	…	…	9 384 567
…	…	…	17 250	17 250	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 025	…	15 225	11 983
…	…	…	3 348	3 348	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	3 348	…	…	…
…	**328 225 000**	**11 355 348**	**7 911 150**	**347 491 498**		**Total du ministère—Budgétaire**	**341 387 685**	**6 088 588**	**15 225**	**371 597 400**
						Société d'expansion du Cap-Breton				
…	8 650 000	…	…	8 650 000	10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	8 650 000	…	…	8 650 000
…	**8 650 000**	**…**	**…**	**8 650 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**8 650 000**	**…**	**…**	**8 650 000**
…	**336 875 000**	**11 355 348**	**7 911 150**	**356 141 498**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**350 037 685**	**6 088 588**	**15 225**	**380 247 400**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Favoriser le développement des institutions et des entreprises, particulièrement celles de petite et moyenne taille	57 875 610	55 009 142	…	…	161 472 623	159 960 123	…	…	…	…	219 348 233	214 969 265
Favoriser le développement économique des collectivités de la région de l'Atlantique	26 556 862	25 411 902	…	…	85 095 955	85 095 955	…	…	…	…	111 652 817	110 507 857
Politiques	6 245 584	6 039 903	…	…	972 097	972 097	…	…	…	…	7 217 681	7 012 000
Défense des intérêts	3 665 049	3 498 714	…	…	28 524	28 524	…	…	…	…	3 693 573	3 527 238
Coordination	2 916 277	2 731 323	…	…	34 130	34 130	…	…	…	…	2 950 407	2 765 453
Programme d'infrastructure	1 840 380	1 817 465	…	…	756 095	756 095	…	…	…	…	2 596 475	2 573 560
Mesures d'intervention spéciale	32 312	32 312	…	…	…	…	…	…	…	…	32 312	32 312
Total du ministère—Budgétaire	**99 132 074**	**94 540 761**	**…**	**…**	**248 359 424**	**246 846 924**	**…**	**…**	**…**	**…**	**347 491 498**	**341 387 685**
Société d'expansion du Cap-Breton—Budgétaire	**8 650 000**	**8 650 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**8 650 000**	**8 650 000**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**107 782 074**	**103 190 761**	**…**	**…**	**248 359 424**	**246 846 924**	**…**	**…**	**…**	**…**	**356 141 498**	**350 037 685**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	**2 000 000**	**…**	**(1 351 615)**	**648 385**	Subventions à des organismes pour promouvoir la collaboration et le développement économique	**648 385**	**…**	**…**	**512 531**
					Contributions				
…	97 746 000	11 220 104	16 392 204	125 358 308	Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	123 845 808	1 512 500	…	119 158 189
…	68 000 000	…	(9 925 280)	58 074 720	Contributions pour le Fonds d'innovation de l'Atlantique	58 074 720	…	…	57 024 934
…	55 500 000	…	(6 576 077)	48 923 923	Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	48 923 923	…	…	46 885 466
…	12 700 000	…	(319 144)	12 380 856	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 380 856	…	…	13 704 241
…	1 700 000	…	133 395	1 833 395	Contributions pour le Programme de promotion du commerce extérieur	1 833 395	…	…	2 109 020
…	700 000	…	(316 258)	383 742	Contributions en vertu des mesures de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique	383 742	…	…	640 661
…	…	…	756 095	756 095	Contributions aux provinces de l'Atlantique en vertu du Programme Infrastructures Canada	756 095	…	…	9 550 909
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	29 555 049
…	**236 346 000**	**11 220 104**	**144 935**	**247 711 039**	**Total—Contributions**	**246 198 539**	**1 512 500**	**…**	**278 628 469**
…	**238 346 000**	**11 220 104**	**(1 206 680)**	**248 359 424**	**Total du portefeuille ministériel**	**246 846 924**	**1 512 500**	**…**	**279 141 000**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	209 296	601 094
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 250	5 414
Revenus divers—		
Recouvrements de contribution (prêts, avances et comptes débiteurs)	54 045 256	56 220 104
Reconnaissance de revenus sur comptes débiteurs	9 248 012	4 123 648
Frais d'intérêts et charges diverses imputés aux clients	917 485	548 413
Divers	69 388	48 960
	64 280 141	60 941 125
Total du portefeuille ministériel	**64 506 687**	**61 547 633**

SECTION 6

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Agence du revenu du Canada

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 6.2
Sommaire du portefeuille ministériel 6.3
Activités de programme 6.5
Paiements de transfert 6.6
Détail des montants disponibles pour être dépensés 6.7
Revenus 6.7

Résultat stratégique

Les contribuables s'acquittent de leurs obligations et l'assiette fiscale du Canada est protégée.

Description des activités de programme

Aide aux contribuables et aux entreprises

Aider les contribuables et les entreprises à respecter leurs obligations selon le système d'autocotisation en fournissant des réponses exactes et rapides à leurs demandes de renseignements, des produits d'information à partir de divers médias, des activités de sensibilisation ciblées et des services, des décisions en matière d'impôt ou sur la taxe de consommation et de l'interprétation de celles-ci, les critères d'admissibilité au *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*, les services liés à l'enregistrement d'une pension et d'autres régimes de revenu différé ainsi que les services liés à l'enregistrement d'un organisme de bienfaisance.

Cotisations des déclarations et traitement des paiements

Traiter et valider les déclarations de revenus des particuliers et des entreprises en effectuant des cotisations initiales, une validation, une comptabilité et des rajustements. Attribuer aux entreprises un numéro d'entreprise, établir et maintenir des comptes. Recevoir des paiements.

Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations

Déterminer et traiter l'inobservation des exigences en matière d'enregistrement, de production et de remises des lois administrées par la Direction générale et gérer le niveau de dette au moyen du recouvrement des comptes clients et de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la tenue à jour des systèmes, des politiques et des lignes directrices à l'échelle nationale. Ce cadre de prestation facilite et applique l'observation des exigences de production, de déclaration, de retenue et de paiement relativement aux déclarations de revenus des particuliers et des entreprises, aux retenues à la source des employeurs, à la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) et aux autres prélèvements, en plus des comptes clients non fiscaux en souffrance administrés au nom d'autres ministères et organismes.

Observation en matière de déclaration

Vérifier la divulgation entière et exacte par les contribuables de tous les renseignements requis afin d'établir les obligations fiscales et de protéger l'assiette fiscale par la vérification, des mesures d'application et des activités administratives incitatives. Les activités visant à améliorer l'observation comprennent : le fait d'augmenter la compréhension des contribuables quant à leurs obligations fiscales au moyen d'activités de sensibilisation, de services à la clientèle et de l'éducation; le fait de déceler et d'aborder les cas d'inobservation au moyen de l'évaluation des risques, de la vérification et des enquêtes; et le fait de créer des partenariats stratégiques avec les intervenants afin de miser sur les efforts d'observation.

Appels

Fournir un processus de règlement des différends rapide et impartial aux contribuables qui sont en désaccord avec les décisions prises par l'Agence en favorisant le dialogue avec le contribuable et en examinant des processus de rechange afin de régler les différends, si cela convient, en plus d'aider le ministère de la Justice à traiter les appels devant les tribunaux.

Résultat stratégique

Les familles et les particuliers admissibles reçoivent en temps opportun le montant exact des prestations.

Description des activités de programme

Programmes de prestations

Fournir des avantages fiscaux et d'autres services qui contribuent directement au mieux-être économique et social des Canadiens en administrant les Prestations fiscales canadiennes pour enfants (PFCE), la taxe sur les produits et les services/taxe de vente harmonisée, le programme des allocations spéciales pour enfants et le crédit d'impôt pour personnes handicapées et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ainsi qu'un éventail d'avantages permanents et de programmes de versement unique au nom des provinces, des territoires et d'autres ministères fédéraux. Aider les prestataires à respecter leurs obligations en fournissant des réponses en temps opportun à leurs demandes de renseignements.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
					1	Dépenses du programme et dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*				
134 870 964	2 933 062 000	…	…	3 067 932 964						
					1a	Virement de 22 021 032 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	97 980 681	…	97 980 681						
…	…	29 000 685	…	29 000 685	1b	Virement de 1 225 000 $ du crédit 40 (Santé)				
					1c	Virement de 200 833 $ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
…	…	1	…	1						
						Virement du : crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
…	…	…	200 833	200 833						
						crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	22 021 032	22 021 032						
						crédit 40 (Santé)				
…	…	…	1 225 000	1 225 000						
						CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	21 905 061	21 905 061						
						CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	37 191 192	37 191 192						
						CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	49 518 605	49 518 605						
						Virement au : crédit 1 (Conseil du Trésor)				
…	…	…	(245 000)	(245 000)						
						crédit 50 (Conseil du Trésor)				
…	…	…	(200 000)	(200 000)						
134 870 964	2 933 062 000	126 981 367	131 616 723	3 326 531 054		Total—Crédit 1	3 154 525 453	24 940 961	147 064 640	3 023 432 966
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	400 644 000	…	19 255 462	419 899 462			419 899 462	…	…	402 011 597
					(S)	Ministre du Revenu national—Traitement et allocation pour automobile				
…	76 422	…	(151)	76 271			76 271	…	…	70 726
					(S)	Versements d'allocations spéciales pour enfants (*Loi sur les allocations spéciales pour enfants*)				
…	219 000 000	…	(7 151 522)	211 848 478			211 848 478	…	…	208 163 285
					(S)	Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Canada*				
…	161 263 000	…	58 322 097	219 585 097			219 585 097	…	…	171 762 971
					(S)	Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*				
…	23 316 000	(6 000 000)	(8 249 454)	9 066 546			9 066 546	…	…	12 430 745
					(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie*				
…	…	1 210 000	(721 128)	488 872			488 872	…	…	992 499
					(S)	Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*				
…	…	419 000 000	(238 504 729)	180 495 271			180 495 271	…	…	603 601 579

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	785 026	785 026	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	785 026	…	…	126 360
…	…	…	1 886 209	1 886 209	(S)	Montants adjugés par une cour	1 886 209	…	…	366 718
134 870 964	**3 737 361 422**	**541 191 367**	**(42 761 467)**	**4 370 662 286**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**4 198 656 685**	**24 940 961**	**147 064 640**	**4 422 959 446**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Observation en matière de déclaration	1 500 311 392	1 429 650 674	…	…	…	…	16 869 921	16 869 921	…	…	1 483 441 471	1 412 780 753
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	983 719 524	928 629 622	…	…	180 495 271	180 495 271	43 662 524	43 662 524	…	…	1 120 552 271	1 065 462 369
Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations	882 203 349	863 063 264	…	…	…	…	139 256 721	139 060 349	…	…	742 946 628	724 002 915
Programmes de prestations	199 846 204	193 442 976	…	…	212 337 350	212 337 350	3 124 268	3 124 268	…	…	409 059 286	402 656 058
Aide aux contribuables et aux entreprises	490 773 428	476 058 623	…	…	5 000 000	2 048 240	53 614 798	53 614 798	…	…	442 158 630	424 492 065
Appels	187 103 140	183 861 665	…	…	…	…	14 599 140	14 599 140	…	…	172 504 000	169 262 525
Sous-total	4 243 957 037	4 074 706 824	…	…	397 832 621	394 880 861	271 127 372	270 931 000	…	…	4 370 662 286	4 198 656 685
Revenus affectés aux dépenses	(271 127 372)	(270 931 000)	…	…	…	…	(271 127 372)	(270 931 000)	…	…	…	…
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**3 972 829 665**	**3 803 775 824**	**…**	**…**	**397 832 621**	**394 880 861**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 370 662 286**	**4 198 656 685**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	**219 000 000**	**…**	**(7 151 522)**	**211 848 478**	(S) Versements d'allocations spéciales pour enfants	**211 848 478**	**…**	**…**	**208 163 285**
					Contributions				
2 000 000	**3 000 000**	**…**	**…**	**5 000 000**	Contributions à l'appui de la Réforme du cadre réglementaire des organismes de bienfaisance	**2 048 240**	**…**	**2 951 760**	**929 335**
					Autres paiements de transfert				
…	…	419 000 000	(238 504 729)	180 495 271	(S) Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*	180 495 271	…	…	603 601 579
…	…	1 210 000	(721 128)	488 872	(S) Paiements en vertu de la *Loi sur les mesures d'aide liées au coût de l'énergie*	488 872	…	…	992 499
…	**…**	**420 210 000**	**(239 225 857)**	**180 984 143**	**Total—Autres paiements de transfert**	**180 984 143**	**…**	**…**	**604 594 078**
2 000 000	**222 000 000**	**420 210 000**	**(246 377 379)**	**397 832 621**	**Total du portefeuille ministériel**	**394 880 861**	**…**	**2 951 760**	**813 686 698**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Observation en matière de déclaration	16 869 921	16 869 921	27 694 635
Cotisations des déclarations et traitement des paiements	43 662 524	43 662 524	46 256 267
Comptes débiteurs et observation en matière de production des déclarations	139 256 721	139 060 349	122 107 321
Programmes de prestations	3 124 268	3 124 268	4 849 261
Aide aux contribuables et aux entreprises	53 614 798	53 614 798	46 626 756
Appels	14 599 140	14 599 140	15 036 760
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**271 127 372**	**270 931 000**	**262 571 000**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Revenus fiscaux—		
Impôt sur le revenu—		
Des particuliers	106 755 490 938	103 737 710 454
Des sociétés	29 475 890 721	40 627 678 927
Des non-résidents	6 297 910 362	5 692 903 885
	142 529 292 021	150 058 293 266
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	13 088 341 469	15 055 650 103
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	1 047 164 015	1 074 742 131
crédit aux particuliers	3 567 584 375	3 509 556 921
	8 473 593 079	10 471 351 051
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	4 061 176 625	3 923 359 594
Taxe d'accise—Essence d'aviation et combustible diesel—		
Essence d'aviation et carboréacteur	39 907 916	38 751 572
Combustible diesel	1 025 099 013	1 085 551 115
	1 065 006 929	1 124 302 687
Droits d'accise—		
Spiritueux	660 985 689	645 346 505
Bière	610 569 127	616 540 529
Spiritueux rafraîchissants	20 595 794	22 789 715
Vin	233 430 609	236 689 378
Cigarettes	1 209 760 374	1 324 984 193
Cigares	5 217 817	5 909 772
Tabac manufacturé	77 443 650	97 949 651
	2 818 003 060	2 950 209 743
Droits sur les remboursements de dépôts douaniers pour le bois d'œuvre	3 641 091	138 367
Droits d'exportation de produits de bois d'œuvre	209 743 581	421 769 631
	213 384 672	421 907 998
Droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	386 461 155	385 713 064

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Automobiles	(228 452)	(2 299 189)
Climatiseurs pour automobiles	137 203 050	152 660 466
Primes d'assurance	4 997 542	11 377 345
Bijoux	21 387	344 420
Divers	(85 947)	(632 905)
Écoprélèvement	24 112 028	44 341 220
	166 019 608	205 791 357
Total des revenus fiscaux	**159 712 937 149**	**169 540 928 760**
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 374 567	508 091
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 800 586	711 909
	5 175 153	1 220 000
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	*120 000*	*120 000*
Location et utilisation de biens publics	*91 533*	*105 958*
Services de nature réglementaire—		
Frais de perception d'assurance-emploi et du *Régime de pensions du Canada*	270 931 000	262 571 000
Frais d'entente anticipée en matière de prix	2 059 651	2 042 916
Divers	275 168	395 180
	273 265 819	*265 009 096*
Services de nature non réglementaire—		
Frais administratifs des programmes provinciaux	45 903 646	28 400 556
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts	158 964 835	141 644 497
Divers	8 139 757	388 243
	213 008 238	*170 433 296*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente d'articles non réclamés, sceaux, etc.	*37 800*	*37 800*
Autres frais et droits—		
Frais d'administration pour titres non payés	765	1 033
Revenus reportés	536 689	593 029
Intérêts sur les autres revenus—Autres	18 105	5 925
Autres ministères du gouvernement—Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	…	859 248
Régime d'avantages sociaux des employés—Recouvrements de coûts non disponibles pour être dépensés	9 063 542	3 702 405
Divers	234 513	216 355
	9 853 614	*5 377 995*
	496 377 004	441 084 145
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	785 026	126 360
Revenus divers—		
Intérêts et pénalités—		
Impôt sur le revenu des particuliers	2 202 475 411	2 366 221 159
Impôt sur le revenu des sociétés	1 816 334 785	2 074 826 432
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), taxe d'accise, droits de douane et autre droits pour la sécurité des passagers du transport aérien	592 669 082	633 691 029
	4 611 479 278	*5 074 738 620*
Intérêts payés sur les remboursements—		
Impôt sur le revenu des particuliers	(123 765 895)	(129 319 485)
Impôt sur le revenu des sociétés	(1 593 713 260)	(791 411 777)
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH), droits de douane à l'importation et taxe d'accise	(121 938 713)	(134 952 007)
	(1 839 417 868)	*(1 055 683 269)*
Dons à l'État	*7 694*	*2 374*
Divers—		
Amendes imposées par le tribunal	312 263 249	12 700 495
Recouvrement d'avantages sociaux des employés	39 502 000	37 948 000
Autres	327 528 562	3 068 610
	679 293 811	*53 717 105*
	3 451 362 915	4 072 774 830
Total des autres revenus	**3 953 700 098**	**4 515 205 335**
Total du portefeuille ministériel	**163 666 637 247**	**174 056 134 095**

SECTION 7

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Agriculture et Agroalimentaire

Ministère

Commission canadienne du lait

Agence canadienne d'inspection des aliments

Commission canadienne des grains

Financement agricole Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	7.2
Sommaire du portefeuille ministériel	7.7
Activités de programme	7.12
Paiements de transfert	7.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	7.18
Revenus	7.19

Ministère

Résultat stratégique

Santé de l'environnement : Un secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire qui fait une utilisation des ressources environnementales d'une manière propre à assurer leur durabilité pour les générations d'aujourd'hui et de demain.

Description des activités de programme

Environnement

En se fondant sur le Cadre stratégique pour l'agriculture, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), les ministères de l'Agriculture des provinces et des territoires et les organismes de l'industrie s'emploient à atteindre les objectifs communs en environnement. AAC vise à réduire les risques et les impacts environnementaux liés à la production agricole, en faisant appel à cinq moyens d'intervention : 1) élaborer et mettre en oeuvre des options stratégiques visant à atteindre les objectifs environnementaux dans le cadre de la prochaine politique agricole, y compris une stratégie sur les biocarburants; 2) effectuer des recherches pour accroître les connaissances afin d'améliorer le rendement du système agricole canadien en matière d'environnement, favoriser une plus grande collaboration scientifique parmi les partenaires, mieux comprendre les bioressources du pays et déterminer comment les protéger; 3) continuer de mettre en place le Service national d'information sur les terres et les eaux; 4) accroître la disponibilité des pesticides à usage limité, des produits de réduction des risques et des pratiques de gestion bénéfiques, afin d'améliorer la santé de l'environnement tout en aidant les agriculteurs canadiens à être concurrentiels sur le marché; 5) dresser une stratégie sur l'eau dans un contexte de développement durable de l'agriculture, qui sera mise de l'avant par l'intermédiaire de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP).

Résultat stratégique

Sécurité du système alimentaire : Un système agroalimentaire sécuritaire et durable en mesure d'offrir des aliments sains et sûrs pour répondre aux besoins et aux préférences des consommateurs.

Description des activités de programme

Salubrité et qualité des aliments

L'élément Salubrité et qualité des aliments du Cadre stratégique pour l'agriculture permet d'assurer la salubrité et la qualité des aliments tout en contribuant à maintenir la solide réputation du Canada au pays et à l'étranger en ces matières. AAC assure l'orientation stratégique et offre des programmes, des services et des outils à l'industrie, notamment le programme de salubrité des aliments à la ferme, les initiatives de traçabilité, le soutien des systèmes de contrôle de la qualité et des systèmes de gestion des données, ainsi que la recherche et le transfert des technologies.

Gestion des risques de l'entreprise

Les programmes de gestion des risques de l'entreprise (GRE) sont conçus pour offrir aux producteurs les outils et les ressources dont ils ont besoin pour gérer les risques et assurer la viabilité et la rentabilité de leur exploitation agricole. Ces programmes visent à apporter de l'aide relativement à l'exploitation globale au lieu de se concentrer sur l'un ou l'autre des produits. AAC et les gouvernements provinciaux, en collaboration avec les organismes de l'industrie, s'emploient à concevoir de nouveaux programmes distincts de stabilisation du revenu et d'aide en cas de catastrophe qui apporteront de l'aide adapté, prévisible et en temps opportun aux producteurs. Les programmes seront mis en oeuvre en 2007-2008 et formeront un élément central de la prochaine politique agricole d'AAC.

Conseil national des produits agricoles

Le Conseil national des produits agricoles (CNPA) a vu le jour avec l'adoption de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (LOPA). La Loi autorise la création d'offices nationaux de commercialisation et d'offices de promotion et de recherche. Le Conseil est chargé d'examiner les activités des offices et de s'assurer qu'elles sont conformes aux objectifs établis selon la Loi. Ces offices sont l'Office canadien de commercialisation des oeufs (OCCO), l'Office canadien de commercialisation du dindon (OCCD), les Producteurs de poulet du Canada (PPC), l'Office canadien de commercialisation des oeufs d'incubation des poulets de chair (OCCOIPC) et l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie. Le Conseil travaille avec les offices à améliorer l'efficacité de la commercialisation des produits agricoles écoulés sur le marché interprovincial et à l'étranger. Il joue un rôle actif dans la gestion du portefeuille en fournissant des conseils au ministre et au gouvernement.

Marchés et international

AAC est l'organisme chargé de défendre les intérêts commerciaux du secteur agricole canadien et, à ce titre, il s'efforce d'éliminer les obstacles au commerce au Canada comme à l'étranger, et d'accroître les possiblités pour le secteur agricole et agroalimentaire. Les analyses du commerce et des marchés, la prestation de services, les outils de développement, les discussions sur les obstacles au commerce, les recours commerciaux bilatéraux et multilatéraux représentent des moyens de supprimer les obstacles. Avec les partenaires du portefeuille, du gouvernement et de l'industrie, le Ministère s'emploi à améliorer et à maintenir l'accès aux marchés et à des règles du jeu plus équitables sur la scène internationale pour les produits agricoles et agroalimentaires.

Résultat stratégique

Innovations propices à la croissance : Un secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire novateur à même de produire des aliments et de créer d'autres produits et services agricoles connexes de façon à saisir les débouchés sur divers marchés à l'échelle nationale et mondiale.

Description des activités de programme

Innovation et renouveau

Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) s'emploie à accroître l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire en appuyant l'élaboration d'une stratégie et la création de meilleurs débouchés afin de retirer un avantage de la science et de l'innovation. En rassemblant les participants de la chaîne d'approvisionnement en vue de former des chaînes de valeur qui font appel à la recherche pour redéfinir l'agriculture, les producteurs et le secteur pourront tirer parti des nouveaux débouchés et saisir de nouveaux marchés. Grâce aux programmes de Renouveau, AAC et son partenaire, Financement agricole Canada, visent à offrir aux producteurs les outils et les ressources dont ils ont besoin pour prendre des décisions d'affaires fondées sur de bonnes connaissances et compétences. Ces outils comprennent notamment l'évaluation de l'exploitation d'agricole et le plan d'affaires, les services de médiation en matière d'endettement agricole, l'apprentissage, la collaboration entre les segments de la chaîne de valeur afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les producteurs et les programmes de gestion des risques de l'entreprise pour réduire les pressions exercées sur le revenu net agricole. Les programmes du Renouveau sont fondés sur l'apprentissage continu et visent à aider les producteurs à évaluer leur situation et à planifier en cas de périodes de transition difficiles. Grâce à ces programmes, les producteurs ont davantage accès à de l'information, à des conseils et à de la formation leur permettant d'améliorer leur perspective de revenu, qu'il s'agisse de revenus agricoles ou de revenus d'appoint.

Agence canadienne du pari mutuel

En vertu de l'article 204 du Code criminel du Canada, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire est responsable des législations, règles et politiques relatives au pari mutuel envers les courses hippiques. L'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM) est un organisme de service spécial d'AAC qui est chargé de réglementer et de superviser les activités de pari mutuel dans les hippodromes canadiens, et qui a pour objectif de s'assurer que le tout s'y déroule d'une manière équitable pour le public. Le prélèvement sur chaque pari engagé au Canada finance les opérations de l'ACMP. Ce prélèvement est présentement établi à 0.8 cents (huit dixième de cents) sur chaque dollars parié. Les plans stratégiques de l'ACPM sont concentrés sur la régulation et la surveillance, de façon moderne, efficace et transparente, des activités de pari mutuel envers les courses hippiques. Les programmes clés de l'ACPM incluent : 1) la supervision des activités de pari mutuel; 2) le contrôle des drogues équines; 3) la surveillance des courses; 4) la recherche.

Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives

Cette activité de programme permet de mener une approche intégrée et pangouvernementale, appelée le Partenariat rural canadien, dans le cadre de laquelle le gouvernement vise à coordonner ses politiques économique, sociale, environnementale et culturelle afin d'atteindre un renouveau économique et social des collectivités rurales du Canada. Elle permet de faciliter les relations entre les coopératives et les ministères et organismes fédéraux relativement aux lois et aux politiques affectant les coopératives. En outre, cette activité permet de fournir des conseils à l'ensemble du gouvernement en ce qui a trait aux politiques affectant les coopératives, de coordonner la mise en oeuvre de telles politiques, et d'agir à titre de centre d'expertise sur les coopératives au sein du gouvernement fédéral.

Commission canadienne du lait

Résultat stratégique

Accroître la vitalité de l'industrie laitière canadienne au profit de tous les partenaires de l'industrie.

Description des activités de programme

Administre le système de gestion des approvisionnements du lait

Établit les prix de soutien pour le beurre et la poudre de lait écrémé. Calcule et recommande le niveau cible national de production du lait de transformation. Agit comme facilitateur au sein de l'industrie laitière. Gère les Programmes intérieurs de saisonnalité (offre et demande).

Agence canadienne d'inspection des aliments

Résultat stratégique

Les risques pour la santé du public associés à l'approvisionnement alimentaire et à la transmission de maladies animales aux humains sont atténués et gérés.

Description des activités de programme

Risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition

Les responsables des programmes de gestion des risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition collaborent avec les organismes et les partenaires fédéraux, provinciaux et municipaux afin d'améliorer la santé générale des Canadiens. Leur contribution

principale à ces efforts consiste à atténuer et à gérer les risques et les menaces délibérées au chapitre des aliments et des systèmes de production alimentaire. Ils s'assurent également que les consommateurs disposent des renseignements adéquats pour faire des choix éclairés en matière d'aliments salubres. Pour ce faire, ils élaborent et exécutent des programmes qui visent à assurer l'exactitude des renseignements relatifs à la salubrité des aliments et à la nutrition. En outre, ils élaborent et exécutent des programmes et des services afin de protéger les Canadiens contre les risques évitables sur le plan de la salubrité des aliments, au moyen de la gestion efficace des urgences touchant la salubrité alimentaire, ainsi que de la sensibilisation du public et la contribution à la salubrité des aliments importés et de production nationale.

Risques liés aux zoonoses

Les responsables des programmes de gestion des risques liés aux zoonoses collaborent avec les organismes et les partenaires fédéraux et provinciaux afin d'améliorer la santé générale des Canadiens. Leur contribution principale à ces efforts consiste à protéger les Canadiens contre les maladies transmissibles ou potentiellement transmissibles des animaux aux humains. Les risques liés aux zoonoses sont gérés et atténués grâce à l'élaboration et à l'exécution de programmes et de services qui sont axés sur la santé animale et conçus pour prévenir et limiter la propagation des zoonoses, sensibiliser le public et faciliter les inspections, la surveillance et les analyses.

Résultat stratégique

Assurer le maintien des ressources végétales et animales.

Description des activités de programme

Risques liés à la santé des animaux et systèmes de production

La protection des ressources animales fait partie intégrante de l'approvisionnement alimentaire canadien et elle est essentielle au bien-être de tous les Canadiens. Les programmes de protection de la santé des animaux et des systèmes de production jouent un rôle important dans l'atténuation et la gestion des risques en protégeant les animaux du Canada (y compris le bétail et les espèces aquatiques) contre les maladies et les parasites réglementés, y compris les menaces délibérées visant les ressources. En outre, des programmes et des services sont élaborés et exécutés pour protéger les ressources animales, les aliments pour animaux et les produits animaux canadiens, ainsi que gérer efficacement les urgences liées aux maladies animales. La réputation du Canada en tant que pays exempt de certaines maladies graves vient accroître considérablement la confiance du public à l'égard des animaux, des systèmes de production, des produits d'origine animale et de leurs sous-produits.

Risques liés à la protection des végétaux et systèmes de production

La protection des ressources végétales fait partie intégrante de l'approvisionnement alimentaire canadien et est essentielle au bien-être de tous les Canadiens. Les programmes de protection des végétaux et des systèmes de production jouent un rôle important dans l'atténuation et la gestion des risques en protégeant les ressources végétales du Canada (y compris les récoltes et les forêts) contre les maladies et les ravageurs réglementés, y compris les menaces délibérées visant les ressources, et en réglementant les produits agricoles. En outre, des programmes et des services sont élaborés et exécutés pour protéger les ressources végétales, les engrais et les produits d'origine végétale canadiens. La réputation du Canada en tant que pays exempt de certaines maladies et de certains ravageurs graves vient accroître considérablement la confiance du public à l'égard des végétaux, des systèmes de production et des produits végétaux.

Protection de la biodiversité

La protection de la biodiversité du Canada est cruciale pour la durabilité de l'environnement canadien. Les programmes de protection de la biodiversité jouent un rôle important dans l'atténuation et la gestion des risques au chapitre de l'environnement en protégeant la biodiversité du Canada contre les espèces envahissantes et d'autres ravageurs introduits à la suite de changements environnementaux et contre les produits agricoles nouveaux tels que les produits issus de nouvelles technologies. En outre, des programmes sont élaborés et exécutés pour évaluer et gérer les risques pour l'environnement liés à l'introduction de produits agricoles. La confiance du public dans la capacité du Canada d'évaluer et de gérer les risques associés à l'entrée de nouvelles espèces ou de nouveaux produits agricoles est maintenue et accrue considérablement grâce à ces programmes.

Résultat stratégique

Contribue à la protection du consommateur et l'accès aux marchés grâce à l'application de principes scientifiques et de normes

Description des activités de programme

Cadre de réglementation intégré

Les programmes liés au cadre de réglementation intégré favorise la prospérité économique des Canadiens grâce à leur contribution à l'élaboration et à

la mise en oeuvre efficace de cadres réglementaires nationaux et internationaux pour les aliments, les animaux et les végétaux et leurs sous-produits. Ces cadres sont transparents, scientifiques et fondés sur les règles et ils se renforcent mutuellement. En contribuant à l'élaboration de ces cadres, les différentes compétences renforcent leur capacité d'assurer une protection contre les risques sanitaires et phytosanitaires et de poursuivre d'autres objectifs légitimes d'une manière qui concorde avec une économie juste et concurrentielle.

Accès aux marchés nationaux et internationaux

Les programmes d'accès aux marchés domestiques et internationaux contribue à sécuriser les conditions pour une économie innovatrice et prospère. Ceci est accompli principalement en permettent aux produits d'accéder aux marchés grâce à l'administration et à l'exécution d'un système de réglementation efficace qui est accessible et facile à comprendre et qui répond aux besoins des marchés. Les renseignements fournis aux consommateurs par les producteurs sont vérifiés pour assurer qu'ils sont véridiques et non trompeurs et les produits canadiens sont vérifiés pour assurer qu'ils respectent les normes élevées en matière de qualité et de sûreté.

Commission canadienne des grains

Résultat stratégique

Le grain du Canada est salubre, fiable et commercialisable et les producteurs de grain canadien sont protégés.

Description des activités de programme

Programme d'assurance-qualité–Crédits

Le système d'assurance de la qualité des grains (SAQG) du Canada assure la livraison de grains de qualité uniforme et fiable qui répond aux besoins des marchés canadiens et internationaux. La prestation quotidienne des services d'inspection et de classement du grain, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, ainsi que les programmes et les services de soutien scientifique et technique, font partie intégrante de la prestation globale d'un SAQG efficace. Le SAQG du Canada s'adapte continuellement aux besoins d'utilisation finale des acheteurs canadiens et étrangers de grains canadiens, ainsi qu'aux changements structurels continus au sein de l'industrie céréalière, pour conserver la réputation du Canada comme fournisseur fiable de grains de qualité. Un SAQG efficace est un facteur-clé pour permettre aux exportateurs canadiens de réussir à vendre sur les marchés céréaliers internationaux concurrentiels et est essentiel pour les producteurs afin qu'ils obtiennent le meilleur prix possible pour leurs grains.

Programme d'assurance-qualité–Fonds renouvelable

Le système d'assurance de la qualité des grains (SAQG) du Canada assure la livraison de grains de qualité uniforme et fiable qui répond aux besoins des marchés canadiens et internationaux. La prestation quotidienne des services d'inspection et de classement du grain, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, ainsi que les programmes et les services de soutien scientifique et technique, font partie intégrante de la prestation globale d'un SAQG efficace. Le SAQG du Canada s'adapte continuellement aux besoins d'utilisation finale des acheteurs canadiens et étrangers de grains canadiens, ainsi qu'aux changements structurels continus au sein de l'industrie céréalière, pour conserver la réputation du Canada comme fournisseur fiable de grains de qualité. Un SAQG efficace est un facteur-clé pour permettre aux exportateurs canadiens de réussir à vendre sur les marchés céréaliers internationaux concurrentiels et est essentiel pour les producteurs afin qu'ils obtiennent le meilleur prix possible pour leurs grains.

Programme d'assurance-quantité–Crédits

Le Système d'assurance de la quantié des grains du Canada assure le poids du grain livré par des moyens de transport ou déchargés de ceux-ci et le grain en stockage dans le réseau des silos terminaux et de transbordement agréés pour satisfaire aux exigences de l'industrie céréalière, des producteurs aux clients. La prestation quotidienne des services de pesée, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, fait partie intégrante du Système d'assurance de la quantité. Pour que le système soit toujours pertinent et qu'il réponde aux demandes de l'industrie en constante évolution, on fournit un soutien technique continu à l'appui du Système d'assurance de la quantité du grain.

Programme d'assurance-quantité–Fonds renouvelable

Le Système d'assurance de la quantité des grains du Canada assure le poids du grain livré par des moyens de transport ou déchargés de ceux-ci et le grain en stockage dans le réseau des silos terminaux et de transbordement agréés pour satisfaire aux exigences de l'industrie céréalière, des producteurs aux clients. La prestation quotidienne des services de pesée, conformément au mandat défini dans la *Loi sur les grains du Canada*, fait partie intégrante du Système d'assurance de la quantité. Pour que le système soit toujours pertinent et qu'il réponde aux demandes de l'industrie en constante évolution, on fournit un soutien technique continu à l'appui du Système d'assurance de la quantité du grain.

Programme de recherches sur la qualité des grains–Crédits

En vertu de la *Loi sur les grains du Canada*, la Commission canadienne des grains (CCG) doit entreprendre, parrainer et promouvoir des recherches sur les grains. La CCG effectue des recherches à l'appui du SAQG pour se pencher sur les nouveaux défis à relever et renforcer la facilité d'écoulement du grain canadien dans l'intérêt des producteurs et de l'industrie céréalière canadienne. Le Laboratoire de recherches sur les grains (LRG) mène des recherches sur des méthodes pour mesurer la qualité du grain, des nouveaux facteurs qualitatifs et des nouvelles normes en matière de grains. Les recherches sur la qualité du grain appuie l'amélioration continue du SAQG.

Programme de protection des producteurs—Crédits

La CCG a pour mandat de défendre les droits des producteurs en appliquant la *Loi sur les grains du Canada* et, à ce titre, a mis à exécution un bon nombre de programmes et de mesures de protection pour assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens. Ces services comprennent le programme de délivrance de licences et de dépôt de garantie, la répartition des wagons de producteurs aux producteurs et aux groupes de producteurs qui désirent expédier eux-mêmes leurs propres grains, et les mesures de liaison avec les producteurs, y compris le système d'appel sur les grades attribués aux grains. De plus, la CCG recueille et met à jour des données sur la qualité du grain et des renseignements sur la manutention des grains pour faciliter les ventes des producteurs et les décisions de marketing.

Programme de protection des producteurs—Fonds renouvelable

La CCG a pour mandat de défendre les droits de producteurs en appliquant la *Loi sur les grains du Canada* et, à ce titre, à mis à exécution un bon nombre de programmes et de mesures de protection pour assurer le traitement équitable des producteurs de grains canadiens. Ces services comprennent le programme de délivrance de licences et de dépôt de garantie, la répartition des wagons de producteurs aux producteurs et aux groupes de producteurs qui désirent expédier eux-mêmes leurs propres grains, et les mesures de liaison avec les producteurs, y compris le système d'appel sur les grades attribués aux grains. De plus, la CCG recueille et met à jour des données sur la qualité du grain et des renseignements sur la manutention des grains pour faciliter les ventes des producteurs et les décisions de marketing..

Financement agricole Canada

Résultat stratégique

Le but de la Société est de mettre en valeur le secteur rural canadien par la prestation de services et produits financiers et commerciaux, spécialisés et personnalisés, aux exploitations agricoles—notamment aux fermes familiales—et aux petites et moyennes entreprises liées à l'agriculture. Les activités de la Société visent principalement les exploitations agricoles, notamment les fermes familiales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	530 761 000	…	…	530 761 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 275 000 $ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)				
…	…	139 183 207	…	139 183 207						
…	…	12 673 501	…	12 673 501	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	4 248 642	…	4 248 642	1c	Dépenses de fonctionnement				
						Virement du : crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)				
…	…	…	275 000	275 000						
…	…	…	3 274 994	3 274 994		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	21 437 680	21 437 680		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	32 119 456	32 119 456		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	13 514 562	13 514 562		CT, crédit 30 [1]				
						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(3 184 600)	(3 184 600)						
…	…	…	(6 100 000)	(6 100 000)		crédit 1 (Santé)				
						crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	(275 000)	(275 000)						
						crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(65 900)	(65 900)						
…	…	…	(3 410 000)	(3 410 000)		crédit 30				
…	530 761 000	156 105 350	57 586 192	744 452 542		Total—Crédit 1	694 544 669	49 907 873	…	683 807 089
…	32 022 000	…	…	32 022 000	5	Dépenses en capital				
…	…	860 000	…	860 000	5a	Dépenses en capital				
…	…	20 271 874	…	20 271 874	5b	Dépenses en capital				
…	…	1 435 000	…	1 435 000	5c	Dépenses en capital				
…	32 022 000	22 566 874	…	54 588 874		Total—Crédit 5	30 305 064	24 283 810	…	32 502 772
…	378 993 232	…	…	378 993 232	10	Subventions et contributions				
…	…	157 497 000	…	157 497 000	10a	Subventions et contributions				
…	…	33 849 600	…	33 849 600	10b	Subventions et contributions				
…	…	121 212 285	…	121 212 285	10c	Subventions et contributions				
…	378 993 232	312 558 885	…	691 552 117		Total—Crédit 10	590 444 687	101 107 430	…	614 038 717
					15	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies				

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances printanières et de 1 500 000 000 $ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié				
…	1	…	…	1	20	Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 $ payable à l'égard des accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol	…	1	…	…
…	1	…	…	1	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 860 776	…	…	74 715 185
…	69 236 000	…	5 624 776	74 860 776	(S)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire—Traitement et allocation pour automobile	91 003	…	…	131 420
…	76 422	…	14 581	91 003	(S)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	340 493 580	…	…	…
…	655 200 000	…	(314 706 420)	340 493 580	(S)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection	548 343 432	…	…	…
…	388 700 000	…	159 643 432	548 343 432	(S)	Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	17 709 000	…	…	1 670 000
…	159 489 000	…	(141 780 000)	17 709 000	(S)	Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*	37 043 946	…	…	44 138 628
…	137 500 000	14 580 000	(115 036 054)	37 043 946	(S)	Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	55 356 181	…	…	…
…	108 400 000	…	(53 043 819)	55 356 181	(S)	Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production	…	…	…	…
…	100 000 000	…	(100 000 000)	…	(S)	Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	6 993 299	…	…	7 009 156
…	5 000 000	2 000 000	(6 701)	6 993 299	(S)	Prêts garantis en vertu de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*	24 650	…	…	739 455
…	4 000 000	…	(3 975 350)	24 650	(S)	Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles*	…	…	600 000	…
600 000	200 000	…	(200 000)	600 000	(S)	Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel	(832 429)	…	4 410 181	(886 510)
3 577 752	…	…	…	3 577 752						

…	…	…	551	551	(S)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	551	…	…	4 747 542
…	…	…	175 698 000	175 698 000	(S)	Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	175 698 000	…	…	165 588 000
…	…	…	8 718 953	8 718 953	(S)	Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	8 718 953	…	…	353 538 805
…	…	…	(2 469)	(2 469)	(S)	Contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	(2 469)	…	…	44 717 612
…	…	…	8 368 396	8 368 396	(S)	Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	8 368 396	…	…	(670 149)
…	…	…	(280 811)	(280 811)	(S)	Paiements de subvention par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(280 811)	…	…	(197 911)
…	…	…	(292 228)	(292 228)	(S)	Paiements de subvention par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(292 228)	…	…	(1 021 678)
…	…	…	(35 974)	(35 974)	(S)	Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(35 974)	…	…	(284 571)
…	…	…	(1 920 383)	(1 920 383)	(S)	Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	(1 920 383)	…	…	8 868 858
…	…	…	3 685 527	3 685 527	(S)	Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	3 685 527	…	…	…
…	…	…	3 366	3 366	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	3 366	…	…	13 034
…	…	…	3 883	3 883	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	3 883	…	…	18 525
407 496	…	…	4 105 671	4 513 167	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 016 578	…	496 589	3 514 285
…	…	…	(2 135 214)	(2 135 214)	(S)	Subventions à l'appui du Programme de paiements relatifs aux céréales et oléagineux	(2 135 214)	…	…	(5 676)
…	…	…	(15 273)	(15 273)	(S)	Paiements de contribution par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(15 273)	…	…	(8 922 657)
…	…	…	(6 933 876)	(6 933 876)	(S)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(6 933 876)	…	…	(31 922)
…	…	…	(9 117 722)	(9 117 722)	(S)	Paiements de subventions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement	(9 117 722)	…	…	484 362 693
…	…	…	952 132	952 132	(S)	Subventions à l'appui du Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	952 132	…	…	149 990
…	…	12 000 000	…	12 000 000	(S)	Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs	12 000 000	…	…	38 000 000
…	…	…	(2 101 512)	(2 101 512)	(S)	Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	(2 101 512)	…	…	(1 024 869)
…	…	…	(92 086)	(92 086)	(S)	Paiements de contribution par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(92 086)	…	…	(77 947)
…	…	…	(200 000)	(200 000)	(S)	Paiements de contribution par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(200 000)	…	…	(4 702 187)
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	894 382 377
4 585 248	**2 569 577 656**	**519 811 109**	**(327 470 432)**	**2 766 503 581**		**Total du ministère—Budgétaire**	**2 585 697 696**	**175 299 115**	**5 506 770**	**3 438 828 066**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission canadienne du lait				
…	3 672 000	…	…	3 672 000	25	Dépenses du programme				
…	…	…	384 046	384 046		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	77 619	77 619		CT, crédit 30 [1]				
…	3 672 000	…	461 665	4 133 665		Total—Crédit 25	4 133 665	…	…	3 848 290
					(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Commission canadienne du lait,* article 16 tel que modifié par le crédit 50a de la *Loi n° 4 de 1975 portant affectation de crédits*. Limite 300 000 000 $ (Net)				
203 099 000	…	…	…	203 099 000			3 226 800	…	199 872 200	50 944 000
						Total de l'organisme—				
…	**3 672 000**	**…**	**461 665**	**4 133 665**		**Budgétaire**	**4 133 665**	**…**	**…**	**3 848 290**
203 099 000	**…**	**…**	**…**	**203 099 000**		**Non budgétaire**	**3 226 800**	**…**	**199 872 200**	**50 944 000**
						Agence canadienne d'inspection des aliments				
…	471 919 000	…	…	471 919 000	30	Dépenses de fonctionnement et contributions				
…	…	37 458 117	…	37 458 117	30a	Dépenses de fonctionnement et contributions				
					30b	Virement de 2 400 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 500 000 $ du crédit 1 (Santé)				
…	…	1	…	1						
					30c	Virement de 1 010 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 350 000 $ du crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	3 410 000	3 410 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	500 000	500 000		crédit 1 (Santé)				
…	…	…	350 000	350 000		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	553 243	553 243		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	5 645 049	5 645 049		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	24 311 201	24 311 201		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	14 395 220	14 395 220		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(831 400)	(831 400)		Virement du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	471 919 000	37 458 119	48 333 313	557 710 432		Total—Crédit 30	524 567 256	33 143 176	…	573 452 960
…	34 669 000	…	…	34 669 000	35	Dépenses en capital				
…	…	5 556 000	…	5 556 000	35a	Dépenses en capital				
…	…	…	4 170 952	4 170 952		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	34 669 000	5 556 000	4 170 952	44 395 952		Total—Crédit 35	26 058 073	18 337 879	…	22 322 308
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	67 475 000	…	6 076 605	73 551 605			73 551 605	…	…	74 108 689

					(S)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	20 479 647	…	…	10 630 452
…	1 500 000	…	18 979 647	20 479 647						
385 657	…	…	432 254	817 911	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	799 066	…	18 845	736 755
…	…	…	70	70	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	70	…	…	224
…	…	…	3 271	3 271	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	3 271	…	…	9 739
385 657	**575 563 000**	**43 014 119**	**77 996 112**	**696 958 888**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**645 458 988**	**51 481 055**	**18 845**	**681 261 127**
						Commission canadienne des grains				
…	4 756 000	…	…	4 756 000	40	Dépenses du programme				
…	…	26 500 000	…	26 500 000	40a	Dépenses du programme				
…	…	…	111 320	111 320		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	1 211 226	1 211 226		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	154 310	154 310		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	402 469	402 469		CT, crédit 30 [1]				
…	4 756 000	26 500 000	1 879 325	33 135 325		Total—Crédit 40	32 736 015	399 310	…	39 024 368
…	577 000	…	…	577 000	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	577 000	…	…	3 919 000
36 744 312	(120 000)	…	120 000	36 744 312	(S)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	2 575 941	…	34 168 371	(11 006 217)
…	…	…	785	785	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	785	…	…	22 599
36 744 312	**5 213 000**	**26 500 000**	**2 000 110**	**70 457 422**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**35 889 741**	**399 310**	**34 168 371**	**31 959 750**
						Financement agricole Canada				
					(S)	*Loi sur Financement agricole Canada*				
6 667 000	…	…	…	6 667 000		(L) Paiements de capital en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada,* paragraphe 11(1). Limite 1 250 000 000 $ (Net)	…	…	6 667 000	…
7 623 298 000	…	…	4 130 580 000	11 753 878 000		(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur Financement agricole Canada,* paragraphe 12(3). Le total ne doit pas dépasser douze fois le capital de la Société (Net)	…	…	11 753 878 000	…
7 629 965 000	**…**	**…**	**4 130 580 000**	**11 760 545 000**		**Total de l'organisme—Non budgétaire**	**…**	**…**	**11 760 545 000**	**…**
41 715 217	**3 154 025 656**	**589 325 228**	**(247 012 545)**	**3 538 053 556**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**3 271 180 090**	**227 179 480**	**39 693 986**	**4 155 897 233**
7 833 064 000	**…**	**…**	**4 130 580 000**	**11 963 644 000**		**Non budgétaire**	**3 226 800**	**…**	**11 960 417 200**	**50 944 000**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Gestion des risques de l'entreprise	163 514 998	125 618 904	2 001 000	1 331 604	1 251 179 699	1 238 676 309	5 500 000	3 450 077	…	…	1 411 195 697	1 362 176 740
Innovation et renouveau	257 494 974	257 343 216	8 424 716	9 674 224	457 241 417	421 006 741	14 960 000	11 025 348	…	…	708 201 107	676 998 833
Environnement	259 808 074	251 523 988	44 163 158	19 299 236	103 000 000	78 206 461	24 600 000	17 455 486	…	…	382 371 232	331 574 199
Marchés et international	99 978 870	88 799 028	…	…	22 842 000	22 276 957	…	…	…	…	122 820 870	111 075 985
Salubrité et qualité des aliments	65 667 859	59 632 163	…	…	42 122 100	16 280 738	1 540 000	…	…	…	106 249 959	75 912 901
Secrétariat rural et Secrétariat aux coopératives	18 454 594	16 465 510	…	…	7 427 000	6 257 580	…	…	…	…	25 881 594	22 723 090
Conseil national des produits agricoles	5 605 370	6 068 376	…	…	600 000	…	…	…	…	…	6 205 370	6 068 376
Agence canadienne du pari mutuel	17 416 752	12 997 003	…	…	…	…	13 839 000	13 829 431	…	…	3 577 752	(832 428)
Sous-total	887 941 491	818 448 188	54 588 874	30 305 064	1 884 412 216	1 782 704 786	60 439 000	45 760 342	…	…	2 766 503 581	2 585 697 696
Revenus affectés aux dépenses	(60 439 000)	(45 760 342)	…	…	…	…	(60 439 000)	(45 760 342)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**827 502 491**	**772 687 846**	**54 588 874**	**30 305 064**	**1 884 412 216**	**1 782 704 786**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 766 503 581**	**2 585 697 696**
Commission canadienne du lait												
Administre le système de gestion des approvisionnements du lait—												
Budgétaire	4 133 665	4 133 665	…	…	…	…	…	…	…	…	4 133 665	4 133 665
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	203 099 000	3 226 800	203 099 000	3 226 800
Total de l'organisme—												
Budgétaire	**4 133 665**	**4 133 665**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 133 665**	**4 133 665**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**203 099 000**	**3 226 800**	**203 099 000**	**3 226 800**
Agence canadienne d'inspection des aliments												
Risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition	305 654 183	305 846 554	15 914 952	5 038 274	113 273	113 273	32 071 000	30 010 295	…	…	289 611 408	280 987 806
Risques liés aux zoonoses	125 578 962	85 660 786	22 860 000	12 331 339	1 292 925	1 292 925	2 000	…	…	…	149 729 887	99 285 050
Risques liés à la protection des végétaux et systèmes de production	85 070 138	81 983 335	2 073 000	1 321 842	11 901 211	11 901 211	3 414 000	3 795 119	…	…	95 630 349	91 411 269
Risques liés à la santé des animaux et systèmes de production	79 397 741	87 474 670	1 977 000	5 269 688	9 348 832	9 348 832	2 050 000	2 152 952	…	…	88 673 573	99 940 238
Accès aux marchés nationaux et internationaux	48 097 401	53 987 718	688 000	1 727 714	160 000	160 000	13 227 000	18 257 981	…	…	35 718 401	37 617 451
Cadre de réglementation intégré	25 008 996	20 905 566	487 000	184 608	…	…	3 871 000	9 887	…	…	21 624 996	21 080 287
Protection de la biodiversité	15 939 274	15 302 307	396 000	184 609	…	…	365 000	350 029	…	…	15 970 274	15 136 887
Sous-total	684 746 695	651 160 936	44 395 952	26 058 074	22 816 241	22 816 241	55 000 000	54 576 263	…	…	696 958 888	645 458 988
Revenus affectés aux dépenses	(55 000 000)	(54 576 263)	…	…	…	…	(55 000 000)	(54 576 263)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**629 746 695**	**596 584 673**	**44 395 952**	**26 058 074**	**22 816 241**	**22 816 241**	**…**	**…**	**…**	**…**	**696 958 888**	**645 458 988**

Commission canadienne des grains												
Programme de recherches sur la qualité des grains—												
Crédits	9 366 619	11 484 327	…	…	…	…	…	…	…	…	9 366 619	11 484 327
Programme de protection des producteurs—												
Crédits	3 061 409	4 053 934	…	…	…	…	…	…	…	…	3 061 409	4 053 934
Programme d'assurance-qualité—												
Crédits	17 028 065	15 889 009	…	…	…	…	…	…	…	…	17 028 065	15 889 009
Programme d'assurance-quantité—												
Crédits	4 257 017	1 885 745	…	…	…	…	…	…	…	…	4 257 017	1 885 745
Programme d'assurance-qualité—												
Fonds renouvelable	55 108 000	28 276 114	…	…	…	…	29 086 000	26 454 636	…	…	26 022 000	1 821 478
Programme de protection des producteurs—												
Fonds renouvelable	841 807	700 697	…	…	…	…	489 000	473 910	…	…	352 807	226 787
Programme d'assurance-quantité—												
Fonds renouvelable	22 059 505	11 374 636	…	…	…	…	11 690 000	10 846 175	…	…	10 369 505	528 461
Sous-total	111 722 422	73 664 462	…	…	…	…	41 265 000	37 774 721	…	…	70 457 422	35 889 741
Revenus affectés aux dépenses	(41 265 000)	(37 774 721)	…	…	…	…	(41 265 000)	(37 774 721)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**70 457 422**	**35 889 741**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**70 457 422**	**35 889 741**
Financement agricole Canada—												
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 760 545 000**	**…**	**11 760 545 000**	**…**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**1 531 840 273**	**1 409 295 925**	**98 984 826**	**56 363 138**	**1 907 228 457**	**1 805 521 027**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 538 053 556**	**3 271 180 090**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 963 644 000**	**3 226 800**	**11 963 644 000**	**3 226 800**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	30 300 000	2 700 000	…	33 000 000	Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	31 937 787	1 062 213	…	37 722 349
…	7 100 000	…	…	7 100 000	Subvention du Programme de cultures de couverture	214 485	6 885 515	…	13 178 625
…	5 000 000	2 000 000	(6 701)	6 993 299	(S) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	6 993 299	…	…	7 009 156
…	999 000	…	…	999 000	Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	890 847	108 153	…	557 358
600 000	200 000	…	(200 000)	600 000	(S) Subventions aux offices établis conformément à la *Loi sur les offices des produits agricoles*	…	…	600 000	…
…	…	…	8 368 396	8 368 396	(S) Paiements de subventions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	8 368 396	…	…	(670 149)
…	…	…	8 718 953	8 718 953	(S) Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	8 718 953	…	…	353 538 805
…	…	…	(9 117 722)	(9 117 722)	(S) Paiements de subventions pour le Programme de démarrage d'Agri-investissement	(9 117 722)	…	…	484 362 693
…	…	…	952 132	952 132	(S) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	952 132	…	…	149 990
…	…	…	175 698 000	175 698 000	(S) Paiements de subventions pour le Programme Agri-investissement	175 698 000	…	…	165 588 000
…	…	12 000 000	…	12 000 000	(S) Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs	12 000 000	…	…	38 000 000
…	…	…	(280 811)	(280 811)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(280 811)	…	…	(197 911)
…	…	…	(292 228)	(292 228)	(S) Paiements de subvention par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(292 228)	…	…	(1 021 678)
…	…	…	(2 135 214)	(2 135 214)	(S) Subventions pour le financement du Programme de paiements aux producteurs de céréales et oléagineux	(2 135 214)	…	…	(5 676)
…	…	…	…	…	Paiements de subvention pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles	(989 581)	989 581	…	76 000 000
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	4 955 521
600 000	**43 599 000**	**16 700 000**	**181 704 805**	**242 603 805**	**Total—Subventions**	**232 958 343**	**9 045 462**	**600 000**	**1 179 167 083**
					Contributions				
…	655 200 000	…	(314 706 420)	340 493 580	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	340 493 580	…	…	…
…	388 700 000	…	159 643 432	548 343 432	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection	548 343 432	…	…	…
…	159 489 000	…	(141 780 000)	17 709 000	(S) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	17 709 000	…	…	1 670 000

…	137 500 000	14 580 000	(115 036 054)	37 043 946	(S) Paiements relatifs à la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*	37 043 946	…	…	44 138 628
…	108 400 000	…	(53 043 819)	55 356 181	(S) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole—Agri-relance	55 356 181	…	…	…
…	…	…	3 685 527	3 685 527	(S) Paiements de contributions pour l'Initiative de transition du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole pour l'évaluation des stocks	3 685 527	…	…	…
…	100 000 000	…	(100 000 000)	…	(S) Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production	…	…	…	…
…	75 000 000	(47 714 070)	(9 169 371)	18 116 559	Contributions à l'Initiaive pour un investissement écoagricole dans les biocarburants	17 355 027	761 532	…	638 559
…	45 580 000	58 860 000	(11 155 000)	93 285 000	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Environnement	78 206 461	15 078 539	…	198 824 769
…	…	9 715 000	…	9 715 000	Contritutions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	…	9 715 000	…	…
…	40 845 762	(27 070 000)	(1 500 000)	12 275 762	Contributions à l'appui des nouveaux débouchés pour l'agriculture	8 957 825	3 317 937	…	2 146 253
…	38 500 000	(17 500 000)	…	21 000 000	Contributions à l'élimination des matières à risque spécifiées	19 153 754	1 846 246	…	22 794 483
…	24 940 000	3 228 000	1 498 000	29 666 000	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Salubrité et qualité des aliments	16 280 737	13 385 263	…	45 875 786
…	…	5 254 000	…	5 254 000	Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité alimentaire du Canada	…	5 254 000	…	…
…	…	7 202 100	…	7 202 100	Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques	…	7 202 100	…	…
…	24 803 000	(1 644 000)	(317 000)	22 842 000	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—International	22 276 957	565 043	…	17 917 964
…	20 650 000	(13 385 325)	…	7 264 675	Contribution au Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles	7 264 675	…	…	646 163
…	16 000 000	…	(1 800 000)	14 200 000	Paiements de contribution pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles	10 305 181	3 894 819	…	11 183 743
…	15 200 470	(1 806 420)	…	13 394 050	Contributions au Programme de transition relatif aux vergers et vignobles	11 408 498	1 985 552	…	680 800
…	10 750 000	…	…	10 750 000	Contributions à la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine—Le circovirus	10 750 000	…	…	14 250 000
…	8 600 000	…	…	8 600 000	Contributions au Programme d'éradication du virus de la sharka	8 600 000	…	…	6 889 523
…	6 852 000	20 244 000	(16 253 000)	10 843 000	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Science et innovation	9 200 473	1 642 527	…	73 539 275
…	5 907 000	1 520 000	…	7 427 000	Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives	6 257 580	1 169 420	…	10 561 534
…	4 000 000	…	(3 975 350)	24 650	(S) Prêts garantis en vertu de la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative*	24 650	…	…	739 455
…	3 061 000	…	10 669 371	13 730 371	Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	13 272 318	458 053	…	10 470 640
…	3 041 000	5 259 000	24 177 000	32 477 000	Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire—Renouveau	25 882 056	6 594 944	…	54 996 724
…	…	2 300 000	…	2 300 000	Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies	…	2 300 000	…	…
…	…	9 882 000	…	9 882 000	Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs	…	9 882 000	…	…
…	864 000	…	…	864 000	Contributions en vertu du programme Objectif carrière de la Stratégie emploi jeunesse	641 751	222 249	…	832 743

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	2 619 600	…	2 619 600	Paiements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine—Phase 2	2 619 600	…	…	…
…	…	287 895 000	…	287 895 000	Contributions pour le Programme de transition pour les producteurs de tabac	284 879 885	3 015 115	…	…
…	…	3 000 000	3 850 000	6 850 000	Contributions à l'appui du Programme de partenariat avec le secteur privé pour la gestion des risques	5 078 371	1 771 629	…	…
…	…	…	551	551	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Projets de politiques agricoles	551	…	…	4 747 542
…	…	2 000 000	…	2 000 000	Contributions èa l'appui de la recherche et d'initiatives pilotes liées au Programme Agri-protection	…	2 000 000	…	…
…	…	…	(2 469)	(2 469)	(S) Contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	(2 469)	…	…	44 717 612
…	…	…	(15 273)	(15 273)	(S) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	(15 273)	…	…	(8 922 657)
…	…	…	(6 933 876)	(6 933 876)	(S) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture—Programmes provinciaux	(6 933 876)	…	…	(31 922)
…	…	…	(35 974)	(35 974)	(S) Contributions à la transition aux programmes futurs de gestion des risques	(35 974)	…	…	(284 571)
…	…	…	(1 920 383)	(1 920 383)	(S) Contributions pour la gestion des risques agricoles—Gestion des risques de l'entreprise du Programme des avances de crédit printanières	(1 920 383)	…	…	8 868 858
…	…	…	(2 101 512)	(2 101 512)	(S) Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	(2 101 512)	…	…	(1 024 869)
…	…	…	(92 086)	(92 086)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	(92 086)	…	…	(77 947)
…	…	…	(200 000)	(200 000)	(S) Paiements de contribution par catégorie pour le Programme de revenu agricole	(200 000)	…	…	(4 702 187)
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	903 758 282
…	**1 893 883 232**	**324 438 885**	**(576 513 706)**	**1 641 808 411**	**Total—Contributions**	**1 549 746 443**	**92 061 968**	**…**	**1 465 845 183**
600 000	**1 937 482 232**	**341 138 885**	**(394 808 901)**	**1 884 412 216**	**Total du ministère**	**1 782 704 786**	**101 107 430**	**600 000**	**2 645 012 266**
					Agence canadienne d'inspection des aliments				
					Contributions				
…	1 500 000	…	18 979 647	20 479 647	(S) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux* et autorisés en vertu de la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments*	20 479 647	…	…	10 630 452

…	335 000	…	1 981 454	2 316 454	Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection	2 316 454	…	…	2 602 301
…	112 000	…	(107 360)	4 640	Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage	4 640	…	…	7 816
…	7 000	…	8 500	15 500	Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	15 500	…	…	72 050
…	**1 954 000**	**…**	**20 862 241**	**22 816 241**	**Total de l'organisme**	**22 816 241**	**…**	**…**	**13 312 619**
600 000	**1 939 436 232**	**341 138 885**	**(373 946 660)**	**1 907 228 457**	**Total du portefeuille ministériel**	**1 805 521 027**	**101 107 430**	**600 000**	**2 658 324 885**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Gestion des risques de l'entreprise	5 500 000	3 450 077	3 781 831
Innovation et renouveau	14 960 000	11 025 348	9 828 069
Environnement	24 600 000	17 455 486	18 091 478
Salubrité et qualité des aliments	1 540 000	…	80 338
Agence canadienne du pari mutuel	13 839 000	13 829 431	13 903 988
Total du ministère—Budgétaire	**60 439 000**	**45 760 342**	**45 685 704**
Commission canadienne du lait			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement de prêts	203 099 000	3 226 800	155 112 000
Total de l'organisme—Non budgétaire	**203 099 000**	**3 226 800**	**155 112 000**
Agence canadienne d'inspection des aliments			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Risques liés à la salubrité des aliments et à la nutrition	32 071 000	30 010 295	32 661 063
Risques liés aux zoonoses	2 000	…	…
Risques liés à la protection des végétaux et systèmes de production	3 414 000	3 795 119	3 758 687
Risques liés à la santé des animaux et systèmes de production	2 050 000	2 152 952	2 195 262
Accès aux marchés nationaux et internationaux	13 227 000	18 257 981	19 371 413
Cadre de réglementation intégré	3 871 000	9 887	…
Protection de la biodiversité	365 000	350 029	395 828
Total de l'organisme—Budgétaire	**55 000 000**	**54 576 263**	**58 382 253**

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Commission canadienne des grains			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programme d'assurance-qualité—Fonds renouvelable	29 086 000	26 454 636	29 598 979
Programme de protection des producteurs—Fonds renouvelable	489 000	473 910	489 116
Programme d'assurance-quantité—Fonds renouvelable	11 690 000	10 846 175	11 918 100
Total de l'organisme—Budgétaire	**41 265 000**	**37 774 721**	**42 006 195**
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**156 704 000**	**138 111 326**	**146 074 152**
Non budgétaire	**203 099 000**	**3 226 800**	**155 112 000**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Financement agricole Canada—Dividendes	22 900 000	5 477 000
Commission canadienne du lait	2 712 018	2 130 434
Construction de bâtiments d'exposition à usages multiples	…	1 876
	25 612 018	7 609 310
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 134 278	1 565 860
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	962 432	16 172 163
	11 096 710	17 738 023
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	7 189 231	4 673 103
Location et utilisation de biens publics	6 041 529	7 177 076
Services de nature réglementaire	25 837 329	25 869 423
Services de nature non réglementaire	11 774 046	10 186 901
Ventes de biens et de produits d'information	234 172	269 669
Autres frais et droits	4 209 635	4 573 313
	55 285 942	52 749 485
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 105 671	3 649 650
Revenus divers	8 051 044	8 192 451
Total du ministère	**104 151 385**	**89 938 919**
Agence canadienne d'inspection des aliments		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	40 318	38 300
Services de nature réglementaire	53 148 192	59 482 127
Autres frais et droits	528 188	(758 093)
	53 716 698	58 762 334
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	432 254	794 547
Revenus divers	415 023	607 048
Total de l'organisme	**54 563 975**	**60 163 929**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne des grains		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	*35 136 667*	*37 572 029*
Services de nature non réglementaire	*3 717 729*	*4 226 817*
Autres frais et droits—		
Gain de change sur la valeur	1 337	746
Revenus reportés	(59 976)	46 027
	(58 639)	*46 773*
	38 795 757	41 845 619
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	785	22 599
Total de l'organisme	**38 796 542**	**41 868 218**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	25 612 018	7 609 310
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 096 710	17 738 023
Ventes de biens et de services	147 798 397	153 357 438
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 538 710	4 466 796
Revenus divers	8 466 067	8 799 499
Total du portefeuille ministériel	**197 511 902**	**191 971 066**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 8

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Anciens Combattants

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	8.2
Sommaire du portefeuille ministériel	8.4
Activités de programme	8.6
Paiements de transfert	8.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés	8.9
Revenus	8.9

Résultat stratégique

Les anciens combattants et les autres clients admissibles atteignent un niveau de bien-être idéal grâce à des programmes et des services qui soutiennent les soins et les traitements qui leurs sont apportés de même que leurs besoins en matière d'autonomie et de réinsertion.

Description des activités de programme

Pensions, allocations, indemnités d'invalidité et de décès, et soutien financier

Anciens Combattants offre aux personnes admissibles des pensions ou des indemnités d'invalidité ou de décès, ainsi qu'un soutien financier à titre d'indemnisation pour des difficultés en raison d'invalidités et de pertes de revenu. Anciens Combattants dispose d'une gamme complète et intégrée de programmes d'indemnisation et de bien-être visant à appuyer ses clients. Figurent au nombre de ces clients : les anciens combattants de la Première Guerre mondiale et de la Seconde Guerre mondiale, les anciens combattants de la guerre de Corée, les anciens combattants de la marine marchande, les vétérans des Forces canadiennes, les membres des Forces canadiennes, les époux, les conjoints de fait, certains civils et les survivants et personnes à charge du personnel militaire et civil. De plus, Anciens combattants administre les pensions d'invalidité pour la Gendarmerie royale du Canada, en vertu d'un protocole d'entente. Cette activité de programme est financée grâce au budget de fonctionnement et à des subventions.

Prestations et services de soins de santé et de réinsertion

Anciens Combattants offre des prestations de maladie, un Programme pour l'autonomie des anciens combattants, des soins de longue durée et des mesures de soutien à la réadaptation et à la réinsertion dans la vie civile aux anciens combattants et à d'autres clients admissibles. Le Programme de soins de santé vise à améliorer la qualité de vie des clients d'Anciens Combattants, à favoriser l'autonomie et à offrir un continuum de soins pour faire en sorte que les clients demeurent à leur domicile et au sein de leur collectivité. Cette activité de programme est financée grâce au budget de fonctionnement et à des contributions.

Résultat stratégique

Les Canadiens se souviennent de ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre et de paix et en situation de conflit armé, et leur témoignent de la reconnaissance.

Description des activités de programme

Programmes du Souvenir

Les programmes du Souvenir visent à perpétuer le souvenir des réalisations et des sacrifices de ceux et celles qui ont servi le Canada en temps de guerre, de paix et en situation de conflit armé, à inciter les collectivités à commémorer ces réalisations et ces sacrifices, et à sensibiliser les collectivités à leur importance dans la vie des Canadiens d'aujourd'hui. Cette activité de programme est financée grâce à des contributions, à des subventions et au budget de fonctionnement.

Résultat stratégique

Règlement équitable et efficace des appels relatifs aux pensions et aux indemnités d'invalidité et aux allocations d'ancien combattant interjetés par des anciens combattants canadiens, des vétérans et des membres admissibles des Forces canadiennes, des clients de la Gendarmerie royale du Canada, des civils admissibles et leurs familles.

Description des activités de programme

Processus de recours du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) en matière des pensions et des indemnités d'invalidité

Cette activité de programme offre aux anciens combattants canadiens, aux vétérans et aux membres admissibles des Forces canadiennes, aux clients de la Gendarmerie royale du Canada, aux civils admissibles et à leurs familles des possibilités de demander des audiences d'examen et d'appel afin d'assurer un processus décisionnel équitable pour les réclamations liées aux pensions d'invalidité, aux indemnités d'invalidité et aux allocations d'ancien combattant.

Résultat stratégique

Les recommandations de l'ombudsman favorisent le traitement juste et équitable des clients admissibles.

Description des activités de programme

Examen indépendant et recommandations du Bureau de l'ombudsman des anciens combattants concernant les plaintes de clients individuels et d'ordre général

Donner aux anciens combattants ayant servi en temps de guerre, aux anciens combattants et membres des Forces canadiennes, aux membres et ex-membres de la GRC, à d'autres clients d'Anciens Combattants, à leur conjoints, conjoints de fait ou enfants à charge, aux survivants ou orphelins des personnes décédées admissibles des groupes susmentionnés et aux représentants des personnes susmentionnées la possibilité de demander que leur plainte fasse l'objet d'un examen indépendant réalisé par une personne impartiale n'ayant pas pris part au processus de décision initial. L'ombudsman des anciens

combattants a le mandat d'examiner et de traiter les plaintes des clients et de leurs représentants concernant l'application des dispositions de la Déclaration des droits des anciens combattants; de cerner et d'examiner des questions d'ordre général relatives aux programmes et aux services fournis ou administrés par le Ministère ou par des tiers au nom de ce dernier et qui ont des répercussions négatives sur les clients; de cerner et d'examiner des plaintes des clients ou de leurs représentants relatives aux programmes et aux services fournis ou administrés par le Ministère ou par des tiers au nom de ce dernier, y compris des décisions individuelles liées aux programmes et services et pour lesquelles il est impossible d'interjeter appel auprès du Tribunal; d'examiner des questions d'ordre général liées au Tribunal et de faciliter l'accès des clients aux programmes et services en leur fournissant de l'information et des aiguillages.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	970 553 000	…	…	970 553 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	1 700 000	…	1 700 000	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	19 966 542	19 966 542		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	9 990 025	9 990 025		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	6 424 091	6 424 091		CT, crédit 30 (1)				
						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(80 000)	(80 000)						
						crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(20 000)	(20 000)						
…	…	…	(20 000 000)	(20 000 000)		crédit 10				
…	…	…	(2 000 000)	(2 000 000)		crédit 15				
…	970 553 000	1 700 000	14 280 658	986 533 658		Total—Crédit 1	924 571 199	61 962 459	…	867 693 399
…	22 862 000	…	…	22 862 000	5	Dépenses en capital	22 420 472	441 528	…	26 310 638
…	2 353 719 000	…	…	2 353 719 000	10	Subventions et contributions				
…	…	29 300 000	…	29 300 000	10a	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	10b	Virement de 100 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
					10c	Virement de 20 000 000 $ du crédit 1 (Anciens Combattants)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	20 000 000	20 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	100 000	100 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	2 353 719 000	29 300 002	20 100 000	2 403 119 002		Total—Crédit 10	2 350 500 651	52 618 351	…	2 250 198 272
					15	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)—Dépenses de fonctionnement				
…	9 573 000	…	…	9 573 000						
					15a	Virement de 2 000 000 $ du crédit 1 (Anciens Combattants)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	2 000 000	2 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	458 000	458 000		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	182 651	182 651		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	358 522	358 522		CT, crédit 30 (1)				
…	9 573 000	1	2 999 173	12 572 174		Total—Crédit 15	12 163 377	408 797	…	10 162 055
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	40 696 000	…	2 640 493	43 336 493			43 336 493	…	…	41 450 052
					(S)	Ministre des Anciens Combattants—Traitement et allocation pour automobile				
…	76 422	…	100	76 522			76 522	…	…	74 322
					(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants (*Loi sur l'assurance des anciens combattants*)				
…	175 000	…	(60 680)	114 320			114 320	…	…	150 570

					(S)	Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*	…	…	…	…
…	10 000	…	(10 000)	…	(S)	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays (*Loi de l'assurance des soldats de retour*)	1 279	…	…	6 268
…	2 000	…	(1 699)	301	(S)	Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*	301	…	…	…
50	…	…	76 948	76 998	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	75 510	…	1 488	100 869
…	…	…	2 033	2 033	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	2 033	…	…	175 367
…	…	…	5 652	5 652	(S)	Montants adjugés par une cour	5 652	…	…	125 418
…	…	…	6 831	6 831	(S)	Pertes d'opérations de change	6 831	…	…	6 975
50	3 397 676 422	31 000 003	40 030 788	3 468 707 263		Total budgétaire	3 353 274 640	115 431 135	1 488	3 196 454 205
604 982 270	…	…	…	604 982 270	(S)	(L) Prêts à la Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en vertu de la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*, parties I, II et III telle que modifiée par le crédit L55 de la *Loi n° 3 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 605 000 000 $ (Net)	(2 558)	…	604 984 828	…
50	**3 397 676 422**	**31 000 003**	**40 030 788**	**3 468 707 263**		**Total du portefeuille ministériel— Budgétaire**	**3 353 274 640**	**115 431 135**	**1 488**	**3 196 454 205**
604 982 270	**…**	**…**	**…**	**604 982 270**		**Non budgétaire**	**(2 558)**	**…**	**604 984 828**	**…**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Pensions, allocations, indemnités d'invalidité et de décès, et soutien financier—												
Budgétaire	178 983 243	155 464 431	…	…	2 044 857 901	2 009 951 090	…	…	…	…	2 223 841 144	2 165 415 521
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	604 982 270	(2 558)	604 982 270	(2 558)
Prestations et services de soins de santé et de réinsertion	813 222 528	778 570 054	22 862 000	22 420 472	332 285 000	320 024 735	…	…	…	…	1 168 369 528	1 121 015 261
Programmes du Souvenir	27 484 209	24 936 405	…	…	26 092 001	20 640 726	…	…	…	…	53 576 210	45 577 131
Processus de recours du Tribunal des anciens combattants (révision et appel) en matière des pensions et des indemnités d'invalidité	16 912 890	16 619 685	…	…	…	…	…	…	…	…	16 912 890	16 619 685
Examen indépendant et recommandations du Bureau de l'ombudsman des anciens combattants concernant les plaintes de clients individuels et d'ordre général	6 007 491	4 647 042	…	…	…	…	…	…	…	…	6 007 491	4 647 042
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**1 042 610 361**	**980 237 617**	**22 862 000**	**22 420 472**	**2 403 234 902**	**2 350 616 551**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 468 707 263**	**3 353 274 640**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**604 982 270**	**(2 558)**	**604 982 270**	**(2 558)**

(S) Paiement de transfert législatif.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	1 755 900 000	…	…	1 755 900 000	Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, CP 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la *Loi sur les pensions*; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la *Loi sur les pensions*; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1 734 670 306	21 229 694	…	1 737 753 705
…	190 400 000	1	55 000 000	245 400 001	Indemnités et allocations d'invalidité	238 507 878	6 892 123	…	156 961 460
…	33 800 000	…	(13 000 000)	20 800 000	Allocation pour perte de revenus et prestation de retraite supplémentaire	19 064 069	1 735 931	…	11 707 211
…	16 200 000	…	…	16 200 000	Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	14 606 111	1 593 889	…	16 407 275
…	14 819 000	…	…	14 819 000	Fonds du Souvenir	9 978 000	4 841 000	…	9 627 000
…	8 648 000	…	240 000	8 888 000	Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	8 570 719	317 281	…	9 175 458
…	1 690 000	…	…	1 690 000	Aide accordée en conformité avec les dispositions du règlement sur le Fonds de secours	684 603	1 005 397	…	757 507
…	1 415 000	…	…	1 415 000	Allocation de traitement	893 451	521 549	…	1 079 855
…	1 400 000	…	…	1 400 000	Allocation de soutien du revenu des Forces canadiennes	14 315	1 385 685	…	…
…	750 000	…	…	750 000	Paiements effectués en vertu du règlement sur l'Indemnisation en cas d'accidents d'aviation	652 652	97 348	…	656 405
…	700 000	…	…	700 000	Aide aux anciens combattants canadiens—District d'outre-mer	300 749	399 251	…	347 314
…	241 000	…	175 000	416 000	Aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des Forces armées	415 097	903	…	633 394
…	175 000	…	(60 680)	114 320	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	114 320	…	…	150 570
…	71 000	…	…	71 000	Paiements de prestations pour bravoure	25 959	45 041	…	28 639
…	70 000	…	…	70 000	Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	8 286	61 714	…	9 354
…	10 000	…	(8 721)	1 279	(S) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	1 279	…	…	6 268
…	10 000	…	(10 000)	…	(S) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*, de redressements de compensation effectués en conformité avec la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*	…	…	…	…
…	5 000	…	…	5 000	Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	5 000	…	…	5 000
…	2 000	…	(1 699)	301	(S) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les indemnités de service de guerre*	301	…	…	…
…	**2 026 306 000**	**1**	**42 333 900**	**2 068 639 901**	**Total—Subventions**	**2 028 513 095**	**40 126 806**	**…**	**1 945 306 415**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Contributions				
…	325 400 000	29 300 000	(22 415 000)	332 285 000	Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	320 024 735	12 260 265	…	303 182 712
…	2 210 000	1	100 000	2 310 001	Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs	2 078 721	231 280	…	1 865 983
…	**327 610 000**	**29 300 001**	**(22 315 000)**	**334 595 001**	**Total—Contributions**	**322 103 456**	**12 491 545**	**…**	**305 048 695**
…	**2 353 916 000**	**29 300 002**	**20 018 900**	**2 403 234 902**	**Total du portefeuille ministériel**	**2 350 616 551**	**52 618 351**	**…**	**2 250 355 110**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances			
Remboursement de prêts	…	2 558	2 368
Total du portefeuille ministériel—Non budgétaire	**…**	**2 558**	**2 368**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Caisse de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants—Avances—Intérêt	289	1 104
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Allocations aux anciens combattants	194 814	411 802
Pensions	4 568 145	5 120 185
Autres subventions et contributions	4 477 219	1 314 365
Recouvrements des fonds d'exploitation et d'entretien	3 372 377	2 338 267
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	193 203
	12 612 555	9 377 822
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Régimes provinciaux d'assurance-hospitalisation pour services aux malades hospitalisés	14 343 633	13 192 873
Autres services aux malades hospitalisés	3 677 066	3 459 114
Repas	360 443	353 095
	18 381 142	*17 005 082*
Ventes de biens et de produits d'information	*665*	*414*
	18 381 807	17 005 496
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	76 948	100 919
Revenus divers—		
Recouvrement de pensions de gouvernements étrangers	2 184 663	2 246 385
Location d'espace dans les hôpitaux	83 781	72 812
Dons à l'État	437 666	500 031
Divers	894 204	694 674
	3 600 314	3 513 902
Total du portefeuille ministériel	**34 671 913**	**29 999 243**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 9

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	9.2
Sommaire du portefeuille ministériel	9.4
Activités de programme	9.6
Paiements de transfert	9.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés	9.8
Revenus	9.8

Ministère

Résultat stratégique

Un mouvement migratoire qui profite de façon importante au développement économique, social et culturel du Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Description des activités de programme

Programme d'immigration

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des résidents permanents de façon à contribuer au développement économique, socioculturelle du Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Programme des résidents temporaires

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à faciliter l'entrée des travailleurs temporaires, des étudiants et des visiteurs de façon à contribuer au développement économique, socioculturelle du Canada, tout en protégeant la santé des Canadiens et en assurant leur sécurité.

Résultat stratégique

Reconnaissance et acceptation, par la communauté internationale, des principes de la gestion des migrations dans le respect des grands objectifs du Canada en matière de politique étrangère et protection des réfugiés au Canada.

Description des activités de programme

Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection

Faire valoir la position du Canada dans le contexte des migrations internationales afin de protéger son droit d'établir ses politiques sur la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés; pour remplir ses obligations juridiques et internationales; pour orienter les priorités internationales en matière de gestion des migrations, y compris les liens avec d'autres secteurs d'intérêt public; pour contribuer à la gestion des migrations à l'échelle internationale; et pour favoriser l'amélioration de l'image du Canada à l'étranger.

Programme des réfugiés

Remplir les obligations internationales du Canada en prêtant assistance aux personnes ayant besoin de protection au Canada et poursuivre la tradition humanitaire du Canada en protégeant les réfugiés à l'étranger et en les réétablissant au Canada.

Résultat stratégique

Intégration réussie des nouveaux arrivants dans la société et promotion de la citoyenneté canadienne.

Description des activités de programme

Programme d'intégration

Élaborer des politiques et des programmes visant à appuyer l'établissement, le réétablissement, l'adaptation et l'intégration des nouveaux arrivants dans la société canadienne en assurant l'exécution de programmes d'orientation, d'adaptation et de cours de langue à l'intention des nouveaux arrivants.

Programme de citoyenneté

Concevoir, élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes visant à administrer le processus d'octroi de la citoyenneté canadienne et à promouvoir les valeurs, les droits et les obligations liés à la citoyenneté canadienne.

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Résultat stratégique

Régler avec efficacité et équité, conformément à la loi, les cas d'immigation et de réfugiés présentés devant la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.

Description des activités de programme

Protection des réfugiés

L'activité de programme Protection des réfugiés rend des décisions de qualité et règle autrement, en temps opportun, les cas de demande d'asile présentés au Canada. En rendant ces décisions, le Canada respecte ses obligations en tant que signataire d'un certain nombre de conventions internationales sur les droits de la personne.

Appels en matière d'immigration

L'activité de programme Appels en matière de l'immigration rend des décisions de qualité et règle autrement, en temps opportun, les cas liés aux demandes de parrainage rejetées par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration; à certaines mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des

réfugiés et d'autres personnes protégées ainsi que contre les titulaires de visa de résident permanent; aux résidents permanents qui ont fait l'objet d'un constat, hors du Canada, de manquement à l'obligation de résidence; ainsi qu'aux appels interjetés par le Ministre de la Sécurité publique contre des décisions rendues par la Section de l'immigration au terme d'une enquête.

Enquêtes et contrôles des motifs de détention

L'activité de programme Enquêtes et contrôles des motifs de détention rend des décisions de qualité et règle autrement, en temps opportun, les cas liés à l'admissibilité des étrangers ou des résidents permanents qui sont présumés interdits de territoire au Canada aux termes de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR); et procède aussi à des contrôles des motifs de détention d'étrangers ou de résidents permanents détenus en vertu de la LIPR.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	396 156 643	…	…	396 156 643	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	19 020 955	…	19 020 955	1a	Virement de 2 334 075 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	22 170 811	…	22 170 811	1b	Virement de 3 000 000 $ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	22 302 790	…	22 302 790	1c	Virement de 4 500 000 $ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 1 000 000 $ du crédit 1 (Justice), de 243 580 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 57 500 $ du crédit 85 (Industrie)				
…	…	…	2 334 075	2 334 075		Virement du : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	1 000 000	1 000 000		crédit 1 (Justice)				
…	…	…	7 500 000	7 500 000		crédit 5				
…	…	…	243 580	243 580		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	57 500	57 500		crédit 85 (Industrie)				
…	…	…	22 099 182	22 099 182		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	5 553 747	5 553 747		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	7 797 356	7 797 356		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(3 231 500)	(3 231 500)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(2 397 000)	(2 397 000)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(160 000)	(160 000)		crédit 85 (Industrie)				
…	396 156 643	63 494 556	40 796 940	500 448 139		Total—Crédit 1	478 090 654	22 357 485	…	435 275 537
…	884 648 355	…	…	884 648 355	5	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	(7 500 000)	(7 500 000)		Virement au crédit 1				
…	884 648 355	1	(7 500 000)	877 148 356		Total—Crédit 5	783 337 732	93 810 624	…	625 996 223
…	38 621 001	…	5 041 453	43 662 454	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 662 454	…	…	41 407 312
…	76 422	…	(2 178)	74 244	(S)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration—Traitement et allocation pour automobile	74 244	…	…	76 700
5 689	…	…	11 088	16 777	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 892	797	11 088	14 777
…	…	…	11 684 177	11 684 177	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	11 684 177	…	…	14 967 863

					(S)	Paiements aux agences de recouvrement privées, selon l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	19 134	…	…	29 505
…	…	…	19 134	19 134						
…	…	…	31 734	31 734	(S)	Montants adjugés par une cour	31 734	…	…	142 259
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 596 540
5 689	1 319 502 421	63 494 557	50 082 348	1 433 085 015		Total budgétaire	1 316 905 021	116 168 906	11 088	1 119 506 716
					(S)	(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. Limite 110 000 000 $ (Net)				
75 610 192	1	…	…	75 610 193			(735 718)	…	76 345 911	(3 690 436)
						Total du ministère—				
5 689	**1 319 502 421**	**63 494 557**	**50 082 348**	**1 433 085 015**		**Budgétaire**	**1 316 905 021**	**116 168 906**	**11 088**	**1 119 506 716**
75 610 192	**1**	**…**	**…**	**75 610 193**		**Non budgétaire**	**(735 718)**	**…**	**76 345 911**	**(3 690 436)**
						Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
…	100 540 000	…	…	100 540 000	10	Dépenses du programme				
…	…	…	5 423 296	5 423 296		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	4 429 300	4 429 300		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	2 076 174	2 076 174		CT, crédit 30 [1]				
…	100 540 000	…	11 928 770	112 468 770		Total—Crédit 10	102 774 062	9 694 708	…	92 041 640
…	12 837 000	…	(884 468)	11 952 532	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 952 532	…	…	11 204 992
…	…	…	1 459	1 459	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 459	…	…	3 784
…	**113 377 000**	**…**	**11 045 761**	**124 422 761**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**114 728 053**	**9 694 708**	**…**	**103 250 416**
						Total du portefeuille ministériel—				
5 689	**1 432 879 421**	**63 494 557**	**61 128 109**	**1 557 507 776**		**Budgétaire**	**1 431 633 074**	**125 863 614**	**11 088**	**1 222 757 132**
75 610 192	**1**	**…**	**…**	**75 610 193**		**Non budgétaire**	**(735 718)**	**…**	**76 345 911**	**(3 690 436)**

Note: Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Programme d'intégration	51 412 000	44 582 492	…	…	874 844 356	781 294 921	…	…	…	…	926 256 356	825 877 413
Programme d'immigration	223 312 659	219 180 876	…	…	…	…	…	…	…	…	223 312 659	219 180 876
Programme des réfugiés—												
Budgétaire	120 469 000	112 152 965	…	…	…	…	…	…	…	…	120 469 000	112 152 965
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	75 610 193	(735 718)	75 610 193	(735 718)
Programme des résidents temporaires	81 125 000	79 962 347	…	…	…	…	…	…	…	…	81 125 000	79 962 347
Programme de citoyenneté	77 890 000	77 485 466	…	…	…	…	…	…	…	…	77 890 000	77 485 466
Rôle du Canada dans la gestion des migrations internationales et la protection	1 728 000	203 143	…	…	2 304 000	2 042 811	…	…	…	…	4 032 000	2 245 954
Total du ministère—												
Budgétaire	**555 936 659**	**533 567 289**	**…**	**…**	**877 148 356**	**783 337 732**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 433 085 015**	**1 316 905 021**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**75 610 193**	**(735 718)**	**75 610 193**	**(735 718)**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada												
Protection des réfugiés	88 748 722	82 481 114	…	…	…	…	…	…	…	…	88 748 722	82 481 114
Appels en matière d'immigration	18 510 781	18 491 969	…	…	…	…	…	…	…	…	18 510 781	18 491 969
Enquêtes et contrôles des motifs de détention	17 163 258	13 754 970	…	…	…	…	…	…	…	…	17 163 258	13 754 970
Total de l'organisme—Budgétaire	**124 422 761**	**114 728 053**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**124 422 761**	**114 728 053**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**680 359 420**	**648 295 342**	**…**	**…**	**877 148 356**	**783 337 732**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 557 507 776**	**1 431 633 074**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**75 610 193**	**(735 718)**	**75 610 193**	**(735 718)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	**216 005 000**	**1**	**10 029 000**	**226 034 001**	Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	**226 034 000**	**1**	**…**	**198 193 523**
					Contributions				
…	274 839 336	…	(20 750 519)	254 088 817	Cours de langue pour les immigrants au Canada	172 156 155	81 932 662	…	152 658 209
…	192 869 710	…	…	192 869 710	Établissement et adaptation des immigrants	181 252 939	11 616 771	…	115 118 209
…	134 615 080	…	…	134 615 080	Contributions aux provinces	134 615 079	1	…	97 582 467
…	49 550 000	…	2 034 421	51 584 421	Aide à la réinstallation	51 584 421	…	…	52 906 045
…	14 465 229	…	1 187 098	15 652 327	Programme d'accueil	15 652 327	…	…	8 107 604
…	2 000 000	…	(382 563)	1 617 437	Organisation internationale pour les migrations	1 356 248	261 189	…	1 109 300
…	304 000	…	382 563	686 563	Élaboration des politiques sur les migrations	686 563	…	…	320 866
…	**668 643 355**	**…**	**(17 529 000)**	**651 114 355**	**Total—Contributions**	**557 303 732**	**93 810 623**	**…**	**427 802 700**
…	**884 648 355**	**1**	**(7 500 000)**	**877 148 356**	**Total du portefeuille ministériel**	**783 337 732**	**93 810 624**	**…**	**625 996 223**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Programme d'intégration			
Remboursements de prêts en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*	…	11 752 872	14 927 695
Règlement d'une avance de petite caisse	…	1 250	…
Total du portefeuille ministériel— Non budgétaire	**…**	**11 754 122**	**14 927 695**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Prêts, placements et avances—		
Intérêt sur les prêts d'aide et de transport	559 693	663 017
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de mauvaises créances	116 867	130 865
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	913 255	9 968 428
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 392 347	6 820 517
	4 422 469	16 919 810
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Droits de résidence permanente	85 786 161	79 510 952
Droits exigibles pour l'octroi à la citoyenneté	15 131 972	16 655 795
	100 918 133	*96 166 747*
Services de nature réglementaire—		
Changement au statut de citoyenneté	18 574 276	19 964 189
Document relatif au statut de citoyenneté	4 774 715	4 012 529
Frais d'application de résidence permanente—		
Résidence permanente (avant LIPR)	726 250	1 392 586
Personne à charge de moins de 19 ans (avant LIPR)	748	998
Décret en conseil (avant LIPR)	76	574
Regroupement familial (incluant parrainage)	47 604 370	50 581 334
Travailleurs qualifiés	94 652 056	97 717 617
Investisseurs—Entrepreneurs—Travailleurs autonomes	8 887 755	6 087 096
Autres catégories	23 356 318	21 464 886
Demande de séjour à titre de résident permanent	73 405	48 709
Carte de résident permanent (CRP)	12 892 336	3 443 296
Visa de résident temporaire—		
Entrée unique et prolongation du statut au Canada	50 715 254	55 490 248
Entrée multiple	34 170 214	33 724 575
Maximum par famille	4 087 476	3 709 133
Permis de travail	51 108 136	43 359 600
Permis de travail—Groupe d'artistes	256 548	324 610
Permis d'études	22 226 007	20 230 276
Attestation et remplacement d'un document d'immigration—		
Sauf CRP	865 645	681 342
Permis de séjour temporaire	2 402 632	2 690 398
Rétablissement du statut de résident temporaire	2 430 228	2 062 455
Réadaptation—Criminalité	260 146	379 744
Réadaptation—Grande criminalité	456 382	168 856
Autorisation de retour au Canada en vertu de la L52(1)	640 908	602 313
Données statistiques sur l'immigration	7 363	45 841
Document de voyage	1 215 379	650 923
	382 384 623	*368 834 128*

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ventes de biens et de produits d'information—		
Accès à l'information	*77 827*	*80 521*
Autres frais et droits	*108 479*	*267 770*
	483 489 062	465 349 166
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 088	5 938
Revenus divers—		
Intérêts sur les comptes clients en souffrance	45 119	48 399
Gains sur dépôts bancaires de monnaie étrangère	21 873	2 162
Frais de justice	32 331	114 889
Divers	125	751
	99 448	166 201
Total du ministère	**488 581 760**	**483 104 132**
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	74 037	78 037
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	101	429 143
	74 138	507 180
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 459	3 784
Revenus divers	5 344	32 527
Total de l'organisme	**80 941**	**543 491**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	559 693	663 017
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	4 496 607	17 426 990
Ventes de biens et de services	483 489 062	465 349 166
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	12 547	9 722
Revenus divers	104 792	198 728
Total du portefeuille ministériel	**488 662 701**	**483 647 623**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 10

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Conseil du Trésor

Secrétariat

École de la fonction publique du Canada

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Commissariat au lobbying

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	10.2
Sommaire du portefeuille ministériel	10.4
Activités de programme	10.8
Paiements de transfert	10.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés	10.11
Revenus	10.11

Secrétariat

Résultat stratégique

Le gouvernement est bien géré et responsable, et des ressources sont attribuées pour atteindre des résultats.

Description des activités de programme

Élaboration et surveillance de la politique de gestion

Dans le cadre de l'activité de programme Élaboration de la politique de gestion et surveillance, le Secrétariat aide le Conseil du Trésor à s'acquitter de son rôle de conseil de gestion du gouvernement et fait la promotion des bonnes pratiques de gestion dans tout le gouvernement, tout en exerçant son rôle d'employeur de la fonction publique fédérale. Le Secrétariat appuie le conseil de gestion : en élaborant des politiques, des directives et des normes, afin de faciliter la bonne gestion dans l'ensemble de l'administration publique; en surveillant la conformité et en élaborant des outils de mesure du rendement en matière de gestion et en présentant des rapports sur celui-ci; en donnant des conseils et en fournissant de l'aide aux collectivités fonctionnelles. Dans ce but, le Secrétariat collabore étroitement avec ses partenaires au sein du portefeuille, soit l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada et l'École de la fonction publique du Canada.

Gestion des dépenses et surveillance financière

Le Secrétariat assume son rôle de bureau du budget et accomplit les fonctions essentielles suivantes à l'appui de ce rôle : donner des conseils aux ministres sur l'affectation et la réaffectation des ressources et l'octroi d'autorisations de dépenser; effectuer une analyse des dépenses et du rendement à l'échelle du gouvernement, et surveiller les budgets des dépenses et l'attribution des crédits du gouvernement; s'assurer que des renseignements exacts et opportuns sur les finances et le rendement des ministères et des organismes sont disponibles et font l'objet de rapports, afin d'appuyer les fonctions de Comptes publics et de bureau du budget.

Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique

Des fonds sont conservés centralement afin de combler d'autres crédits, et des paiements et recouvrements sont effectués de manière efficace au nom des autres ministères et organismes.

École de la fonction publique du Canada

Résultat stratégique

Les fonctionnaires ont les connaissances communes et les compétences en leadership et en gestion dont ils ont besoin pour exercer leurs responsabilités envers les Canadiens.

Description des activités de programme

Apprentissage de base : des fonctionnaires capables d'exécuter leurs tâches actuelles et de relever les défis de leur prochain emploi, dans un milieu de travail dynamique et bilingue

Offrir aux fonctionnaires des activités d'apprentissage en élaborant et en offrant de la formation qui correspond aux priorités en matière de gestion de la fonction publique et qui répond aux exigences de la Politique en matière d'apprentissage, de formation et de perfectionnement ainsi que des normes de connaissances qui y sont associées.

Développement du leadership organisationnel : la fonction publique compte sur des leaders dynamiques pour fournir des résultats à la population canadienne

Renouveler la fonction publique en renforçant les compétences en leadership des leaders actuels et futurs en offrant des cours, des programmes et des activités d'apprentissage ciblées.

Innovation dans la gestion du secteur public : les organisations de la fonction publique innovent afin d'atteindre l'excellence dans les résultats qu'elles donnent à la population canadienne

Renforcer l'efficacité et la performance de la fonction publique en documentant et en diffusant les pratiques exemplaires et les innovations en gestion publique.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Résultat stratégique

Les actes répréhensibles au sein du secteur public fédéral sont relevés et réglés et font l'objet d'un rapport, tandis que les fonctionnaires sont protégés contre les représailles, ce qui donne lieu à une intégrité accrue dans le milieu de travail.

Description des activités de programme

Programme de gestion des divulgations et des représailles

Fournir des conseils aux employés du secteur public fédéral et aux membres du public qui envisagent de faire une divulgation, et recevoir les divulgations de renseignements concernant d'éventuels actes répréhensibles, faire enquête sur les divulgations et en faire rapport. Compte tenu de cette activité, le commissaire à l'intégrité du secteur public exerce la compétence exclusive à l'égard de l'examen, de la conciliation et du règlement des plaintes concernant des représailles, y compris les demandes au Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles pour déterminer s'il y a eu représailles et ordonner que la situation soit corrigée et que des mesures de réparation soient prises.

Commissariat au lobbying

Résultat stratégique

La transparence et l'obligation de rendre compte des activités de lobbyisme effectuées auprès de titulaires de charge publique contribuent à inspirer confiance à l'égard de l'intégrité des décisions prises par le gouvernement.

Description des activités de programme

Enregistrement des lobbyistes

Le lobbyisme auprès du gouvernement fédéral est une activité légitime, mais qui doit être exercée de façon transparente. La *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* exige que les personnes payées pour faire du lobbyisme auprès de titulaires de charge publique rendent publics certains détails sur leurs activités. Le Bureau du directeur des lobbyistes approuve les enregistrements de lobbyistes et les rend disponibles pour des recherches dans un registre électronique accessible sur Internet.

Éducation et recherche

Le Bureau élabore et met en œuvre des programmes éducatifs et de recherche pour mieux faire connaître les exigences de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* et du Code de déontologie des lobbyistes. Les programmes s'adressent principalement aux lobbyistes, à leurs clients et aux titulaires de charge publique.

Examens et enquêtes en vertu de la Loi sur l'enregistrement des lobbyistes et du Code de déontologie des lobbyistes

Le Bureau atteste l'information fournie par les lobbyistes enregistrés afin d'en garantir l'exactitude. Les allégations de non-enregistrement ou d'inconduite concernant des lobbyistes sont examinées et des enquêtes officielles sont effectuées au besoin.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Résultat stratégique

Les institutions, ministères et organismes fédéraux font preuve d'une gestion des personnes caractérisée par l'excellence et l'innovation, et visent à mettre en place un effectif et un milieu de travail de qualité, aptes à servir le gouvernement et à offrir les résultats escomptés aux Canadiens.

Description des activités de programme

Programme d'orientation stratégique, de partenariats et d'intégration

Afin d'assurer un rendement élevé et uniforme à l'échelle de la fonction publique, le Programme d'orientation stratégique, de partenariats et d'intégration fournit le leadership et les orientations à partir d'un point central — l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada. Le leadership se traduit par un appui au Conseil du Trésor pour établir les politiques; en fait, une orientation commune pour la fonction publique. Il se traduit également par la mise à contribution de la capacité des autres et par l'harmonisation et l'intégration des efforts individuels en vue d'atteindre un résultat collectif. Ces efforts en matière de leadership ont une incidence sur tous les fonctionnaires, alors que certaines activités particulières aboutissent à des produits utilisés par différents clients à différents moments (c.-à-d. des fonctionnaires à titre individuel, des gestionnaires, des professionnels de la gestion des personnes et des communautés d'intérêts).

Programme de services stratégiques

Pour guider de manière efficace le système de gestion des personnes et aider la fonction publique à disposer d'un système de gestion des personnes qui soit excellent et innovateur, il faut des services. Le Programme de services stratégiques offre des services stratégiques et d'établissement d'orientation au moyen d'une infrastructure et de programmes habilitants afin que les objectifs en matière de gestion des personnes se réalisent de façon optimale. Les services de l'Agence ont pour but de compléter et de soutenir la capacité ministérielle existante (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas de nature transactionnelle), de même que les objectifs professionnels et stratégiques des organismes centraux. Les services stratégiques sont offerts aux ministères, organismes et institutions du gouvernement fédéral pour leurs fonctionnaires à titre individuel, leurs gestionnaires, leurs collectivités d'intérêt et la collectivité de gestion des personnes qui les appuie.

Programme d'intégrité et de durabilité

En tant que chef de file de la gestion des personnes de la fonction publique, l'Agence a besoin d'une évaluation continue des enjeux et des risques à l'égard de l'intégrité et de la durabilité du système de gestion des personnes. Pour assurer la qualité du système de gestion des personnes à l'échelle de la fonction publique, le Programme d'intégrité et de durabilité élabore, recueille, évalue et communique de l'information sur la façon dont les fonctionnaires sont gérés et sur le degré d'utilisation des mécanismes habilitants. Cette information sert de rétroaction permettant d'ajuster les autres principaux leviers d'une bonne gestion des personnes, particulièrement les composantes relatives aux politiques et aux services. Les outils utilisés pour faire ce travail comprennent des sondages, des vérifications, des données qualitatives et quantitatives, et les résultats de ces efforts prennent la forme de rapports annuels et d'évaluation propres à l'organisation. Un certain nombre de ces rapports sont prescrits par la loi et sont déposés au Parlement. De la recherche prospective et des initiatives de transformation seront également entreprises, de temps à autre, concernant des préoccupations ou des possibilités particulières relatives à la durabilité du système de gestion des personnes dans sont intégralité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Secrétariat				
…	165 237 000	…	…	165 237 000	1	Dépenses du programme				
					1b	Virement de 934 800 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 245 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	12 948 558	…	12 948 558						
					1c	Virement de 201 451 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	245 000	245 000		Virement du : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	…	934 800	934 800		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	1 335 972	1 335 972		crédit 5				
…	…	…	5 123 729	5 123 729		crédit 15				
…	…	…	8 227 620	8 227 620		crédit 25				
…	…	…	2 083 404	2 083 404		crédit 30				
…	…	…	201 451	201 451		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	165 237 000	12 948 559	18 151 976	196 337 535		Total—Crédit 1	184 208 491	12 129 044	…	176 481 784
…	750 000 000	…	…	750 000 000	5	Éventualités du gouvernement				
…	…	…	(98 434 788)	(98 434 788)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
…	750 000 000	…	(98 434 788)	651 565 212		Total—Crédit 5	…	651 565 212	…	…
…	7 141 000	…	…	7 141 000	10	Initiatives pangouvernementales	…	7 141 000	…	…
…	…	170 671 485	…	170 671 485	15b	Rajustements à la rémunération				
…	…	707 414 643	…	707 414 643	15c	Rajustements à la rémunération				
…	…	…	(878 086 127)	(878 086 127)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
…	…	878 086 128	(878 086 127)	1		Total—Crédit 15	…	1	…	…
…	1 861 000 000	…	…	1 861 000 000	20	Assurances de la fonction publique				
…	…	1 943 839	…	1 943 839	20b	Assurances de la fonction publique				
…	1 861 000 000	1 943 839	…	1 862 943 839		Total—Crédit 20	1 745 993 107	116 950 732	…	1 652 783 523
…	1 200 000 000	…	…	1 200 000 000	25	Report du budget de fonctionnement				
…	…	…	(1 086 574 001)	(1 086 574 001)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
…	1 200 000 000	…	(1 086 574 001)	113 425 999		Total—Crédit 25	…	113 425 999	…	…

…	500 000 000	…	…	500 000 000	30	Besoins en matière de rémunération				
…	…	1	…	1	30b	Besoins en matière de rémunération				
…	…	…	(500 000 001)	(500 000 001)		Virements à ce portefeuille ministériel et à d'autres portefeuilles ministériels				
…	500 000 000	1	(500 000 001)	…		Total—Crédit 30	…	…	…	…
…	20 472 000	…	363 034	20 835 034	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 835 034	…	…	17 632 072
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Président du Conseil du Trésor—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	20 000	…	(16 719)	3 281	(S)	Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public*	3 281	…	…	3 672
…	…	…	(971 890)	(971 890)	(S)	Paiements au titre de l'entente sur la parité salariale conformément à l'article 30 de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*	(971 890)	…	…	197 196
…	…	…	9 480 664	9 480 664	(S)	Contributions de l'employeur non réparties en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et d'autres lois sur la pension de retraite et de la *Loi sur l'assurance-emploi*	9 480 664	…	…	9 098 168
9 422	…	…	7 372	16 794	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	9 422	7 372	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	326 924
9 422	**4 503 946 422**	**892 978 527**	**(2 536 080 380)**	**2 860 853 991**		**Total du secrétariat—Budgétaire**	**1 959 625 209**	**901 221 410**	**7 372**	**1 856 597 661**
						École de la fonction publique du Canada				
…	58 529 000	…	…	58 529 000	35	Dépenses du programme				
…	…	…	5 154	5 154		Virement du : crédit 5				
…	…	…	3 944 336	3 944 336		crédit 15				
…	…	…	2 722 727	2 722 727		crédit 25				
…	…	…	1 659 384	1 659 384		crédit 30				
…	58 529 000	…	8 331 601	66 860 601		Total—Crédit 35	58 337 469	8 523 132	…	60 018 121
…	6 072 000	…	4 231 965	10 303 965	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 303 965	…	…	9 613 331
14 412 861	…	…	…	14 412 861	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*— Montant non dépensé au début de l'exercice				
…	32 000 000	34 329 426	…	66 329 426		Montant reçu au cours de l'exercice				
14 412 861	32 000 000	34 329 426	…	80 742 287		Total	71 084 997	…	9 657 290	52 542 605
…	…	…	2 252	2 252	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 027	…	225	2 648
14 412 861	**96 601 000**	**34 329 426**	**12 565 818**	**157 909 105**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**139 728 458**	**8 523 132**	**9 657 515**	**122 176 705**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commissariat à l'intégrité du secteur public				
…	6 033 000	…	…	6 033 000	40	Dépenses du programme				
…	…	…	71 271	71 271		Virement du : crédit 25				
…	…	…	9 727	9 727		crédit 30				
…	6 033 000	…	80 998	6 113 998		Total—Crédit 40	3 339 235	2 774 763	…	3 352 214
…	520 000	…	(189 003)	330 997	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	330 997	…	…	166 256
…	**6 553 000**	**…**	**(108 005)**	**6 444 995**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**3 670 232**	**2 774 763**	**…**	**3 518 470**
						Commissariat au lobbying				
…	4 097 000	…	…	4 097 000	45	Dépenses du programme				
…	…	…	16 952	16 952		Virement du : crédit 5				
…	…	…	123 366	123 366		crédit 15				
…	…	…	151 300	151 300		crédit 25				
…	…	…	137 550	137 550		crédit 30				
…	4 097 000	…	429 168	4 526 168		Total—Crédit 45	4 098 140	428 028	…	3 885 624
…	416 000	…	(47 702)	368 298	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	368 298	…	…	301 304
…	**4 513 000**	**…**	**381 466**	**4 894 466**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**4 466 438**	**428 028**	**…**	**4 186 928**
						Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
…	64 570 000	…	…	64 570 000	50	Dépenses du programme				
…	…	2 454 488	…	2 454 488	50a	Virement de 338 159 $ du crédit 1 (Défense nationale) et de 144 457 $ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	16 722 742	…	16 722 742	50b	Virement de 200 000 $ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 $ du crédit 1 (Santé) et de 48 405 $ du crédit 1 (Industrie)				
…	…	…	200 000	200 000		Virement du : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	…	144 457	144 457		crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	…	126 355	126 355		crédit 1 (Santé)				
…	…	…	48 405	48 405		crédit 1 (Industrie)				
…	…	…	338 159	338 159		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	2 388 553	2 388 553		crédit 15				
…	…	…	2 953 029	2 953 029		crédit 25				
…	…	…	2 504 471	2 504 471		crédit 30				
…	64 570 000	19 177 230	8 703 429	92 450 659		Total—Crédit 50	84 883 283	7 567 376	…	93 379 020

…	8 364 000	…	721 270	9 085 270	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 085 270	…	…	9 672 760
7 610	…	…	…	7 610	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	7 610	…	…
7 610	**72 934 000**	**19 177 230**	**9 424 699**	**101 543 539**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**93 968 553**	**7 574 986**	**…**	**103 051 780**
14 429 893	**4 684 547 422**	**946 485 183**	**(2 513 816 402)**	**3 131 646 096**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**2 201 458 890**	**920 522 319**	**9 664 887**	**2 089 531 544**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Secrétariat												
Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique	2 976 942 493	2 088 066 411	…	…	503 281	357 110	333 857 668	333 857 668	…	…	2 643 588 106	1 754 565 853
Élaboration et surveillance de la politique de gestion	164 460 254	156 520 964	…	…	228 366	228 366	3 911 865	3 181 634	…	…	160 776 755	153 567 696
Gestion des dépenses et surveillance financière	56 489 130	51 491 660	…	…	…	…	…	…	…	…	56 489 130	51 491 660
Sous-total	3 197 891 877	2 296 079 035	…	…	731 647	585 476	337 769 533	337 039 302	…	…	2 860 853 991	1 959 625 209
Revenus affectés aux dépenses	(337 769 533)	(337 039 302)	…	…	…	…	(337 769 533)	(337 039 302)	…	…	…	…
Total du secrétariat—Budgétaire	**2 860 122 344**	**1 959 039 733**	**…**	**…**	**731 647**	**585 476**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 860 853 991**	**1 959 625 209**
École de la fonction publique du Canada												
Apprentissage de base : des fonctionnaires capables d'exécuter leurs tâches actuelles et de relever les défis de leur prochain emploi, dans un milieu de travail dynamique et bilingue	113 545 143	99 090 999	…	…	…	…	…	…	…	…	113 545 143	99 090 999
Innovation dans la gestion du secteur public : les organisations de la fonction publique innovent afin d'atteindre l'excellence dans les résultats qu'elles donnent à la population canadienne	22 782 277	19 880 855	…	…	375 000	374 980	…	…	…	…	23 157 277	20 255 835
Développement du leadership organisationnel : la fonction publique compte sur des leaders dynamiques pour fournir des résultats à la population canadienne	21 206 685	20 381 624	…	…	…	…	…	…	…	…	21 206 685	20 381 624
Total de l'organisme—Budgétaire	**157 534 105**	**139 353 478**	**…**	**…**	**375 000**	**374 980**	**…**	**…**	**…**	**…**	**157 909 105**	**139 728 458**
Commissariat à l'intégrité du secteur public												
Programme de gestion des divulgations et des représailles	6 444 995	3 670 232	…	…	…	…	…	…	…	…	6 444 995	3 670 232
Total de l'organisme—Budgétaire	**6 444 995**	**3 670 232**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 444 995**	**3 670 232**

Commissariat au lobbying												
Enregistrement des lobbyistes	2 251 004	2 064 487	…	…	…	…	…	…	…	…	2 251 004	2 064 487
Examens et enquêtes en vertu de la *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes* et du *Code de déontologie des lobbyistes*	1 428 952	1 276 344	…	…	…	…	…	…	…	…	1 428 952	1 276 344
Éducation et recherche	1 214 510	1 125 607	…	…	…	…	…	…	…	…	1 214 510	1 125 607
Total de l'organisme—Budgétaire	**4 894 466**	**4 466 438**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 894 466**	**4 466 438**
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada												
Programme de services stratégiques	38 108 992	34 119 912	…	…	…	…	…	…	…	…	38 108 992	34 119 912
Programme d'orientation stratégique, de partenariats et d'intégration	42 041 037	39 402 905	…	…	…	…	…	…	…	…	42 041 037	39 402 905
Programme d'intégrité et de durabilité	21 393 510	20 445 736	…	…	…	…	…	…	…	…	21 393 510	20 445 736
Total de l'organisme—Budgétaire	**101 543 539**	**93 968 553**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**101 543 539**	**93 968 553**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**3 130 539 449**	**2 200 498 434**	**…**	**…**	**1 106 647**	**960 456**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 131 646 096**	**2 201 458 890**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Secrétariat				
					Contributions				
…	…	…	200 000	200 000	Conseil des normes comptables internationales du secteur public	200 000	…	…	200 000
…	…	…	28 366	28 366	Programme d'aide aux initiatives de politique et de recherche	28 366	…	…	121 500
…	**…**	**…**	**228 366**	**228 366**	**Total—Contributions**	**228 366**	**…**	**…**	**321 500**
					Autres paiements de transfert				
…	495 000	…	…	495 000	Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	349 401	145 599	…	354 101
…	20 000	…	(16 719)	3 281	(S) Versements en vertu de la *Loi sur la mise au point des pensions du service public*	3 281	…	…	3 672
…	5 000	…	…	5 000	Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	4 428	572	…	4 038
…	**520 000**	**…**	**(16 719)**	**503 281**	**Total—Autres paiements de transfert**	**357 110**	**146 171**	**…**	**361 811**
…	**520 000**	**…**	**211 647**	**731 647**	**Total du secrétariat**	**585 476**	**146 171**	**…**	**683 311**
					École de la fonction publique du Canada				
					Contributions				
…	375 000	…	…	375 000	Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public	374 980	20	…	375 000
…	**375 000**	**…**	**…**	**375 000**	**Total de l'organisme**	**374 980**	**20**	**…**	**375 000**
…	**895 000**	**…**	**211 647**	**1 106 647**	**Total du portefeuille ministériel**	**960 456**	**146 191**	**…**	**1 058 311**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Secrétariat			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Fonds pangouvernementaux et paiements en tant qu'employeur de la fonction publique	333 857 668	333 857 668	…
Élaboration et surveillance de la politique de gestion	3 911 865	3 181 634	2 680 964
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**337 769 533**	**337 039 302**	**2 680 964**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Secrétariat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	629 806	705 912
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	12 576 309	1 386 136
	13 206 115	2 092 048
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes d'accès à l'information	1 081	933
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Salaires et coûts de fonctionnement	3 181 634	2 680 964
	3 182 715	2 681 897
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 372	9 422
Revenus divers—		
Dons à l'État	370	…
Frais de stationnement	11 643 371	11 465 992
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Avantages sociaux	511 320	362 476
Recouvrement de coûts de pension de la fonction publique—Locaux	342 648	233 344
DC1 dotation collective	…	225 134
Pénalités disciplinaires	32 590	24 466
Intérêts perçus sur les avances reliées au Programme d'apprentissage mixte	21 738	…
Divers	11 121	3 484
	12 563 158	12 314 896
Total du secrétariat	**28 959 360**	**17 098 263**
École de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 241	390 533
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	534 417	1 987 776
	599 658	2 378 309
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*—Frais de cours et autres revenus relatifs à ces cours	66 784 715	51 866 993

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 252	2 648
Revenus divers	29 989	20 138
Total de l'organisme	**67 416 614**	**54 268 088**
Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 300	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	126 492	…
	127 792	…
Revenus divers	30	…
Total de l'organisme	**127 822**	**…**
Commissariat au lobbying		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	957	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	811	279
	1 768	279
Ventes de biens et de services—[1]		
Services de nature non réglementaire	…	1 011
Autres frais et droits—		
Accès à l'information—Frais et droits	5	10
	5	1 021
Total de l'organisme	**1 773**	**1 300**
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	114 177	15 687
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 095 768	1 084 323
	1 209 945	1 100 010
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Demandes—Accès à l'information	240	478
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	7 610
Revenus divers	1 300	…
Total de l'organisme	**1 211 485**	**1 108 098**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 145 278	5 570 646
Ventes de biens et de services	69 967 675	54 550 389
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	9 624	19 680
Revenus divers	12 594 477	12 335 034
Total du portefeuille ministériel	**97 717 054**	**72 475 749**

[1] Modifie la présentation des comptes publics de l'exercice précédent.

SECTION 11

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Conseil privé

Ministère

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Directeur général des élections

Commissariat aux langues officielles

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	11.2
Sommaire du portefeuille ministériel	11.5
Activités de programme	11.8
Paiements de transfert	11.10
Revenus	11.11

Ministère

Résultat stratégique

Appuyer et mettre en oeuvre le programme et les décisions du gouvernement et assurer l'appui et le fonctionnement de ses institutions.

Description des activités de programme

Fournir des conseils professionnels et impartiaux sur les politiques et du soutien au Premier ministre et aux ministres du portefeuille

Pour que le Premier ministre puisse s'acquitter de ses responsabilités uniques à titre de chef du gouvernement, le Bureau du Conseil Privé (BCP) lui donne, ainsi qu'aux ministres du portefeuille, des conseils stratégiques au sujet des politiques, des lois et des questions parlementaires dont le gouvernement doit tenir compte. Il fournit aussi des conseils sur les nominations et les questions en rapport avec l'appareil gouvernemental. De plus, le BCP offre au Cabinet du Premier ministre et aux cabinets des ministres du portefeuille un appui financier et administratif.

Fournir des conseils sur les politiques et des services de secrétariat au Cabinet et à ses comités

Le BCP fournit au Cabinet et à ses comités des conseils stratégiques et des services de secrétariat pour assurer le bon fonctionnement du processus décisionnel. Il facilite l'intégration à l'échelle fédérale afin d'appuyer la mise en oeuvre du programme du gouvernement par les ministères et les organismes. Le BCP tient des consultations, assure une fonction d'examen critique et analyse les enjeux. De plus, il offre au Cabinet et à ses comités des services de secrétariat pour la rédaction de dossiers d'information et la distribution d'ordres du jour et de documents.

Fournir un leadership et une orientation d'ensemble à la fonction publique afin de soutenir le programme du gouvernement

Pour que la fonction publique soit hautement compétente et responsable et pour qu'elle dispose du talent, des moyens et des cadres de gestion lui permettant de donner des conseils sur le programme du gouvernement et de le mettre en oeuvre, le BCP détermine son orientation stratégique. Il joue également un rôle déterminant dans la sélection, la gestion et le perfectionnement des cadres supérieurs de la fonction publique.

Fournir aux commissions d'enquête un soutien financier et administratif

Le BCP fournit aux commissions d'enquête conseils et soutien à l'égard des aspects financiers et administratifs, et ce, de leur lancement jusqu'à leur conclusion.

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Résultat stratégique

L'organisation et le déroulement sans faille des réunions multilatérales des premiers ministres, des ministres et des sous-ministres.

Description des activités de programme

Services des conférences

Prestation de services de soutien impartiaux et spécialisés nécessaires à la planification et à l'organisation des conférences fédérales-provinciales-territoriales et provinciales-territoriales de premiers ministres, de ministres et de sous-ministres.

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Résultat stratégique

L'atténuation des risques liés à la sécurité des transports par l'entremise d'enquêtes indépendantes sur les accidents.

Description des activités de programme

Enquêtes – Transport aérien

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport aérien de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes – Transport maritime

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport maritime de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend

également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes – Transport ferroviaire

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport ferroviaire de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Enquêtes – Transport par pipeline

Effectuer des enquêtes indépendantes sur les événements de transport par pipeline de compétence fédérale afin d'identifier les causes et les facteurs contributifs, publier des rapports d'enquêtes, formuler des recommandations afin d'améliorer la sécurité, communiquer des renseignements de sécurité aux intervenants, entreprendre des activités de sensibilisation auprès des principaux agents de changement de même qu'évaluer et faire le suivi des réponses aux recommandations. Ceci comprend également des travaux spécialisés dans les domaines suivants : l'ingénierie, la macro-analyse, la performance humaine, les services juridiques, les services de communication, l'assurance de la qualité de même que les services linguistiques et de publication.

Directeur général des élections

Résultat stratégique

Un processus électoral qui contribue à l'équité, la transparence et l'accessibilité pour tous les participants conformément au cadre législatif.

Description des activités de programme

Élections

En sa qualité d'organisme indépendant relevant du Parlement, le Bureau du Directeur général des élections du Canada administre le système électoral fédéral selon le cadre législatif suivant :

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote de même que l'achat de matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux entités politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi. La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions législatives assignées au directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral et des entités politiques et le paiement des dépenses administratives et législatives.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements aux dix commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux dix commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les dix commissions.
- *Loi électorale du Canada* adaptée aux fins d'un référendum – Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'achat de matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements législatifs aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Commissariat aux langues officielles

Résultat stratégique

Conformité à la *Loi sur les langues officielles* et respect de celle-ci par les institutions fédérales et autres organismes assujetties à la Loi.

Description des activités de programme

Assurance de la conformité

Le groupe de l'Assurance de la conformité porte à l'attention des institutions fédérales et autres organismes assujettis à la Loi, la nécessité de concevoir des solutions durables aux enjeux liés à l'application de la *Loi sur les langues officielles*. Par l'entremise d'enquêtes sur les plaintes, de vérifications et de

mesures du rendement, et en maintenant une relation de travail avec ces institutions, le Commissariat aux langues officielles renforce et surveille le respect de la Loi.

Politiques et communications

Le groupe des Politiques et communications entreprend de la recherche et des analyses pour cibler des occasions et mettre en oeuvre des stratégies en vue d'influer sur le changement parmi ses interlocuteurs. Il appuie le travail des comités parlementaires. Il informe le public des dispositions et de la portée de la Loi et du rôle du commissaire.

Secrétariat de la Commission des nominations publiques

Résultat stratégique

Assurer la mise en place de processus équitables et axés sur les compétences pour le recrutement et la sélection d'individus compétents en ce qui concerne les nominations faites par le gouverneur en conseil au sein des organismes, des commissions et des conseils, ainsi que des sociétés d'État.

Description des activités de programme

Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil

Ce programme comprend les activités concernant et englobant l'aide à l'établissement d'un code de pratique pour les nominations du gouverneur en conseil et les nominations ministérielles au sein des organismes, conseils, commissions et sociétés d'État; superviser, surveiller et contrôler les processus de sélection des candidats à des nominations et renouvellements de mandat par le gouverneur en conseil pour les conseils, commissions, sociétés d'État et autres organismes et en faire rapport, et veiller à ce que les processus de sélection fassent l'objet d'une vaste publicité et soient menés de manière équitable, ouverte et transparente, et à ce que la sélection des candidats soit fondée sur le mérite; évaluer et approuver les processus de sélection proposés par les ministres pour combler les vacances et renouveler les mandats au sein de leur portefeuille, superviser et contrôler ces processus et veiller à ce qu'ils soient mis à exécution de la manière convenue; procéder à la vérification des politiques et des méthodes de nomination afin de controler l'observation du code de pratique; faire rapport publiquement sur l'observation du code de pratique par le gouvernement et l'administration; sensibiliser le public à la question et former les fonctionnaires chargés de mener les processus de nomination et de renouvellement de mandat relevant du code de pratique.

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Donner l'assurance au Parlement et, par son entremise, à la population canadienne que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) respecte la Loi, les politiques et les instructions ministérielles dans l'exercice de ses fonctions.

Description des activités de programme

Études

Mener des études sur les activités du SCRS pour en vérifier la conformité. Dresser un plan de recherche annuel énonçant les études à effectuer chaque année, examiner les opérations du SCRS, procéder à un examen et à une évaluation rétrospectifs d'enquêtes et de fonctions particulières du SCRS, examiner l'information concernant les activités du SCRS, évaluer le rendement du SCRS et formuler des constations et de recommandations : L'objectif est de fournir au Parlement et aux Canadiens un portrait global des activités opérationnelles du SCRS et l'assurance que celui-ci respecte la loi.

Plaintes

Recevoir les plaintes présentées au sujet du SCRS par des personnes ou des groupes et faire enquête sur ces plaintes, qui peuvent porter, par exemple, sur le refus d'habilitations de sécurité et sur des mesures prises par le SCRS à l'endroit d'anciens employés, ou avoir été présentées par la Commission canadienne des droits de la personne. Fournir un mécanisme de recours indépendant pour enquêter sur les plaintes. Tenir des conférences préparatoires aux audiences, présider les audiences sur les plaintes et rédiger des rapports de plainte.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	110 568 000	…	…	110 568 000	1	Dépenses du programme				
…	…	1 594 000	…	1 594 000	1a	Dépenses du programme				
…	…	10 081 146	…	10 081 146	1b	Dépenses du programme				
…	…	13 297 234	…	13 297 234	1c	Dépenses du programme				
…	…	…	4 381 455	4 381 455		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	5 427 450	5 427 450		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	2 294 586	2 294 586		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(10 000)	(10 000)		Virement au crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	110 568 000	24 972 380	12 093 491	147 633 871		Total—Crédit 1	135 510 070	12 123 801	…	125 530 938
…	12 348 000	…	994 853	13 342 853	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 342 853	…	…	11 836 464
…	157 422	…	100	157 522	(S)	Premier ministre—Traitement et allocation pour automobile	157 522	…	…	152 922
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre des Affaires intergouvernementales, Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et Ministre de la Francophonie—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Leader du gouvernement au Sénat—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	…	76 422	369	76 791	(S)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes—Traitement et allocation pour automobile	76 791	…	…	…
…	…	…	29 903	29 903	(S)	Ministre d'État et Whip en chef du gouvernement—Traitement et allocation pour automobile	29 903	…	…	…
…	…	…	24 446	24 446	(S)	Ministre d'État (Réforme démocratique)—Traitement et allocation pour automobile	24 446	…	…	4 244
31 787	…	…	7 053	38 840	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	30 950	837	7 053	18 794
…	…	…	3 290	3 290	(S)	Montants adjugés par une cour	3 290	…	…	…
31 787	**123 226 266**	**25 048 802**	**13 153 705**	**161 460 560**		**Total du ministère—Budgétaire**	**149 328 869**	**12 124 638**	**7 053**	**137 692 006**
						Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
…	6 075 000	…	…	6 075 000	5	Dépenses du programme				
…	…	…	140 502	140 502		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	302 800	302 800		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	95 973	95 973		CT, crédit 30 (1)				
…	6 075 000	…	539 275	6 614 275		Total—Crédit 5	5 013 858	1 600 417	…	4 648 282

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	439 000	…	(40 732)	398 268	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	398 268	…	…	376 846
…	**6 514 000**	**…**	**498 543**	**7 012 543**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**5 412 126**	**1 600 417**	**…**	**5 025 128**
						Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
…	25 589 000	…	…	25 589 000	10	Dépenses du programme				
…	…	…	1 328 695	1 328 695		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 270 750	1 270 750		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	575 129	575 129		CT, crédit 30 [1]				
…	25 589 000	…	3 174 574	28 763 574		Total—Crédit 10	28 250 817	512 757	…	27 104 216
…	3 394 000	…	(75 067)	3 318 933	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 318 933	…	…	3 287 298
…	…	…	18 996	18 996	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 282	…	3 714	38 843
…	…	…	18 887	18 887	(S)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	18 887	…	…	10 145
…	**28 983 000**	**…**	**3 137 390**	**32 120 390**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**31 603 919**	**512 757**	**3 714**	**30 440 502**
						Directeur général des élections				
…	22 062 000	…	…	22 062 000	15	Dépenses du programme				
…	…	1 508 641	…	1 508 641	15a	Dépenses du programme				
…	…	…	30 906	30 906		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	1 794 227	1 794 227		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 088 300	1 088 300		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	613 151	613 151		CT, crédit 30 [1]				
…	22 062 000	1 508 641	3 526 584	27 097 225		Total—Crédit 15	23 738 192	3 359 033	…	20 626 953
…	3 861 000	…	1 955 350	5 816 350	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 816 350	…	…	4 692 898
…	84 318 000	247 802 979	(6 776 950)	325 344 029	(S)	Dépenses d'élections (*Loi électorale du Canada, Loi électorale des Territoires du Nord-Ouest* et la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*)	325 344 029	…	…	95 165 851
…	259 500	…	5 792	265 292	(S)	Traitement du directeur général des élections	265 292	…	…	252 516
…	…	…	313	313	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	313	…	…	2 023
…	**110 500 500**	**249 311 620**	**(1 288 911)**	**358 523 209**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**355 164 176**	**3 359 033**	**…**	**120 740 241**

						Commissariat aux langues officielles				
…	17 764 000	…	…	17 764 000	20	Dépenses du programme				
…	…	…	892 286	892 286		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	854 250	854 250		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	534 193	534 193		CT, crédit 30 [1]				
…	17 764 000	…	2 280 729	20 044 729		Total—Crédit 20	19 173 194	871 535	…	18 383 289
…	2 142 000	…	(148 440)	1 993 560	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 993 560	…	…	1 962 335
988	…	…	211	1 199	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	988	211	…
988	**19 906 000**	**…**	**2 132 500**	**22 039 488**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**21 166 754**	**872 523**	**211**	**20 345 624**
						Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
…	945 000	…	…	945 000	25	Dépenses du programme				
…	…	…	47 249	47 249		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	945 000	…	47 249	992 249		Total—Crédit 25	302 864	689 385	…	102 700
…	122 000	…	(78 132)	43 868	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	43 868	…	…	10 301
…	**1 067 000**	**…**	**(30 883)**	**1 036 117**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**346 732**	**689 385**	**…**	**113 001**
						Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
…	2 637 000	…	…	2 637 000	30	Dépenses du programme				
…	…	…	44 445	44 445		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	11 846	11 846		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	131 000	131 000		CT, crédit 25 [1]				
…	2 637 000	…	187 291	2 824 291		Total—Crédit 30	2 214 591	609 700	…	2 372 873
…	284 000	…	(99 853)	184 147	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	184 147	…	…	253 339
…	**2 921 000**	**…**	**87 438**	**3 008 438**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**2 398 738**	**609 700**	**…**	**2 626 212**
32 775	**293 117 766**	**274 360 422**	**17 689 782**	**585 200 745**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**565 421 314**	**19 768 453**	**10 978**	**316 982 714**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Fournir des conseils professionnels et impartiaux sur les politiques et du soutien au Premier ministre et aux ministres du portefeuille	111 545 296	104 133 778	…	…	…	…	…	…	…	…	111 545 296	104 133 778
Fournir des conseils sur les politiques et des services de secrétariat au Cabinet et à ses comités	24 921 717	24 761 035	…	…	…	…	…	…	…	…	24 921 717	24 761 035
Fournir un leadership et une orientation d'ensemble à la fonction publique afin de soutenir le programme du gouvernement	4 387 746	5 388 570	…	…	…	…	…	…	…	…	4 387 746	5 388 570
Fournir aux commissions d'enquête un soutien financier et administratif	20 365 801	14 681 121	…	…	240 000	364 365	…	…	…	…	20 605 801	15 045 486
Total du ministère—Budgétaire	**161 220 560**	**148 964 504**	**…**	**…**	**240 000**	**364 365**	**…**	**…**	**…**	**…**	**161 460 560**	**149 328 869**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes—Budgétaire	**7 012 543**	**5 412 126**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 012 543**	**5 412 126**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports												
Enquêtes—Transport aérien	17 721 565	17 665 475	…	…	…	…	…	…	…	…	17 721 565	17 665 475
Enquêtes—Transport maritime	7 088 226	6 956 649	…	…	…	…	…	…	…	…	7 088 226	6 956 649
Enquêtes—Transport ferroviaire	6 665 851	6 407 513	…	…	…	…	…	…	…	…	6 665 851	6 407 513
Enquêtes—Transport par pipeline	644 748	574 282	…	…	…	…	…	…	…	…	644 748	574 282
Total de l'organisme—Budgétaire	**32 120 390**	**31 603 919**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**32 120 390**	**31 603 919**
Directeur général des élections												
Élections	271 380 997	268 021 964	…	…	87 142 212	87 142 212	…	…	…	…	358 523 209	355 164 176
Total de l'organisme—Budgétaire	**271 380 997**	**268 021 964**	**…**	**…**	**87 142 212**	**87 142 212**	**…**	**…**	**…**	**…**	**358 523 209**	**355 164 176**
Commissariat aux langues officielles												
Politiques et communications	11 926 928	11 629 458	…	…	…	…	…	…	…	…	11 926 928	11 629 458
Assurance de la conformité	10 112 560	9 537 296	…	…	…	…	…	…	…	…	10 112 560	9 537 296
Total de l'organisme—Budgétaire	**22 039 488**	**21 166 754**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**22 039 488**	**21 166 754**

Secrétariat de la Commission des nominations publiques												
Surveillance des nominations faites par le gouverneur en conseil	1 036 117	346 732	…	…	…	…	…	…	…	…	1 036 117	346 732
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 036 117**	**346 732**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 036 117**	**346 732**
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité												
Études	1 871 885	1 493 538	…	…	…	…	…	…	…	…	1 871 885	1 493 538
Plaintes	1 136 553	905 200	…	…	…	…	…	…	…	…	1 136 553	905 200
Total de l'organisme—Budgétaire	**3 008 438**	**2 398 738**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 008 438**	**2 398 738**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**497 818 533**	**477 914 737**	**…**	**…**	**87 382 212**	**87 506 577**	**…**	**…**	**…**	**…**	**585 200 745**	**565 421 314**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Contributions				
…	…	100 000	…	100 000	Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin : fonds destinés aux parties et aux intervenants	226 767	(126 767)	…	455 192
…	…	45 000	…	45 000	Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India—Fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants	112 995	(67 995)	…	917 508
…	…	95 000	…	95 000	Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney—Fonds destinés aux parties et aux intervenants	24 603	70 397	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	20 815
…	**…**	**240 000**	**…**	**240 000**	**Total du ministère**	**364 365**	**(124 365)**	**…**	**1 393 515**
					Directeur général des élections				
					Autres paiements de transfert				
…	29 768 000	(650 000)	(141 887)	28 976 113	(S) Allocation aux partis politiques enregistrés (disposition de financement politique de la *Loi électorale du Canada*)	28 976 113	…	…	28 015 933
…	…	872 363	…	872 363	(S) Remboursement des dépenses électorales aux candidats admissibles pour les élections partielles de septembre 2008 (4 circonscriptions, remplacé par la 40e élection générale); disposition à l'égard du financement politique de la *Loi électorale du Canada*	872 363	…	…	…
…	…	57 687 959	(340 953)	57 347 006	(S) Remboursement des dépenses électorales des candidats et des partis politiques à la suite de la 40 e élection générale	57 347 006	…	…	…
…	…	…	(53 270)	(53 270)	(S) Remboursement des dépenses d'élections éligibles des autres élections générales et élections partielles aux partis politiques et candidats éligibles	(53 270)	…	…	1 017 859
…	**29 768 000**	**57 910 322**	**(536 110)**	**87 142 212**	**Total—Autres paiements de transfert**	**87 142 212**	**…**	**…**	**29 033 792**
…	**29 768 000**	**57 910 322**	**(536 110)**	**87 142 212**	**Total de l'organisme**	**87 142 212**	**…**	**…**	**29 033 792**
…	**29 768 000**	**58 150 322**	**(536 110)**	**87 382 212**	**Total du portefeuille ministériel**	**87 506 577**	**(124 365)**	**…**	**30 427 307**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Traitements	53 666	27 898
Achat de biens et services	8 262	19 391
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 216 795	1 733 999
	1 278 723	1 781 288
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 053	31 787
Revenus divers—		
Vente de textes réglementaires en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires*	808	1 402
Produits des ventes	2 753	3 638
Revenus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*	3 648	3 089
Gain sur opérations de change	1 516	15 183
Divers	1 501	808
	10 226	24 120
Total du ministère	**1 296 002**	**1 837 195**
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	…	832
Revenus divers—		
Contributions au gouvernement provincial	1 081 900	1 113 900
Divers	113	207
	1 082 013	1 114 107
Total de l'organisme	**1 082 013**	**1 114 939**
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	428	21 371
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 247	16 049
	1 675	37 420
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Programme d'accès à l'information—Frais	687	310
Article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*— Remboursement par des provinces pour diverses enquêtes	…	10 130
	687	10 440
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 996	38 843
Revenus divers	20 000	12
Total de l'organisme	**41 358**	**86 715**
Directeur général des élections		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	(14 037)	(6 457)
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	313	2 023
Revenus divers	4 235	67 808
Total de l'organisme	**(9 489)**	**63 374**
Commissariat aux langues officielles		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 485	75
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 409	3 930
	3 894	4 005
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	120	105
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	211	988
Total de l'organisme	**4 225**	**5 098**
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	175	7 374
Achat de biens et services	207	337
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	5 428	…
	5 810	7 711

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Revenus divers—		
Revenus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*	…	20
Total de l'organisme	**5 810**	**7 731**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 276 065	1 824 799
Ventes de biens et de services	807	10 545
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	26 573	73 641
Revenus divers	1 116 474	1 206 067
Total du portefeuille ministériel	**2 419 919**	**3 115 052**

SECTION 12

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Défense nationale

Ministère

Comité des griefs des Forces canadiennes

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	12.2
Sommaire du portefeuille ministériel	12.4
Activités de programme	12.8
Paiements de transfert	12.10
Détail des montants disponibles pour être dépensés	12.12
Revenus	12.13

Ministère

Résultat stratégique

La confiance des Canadiens dans la capacité pertinente et crédible du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes pour répondre aux engagements en matière de défense et de sécurité.

Description des activités de programme

Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat

Cette activité de programme englobe toutes les activités nécessaires pour concevoir et élaborer une structure des forces, pour créer les éléments de capacité, pour mettre sur pied des forces ainsi que pour soutenir et maintenir ces forces au fil du temps à un niveau de préparation approprié. Cette activité comprend la capacité de mettre sur pied et de maintenir en puissance des forces capables d'intervenir sur mer, sur terre et dans les airs ainsi que des forces opérationnelles nationales, conjointes, unifiées et spéciales. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- maintenir en état les unités opérationnelles;
- maintenir en état des unités de soutien déployables;
- recruter et former le personnel;
- fournir un soutien fixe national comprenant l'infrastructure, l'approvisionnement, un commandement fixe, le développement des forces et les travaux de recherche et développement; et
- acquérir les biens d'investissement.

Résultat stratégique

Assurer le succès des missions à accomplir pour contribuer au maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité aux plans national et international.

Description des activités de programme

Mener des opérations

Cette activité de programme est la principale application des résultats du programme découlant des fonctions de mise sur pied et de maintien en puissance des forces, c'est-à-dire l'utilisation des forces pour la tenue d'opérations, que ce soit sur une base constante, pour des opérations intermittentes ou, au besoin, pour des opérations aux plans national ou international. Ce programme englobe toutes les activités nécessaires pour mener des opérations de connaissance constante de la situation, des opérations nationales et continentales ainsi que des opérations internationales. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- maintenir et mener des opérations de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (RSR);
- maintenir le soutien des opérations de RSR;
- employer les forces en vue de mener des opérations de contingence en réponse à des besoins sur les plans national et continental;
- employer les forces à disponibilité opérationnelle élevée pour mener des opérations en réponse aux besoins sur les plans national et continental;
- fournir des services particuliers continus conformément aux ententes prises par le gouvernement du Canada et les autres ministères et aux demandes des autres ordres de gouvernement;
- employer les forces pour mener des opérations de contingence en réponse aux besoins internationaux; et
- employer les forces à disponibilité opérationnelle élevée en réponse aux besoins internationaux.

Résultat stratégique

Bonne gouvernance, présence et influence canadiennes dans la communauté mondiale.

Description des activités de programme

Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada

Cette activité de programme englobe les conseils donnés par la Défense au gouvernement du Canada, les contributions au gouvernement canadien et les contributions à la communauté internationale, conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada. Cette activité est nécessaire pour les motifs suivants :

- offrir des conseils au gouvernement du Canada sur les politiques en matière de défense et de sécurité;
- offrir des conseils de nature militaire au gouvernement du Canada;
- appuyer les programmes du gouvernement du Canada;
- contribuer à l'économie et à l'innovation au Canada;
- contribuer à l'identité du Canada;
- contribuer à la jeunesse et à l'éducation;
- respecter les engagements envers les organisations internationales et les programmes d'échange; et
- offrir des conseils et le soutien nécessaire pour la formation des autres pays.

Comité des griefs des Forces canadiennes

Résultat stratégique

Les conclusions et recommandations du Comité des griefs des Forces canadiennes sont mises en œuvre et mènent à des conditions de services améliorées pour les membres des Forces canadiennes.

Description des activités de programme

L'examen des griefs des membres des Forces canadiennes

Le Chef d'état-major de la Défense renvoie au Comité des griefs pour que celui-ci formule ses conclusions et ses recommandations tout grief en vertu des Ordonnances et règlements royaux applicables aux Forces canadiennes ainsi que tout grief qui a trait à une de ses décisions ou un de ses actes à l'égard de tel officier ou militaire du rang. Le Comité procède à l'examen objectif et transparent des griefs, en faisant preuve d'impartialité et d'équité à l'endroit de chaque membre des Forces canadiennes, quel que soit son grade ou son poste. Il s'assure que les droits des militaires sont respectés tout au long du processus et que les membres du Comité agissent dans le meilleur intérêt des parties concernées. Les conclusions et les recommandations qu'il formule sont non seulement fondées en droit, mais constituent des précédents qui peuvent contribuer au changement dans les Forces canadiennes. En tant que tribunal administratif chargé d'examiner les griefs, le Comité doit voir à ce que ses recommandations soient conformes à la loi et puissent être mises en oeuvre conformément à ses lois habilitantes, les lois pertinentes en matière de droits de la personne et la Charte canadienne des droits et libertés.

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Résultat stratégique

Les plaintes portant sur la conduite d'un membre de la police militaire et les plaintes pour ingérence contre les membres de la police militaire sont résolues de façon juste et en temps opportun et les recommandations sont mises en application par le ministère de la Défense nationale et/ou les Forces canadiennes.

Description des activités de programme

Règlement des plaintes

L'objectif de ce programme est de régler avec succès les plaintes portant sur la conduite des membres de la police militaire ainsi que les plaintes pour ingérence dans les enquêtes de la police militaire, en surveillant et en révisant toutes les plaintes reçues. Ce programme est essentiel afin d'assurer l'efficacité et le professionnalisme des membres de la police militaire dans l'exercice de leurs fonctions et attributions.

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications

Résultat stratégique

Le centre de la sécurité des télécommunications Canada s'acquitte de son mandat et de ses fonctions conformément aux lois du Canada et avec le souci du respect de la vie privée des canadiens.

Description des activités de programme

Programme d'examen du Centre de la sécurité des télécommunications Canada

L'activité du programme porte sur la tenue d'un examen indépendant de la légalité des activités du Centre de la sécurité des télécommunications. Les principales fonctions du programme consistent à examiner les activités du CSTC pour s'assurer que l'organisme agit en conformité avec les lois du Canada en général et, en particulier, avec la *Charte canadienne des droits et libertés*, la *Loi sur la défense nationale*, le *Code criminel* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Si le commissaire considère qu'une activité entreprise par le CSTC en vertu de son mandat relatif au renseignement étranger ou de son mandat visant la sécurité des technologies de l'information, pourrait contrevenir à la loi, il est tenu d'en aviser le ministre de la Défense nationale ainsi que le procureur général du Canada. L'activité du programme permet aussi au commissaire de faire les enquêtes qu'il estime nécessaires à la suite de plaintes qui lui sont présentées par des citoyens canadiens ou des résidents permanents du Canada. De plus, la *Loi sur la protection de l'information* autorise le commissaire à recevoir des renseignements de personnes astreintes au secret à perpétuité qui veulent se prévaloir de la défense d'intérêt public pour divulguer des renseignements classifiés au sujet du CSTC (désignés dans la loi par le terme « renseignements opérationnels spéciaux »).

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	13 519 620 000	…	…	13 519 620 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	125 453 786	…	125 453 786	1a	Virement de 852 025 $ du crédit 85 (Industrie) et de 358 000 $ du crédit 75 (Industrie)				
…	…	452 399 359	…	452 399 359	1b	Virement de 219 556 $ du crédit 5 (Défense nationale), de 105 683 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 80 000 $ du crédit 75 (Industrie)				
…	…	1	…	1	1c	Virement de 941 000 $ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 680 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 482 000 $ du crédit 1 (Transports) et de 310 000 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	415 683	415 683		Virement du : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	482 000	482 000		crédit 1 (Transports)				
…	…	…	219 556	219 556		crédit 5				
…	…	…	941 000	941 000		crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	680 000	680 000		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	438 000	438 000		crédit 75 (Industrie)				
…	…	…	852 025	852 025		crédit 85 (Industrie)				
…	…	…	3 638 036	3 638 036		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	121 122 299	121 122 299		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	120 882 595	120 882 595		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	38 488 130	38 488 130		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(156 947)	(156 947)		Virement au : crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	…	(671 700)	(671 700)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(82 000)	(82 000)		crédit 5				
…	…	…	(317 000)	(317 000)		crédit 10				
…	…	…	(558 300)	(558 300)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(1 364 519)	(1 364 519)		crédit 23a				
…	…	…	(350 000)	(350 000)		crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	…	(338 159)	(338 159)		crédit 50 (Conseil du Trésor)				
…	13 519 620 000	577 853 146	284 320 699	14 381 793 845		Total—Crédit 1	14 283 787 286	98 006 559	…	12 812 313 625

…	3 356 705 000	…	…	3 356 705 000	5	Dépenses en capital			
…	…	419 037 085	…	419 037 085	5a	Dépenses en capital			
					5c	Virement de 82 000 $ du crédit 1 (Défense nationale), de 865 000 $ du crédit 40 (Santé) et de 66 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	1	…	1		Virement du : crédit 1			
…	…	…	82 000	82 000		crédit 40 (Santé)			
…	…	…	865 000	865 000		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	66 000	66 000		CT, crédit 25 [1]			
…	…	…	77 996 495	77 996 495		Virement au : crédit 1			
…	…	…	(219 556)	(219 556)		crédit 1 (Environnement)			
…	…	…	(506 761)	(506 761)		crédit 1 (Pêches et Océans)			
…	…	…	(190 695)	(190 695)		crédit 1 (Ressources naturelles)			
…	…	…	(195 500)	(195 500)		crédit 5 (Environnement)			
…	…	…	(495 000)	(495 000)		crédit 5 (Santé)			
…	…	…	(1 008 000)	(1 008 000)		crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	(231 000)	(231 000)		crédit 40 (Santé)			
…	…	…	(2 125 000)	(2 125 000)		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	(88 481)	(88 481)		crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile)			
…	…	…	(1 641 000)	(1 641 000)		crédit 60 (Industrie)			
…	…	…	(6 906 988)	(6 906 988)					
…	3 356 705 000	419 037 086	65 401 514	3 841 143 600		Total—Crédit 5	3 270 902 558	570 241 042	…	3 199 759 553
…	192 395 560	…	…	192 395 560	10	Subventions et contributions			
…	…	1	…	1	10c	Virement de 317 000 $ du crédit 1 (Défense nationale)			
…	…	…	317 000	317 000		Virement du : crédit 1			
…	…	…	1 120 910	1 120 910		CT, crédit 25 [1]			
…	192 395 560	1	1 437 910	193 833 471		Total—Crédit 10	191 834 098	1 999 373	…	168 792 807
…	278 456 084	…	14 400 921	292 857 005	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	292 857 005	…	…	269 730 441
…	938 131 916	…	168 523 565	1 106 655 481	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés—Membres militaires	1 106 655 481	…	…	1 056 613 964
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre de la Défense nationale—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	6 796 400	…	(1 336 948)	5 459 452	(S)	Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	5 459 452	…	…	6 078 991
…	1 492 700	…	(333 285)	1 159 415	(S)	Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*	1 159 415	…	…	1 318 864
…	82 340	…	(272)	82 068	(S)	Versements aux ayants droits de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (*Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits*)	82 068	…	…	80 359

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	40 242	40 242	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	40 242	…	…	44 158
17 400 668	…	…	14 928 230	32 328 898	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	31 998 306	…	330 592	9 242 101
17 400 668	18 293 756 422	996 890 233	547 382 676	19 855 429 999		Total budgétaire	19 184 852 433	670 246 974	330 592	17 524 049 185
79 612 036	…	…	…	79 612 036	L11c	Autorisation d'un compte d'avance du fonds de roulement prescrite par le crédit L20b, *Loi n° 1 de 1976 portant affectation de crédits*. Limite 120 000 000 $ (Net)	6 614 261	…	72 997 775	9 729 164
17 400 668	**18 293 756 422**	**996 890 233**	**547 382 676**	**19 855 429 999**		**Total du ministère—Budgétaire**	**19 184 852 433**	**670 246 974**	**330 592**	**17 524 049 185**
79 612 036	**…**	**…**	**…**	**79 612 036**		**Non budgétaire**	**6 614 261**	**…**	**72 997 775**	**9 729 164**
						Comité des griefs des Forces canadiennes				
…	5 864 000	…	…	5 864 000	15	Dépenses du programme				
…	…	…	234 955	234 955		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	291 500	291 500		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	42 868	42 868		CT, crédit 30 (1)				
…	5 864 000	…	569 323	6 433 323		Total—Crédit 15	5 489 614	943 709	…	5 604 889
…	572 000	…	(26 892)	545 108	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	545 108	…	…	617 129
…	…	…	214	214	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	214	…
…	**6 436 000**	**…**	**542 645**	**6 978 645**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**6 034 722**	**943 709**	**214**	**6 222 018**
						Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
…	3 150 000	…	…	3 150 000	20	Dépenses du programme				
…	…	1 203 831	…	1 203 831	20b	Dépenses du programme				
…	…	…	59 609	59 609		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	156 950	156 950		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	71 457	71 457		CT, crédit 30 (1)				
…	3 150 000	1 203 831	288 016	4 641 847		Total—Crédit 20	3 627 576	1 014 271	…	2 725 450
…	281 000	…	(41 258)	239 742	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	239 742	…	…	183 327
…	**3 431 000**	**1 203 831**	**246 758**	**4 881 589**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**3 867 318**	**1 014 271**	**…**	**2 908 777**

						Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications [2]				
					23a	Dépenses du programme—Virement de 1 364 519 $ du crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	1 364 519	1 364 519		Virement du crédit 1				
…	…	1	1 364 519	1 364 520		Total—Crédit 23a	1 291 322	73 198	…	…
…	…	…	120 592	120 592	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 592	…	…	…
…	**…**	**1**	**1 485 111**	**1 485 112**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 411 914**	**73 198**	**…**	**…**
17 400 668	**18 303 623 422**	**998 094 065**	**549 657 190**	**19 868 775 345**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**19 196 166 387**	**672 278 152**	**330 806**	**17 533 179 980**
79 612 036	**…**	**…**	**…**	**79 612 036**		**Non budgétaire**	**6 614 261**	**…**	**72 997 775**	**9 729 164**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications a été créé.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat—												
Budgétaire	12 291 839 394	12 100 975 556	3 461 791 938	2 823 823 684	11 235 495	11 221 256	209 159 458	209 159 458	…	…	15 555 707 369	14 726 861 038
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	63 450 793	5 271 566	63 450 793	5 271 566
Mener des opérations—												
Budgétaire	2 727 623 019	2 951 182 338	323 829 170	429 717 992	…	…	33 058 858	33 058 858	…	…	3 018 393 331	3 347 841 472
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	11 384 517	945 839	11 384 517	945 839
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada—												
Budgétaire	1 295 778 300	1 164 745 668	55 522 492	17 360 882	189 298 911	187 313 777	259 270 404	259 270 404	…	…	1 281 329 299	1 110 149 923
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	4 776 726	396 856	4 776 726	396 856
Sous-total—												
Budgétaire	16 315 240 713	16 216 903 562	3 841 143 600	3 270 902 558	200 534 406	198 535 033	501 488 720	501 488 720	…	…	19 855 429 999	19 184 852 433
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	79 612 036	6 614 261	79 612 036	6 614 261
Revenus affectés aux dépenses	(501 488 720)	(501 488 720)	…	…	…	…	(501 488 720)	(501 488 720)	…	…	…	…
Total du ministère—												
Budgétaire	**15 813 751 993**	**15 715 414 842**	**3 841 143 600**	**3 270 902 558**	**200 534 406**	**198 535 033**	**…**	**…**	**…**	**…**	**19 855 429 999**	**19 184 852 433**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**79 612 036**	**6 614 261**	**79 612 036**	**6 614 261**
Comité des griefs des Forces canadiennes												
L'examen des griefs des membres des Forces canadiennes	6 978 645	6 034 722	…	…	…	…	…	…	…	…	6 978 645	6 034 722
Total de l'organisme—Budgétaire	**6 978 645**	**6 034 722**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 978 645**	**6 034 722**
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire												
Règlement des plaintes	4 881 589	3 867 318	…	…	…	…	…	…	…	…	4 881 589	3 867 318
Total de l'organisme—Budgétaire	**4 881 589**	**3 867 318**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 881 589**	**3 867 318**

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications—[1]												
Budgétaire	**1 485 112**	**1 411 914**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 485 112**	**1 411 914**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**15 827 097 339**	**15 726 728 796**	**3 841 143 600**	**3 270 902 558**	**200 534 406**	**198 535 033**	**…**	**…**	**…**	**…**	**19 868 775 345**	**19 196 166 387**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**79 612 036**	**6 614 261**	**79 612 036**	**6 614 261**

(1) Au cours de l'exercice, le Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications a été créé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	2 500 000	…	…	2 500 000	Programme de subventions globales du Forum sur la sécurité et la défense	2 427 886	72 114	…	2 433 207
…	1 500 000	…	…	1 500 000	Subvention désignée à l'Institut pour la surveillance et la recherche environnementales	1 500 000	…	…	1 500 000
					Programme de subventions accordées aux bureaux nationaux des ligues de cadets du Canada :				
…	380 000	…	…	380 000	Ligue navale du Canada	380 000	…	…	380 000
…	380 000	…	…	380 000	Ligue des cadets de l'armée du Canada	380 000	…	…	380 000
…	380 000	…	…	380 000	Ligue des cadets de l'air du Canada	380 000	…	…	380 000
…	100 000	…	…	100 000	Programme de subvention désignée de la Conférence des associations de la Défense	100 000	…	…	100 000
…	82 340	…	(272)	82 068	(S) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique	82 068	…	…	80 359
					Programme de subventions non universitaires :				
…	80 000	…	…	80 000	Institut canadien des études stratégiques	…	80 000	…	…
…	40 000	…	…	40 000	Conseil international du Canada	40 000	…	…	40 000
					Pensions et rentes versées à des civils :				
…	25 000	…	…	25 000	M R P Thompson	16 142	8 858	…	16 741
					Programme de subventions globales pour Caisses de bienfaisance :				
…	24 660	…	…	24 660	Caisse de bienfaisance de la Marine royale canadienne	24 660	…	…	24 660
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	2 247
…	**5 492 000**	**…**	**(272)**	**5 491 728**	**Total—Subventions**	**5 330 756**	**160 972**	**…**	**5 337 214**
					Contributions				
					Programmes de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :				
…	53 890 000	…	20 759 447	74 649 447	Budget militaire	74 649 447	…	…	59 888 995
…	40 443 000	…	8 505 031	48 948 031	Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité	48 948 031	…	…	38 920 126
					Principales activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord :				
…	49 661 000	…	(8 852 441)	40 808 559	Programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN	40 797 695	10 864	…	42 903 109
…	20 815 000	…	(19 015 000)	1 800 000	Contributions au Programme d'aide aux immobilisations	1 800 000	…	…	450 000
…	10 000 000	…	…	10 000 000	Programme de contributions visant à promouvoir les objectifs en matière de diplomatie de la défense mis en œuvre par le Programme d'aide à l'instruction militaire	9 223 744	776 256	…	8 922 520

…	6 796 400	…	(1 336 948)	5 459 452	(S) Versements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*	5 459 452	…	…	6 078 991
…	4 000 000	…	(276 127)	3 723 873	Programme de contributions à l'appui du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage	3 723 873	…	…	3 288 701
…	2 684 900	…	…	2 684 900	Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	2 679 519	5 381	…	2 600 895
…	2 600 000	…	…	2 600 000	Programme de contribution pour le Centre Pearson pour le maintien de la paix	2 383 840	216 160	…	2 239 464
…	2 517 000	…	…	2 517 000	Autres activités de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord	2 077 318	439 682	…	3 962 787
…	1 492 700	…	(333 285)	1 159 415	(S) Versements en vertu des parties I à IV de la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*	1 159 415	…	…	1 318 864
…	190 000	…	…	190 000	Programme de contributions au Secrétariat de COSPAS-SARSAT	190 000	…	…	190 000
…	100 000	…	…	100 000	Comité d'examen du Programme de défense biologique et chimique	99 177	823	…	99 684
…	85 000	…	…	85 000	Programme de contribution à l'Élément de planification de la Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations Unies	12 766	72 234	…	69 671
…	…	1	317 000	317 001	Programme de contributions à l'appui de la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario	…	317 001	…	…
…	**195 275 000**	**1**	**(232 323)**	**195 042 678**	**Total—Contributions**	**193 204 277**	**1 838 401**	**…**	**170 933 807**
…	**200 767 000**	**1**	**(232 595)**	**200 534 406**	**Total du portefeuille ministériel**	**198 535 033**	**1 999 373**	**…**	**176 271 021**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat			
Recouvrements des membres	139 197 972	139 197 972	132 344 761
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	6 093 020	6 093 020	5 707 980
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	644 934	644 934	889 263
Autres recouvrements	63 223 532	63 223 532	41 076 908
	209 159 458	209 159 458	180 018 912
Mener des opérations			
Recouvrements des membres	2 583 671	2 583 671	2 362 345
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	553 656	553 656	522 058
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	23 640 290	23 640 290	18 617 489
Autres recouvrements	6 281 241	6 281 241	1 673 446
	33 058 858	33 058 858	23 175 338
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada			
Recouvrements des membres	559 500	559 500	616 365
Recouvrements des autres ministères du gouvernement (AMG)	10 704 701	10 704 701	7 330 425
Recouvrements d'autres gouvernements/ ONU/OTAN	242 217 721	242 217 721	211 516 812
Autres recouvrements	5 788 482	5 788 482	21 583 758
	259 270 404	259 270 404	241 047 360
Total budgétaire	501 488 720	501 488 720	444 241 610

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat			
Avance de fonds de roulement	186 028 905	186 028 905	201 287 930
Mener des opérations			
Avance de fonds de roulement	33 377 834	33 377 834	20 572 982
Contribuer au gouvernement, à la société canadienne et à la communauté internationale conformément aux intérêts et aux valeurs du Canada			
Avance de fonds de roulement	14 004 686	14 004 686	11 922 979
Total non budgétaire	233 411 425	233 411 425	233 783 891
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**501 488 720**	**501 488 720**	**444 241 610**
Non budgétaire	**233 411 425**	**233 411 425**	**233 783 891**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts aux employés affectés à l'étranger	582 464	579 252
Intérêt gagné sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/ banques	1 982 094	4 198 977
Dépôt de garantie (affectation à l'extérieur du Canada)	9 469	7 920
	2 574 027	4 786 149
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 991 645	63 965 163
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	*113 616 402*	*109 634 832*
Services de nature réglementaire	*14 091*	*11 884*
Services de nature non réglementaire	*213 983 644*	*220 491 340*
Ventes de biens et de produits d'information	*123 789 935*	*91 408 950*
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	14 041 599	4 521 352
Revenus provenant d'amendes	721 044	690 914
Divers	33 643 354	23 978 156
	48 405 997	*29 190 422*
	499 810 069	450 737 428
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 928 230	17 400 668
Revenus divers—		
Comprend les paiements reçus des Nations Unies en ce qui concerne le maintien de la paix et des administrations provinciales pour l'aide humanitaire fournie	15 313 339	37 736 480
Total du ministère	**598 617 310**	**574 625 888**
Comité des griefs des Forces canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 487	24 300
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	214	…
Revenus divers	35	5
Total de l'organisme	**1 736**	**24 305**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	2 574 027	4 786 149
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 993 132	63 989 463
Ventes de biens et de services	499 810 069	450 737 428
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 928 444	17 400 668
Revenus divers	15 313 374	37 736 485
Total du portefeuille ministériel	**598 619 046**	**574 650 193**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 13

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 13.2
Sommaire du portefeuille ministériel 13.4
Activités de programme. 13.5
Paiements de transfert 13.6
Revenus 13.7

Résultat stratégique

Politiques, défense des intérêts et coordination – Des politiques et des programmes qui favorisent le développement de l'Ouest canadien.

Description des activités de programme

Collaboration et coordination

Organisation et coordination de réunions, de conférences ou d'autres activités avec d'autres ordres de gouvernement ou d'autres ministères fédéraux, avec l'industrie, les milieux universitaires ou le secteur des entreprises sans but lucratif afin de mieux planifier ou accélérer les mesures qui engendreront un degré accru de développement ou de diversification de l'économie de l'Ouest. Cela entraîne la nécessité d'élaborer des politiques et des programmes en collaboration avec d'autres ordres de gouvernement ou des partenaires, un processus qui est toutefois distinct des activités de défense (ci-dessous) lesquelles sont plus vastes et moins axées sur les enjeux spécifiques et les résultats à court terme. Le bureau de la sous-ministre adjointe d'Ottawa et le directeur des Politiques jouent un rôle crucial dans la représentation du Ministère à Ottawa ainsi que dans la coordination des activités qui seront menées à l'échelle de l'Ouest.

Recherche et analyse

Préparer et diffuser l'information en vue d'accroître la compréhension des défis, des débouchés et des priorités des Canadiens de l'Ouest et de fournir les renseignements factuels nécessaires pour procéder à l'élaboration de politiques internes et externes ainsi qu'à la conception du programme. Ce processus peut inclure des recherches produites à l'extérieur mais commanditées par Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (DEO) auprès d'organisations comme la Canada West Foundation et le Conference Board du Canada; ou encore des recherches et des analyses internes composées de survols économiques, d'études environnementales, d'analyses des documents fédéraux ou d'autres ordres de gouvernement (comme les budgets et les discours du trône) ainsi que d'analyses sur les secteurs ou les enjeux à l'appui des politiques, de la planification ou de l'élaboration des programmes du Ministère.

Défense des intérêts

Organiser des réunions et y participer (y compris les réunions liées aux présentations au Conseil du Trésor et au Cabinet), rédiger des lettres ou d'autres formes de communication, mener des activités d'engagement en faveur des intérêts de l'Ouest canadien et des Canadiens de l'Ouest. Cette activité devrait engendrer une meilleure compréhension et une sensibilisation accrue aux enjeux et aux débouchés régionaux susceptibles de donner lieu à des mesures de l'administration fédérale, de ses partenaires ou des intervenants en vue d'instaurer une approche plus équilibrée et adaptée aux besoins régionaux en regard des priorités de l'Ouest canadien ou susceptibles de rehausser la part de l'Ouest canadien dans les activités de programme ou d'approvisionnement du fédéral. Cette activité peut également nécessiter de faire valoir les priorités de l'administration fédérale dans l'Ouest canadien.

Résultat stratégique

Développement économique des collectivités – Des collectivités économiquement viables dans l'Ouest canadien qui offrent une excellente qualité de vie.

Description des activités de programme

Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités

Projets qui aident les collectivités à évaluer leurs forces et leurs faiblesses, les débouchés et le potentiel de nouvelles activités économiques ainsi que leur capacité de mettre en œuvre les plans communautaires. Cette activité n'est pas principalement axée sur l'innovation. Le processus entraîne un exercice de consultation et de facilitation auprès de la collectivité. Il inclut également : des projets visant à intégrer les programmes et les services fédéraux ainsi que les initiatives horizontales qui ciblent les collectivités de l'Ouest canadien, comme des projets et processus de développement économique communautaire et l'Entente de développement du Nord de la Saskatchewan; des projets qui soutiennent la viabilité de l'économie locale, rehaussent la disponibilité des installations ou augmentent la participation des membres de la communauté; et des projets qui aident les collectivités à survivre à des mesures d'adaptation draconiennes rendues nécessaires par des changements de circonstances économiques afin de cerner des options et des réactions susceptibles d'engendrer de nouveaux débouchés économiques et d'aider les collectivités à mettre leurs plans à exécution.

Infrastructures

DEO est responsable de la mise en œuvre du Programme Infrastructures Canada (PIC) dans l'Ouest canadien. Le programme a été mis sur pied pour permettre à l'administration fédérale de respecter ses engagements à l'égard de la croissance du Canada et de la qualité de vie de l'ensemble des Canadiens. Le programme, qui fournit des fonds pour l'amélioration des structures physiques, a été créé en 2000 et prendra fin en mars 2009. En partenariat avec les administrations provinciales, territoriales et locales, les Premières nations ainsi que le secteur privé, le PIC aide à renouveler et à construire des infrastructures dans les municipalités urbaines et rurales partout au Canada. Il constitue une initiative nationale visant à compléter et à rehausser la capacité existante des administrations provinciales, territoriales et municipales d'investir dans les infrastructures physiques. DEO prévoit poursuivre sa contribution au renouvellement des infrastructures canadiennes en assurant la mise en œuvre du nouveau Fonds sur l'infrastructure municipale

rurale et des projets clés du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique au nom d'Infrastructures Canada.

Résultat stratégique

Entrepreneuriat et innovation – Un secteur des affaires élargi et concurrentiel, ainsi qu'un réseau de l'innovation renforcé dans l'Ouest canadien.

Description des activités de programme

Développement des entreprises et entrepreneuriat

DEO aborde les besoins des petites et moyennes entreprises et des entrepreneurs en mettant en œuvre toute une gamme de mécanismes et de partenariats pour la prestation des services. Parmi ceux-ci, mentionnons plus de 100 points de services du Réseau de services aux entreprises de l'Ouest canadien, notamment les Sociétés d'aide au développement des collectivités, les organisations d'aide aux femmes entrepreneurs, les Organisations francophones à vocation économique et les Centres de services aux entreprises du Canada. Pour permettre aux petites et moyennes entreprises d'accéder à de nouvelles sources de capital, DEO a travaillé en étroite collaboration avec des institutions financières afin de créer un programme de prêts spécialisés connu sous le nom de Programme de prêts et d'investissement. Ces programmes de prêts visent les secteurs de l'industrie particulièrement importants dans l'Ouest canadien, les micro-prêts et les groupes cibles et donnent accès à des prêts souples et patients assortis de modalités parfaitement adaptées aux besoins et aux impératifs uniques sur le plan de l'encaisse de ces petites entreprises. Les programmes sont offerts à des conditions commerciales par des institutions financières comme les banques à charte, les caisses de crédit, les sociétés de fiducie, les sociétés de crédit agricole et la Banque de développement du Canada. Chaque institution financière finance ses propres programmes et prend toutes les décisions quant à l'approbation des prêts. Afin de stimuler le commerce et l'investissement, DEO s'est doté d'une stratégie qui touche à quatre secteurs clés : la recherche, les politiques commerciales, la promotion des échanges commerciaux et l'attraction des investissements. Les activités vont de la participation stratégique aux missions d'Équipe Canada à la mise en place de mesures pour aider les entreprises de l'Ouest qui sont touchées par des mesures commerciales comme le différend sur le bois d'œuvre. DEO a travaillé avec d'autres partenaires fédéraux, les provinces et des organisations locales pour rehausser l'ensemble des mesures de soutien au commerce et à l'investissement dans des organisations comme Équipe Commerce Canada Inc., les Réseaux de commerce régionaux, les équipes de commerce provinciales et les Western Trade Officials. Les fonds de DEO soutiennent des projets qui donnent lieu à une collaboration de l'industrie, à des entreprises en participation et à des alliances stratégiques qui favorisent le développement de l'entrepreneuriat.

Innovation

DEO concentre son énergie novatrice sur le développement économique et une diversification susceptibles d'engendrer la richesse. L'innovation est le processus qui transforme le savoir en nouveaux avantages sociaux et économiques. L'innovation consiste à appliquer le savoir à la mise au point de nouveaux produits et services ou à de nouvelles façons de concevoir, de produire ou de commercialiser un produit ou un service existant sur les marchés publics et privés. L'approche de DEO en matière d'innovation tient compte du fait que l'innovation se produit surtout au niveau de l'entreprise, dans le contexte d'un système très complexe et interdépendant composé d'éléments comme l'infra-structure du savoir, la recherche de base et appliquée ainsi que le développement, du personnel hautement qualifié, l'accès au financement patient nécessaire, des équipements d'exploitation commerciale des technologies et des systèmes de soutien et des mécanismes pour relier tous ces éléments entre eux. Le processus d'innovation n'est pas linéaire ou isolé, car il se produit dans le contexte plus vaste d'un système d'innovation. Le but de DEO est de renforcer le système d'innovation de l'Ouest en vue de faciliter le développement de grappes et de rehausser le potentiel d'innovation de manière à engendrer valeur et richesse.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	48 753 000	…	…	48 753 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	132 694	…	132 694	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	26 751	…	26 751	1c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	1 391 786	1 391 786		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	2 126 350	2 126 350		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	946 122	946 122		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(275 000)	(275 000)		Virement au crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	48 753 000	159 445	4 189 258	53 101 703		Total—Crédit 1	49 645 292	3 456 411	…	45 017 696
…	215 271 000	…	…	215 271 000	5	Subventions et contributions				
…	…	18 162 587	…	18 162 587	5b	Subventions et contributions				
…	…	160 000	…	160 000	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	(750 000)	(750 000)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(250 000)	(250 000)		crédit 50 (Patrimoine canadien)				
…	215 271 000	18 322 587	(1 000 000)	232 593 587		Total—Crédit 5	187 008 423	45 585 164	…	197 120 459
…	5 322 000	…	159 293	5 481 293	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 481 293	…	…	5 016 787
…	…	…	24 445	24 445	(S)	Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	24 445	…	…	…
11 281	…	…	1 967	13 248	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 248	…	…	1 697
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	3 571
11 281	**269 346 000**	**18 482 032**	**3 374 963**	**291 214 276**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**242 172 701**	**49 041 575**	**…**	**247 160 210**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités	15 179 343	10 952 286	…	…	97 645 659	60 281 897	…	…	…	…	112 825 002	71 234 183
Innovation	9 923 560	7 315 000	…	…	78 800 577	70 151 336	…	…	…	…	88 724 137	77 466 336
Développement des entreprises et entrepreneuriat	17 991 748	19 572 239	…	…	41 699 577	42 702 370	…	…	…	…	59 691 325	62 274 609
Collaboration et coordination	6 196 243	4 945 270	…	…	115 000	…	…	…	…	…	6 311 243	4 945 270
Recherche et analyse	3 809 793	2 473 649	…	…	586 000	923 117	…	…	…	…	4 395 793	3 396 766
Défense des intérêts	2 883 459	3 601 809	…	…	115 000	…	…	…	…	…	2 998 459	3 601 809
Infrastructures	2 636 543	6 304 025	…	…	13 631 774	12 949 703	…	…	…	…	16 268 317	19 253 728
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**58 620 689**	**55 164 278**	**…**	**…**	**232 593 587**	**187 008 423**	**…**	**…**	**…**	**…**	**291 214 276**	**242 172 701**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	5 000 000	…	…	5 000 000	Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	…	5 000 000	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	18 500 000
…	**5 000 000**	**…**	**…**	**5 000 000**	**Total—Subventions**	**…**	**5 000 000**	**…**	**18 500 000**
					Contributions				
…	206 771 000	4 690 813	(1 000 000)	210 461 813	Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	172 012 970	38 448 843	…	146 229 728
…	3 500 000	…	…	3 500 000	Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital de risque des secteurs privé et public	2 045 750	1 454 250	…	1 731 305
…	…	13 631 774	…	13 631 774	Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	12 949 703	682 071	…	30 659 426
…	**210 271 000**	**18 322 587**	**(1 000 000)**	**227 593 587**	**Total—Contributions**	**187 008 423**	**40 585 164**	**…**	**178 620 459**
…	**215 271 000**	**18 322 587**	**(1 000 000)**	**232 593 587**	**Total du portefeuille ministériel**	**187 008 423**	**45 585 164**	**…**	**197 120 459**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements—Fonctionnement	1 208 073	385 022
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 305 285	3 826 451
	4 513 358	4 211 473
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 967	12 978
Revenus divers—		
Intérêt sur contributions remboursables	821 097	1 310 829
Rééchelonnement—Paiements compensatoires des contributions remboursables	6	87 378
Contributions remboursables	2 525 725	10 980 850
Recouvrement de contributions	…	4 431
Divers	48 647	2 406
	3 395 475	12 385 894
Total du portefeuille ministériel	**7 910 800**	**16 610 345**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 14

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Environnement

Ministère

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Agence Parcs Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	14.2
Sommaire du portefeuille ministériel	14.6
Activités de programme	14.9
Paiements de transfert	14.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés	14.13
Revenus	14.14

Ministère

Résultat stratégique

Le capital naturel du Canada est restauré, conservé et amélioré.

Description des activités de programme

La biodiversité est conservée et protégée

Cette activité de programme prévoit la protection et le rétablissement des espèces en péril; la conservation, la restauration et la réhabilitation d'habitats importants; ainsi que la conservation des oiseaux migrateurs. La formation de partenariats stratégiques pour la gestion intégrée du capital naturel du Canada, notamment la gestion durable des paysages, constitue un véhicule primordial pour l'atteinte de résultats dans ce programme. L'utilisation des meilleurs éléments scientifiques disponibles et l'apport d'une certitude réglementaire pour les intervenants sont les principes clés appuyant l'atteinte de résultats dans ce programme.

Une eau salubre, propre et sécuritaire

Cette activité de programme assure un leadership scientifique et stratégique dans le domaine de l'eau (qualité, quantité et utilisation). La science à l'appui de ce programme mettra l'accent sur la surveillance et la recherche afin de comprendre ce qui change dans les écosystèmes aquatiques et les raisons de ces changements, et sur la prestation d'outils scientifiques afin d'habiliter les Canadiens à agir. Le leadership stratégique inclura l'élaboration d'un programme national de l'eau en partenariat avec d'autres ministères, précisant les avantages et les incitatifs de l'utilisation durable de l'eau et faisant en sorte que les intérêts canadiens liés à l'eau soient protégés à l'échelle mondiale. La participation aux accords transfrontaliers veillera surtout à ce que les parties aux ententes de partage des eaux tirent profit des conseils techniques et de l'information de surveillance provenant du Canada afin d'entreprendre des mesures assurant la conformité et de faire face à leurs engagements.

Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités

Cette activité de programme vise à intégrer les mesures ministérielles dans le domaine des écosystèmes en harmonisant la science, les politiques et l'évaluation environnementale dans l'application d'une approche interadministrative, uniforme à l'échelle nationale, de la gestion des écosystèmes. Cette activité de programme inclura également des études multidisciplinaires pour évaluer l'état des écosystèmes prioritaires et déterminer les actions requises pour la restauration et la conservation.

Résultat stratégique

Les prévisions météorologiques et les services environnementaux réduisent les risques et contribuent au mieux-être des Canadiens.

Description des activités de programme

Meilleurs connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions

Cette activité de programme met l'accent sur la science environnementale et les activités de surveillance visant à déceler les conditions dangereuses et à comprendre les changements affectant l'atmosphère (temps, climat, qualité de l'air et rayonnements ultraviolets), l'hydrosphère (eau) et la cryosphère (glace et neige), ainsi que les raisons de ces changements. Les résultats dans le cadre de ce programme auront pour avantage clé de fournir un savoir et de l'information améliorés sur les conditions météorologiques et environnementales (p. ex. une meilleure compréhension des causes des phénomènes météorologiques violents, des mécanismes de transport des produits chimiques dans l'atmosphère, des impacts de l'activité humaine sur l'atmosphère et des modèles scientifiques atmosphériques). Ces avantages appuieront l'élaboration de politiques ainsi que la prestation de services environnementaux.

Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien

Cette activité de programme met l'accent sur la diffusion d'information et de connaissances pertinentes sur les conditions passées, présentes et futures, de l'atmosphère, de l'hydrosphère, et de la cryosphère, répondant ainsi aux besoins des Canadiens, qu'ils soient stratèges, décideurs, gens d'affaires, particuliers, ou autres, qui ont besoin de cette information pour s'acquitter de responsabilités et d'obligations ministérielles ou fédérales (p. ex. NAV Canada). Cette activité de programme inclura la diffusion d'information sur les états de l'environnement au moyen de divers services, produits et outils permettant aux Canadiens d'être mieux en mesure de se protéger et de protéger leur propriété contre les dangers environnementaux et de prendre des décisions socioéconomiques et environnementales mieux informées. En outre, l'information et la diffusion environnementales habiliteront les Canadiens à prendre des mesures appropriées pour protéger leur environnement. Les partenariats, à l'échelle nationale et internationale, sont cruciaux pour assurer le succès de ces entreprises.

Résultat stratégique

Les Canadiens et leur environnement sont protégés contre les effets de la pollution et des déchets.

Description des activités de programme

Réduction des risques posés par les substances toxiques et les autres substances nocives pour les Canadiens, leur santé et leur environnement

Cette activité de programme vise à réduire les risques que font courir à l'environnement et à la santé humaine les rejets de polluants liés aux activités humaines. Dans le cadre de cette activité de programme, les menaces que posent les substances toxiques et d'autres substances préoccupantes pour l'environnement et la santé humaine sont comprises selon les termes de leur devenir et des effets qu'ils entraînent; la prévention, la réduction, l'élimination, ou d'autres mesures de gestion sont élaborées au besoin. Ces substances peuvent exercer un effet toxique direct sur les animaux, les plantes ou les humains ou peuvent, selon le volume, la nature et les modalités du rejet, poser un risque à plus long terme pour l'environnement et à la santé humaine.

Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables

Cette activité de programme donne un point de mire aux efforts à long terme déployés par le Ministère pour s'attaquer aux coûts élevés des modes de consommation non durables et pour orienter l'industrie vers des formes de production plus durables. La plupart des activités seront organisées autour d'approches fondées sur le secteur afin de permettre une prise de décision conjointe et éclairée quant aux objectifs environnementaux. La création d'un régime de protection de l'environnement clair et prévisible, qui encourage et permet la production et la consommation durables, sera sous-jacente à cette activité.

Réduction des risques liés aux polluants et aux émissions de gaz à effet de serre pour les Canadiens, leur santé et l'environnement

Cette activité de programme est cruciale pour protéger la santé des Canadiens contre les effets nocifs des polluants et protéger l'environnement contre les effets des émissions de gaz à effet de serre. Cela se réalisera grâce à une approche intégrée par secteurs visant à réguler la pollution de l'air et contrôler les émissions de gaz à effet de serre; à renforcer la coopération internationale (en particulier avec les États-Unis); et à promouvoir des approches basées sur la science en vue de l'élaboration de nouveaux standards et règlements. Environnement Canada fera preuve de leadership en appliquant une approche élargie fédérale-provinciale-territoriale qui permettra d'atteindre les objectifs nationaux en vue de protéger la santé des Canadiens et l'environnement.

Résultat stratégique

Développement urbain durable et renouvellement de l'infrastructure du secteur riverain de Toronto.

Description des activités de programme

Revitalisation du secteur riverain de Toronto

Gestion et coordination du programme fédéral de contribution à l'infrastructure urbaine, aux parcs, aux espaces récréatifs et aux espaces verts en vue du renouvellement et de la revitalisation du secteur riverain de Toronto.

La société Harbourfront Corporation

Dans le cadre du programme de financement du Harbourfront Centre (HC), des fonds sont allouées au HC pour défrayer ses coûts de fonctionnement afin de renforcer sa capacité d'obtenir des fonds des autres ordres de gouvernement et poursuivre ses autres stratégies productrices de revenus. Cela permettra au HC de fournir au grand public un accès continu aux programmes et aux activités de nature culturelle, récréative et éducative. Ce programme de financement du HC aura comme ultime résultat de contribuer au développement économique, social et culturel du secteur riverain de Toronto.

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Résultat stratégique

La prise en compte de considérations environnementales dans les décisions du gouvernement fédéral à l'égard des politiques, des plans, des programmes et des projets.

Description des activités de programme

Programme d'élaboration de l'évaluation environnementale

Ce programme vise à élaborer et à maintenir un processus fédéral d'évaluation environnementale efficace, efficient et intégré, en tenant compte des liens avec d'autres processus de prise de décision en matière d'évaluation environnementale, de consultation et de réglementation au Canada, ainsi que du contexte transfrontalier de l'évaluation environnementale. Un solide processus d'évaluation environnmentale est essentiel afin d'atteindre ce résultat stratégique. S'assurer que les considérations environnementales sont intégrées dans le processus décisionnel du gouvernement fédéral, par l'entremise de pratiques efficaces en matière d'évaluation environnementale, constitue un appui à la qualité de vie des Canadiens, à la durabilité de l'environnement et à la compétitivité de l'économie.

Programme de soutien à l'évaluation environnementale

Le Programme de soutien à l'évaluation environnementale comprend le Programme de participation du public, la Convention de la Baie James et du Nord québécois, le Programme de formation et d'orientation et le Programme de gestion de l'évaluation environnementale, soit différents moyens par lesquels les Canadiens, le secteur de l'industrie, les intervenants et les parties intéressées interagissent et s'acquittent de leurs différentes exigences en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. Ceci inclus la participation du public, la diffusion de l'information, l'orientation et la tenue de dossiers. Le but est d'assurer la mise en oeuvre d'un processus d'évaluation environnementale rigoureux et transparent, et ce, en conformité avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Résultat stratégique

Les conseils sur les questions de développement durable touchant l'environnement et l'économie influencent l'élaboration des politiques fédérales et les décisions dans d'autres sercteurs clés.

Description des activités de programme

Programme consultatif sur les enjeux environnementaux et économiques

La sensibilisation et la compréhension des Canadiens et de leurs gouvernements au sujet des défis à relever en matière de développement durable et la promotion de solutions viables à cet égard sont essentielles à l'avenir du Canada tant au plan de l'environnement que de l'économie. Par l'entremise de ce programme, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) vise à exercer une influence sur l'élaboration des politiques et le processus décisionnel portant sur des enjeux particuliers en matière de développement durable, notamment au plan de l'environnement et de l'économie. À cette fin, la TRNEE réalise des projets de recherche, analyse les enjeux, et fournit des renseignements et des conseils au sujet d'enjeux particuliers en matière de développement durable. L'organisme diffuse ses constats et ses recommandations par divers modes de communication, notamment par l'entremise des relations avec les médias, en présentant des séances d'information et d'autres événements ciblés à l'intention des divers intervenants, par la diffusion de ses publications et en affichant ses activités sur son site Web; le tout afin d'exercer une influence sur l'élaboration des politiques et le processus décisionnel tant au sein du gouvernement fédéral que d'autres secteurs clés, notamment auprès des autres ordres de gouvernement, de l'industrie et des organisations non gouvernementales partout au pays.

Agence Parcs Canada

Résultat stratégique

Grâce à des expériences concrètes, les Canadiens ont un lien solide avec leurs parcs nationaux, leurs lieux historiques nationaux et leurs aires marines nationales de conservation. Ils jouissent de ces lieux protégés de façon à les laisser intacts pour les générations présentes et à venir.

Description des activités de programme

Création de lieux patrimoniaux

Ce programme comporte la planification des systèmes, la tenue d'études de faisabilité, de recherches, de consultations auprès des intervenants et du public, la négociation avec d'autres gouvernements et organisations autochtones et l'obtention de l'approbation ministérielle, dans le but d'établir des parcs nationaux, des aires marines nationales de conservation, des lieux historiques nationaux désignés du Canada et d'autres aires patrimoniales. Les parcs nationaux et les aires marines nationales de conservation du Canada ainsi que les personnes, les endroits et les événements ayant une importance historique nationale pour le Canada sont des symboles à l'échelle mondiale et constituent l'essence même de la nation. La préservation du patrimoine naturel et culturel du Canada et le fait de le mettre à la disposition des Canadiens pour qu'ils le découvrent et en jouissent sont de première importance. L'établissement d'aires patrimoniales est essentiel pour accroître la fierté, encourager l'intendance et exprimer notre identité de Canadiens, et pour susciter la participation du Canada en vue d'atteindre l'objectif sur le plan international de protection et de commémoration des aires patrimoniales naturelles et culturelles les plus importantes.

Conservation des ressources patrimoniales

Ce programme comporte le maintien ou l'amélioration de l'intégrité écologique dans les parcs nationaux par la protection des ressources et des processus naturels; le maintien de l'intégrité commémorative des lieux historiques nationaux gérés ou influencés par Parcs Canada; la protection et la gestion des ressources culturelles sous l'administration de Parcs Canada; et l'utilisation viable sur le plan écologique des aires marines nationales de conservation, y compris la protection des écosystèmes marins uniques. La conservation comporte également d'assumer les responsabilités juridiques assignées à Parcs Canada en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* et de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*. La protection de nos ressources patrimoniales permet de sauvegarder plusieurs ressources patrimoniales naturelles et culturelles spéciales et de veiller à ce que les générations actuelles et futures profitent d'un système d'endroits patrimoniaux protégés.

Appréciation et compréhension du public

Ce programme vise à joindre les Canadiens, plus particulièrement les jeunes et les publics urbains, au foyer, dans leurs loisirs, à l'école et dans leur collectivité en leur offrant des occasions d'apprentissage efficaces et pertinentes afin d'accroître leur compréhension, appréciation, soutien et engagement à l'égard du patrimoine naturel et culturel. À cette fin, Parcs Canada établit des collaborations avec des auditoires et des partenaires stratégiques dans des cadres d'apprentissage officiels, informels et non officiels. Au moyen de plusieurs démarches d'éducation soigneusement ciblées, comme le site Web de Parcs Canada, la radiodiffusion et les nouveaux médias, l'intégration en milieux urbains et l'introduction de contenu dans les programmes scolaires, l'Agence contribue à établir des liens qui sont essentiels à la réalisation de son mandat. Parcs Canada a également l'intention d'élargir sa clientèle en suscitant la participation des nombreux intervenants et en encourageant la direction partagée du développement et de la mise en oeuvre de l'orientation future de l'Agence.

Expérience des visiteurs

Ce programme appuie les plus de 22 millions de visites-personnes que font chaque année les visiteurs canadiens et étrangers dans les parcs nationaux, les lieux historiques nationaux et les aires marines nationales de conservation du Canada. L'expérience du visiteur est la somme des interactions personnelles de ce visiteur avec les lieux patrimoniaux et/ou les gens, une interaction qui éveille leurs sens, touche les émotions, stimule l'esprit et donne un sentiment d'attachement à ces endroits spéciaux. Les activités comportent l'offre d'une information de grande qualité pour la préparation et la planification de la visite sur place, la réception et l'orientation, l'interprétation, les terrains de camping, l'infrastructure, les sentiers de randonnée, les occasions d'activités de loisirs, la sécurité des visiteurs et la relation permanente après la visite. Les expériences significatives suscitées par ces activités créent un sentiment de pertinence et d'attachement au réseau canadien d'endroits patrimoniaux spéciaux.

Infrastructure des lotissements urbains et routes de transit

Ce programme comporte la gestion, l'opération et la prestation de services municipaux à cinq lotissements urbains au sein des parcs nationaux du Canada. Il comporte également l'opération d'autoroutes et de voies d'eau provinciales et interprovinciales qui relient les collectivités et traversent les parcs nationaux et les lieux historiques nationaux.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	665 201 000	…	…	665 201 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	38 514 598	…	38 514 598	1a	Virement de 506 761 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	23 623 476	…	23 623 476	1b	Virement de 153 333 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	153 333	153 333		Virement du : crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	506 761	506 761		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	2 165 183	2 165 183		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	16 294 241	16 294 241		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	36 616 900	36 616 900		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	16 528 500	16 528 500		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(693 800)	(693 800)		Virement au : crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	…	(664 021)	(664 021)		crédit 10				
…	665 201 000	62 138 074	70 907 097	798 246 171		Total—Crédit 1	763 674 496	34 571 675	…	700 501 844
…	43 536 000	…	…	43 536 000	5	Dépenses en capital				
…	…	2 585 000	…	2 585 000	5a	Virement de 180 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	4 513 140	…	4 513 140	5b	Virement de 315 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	495 000	495 000		Virement du crédit 5 (Défense nationale)				
…	43 536 000	7 098 140	495 000	51 129 140		Total—Crédit 5	44 952 692	6 176 448	…	35 685 143
…	165 065 000	…	…	165 065 000	10	Subventions et contributions				
…	…	32 845 117	…	32 845 117	10a	Subventions et contributions				
…	…	1 980 000	…	1 980 000	10b	Virement de 664 021 $ du crédit 1 (Environnement) et de 67 763 $ du crédit 10 (Pêches et Océans)				
…	…	…	664 021	664 021		Virement du : crédit 1				
…	…	…	67 763	67 763		crédit 10 (Pêches et Océans)				
…	165 065 000	34 825 117	731 784	200 621 901		Total—Crédit 10	164 548 057	36 073 844	…	106 888 660
…	83 648 000	…	(2 482 458)	81 165 542	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 165 542	…	…	81 088 304
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre de l'Environnement—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
114 505	…	…	880 700	995 205	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	833 277	…	161 928	972 494
…	…	…	46 100 000	46 100 000	(S)	La société canadienne pour la conservation de la nature	46 100 000	…	…	70 175 000
…	…	…	19 015 588	19 015 588	(S)	Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	19 015 588	…	…	1 645 669
114 505	**957 526 422**	**104 061 331**	**135 647 811**	**1 197 350 069**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1 120 366 174**	**76 821 967**	**161 928**	**997 031 436**

						Agence canadienne d'évaluation environnementale				
…	31 514 000	…	…	31 514 000	15	Dépenses du programme				
…	…	…	532 257	532 257		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	795 100	795 100		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	382 150	382 150		CT, crédit 30 [1]				
…	31 514 000	…	1 709 507	33 223 507		Total—Crédit 15	25 391 968	7 831 539	…	16 548 030
…	2 942 000	…	(86 223)	2 855 777	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 855 777	…	…	1 728 818
70	…	…	180	250	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	70	180	…
…	…	…	689	689	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	689	…	…	…
70	**34 456 000**	**…**	**1 624 153**	**36 080 223**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**28 248 434**	**7 831 609**	**180**	**18 276 848**
						Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
…	4 723 000	…	…	4 723 000	20	Dépenses du programme				
…	…	…	66 815	66 815		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	11 343	11 343		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	235 200	235 200		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	130 825	130 825		CT, crédit 30 [1]				
…	4 723 000	…	444 183	5 167 183		Total—Crédit 20	4 695 600	471 583	…	4 517 729
…	411 000	…	(55 012)	355 988	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	355 988	…	…	339 130
…	20 000	…	(20 000)	…	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	…	…	…	848
…	…	…	24	24	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	24	…
…	**5 154 000**	**…**	**369 195**	**5 523 195**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**5 051 588**	**471 583**	**24**	**4 857 707**
						Agence Parcs Canada				
55 137 126	455 025 000	…	…	510 162 126	25	Dépenses du programme				
					25b	Virement de 270 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 122 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	12 518 327	…	12 518 327						
					25c	Virement de 5 000 000 $ du crédit 10 (Transports) et de 144 000 $ du crédit 1 (Santé)				
…	…	585 297	…	585 297						
…	…	…	270 000	270 000		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	144 000	144 000		crédit 1 (Santé)				
…	…	…	122 000	122 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	5 000 000	5 000 000		crédit 10 (Transports)				
…	…	…	10 739 493	10 739 493		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	1 771 455	1 771 455		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	8 194 393	8 194 393		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(12 000 000)	(12 000 000)		Virement au crédit 30				
55 137 126	455 025 000	13 103 624	14 241 341	537 507 091		Total—Crédit 25	508 883 275	…	28 623 816	477 668 429

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
					30	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques				
…	500 000	…	…	500 000						
…	…	1	…	1	30b	Virement de 12 000 000 $ du crédit 25 (Environnement)				
…	…	…	12 000 000	12 000 000		Virement du crédit 25				
…	500 000	1	12 000 000	12 500 001		Total—Crédit 30	12 500 000	1	…	500 000
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	44 019 000	…	4 151 163	48 170 163			48 170 163	…	…	48 546 966
					(S)	Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la *Loi sur l'Agence Parcs Canada*				
…	111 000 000	…	3 236 181	114 236 181			114 236 181	…	…	107 327 937
55 137 126	**610 544 000**	**13 103 625**	**33 628 685**	**712 413 436**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**683 789 619**	**1**	**28 623 816**	**634 043 332**
55 251 701	**1 607 680 422**	**117 164 956**	**171 269 844**	**1 951 366 923**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**1 837 455 815**	**85 125 160**	**28 785 948**	**1 654 209 323**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Réduction des risques posés par les substances toxiques et les autres substances nocives pour les Canadiens, leur santé et leur environnement	168 228 973	151 728 503	7 353 825	4 658 596	4 751 000	877 272	4 377 000	4 429 294	…	…	175 956 798	152 835 077
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien	198 971 098	196 946 257	5 440 518	4 916 909	8 338 000	3 775 541	42 000 000	41 534 354	…	…	170 749 616	164 104 353
La biodiversité est conservée et protégée	117 816 296	114 783 989	1 893 855	1 885 146	80 505 763	72 961 358	871 000	841 688	…	…	199 344 914	188 788 805
Meilleurs connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions	162 829 372	160 231 678	16 463 810	14 770 617	1 360 000	1 336 122	16 599 000	16 572 823	…	…	164 054 182	159 765 594
Réduction des risques liés aux polluants et aux émissions de gaz à effet de serre pour les Canadiens, leur santé et l'environnement	106 180 854	104 071 525	11 335 137	10 238 169	19 507 000	8 628 045	618 000	615 612	…	…	136 404 991	122 322 127
Revitalisation du secteur riverain de Toronto	2 567 086	2 085 849	…	…	85 674 021	77 411 044	…	…	…	…	88 241 107	79 496 893
Une eau salubre, propre et sécuritaire	106 514 492	103 754 402	7 134 454	7 110 906	6 656 117	5 835 843	3 291 000	3 283 170	…	…	117 014 063	113 417 981
Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables	48 512 952	45 904 621	973 541	964 477	44 402 588	44 420 238	2 000	174	…	…	93 887 081	91 289 162
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités	36 938 317	33 842 475	534 000	407 872	9 543 000	9 418 182	318 000	322 347	…	…	46 697 317	43 346 182
La société Harbourfont Corporation	…	…	…	…	5 000 000	5 000 000	…	…	…	…	5 000 000	5 000 000
Sous-total	948 559 440	913 349 299	51 129 140	44 952 692	265 737 489	229 663 645	68 076 000	67 599 462	…	…	1 197 350 069	1 120 366 174
Revenus affectés aux dépenses	(68 076 000)	(67 599 462)	…	…	…	…	(68 076 000)	(67 599 462)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**880 483 440**	**845 749 837**	**51 129 140**	**44 952 692**	**265 737 489**	**229 663 645**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 197 350 069**	**1 120 366 174**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Agence canadienne d'évaluation environnementale												
Programme de soutien à l'évaluation environnementale	34 121 109	24 666 627	…	…	3 442 400	1 172 475	8 001 000	4 196 418	…	…	29 562 509	21 642 684
Programme d'élaboration de l'évaluation environnementale	6 017 714	6 123 972	…	…	500 000	481 778	…	…	…	…	6 517 714	6 605 750
Sous-total	40 138 823	30 790 599	…	…	3 942 400	1 654 253	8 001 000	4 196 418	…	…	36 080 223	28 248 434
Revenus affectés aux dépenses	(8 001 000)	(4 196 418)	…	…	…	…	(8 001 000)	(4 196 418)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**32 137 823**	**26 594 181**	**…**	**…**	**3 942 400**	**1 654 253**	**…**	**…**	**…**	**…**	**36 080 223**	**28 248 434**
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie												
Programme consultatif sur les enjeux environnementaux et économiques	5 523 195	5 051 588	…	…	…	…	…	…	…	…	5 523 195	5 051 588
Total de l'organisme—Budgétaire	**5 523 195**	**5 051 588**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 523 195**	**5 051 588**
Agence Parcs Canada												
Expérience des visiteurs	295 520 025	281 389 620	1 107 650	1 107 650	621 010	621 010	…	…	…	…	297 248 685	283 118 280
Conservation des ressources patrimoniales	207 686 791	197 652 857	739 479	739 479	18 415 047	18 415 047	…	…	…	…	226 841 317	216 807 383
Infrastructure des lotissements urbains et routes de transit	110 375 622	108 116 716	1 989 062	1 989 062	42 857	42 857	…	…	…	…	112 407 541	110 148 635
Appréciation et compréhension du public	40 140 373	39 120 398	…	…	1 000 667	1 000 667	…	…	…	…	41 141 040	40 121 065
Création de lieux patrimoniaux	31 790 034	30 609 437	1 711 550	1 711 550	1 273 269	1 273 269	…	…	…	…	34 774 853	33 594 256
Total de l'organisme—Budgétaire	**685 512 845**	**656 889 028**	**5 547 741**	**5 547 741**	**21 352 850**	**21 352 850**	**…**	**…**	**…**	**…**	**712 413 436**	**683 789 619**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 603 657 303**	**1 534 284 634**	**56 676 881**	**50 500 433**	**291 032 739**	**252 670 748**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 951 366 923**	**1 837 455 815**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	12 500 000	…	…	12 500 000	Subvention à Technologies du développement durable du Canada	12 500 000	…	…	…
…	…	…	19 015 588	19 015 588	(S) Subvention à Technologies du développement durable du Canada	19 015 588	…	…	1 645 669
…	2 000 000	…	(426 154)	1 573 846	Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	1 401 445	172 401	…	1 198 637
…	44 000	…	…	44 000	Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	38 000	6 000	…	29 000
…	…	…	46 100 000	46 100 000	(S) La société canadienne pour la conservation de la nature	46 100 000	…	…	70 175 000
…	**14 544 000**	**…**	**64 689 434**	**79 233 434**	**Total—Subventions**	**79 055 033**	**178 401**	**…**	**73 048 306**
					Contributions				
…	85 010 000	…	664 021	85 674 021	Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	77 411 044	8 262 977	…	39 359 366
…	29 324 701	100 000	(3 532 237)	25 892 464	Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	25 832 413	60 051	…	26 368 227
…	13 000 000	…	(250 000)	12 750 000	Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat	11 772 757	977 243	…	9 600 762
…	5 044 000	…	…	5 044 000	ÉcoAction 2000—Initiative de financement communautaire	4 301 889	742 111	…	3 992 406
…	5 000 000	…	…	5 000 000	Contribution au Harbourfront Centre	5 000 000	…	…	5 000 000
…	3 400 000	…	(150 000)	3 250 000	Contribution du Canada au budget de la Commission de coopération environnementale	3 207 225	42 775	…	3 364 425
…	3 069 000	…	…	3 069 000	Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes Horizons Sciences	1 189 778	1 879 222	…	3 047 466
…	2 978 299	4 118 000	150 000	7 246 299	Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada	7 232 767	13 532	…	8 442 818
…	2 200 000	…	…	2 200 000	Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	1 686 097	513 903	…	1 591 983
…	1 495 000	335 000	3 850 000	5 680 000	Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	5 664 616	15 384	…	4 355 038
…	…	22 960 000	…	22 960 000	Programme national de mise à la ferraille des véhicules	4 581 307	18 378 693	…	200 000
…	…	5 667 117	…	5 667 117	Programmes en matière d'eau douce (Grands Lacs, lac Winnipeg et lac Simcoe)	2 062 565	3 604 552	…	…
…	…	1 645 000	…	1 645 000	Contributions pour les activités des Inuits liées à la mise en œuvre de l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits	240 000	1 405 000	…	…
…	…	…	426 154	426 154	Contribution—Fonds multilatéral du Protocole de Montréal	426 154	…	…	338 532
…	**150 521 000**	**34 825 117**	**1 157 938**	**186 504 055**	**Total—Contributions**	**150 608 612**	**35 895 443**	**…**	**105 661 023**
…	**165 065 000**	**34 825 117**	**65 847 372**	**265 737 489**	**Total du ministère**	**229 663 645**	**36 073 844**	**…**	**178 709 329**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Agence canadienne d'évaluation environnementale				
					Contributions				
…	3 719 000	…	(522 600)	3 196 400	Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen et d'évaluation environnementale—Fonds d'aide financière aux participants	1 017 475	2 178 925	…	748 666
…	300 000	…	200 000	500 000	Contributions à l'appui de la promotion, de la recherche et du développement de l'évaluation environnementale	491 278	8 722	…	250 306
…	246 000	…	…	246 000	Contribution à la province de Québec—Convention de la Baie James et du Nord québécois	145 500	100 500	…	195 500
…	**4 265 000**	**…**	**(322 600)**	**3 942 400**	**Total de l'organisme**	**1 654 253**	**2 288 147**	**…**	**1 194 472**
					Agence Parcs Canada				
					Subventions				
…	**22 700**	**…**	**…**	**22 700**	Subvention au Jardin international de la paix	**22 700**	**…**	**…**	**22 700**
					Contributions				
986 950	5 000 000	…	(116 809)	5 870 141	Contributions à l'appui de l'Initiative des endroits historiques	5 870 141	…	…	5 692 632
348 272	2 054 300	150 000	2 212 744	4 765 316	Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	4 765 316	…	…	3 991 055
1 544 818	…	…	9 049 875	10 594 693	Contributions à l'appui du Fonds pour favoriser les propriétés patrimoniales commerciales	10 594 693	…	…	1 982 108
100 000	…	…	…	100 000	Contributions en appui au Programme de partage des frais des lieux historiques nationaux du Canada	100 000	…	…	900 000
2 980 040	**7 054 300**	**150 000**	**11 145 810**	**21 330 150**	**Total—Contributions**	**21 330 150**	**…**	**…**	**12 565 795**
2 980 040	**7 077 000**	**150 000**	**11 145 810**	**21 352 850**	**Total de l'organisme**	**21 352 850**	**…**	**…**	**12 588 495**
2 980 040	**176 407 000**	**34 975 117**	**76 670 582**	**291 032 739**	**Total du portefeuille ministériel**	**252 670 748**	**38 361 991**	**…**	**192 492 296**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Réduction des risques posés par les substances toxiques et les autres substances nocives pour les Canadiens, leur santé et leur environnement			
Produits d'information	48 000	56 852	37 694
Immobilier	86 000	76 824	210 961
Services professionnels et scientifiques	2 478 000	2 477 431	1 119 238
Services de réglementation	1 765 000	1 818 187	1 716 379
	4 377 000	4 429 294	3 084 272
Les Canadiens sont informés sur les prévisions et les conditions météorologiques courantes et y réagissent bien			
Produits d'information	37 500 000	37 289 706	37 168 694
Immobilier	801 000	717 988	2 107 851
Services professionnels et scientifiques	3 699 000	3 526 660	3 090 281
	42 000 000	41 534 354	42 366 826
La biodiversité est conservée et protégée			
Produits d'information	70 000	48 733	35 345
Immobilier	166 000	161 553	221 704
Services professionnels et scientifiques	425 000	422 607	195 889
Services de réglementation	210 000	208 795	253 577
	871 000	841 688	706 515
Meilleurs connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions			
Produits d'information	6 035 000	6 053 711	6 494 538
Immobilier	1 471 000	1 429 981	1 569 832
Services professionnels et scientifiques	9 093 000	9 089 131	7 975 577
	16 599 000	16 572 823	16 039 947
Réduction des risques liés aux polluants et aux émissions de gaz à effet de serre pour les Canadiens, leur santé et l'environnement			
Produits d'information	…	32	108
Immobilier	…	49	639
Services professionnels et scientifiques	618 000	615 531	299 443
	618 000	615 612	300 190
Une eau salubre, propre et sécuritaire			
Produits d'information	369 000	370 355	227 186
Immobilier	60 000	52 098	206 489
Services professionnels et scientifiques	2 862 000	2 860 717	3 219 347
	3 291 000	3 283 170	3 653 022
Les Canadiens adoptent des démarches de consommation et de production durables			
Produits d'information	…	22	381
Immobilier	…	32	2 233
Services professionnels et scientifiques	2 000	120	709
	2 000	174	3 323
Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités			
Produits d'information	1 000	1 131	1 216
Immobilier	257 000	261 200	273 154
Services professionnels et scientifiques	60 000	60 016	44 292
	318 000	322 347	318 662
Total du ministère—Budgétaire	**68 076 000**	**67 599 462**	**66 472 757**
Agence canadienne d'évaluation environnementale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programme de soutien à l'évaluation environnementale			
Revenus provenant d'autres ministères :			
Formation, information et publications	100 000	83 174	109 827
Revenus externes :			
Formation, information et publications	150 000	104 278	147 840
Services d'évaluation environnementale	7 751 000	4 008 966	6 027 924
Total de l'organisme—Budgétaire	**8 001 000**	**4 196 418**	**6 285 591**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**76 077 000**	**71 795 880**	**72 758 348**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de paiements de transfert	130 265	1 257 549
Remboursement de dépenses de fonctionnement et d'entretien	651 925	30 788
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	2 217 449	1 070 624
	2 999 639	2 358 961
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	*2 785 779*	*4 614 354*
Services de nature réglementaire—		
Immersion en mer	1 298 740	1 259 725
Permis de chasse aux oiseaux migrateurs et timbres	3 314 736	3 076 729
Amendes diverses	834 986	804 338
	5 448 462	*5 140 792*
Services de nature non réglementaire—		
Recouvrements—Relevés hydrométriques	7 480 400	545 453
Autres recouvrements relatifs à l'eau	491 148	1 387 590
Divers	12 506 148	15 815 694
	20 477 696	*17 748 737*
Ventes de biens et de produits d'information	*44 974 503*	*43 560 773*
Autres frais et droits	*3 754 465*	*3 753 035*
	77 440 905	74 817 691
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	880 700	802 934
Revenus divers	617 360	703 958
Total du ministère	**81 938 604**	**78 683 544**
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 997	1 466
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	41 866	166 496
	56 863	167 962
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	3 363 489	6 350 151
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	180	70
Revenus divers	2 310	1 590
Total de l'organisme	**3 422 842**	**6 519 773**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information—		
Article 29.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*—		
Produits de la vente de publications	…	988
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	24	…
Revenus divers	861	663
Total de l'organisme	**885**	**1 651**
Agence Parcs Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 436 341	1 550 789
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	20 801 985	18 643 931
Services de nature non réglementaire	85 856 987	85 037 082
Ventes de biens et de produits d'information	1 193 689	1 245 008
Autres frais et droits	4 176 651	3 729 483
	112 029 312	108 655 504
Revenus divers	33 732	(8 941)
Total de l'organisme	**114 499 385**	**110 197 352**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	5 492 843	4 077 712
Ventes de biens et de services	192 833 706	189 824 334
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	880 904	803 004
Revenus divers	654 263	697 270
Total du portefeuille ministériel	**199 861 716**	**195 402 320**

SECTION 15

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Finances

Ministère

Vérificateur général

Société d'assurance-dépôts du Canada

Tribunal canadien du commerce extérieur

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Bureau du surintendant des institutions financières

PPP Canada Inc.

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	15.2
Sommaire du portefeuille ministériel	15.6
Activités de programme	15.11
Paiements de transfert	15.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	15.16
Revenus	15.16

Ministère

Résultat stratégique

Une économie forte et durable qui contribue à augmenter le niveau de vie et à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Description des activités de programme

Cadre des politiques économiques et fiscales

Cette activité de programme est la principale source de conseils et de recommandations destinés au minisre des Finances en ce qui a trait aux enjeux, aux politiques et aux programmes du gouvernement du Canada relativement aux questions d'économie et d'intérêt public, de relations fiscales fédérales-provinciales, de situation financière, de fiscalité et de commerce international, et des finances. Le travail réalisé grâce à cette activité de programme comprend la recherche et l'analyse approfondies, la consultation et la collaboration avec des partenaires des secteurs public et privé, y compris le gouvernement, le Cabinet et le Conseil du Trésor, le Parlement et les comités de la Chambre des communes, le public, les groupes d'intérêt du Canada, les ministères, les organismes et les sociétés d'État, les gouvernements provinciaux et territoriaux, les intervenants des marchés financiers, la communauté économique et financière internationale et la communauté commerciale internationale. De plus, ce programme permet de gérer la négociation d'accords, la rédaction de mesures législatives et le patronage des projets de loi par l'entremise des processus parlementaires qui sont administrés par la suite par d'autres activités du programme au sein des ministères et par d'autres ministère et organismes du gouvernement. L'objectif de cette activité de programme est de créer un cadre financier et économique judicieux et durable permettant de générer des revenus suffisants et de gérer les dépenses en accord avec le plan budgétaire et les opérations financières du gouvernement du Canada.

Programme de paiements de transfert et de taxation

La *Loi sur la gestion des finances publiques a* créé le ministère des Finances dont le mandat comprend la surveillance, le contrôle et l'administration de toutes les questions concernant les opérations financières du Canada non attribuées de droit au Conseil du Trésor ou à tout autre ministre. Cette activité de programme administre le paiement et l'imposition de transfert aux provinces et territoires conformément à la législation et aux accords négociés en vue d'obtenir une péréquation et un soutien relatifs à la santé, aux programmes sociaux et à d'autres priorités partagées. Elle comprend également des engagements pris envers des institutions financières internationales et des accords signés avec celle-ci afin de contribuer au développement économique des pays en voie de développement. De plus, le gouvernement conclura des accords ou adoptera des mesures législatives à l'occasion afin de répondre aux pressions imprévues. Le résultat de ces engagements pourra être constitué de paiements, généralement des paiements de transfert législatifs, à différents destinataires parmi lesquel des personnes, des organisations et d'autres ordres de gouvernement.

Trésorerie et affaires financières

Cette activité de programme fournit l'orientation des activités de gestion de la dette du Canada, y compris le paiement des intérêts de la dette et des frais de service pour les nouveaux emprunts. En outre, ce programme gère les investissements en actifs financiers requis pour établir une position de liquidité prudente. Il prend en charge le refinancement des titres du gouvernement qui arrivent à échéance ainsi que l'exécution du plan budgétaire et d'autres opérations financières du gouvernement, notamment la gouvernance des activités d'emprunt des principaux organismes bénéficiant de la garantie du gouvernement comme les sociétés d'État. Cette activité de programme est également responsable du système de calcul de la devise canadienne (billets de banque et pièces de monnaie) pour répondre aux besoins de l'économie.

Vérificateur général

Résultat stratégique

Par nos travaux de vérification législative, nous contribuons, pour le compte des Canadiens, à ce que le gouvernement soit bien géré et responsable.

Description des activités de programme

Vérification législative

Nous effectuons des vérifications et des études indépendantes qui fournissent information, assurance et avis objectifs au Parlement, au gouvernement et aux Canadiens.

Société d'assurance-dépôts du Canada

Résultat stratégique

Fournir, au profit des personnes qui possèdent des dépôts avec des institutions membres, de l'assurance sur les dépôts en prévision des pertes de la totalité ou d'une partie des dépôts en raison de l'insolvabilité de l'institution membre.

Tribunal canadien du commerce extérieur

Résultat stratégique

Règlement équitable, opportun et transparent de dossiers de commerce international et d'enquêtes demandées par le gouvernement en ce qui a trait aux questions économiques, commerciales et tarifaires qui relèvent de la compétence du Tribunal.

Description des activités de programme

Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)

Le Tribunal a comme mandat de faire en sorte que le secteur privé du Canada bénéficie de mécanismes de recours commerciaux équitables, opportuns et transparents, contribuant ainsi à maintenir la confiance dans le marché canadien, dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs canadiens. Le Tribunal agit comme organisme décisionnel quasi judiciaire et autonome dont la compétence découle de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation (LMSI)*, de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur la taxe d'accise*. Avec comme cadre les mécanismes de recours commerciaux canadiens, le Tribunal applique les politiques et les lois en vigueur aux accords commerciaux en matière de concurrence déloyale sur le marché national ou prescrit une défense d'urgence contre des marchandises importées perçues comme portant atteinte à une branche de production nationale. Le Tribunal entend aussi les appels à l'égard de décisions de l'Agence du revenu du Canada (ARC) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC). Il a également été désigné comme l'organisme chargé d'examiner les constestations d'offres, en vertu de l'Accord sur le commerce extérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange nord américain (ALÉNA) et de l'Accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en ce qui a trait à la procédure de passation des marchés publics du gouvernement fédéral.

Dans son rôle quasi judiciaire, le Tribunal assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

- causes concernant des pratiques commerciales déloyales — enquêtes menées en vertu de la LMSI pour déterminer si des importations sous-évaluées et/ou subventionnées ont causé, ou menacent de causer, un dommage matériel à une branche de production nationale;
- contestation des offres — enquêtes menées sur les plaintes déposées en vertu de l'ALÉNA, de l'ACI et de l'AMP par des fournisseurs potentiels à l'égard de marchés publics;
- appels interjetés à l'égard de décisions rendues par l'ASFC en vertu de la *Loi sur les douanes* et de la LMSI et par l'ARC en vertu de la *Loi sur la taxe d'accise*;
- causes concernant les mesures de sauvegarde — enquêtes menées pour déterminer si l'augmentation rapide des importations en provenance de la Chine ou d'ailleurs dans le monde cause un dommage sérieux à une branche de production canadienne.

Enquêtes et saisies sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)

Dans son rôle consultatif, le Tribunal s'acquitte d'une charge de travail qui comprend trois genres de cas. Premièrement, le Tribunal joue un rôle consultatif lorsque le gouvernement lui demande de recommander des mesures, à la suite d'une enquête de sauvegarde, pour atténuer les dommages subis par les producteurs canadiens. Périodiquement, le gouvernement peut aussi demander au Tribunal d'enquêter sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général. Dans le cadre de ces enquêtes, le Tribunal a le pouvoir de faire des recherches, de recevoir des exposés, de tenir des audiences publiques et de présenter un rapport au gouvernement ou au ministre des Finances, accompagné, au besoin, de recommandations. Lorsqu'une telle demande est formulée, le Tribunal fait face à des pressions liées aux ressources, mais il doit respecter les délais serrés que lui impose le gouvernement.

Enfin, le Tribunal, conformément au mandat permanent que lui a confié le ministre des Finances, enquête sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui désirent bénéficier d'un allégement tarifaire (taxe à l'importation) sur l'importation d'intrants textiles dont ils se servent dans le cadre de leurs activités de production, ainsi que de présenter au ministre des recommandations aux fins de maximiser les retombées économiques pour le Canada.

Dans son rôle consultatif, le Tribunal assume une charge de travail qui comprend les éléments suivants :

- affaires concernant des mesures de sauvegarde — lorsque le Tribunal conclut qu'il y a lieu dommage porté à une branche de production nationale, le gouverneur en conseil peut demander au Tribunal de recommander les mesures qui s'imposent pour freiner l'augmentation des importations;
- enquêtes sur des questions économiques, commerciales et tarifaires d'ordre général renvoyées par le gouvernement — enquêtes et conseils sur des questions économiques, commerciales et tarifaires renvoyées au Tribunal par le gouverneur en conseil ou le ministre des Finances;
- mandat permanent sur les tarifs confié par le ministre des Finances — enquêtes sur des demandes présentées par des producteurs canadiens qui réclament des allégements tarifaires sur les intrants textiles importés dont ils se servent dans le cadre de leurs activités de production.

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Résultat stratégique

Les cinq objectifs de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) sont les suivants :

- surveiller les institutions financières pour s'assurer qu'elles appliquent les dispositions relatives aux consommateurs des lois fédérales qui s'appliquent à elles;
- inciter les institutions financières à se doter de politiques et de procédures pour mettre en œuvre les dispositions visant les consommateurs qui s'appliquent à elles;
- vérifier que les institutions financières respectent les codes de conduite volontaires et tout autre engagement public qu'elles ont pris pour protéger les intérêts des consommateurs;
- promouvoir la sensibilisation aux obligations des institutions financières; et
- favoriser la compréhension des services financiers et des questions qui s'y rapportent.

Description des activités de programme

Agence de la consommation en matière financière du Canada

Nous renseignons les consommateurs et encadrons les institutions financières afin de nous assurer qu'elles appliquent les mesures fédérales en matière de protection des consommateurs.

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Résultat stratégique

Renseignement financier permettant de contribuer à la détection et à la dissuasion du recyclage des produits de la criminalité et du financement des activités terroristes au Canada et à l'étranger.

Description des activités de programme

Collecte, analyse et communication de renseignements financiers

Analyse des renseignements financiers axée sur la technologie et communication de renseignements largement acceptés et utilisés par les organismes d'application de la loi et du renseignement et utilisation d'un programme permettant aux entités déclarantes de se conformer à la loi.

Bureau du surintendant des institutions financières

Résultat stratégique

Exerce des activités de réglementation et de surveillance qui se veulent garantes de l'intégrité du système financier canadien en protégeant les Canadiens contre les pertes indues.

Description des activités de programme

Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales

Il s'agit de l'activité de programme la plus importante au sein du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), représentant plus de 85 p. 100 de ses coûts. Les coûts de ce programme sont recouvrés grâce aux cotisations, aux frais de service et d'utilisation payés par les institutions financières fédérales. Les coûts sont aussi recouvrés par l'entremise d'un protocole d'entente; dans les états financiers du BSIF, cette troisième source de revenus est désignée « services à frais recouvrés ».

Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux

Cette activité de programme intègre l'évaluation du risque et l'intervention ainsi que l'établissement de règles et les agréments en rapport avec les régimes de retraite privés fédéraux assujettis à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Les coûts de ce programme sont recouvrés grâce aux droits des régimes de retraite qui sont établis en fonction du nombre de participants de chaque régime de retraite fédéral.

Aide internationale

Cette activité de programme intègre des activités visant à aider d'autres pays qui cherchent à accroître leur capacité de supervision et de réglementation. Les coûts de ce programme sont recouvrés au moyen d'un protocole d'entente entre le BSIF et des organisations comme l'Agence canadienne de développement international et le Fonds monétaire international.

Résultat stratégique

Contribuer à rehausser la confiance que le public accorde au Système public de revenu de retraite du Canada.

Description des activités de programme

Bureau de l'actuaire en chef

Ce bureau fournit une gamme de services actuariels, en vertu de la législation, au Régime de pensions du Canada (RPC) et à certains ministères fédéraux.

PPP Canada Inc.

Résultat stratégique

Transformer le Canada en chef de file des partenariats public-privé.

Description des activités de programme

Initiatives fédérales concernant les partenariats public-privé

Sous cette activité de programme, PPP Canada Inc. sera responsable

- de la gestion d'un Fonds pour les partenariats public-privé (Fonds des PPP), un programme d'infrastructure unique en son genre destiné à soutenir les projets de partenariats public-privé novateurs;
- d'évaluer les occasions propices aux partenariats public-privé dans le cadre d'autres programmes d'infrastructure du gouvernement du Canada afin de s'assurer que ce genre d'arrangements soit examiné;
- d'évaluer les possibilités de partenariats public-privé et de prodiguer des conseils sur l'exécution des projets de partenariat public-privé à l'échelon fédéral; et
- d'agir à titre d'expert-conseil en matière de partenariats public-privé afin de favoriser le développement accru du marché des partenariats public-privé au Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	89 793 000	…	…	89 793 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	6 608 199	…	6 608 199	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	15 000 000	…	15 000 000	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	4 639 629	4 639 629		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	4 487 150	4 487 150		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	2 864 179	2 864 179		CT, crédit 30 [1]				
…	89 793 000	21 608 199	11 990 958	123 392 157		Total—Crédit 1	111 123 632	12 268 525	…	91 556 050
…	374 800 000	…	…	374 800 000	5	Subventions et contributions				
…	…	234 400 000	…	234 400 000	5b	Subventions et contributions				
…	…	53 000 000	…	53 000 000	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	(2 000 000)	(2 000 000)		Virement au crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	374 800 000	287 400 000	(2 000 000)	660 200 000		Total—Crédit 5	572 033 831	88 166 169	…	93 377 142
…	…	1	…	1	7a	Aux fins du paragraphe 193(4) de la *Loi d'exécution du budget de 2006*, le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 $	…	1	…	…
…	11 910 000	…	(479 399)	11 430 601	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 430 601	…	…	12 104 165
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre des Finances—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	33 683 000 000	(2 174 000 000)	(1 569 206 024)	29 939 793 976	(S)	Frais d'intérêt et autres coûts (*Loi sur la gestion des finances publiques*)	29 939 793 976	…	…	33 212 371 608
…	22 629 304 000	…	129 710 805	22 759 014 805	(S)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	22 759 014 805	…	…	21 474 271 888
…	13 619 924 000	…	(157 688 000)	13 462 236 000	(S)	Péréquation fiscale (Partie I—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	13 462 236 000	…	…	12 924 677 000
…	10 557 729 000	…	10 139 000	10 567 868 000	(S)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	10 567 868 000	…	…	9 590 219 000
…	2 312 939 000	…	(9)	2 312 938 991	(S)	Financement des territoires (Partie I.1—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	2 312 938 991	…	…	2 221 297 003

					(S)	Paiements (encaissement de billets) à l'Association internationale de développement (*Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes* et les lois de crédits des exercices antérieurs)	318 280 000	…	…	318 270 000
…	318 280 000	…	…	318 280 000						
…	150 000 000	…	…	150 000 000	(S)	Paiement à l'Ontario (*Loi d'exécution du budget de 2007*)	150 000 000	…	…	250 000 000
…	147 000 000	…	(20 631 619)	126 368 381	(S)	Achat de la monnaie canadienne	126 368 381	…	…	182 736 446
…	32 000 000	…	(31 962)	31 968 038	(S)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)	31 968 038	…	…	31 821 579
…	(717 374 000)	45 516 000	339 199 034	(332 658 966)	(S)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (*Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(332 658 966)	…	…	(943 805 343)
…	(3 256 839 000)	208 950 000	73 977 000	(2 973 912 000)	(S)	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI—*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)	(2 973 912 000)	…	…	(2 719 889 000)
…	…	229 000 000	(59 000 000)	170 000 000	(S)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (*Loi d'exécution du budget de 2007*)	170 000 000	…	…	…
…	…	500 000 000	…	500 000 000	(S)	Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	500 000 000	…	…	…
…	…	400 000 000	…	400 000 000	(S)	Fonds de recrutement de policiers (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	400 000 000	…	…	…
…	…	240 000 000	…	240 000 000	(S)	Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	240 000 000	…	…	…
…	…	31 204 000	…	31 204 000	(S)	Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	31 204 000	…	…	…
…	…	5 000 000	…	5 000 000	(S)	Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	5 000 000	…	…	…
…	…	705 000	…	705 000	(S)	Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	705 000	…	…	…
68 571 831	…	…	…	68 571 831	(S)	Paiements aux déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de placements hypothécaires CCB et de la Norbanque conformément à la *Loi sur l'indemnité aux déposants de certaines institutions financières*	…	…	68 571 831	…
6 430	…	…	2 558	8 988	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	6 430	2 558	…
…	…	…	18 293	18 293	(S)	Paiements conformément à la *Loi sur la prise en charge des prestations de la Commission de secours d'Halifax*	18 293	…	…	17 912
…	…	…	2 302 530	2 302 530	(S)	Paiement d'éléments de passif virés aux revenus	2 302 530	…	…	1 847 616
…	…	…	121 722 883	121 722 883	(S)	Pertes nettes sur opérations de change	121 722 883	…	…	89 177 411
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	4 382 899 649
68 578 261	79 952 542 422	(204 616 800)	(1 119 973 852)	78 696 530 031		Total budgétaire	78 527 514 517	100 441 125	68 574 389	81 213 024 448
					(S)	(L) Avances aux termes de l'article 13.1 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* (Brut)	4 000 000	…	…	4 000 000
…	…	…	4 000 000	4 000 000						
					(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 12.2 de la *Loi sur Financement agricole Canada* (Brut)	47 104 810 000	…	…	3 840 000 000
…	…	…	47 104 810 000	47 104 810 000						
					(S)	(L) Avances aux termes de l'article 19 de la *Loi sur la Banque de développement du Canada* (Brut)	23 047 000 000	…	…	1 000 000 000
…	…	…	23 047 000 000	23 047 000 000						

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
					(S)	(L) Avances aux termes du paragraphe 21(1) de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (Brut)				
…	…	…	61 729 821 235	61 729 821 235			61 729 821 235	…	…	…
						Association internationale de développement				
					L10	Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 $ en faveur de l'Association internationale de développement (Brut)				
…	1	…	…	1						
					L10a	Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets sur demande, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 $ en faveur de l'Association internationale de développement (Brut)				
…	…	1	384 279 998	384 279 999						
…	1	1	384 279 998	384 280 000		Total—Crédit L10	384 280 000	…	…	318 280 000
						Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)				
					(S)	(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, conformément au paragraphe 6(2) de la *Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement*—Souscriptions au capital (Brut)				
…	3 075 000	…	(425 083)	2 649 917			2 649 917	…	…	4 333 843
…	3 075 001	1	132 269 486 150	132 272 561 152		Total non budgétaire	132 272 561 152	…	…	5 166 613 843
						Total du ministère—				
68 578 261	**79 952 542 422**	**(204 616 800)**	**(1 119 973 852)**	**78 696 530 031**		**Budgétaire**	**78 527 514 517**	**100 441 125**	**68 574 389**	**81 213 024 448**
…	**3 075 001**	**1**	**132 269 486 150**	**132 272 561 152**		**Non budgétaire**	**132 272 561 152**	**…**	**…**	**5 166 613 843**
						Vérificateur général				
…	72 239 000	…	…	72 239 000	15	Dépenses du programme				
…	…	…	57 537	57 537		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	1 024 942	1 024 942		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	3 572 050	3 572 050		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 729 554	1 729 554		CT, crédit 30 [1]				
…	72 239 000	…	6 384 083	78 623 083		Total—Crédit 15	75 121 773	3 501 310	…	73 175 666

…	9 620 000	…	(305 446)	9 314 554	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 314 554	…	…	9 145 731
…	…	…	1 101	1 101	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 101	…	…	501
…	**81 859 000**	**…**	**6 079 738**	**87 938 738**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**84 437 428**	**3 501 310**	**…**	**82 321 898**
						Société d'assurance-dépôts du Canada				
6 000 000 000	…	…	…	6 000 000 000	(S)	(L) Prêts en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, paragraphe 10.1. Limite 6 000 000 000 $ (Net)	…	…	6 000 000 000	…
6 000 000 000	**…**	**…**	**…**	**6 000 000 000**		**Total de l'organisme—Non budgétaire**	**…**	**…**	**6 000 000 000**	**…**
						Tribunal canadien du commerce extérieur				
…	8 984 000	…	…	8 984 000	20	Dépenses du programme				
…	…	…	299 513	299 513		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	465 300	465 300		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	189 766	189 766		CT, crédit 30 [1]				
…	8 984 000	…	954 579	9 938 579		Total—Crédit 20	8 748 507	1 190 072	…	8 938 872
…	1 168 000	…	(97 528)	1 070 472	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 070 472	…	…	1 122 541
…	…	…	104	104	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	104	…
…	**10 152 000**	**…**	**857 155**	**11 009 155**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**9 818 979**	**1 190 072**	**104**	**10 061 413**
						Agence de la consommation en matière financière du Canada				
…	…	…	9 464 551	9 464 551	(S)	Paiements en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada*	9 464 551	…	…	7 938 670
6	…	…	97	103	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	6	97	…
6	**…**	**…**	**9 464 648**	**9 464 654**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**9 464 551**	**6**	**97**	**7 938 670**
						Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
…	49 391 000	…	…	49 391 000	25	Dépenses du programme				
…	…	…	347 148	347 148		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 830 052	1 830 052		CT, crédit 25[1]				
…	…	…	689 438	689 438		CT, crédit 30 [1]				
…	49 391 000	…	2 866 638	52 257 638		Total—Crédit 25	46 087 883	6 169 755	…	47 072 219
…	4 235 000	…	270 547	4 505 547	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 505 547	…	…	4 050 206
…	**53 626 000**	**…**	**3 137 185**	**56 763 185**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**50 593 430**	**6 169 755**	**…**	**51 122 425**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Bureau du surintendant des institutions financières				
…	853 000	…	…	853 000	30	Dépenses du programme				
…	…	…	3 116	3 116		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	15 582	15 582		CT, crédit 15 [1]				
…	853 000	…	18 698	871 698		Total—Crédit 30	868 582	3 116	…	873 000
…	1	…	(1)	…	(S)	Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*	…	…	…	…
					(S)	Paiements des dépenses afférentes aux activités du Bureau en vertu des articles 16 et 17 de la *Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières*				
60 555 754	…	…	…	60 555 754		Autorisation maximale dont le montant ne peut, sans l'approbation du Conseil du Trésor, dépasser de plus de 40 000 000 $ le total des cotisations et revenus reçus et autorisés de dépenser par la Loi	(10 233 638)	…	70 789 392	(5 223 922)
2 258	…	…	1 709	3 967	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	2 258	1 709	…
60 558 012	**853 001**	**…**	**20 406**	**61 431 419**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**(9 365 056)**	**5 374**	**70 791 101**	**(4 350 922)**
						PPP Canada Inc. [2]				
…	…	2 900 000	…	2 900 000	32a	Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	…	2 900 000	…	…
…	…	92 600 000	…	92 600 000	33a	Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	…	92 600 000	…	…
…	…	5 000 000	(1 570 000)	3 430 000	(S)	Paiements à PPP Canada Inc. (*Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007*)	3 430 000	…	…	…
…	**…**	**100 500 000**	**(1 570 000)**	**98 930 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**3 430 000**	**95 500 000**	**…**	**…**
129 136 279	**80 099 032 423**	**(104 116 800)**	**(1 101 984 720)**	**79 022 067 182**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**78 675 893 849**	**206 807 642**	**139 365 691**	**81 360 117 932**
6 000 000 000	**3 075 001**		**1132 269 486 150**	**138 272 561 152**		**Non budgétaire**	**132 272 561 152**	**…**	**6 000 000 000**	**5 166 613 843**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

[2] Au cous de l'exercice, PPP Canada Inc. a été créé.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Programme de paiements de transfert et de taxation—												
Budgétaire	68 593 230	21 398	…	…	48 302 753 368	48 214 587 199	…	…	…	…	48 371 346 598	48 214 608 597
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	386 929 917	386 929 917	386 929 917	386 929 917
Trésorerie et affaires financières—												
Budgétaire	30 190 187 770	30 190 187 770	…	…	…	…	…	…	…	…	30 190 187 770	30 190 187 770
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	131 885 631 235	131 885 631 235	131 885 631 235	131 885 631 235
Cadre des politiques économiques et fiscales	135 305 163	122 640 904	…	…	90 500	90 500	400 000	13 254	…	…	134 995 663	122 718 150
Sous-total—												
Budgétaire	30 394 086 163	30 312 850 072	…	…	48 302 843 868	48 214 677 699	400 000	13 254	…	…	78 696 530 031	78 527 514 517
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	132 272 561 152	132 272 561 152	132 272 561 152	132 272 561 152
Revenus affectés aux dépenses	(400 000)	(13 254)	…	…	…	…	(400 000)	(13 254)	…	…	…	…
Total du ministère—												
Budgétaire	**30 393 686 163**	**30 312 836 818**	**…**	**…**	**48 302 843 868**	**48 214 677 699**	**…**	**…**	**…**	**…**	**78 696 530 031**	**78 527 514 517**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**132 272 561 152**	**132 272 561 152**	**132 272 561 152**	**132 272 561 152**
Vérificateur général												
Vérification législative	87 938 738	84 437 428	…	…	…	…	…	…	…	…	87 938 738	84 437 428
Total de l'organisme— Budgétaire	**87 938 738**	**84 437 428**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**87 938 738**	**84 437 428**
Société d'assurance-dépôts du Canada—												
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 000 000 000**	**…**	**6 000 000 000**	**…**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Tribunal canadien du commerce extérieur												
Règlement de dossiers commerciaux (rôle quasi judiciaire)	10 826 155	9 664 172	…	…	…	…	…	…	…	…	10 826 155	9 664 172
Enquêtes et saisines sur des questions économiques de portée générale (rôle consultatif)	183 000	154 807	…	…	…	…	…	…	…	…	183 000	154 807
Total de l'organisme—Budgétaire	**11 009 155**	**9 818 979**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 009 155**	**9 818 979**
Agence de la consommation matière financière du Canada—Budgétaire	**9 464 654**	**9 464 551**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**9 464 654**	**9 464 551**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada												
Collecte, analyse et communication de renseignements financiers	54 963 185	49 393 430	…	…	1 800 000	1 200 000	…	…	…	…	56 763 185	50 593 430
Total de l'organisme—Budgétaire	**54 963 185**	**49 393 430**	**…**	**…**	**1 800 000**	**1 200 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**56 763 185**	**50 593 430**

Bureau du surintendant des institutions financières												
Bureau de l'actuaire en chef	5 680 582	5 312 810	…	…	…	…	4 812 000	4 731 084	…	…	868 582	581 726
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	134 569 837	75 711 153	5 608 000	1 391 590	…	…	79 615 000	85 566 788	…	…	60 562 837	(8 464 045)
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	5 896 000	5 966 270	625 000	231 874	…	…	6 521 000	8 216 352	…	…	…	(2 018 208)
Aide internationale	1 901 000	2 158 565	…	…	…	…	1 901 000	1 623 094	…	…	…	535 471
Sous-total	148 047 419	89 148 798	6 233 000	1 623 464	…	…	92 849 000	100 137 318	…	…	61 431 419	(9 365 056)
Revenus affectés aux dépenses	(92 849 000)	(100 137 318)	…	…	…	…	(92 849 000)	(100 137 318)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**55 198 419**	**(10 988 520)**	**6 233 000**	**1 623 464**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**61 431 419**	**(9 365 056)**
PPP Canada Inc.—[1] Budgétaire	**98 930 000**	**3 430 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**98 930 000**	**3 430 000**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**30 711 190 314**	**30 458 392 686**	**6 233 000**	**1 623 464**	**48 304 643 868**	**48 215 877 699**	**…**	**…**	**…**	**…**	**79 022 067 182**	**78 675 893 849**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**138 272 561 152**	**132 272 561 152**	**138 272 561 152**	**132 272 561 152**

(1) Au cours de l'exercice, PPP Canada Inc. a été créé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	300 600 000	(47 000 000)	…	253 600 000	Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	172 110 637	81 489 363	…	231 475
…	51 200 000	100 000 000	…	151 200 000	Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres	149 280 379	1 919 621	…	50 490 013
…	**351 800 000**	**53 000 000**	**…**	**404 800 000**	**Total—Subventions**	**321 391 016**	**83 408 984**	**…**	**50 721 488**
					Contributions				
…	23 000 000	…	(2 090 500)	20 909 500	Compensation aux entités ou organismes canadiens créés en vertu d'une loi du Parlement pour la réduction de la dette de pays débiteurs	16 152 315	4 757 185	…	42 645 822
…	…	234 400 000	…	234 400 000	Paiement à la province de la Nouvelle-Écosse concernant un paiement de rajustement de la part de la Couronne pour des montants accordés au cours des années antérieures jusqu'au 31 mars 2008	234 400 000	…	…	…
…	…	…	90 500	90 500	L'appui du soutien d'initiatives stratégiques et de recherche	90 500	…	…	9 832
…	**23 000 000**	**234 400 000**	**(2 000 000)**	**255 400 000**	**Total—Contributions**	**250 642 815**	**4 757 185**	**…**	**42 655 654**
					Autres paiements de transfert				
…	22 629 304 000	…	129 710 805	22 759 014 805	(S) Transfert canadien en matière de santé	22 759 014 805	…	…	21 474 271 888
…	13 619 924 000	…	(157 688 000)	13 462 236 000	(S) Péréquation fiscale	13 462 236 000	…	…	12 924 677 000
…	10 557 729 000	…	10 139 000	10 567 868 000	(S) Transfert canadien en matière de programmes sociaux	10 567 868 000	…	…	9 590 219 000
…	2 312 939 000	…	(9)	2 312 938 991	(S) Financement des territoires	2 312 938 991	…	…	2 221 297 003
…	318 280 000	…	…	318 280 000	(S) Paiements (encaissement de billets) à l'Association internationale de développement	318 280 000	…	…	318 270 000
…	150 000 000	…	…	150 000 000	(S) Paiement à l'Ontario	150 000 000	…	…	250 000 000
…	32 000 000	…	(31 962)	31 968 038	(S) Subventions législatives	31 968 038	…	…	31 821 579
…	(717 374 000)	45 516 000	339 199 034	(332 658 966)	(S) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes	(332 658 966)	…	…	(943 805 343)
…	(3 256 839 000)	208 950 000	73 977 000	(2 973 912 000)	(S) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents	(2 973 912 000)	…	…	(2 719 889 000)
…	…	229 000 000	(59 000 000)	170 000 000	(S) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital	170 000 000	…	…	…
…	…	500 000 000	…	500 000 000	(S) Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun 2008	500 000 000	…	…	…
…	…	400 000 000	…	400 000 000	(S) Fonds de recrutement de policiers	400 000 000	…	…	…
…	…	240 000 000	…	240 000 000	(S) Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone	240 000 000	…	…	…
…	…	31 204 000	…	31 204 000	(S) Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux	31 204 000	…	…	…

…	…	5 000 000	…	5 000 000	(S) Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone	5 000 000	…	…	…
…	…	705 000	…	705 000	(S) Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux	705 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	4 382 863 391
…	**45 645 963 000**	**1 660 375 000**	**336 305 868**	**47 642 643 868**	**Total—Autres paiements de transfert**	**47 642 643 868**	**…**	**…**	**47 529 725 518**
…	**46 020 763 000**	**1 947 775 000**	**334 305 868**	**48 302 843 868**	**Total du ministère**	**48 214 677 699**	**88 166 169**	**…**	**47 623 102 660**
					Centre d'analyse des opérations et déclaration financières du Canada				
					Contributions				
…	1 800 000	…	…	1 800 000	Contribution au secrétariat du Groupe Egmont afin d'appuyer sa création et ses activités	1 200 000	600 000	…	1 300 000
…	**1 800 000**	**…**	**…**	**1 800 000**	**Total de l'organisme**	**1 200 000**	**600 000**	**…**	**1 300 000**
…	**46 022 563 000**	**1 947 775 000**	**334 305 868**	**48 304 643 868**	**Total du portefeuille ministériel**	**48 215 877 699**	**88 766 169**	**…**	**47 624 402 660**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Cadre des politiques économiques et fiscales	400 000	13 254	57 780
Total du ministère—Budgétaire	**400 000**	**13 254**	**57 780**
Bureau du surintendant des institutions financières			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Bureau de l'actuaire en chef	4 812 000	4 731 084	4 548 001
Réglementation et surveillance des institutions financières fédérales	79 615 000	85 566 788	76 708 438
Réglementation et surveillance des régimes de retraite privés fédéraux	6 521 000	8 216 352	7 220 181
Aide internationale	1 901 000	1 623 094	1 582 000
Total de l'organisme—Budgétaire	**92 849 000**	**100 137 318**	**90 058 620**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**93 249 000**	**100 150 572**	**90 116 400**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Trésorerie et créances—Caisse—		
Banques à charte	33 973 704	60 047 705
Dépôts à court terme	147 521 515	225 791 019
Solde du compte du receveur général à la Banque du Canada	165 204 971	74 821 887
Comptes d'opérations de change—		
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes—Virement des bénéfices	1 852 821 009	1 828 151 343
Fonds monétaire international—Souscriptions—Virement des bénéfices	8 386 300	9 292 106
Prêts, placements et avances—		
Banque du Canada—Virement des bénéfices	1 757 121 838	1 921 014 228
Corporation de développement des investissements du Canada—Dividendes	217 000 000	234 200 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	525 657 490	…
Financement agricole Canada	168 509 871	19 944 678
Banque de développement du Canada	105 816 785	1 870 490
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	58 944	58 944
Office du développement municipal et des prêts aux municipalités	3 604	5 070
Fonds monétaire international—Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance	11 310 888	14 111 141
Agence de la consommation en matière financière du Canada	72 823	125 193
Autres comptes—		
Travaux publics et Services gouvernementaux—Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	73 853	157 563
	4 993 533 595	4 389 591 367
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrement de rémunérations, biens et services	164 061	88 098
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	688 948	846 540
	853 009	934 638
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	68 952	…
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente d'autres publications	13 269	59 086
Autres frais et droits—		
Amendes, peines et confiscation—Frais—		
Redevances d'usage	5 679	…
Accès à l'information	…	5 745
	87 900	64 831

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 558	6 430
Revenus divers—		
Pièces de monnaie canadienne	171 195 022	203 566 389
Gain net de change	179 333 036	44 420 085
Vente de propriété immobilière à la Société immobilière du Canada	2 886 290	5 183 750
Virement des comptes suivants, de montants non réclamés ou impayés depuis dix ans ou plus—Compte d'avance fixe en circulation—Chèques non réclamés	30 130 605	30 086 846
Soldes non réclamés reçus par la Banque du Canada en ce qui concerne les banques à charte	174 615	1 448 893
Virement—Dette échue en circulation	2 698 603	5 435 669
Bénéfices—Intérêt sur hypothèques	21 334 493	13 850 820
Divers	107 508	8 442
	407 860 172	304 000 894
Total du ministère	**5 402 337 234**	**4 694 598 160**
Vérificateur général		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 215	59 240
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 043	27 843
	15 258	87 083
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 101	501
Revenus divers—		
Gain net de change	3 944	1 531
Divers	868 269	274 184
	872 213	275 715
Total de l'organisme	**888 572**	**363 299**
Tribunal canadien du commerce extérieur		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	22 907	15 943
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	224 124	138
	247 031	16 081
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	104	…
Revenus divers	1 226	735
Total de l'organisme	**248 361**	**16 816**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Agence de la consommation en matière financière du Canada		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	7 626 298	6 931 811
Ventes de biens et de produits d'information	20	10
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	50 000	76 000
	7 676 318	7 007 821
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	97	6
Total de l'organisme	**7 676 415**	**7 007 827**
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	11 935	1 643
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	63 221	31 016
Total de l'organisme	**75 156**	**32 659**
Bureau du surintendant des institutions financières		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	84 890 877	76 484 394
Services de nature non réglementaire	7 482 958	9 153 931
Ventes de biens et de produits d'information	1 317	1 440
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	486 450	373 634
	92 861 602	86 013 399
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 709	2 258
Revenus divers—		
Gain sur opérations de change	8 787	118
Total de l'organisme	**92 872 098**	**86 015 775**

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	4 993 533 595	4 389 591 367
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 190 454	1 070 461
Ventes de biens et de services	100 625 820	93 086 051
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	5 569	9 195
Revenus divers	408 742 398	304 277 462
Total du portefeuille ministériel	**5 504 097 836**	**4 788 034 536**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 16

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Gouverneur général

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	16.2
Sommaire du portefeuille ministériel	16.3
Activités de programme	16.4
Paiements de transfert	16.5
Revenus	16.5

Résultat stratégique

Le Gouverneur général, représentant la Couronne au Canada, est habilité à exécuter ses rôles constitutionnel, étatique, cérémonial et public, y compris la reconnaissance de l'excellence.

Description des activités de programme

Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public

Soutien apporté au Gouverneur général en ce qui a trait aux événements, aux services aux visiteurs, aux affaires publiques, ainsi qu'aux activités accomplies par des anciens gouverneurs généraux.

Programme des distinctions honorifiques du Canada

Le Programme des distinctions honorifiques comprend l'administration des ordres, des décorations, des médailles et des récompenses octroyés par le Canada ainsi que de l'Autorité héraldique du Canada.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	16 455 000	…	…	16 455 000	1	Dépenses du programme				
…	…	…	776 479	776 479		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	537 347	537 347		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	209 231	209 231		CT, crédit 30 [1]				
…	16 455 000	…	1 523 057	17 978 057		Total—Crédit 1	17 684 506	293 551	…	16 989 202
…	1 989 000	…	(16 808)	1 972 192	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 972 192	…	…	1 950 017
…	413 000	…	24 856	437 856	(S)	Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général*	437 856	…	…	429 346
…	123 000	…	900	123 900	(S)	Traitement du gouverneur général (*Loi sur le gouverneur général*)	123 900	…	…	121 575
142	…	…	13	155	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	142	13	59
142	**18 980 000**	**…**	**1 532 018**	**20 512 160**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**20 218 454**	**293 693**	**13**	**19 490 199**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Programmes constitutionnel, d'état, cérémonial et public	15 339 959	15 684 544	…	…	448 856	437 856	…	…	…	…	15 788 815	16 122 400
Programme des distinctions honorifiques du Canada	4 723 345	4 096 054	…	…	…	…	…	…	…	…	4 723 345	4 096 054
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**20 063 304**	**19 780 598**	**…**	**…**	**448 856**	**437 856**	**…**	**…**	**…**	**…**	**20 512 160**	**20 218 454**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	413 000	…	24 856	437 856	(S) Pensions payables en vertu de la *Loi sur le gouverneur général*	437 856	…	…	429 346
…	11 000	…	…	11 000	Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	…	11 000	…	…
…	**424 000**	**…**	**24 856**	**448 856**	**Total du portefeuille ministériel**	**437 856**	**11 000**	**…**	**429 346**

(S) Paiement de transfert législatif.

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	…	1 018
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13	201
Revenus divers	95 790	126 289
Total du portefeuille ministériel	**95 803**	**127 508**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 17

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Industrie

Ministère

Agence spatiale canadienne

Commission canadienne du tourisme

Tribunal de la concurrence

Commission du droit d'auteur

Conseil national de recherches du Canada

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Conseil de recherches en sciences humaines

Conseil canadien des normes

Statistique Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	17.2
Sommaire du portefeuille ministériel	17.9
Activités de programme	17.16
Paiements de transfert	17.20
Détail des montants disponibles pour être dépensés	17.23
Revenus	17.23

Ministère

Résultat stratégique

Un marché équitable, efficace et concurrentiel.

Description des activités de programme

Secteur de la politique stratégique – Marché

Effectuer des recherches et des analyses portant sur une gamme de politiques, de lois et de règlements cadres axés sur le marché; fournir de l'information et des avis stratégiques au ministre et au sous-ministre; et formuler des options stratégiques, y compris des lois et des règlements. Ces politiques ont une incidence directe sur les entreprises canadiennes, car elles établissent les conditions dans lesquelles les entreprises fonctionnent sur le marché.

Secteur des services axés sur le marché et les petites entreprises et des opérations régionales – Marché

Mettre en place des régimes de réglementation solides et efficaces par l'entremise de règlements, de politiques, de procédures et de normes, y compris la gestion du spectre des radiofréquences du Canada.

Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications – Marché

Élaborer des règlements, des politiques, des procédures et des normes régissant le spectre, les industries des télécommunications et l'économie numérique au Canada.

Bureau de la consommation

Collaborer avec les secteurs public et privé en utilisant l'information, la recherche et des instruments stratégiques pour compléter et appuyer la réglementation sur la protection des consommateurs. Le programme est conforme à l'article 5 de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, en vertu duquel le ministre a une responsabilité légale de promouvoir et de protéger les intérêts des consommateurs canadiens, et au chapitre 8 de l'Accord sur le commerce intérieur, intitulé « Mesures et normes en matière de consommation ».

Bureau de la concurrence

Le Bureau de la concurrence est un organisme d'application de la loi indépendant qui est responsable de l'administration et de l'application de la *Loi sur la concurrence*, de la *Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation*, de la *Loi sur l'étiquetage des textiles* et de la *Loi sur le poinçonnage des métaux précieux*. Il s'emploie à promouvoir et à maintenir une concurrence équitable afin que les Canadiens puissent bénéficier de prix concurrentiels, d'un bon choix de produits et de services de qualité. Sous la direction du commissaire de la concurrence, le Bureau mène des enquêtes concernant des pratiques anticoncurrentielles et encourage la conformité aux lois qui relèvent de sa compétence.

Office de la propriété intellectuelle du Canada – Fonds renouvelable

Administrer le régime de propriété intellectuelle (PI) au Canada, notamment en ce qui concerne les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels et les topographies de circuits intégrés. Concéder et enregistrer les droits de PI et diffuser l'information relative à ces droits aux entreprises, aux établissements d'enseignement et à l'ensemble des Canadiens. L'Office de la propriété intellectuelle du Canada fonctionne selon un régime de fonds renouvelable et a pour mission d'accélérer le développement économique du Canada.

Résultat stratégique

Une économie innovatrice.

Description des activités de programme

Secteur science et et innovation – Sciences et technologie (S-T) et innovation

Élaborer des politiques scientifiques et technologiques qui renforcent la capacité du Canada en matière de recherche et d'innovation en faisant la promotion des investissements dans la recherche et le perfectionnement des compétences et en assurant la capacité du marché d'adopter les technologies.

Secteur de l'industrie – Science et technologie et technologie (S-T) et innovation

Fournir des connaissances et des compétences à valeur ajoutée concernant les industries canadiennes afin de créer des conditions propices à la recherche-développement et à la commercialisation, d'appuyer l'innovation, d'encourager et de promouvoir les technologies, et de renforcer la synergie entre l'industrie et le gouvernement.

Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications – Science et technologie (S-T) et innovation

Appuyer la recherche appliquée et de pointe dans le secteur canadien des technologies de l'information et des communications pour favoriser la mise au point de technologies novatrices.

Centre de recherches sur les communications Canada

Mener des recherches sur les technologies avancées de l'information et des télécommunications afin de disposer d'une source de conseils indépendante pour la politique publique et d'appuyer la mise au point de nouveaux produits et services pour le secteur des technologies de l'information et des communications.

Office des technologies industrielles – Organisme de service spécial

Administrer et exécuter l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense, le Programme de projets stratégiques industriels et le Programme des adhérents pionniers h2, en plus de gérer les ententes de contribution restantes aux termes du programme Partenariat technologique Canada. L'Office des technologies industrielles a pour objectif d'accélérer l'innovation technologique au sein des entreprises canadiennes afin d'améliorer leur compétitivité et leur productivité, tout en assurant le développement durable.

Résultat stratégique

Industrie concurrentielle et collectivités durables.

Description des activités de programme

Secteur de la politique stratégique – Développement économique

Effectuer de la recherche et des analyses sur des enjeux se rapportant à la compétitivité et à la durabilité industrielles, fournir de l'information et des avis stratégiques au ministre et au sous-ministre et contribuer à la formulation d'options stratégiques. Ces politiques ont une incidence directe sur les entreprises canadiennes, car elles influencent les conditions dans lesquelles les entreprises se livrent concurrence.

Secteur des services axés sur le marché et les petites entreprises et des opérations régionales – Développement économique

Appuyer et accroître le rôle et la contribution des petites et moyennes entreprises en ce qui a trait au bien-être économique du Canada, fournir des renseignements sur les régions et assurer une présence régionale au Canada ainsi que la prestation de programmes et de services et la diffusion d'information.

Secteur de l'industrie – Développement économique

Apporter des connaissances et des compétences à valeur ajoutée concernant les industries canadiennes afin de présenter le Canada comme un lieu idéal pour l'investissement direct étranger, d'assurer un lien solide dans les chaînes de valeur mondiales et d'aider les entreprises à renforcer les partenariats mondiaux et leur capacité de faire face aux risques et de tirer parti des possibilités.

Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications – Développement économique

Appuyer le développement d'une industrie des technologies de l'information et des communications (TIC) concurrentielle au Canada. Faciliter l'utilisation d'une infrastructure de TIC fiable et moderne pour promouvoir la pleine participation des Canadiens et des collectivités à l'économie numérique.

Le projet gazier de MacKenzie

Le PGM consiste en un réseau d'acheminement de gaz naturel sur 1 220 kilomètres par gazoduc dans la vallée du Mackenzie, dans les Territoires du Nord-Ouest. Ce gazoduc reliera les gisements terrestres de gaz du Nord aux marchés nord-américains. Le projet pourrait renforcer considérablement le rôle du Canada en tant que superpuissance dans le secteur de l'énergie.

Agence spatiale canadienne

Résultat stratégique

La présence du Canada dans l'espace répond aux besoins des Canadiens en matière de savoir scientifique, de technologie et d'information spatiales.

Description des activités de programme

Sensibilisation à l'espace et éducation

L'objectif de l'activité de programme est d'approfondir la compréhension et d'encourager l'engagement du public envers des questions liées à l'espace pour finalement mener à l'amélioration des connaissances scientifiques des Canadiens. Pour ce faire, l'Agence spatiale canadienne (ASC) dirigera une initiative nationale de sensibilisation et d'éducation en appui au Programme spatial canadien (PSC).

Observation de la terre depuis l'espace

L'objectif de l'activité de programme est de développer et d'opérationnaliser l'utilisation de l'observation spatiale de la terre (OT) pour le bénéfice des Canadiens, particulièrement en matière d'environnement, de gestion des ressources et d'utilisation des terres, ainsi que de sécurité et de politique étrangère. Ce faisant, l'ASC s'assurera que le Canada maintient et accentue son leadership dans le domaine des technologies d'OT de façon à obtenir des informations en temps opportun, pertinentes et essentielles pour prendre des décisions éclairées quant à notre avenir commun, en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux qui partagent les mêmes besoins et objectifs que le Canada.

Sciences et exploration spatiales

L'objectif de l'activité de programme est de mieux comprendre le système solaire et l'univers, de développer nos connaissances des éléments constitutifs et des origines de la vie, et de renforcer la présence humaine dans l'espace. Ce faisant, l'ASC s'assurera de maintenir et d'accroître la contribution du Canada à l'avancement des connaissances scientifiques de l'humanité, à l'exploration du système solaire et de l'univers et au développement des technologies qui s'y rattachent. Cette mesure fera progresser les technologies de soutien et nos connaissances fondamentales et appliquées en matière de chimie, de

physique et des sciences de la vie en réalisant des expériences de pointe dans l'environnement particulier que représente l'espace.

Télécommunications par satellites

L'objectif de l'activité de programme est de fournir à tous les Canadiens les moyens de participer à l'ère de l'information mondiale et d'en tirer pleinement profit. Ce faisant, l'ASC veillera à ce que le Canada demeure un chef de file mondial en matière de télécommunications par satellites (TS) et rendra accessible les produits et services de pointe à tous les Canadiens, incluant dans les régions éloignées.

Activités liées à la technologie de nature générique en appui à l'observation de la terre, aux sciences et exploration spatiales et aux télécommunications par satellites

Faire preuve de leadership, coordonner ou appuyer l'observation de la terre (OT), les sciences et l'exploration spatiales (SE) et les télécommunications par satellites (TS) grâce à des activités de nature générique qui peuvent tout aussi bien contribuer à l'une ou à l'autre des trois activités de programme.

Commission canadienne du tourisme

Résultat stratégique

Maximiser l'apport du secteur touristique à l'économie canadienne en augmentant le nombre d'activités touristiques au Canada et en contribuant à la capacité concurrentielle mondiale de l'industrie canadienne du tourisme.

Description des activités de programme

Information

Le programme d'Information est essentiel au succès de la Commission canadienne du tourisme. Sur le plan de la macro-recherche, il a pour tâche de mesurer l'importance et la valeur économique de l'amalgame de branches qui composent le secteur canadien du tourisme. Le programme évalue également le rendement du secteur du tourisme et ses répercussions sur l'économie canadienne au chapitre de la croissance de l'emploi, du flux de touristes, des recettes en devises étrangères, des recettes fiscales et du produit intérieur brut du Canada. Cette information s'est révélée inestimable pour rehausser le statut et la crédibilité de l'industrie. La Commission canadienne du tourisme suit également les événements et tendances partout au monde, détermine s'il s'y trouve des défis à relever ou des possibilités à exploiter et conseille des intervenants de l'industrie. Sur le plan de la micro-recherche, le programme aide la Commission canadienne du tourisme à favoriser la création et la promotion de produits touristiques innovateurs en cernant les nouveaux débouchés sur le marché – y compris pour les produits-créneaux. Le programme d'Information permet également à la Commission canadienne du tourisme d'améliorer les canaux de distribution servant à présenter les produits touristiques aux consommateurs.

Marketing et ventes

Le programme Marketing et ventes cible quatre grands marchés géopolitiques : le Canada, les États-Unis, l'Europe-Amérique latine et l'Asie-Pacifique. Il y a également des activités associées au marché des réunions, congrès et voyages de motivation. Les efforts de ce programme s'articulent selon quatre grands axes : le grand public; les professionnels du voyage; les relations publiques et médias; Internet.

Il revient au programme Marketing et ventes de la Commission canadienne du tourisme d'augmenter l'intérêt envers le Canada et sa notoriété en tant que destination quatre-saisons dans chacun de ces marchés par les moyens suivants : en mettant sur pied des programmes stratégiques concurrentiels; en concluant des partenariats de marketing traditionnels et non traditionnels; en travaillant avec les partenaires de l'industrie à mieux informer les touristes potentiels des possibilités de voyages au Canada; en procurant aux petites entreprises un pouvoir d'achat accru par le truchement d'activités de marketing collectives; en favorisant la coopération entre petites entreprises dans le but d'élaborer des stratégies de marketing concertées.

Développement de produits

Le programme Développement de produits de la Commission canadienne du tourisme influe sur la qualité et la quantité d'expériences touristiques diversifiées et concurrentielles au Canada. Coopérant directement avec les divers intervenants de l'industrie du tourisme, il sert de catalyseur pour favoriser la compétitivité de produits immédiatement commercialisables par les moyens suivants : en obtenant des études de marché sur la demande et le positionnement des produits; en diffusant de l'information pour accroître la compétitivité du produit touristique canadien; en encourageant les petites entreprises à créer de nouveaux produits en forgeant des partenariats; en offrant des occasions ou moyens favorisant l'aboutissement à un produit immédiatement commercialisable.

Tribunal de la concurrence

Résultat stratégique

Audiences accessibles, équitables, transparentes et efficaces liées au mandat du Tribunal.

Description des activités de programme

Traitement des affaires

Le greffe du Tribunal de la concurrence (GTC) offre tout le soutien administratif nécessaire à la conduite des affaires du Tribunal de la concurrence et à la tenue d'audiences partout au Canada.

Commission du droit d'auteur

Résultat stratégique

Instaurer un processus décisionnel équitable qui incite à la création et à l'utilisation des œuvres protégées par un droit d'auteur.

Description des activités de programme

Établissement de tarifs et octroi de licences liés au droit d'auteur

La Commission est un organisme de réglementation économique investi du pouvoir d'établir, de façon obligatoire ou à la demande d'un intéressé, des tarifs justes et équitables pour la rémunération des ayants droit quant à l'utilisation d'oeuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque la gestion de ce droit est confiée à une société de gestion collective. La Commission exerce aussi un pouvoir de surveillance des ententes intervenues entre les utilisateurs et les sociétés de gestion et délivre elle-même des licences lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Conseil national de recherches du Canada

Résultat stratégique

Une économie novatrice axée sur le savoir au Canada grâce à la recherche et au développement, à la commercialisation de la technologie et à l'aide à l'industrie.

Description des activités de programme

Recherche et développement

Recherche et développement comprend les activités de l'organisme en recherche et développement dans des domaines stratégiques de la science et du génie qui conduisent à la mise au point de technologies novatrices grâce à la commercialisation et au transfert de technologie dans des secteurs clés de l'économie.

Soutien technologique et industriel

Soutien technologique et industriel comprend la prestation de services de soutien technologique, d'aide financière et d'aide à la commercialisation aux petites et moyennes entreprises, la diffusion d'information scientifique, technique et médicale à l'industrie, au gouvernement et aux universités.

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Résultat stratégique

Les gens : professionnels hautement qualifiés en sciences et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Promouvoir les sciences et le génie

Cette activité de programme suscite l'intérêt du public pour les sciences, les mathématiques et le génie, et vise à renforcer les capacités des jeunes Canadiens dans ces domaines.

Appuyer les étudiants et les boursiers

Cette activité de programme appuie la formation d'un personnel hautement qualifié par l'entremise de programmes de bourses.

Attirer et garder en poste des membres du corps enseignant

Cette activité de programme vise à attirer et à garder en poste des membres du corps professoral.

Résultat stratégique

La découverte : recherche concurrentielle de haute qualité en sciences naturelles et en génie au Canada.

Description des activités de programme

Financer la recherche fondamentale

Cette activité de programme permet d'investir dans la découverte grâce à des subventions à l'appui des activités de recherche fondamentale.

Appuyer l'achat d'appareils et l'accès aux ressources majeures de recherche

Cette activité de programme contribue à appuyer l'établissement, le maintien et l'exploitation des appareils de recherche, des ressources de recherche majeures et la capacité de recherche nécessaires pour réaliser des travaux de recherche de grande qualité en sciences naturelles et en génie.

Résultat stratégique

L'innovation : utilisation productive des nouvelles connaissances en sciences naturelles et en génie.

Description des activités de programme

Financer la recherche dans des domaines stratégiques

Cette activité de programme vise à financer des projets de recherche dans des domaines qui revêtent une importance nationale et dans des domaines nouveaux susceptibles de revêtir une importance pour le Canada.

Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement

Cette activité de programme favorise la collaboration entre des chercheurs des universités et d'autres secteurs, dont le gouvernement et l'industrie, afin de générer de nouvelles connaissances et un nouveau savoir-faire, et de transférer ces connaissances et ce savoir-faire à des organismes situés au Canada.

Appuyer la commercialisation

Cette activité de programme appuie l'innovation et fait valoir le transfert des connaissances et de la technologie aux entreprises canadiennes.

Conseil de recherches en sciences humaines

Résultat stratégique

Les chercheurs : une capacité de recherche de première qualité en sciences humaines.

Description des activités de programme

Bourses et prix

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) offre plusieurs programmes de bourses pour appuyer les études supérieures et la recherche dans le domaine des sciences humaines au niveau de la maîtrise, du doctorat et des études postdoctorales. Ces bourses contribuent à former les chercheurs et les leaders canadiens de demain. En outre, le CRSH offre des bourses spéciales aux chercheurs chevronnés et plusieurs suppléments aux meilleures titulaires de bourses de doctorat et de bourses postdoctorales. Enfin, deux prix commémoratifs servent à reconnaître l'incroyable dévouement et créativité des meilleurs chercheurs du Canada.

Chaires de recherche du Canada

En aidant les universités canadiennes, ainsi que les instituts et hôpitaux de recherche qui leur sont affiliés à devenir des centres de recherche et de formation de renommée internationale, le Programme des chaires de recherche du Canada contribue à accroître la capacité concurrentielle du Canada dans le cadre de l'économie mondiale fondée sur les connaissances, à améliorer la santé des Canadiens et à enrichir leur vie sociale et culturelle. Le Programme des chaires cherche également : à consolider le niveau d'excellence en recherche et à accroître la capacité du Canada à ce chapitre en permettant aux universités de recruter et de maintenir en poste les meilleurs chercheurs; à améliorer, grâce à la recherche, la formation d'un personnel hautement qualifié; à développer la capacité des universités à générer et à appliquer de nouvelles connaissances; à optimiser l'utilisation des ressources de recherche grâce à une planification stratégique des établissements et à la collaboration entre les établissements et divers secteurs.

Résultat stratégique

La recherche : de nouvelles connaissances fondées sur l'excellence de la recherche en sciences humaines.

Description des activités de programme

Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)

Les subventions de recherche du CRSH permettent de financer les projets et les programmes de recherche menés par des chercheurs, individuellement ou en équipe, pour lesquels le candidat a proposé un sujet de recherche et une méthodologie. Ces projets sont des travaux effectués par des chercheurs individuels ou de petites équipes travaillant dans des bibliothèques et des archives, à des projets de recherche concertée et multidisciplinaire entreprise par de grandes équipes composées de chercheurs, de partenaires et d'assistants effectuant des travaux sur le terrain partout au Canada.

Recherche et formation ciblées

Le CRSH élabore et finance des programmes, seul ou en partenariat avec d'autres organisations financières, dont les organisations gouvernementales, privées et communautaires, afin d'appuyer la recherche stratégique. Ces programmes permettent de générer de nouvelles connaissances sur des questions d'ordre social, économique et culturel présentant un intérêt particulier pour les Canadiens. Un volet particulier des programmes stratégiques appuie la recherche qui favorise une meilleure compréhension de l'incidence de l'économie du savoir sur notre vie économique, sociale, politique et culturelle, et qui est susceptible d'améliorer le pouvoir d'influence des Canadiens sur l'avenir, et ce, pour le bien de tous.

Développement de la recherche stratégique

Les subventions de recherche stratégique sont offertes aux professeurs, aux établissements postsecondaires, aux sociétés savantes et aux organismes à but non lucratif afin de les aider à étudier, à définir et à élaborer de nouvelles perspectives et priorités, et à relever de nouveaux défis en ce qui a trait à la conduite de la recherche, à la diffusion des résultats de recherche et à la formation de nouveaux chercheurs. Les subventions de recherche stratégique aident également à accroître la capacité de recherche par la promotion de nouveaux moyens de collaboration et de partenariat en recherche.

Résultat stratégique

La mobilisation de connaissances : le transfert, la diffusion et l'utilisation des connaissances en sciences humaines.

Description des activités de programme

Interaction et diffusion de la recherche

Les subventions de diffusion de la recherche du CRSH appuient la communication et la diffusion des résultats de recherche au moyen de mécanismes traditionnels et

novateurs à l'intention du milieu universitaire et d'un plus vaste public.

Résultat stratégique

L'environnement institutionnel : un environnement de recherche et de science robuste au Canada.

Description des activités de programme

Coûts indirects de la recherche

Au Canada, les gouvernements fédéral et provinciaux appuient ensemble la recherche universitaire. Les provinces fournissent l'infrastructure matérielle de base et, financées en partie par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, paient les coûts d'exploitation directs et indirects. Le gouvernement fédéral finance les coûts directs de la recherche, principalement par l'intermédiaire des trois organismes subventionnaires nationaux pour l'appui à la recherche : les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie et le Conseil de recherches en sciences humaines. Le terme « coûts indirects » se rapporte aux frais administratifs centraux et aux frais des ministères engagés par les établissements pour appuyer la recherche, qui ne peuvent pas être attribués à des projets de recherche précis.

Dans son budget de 2003, le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un nouveau programme visant à assumer les coûts indirects associés à la réalisation des travaux de recherche universitaires dans les établissements qui reçoivent des subventions de l'un des trois organismes subventionnaires fédéraux. Ce programme de subventions tente de répondre à la hausse des coûts indirects entraînés par la recherche universitaire financée par le gouvernement fédéral. Ce programme reconnaît que les établissements d'enseignement postsecondaire disposent de deux moyens pour optimiser leur investissement en recherche : obtenir un appui supplémentaire pour couvrir les coûts indirects entraînés par la recherche ou appuyer leur mandat qui consiste à enseigner et à fournir des services communautaires. En assumant une partie des coûts indirects engagés par les établissements d'enseignement postsecondaire et les hôpitaux et instituts qui leur sont affiliés, le gouvernement fédéral finance des installations de recherche de classe mondiale et répond aux besoins des petites universités canadiennes. Le Secrétariat du Programme des chaires de recherche du Canada, lequel partage les locaux du CRSH, administre le Programme pour le compte des trois organismes subventionnaires nationaux.

Conseil canadien des normes

Résultat stratégique

Normalisation volontaire efficiente et efficace.

Description des activités de programme

Accréditation

L'évaluation de la conformité est la pratique qui consiste à déterminer si un produit, un service ou un système répond aux exigences d'une norme donnée. Le Conseil canadien des normes accrédite les six catégories suivantes d'organismes d'évaluation de la conformité : les organismes de certification des produits; les laboratoires d'essais et d'étalonnage; les organismes registraires de systèmes de gestion; les organismes d'inspection; les prestataires de cours de formation des vérificateurs; les organismes de certification des personnes.

Le Conseil canadien des normes accrédite les organismes qui élaborent les normes au Canada. Les organismes d'élaboration de normes accrédités soumettent leurs normes pour les faire approuver en tant que Normes nationales du Canada.

Information

Le Conseil canadien des normes informe les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, les organismes industriels et les organismes non gouvernementaux sur les aspects liés aux normes et à l'évaluation de la conformité des politiques commerciales et réglementaires. Il a notamment pour but d'encourager les gouvernements et les industries à recourir davantage au Système national des normes dans les activités réglementaires et les accords commerciaux.

Par le truchement de son site Web, son Service d'information et de recherche et sa Bibliothèque technique sur place, il met à la disposition des Canadiens une information des plus complètes et des plus actuelles sur les normes, la réglementation technique et l'évaluation de la conformité au Canada et dans le monde. Le Conseil canadien des normes sert en outre de point d'information pour l'Organisation mondiale du commerce et l'Accord de libre-échange nord-américain.

Représentation

Le Conseil canadien des normes coordonne la participation du Canada aux activités de l'Organisation internationale de normalisation et de la Commision électrique internationale, deux des organismes de normalisation volontaire les plus importants du monde, et à celles des organismes de normalisation régionaux. Il encourage aussi au Canada l'adoption et l'application de normes internationales.

Le Conseil canadien des normes est également membre d'un certain nombre d'organisations régionales et internationales qui élaborent des ententes visant à assurer l'acceptation internationale des résultats d'évaluation de la conformité.

Statistique Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des statistiques objectives, de haute qualité, impartiales, des produits statistiques, des services et analyses sur l'économie et la société canadienne, qui satisfont aux exigences légales, qui sont pertinentes à la formulation de politiques et à la prise de décisions et qui répondent aux questions d'actualité.

Description des activités de programme

Statistique économique

Ce programme fournit des analyses et des statistiques microéconomiques et macroéconomiques sur l'ensemble de l'activité économique canadienne, tant nationale qu'internationale. Le programme satisfait à diverses exigences réglementaires, et les statistiques sont vitales pour l'élaboration de politiques économiques par la Banque du Canada, le ministère des Finances Canada, Industrie Canada, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Transports Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et plusieurs autres ministères et organismes fédéraux et provinciaux. Les données du programme sont aussi très utilisées par le secteur privé. Les renseignements statistiques incluent les sujets suivants : produit intérieur brut; production, coûts, ventes, productivité et prix pour la gamme complète des secteurs industriels; flux et stocks de capital fixe et d'immobilisations; finances et échanges internationaux; part du capital étranger dans l'économie du Canada; recettes, dépenses et emploi des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux; questions environnementales liées à la pollution, au capital naturel et aux activités visant à réduire les dégâts environnementaux; inflation des prix à la consommation et de l'industrie; science et technologie; et activités de recherche et développement.

Statistique sociale

Ce programme offre de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui peuvent contribuer à leur bien-être. Il comprend des mesures portant sur les revenus et les dépenses des ménages; l'emploi, le chômage, ainsi que les coûts et les avantages qui y sont liés, de même que sur le revenu du travail et les facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre, la santé et les facteurs qui l'influencent; et enfin sur des sujets d'intérêt particulier liés à la politique sociale. Ce programme fournit également des renseignements et des analyses sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens, et sur les résultats des services qu'ils offrent. Il englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles quant à la nature et à l'étendue de leurs services, de leurs activités et des caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services, ainsi que leurs incidences sur la société canadienne.

Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones

Ce programme fournit des renseignements statistiques sur la population canadienne, ses caractéristiques et conditions démographiques et ses changements au fil du temps. Ce programme produit aussi des renseignements statistiques à partir du Recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit des renseignements détaillés sur les sous-populations et les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être obtenus au moyen d'enquêtes-échantillons. Les chiffres et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la répartition des transferts fédéraux, et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et les autres organismes locaux des provinces. De même, tous les cinq ans, le recensement de l'agriculture offre des données sur le nombre et le type d'exploitations agricoles; les exploitants agricoles; la forme juridique des exploitations; les terres et les pratiques de gestion des terres; les dépenses en immobilisations; les véhicules, la machinerie et l'équipement agricoles; et la main-d'oeuvre agricole embauchée. Ce programme fournit aussi des renseignements sur les conditions socioéconomiques et le bien-être des peuples autochtones.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	332 903 000	…	…	332 903 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 1 601 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	33 319 386	…	33 319 386						
					1b	Virement de 1 905 200 $ du crédit 10 (Industrie) et de 325 000 $ du crédit 1 (Ressources naturelles)				
…	…	33 418 170	…	33 418 170						
…	…	1	…	1	1c	Virement de 783 565 $ du crédit 10 (Industrie)				
						Virement du : crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	1 601 000	1 601 000						
…	…	…	325 000	325 000		crédit 1 (Ressources naturelles)				
…	…	…	2 688 765	2 688 765		crédit 10				
…	…	…	1 163 664	1 163 664		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	18 244 173	18 244 173		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	19 640 841	19 640 841		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	12 957 994	12 957 994		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(6 851 676)	(6 851 676)		Virement au : crédit 5				
…	…	…	(300 000)	(300 000)		crédit 45				
…	…	…	(48 405)	(48 405)		crédit 50 (Conseil du Trésor)				
…	332 903 000	66 737 557	49 421 356	449 061 913		Total—Crédit 1	423 483 431	25 578 482	…	403 913 482
…	12 596 000	…	…	12 596 000	5	Dépenses en capital				
…	…	449 050	…	449 050	5a	Virement de 3 325 176 $ du crédit 1 (Industrie)				
…	…	1	…	1	5b	Virement de 3 526 500 $ du crédit 1 (Industrie)				
…	…	1	…	1	5c	Virement de 2 040 000 $ du crédit 10 (Industrie)				
…	…	…	6 851 676	6 851 676		Virement du : crédit 1				
…	…	…	2 040 000	2 040 000		crédit 10				
…	12 596 000	449 052	8 891 676	21 936 728		Total—Crédit 5	17 695 140	4 241 588	…	16 650 599
…	464 272 000	…	…	464 272 000	10	Subventions et contributions				
…	…	137 462 412	…	137 462 412	10a	Subventions et contributions				
…	…	52 987 317	…	52 987 317	10b	Subventions et contributions				
…	…	…	(2 688 765)	(2 688 765)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(2 040 000)	(2 040 000)		crédit 5				
…	…	…	(375 000)	(375 000)		crédit 65				
…	…	…	(20 000)	(20 000)		crédit 75				
…	464 272 000	190 449 729	(5 123 765)	649 597 964		Total—Crédit 10	560 522 638	89 075 326	…	664 728 280
…	50 078 000	…	6 474 717	56 552 717	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 552 717	…	…	56 958 447

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	76 422	…	(6 100)	70 322	(S)	Ministre de l'Industrie—Traitement et allocation pour automobile	70 322	…	…	72 200
…	81 715 000	33 285 000	(4 661 280)	110 338 720	(S)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	110 338 720	…	…	100 258 791
…	24 000 000	(9 000 000)	(15 000 000)	…	(S)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet 5)	…	…	…	…
139 200 605	4 852 000	…	(4 852 000)	139 200 605	(S)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada				
…	…	…	308 926	308 926		Virement du CT, crédit 30 [1]				
139 200 605	4 852 000	…	(4 543 074)	139 509 531		Total	(12 926 451)	…	152 435 982	(21 270 334)
…	2 050 000	(800 000)	(646 930)	603 070	(S)	Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*	603 070	…	…	1 396 789
…	…	…	41 495 600	41 495 600	(S)	Paiements de transfert reliés en application de la *Loi d'exécution du budget de 2007*	41 495 600	…	…	25 543 000
…	…	…	29 500 000	29 500 000	(S)	Genome Canada	29 500 000	…	…	6 700 000
362 523	…	…	209 092	571 615	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	325 444	37 079	209 092	225 002
…	…	…	910 691	910 691	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	910 691	…	…	338 741
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	108 399 389
139 563 128	972 542 422	281 121 338	106 921 983	1 500 148 871		Total budgétaire	1 228 571 322	118 932 475	152 645 074	1 363 914 386
…	300 000	…	…	300 000	L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie* (Brut)	…	300 000	…	…
…	500 000	…	…	500 000	L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie* (Brut)	…	500 000	…	…
1 950 000	…	…	…	1 950 000	L97b	Avances aux bureaux régionaux et aux employés affectés à l'étranger. *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*. Limite 1 950 000 $ (Net)	…	…	1 950 000	…
1 950 000	800 000	…	…	2 750 000		Total non budgétaire	…	800 000	1 950 000	…
139 563 128	**972 542 422**	**281 121 338**	**106 921 983**	**1 500 148 871**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1 228 571 322**	**118 932 475**	**152 645 074**	**1 363 914 386**
1 950 000	**800 000**	**…**	**…**	**2 750 000**		**Non budgétaire**	**…**	**800 000**	**1 950 000**	**…**

						Agence spatiale canadienne				
…	193 110 000	…	…	193 110 000	25	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	213 998	213 998		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	3 823 793	3 823 793		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	9 273 200	9 273 200		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 327 630	1 327 630		CT, crédit 30 [1]				
						Virement au : crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(25 000)	(25 000)						
…	…	…	(600 000)	(600 000)		crédit 35				
…	193 110 000	…	14 013 621	207 123 621		Total—Crédit 25	196 617 092	10 506 529	…	178 896 343
…	118 113 000	…	…	118 113 000	30	Dépenses en capital				
…	…	300 000	…	300 000	30a	Dépenses en capital				
…	118 113 000	300 000	…	118 413 000		Total—Crédit 30	56 913 048	61 499 952	…	56 817 476
…	46 431 000	…	…	46 431 000	35	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	35b	Virement de 600 000 $ du crédit 25 (Industrie)				
…	…	…	600 000	600 000		Virement du crédit 25				
…	46 431 000	1	600 000	47 031 001		Total—Crédit 35	43 023 239	4 007 762	…	46 714 470
…	10 563 000	…	(1 147 356)	9 415 644	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 415 644	…	…	9 222 636
14 991	…	…	19 209	34 200	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	10 409	4 582	19 209	9 990
14 991	**368 217 000**	**300 001**	**13 485 474**	**382 017 466**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**305 979 432**	**76 018 825**	**19 209**	**291 660 915**
						Commission canadienne du tourisme				
…	82 646 000	…	…	82 646 000	40	Dépenses du programme				
…	…	…	10 219	10 219		Virement du CT, crédit 15 [1]				
…	82 646 000	…	10 219	82 656 219		Total—Crédit 40	82 656 219	…	…	79 282 000
…	**82 646 000**	**…**	**10 219**	**82 656 219**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**82 656 219**	**…**	**…**	**79 282 000**
						Tribunal de la concurrence				
…	1 546 000	…	…	1 546 000	45	Dépenses du programme				
…	…	1	…	1	45b	Virement de 300 000 $ du crédit 1 (Industrie)				
…	…	…	300 000	300 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	58 610	58 610		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	76 800	76 800		CT, crédit 25 [1]				
…	1 546 000	1	435 410	1 981 411		Total—Crédit 45	1 566 000	415 411	…	1 536 518
…	153 000	…	(27 532)	125 468	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	125 468	…	…	160 826
…	…	…	160	160	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	160	…
…	**1 699 000**	**1**	**408 038**	**2 107 039**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 691 468**	**415 411**	**160**	**1 697 344**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission du droit d'auteur				
…	2 317 000	…	…	2 317 000	50	Dépenses du programme				
…	…	…	68 007	68 007		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	114 750	114 750		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	18 689	18 689		CT, crédit 30 [1]				
…	2 317 000	…	201 446	2 518 446		Total—Crédit 50	2 428 885	89 561	…	2 285 609
…	289 000	…	(39 830)	249 170	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249 170	…	…	235 047
…	**2 606 000**	**…**	**161 616**	**2 767 616**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**2 678 055**	**89 561**	**…**	**2 520 656**
						Conseil national de recherches du Canada				
…	385 524 000	…	…	385 524 000	55	Dépenses de fonctionnement				
…	…	10 509 312	…	10 509 312	55b	Virement de 123 500 $ du crédit 20 (Santé)				
…	…	…	123 500	123 500		Virement du : crédit 20 (Santé)				
…	…	…	178 024	178 024		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	13 256 739	13 256 739		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	18 284 049	18 284 049		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	7 954 360	7 954 360		CT, crédit 30 [1]				
						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(500 000)	(500 000)		crédit 1 (Ressources naturelles)				
…	…	…	(497 333)	(497 333)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(25 000)	(25 000)		crédit 60				
…	…	…	(995 000)	(995 000)						
…	385 524 000	10 509 312	37 779 339	433 812 651		Total—Crédit 55	429 622 588	4 190 063	…	422 891 590
…	39 697 000	…	…	39 697 000	60	Dépenses en capital				
…	…	2 065 000	…	2 065 000	60a	Dépenses en capital				
…	…	175 000	…	175 000	60b	Virement de 995 000 $ du crédit 55 (Industrie) et de 6 906 988 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	6 906 988	6 906 988		Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	995 000	995 000		crédit 55				
…	39 697 000	2 240 000	7 901 988	49 838 988		Total—Crédit 60	42 386 884	7 452 104	…	45 119 813
…	143 582 000	…	…	143 582 000	65	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	65b	Virement de 375 000 $ du crédit 10 (Industrie)				
…	…	…	375 000	375 000		Virement du crédit 10				
…	143 582 000	1	375 000	143 957 001		Total—Crédit 65	141 803 779	2 153 222	…	148 121 574

…	45 980 000	…	10 479 695	56 459 695	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	56 459 695	…	…	57 683 729
					(S)	Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches* :				
65 994 909	…	…	…	65 994 909		Montant non dépensé au début de l'exercice				
…	83 495 000	…	7 157 830	90 652 830		Montant reçu au cours de l'exercice				
65 994 909	83 495 000	…	7 157 830	156 647 739		Total	87 220 003	…	69 427 736	96 752 815
122 767	…	…	167 210	289 977	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	131 142	…	158 835	532 946
…	…	…	34 074	34 074	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	34 074	…	…	47 573
…	…	…	271 500	271 500	(S)	Pertes sur les opérations de change	271 500	…	…	…
66 117 676	**698 278 000**	**12 749 313**	**64 166 636**	**841 311 625**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**757 929 665**	**13 795 389**	**69 586 571**	**771 150 040**
						Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
…	40 650 000	…	…	40 650 000	70	Dépenses de fonctionnement				
…	…	375 000	…	375 000	70a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	258 007	…	258 007	70b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	453 800	…	453 800	70c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	1 189 237	1 189 237		Virement du : CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	111 061	111 061		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	1 826 850	1 826 850		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	770 151	770 151		CT, crédit 30 (1)				
…	40 650 000	1 086 807	3 897 299	45 634 106		Total—Crédit 70	43 700 637	1 933 469	…	39 011 904
…	913 426 000	…	…	913 426 000	75	Subventions				
…	…	6 310 750	…	6 310 750	75a	Subventions				
…	…	480 000	…	480 000	75b	Virement de 1 000 000 $ du crédit 5 (Ressources naturelles)				
…	…	60 667 750	…	60 667 750	75c	Virement de 404 035 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 20 000 $ du crédit 10 (Industrie)				
…	…	…	1 000 000	1 000 000		Virement du : crédit 5 (Ressources naturelles)				
…	…	…	20 000	20 000		crédit 10				
…	…	…	404 035	404 035		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(438 000)	(438 000)		Virement au crédit 1 (Défense nationale)				
…	913 426 000	67 458 500	986 035	981 870 535		Total—Crédit 75	981 849 898	20 637	…	969 578 204
…	4 129 000	…	129 637	4 258 637	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 258 637	…	…	3 868 318
…	…	…	273	273	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	273	452
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 056
…	**958 205 000**	**68 545 307**	**5 013 244**	**1 031 763 551**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 029 809 172**	**1 954 106**	**273**	**1 012 459 934**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Conseil de recherches en sciences humaines				
…	21 303 000	…	…	21 303 000	80	Dépenses de fonctionnement				
…	…	1	…	1	80a	Virement de 10 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	1 520 057	…	1 520 057	80b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	921 639	…	921 639	80c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	10 000	10 000		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	816 633	816 633		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	999 650	999 650		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	502 582	502 582		CT, crédit 30 (1)				
…	21 303 000	2 441 697	2 328 865	26 073 562		Total—Crédit 80	25 245 220	828 342	…	21 484 993
…	622 042 000	…	…	622 042 000	85	Subventions				
…	…	1	…	1	85a	Virement de 579 446 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 160 000 $ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	750 000	…	750 000	85b	Virement de 297 528 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	29 272 250	…	29 272 250	85c	Subventions				
…	…	…	160 000	160 000		Virement du : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	…	876 974	876 974		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	(57 500)	(57 500)		Virement au : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	…	(852 025)	(852 025)		crédit 1 (Défense nationale)				
…	622 042 000	30 022 251	127 449	652 191 700		Total—Crédit 85	651 748 701	442 999	…	657 316 572
…	2 342 000	…	210 875	2 552 875	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 552 875	…	…	2 244 928
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	78
…	**645 687 000**	**32 463 948**	**2 667 189**	**680 818 137**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**679 546 796**	**1 271 341**	**…**	**681 046 571**
						Conseil canadien des normes				
…	7 129 000	…	…	7 129 000	90	Paiements versés au Conseil canadien des normes	7 129 000	…	…	7 129 000
…	**7 129 000**	**…**	**…**	**7 129 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**7 129 000**	**…**	**…**	**7 129 000**
						Statistique Canada				
…	398 872 000	…	…	398 872 000	95	Dépenses du programme				
…	…	5 140 352	…	5 140 352	95a	Dépenses du programme				

…	…	…	2 257 843	2 257 843		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	20 935 851	20 935 851		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	25 908 250	25 908 250		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	15 122 003	15 122 003		CT, crédit 30 [1]				
…	398 872 000	5 140 352	64 223 947	468 236 299		Total—Crédit 95	424 931 619	43 304 680	…	404 935 662
…	63 870 000	…	8 536 060	72 406 060	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	72 406 060	…	…	69 043 350
…	…	…	22 973	22 973	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 973	…	…	51 873
…	**462 742 000**	**5 140 352**	**72 782 980**	**540 665 332**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**497 360 652**	**43 304 680**	**…**	**474 030 885**
205 695 795	**4 199 751 422**	**400 320 260**	**265 617 379**	**5 071 384 856**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**4 593 351 781**	**255 781 788**	**222 251 287**	**4 684 891 731**
1 950 000	**800 000**	**…**	**…**	**2 750 000**		**Non budgétaire**	**…**	**800 000**	**1 950 000**	**…**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Office des technologies industrielles—Organisme de service spécial	20 050 028	19 924 358	169 810	169 810	313 292 150	274 508 647	…	…	…	…	333 511 988	294 602 815
Secteur des services axés sur le marché et les petites entreprises et des opérations régionales—Développement économique	65 743 409	62 306 937	2 211 014	1 687 603	247 437 138	208 256 215	…	…	…	…	315 391 561	272 250 755
Secteur des services axés sur le marché et les petites entreprises et des opérations régionales—Marché	151 389 928	143 531 855	7 161 880	5 697 950	…	…	41 927 834	41 927 834	…	…	116 623 974	107 301 971
Secteur science et innovation—Science et technologie (S-T) et innovation	17 217 755	16 902 991	111 255	111 255	82 700 000	82 700 000	…	…	…	…	100 029 010	99 714 246
Secteur de l'industrie—Développement économique—												
Budgétaire	51 185 786	51 050 579	357 577	357 577	29 880 868	26 489 793	…	…	…	…	81 424 231	77 897 949
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	2 750 000	…	2 750 000	…
Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications—Marché	57 779 146	57 000 543	3 554 020	2 144 654	6 893 000	5 847 072	…	…	…	…	68 226 166	64 992 269
Bureau de la concurrence	69 789 988	67 157 930	2 928 910	2 460 714	…	…	10 556 000	10 556 000	…	…	62 162 898	59 062 644
Centre de recherches sur les communications Canada	66 690 113	64 164 234	4 383 606	4 036 599	…	…	10 809 996	10 809 996	…	…	60 263 723	57 390 837
Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications—Science et technologie (S-T) et innovation	2 164 768	1 494 017	33 181	33 181	28 000 000	28 000 000	…	…	…	…	30 197 949	29 527 198
Secteur de la politique stratégique—Marché	17 738 735	17 723 372	118 672	118 672	392 000	273 551	…	…	…	…	18 249 407	18 115 595
Secteur de l'industrie—Science et technologie (S-T) et innovation	11 738 570	7 617 397	93 688	93 688	89 169 600	82 656 269	…	…	…	…	101 001 858	90 367 354
Secteur du spectre, des technologies de l'information et des télécommunications—Développement économique	12 768 927	12 619 145	202 323	202 323	30 738 339	30 738 339	…	…	…	…	43 709 589	43 559 807
Secteur de la politique stratégique—Développement économique	15 360 356	15 272 527	162 542	162 542	…	…	…	…	…	…	15 522 898	15 435 069
Bureau de la consommation	4 275 054	4 192 636	448 250	418 572	1 690 000	1 647 884	…	…	…	…	6 413 304	6 259 092

Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable	278 992 531	132 632 327	…	…	…	…	139 483 000	145 558 778	…	…	139 509 531	(12 926 451)
Le projet gazier de MacKenzie	6 095 784	3 205 172	…	…	1 815 000	1 815 000	…	…	…	…	7 910 784	5 020 172
Sous-total—												
Budgétaire	848 980 878	676 796 020	21 936 728	17 695 140	832 008 095	742 932 770	202 776 830	208 852 608	…	…	1 500 148 871	1 228 571 322
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	2 750 000	…	2 750 000	…
Revenus affectés aux dépenses	(202 776 830)	(208 852 608)	…	…	…	…	(202 776 830)	(208 852 608)	…	…	…	…
Total du ministère—												
Budgétaire	**646 204 048**	**467 943 412**	**21 936 728**	**17 695 140**	**832 008 095**	**742 932 770**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 500 148 871**	**1 228 571 322**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 750 000**	**…**	**2 750 000**	**…**
Agence spatiale canadienne												
Observation de la terre depuis l'espace	49 820 261	46 028 852	60 730 835	9 153 670	8 006 500	7 779 695	…	…	…	…	118 557 596	62 962 217
Sciences et exploration spatiales	111 702 442	108 180 098	49 402 863	42 273 499	11 415 433	10 922 120	…	…	…	…	172 520 738	161 375 717
Activités liées à la technologie de nature générique en appui à l'observation de la terre, aux sciences et explorations spatiales et aux télécommunications par satellites	38 202 081	35 892 315	2 999 025	2 889 338	9 232 601	8 681 118	…	…	…	…	50 433 707	47 462 771
Télécommunications par satellites	10 370 079	10 018 921	5 193 004	2 527 294	17 231 500	14 510 339	…	…	…	…	32 794 583	27 056 554
Sensibilisation à l'espace et éducation	6 478 602	5 922 959	87 273	69 247	1 144 967	1 129 967	…	…	…	…	7 710 842	7 122 173
Total de l'organisme—Budgétaire	**216 573 465**	**206 043 145**	**118 413 000**	**56 913 048**	**47 031 001**	**43 023 239**	**…**	**…**	**…**	**…**	**382 017 466**	**305 979 432**
Commission canadienne du tourisme—												
Budgétaire	**82 656 219**	**82 656 219**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**82 656 219**	**82 656 219**
Tribunal de la concurrence												
Traitement des affaires	2 107 039	1 691 468	…	…	…	…	…	…	…	…	2 107 039	1 691 468
Total de l'organisme—Budgétaire	**2 107 039**	**1 691 468**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 107 039**	**1 691 468**
Commission du droit d'auteur												
Établissement de tarifs et octroi de licences liés au droit d'auteur	2 767 616	2 678 055	…	…	…	…	…	…	…	…	2 767 616	2 678 055
Total de l'organisme—Budgétaire	**2 767 616**	**2 678 055**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 767 616**	**2 678 055**
Conseil national de recherches du Canada												
Recherche et développement	504 892 655	452 436 409	47 244 488	40 312 419	55 794 000	54 993 948	…	…	…	…	607 931 143	547 742 776
Soutien technologique et industriel	142 622 981	121 302 593	2 594 500	2 074 465	88 163 001	86 809 831	…	…	…	…	233 380 482	210 186 889
Total de l'organisme—Budgétaire	**647 515 636**	**573 739 002**	**49 838 988**	**42 386 884**	**143 957 001**	**141 803 779**	**…**	**…**	**…**	**…**	**841 311 625**	**757 929 665**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie												
Financer la recherche fondamentale	17 143 626	17 690 748	…	…	364 179 035	357 889 253	…	…	…	…	381 322 661	375 580 001
Attirer et garder en poste des membres du corps enseignant	3 717 969	2 998 233	…	…	165 586 000	149 779 328	…	…	…	…	169 303 969	152 777 561
Appuyer les étudiants et les boursiers	7 932 538	7 139 240	…	…	149 857 000	144 231 096	…	…	…	…	157 789 538	151 370 336
Financer la recherche dans des domaines stratégiques	5 361 294	4 546 532	…	…	111 269 000	79 773 266	…	…	…	…	116 630 294	84 319 798
Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement	11 417 378	10 054 127	…	…	120 249 750	158 820 332	…	…	…	…	131 667 128	168 874 459
Appuyer l'achat d'appareils et l'accès aux ressources majeures de recherche	2 972 520	3 179 888	…	…	51 365 000	73 337 808	…	…	…	…	54 337 520	76 517 696
Appuyer la commercialisation	1 001 105	2 124 611	…	…	13 400 750	13 549 390	…	…	…	…	14 401 855	15 674 001
Promouvoir les sciences et le génie	346 586	225 895	…	…	5 964 000	4 469 425	…	…	…	…	6 310 586	4 695 320
Total de l'organisme—Budgétaire	**49 893 016**	**47 959 274**	**…**	**…**	**981 870 535**	**981 849 898**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 031 763 551**	**1 029 809 172**
Conseil de recherches en sciences humaines												
Coûts indirects de la recherche	1 194 064	563 365	…	…	328 255 476	328 251 990	…	…	…	…	329 449 540	328 815 355
Bourses et prix	4 309 793	2 984 860	…	…	101 427 000	105 145 242	…	…	…	…	105 736 793	108 130 102
Recherche définie par le chercheur (thème et sujet définis par le ou les chercheurs)	6 312 541	7 115 756	…	…	85 252 000	82 619 732	…	…	…	…	91 564 541	89 735 488
Chaires de recherche du Canada	3 977 760	3 597 345	…	…	59 152 500	55 574 788	…	…	…	…	63 130 260	59 172 133
Développement de la recherche stratégique	4 990 596	4 488 076	…	…	26 470 000	24 880 272	…	…	…	…	31 460 596	29 368 348
Interaction et diffusion de la recherche	2 157 606	3 056 177	…	…	31 265 250	33 135 361	…	…	…	…	33 422 856	36 191 538
Recherche et formation ciblées	5 684 077	5 992 516	…	…	20 369 474	22 141 316	…	…	…	…	26 053 551	28 133 832
Total de l'organisme—Budgétaire	**28 626 437**	**27 798 095**	**…**	**…**	**652 191 700**	**651 748 701**	**…**	**…**	**…**	**…**	**680 818 137**	**679 546 796**
Conseil canadien des normes—Budgétaire	**7 129 000**	**7 129 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 129 000**	**7 129 000**

Statistique Canada												
Statistique économique	274 398 802	257 048 849	…	…	…	…	25 471 000	22 652 130	…	…	248 927 802	234 396 719
Statistique sociale	256 315 874	233 979 505	…	…	561 000	560 800	77 541 000	73 363 470	…	…	179 335 874	161 176 835
Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	139 389 656	125 614 409	…	…	…	…	26 988 000	23 827 311	…	…	112 401 656	101 787 098
Sous-total	670 104 332	616 642 763	…	…	561 000	560 800	130 000 000	119 842 911	…	…	540 665 332	497 360 652
Revenus affectés aux dépenses	(130 000 000)	(119 842 911)	…	…	…	…	(130 000 000)	(119 842 911)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**540 104 332**	**496 799 852**	**…**	**…**	**561 000**	**560 800**	**…**	**…**	**…**	**…**	**540 665 332**	**497 360 652**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**2 223 576 808**	**1 914 437 522**	**190 188 716**	**116 995 072**	**2 657 619 332**	**2 561 919 187**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 071 384 856**	**4 593 351 781**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 750 000**	**…**	**2 750 000**	**…**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	77 700 000	…	…	77 700 000	Subvention à la Fondation canadienne pour l'innovation	77 700 000	…	…	26 700 000
…	24 000 000	(9 000 000)	13 000 000	28 000 000	(S) Subvention à CANARIE Inc.	28 000 000	…	…	15 000 000
…	12 000 000	…	(2 915 465)	9 084 535	Subvention à la Corporation de la Ville de Brantford	404 488	8 680 047	…	…
…	6 808 000	…	…	6 808 000	Subvention à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	5 762 072	1 045 928	…	5 928 955
…	5 000 000	…	…	5 000 000	Subvention à l'Institut canadien des recherches avancées	5 000 000	…	…	5 000 000
…	550 000	…	(183 000)	367 000	Subvention pour la Corporation du Secrétariat du commerce intérieur	248 551	118 449	…	175 374
…	85 000	…	…	85 000	Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	85 000	…	…	85 000
…	…	…	29 100 000	29 100 000	Subvention dans le cadre du Programme d'eau potable de l'Ontario	10 370 973	18 729 027	…	2 168 578
…	…	…	29 500 000	29 500 000	(S) Subvention à Génome Canada	29 500 000	…	…	6 700 000
…	…	…	13 495 600	13 495 600	(S) Subvention à l'Institut Perimeter (Paiements de transfert reliés en application de la *Loi d'exécution du budget de 2007*)	13 495 600	…	…	10 543 000
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	105 000 000
…	**126 143 000**	**(9 000 000)**	**81 997 135**	**199 140 135**	**Total—Subventions**	**170 566 684**	**28 573 451**	**…**	**177 300 907**
					Contributions				
…	248 560 000	121 262 370	(156 443 294)	213 379 076	Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	198 812 837	14 566 239	…	256 552 627
…	81 715 000	33 285 000	(4 661 280)	110 338 720	(S) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	110 338 720	…	…	100 258 791
…	40 800 000	…	…	40 800 000	Contributions en vertu du Programme de développement du Nord de l'Ontario	40 800 000	…	…	37 184 055
…	29 100 000	…	(29 100 000)	…	Contributions dans le cadre du Programme d'eau potable de l'Ontario	…	…	…	…
…	21 360 000	…	91 887	21 451 887	Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	21 451 887	…	…	20 815 932
…	15 507 000	2 790 000	…	18 297 000	Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	15 148 700	3 148 300	…	4 967 000
…	2 900 000	…	(20 000)	2 880 000	Contributions en vertu du programme Étudiants bien branchés	2 816 662	63 338	…	2 845 811
…	2 212 000	…	…	2 212 000	Contributions en vertu du Programme des industries canadiennes du textile et du vêtement	1 969 225	242 775	…	5 729 088
…	2 050 000	(800 000)	(646 930)	603 070	(S) Obligations contractées en vertu de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*	603 070	…	…	1 396 789
…	1 690 000	…	…	1 690 000	Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1 647 884	42 116	…	1 679 343
…	…	9 599 800	…	9 599 800	Contributions dans le cadre du Programme de développement de l'Est de l'Ontario	9 599 800	…	…	9 400 000
…	…	3 400 000	711 536	4 111 536	Contributions dans le cadre du Programme des ordinateurs pour les écoles	4 111 536	…	…	4 074 107

…	…	3 200 242	26 758	3 227 000	Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse—Ordinateurs pour les écoles	3 227 000	…	…	3 344 126
…	…	23 533 955	…	23 533 955	Contributions en vertu du programme Infrastructures Canada	11 825 444	11 708 511	…	33 004 045
…	…	9 563 362	(606 273)	8 957 089	Programme d'accès communautaire	8 957 089	…	…	9 034 706
…	…	8 100 000	6 317 714	14 417 714	Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	14 417 714	…	…	14 586 846
…	…	9 000 000	…	9 000 000	Contributions en vertu du Fond d'innovation pour le secteur de l'automobile	9 000 000	…	…	…
…	…	…	39 913 074	39 913 074	Contributions en vertu du Programme pour les projets industriels stratégiques	39 913 074	…	…	99 006 385
…	…	…	60 000 000	60 000 000	Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	35 782 736	24 217 264	…	10 500 000
…	…	…	46 174 000	46 174 000	Contributions en vertu du Programme C series de Bombardier	39 660 669	6 513 331	…	…
…	…	…	95 171	95 171	Contributions en vertu du Programme Activités Stratégiques	95 171	…	…	…
…	…	…	1 815 000	1 815 000	Contributions en vertu du Projet de gaz Mckenzie	1 815 000	…	…	…
…	…	…	371 868	371 868	Contributions en vertu du Programme de productivité de l'industrie du matériel de défense	371 868	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	115 334 040
…	**445 894 000**	**222 934 729**	**(35 960 769)**	**632 867 960**	**Total—Contributions**	**572 366 086**	**60 501 874**	**…**	**729 713 691**
…	**572 037 000**	**213 934 729**	**46 036 366**	**832 008 095**	**Total du ministère**	**742 932 770**	**89 075 325**	**…**	**907 014 598**
					Agence spatiale canadienne				
					Subventions				
…	**3 182 000**	**1**	**600 000**	**3 782 001**	Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	**3 781 999**	**2**	**…**	**2 706 310**
					Contributions				
…	36 253 000	…	…	36 253 000	Contributions aux termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne	34 860 240	1 392 760	…	35 184 753
…	6 700 000	…	…	6 700 000	Contributions à la démonstration Cascade/petit satellite-sonde de mesure de l'écoulement du plasma dans le vent polaire (Mission CASSIOPE)	4 100 000	2 600 000	…	8 663 703
…	296 000	…	…	296 000	Programme global de contributions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales	281 000	15 000	…	159 704
…	**43 249 000**	**…**	**…**	**43 249 000**	**Total—Contributions**	**39 241 240**	**4 007 760**	**…**	**44 008 160**
…	**46 431 000**	**1**	**600 000**	**47 031 001**	**Total de l'organisme**	**43 023 239**	**4 007 762**	**…**	**46 714 470**
					Conseil national de recherches du Canada				
					Subventions				
…	1 069 000	…	…	1 069 000	Affiliations internationales	1 069 000	…	…	1 013 531
…	404 000	…	…	404 000	Programme visant à rehausser la capacité scientifique et technologique du Canada	231 250	172 750	…	333 125
…	**1 473 000**	**…**	**…**	**1 473 000**	**Total—Subventions**	**1 300 250**	**172 750**	**…**	**1 346 656**
					Contributions				
…	81 476 000	(5 148 000)	…	76 328 000	Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux entreprises	75 241 749	1 086 251	…	…

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	43 577 000	…	…	43 577 000	Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	43 500 000	77 000	…	51 500 000
…	11 568 000	1	…	11 568 001	Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux organismes	11 243 020	324 981	…	…
…	5 488 000	5 523 000	…	11 011 000	Contributions aux programmes internationaux de télescope	10 518 760	492 240	…	9 188 348
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	86 086 570
…	**142 109 000**	**375 001**	**…**	**142 484 001**	**Total—Contributions**	**140 503 529**	**1 980 472**	**…**	**146 774 918**
…	**143 582 000**	**375 001**	**…**	**143 957 001**	**Total de l'organisme**	**141 803 779**	**2 153 222**	**…**	**148 121 574**
					Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
					Subventions				
…	867 515 250	33 296 990	986 035	901 798 275	Subventions et bourses	901 798 274	1	…	875 090 446
…	39 600 000	480 000	…	40 080 000	Bourses d'études supérieures du Canada	40 059 364	20 636	…	37 311 508
…	4 260 000	…	…	4 260 000	Programme de stages en R-D industrielle	4 260 000	…	…	…
…	2 050 750	…	…	2 050 750	Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	2 050 750	…	…	…
…	…	26 657 635	…	26 657 635	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	26 657 635	…	…	57 176 250
…	…	7 023 875	…	7 023 875	Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	7 023 875	…	…	…
…	**913 426 000**	**67 458 500**	**986 035**	**981 870 535**	**Total de l'organisme**	**981 849 898**	**20 637**	**…**	**969 578 204**
					Conseil de recherches en sciences humaines				
					Subventions				
…	314 055 000	15 000 000	(799 525)	328 255 475	Coûts indirects de la recherche	328 251 990	3 485	…	313 260 437
…	240 953 500	9 363 251	926 974	251 243 725	Subventions et bourses	251 239 117	4 608	…	246 768 816
…	67 033 500	750 000	…	67 783 500	Bourses d'études supérieures du Canada	67 348 594	434 906	…	64 615 169
…	…	3 926 000	…	3 926 000	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 926 000	…	…	32 672 150
…	…	983 000	…	983 000	Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	983 000	…	…	…
…	**622 042 000**	**30 022 251**	**127 449**	**652 191 700**	**Total de l'organisme**	**651 748 701**	**442 999**	**…**	**657 316 572**
					Statistique Canada				
					Contributions				
…	561 000	…	…	561 000	Contribution en vertu du Programme d'information sur la santé	560 800	200	…	560 800
…	**561 000**	**…**	**…**	**561 000**	**Total de l'organisme**	**560 800**	**200**	**…**	**560 800**
…	**2 298 079 000**	**311 790 482**	**47 749 850**	**2 657 619 332**	**Total du portefeuille ministériel**	**2 561 919 187**	**95 700 145**	**…**	**2 729 306 218**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Secteur des services axés sur le marché et les petites entreprises et des opérations régionales—Marché	41 927 834	41 927 834	40 457 370
Bureau de la concurrence	10 556 000	10 556 000	10 500 000
Centre de recherches sur les communications Canada	10 809 996	10 809 996	10 812 957
Office de la propriété intellectuelle du Canada—Fonds renouvelable	139 483 000	145 558 778	149 000 678
Total du ministère—Budgétaire	**202 776 830**	**208 852 608**	**210 771 005**
Statistique Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Statistique économique	25 471 000	22 652 129	19 618 040
Statistique sociale	77 541 000	73 363 470	57 766 595
Statistique du recensement, de la démographie et sur les Autochtones	26 988 000	23 827 312	…
Statistique du recensement	…	…	25 770 638
Total de l'organisme—Budgétaire	**130 000 000**	**119 842 911**	**103 155 273**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**332 776 830**	**328 695 519**	**313 926 278**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Banque de développement du Canada—Dividendes	16 487 645	21 482 202
Loi sur la mise en valeur de l'énergie dans les provinces de l'Atlantique	129 358	179 477
	16 617 003	21 661 679
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	577 794	130 988
Contributions remboursables	11 334 883	3 729 862
Divers	2 069 333	9 791 087
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	15 327 729	11 711 196
	29 309 739	25 363 133
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais d'enregistrement des marques de commerce, des brevets et des droits d'auteur	144 559 815	144 552 387
Redevances	1 342 056	1 385 051
Pénalités	4 962 075	…
Droits de permis	25 616 951	21 599 779
	176 480 897	*167 537 217*
Services de nature réglementaire—		
Droits d'inspection	881 803	825 931
Autres services	49 786 654	47 229 819
	50 668 457	*48 055 750*
Services de nature non réglementaire	*13 545 647*	*13 591 201*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de produits d'information	*292 041*	*316 912*
Autres frais et droits—		
Frais provenant de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*	153 648	322 468
Frais provenant de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada*	50 329 969	55 370 153
Frais provenant du projet pilote de location-acquisition	466 997	906 225
Frais d'utilisation	678 028	1 056 445
Revenus reportés	4 468 993 991	208 513 174
Divers	2 824 575	3 073 157
	4 523 447 208	*269 241 622*
	4 764 434 250	498 742 702
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	209 092	362 523

Revenus—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Revenus divers—		
Gain net de change	14 318	2 261
Amendes—*Loi sur la concurrence* et produits pour consommateur (diverses lois)	14 627 444	14 968 977
Prêts	5 454 219	21 525 744
Paiements de transfert éventuellement recouvrables	138 375 222	180 015 410
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	825 380	1 786 200
Revenus reportés	712	33
Divers	6 603 742	15 225 610
	165 901 037	233 524 235
Total du ministère	**4 976 471 121**	**779 654 272**
Agence spatiale canadienne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	50 042	1 084 954
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	602 464	1 519 001
	652 506	2 603 955
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Revenus de redevances	3 871 804	3 955 450
Services de nature non réglementaire	2 572 065	3 220 871
	6 443 869	7 176 321
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	19 209	14 991
Revenus divers—		
Gain net de change	11 334	…
Autre	382 447	80 888
	393 781	80 888
Total de l'organisme	**7 509 365**	**9 876 155**
Tribunal de la concurrence		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 943	…
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	160	…
Total de l'organisme	**2 103**	**…**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission du droit d'auteur		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 486	13 243
Total de l'organisme	**1 486**	**13 243**
Conseil national de recherches du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement pour marchandises et services non fournis et divers autres remboursements	742 399	1 520 718
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 040 205	2 689 335
	1 782 604	4 210 053
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*9 018 872*	*8 754 105*
Location et utilisation de biens publics—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*4 220 249*	*4 346 732*
Services de nature non réglementaire—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*1 242 578*	*1 225 371*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	*11 280 853*	*11 814 513*
Autres frais et droits—		
Conformément à l'alinéa 5(1)e) de la *Loi sur le Conseil national de recherches*	66 016 402	59 494 407
Divers	248 223	283 452
	66 264 625	*59 777 859*
	92 027 177	85 918 580
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	167 210	594 390
Revenus divers	…	61 236
Total de l'organisme	**93 976 991**	**90 784 259**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	3 523	142
Remboursement de subventions et de bourses d'études	383 563	497 908
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	83 499	537 032
	470 585	1 035 082
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	85	65
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	273	84
Revenus divers	3 481	3 586
Total de l'organisme	**474 424**	**1 038 817**
Conseil de recherches en sciences humaines		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements—Dépenses de fonctionnement	145 322	…
Recouvrements—Paiements de transfert	2 476 318	1 560 095
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	137 326	136 786
	2 758 966	1 696 881
Revenus divers	1 504	1 645
Total de l'organisme	**2 760 470**	**1 698 526**
Statistique Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	429 400	504 834
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	638 353	1 060 142
	1 067 753	1 564 976
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	119 894 308	106 931 342
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22 973	20 986
Revenus divers	1 377 639	839 684
Total de l'organisme	**122 362 673**	**109 356 988**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	16 617 003	21 661 679
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	36 045 582	36 487 323
Ventes de biens et de services	4 982 799 689	698 769 010
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	418 917	992 974
Revenus divers	167 677 442	234 511 274
Total du portefeuille ministériel	**5 203 558 633**	**992 422 260**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 18

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Justice

Ministère

Commission canadienne des droits de la personne

Tribunal canadien des droits de la personne

Commissaire à la magistrature fédérale

Service administratif des tribunaux judiciaires

Bureau du directeur des poursuites pénales

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Cour suprême du Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	18.2
Sommaire du portefeuille ministériel	18.6
Activités de programme	18.10
Paiements de transfert	18.12
Détail des montants disponibles pour être dépensés	18.14
Revenus	18.14

Ministère

Résultat stratégique

Un système de justice juste, pertinent et accessible qui reflète les valeurs des Canadiens.

Description des activités de programme

Politiques, lois et programmes en matière de justice

Conformément au régime fédéral du Canada, l'administration de la justice est un domaine où les compétences sont partagées entre le gouvernement fédéral et les provinces. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère s'acquitte de sa responsabilité constitutionnelle d'assurer un cadre juridique national bilingue et bijuridique pour l'administration de la justice en élaborant des politiques et des lois ainsi qu'en mettant à l'épreuve des approches innovatrices de manière à renforcer ce cadre juridique dans les domaines suivants : le droit pénal, le système de justice pénale pour les adolescents, la détermination de la peine, le mariage et le divorce, l'accès à la justice et la justice applicable aux Autochtones. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère verse également d'importantes ressources financières aux provinces et aux territoires pour que ceux-ci puissent s'acquitter de leur responsabilité constitutionnelle d'administration courante de la justice.

Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes

Le Bureau de l'ombudsman assure la sensibilisation aux besoins et aux préoccupations des victimes dans les domaines de ressort fédéral, constitue un recours indépendant pour les plaintes des victimes au sujet des dispositions de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* qui s'appliquent aux victimes de délinquants sous surveillance fédérale et aide les victimes à se prévaloir des programmes et services fédéraux existants.

Résultat stratégique

Un gouvernement fédéral appuyé par des services juridiques efficaces et réceptifs.

Description des activités de programme

Fournir des services juridiques au gouvernement

À titre de fournisseur de services communs, le Ministère de la Justice offre un ensemble intégré de conseils juridiques, de services de contentieux et de services législatifs, de manière à faciliter le travail des ministères et organismes qui cherchent à respecter leurs priorités en matière de politiques et de programmes et à atteindre les objectifs généraux du gouvernement. Par l'entremise de cette activité de programme, le Ministère fournit également des services juridiques au Portefeuille de la justice et appui le ministre dans son rôle de conseiller juridique du conseil des ministres relativement à des enjeux complexes à l'échelle du gouvernement.

Commission canadienne des droits de la personne

Résultat stratégique

L'égalité, le respect des droits de la personne et la prévention de la discrimination grâce à une meilleure compréhension et à un meilleur respect de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* par les employeurs et les fournisseurs de services sous réglementation fédérale, ainsi que le public qu'ils servent.

Description des activités de programme

Programme de développement et de diffusion des connaissances sur les droits de la personne

Élaborer et diffuser des instruments réglementaires, des politiques et des recherches favorables à la compréhension et au respect de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* à l'intention de la Commission, des ministères et organismes fédéraux, des sociétés d'État et lieux de travail sous réglementation fédérale, des organismes du secteur privé, des organismes provinciaux, territoriaux et internationaux, des organisations non gouvernementales et du grand public, et aux fins de leur orientation. La participation internationale de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) s'effectue principalement sous les auspices des Nations Unies.

Programme de prévention de la discrimination

Accroître l'égalité des chances sans discrimination fondée sur un motif illicite, dans les lieux de travail et les centres de service fédéraux et sous réglementation fédérale en mettant en oeuvre des vérifications de l'équité en matière d'emploi et des activités de liaison avec l'employeur. L'engagement des intervenants peut concerner des ministères et des organismes fédéraux, des sociétés d'État et des lieux de travail sous réglementation fédérale, des organismes du secteur privé, des organismes provinciaux, territoriaux et internationaux, et des organisations non gouvernementales. Les employés et les employeurs au sein de la fonction publique fédérale et des organismes de service sous réglementation fédérale sont visés par ces lois, ainsi que le public qu'ils servent.

Programme de règlement des différends en matière de droits de la personne

La résolution de plaintes individuelles pour atteinte aux droits de la personne déposées contre les ministères et les organismes fédéraux; les lieux de travail sous réglementation fédérale, les sociétés d'État, les organismes du secteur privé; et le grand public en conformité avec la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. La résolution des plaintes peut inclure un ensemble de mécanismes de règlement des différends, ainsi qu'une enquête si les parties ne parviennent pas à s'entendre, avant qu'une décision ne soit prise par les commissaires. Lorsqu'un dossier a été renvoyé au Tribunal canadien des droits de la personne, l'équipe du

contentieux de la CCDP participe à toutes les médiations, et représente l'intérêt public s'il y a lieu à chacune des étapes devant les tribunaux administratifs et cours de justice.

Tribunal canadien des droits de la personne

Résultat stratégique

Les individus ont accès, en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, au règlement juste et équitable des affaires portant sur les droits de la personne et sur l'équité en matière d'emploi qui sont entendues par le Tribunal canadien des droits de la personne.

Description des activités de programme

Audition de plaintes devant le Tribunal

Dans le cadre de ce programme, des plaintes de discrimination sont examinées et des décisions rendues, à la suite d'une audience devant les membres du Tribunal, à savoir si certaines pratiques contreviennent aux dispositions de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. Les membres du Tribunal tiennent aussi des audiences sur des applications provenant de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP) et des demandes provenant des employeurs dans le but de se prononcer sur des décisions et des directives émises par la CCDP en application de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*.

Commissaire à la magistrature fédérale

Résultat stratégique

Une magistrature fédérale indépendante et efficace.

Description des activités de programme

Paiements en application de la Loi sur les juges

Paiements des traitements, des indemnités et des pensions des juges, nommés par le fédéral, et de leurs survivants, de toutes les cours supérieures et d'appels du Canada.

Conseil canadien de la magistrature

Soutien administratif offert à tous les comités établis par le Conseil canadien de la magistrature composé de tous les juges en chef et juges en chef adjoints du Canada ainsi que des juges principaux des cours supérieures du Nunavut, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Magistrature fédérale

Autres services offerts à la magistrature fédérale, y compris la formation linguistique et l'édition du Recueil des décisions des cours fédérales ainsi que des services au ministre de la Justice par l'entremise du Secrétariat des nominations à la magistrature.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Résultat stratégique

Le public a accès de façon rapide et adéquate aux processus judiciaires de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la Cour martiale du Canada et de la Cour canadienne de l'impôt.

Description des activités de programme

Services du greffe

Les services du greffe traitent les documents légaux ainsi que les demandes de contrôle judiciaire sous la juridiction de la Cour d'appel fédérale, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel de la cour martiale, et de la Cour canadienne de l'impôt. Ces services s'assurent d'une gestion des dossiers de cours et du fonctionnement adéquat du processus judiciaire et de l'accès aux cours.

Services judiciaires

Les services judiciaires fournissent un soutien direct à tous les juges notamment par la voie des adjoints judiciaires, les auxiliaires juridiques qui assistent les juges dans leurs recherches et l'édition de leur jugement, ainsi que les services de la bibliothèque qui dispensent de l'information afin d'appuyer la prise de décision.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Résultat stratégique

Intenter des poursuites pénales en vertu des lois fédérales, libres de toute influence indue et conformes à l'intérêt public.

Description des activités de programme

Diriger des poursuites en matière de drogue, liées au crime organisé et des poursuites en cas d'infractions au Code criminel

Offrir des conseils juridiques et du soutien en matière de litiges pendant les enquêtes policières et diriger les poursuites dans le cas de toutes les accusations liées aux drogues en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*, peu importe que ce soit un service de police fédéral, provincial ou municipal qui ait porté les accusations, sauf dans le cas du Québec et du Nouveau-Brunswick où le Bureau du directeur des poursuites pénales s'occupe uniquement des accusations pour infractions de cette nature déposées par la GRC. Diriger les poursuites dans les dossiers concernant le crime organisé. Conformément aux ententes avec les provinces, diriger les poursuites lorsque les infractions au Code criminel concernent des accusations liées aux drogues et que cet aspect de

l'accusation est le plus important dans le dossier. Dans les trois territoires, diriger les poursuites pour toute infraction au Code criminel.

Poursuites d'infractions aux lois fédérales en vue de protéger l'environnement, les ressources naturelles, l'économie et la santé sociale

Offrir des conseils et du soutien en matière de litiges aux organismes fédéraux chargés des enquêtes et diriger les poursuites dans le cas d'infractions à 50 lois fédérales servant à faire respecter les mandats et à appliquer les politiques des ministères fédéraux, par exemple, la *Loi sur les pêches*, la *Loi de l'impôt sur le revenu*, la *Loi sur le droit d'auteur*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*. Donner des conseils et diriger les poursuites dans les dossiers complexes de fraude sur les marchés financiers.

Lutte au crime, en ce qui a trait aux poursuites pénales, pour contribuer à une société plus sécuritaire pour le Canada

Diriger les poursuites pour des infractions à des lois fédérales comme la *Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes*, la *Loi sur les douanes, Loi sur l'accise* et la *Loi sur la taxe d'accise* pour lutter contre la criminalité transnationale et le terrorisme.

Promouvoir un système de justice équitable et efficace que reflète les valeurs canadiennes dans le contexte des poursuites pénales

Cette activité de programme favorise le raffermissement du système de justice pénale dans l'ensemble du pays et l'amélioration de son efficacité en fournissant des services de formation juridique aux policiers et en promouvant une collaboration fédérale-provinciale-territoriale dans la communauté des poursuivants en ce qui a trait aux questions partagées.

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Résultat stratégique

La protection du droit à la vie privée des Canadiens.

Description des activités de programme

Activité relatives à la conformité

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada (CPVP) est chargé de faire enquête sur les plaintes et de donner suite aux demandes de renseignements provenant des citoyens et des organisations qui communiquent avec des représentants du Commissariat pour obtenir des conseils et de l'aide sur une variété d'enjeux liés à la protection de la vie privée. Le CPVP évalue aussi le degré de conformité des organisations aux exigences énoncées dans les deux lois sur la protection des renseignements personnels. Il formule des recommandations sur la Politique d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP), conformément à la politique du Conseil du Trésor. Cette activité est soutenue par une équipe juridique qui donne des conseils juridiques spécialisés et qui fournit un soutien lors des recours en justice.

Recherche et élaboration des politiques

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada joue un rôle d'expert dans les nouveaux enjeux liés à la protection de la vie privée au Canada et à l'étranger en faisant de la recherche sur des tendances, en surveillant des initiatives législatives et réglementaires, en fournissant une analyse des enjeux importants, et en élaborant des positions de principe qui contribuent à promouvoir la protection du droit à la vie privée. Une partie importante du travail réalisé consiste à apporter un soutien à la Commissaire et aux commissaires adjoints dans la formulation des conseils au Parlement sur les initiatives législatives et sur des programmes gouvernementaux qui peuvent avoir une incidence sur la protection de la vie privée.

Sensibilisation du grand public

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada élabore des plans et met en œuvre un nombre d'activités de communication et de sensibilisation du public, notamment des allocutions et des événements spéciaux, des tactiques de relations médiatiques, de la publicité, ainsi que la réalisation et la diffusion de matériel promotionnel et éducatif.

Résultat stratégique

Les droits des individus en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* sont protégés.

Description des activités de programme

Conformité avec les obligations prévues à la Loi sur l'accès à l'information

La *Loi sur l'accès à l'information* est l'autorité législative en vertu de laquelle le Commissaire à l'information exerce ses activités de surveillance qui sont les suivantes : faire enquête sur les plaintes d'individus et d'entreprises; examiner le rendement des institutions gouvernementales; transmettre les résultats des enquêtes/examens et les recommandations aux plaignants, aux institutions gouvernementales et au Parlement; assurer la mise en application grâce au contrôle judiciaire; et offrir des conseils au Parlement sur des questions d'accès à l'information.

Cour suprême du Canada

Résultat stratégique

Fournir à la Cour suprême du Canada le cadre le plus favorable possible à la prise de décision.

Description des activités de programme

Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision

Le Bureau du registraire a pour but d'assurer les services nécessaires à la Cour pour rendre ses décisions à titre de tribunal de dernier ressort. Les principales responsabilités du Bureau du registraire sont la prestation aux juges d'un ensemble complet de services de gestion et de soutien administratif et la gestion des affaires dont la Cour est saisie.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	265 373 000	…	…	265 373 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	4 477 791	…	4 477 791	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	9 262 349	…	9 262 349	1b	Dépenses de fonctionnement				
…	…	141 386	…	141 386	1c	Virement de 148 667 $ du crédit 35 (Justice)				
…	…	…	148 667	148 667		Virement du : crédit 35				
…	…	…	11 954 228	11 954 228		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	21 954 650	21 954 650		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	14 051 388	14 051 388		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(1 000 000)	(1 000 000)		Virement au : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	…	(75 000)	(75 000)		crédit 5				
…	…	…	(5 169 877)	(5 169 877)		crédit 35				
…	265 373 000	13 881 526	41 864 056	321 118 582		Total—Crédit 1	299 799 393	21 319 189	…	268 382 003
…	367 522 000	…	…	367 522 000	5	Subventions et contributions				
…	…	4 592 784	…	4 592 784	5a	Virement de 75 000 $ du crédit 1 (Justice)				
…	…	16 000 000	…	16 000 000	5b	Subventions et contributions				
…	…	1 000 000	…	1 000 000	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	75 000	75 000		Virement du crédit 1				
…	367 522 000	21 592 784	75 000	389 189 784		Total—Crédit 5	374 402 937	14 786 847	…	362 253 796
…	63 281 000	…	(567 686)	62 713 314	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 713 314	…	…	55 425 273
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
491	…	…	7 157	7 648	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 355	…	4 293	2 923
…	…	…	98 345	98 345	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	98 345	…	…	24 448
491	**696 252 422**	**35 474 310**	**41 476 972**	**773 204 195**		**Total du ministère—Budgétaire**	**737 093 866**	**36 106 036**	**4 293**	**686 162 765**
						Commission canadienne des droits de la personne				
…	18 387 000	…	…	18 387 000	10	Dépenses du programme				
…	…	…	1 118 240	1 118 240		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	521 158	521 158		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	454 756	454 756		CT, crédit 30 (1)				
…	18 387 000	…	2 094 154	20 481 154		Total—Crédit 10	19 962 789	518 365	…	19 701 614
…	2 221 000	…	185 296	2 406 296	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 406 296	…	…	2 287 010

…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	4 081
…	**20 608 000**	**…**	**2 279 450**	**22 887 450**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**22 369 085**	**518 365**	**…**	**21 992 705**
						Tribunal canadien des droits de la personne				
…	3 992 000	…	…	3 992 000	15	Dépenses du programme				
…	…	…	127 197	127 197		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	190 794	190 794		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	23 920	23 920		CT, crédit 30 [1]				
…	3 992 000	…	341 911	4 333 911		Total—Crédit 15	3 560 206	773 705	…	3 825 873
…	384 000	…	(59 486)	324 514	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	324 514	…	…	351 894
…	…	…	366	366	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	366	…	…	4
…	**4 376 000**	**…**	**282 791**	**4 658 791**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**3 885 086**	**773 705**	**…**	**4 177 771**
						Commissaire à la magistrature fédérale				
…	7 772 000	…	…	7 772 000	20	Dépenses de fonctionnement				
…	…	446 139	…	446 139	20c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	274 055	274 055		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	382 150	382 150		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	256 646	256 646		CT, crédit 30 [1]				
…	7 772 000	446 139	912 851	9 130 990		Total—Crédit 20	8 559 913	571 077	…	7 461 007
…	1 594 000	…	…	1 594 000	25	Conseil canadien de la magistrature—Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	79 700	79 700		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	1 594 000	…	79 700	1 673 700		Total—Crédit 25	1 556 318	117 382	…	1 564 231
…	824 000	…	4 364	828 364	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	828 364	…	…	726 007
…	397 971 000	…	12 511 874	410 482 874	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	410 482 874	…	…	390 180 386
…	**408 161 000**	**446 139**	**13 508 789**	**422 115 928**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**421 427 469**	**688 459**	**…**	**399 931 631**
						Service administratif des tribunaux judiciaires				
…	51 645 000	…	…	51 645 000	30	Dépenses du programme				
…	…	3 048 575	…	3 048 575	30a	Dépenses du programme				
…	…	1 349 175	…	1 349 175	30b	Dépenses du programme				
…	…	1 993 132	…	1 993 132	30c	Dépenses du programme				
…	…	…	3 450 508	3 450 508		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	2 544 999	2 544 999		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	909 050	909 050		CT, crédit 30 [1]				
…	51 645 000	6 390 882	6 904 557	64 940 439		Total—Crédit 30	61 866 832	3 073 607	…	54 602 091
…	6 194 000	…	12 809	6 206 809	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 206 809	…	…	6 034 972
15 423	…	…	7 983	23 406	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	15 566	…	7 840	1 420

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	96
15 423	**57 839 000**	**6 390 882**	**6 925 349**	**71 170 654**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**68 089 207**	**3 073 607**	**7 840**	**60 638 579**
						Bureau du directeur des poursuites pénales				
…	124 067 000	…	…	124 067 000	35	Dépenses du programme				
…	…	12 400 000	…	12 400 000	35a	Virement de 5 100 000 $ du crédit 1 (Justice)				
…	…	5 133 780	…	5 133 780	35c	Virement de 69 877 $ du crédit 1 (Justice)				
…	…	…	5 169 877	5 169 877		Virement du : crédit 1				
…	…	…	1 052 000	1 052 000		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	3 574 907	3 574 907		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	2 073 531	2 073 531		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(148 667)	(148 667)		Virement au crédit 1				
…	124 067 000	17 533 780	11 721 648	153 322 428		Total—Crédit 35	120 737 901	32 584 527	…	99 788 485
…	14 630 000	…	(3 176 468)	11 453 532	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 453 532	…	…	10 121 168
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	29 150
…	**138 697 000**	**17 533 780**	**8 545 180**	**164 775 960**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**132 191 433**	**32 584 527**	**…**	**109 938 803**
						Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
…	6 733 000	…	…	6 733 000	40	Commissariat à l'information du Canada— Dépenses du programme				
…	…	1 792 971	…	1 792 971	40a	Commissariat à l'information du Canada— Dépenses du programme				
…	…	…	319 809	319 809		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	302 260	302 260		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	235 195	235 195		CT, crédit 30 (1)				
…	6 733 000	1 792 971	857 264	9 383 235		Total—Crédit 40	8 990 114	393 121	…	7 011 601
…	15 898 000	…	…	15 898 000	45	Commissariat à la protection de la vie privé du Canada— Dépenses du programme				
…	…	3 071 389	…	3 071 389	45b	Commissariat à la protection de la vie privé du Canada— Dépenses du programme				
…	…	…	600 754	600 754		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	788 100	788 100		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	345 203	345 203		CT, crédit 30 (1)				
…	15 898 000	3 071 389	1 734 057	20 703 446		Total—Crédit 45	20 473 622	229 824	…	15 682 021
…	2 861 000	…	(353 048)	2 507 952	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 507 952	…	…	2 297 516

8 313	…	…	337	8 650	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	8 313	337	2 243
8 313	**25 492 000**	**4 864 360**	**2 238 610**	**32 603 283**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**31 971 688**	**631 258**	**337**	**24 993 381**
						Cour suprême du Canada				
…	21 673 000	…	…	21 673 000	50	Dépenses du programme				
…	…	…	768 230	768 230		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 043 850	1 043 850		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	573 691	573 691		CT, crédit 30 [1]				
…	21 673 000	…	2 385 771	24 058 771		Total—Crédit 50	22 434 071	1 624 700	…	23 293 244
…	2 236 000	…	111 309	2 347 309	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 347 309	…	…	2 281 627
…	5 171 000	…	(84 573)	5 086 427	(S)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	5 086 427	…	…	5 169 896
137	…	…	8 150	8 287	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	137	8 150	…
…	…	…	1 200	1 200	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	1 200	…	…	…
137	**29 080 000**	**…**	**2 421 857**	**31 501 994**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**29 869 007**	**1 624 837**	**8 150**	**30 744 767**
24 364	**1 380 505 422**	**64 709 471**	**77 678 998**	**1 522 918 255**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**1 446 896 841**	**76 000 794**	**20 620**	**1 338 580 402**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Politiques, lois et programmes en matière de justice	58 629 441	49 210 500	…	…	389 189 784	374 402 937	…	…	…	…	447 819 225	423 613 437
Fournir des services juridiques au gouvernement	524 275 099	512 612 067	…	…	…	…	200 527 907	200 527 907	…	…	323 747 192	312 084 160
Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes	1 637 778	1 396 269	…	…	…	…	…	…	…	…	1 637 778	1 396 269
Sous-total	584 542 318	563 218 836	…	…	389 189 784	374 402 937	200 527 907	200 527 907	…	…	773 204 195	737 093 866
Revenus affectés aux dépenses	(200 527 907)	(200 527 907)	…	…	…	…	(200 527 907)	(200 527 907)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**384 014 411**	**362 690 929**	**…**	**…**	**389 189 784**	**374 402 937**	**…**	**…**	**…**	**…**	**773 204 195**	**737 093 866**
Commission canadienne des droits de la personne												
Programme de règlement des différends en matière de droits de la personne	11 928 314	11 477 768	…	…	…	…	…	…	…	…	11 928 314	11 477 768
Programme de prévention de la discrimination	6 917 835	6 516 204	…	…	…	…	…	…	…	…	6 917 835	6 516 204
Programme de développement et de diffusion des connaissances sur les droits de la personne	4 041 301	4 375 113	…	…	…	…	…	…	…	…	4 041 301	4 375 113
Total de l'organisme—Budgétaire	**22 887 450**	**22 369 085**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**22 887 450**	**22 369 085**
Tribunal canadien des droits de la personne												
Audition de plaintes devant le Tribunal	4 658 791	3 885 086	…	…	…	…	…	…	…	…	4 658 791	3 885 086
Total de l'organisme—Budgétaire	**4 658 791**	**3 885 086**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 658 791**	**3 885 086**
Commissaire à la magistrature fédérale												
Paiements en application de la *Loi sur les juges*	410 482 874	410 482 874	…	…	…	…	…	…	…	…	410 482 874	410 482 874
Magistrature fédérale	10 145 354	9 516 201	…	…	…	…	275 000	216 924	…	…	9 870 354	9 299 277
Conseil canadien de la magistrature	1 762 700	1 645 318	…	…	…	…	…	…	…	…	1 762 700	1 645 318
Sous-total	422 390 928	421 644 393	…	…	…	…	275 000	216 924	…	…	422 115 928	421 427 469
Revenus affectés aux dépenses	(275 000)	(216 924)	…	…	…	…	(275 000)	(216 924)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**422 115 928**	**421 427 469**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**422 115 928**	**421 427 469**

Service administratif des tribunaux judiciaires												
Services du greffe	43 962 113	42 198 452	…	…	…	…	…	…	…	…	43 962 113	42 198 452
Services judiciaires	27 208 541	25 890 755	…	…	…	…	…	…	…	…	27 208 541	25 890 755
Total de l'organisme—Budgétaire	**71 170 654**	**68 089 207**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**71 170 654**	**68 089 207**
Bureau du directeur des poursuites pénales												
Diriger des poursuites en matière de drogue, liées au crime organisé et des poursuites en cas d'infractions au Code criminel	136 531 419	107 246 909	…	…	…	…	…	…	…	…	136 531 419	107 246 909
Poursuites d'infractions aux lois fédérales en vue de protéger l'environnement, les ressources naturelles, l'économie et la santé sociale	30 676 785	29 049 636	…	…	…	…	11 342 000	9 829 002	…	…	19 334 785	19 220 634
Lutte au crime, en ce qui a a trait aux poursuites pénales, pour contribuer à une société plus sécuritaire pour le Canada	5 217 824	4 824 988	…	…	…	…	…	…	…	…	5 217 824	4 824 988
Promouvoir un système de justice équitable et efficace que reflète les valeurs canadiennes dans le contexte des poursuites pénales	3 691 932	898 902	…	…	…	…	…	…	…	…	3 691 932	898 902
Sous-total	176 117 960	142 020 435	…	…	…	…	11 342 000	9 829 002	…	…	164 775 960	132 191 433
Revenus affectés aux dépenses	(11 342 000)	(9 829 002)	…	…	…	…	(11 342 000)	(9 829 002)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**164 775 960**	**132 191 433**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**164 775 960**	**132 191 433**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada												
Activités relatives à la conformité	12 197 829	12 402 618	…	…	…	…	…	…	…	…	12 197 829	12 402 618
Conformité avec les obligations prévues à la *Loi sur l'accès à l'information*	10 235 769	9 834 336	…	…	…	…	…	…	…	…	10 235 769	9 834 336
Recherche et élaboration des politiques	4 199 115	4 225 470	…	…	500 000	408 098	…	…	…	…	4 699 115	4 633 568
Sensibilisation du grand public	5 470 570	5 101 166	…	…	…	…	…	…	…	…	5 470 570	5 101 166
Total de l'organisme—Budgétaire	**32 103 283**	**31 563 590**	**…**	**…**	**500 000**	**408 098**	**…**	**…**	**…**	**…**	**32 603 283**	**31 971 688**
Cour suprême du Canada												
Favoriser le déroulement du processus d'audition et de décision	31 501 994	29 869 007	…	…	…	…	…	…	…	…	31 501 994	29 869 007
Total de l'organisme—Budgétaire	**31 501 994**	**29 869 007**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**31 501 994**	**29 869 007**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 133 228 471**	**1 072 085 806**	**…**	**…**	**389 689 784**	**374 811 035**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 522 918 255**	**1 446 896 841**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	1 080 000		(350 000)	730 000	Subventions à l'appui du Fonds de renouvellement du système de justice pour les jeunes	384 169	345 831	…	519 890
…	850 000	…	…	850 000	Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	398 752	451 248	…	239 788
…	613 031	…	…	613 031	Subventions à l'appui du Fonds juridique de partenariats et d'innovation	226 000	387 031	…	110 500
…	268 345	…	…	268 345	Institut national de la magistrature	268 345	…	…	268 345
…	100 000	…	…	100 000	Association canadienne des juges des cours provinciales	100 000	…	…	100 000
…	50 000	…	…	50 000	Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	49 912	88	…	43 320
…	38 600	…	…	38 600	Société canadienne des sciences judiciaires	38 600	…	…	38 600
…	26 600	…	…	26 600	Fondation canadienne des droits de la personne	26 600	…	…	…
…	18 170	…	…	18 170	Conférence pour l'harmonisation des lois au Canada, subventions—Subvention pour l'administration	18 170	…	…	18 170
…	12 274	…	…	12 274	Association canadienne des chefs de police pour le Comité de modifications des lois	12 274	…	…	12 274
…	8 620	…	…	8 620	Académie de droit international de La Haye	8 620	…	…	8 593
…	7 220	…	…	7 220	British Institute of International and Comparative Law	…	7 220	…	…
…	1 140	…	…	1 140	Institut international de droit d'expression française	…	1 140	…	…
…	…	50 000	(42 400)	7 600	Subventions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	7 600	…	…	…
…	…	…	29 105	29 105	Subventions accordées en vertu du Fonds de la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	13 105	16 000	…	96 996
…	**3 074 000**	**50 000**	**(363 295)**	**2 760 705**	**Total—Subventions**	**1 552 147**	**1 208 558**	**…**	**1 456 476**
					Contributions				
…	177 302 415	…	…	177 302 415	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	177 302 415	…	…	177 302 415
…	119 827 507	…	…	119 827 507	Contributions aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	119 827 507	…	…	119 827 507
…	12 500 000	…	(479 105)	12 020 895	Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	11 706 919	313 976	…	9 586 445
…	11 048 000	…	(418 559)	10 629 441	Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes—Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	9 028 126	1 601 315	…	4 039 250
…	9 094 900	…	(4 016 800)	5 078 100	Contributions à la mise en œuvre des obligations linguistiques de la *Loi sur les contraventions*	4 289 100	789 000	…	2 779 800
…	7 800 000	…	(466 762)	7 333 238	Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	3 100 934	4 232 304	…	2 426 494

…	4 856 593	…	512 000	5 368 593	Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	5 368 593	…	…	5 156 593
…	4 836 363	…	525 000	5 361 363	Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones	5 320 708	40 655	…	4 836 363
…	3 925 000	…	350 000	4 275 000	Contributions à l'appui du Fonds de justice pour les jeunes	2 805 596	1 469 404	…	2 415 577
…	3 631 276	…	…	3 631 276	Programme de financement des tribunaux de traitement de la toxicomanie	3 631 276	…	…	1 702 667
…	2 842 845	…	…	2 842 845	Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles	2 776 839	66 006	…	2 798 219
…	2 803 101	…	(262 000)	2 541 101	Contributions à l'appui du Programme juridique de partenariats et d'innovation	1 646 760	894 341	…	1 411 336
…	2 000 000	…	3 033 048	5 033 048	Contributions à l'appui de l'aide juridique—Sécurité publique et lutte contre le terrorisme	4 260 000	773 048	…	3 959 663
…	1 650 000	…	1 569 073	3 219 073	Contributions pour payer les services des avocats désignés par le tribunal dans des poursuites fédérales	3 152 052	67 021	…	5 850 842
…	250 000	…	34 311	284 311	Contributions versées à la Conférence de La Haye de droit international privé	281 293	3 018	…	249 559
…	80 000	…	15 689	95 689	Contributions versées à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	88 461	7 228	…	77 050
…	…	4 592 784	…	4 592 784	Contributions versées en vertu du Programme d'avocats spéciaux	2 271 820	2 320 964	…	127 513
…	…	15 950 000	42 400	15 992 400	Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	15 992 391	9	…	16 250 027
…	…	1 000 000	…	1 000 000	Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	…	1 000 000	…	…
…	**364 448 000**	**21 542 784**	**438 295**	**386 429 079**	**Total—Contributions**	**372 850 790**	**13 578 289**	**…**	**360 797 320**
…	**367 522 000**	**21 592 784**	**75 000**	**389 189 784**	**Total du ministère**	**374 402 937**	**14 786 847**	**…**	**362 253 796**
					Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
					Contributions				
…	500 000	…	…	500 000	Programme de contributions relatif à la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*	408 098	91 902	…	474 458
…	**500 000**	**…**	**…**	**500 000**	**Total de l'organisme**	**408 098**	**91 902**	**…**	**474 458**
…	**368 022 000**	**21 592 784**	**75 000**	**389 689 784**	**Total du portefeuille ministériel**	**374 811 035**	**14 878 749**	**…**	**362 728 254**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Fournir des services juridiques au gouvernement	200 527 907	200 527 907	…
Fournir des conseils juridiques, des services de contentieux et des services législatifs au gouvernement	…	…	181 955 953
Total du ministère—Budgétaire	**200 527 907**	**200 527 907**	**181 955 953**
Commissaire à la magistrature fédérale			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Magistrature fédérale	275 000	216 924	173 750
Total de l'organisme—Budgétaire	**275 000**	**216 924**	**173 750**
Bureau du directeur des poursuites pénales			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Poursuites d'infractions aux lois fédérales en vue de protéger l'environnement, les ressources naturelles, l'économie et la santé sociale	11 342 000	9 829 002	8 969 385
Total de l'organisme—Budgétaire	**11 342 000**	**9 829 002**	**8 969 385**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**212 144 907**	**210 573 833**	**191 099 088**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères	8 804	6 785
Divers	512 146	312 276
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	33 438 652	3 775 914
	33 959 602	4 094 975
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Enregistrement de divorces	723 194	762 250
Services d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales	7 141 527	7 284 963
	7 864 721	*8 047 213*
Services de nature non réglementaire—		
Crédit net/Revenu des services juridiques	*234 029 733*	*213 684 072*
	241 894 454	221 731 285
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 157	2 577
Revenus divers—		
Amendes et confiscations	255 567	261 442
Location de résidences et services publics	58 098	23 440
Société d'État facturée	105 093	223 654
Services de nature non réglementaire	…	182 474
Divers	110 085	93 924
	528 843	784 934
Total du ministère	**276 390 057**	**226 613 771**
Commission canadienne des droits de la personne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 680	11 576
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	42 294	7 113
	44 974	18 689
Revenus divers	16 466	60 514
Total de l'organisme	**61 440**	**79 203**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Tribunal canadien des droits de la personne		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	845	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	896	10
	1 741	10
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	366	4
Revenus divers	330	1 825
Total de l'organisme	**2 437**	**1 839**
Commissaire à la magistrature fédérale		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	…	3 606
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	216 924	173 750
Revenus divers—		
Retenues au Compte de pension de retraite de la fonction publique—Juges	12 581 346	12 055 180
Total de l'organisme	**12 798 270**	**12 232 536**
Service administratif des tribunaux judiciaires		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	22 759	33 977
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	146 926	32 482
	169 685	66 459
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Droits de dépôt	1 375 293	1 412 470
Dépenses de la Cour	29 299	11 100
	1 404 592	*1 423 570*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de photocopies	*243 977*	*242 809*
	1 648 569	1 666 379
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 983	15 423
Revenus divers—		
Amendes de la Cour	25 000	3 679 000
Divers	2 693 312	2 611 878
	2 718 312	6 290 878
Total de l'organisme	**4 544 549**	**8 039 139**
Commission du droit du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	12 000
Total de l'organisme	**…**	**12 000**
Bureau du directeur des poursuites pénales		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Autres ministères	…	4 123
Divers	231 065	60 553
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	163 654	1 565 700
	394 719	1 630 376
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Charge de revenu affecté au crédit	11 488 960	10 794 632
Revenus divers—		
Amendes et confiscations	616 833	910 489
Location de résidences et services publics	383 168	315 882
Société d'État facturée	32 770	…
Divers	5 471	3 641
	1 038 242	1 230 012
Total de l'organisme	**12 921 921**	**13 655 020**
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	30 316	6 312
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	209 633	82 330
	239 949	88 642

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	337	8 313
Revenus divers	1 031	662
Total de l'organisme	**241 317**	**97 617**
Cour suprême du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	26 700	9 165
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	39 818	27 912
	66 518	37 077
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	*9 230*	*7 552*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente de communiqués de la Cour suprême	3 610	2 400
Vente de motifs de jugement	7 612	5 970
	11 222	*8 370*
Autres frais et droits—		
Photocopies	37 309	46 123
Frais d'enregistrement	70 304	75 680
Divers	26 855	24 808
	134 468	*146 611*
	154 920	162 533
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	8 150	137
Revenus divers—		
Contributions des juges pour des rentes	60 406	79 397
Total de l'organisme	**289 994**	**279 144**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	34 877 188	5 951 834
Ventes de biens et de services	255 403 827	234 528 579
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	23 993	26 454
Revenus divers	16 944 976	20 503 402
Total du portefeuille ministériel	**307 249 984**	**261 010 269**

SECTION 19

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Parlement

Sénat

Chambre des communes

Bibliothèque du Parlement

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Conseiller sénatorial en éthique

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	19.2
Sommaire du portefeuille ministériel	19.4
Activités de programme	19.6
Paiements de transfert	19.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés	19.8
Revenus	19.8

Sénat

Résultat stratégique

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Description des activités de programme

Sénateurs et bureaux des sénateurs

Assure la prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies. Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Soutien administratif

Offre le soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres activités de programme du Sénat. L'activité de programme soutien administratif fournit locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Comités et associations

Fournit un soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver ou de modifier des projets de loi en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement. Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Fonctionnement de la Chambre

Assure la prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du président. Les dépenses liées à cette activité de programme sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses du personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, comptes rendus des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Chambre des communes

Résultat stratégique

Soutien administratif et professionnel efficace aux députés exerçant individuellement et collectivement à titre de législateurs et de représentants de 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des activités de programme

Députés et agents supérieurs de la Chambre

Les députés assument les rôles de législateurs et de représentants élus de leur circonscription. Dans leur circonscription, les députés participent à des événements et à des activités et discutent avec les électeurs de ce qui les préoccupent. À la Chambre, les députés participent aux débats, étudient et votent les projets de loi. Les députés siègent au sein des comités permanents et des comités spéciaux ou mixtes, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Ils font également partie d'associations parlementaires et de groupes interparlementaires et se joignent à des délégations qui touchent le travail de ces associations et les échanges. Finalement, en caucus, les députés conçoivent des stratégies, discutent des politiques et examinent d'importants dossiers avec les autres députés de leur parti, et orientent le travail du service de recherche du parti. Certains députés endossent d'autres fonctions telles que : président, vice-président, leaders à la Chambre et whips en chef.

Administration de la Chambre

Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution en assumant la continuité d'une législature à l'autre, en préservant les archives parlementaires et en veillant à la stabilité de

l'infrastructure sous-tendant le processus démocratique. Des conseils et du soutien sont offerts dans une gamme étendue de services tels que : procéduraux, législatifs, légaux, gestion et technologies de l'information, gestion des immeubles, sécurité, restauration, finances, ressources humaines, santé et sécurité au travail. Le personnel de la Chambre des communes s'efforce de toujours bien soutenir l'institution et le travail des députés dans leur rôle de législateur et de représentant des 308 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Bibliothèque du Parlement

Résultat stratégique

Les parlementaires prennent des décisions éclairées sur des sujets d'intérêt pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Information, recherche et analyse

Offrir aux parlementaires des services d'information, de recherche et d'analyse pour les aider à remplir leurs rôles à titre de membre de l'une ou l'autre des Chambres, de comités et d'associations parlementaires ou à titre de représentant d'une région ou d'une circonscription. L'information est également mise à la disposition des clients autorisés.

Résultat stratégique

La mémoire institutionnelle du Parlement est préservée pour les générations futures.

Description des activités de programme

Gestion des ressources d'information

Concevoir, enrichir, maintenir et promouvoir un recueil varié de sources de connaissances, afin d'aider les parlementaires et ceux qui les secondent dans leur travail à obtenir les renseignements dont ils ont besoin.

Résultat stratégique

Les Canadiens ont une meilleure compréhension du Parlement.

Description des activités de programme

Activités auprès du public

Seconder les parlementaires dans leurs efforts pour rendre le Parlement accessible au public. Offrir au public de l'information au sujet du Parlement.

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Résultat stratégique

Le public peut avoir confiance que les titulaires de charge publique ainsi que les députés rencontrent les exigences des mesures d'observation régissant leur conduite en ce qui concerne les conflits d'intérêts.

Description des activités de programme

Opérations

Cette activité englobe toutes les actions posées par les employés du Commissariat afin de s'assurer que les députés et les titulaires de charge publique respectent les mesures prévues. Un lettre de conformité est émise lorsque toutes les conditions sont remplies. Le Commissariat dispose d'un registre public contenant l'ensemble des déclarations sommaires des députés et titulaires de charge publique, et une certaine partie de ce registre est publiée sur son site Web. Le Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique tire profit du travail effectué par les Services de communication et des politiques pour réaliser son mandat. Le commissaire est également tenu de faire rapport annuellement au Parlement des activités du Commissariat.

Enquêtes

Il importe de procéder à l'occasion à des enquêtes basées sur des allégations faites par des députés ou des sénateurs. Une enquête peut également être instituée du propre chef du commissaire s'il le juge nécessaire selon les informations dont il dispose.

Conseiller sénatorial en éthique

Résultat stratégique

Les sénateurs respectent les obligations découlant du Code régissant les conflits d'intérêts de manière à aider à assurer l'intégrité du Sénat en tant qu'institution.

Description des activités de programme

Administration

Le mandat du Conseiller sénatorial en éthique consiste à administrer et à interpréter le Code qui établit des normes de conduite pour les sénateurs. Voici les principales fonctions du Conseiller sénatorial en éthique :

- fournir des conseils et des avis confidentiels sur toute question relative aux obligations des sénateurs en vertu du Code;
- examiner les déclarations confidentielles annuelles (liste des sources de revenus, éléments d'actif, éléments de passif, contrats avec le gouvernement, intérêts financiers et autres), aviser les sénateurs des conflits d'intérêts possibles et des mesures de conformité, et préparer des résumés publics; et
- enquêter, au besoin, sur la conformité au Code.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Sénat				
…	58 467 000	…	…	58 467 000	1	Dépenses du programme	50 883 270	7 583 730	…	49 273 899
…	6 717 000	…	(731 212)	5 985 788	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 985 788	…	…	5 801 061
…	25 048 000	…	(339 015)	24 708 985	(S)	Dignitaires du Sénat et sénateurs—Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada*; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	24 708 985	…	…	23 827 472
…	**90 232 000**	**…**	**(1 070 227)**	**89 161 773**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**81 578 043**	**7 583 730**	**…**	**78 902 432**
						Chambre des communes				
…	269 001 055	…	…	269 001 055	5	Dépenses de fonctionnement				
…	…	2 578 712	…	2 578 712	5b	Dépenses du programme—Virement de 8 093 000 $ du crédit 10 (Parlement)				
…	…	…	8 093 000	8 093 000		Virement du crédit 10				
…	269 001 055	2 578 712	8 093 000	279 672 767		Total—Crédit 5	271 145 057	8 527 710	…	264 301 731
…	8 093 000	…	…	8 093 000	10	Dépenses en capital				
…	…	…	(8 093 000)	(8 093 000)		Virement au crédit 5				
…	8 093 000	…	(8 093 000)	…		Total—Crédit 10	…	…	…	…
…	34 944 000	…	(2 300 781)	32 643 219	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32 643 219	…	…	32 320 820
…	113 014 081	1 403 200	(1 025 476)	113 391 805	(S)	Députés—Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	113 391 805	…	…	104 233 568
…	**425 052 136**	**3 981 912**	**(3 326 257)**	**425 707 791**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**417 180 081**	**8 527 710**	**…**	**400 856 119**
						Bibliothèque du Parlement				
…	34 971 000	…	…	34 971 000	15	Dépenses du programme				
…	…	600 000	…	600 000	15c	Dépenses du programme				
…	…	…	1 339 819	1 339 819		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	34 971 000	600 000	1 339 819	36 910 819		Total—Crédit 15	35 006 741	1 904 078	…	30 791 243

…	4 721 000	…	(358 268)	4 362 732	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 362 732	…	…	4 123 400
…	**39 692 000**	**600 000**	**981 551**	**41 273 551**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**39 369 473**	**1 904 078**	**…**	**34 914 643**
						Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique				
…	6 338 000	…	…	6 338 000	20	Dépenses du programme				
…	…	…	228 850	228 850		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	6 338 000	…	228 850	6 566 850		Total—Crédit 20	4 902 947	1 663 903	…	4 334 485
…	790 000	…	(241 879)	548 121	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 121	…	…	518 166
…	**7 128 000**	**…**	**(13 029)**	**7 114 971**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**5 451 068**	**1 663 903**	**…**	**4 852 651**
						Conseiller sénatorial en éthique				
…	689 000	…	…	689 000	25	Dépenses du programme	685 901	3 099	…	802 692
…	102 000	…	(17 327)	84 673	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84 673	…	…	113 699
…	**791 000**	**…**	**(17 327)**	**773 673**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**770 574**	**3 099**	**…**	**916 391**
…	**562 895 136**	**4 581 912**	**(3 445 289)**	**564 031 759**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**544 349 239**	**19 682 520**	**…**	**520 442 236**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Sénat												
Sénateurs et bureaux des sénateurs	38 942 766	38 109 466	419 000	333 554	42 729	42 729	…	…	…	…	39 404 495	38 485 749
Soutien administratif	29 935 065	25 539 303	1 591 200	1 755 782	…	…	…	…	…	…	31 526 265	27 295 085
Comités et associations	11 584 319	8 695 435	27 038	27 038	424 537	424 537	…	…	…	…	12 035 894	9 147 010
Fonctionnement de la Chambre	6 121 261	6 576 341	73 858	73 858	…	…	…	…	…	…	6 195 119	6 650 199
Total de l'organisme—Budgétaire	**86 583 411**	**78 920 545**	**2 111 096**	**2 190 232**	**467 266**	**467 266**	**…**	**…**	**…**	**…**	**89 161 773**	**81 578 043**
Chambre des communes												
Députés et agents supérieurs de la Chambre	251 054 846	247 027 365	…	…	…	…	…	…	…	…	251 054 846	247 027 365
Administration de la Chambre	174 525 873	169 971 159	…	…	1 000 072	1 000 072	873 000	818 515	…	…	174 652 945	170 152 716
Sous-total	425 580 719	416 998 524	…	…	1 000 072	1 000 072	873 000	818 515	…	…	425 707 791	417 180 081
Revenus affectés aux dépenses	(873 000)	(818 515)	…	…	…	…	(873 000)	(818 515)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**424 707 719**	**416 180 009**	**…**	**…**	**1 000 072**	**1 000 072**	**…**	**…**	**…**	**…**	**425 707 791**	**417 180 081**
Bibliothèque du Parlement												
Information, recherche et analyse	25 425 346	22 126 463	450 000	…	…	…	…	…	…	…	25 875 346	22 126 463
Gestion des ressources d'information	11 279 219	12 081 075	225 000	…	…	…	…	…	…	…	11 504 219	12 081 075
Activités auprès du public	4 818 986	6 022 229	75 000	…	…	…	1 000 000	860 294	…	…	3 893 986	5 161 935
Sous-total	41 523 551	40 229 767	750 000	…	…	…	1 000 000	860 294	…	…	41 273 551	39 369 473
Revenus affectés aux dépenses	(1 000 000)	(860 294)	…	…	…	…	(1 000 000)	(860 294)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**40 523 551**	**39 369 473**	**750 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**41 273 551**	**39 369 473**
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique												
Opérations	5 989 925	4 287 720	50 000	…	…	…	…	…	…	…	6 039 925	4 287 720
Enquêtes	1 075 046	1 163 348	…	…	…	…	…	…	…	…	1 075 046	1 163 348
Total de l'organisme—Budgétaire	**7 064 971**	**5 451 068**	**50 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**7 114 971**	**5 451 068**
Conseiller sénatorial en éthique—Budgétaire	**772 121**	**769 022**	**1 552**	**1 552**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**773 673**	**770 574**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**559 651 773**	**540 690 117**	**2 912 648**	**2 191 784**	**1 467 338**	**1 467 338**	**…**	**…**	**…**	**…**	**564 031 759**	**544 349 239**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Sénat				
					Subventions				
…	**167 000**	**…**	**(124 271)**	**42 729**	(S) Pensions aux sénateurs à la retraite	**42 729**	**…**	**…**	**72 533**
					Contributions				
…	**380 000**	**…**	**44 537**	**424 537**	Contributions aux associations parlementaires	**424 537**	**…**	**…**	**387 295**
…	**547 000**	**…**	**(79 734)**	**467 266**	**Total de l'organisme**	**467 266**	**…**	**…**	**459 828**
					Chambre des communes				
					Autres paiements de transfert				
…	940 055	60 017	…	1 000 072	Paiements aux associations parlementaires et de procédure	1 000 072	…	…	924 729
…	**940 055**	**60 017**	**…**	**1 000 072**	**Total de l'organisme**	**1 000 072**	**…**	**…**	**924 729**
…	**1 487 055**	**60 017**	**(79 734)**	**1 467 338**	**Total du portefeuille ministériel**	**1 467 338**	**…**	**…**	**1 384 557**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Chambre des communes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Administration de la Chambre			
Droits d'affiliation à des associations parlementaires	30 211	28 325	20 160
Frais pour la location de divers locaux pour des fonctions non parlementaires	27 206	25 508	26 139
Produits de la vente de biens	2 606	2 443	5 815
Virements provenant du restaurant parlementaire	782 988	734 121	1 001 511
Droits d'affiliation au Gymnasium	21 437	20 100	16 200
Autres recouvrements	8 552	8 018	3 543
	873 000	818 515	1 073 368
Total de l'organisme—Budgétaire	**873 000**	**818 515**	**1 073 368**
Bibliothèque du Parlement			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Activités auprès du public	1 000 000	860 294	900 627
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 000 000**	**860 294**	**900 627**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 873 000**	**1 678 809**	**1 973 995**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Sénat		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	68 309	43 580
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	35 805	118 859
	104 114	162 439
Revenus divers—		
Cotisation des sénateurs au Trésor en vertu de l'article 25 de la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*	8 957	(6 616)
Total de l'organisme	**113 071**	**155 823**
Chambre des communes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	152 939	261 020
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	408 140	18 084
	561 079	279 104
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	734 121	1 001 511
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation pouvant être dépensés de nouveau	81 950	66 042
	816 071	1 067 553
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 293	5 690
Revenus divers—		
Dons à l'État	546	…
Divers	4 281	…
	4 827	…
Total de l'organisme	**1 384 270**	**1 352 347**
Bibliothèque du Parlement		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	38 513	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 999	24 723
	47 512	24 723

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	892 522	921 909
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	340	…
Total de l'organisme	**940 374**	**946 632**
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 883	53 132
Total de l'organisme	**6 883**	**53 132**
Conseiller sénatorial en éthique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	76	…
Total de l'organisme	**76**	**…**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	719 664	519 398
Ventes de biens et de services	1 708 593	1 989 462
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 633	5 690
Revenus divers	13 784	(6 616)
Total du portefeuille ministériel	**2 444 674**	**2 507 934**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 20

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Patrimoine canadien

Ministère

Conseil des Arts du Canada

Société Radio-Canada

Musée canadien des droits de la personne

Musée canadien des civilisations

Musée canadien de la nature

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Bibliothèque et Archives du Canada

Société du Centre national des Arts

Commission des champs de bataille nationaux

Office national du film

Musée des beaux-arts du Canada

Musée national des sciences et de la technologie

Commission de la fonction publique

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Téléfilm Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	20.2
Sommaire du portefeuille ministériel	20.10
Activités de programme	20.19
Paiements de transfert	20.23
Détail des montants disponibles pour être dépensés	20.28
Revenus	20.29

Ministère

Résultat stratégique

Les Canadiens réalisent des expériences culturelles variées et les partagent entre eux et avec le monde.

Description des activités de programme

Création de contenu canadien et excellence des performances

L'expression de la culture commence d'abord avec la création et les performances. Bien que les artistes professionnels et les athlètes de haut niveau visent naturellement l'excellence, l'atteinte de cet objectif requiert l'élaboration d'une structure d'appui au développement de la culture et du sport, et ce, à tous les niveaux, que ce soit au pays comme à l'étranger. Le ministère du Patrimoine canadien aide les créateurs à s'exprimer et les athlètes à bien réussir en appuyant les structures et les industries culturelles nécessaires à la production d'oeuvres de qualité et à l'atteinte de performance de haut niveau.

Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel

La vie culturelle dépend de l'existence d'un réseau complexe : établissements, organismes à but non lucratif, compagnies, bénévoles, professionnels, publics. Ce réseau est à la fois résilient – qualité qu'il tire d'un bassin considérable de dévouement, d'expériences et de talent – et fragile, car certains maillons essentiels de la chaîne sont vulnérables aux tendances d'investissement, aux déficiences du marché, à la concurrence étrangère, aux changements technologiques, aux contraintes de la main-d'œuvre, ainsi qu'aux règles et accords commerciaux internationaux. Partie intégrante du réseau, le ministère du Patrimoine canadien favorise la viabilité des nombreux organismes, des industries culturelles et des entrepreneurs de ces industries, des spectacles offerts par les artistes et des événements sportifs qui composent ce riche écosystème. Pour ce faire, le ministère les aide à améliorer leur capacité à attirer des investissements, à mettre sur pied un régime efficace de protection des droits d'auteur de manière adéquate, à présenter des oeuvres aux auditoires canadiens, à saisir les occasions qui se présentent sur la scène internationale et à former des partenariats solides.

Préservation du patrimoine canadien

Les Canadiens veulent que leurs récits et leur histoire soient préservés pour les générations futures. Le ministère du Patrimoine canadien joue un rôle de premier plan en contribuant à la préservation et à l'accessibilité des oeuvres culturelles et d'archives ayant une importance nationale, y compris les œuvres cinématographiques et musicales, les langues et les récits autochtones et les artefacts culturels nationaux.

Accès à la culturelle canadienne

L'accès à la culture canadienne peut prendre une variété de formes pour les participants : lire, visiter une expositions, assister à un spectacle, apprendre au moyen d'Internet, écouter la radio, regarder la télévision ou un film, visiter un site patrimonial, etc. Le ministère du Patrimoine canadien aide a créer les conditions favorables à l'accès et à la participation. Le Ministère se concentre sur l'amélioration de l'accès à une large palette d'expériences culturelles, à pallier les difficultés liées notamment à la distance, à la taille de la collectivité, à la langue et à la diversité ethnoculturelle. Les principaux véhicules utilisés pour susciter la participation des Canadiens à la vie culturelle sont les activités artistiques, les médias de masse, les sites patrimoniaux et les événements.

Résultat stratégique

Le Canada est une société ouverte à tous, fondée sur la compréhension interculturelle et la participation des citoyens.

Description des activités de programme

Promotion de la compréhension interculturelle

Le ministère du Patrimoine canadien encourage la compréhension interculturelle en créant des occasions pour les Canadiens de partager leurs expériences et de mieux comprendre la culture des uns et des autres. Cela est fait notamment par la promotion de la dualité linguistique et de l'apprentissage des deux langues officielles du Canada. Le ministère appuie également des initiatives qui favorisent la compréhension interculturelle dans les communautés et entre elles. En accordant une attention particulière aux occasions que procurent les activités sportives au Canada, le ministère fait la promotion de la diversité comme moyen de renforcer la compréhension et les expériences interculturelles.

Développement des communautés et renforcement des capacités

Les collectivités autochtones et les communautés de langue officielle jouent un rôle important et unique au Canada, puisqu'elles forment la trame du tissu social canadien depuis le début du pays. Le ministère du Patrimoine canadien soutient le développement des organisations autochtones au moyen de programmes qui mettent à profit les forces culturelles des Autochtones et reconnait le rôle que jouent ces organisations dans leur capacité de relever les défis qui se présentent. Le ministère du Patrimoine canadien soutient également le développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire en favorisant leur participation à différents secteurs de la société et en s'efforçant d'assurer leur vitalité dans toutes les régions du pays.

Participation à la vie communautaire et à la vie civique

Une société inclusive signifie que tous les Canadiens reconnaissent et assument leurs responsabilités au Canada et au sein de la société canadienne. Les

programmes et les activités du ministère du Patrimoine canadien contribuent à cet objectif en aidant à éliminer certains des principaux obstacles à la participation communautaire et civique. Pour ce faire, les initiatives du Ministère permettent aux Canadiens, tant au pays qu'à l'étranger, d'en apprendre davantage sur le pays et sur leur citoyenneté; elles permettent également au reste du monde de mieux connaître le Canada. Le développement de la participation aux activités sportives et l'appui aux organismes dont l'existence repose sur le bénévolat dans les collectivités contribue également à cet objectif. Les programmes s'adressant aux jeunes Canadiens leur ouvrent des portes et encouragent leur participation. En outre, des mesures ciblées aident les communautés ethnoculturelles et ethnoraciales à participer réellement à tous les aspects de la vie canadienne, tandis que d'autres mesures visant les collectivités autochtones, y compris les jeunes et les femmes autochtones, favorisent la participation des Autochtones et mettent à profit leurs cultures.

Conseil des Arts du Canada

Résultat stratégique

Un secteur artistique vif et dynamique au Canada.

Description des activités de programme

Subventions et services aux artistes et aux organismes artistiques, à l'appui de la création, de la production et de la diffusion d'oeuvre d'art

Offre aux artistes professionnels et aux organisations artistiques canadiens une gamme de subventions et de services.

Promotion des arts, afin de favoriser la connaissance et la compréhension de la culture et des arts canadiens

Pour regrouper au sein de l'organisation toutes les activités liées à la promotion des arts tant au niveau national qu'international, incluant les partenariats et les réseaux avec différents intervenants, la location d'oeuvres d'arts, et reconnaître l'excellence artistique par la remise de prix.

Société Radio-Canada

Résultat stratégique

Un service public national de radiodiffusion dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens.

Description des activités de programme

Services de télévision

Services de télédiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais.

Services de radio

Services de radiodiffusion nationaux, régionaux et locaux en français et en anglais, ainsi qu'un service de radiodiffusion international, Radio Canada International.

Transmission et distribution de programmation

Distribution des services de diffusion nationaux dans presque toutes les régions du Canada par satellite, ondes courtes et lignes terrestres. Cela comprend le signal qui permet d'acheminer le service aux postes de radio et de télévision individuels par l'intermédiaire des émetteurs de CBC/SRC, les paiements aux stations affiliées privées qui présentent les émissions de CBC/SRC et les installations qui reportent ou devancent la diffusion des émissions en fonction des fuseaux horaires du pays.

Newsworld

CBC Newsworld est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression anglaise distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Réseau de l'information

Le Réseau de l'information est un service spécialisé de nouvelles et d'information d'expression française distribué par satellite et par câble. Les coûts différentiels de ses activités sont financés à même ses revenus.

Galaxie

Réseau de musique en continu visant le marché résidentiel ou commercial, Galaxie est disponible par abonnement et distribué par satellite et par câble en mode numérique et offre actuellement à ses abonnés 45 chaînes qui diffusent de la musique de qualité CD, sans interruption, 24 heures sur 24.

Musée canadien des droits de la personne

Résultat stratégique

Connaissance approfondie des droits de la personne, en mettant un accent particulier sur le Canada, en vue d'accroître la compréhension du public à cet égard, de promouvoir le respect des autres et d'encourager la réflexion et le dialogue.

Description des activités de programme

Contenu et programmation du musée

En devenant le premier musée du monde consacré à l'étude des droits de la personne, le Musée canadien des droits de la personne (MCDP) ouvre de nouvelles voies : un musée de cette nature est sans précédent. Durant les premières années, l'objectif principal de cette activité sera d'établir un programme public

novateur et unique rendant possible le développement de la recherche et l'avancement des connaissances, la création d'expositions accessibles et interactives et d'une programmation éducative qui encourage le dialogue et la réflexion, la capacité de sensibiliser la population partout au Canada, de s'engager envers elle et de lui fournir un service adéquat, de même qu'un service de marketing et de communications efficace pour garantir que les programmes et les services offerts par le MCDP sont très bien connus.

Intendance et gestion de la société

L'activité d'intendance et de gestion de la société a pour but de garantir que les fonds publics et privés investis dans le MCDP sont gérés de façon transparente et responsable, que les ressources sont déployés, développées, dirigées, administrées et contrôlées de manière efficace, et que la société maximise la valeur de sa contribution à la population et à la société canadiennes.

Locaux

L'objectif de cette activité durant les premières années sera de gérer toutes les étapes du projet de construction-y compris le choix du plan final-jusqu'à sa mise en service et son inauguration officielle. Le conseil sera entièrement responsable de la supervision de tous les aspects du projet de construction, dont le choix du plan final, l'établissement des délais pour la construction, et la gestion des risques tout au long du projet.

Avant l'ouverture du MCDP, il faudra établir des méchanismes adéquats pour permettre un entretien et un fonctionnement efficaces et pour en assurer la sécurité, l'accessibilité et la viabilité permanentes.

Musée canadien des civilisations

Résultat stratégique

Connaissance, appréciation et respect des réalisations culturelles humaines et du comportement humain, et intérêt pour ceux-ci, grâce à des collections d'objets historiques et culturels, des expositions, des programmes et des recherches reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme

Collection et recherche

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur les collections afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Exposition, éducation et communication

Développer, maintenir et faire connaître les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement humain.

Locaux

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil connexes.

Musée canadien de la nature

Résultat stratégique

L'intérêt et le respect à l'égard de la nature de même que la connaissance et le degré d'appréciation, par la collecte d'objets d'histoire naturelle, les programmes d'éducation du public et la recherche offrant une perspective principalement axée sur le Canada.

Description des activités de programme

Programmes d'éducation du public

Élaboration et entretien des expositions, des programmes, des publications électroniques et imprimées, du site Web nature.ca et des activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

Gestion des collections

Développement, préservation et mise à la disposition du public de collections d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de documents répondant aux besoins croissants des secteurs public et privé à l'égard de la recherche, de l'éducation et de la prise de décisions éclairées concernant la nature.

Recherche

Exploration du passé et préparation des Canadiens à l'avenir grâce à des activités de systématiques et de recherche appliquée, et à l'établissement de réseaux et de liens avec les milieux scientifiques du Canada et de l'étranger.

Installations

Apport d'installations sécuritaires et fonctionnelles répondant à toutes les exigences relatives à la sécurité et aux codes du bâtiment, y compris un musée rénové qui contribue à la réalisation de la vision et du mandat du Musée.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Résultat stratégique

Une industrie de la radiodiffusion et des télécommunications qui contribue à la prospérité culturelle, économique et sociale du Canada.

Description des activités de programme

Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne

Superviser et réglementer tous les aspects du système canadien de radiodiffusion en vue de mettre en œuvre la politique canadienne de radiodiffusion énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion*.

Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne

Assurer la mise en œuvre, au Canada, des objectifs de télécommunications énoncés dans la *Loi sur les télécommunications* et veiller à ce que les entreprises canadiennes assurent la prestation de services de télécommunications et facturent des tarifs selon des modalités justes et raisonnables, et qu'elles n'exercent pas de discrimination injuste ou n'accordent pas une préférence déraisonnable à quiconque.

Bibliothèque et Archives du Canada

Résultat stratégique

Les générations de Canadiens actuelles et futures ont accès à leur patrimoine documentaire.

Description des activités de programme

Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente

Grâce aux autorisations de disposer des documents, aux avis, conseils et outils sur la gestion de la conservation des documents et à la prestation aux ministères du gouvernement du Canada des services des Centres fédéraux des documents, Bibliothèque et Archives du Canada (BAC) permet et facilite la gestion de l'information au sein des organismes fédéraux et veille à ce que les documents à valeur archivistique et historique soient bien identifiés et préservés.

Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada

La création d'une ressource nationale de documentation couvrant tous les sujets d'étude liés au Canada est l'élément fondamental du mandat de BAC. La collection de BAC est composée de documents publiés et non publiés, sous une variété de supports, et elle est acquise grâce au dépôt légal, à des ententes avec les institutions gouvernementales et à l'obtention de documents privés soit par achat ou par don. Pour accéder au contenu des collections, celles-ci doivent être décrites. La description peut revêtir de nombreuses formes et offrir différents niveaux d'accès qui sont régis par un code de pratiques accepté à l'échelle nationale et internationale. Les fonds sont également décrits afin de répondre aux attentes des Canadiens concernant l'accès équitable et les délais. Dès que les documents sont intégrés à la collection de BAC, ils sont gérés de façon à assurer leur préservation à long terme et l'accessibilité au moyen de directives, de procédures et de programmes variés, concernant l'entreposage, la conservation, la restauration et la reproduction. Pour s'acquitter de son rôle de dépositaire permanent des documents et publications du gouvernement, BAC conclut des partenariats avec les institutions fédérales pour s'assurer que les documents gouvernementaux à valeur archivistique et historique lui sont transférés. BAC conseille les institutions gouvernementales, leur permettant ainsi de s'acquitter de leurs obligations conformément aux articles 12 et 13 de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada.*

Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation

Tous les documents qui font partie de la collection de BAC sont acquis dans le but de servir les clients ayant un intérêt pour le Canada. BAC fournit à une clientèle diversifiée de l'information et des services de consultation, de recherche et de prêt, et ce sous différentes formes, facilitant ainsi l'accès au patrimoine documentaire. BAC élabore également des programmes comme celui du Musée du portrait du Canada, et soutient et prépare des expositions, des publications et des représentations visant à promouvoir et à interpréter le patrimoine documentaire. Par ailleurs, BAC fournit des ressources en matière d'information et de normes telles que le catalogue national et met en place les infrastructures nécessaires pour assurer l'accessibilité au patrimoine documentaire pour les personnes intéressées au Canada.

Société du Centre national des Arts

Résultat stratégique

Arts d'interprétation forts et dynamiques dans la région de la capitale nationale et à travers le Canada.

Description des activités de programme

Programmation

Programmation des arts de la scène dans le domaine de la musique, du théâtre français, du théâtre anglais, de la danse et d'autres formes de programmation, ainsi que les services de soutien à la programmation.

Aménagement

Exploitation et administration du Centre national des Arts.

Commission des champs de bataille nationaux

Résultat stratégique

Le parc des Champs-de-Bataille de Québec est un site historique et urbain prestigieux, accessible, sécuritaire et éducatif.

Description des activités de programme

Conservation et mise en valeur

Par cette activité de programme, la Commission des champs de bataille nationaux assure la préservation et l'intégrité du parc des Champs-de-Bataille pour les générations futures. Pour ce faire, elle effectue l'entretien et l'amélioration lorsque requis des infrastructures, de l'aménagement paysager et offre un site sûr à tous les usagers et les visiteurs, qu'ils soient canadiens ou étrangers.

Éducation et services publics

Cette activité de programme vise à faire connaître l'histoire du site ainsi que les richesses de celui-ci sur les plans culturel, récréatif et naturel, de manière à ce que ce parc joue tant son rôle de parc historique que de parc urbain. Pour ce faire, la Commission des champs de bataille nationaux assure l'accueil des visiteurs, offre des expositions, des activités pédagogiques et des services publics de qualité et diffuse de l'information à l'intention de tous les usagers et visiteurs, tant canadiens qu'étrangers.

Office national du film

Résultat stratégique

Le reflet des valeurs et perspectives canadiennes grâce à la production d'oeuvres audiovisuelles canadiennes novatrices qui sont accessibles aux médias pertinent du jour.

Description des activités de programme

Production d'œuvres audiovisuelles

Les oeuvres audiovisuelles de l'Office national du film du Canada (ONF) énoncent un point de vue authentiquement canadien, incluant d'autres points de vue culturels et régionaux, reconnu tant au pays qu'à l'étranger et, de ce fait, joue un rôle de premier plan dans l'industrie canadienne du film et de la télévision.

La programmation de l'ONF favorise l'expression de différentes voix et la présentation de divers contenus dans les deux langues officielles, en encourageant la participation de cinéastes autochtones et de cinéastes issus d'autres communautés.

L'ONF utilise des méthodes et des technologies de production pour créer un contenu de qualité destiné aux nouvelles plateformes de diffusion et aux nouveaux médias.

Les activités de programmation de l'ONF comprennent la conceptualisation, la recherche, l'élaboration, la production et le marketing de documentaires, films d'animation, contenu nouveaux médias ou autres nouvelles formes audiovisuelles.

Distribution, accessibilité et rayonnement

Les activités de distribution, d'accessibilité et de rayonnement contribuent au développement d'un patrimoine et d'une culture canadienne dynamique.

La distribution d'oeuvres audiovisuelles regroupe la commercialisation des catalogues audiovisuels de l'ONF et de sa cinémathèque de plans d'archives, ainsi que le développement et la diversification des marchés clés (salles, télévisuels, consommateurs et institutionnels) sur lesquels l'ONF distribue ses produits au Canada et à l'étranger.

Par l'entremise de ses activités, l'ONF rendra les oeuvres disponibles dans les collectivités partout au Canada, particulièrement dans les communautés en régions éloignées et rurales, et donnera accès à ces oeuvres aux groupes autochtones et aux communautés de langues officielles en situation minoritaire.

Fonds renouvelable

Le Budget des dépenses représente les besoins en trésorerie de l'ONF pour l'exercice financier et le fonds renouvelable est utilisé pour payer les dépenses de l'ONF calculées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Musée des beaux-arts du Canada

Résultat stratégique

Grâce à des collections d'œuvres d'art anciennes et contemporaines, à des programmes et à de la recherche reflétant un point de vue particulier mais non exclusif sur le Canada, favoriser l'intérêt, les connaissances, l'appréciation et le respect des arts visuels.

Description des activités de programme

Collection

Acquérir, préserver, étudier et documenter des œuvres anciennes et contemporaines afin d'illustrer et de présenter le patrimoine des arts visuels. Cette activité comprend la recherche muséologique, les acquisitions et la préservation.

Rayonnement

Encourager un vaste accès à la collection, aux expositions, aux recherches et au savoir-faire du Musée dans tout le Canada et à l'étranger. Cette activité comprend les expositions présentées dans la région de la capitale nationale, ailleurs au Canada et à l'étranger, les programmes éducatifs, les publications ainsi que les activités de communication et de marketing conçues pour intéresser un public aussi vaste que possible.

Installations

Veiller à ce que les installations soient sécuritaires et adéquates à la préservation et à l'exposition de la collection nationale, et facilement accessibles au public.

Musée national des sciences et de la technologie

Résultat stratégique

Intérêt, connaissance, appréciation et respect à l'égard de la science et la technologie par l'entremise de la collection des objets scientifiques et technologiques, programmes et recherche reflétant un point de vue canadien.

Description des activités de programme

Préservation du patrimoine

Préservation du patrimoine comprend deux éléments principaux : la gestion de la collection, qui inclut la restauration et la préservation, et la recherche, qui comprend les activités contribuant à établir une base de connaissances sur le patrimoine scientifique et technologique du Canada. Puisque la Société est la seule institution au Canada qui collectionne des objets représentatifs des sciences et de la technologie dans leur ensemble, il lui incombe de constituer une collection nationale. Étant donné l'ampleur de son champ d'action, des choix critiques s'imposent quant au contenu de la collection et aux priorités. Les activités liées au développement de la collection aident la Société à prendre des décisions éclairées sur le contenu de la collection, tandis que les activités de gestion de la collection comprennent les activités nécessaires pour gérer les objets acquis par la Société. La Société a reconnu sept grands domaines dans lesquels elle concentrera ses activités de recherche, soit l'aviation, les communications, la fabrication, les ressources naturelles, les ressources renouvelables y compris l'agriculture, l'instrumentation scientifique et les transports.

Partage des connaissances

La Société cherche à inciter les Canadiens à découvrir, à examiner et à interpréter l'évolution passée et récente des sciences et de la technologie ainsi que ses répercussions sur la société et sur eux-mêmes. Elle entend leur inspirer un sens d'identité et d'appartenance ainsi qu'une fierté de l'histoire et des réalisations scientifiques et technologiques du Canada. Elle encourage également leur participation active et éclairée au développement de notre société technologique. C'est surtout pour que les Canadiens apprennent à mieux se connaître et à mieux connaître leur pays que le patrimoine scientifique et technologique du Canada mérite d'être interprété. De la même façon qu'il oriente la recherche et la gestion de la collection, le thème « la transformation du Canada » guide la Société dans ses activités visant à diffuser ses connaissances. Ces activités servent à mettre en relief l'évolution historique des sciences et de la technologie, à fournir des renseignements sur les objets de la collection, ainsi qu'à examiner les rapports entre les sciences, la technologie et la société canadienne. La Société utilise trois principaux modes de diffusion des connaissances : ses installations publiques, ses sites Web et ses publications.

Installations

Les installations font partie intégrante de l'exploitation des musées. Elles servent non seulement à loger les employés, mais aussi à accueillir les visiteurs et à abriter la collection. Les installations ont une grande incidence sur la fréquentation d'un musée. Une architecture adéquate attire les visiteurs, rehausse l'expérience qu'ils y vivent et fait partie de l'image publique de l'institution comme symbole de son mandat. Les commentaires des visiteurs portent en grande partie sur leur satisfaction ou leur insatisfaction quant à la qualité des installations et des services connexes.

Commission de la fonction publique

Résultat stratégique

Une fonction publique hautement compétente, non partisane et représentative, capable d'offrir des services dans les deux langues officielles et où les nominations sont fondées sur les valeurs que sont la justice, l'accès, la représentativité et la transparence.

Description des activités de programme

Intégrité des nominations et neutralité politique

L'activité liée à l'intégrité des nominations et à la neutralité politique permet d'élaborer et de maintenir une politique et un cadre réglementaire dans le but d'assurer la protection de l'intégrité de la dotation dans la fonction publique et la neutralité politique. Cette activité comprend l'établissement de politiques et de normes, la prestation de conseils, d'interprétation et de lignes directrices ainsi que l'administration des pouvoirs délégués et non délégués en matière de nomination.

Surveillance de l'intégrité de la dotation et neutralité politique

L'activité liée à la surveillance de l'intégrité de la dotation et neutralité politique veille à fournir un régime de responsabilisation pour la mise en œuvre de la politique et du cadre réglementaire en matière de nominations dans le but d'assurer la protection de l'intégrité de la dotation dans la fonction publique et la neutralité politique. Cette activité comprend la surveillance des ministères et des organismes quant à la conformité aux exigences législatives, la conduite de vérifications, d'études et d'évaluations, l'exécution

d'enquêtes et la présentation de rapports au Parlement sur l'intégrité de la dotation dans la fonction publique.

Services de dotation et évaluation

L'activité liée aux services de dotation et à l'évaluation permet d'élaborer et de mettre à jour les systèmes de ressourcement qui font le lien entre les Canadiens et les fonctionnaires à la recherche de possibilités d'emploi dans la fonction publique fédérale et les ministères et organismes responsables de l'embauche. L'activité fournit des services d'évaluation et des produits connexes, tels que recherche et développement, consultation, évaluation et counseling pouvant être utilisés pour le recrutement, la sélection et le perfectionnement dans toute la fonction publique fédérale. Cette activité inclut également l'offre de services, de programmes et de produits de ressourcement aux ministères et organismes, aux Canadiens et aux fonctionnaires grâce à des unités de service à la clientèle situées partout au Canada.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Résultat stratégique

Des relations de travail harmonieuses au sein de la fonction publique fédérale et au Parlement.

Description des activités de programme

Arbitrage, médiation et analyse et recherche en matière de rémunération

La Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP) est un tribunal quasi judiciaire indépendant chargé par la *Loi sur les relations du travail dans la fonction publique* et la *Loi sur les relations de travail au Parlement* de l'administration des régimes de négociation collective et d'arbitrage de griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement. Les commissaires intruisent des griefs, des plaintes et d'autres types de procédures dans tout le Canada. La CRTFP offre des services de conciliation et d'arbitrage de différends pour aider les parties à renouveler et à négocier de nouvelles conventions collectives; de médiation pour aider les parties à coopérer pour régler les griefs et les plaintes; et des séances de formation interactive sur les négociations raisonnées et sur la médiation. Une fonction d'analyse et de recherche en matière de rémunération consiste à fournir des renseignements sur les taux de rémunération, les salaires des employés, les conditions d'emploi et les avantages sociaux comparatifs dans le secteur public et dans le secteur privé. La CRTFP est tenue par la loi de fournir les locaux et les services de soutien administratif nécessaires au Conseil national mixte (CNM), mais ne joue aucun rôle direct dans les activités de celui-ci.

Tribunal de la dotation de la fonction publique

Résultat stratégique

Résolution juste et impartiale de différends survenant dans le cadre des nominations internes et des mises en disponibilité dans le gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Arbitrage et médiation des plaintes déposées en vertu de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique

Conformément à la nouvelle *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, le mandat du Tribunal de la dotation de la fonction publique (le Tribunal) est d'instruire et de statuer sur les plaintes présentées à l'égard d'une nomination interne, de l'application d'une mesure corrective ordonnée par le Tribunal, de la révocation d'une nomination ou d'une mise en disponibilité. Au moment d'examiner le bien-fondé d'une plainte relative à une nomination ou à une mise en disponibilité, le Tribunal peut interpréter et appliquer la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et, s'il juge la plainte fondée, peut ordonner qu'une indemnité soit payée. Le Tribunal peut également, en tout état de cause, offrir des services de médiation en vue de régler une plainte.

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Résultat stratégique

Mesures de réparation et sanctions disciplinaires faisant en sorte que les plaignants qui s'adressent au Commissariat à l'intégrité du secteur public soient protégés contre les représailles.

Description des activités de programme

Programme des audiences relatives aux représailles

Le Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles appuie le Tribunal dans l'exécution de son mandat en favorisant la bonne gestion des auditions du Tribunal. Entre autres choses, le Greffe reçoit les documents, traite les affaires, met à jour les dossiers du Tribunal, apporte son soutien logistique, offre aux membres du Tribunal son appui, des conseils et de la formation en matière juridique et politique, et informe les clients des procédures et des directives du Tribunal.

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice

Résultat stratégique

Accroissement de la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale et culturelle du Canada.

Description des activités de programme

Élaboration de conseils stratégiques et de partenariats

Condition féminine — Bureau de la coordonnatrice (CFC) élabore des conseils stratégiques, des outils et des partenariats dans le but d'aider les ministères fédéraux et les organismes centraux à intégrer l'analyse comparative entre les sexes aux politiques et aux programmes ministériels ainsi qu'à élaborer de meilleures politiques fondées sur des faits. De plus, CFC collabore à des initiatives, visant à traiter de questions liées aux femmes, menées avec d'autres ministères fédéraux, avec les gouvernements provinciaux ou territoriaux, avec la société civile et des partenaires clés internationaux.

Aide financière pour des projets qui améliorent les résultats concernant les femmes sur les plans social, économique et culturel

CFC fournit une aide financière à des organismes canadiens pour des projets portant sur la situation économique, sociale et culturelle des femmes, et établit des partenariats d'obtenir des résultats concrets pour les femmes et ainsi soutenir leur pleine participation à la société.

Téléfilm Canada

Résultat stratégique

Les Canadiens ont accès à des productions audiovisuelles canadiennes populaires et de qualité.

Description des activités de programme

Fonds du long métrage du Canada

Le Fonds du long métrage du Canada (FLMC) est l'élément clé de la Politique canadienne du long métrage du gouvernement fédéral, intitulée Du scénario à l'écran. L'objectif de la politique, et du FLMC, est d'atteindre 5 p. 100 de la part du marché national. Le Fonds offre une aide à l'écriture de scénarios, au développement de projet, à la production, à la mise en marché et au doublage et sous-titrage de longs métrages canadiens qui présentent un fort potentiel de succès en salles au Canada. Dans le cadre de l'administration du FLMC, Téléfilm voit à assurer le développement, la production et la mise en marché de longs métrages distinctement canadiens, passionnants, qui reflètent la société canadienne et sa diversité culturelle. L'aide financière fournie par Téléfilm Canada a pour but de contribuer à la croissance globale et au développement professionnel et économique de l'industrie cinématographique canadienne. La participation financière de Téléfilm peut prendre différentes formes : investissement, avance remboursable sous conditions, prêt, cautionnement de prêt, subvention ou enveloppe. La majorité des activités de Téléfilm Canada sont axées sur l'investissement dans des projets individuels choisis en fonction d'un processus de sélection rigoureux. En tant qu'investisseur, Téléfilm Canada partage les risques et les recettes éventuelles des productions auxquelles elle contribue financièrement. Le FLMC est l'objet d'un Protocole d'entente entre Téléfilm Canada et le ministère du Patrimoine canadien. En vertu du Protocole d'entente, au moins un tiers des fonds est réservé aux projets de langue française.

Perfectionnement professionnel et autres programmes

Cette activité de programme a pour but de renforcer le soutien de Téléfilm Canada aux activités relatives à la production de longs métrages et d'émissions de télévision, en appuyant financièrement des activités qui améliorent les conditions et l'environnement global dans lesquels s'effectuent la production, la promotion, la vente et la distribution des émissions de télévision et des longs métrages canadiens. Le soutien sous forme de subventions est accordé aux festivals canadiens de la télévision et du cinéma et aux cérémonies canadiennes de remise de prix dans le secteur de la télévision et du cinéma afin d'accroître le rayonnement des productions canadiennes auprès des auditoires canadiens. Le soutien sous forme de subventions est également accordé aux professionnels de l'industrie qui assistent à des foires et des festivals internationaux et aux initiatives en matière de développement professionnel.

Autres activités

Cette activité de programme fait référence à l'ensemble des programmes administrés par Téléfilm Canada en vertu des ententes de contribution et d'autres ententes avec le ministère du Patrimoine canadien. Ces programmes appuient les objectifs de Téléfilm Canada en matière d'auditoires et de développement du potentiel de l'industrie. Téléfilm Canada a conclu deux ententes de contribution avec le ministère du Patrimoine canadien. Ces ententes fournissent à Téléfilm Canada des ressources financières pour administrer les deux fonds suivants : le Fonds des nouveaux médias du Canada et le Programme des écoles nationales de formation. De plus, Téléfilm Canada administre les accords de coproductions internationales et recommande l'accréditation de coproductions internationales.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	272 193 000	…	…	272 193 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 2 529 697 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	3 322 774	…	3 322 774						
…	…	1	…	1	1b	Virement de 25 583 $ du crédit 10 (Patrimoine canadien)				
						Virement du : crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	2 529 697	2 529 697						
…	…	…	25 583	25 583		crédit 10				
…	…	…	2 295	2 295		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	12 872 287	12 872 287		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	12 865 750	12 865 750		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	4 921 471	4 921 471		CT, crédit 30 (1)				
						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(617 100)	(617 100)						
						crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	(250 000)	(250 000)						
…	…	…	(9 310 000)	(9 310 000)		crédit 5				
						crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(68 000)	(68 000)						
…	…	…	(277 500)	(277 500)		crédit 10				
…	…	…	(2 000 000)	(2 000 000)		crédit 15				
…	…	…	(270 000)	(270 000)		crédit 25 (Environnement)				
…	…	…	(2 093 093)	(2 093 093)		crédit 30				
…	…	…	(2 129 036)	(2 129 036)		crédit 45				
…	…	…	(450 000)	(450 000)		crédit 50				
…	…	…	(750 000)	(750 000)		crédit 60				
…	…	…	(10 000)	(10 000)		crédit 80 (Industrie)				
…	…	…	(332 462)	(332 462)		crédit 100				
…	272 193 000	3 322 775	14 659 892	290 175 667		Total—Crédit 1	262 778 622	27 397 045	…	246 013 297
…	1 088 827 600	…	…	1 088 827 600	5	Subventions et contributions				
					5a	Virement de 5 000 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	20 982 000	…	20 982 000						
					5b	Virement de 104 929 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 $ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	29 177 000	…	29 177 000						
					5c	Virement de 4 310 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 168 637 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	1	…	1						

…	…	…	9 310 000	9 310 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	80 000	80 000		crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	168 637	168 637		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	104 929	104 929		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(65 000)	(65 000)		Virement au : crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	…	(1 300 000)	(1 300 000)		crédit 10				
…	…	…	(34 000)	(34 000)		crédit 10 (Pêches et Océans)				
…	…	…	(124 312)	(124 312)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(100 000)	(100 000)		crédit 10 (Anciens Combattants)				
…	…	…	(122 000)	(122 000)		crédit 25 (Environnement)				
…	…	…	(942 640)	(942 640)		crédit 50				
…	…	…	(320 000)	(320 000)		crédit 60				
…	…	…	(876 974)	(876 974)		crédit 85 (Industrie)				
…	…	…	(300 000)	(300 000)		crédit 105				
…	…	…	(625 000)	(625 000)		crédit 110				
…	1 088 827 600	50 159 001	4 853 640	1 143 840 241		Total—Crédit 5	1 100 982 008	42 858 233	…	1 117 027 140
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	28 254 000	…	(377 176)	27 876 824			27 876 824	…	…	26 352 936
					(S)	Ministre du Patrimoine canadien—Traitement et allocation pour automobile				
…	76 422	…	200	76 622			76 622	…	…	74 322
					(S)	Traitements des lieutenants-gouverneurs (*Loi sur les traitements*)				
…	1 129 000	…	44 000	1 173 000			1 173 000	…	…	1 149 858
					(S)	Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*				
…	637 000	…	155 291	792 291			792 291	…	…	721 890
					(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Anciens lieutenants-gouverneurs				
…	182 000	…	24 053	206 053			206 053	…	…	193 055
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
…	…	…	149 213	149 213			5 741	…	143 472	32 348
…	**1 391 299 022**	**53 481 776**	**19 509 113**	**1 464 289 911**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1 393 891 161**	**70 255 278**	**143 472**	**1 391 564 846**
						Conseil des Arts du Canada				
…	180 526 000	…	…	180 526 000	10	Paiements au Conseil des Arts du Canada				
					10a	Virement de 250 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 1 300 000 $ du crédit 5				
…	…	1	…	1		Patrimoine canadien)				
					10b	Virement de 27 500 $ du crédit 1 (Patrimoine				
…	…	1	…	1		canadien)				
…	…	…	277 500	277 500		Virement du : crédit 1				
…	…	…	1 300 000	1 300 000		crédit 5				
…	…	…	10 219	10 219		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	(25 583)	(25 583)		Virement au crédit 1				
…	180 526 000	2	1 562 136	182 088 138		Total—Crédit 10	182 088 136	2	…	181 782 577
…	**180 526 000**	**2**	**1 562 136**	**182 088 138**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**182 088 136**	**2**	**…**	**181 782 577**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société Radio-Canada				
					15	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
…	1 020 405 000	…	…	1 020 405 000						
					15b	Virement de 2 000 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	2 000 000	2 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	2 225 061	2 225 061		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	51 164 596	51 164 596		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	(5 658 000)	(5 658 000)		Virement au crédit 25				
…	1 020 405 000	1	49 731 657	1 070 136 658		Total—Crédit 15	1 070 136 657	1	…	989 564 000
					20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement				
…	4 000 000	…	…	4 000 000			4 000 000	…	…	4 000 000
					25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital				
…	91 019 000	…	…	91 019 000						
					25c	Virement de 5 658 000 $ du crédit 15 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	5 658 000	5 658 000		Virement du crédit 15				
…	91 019 000	1	5 658 000	96 677 001		Total—Crédit 25	96 677 000	1	…	110 398 000
…	**1 115 424 000**	**2**	**55 389 657**	**1 170 813 659**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 170 813 657**	**2**	**…**	**1 103 962 000**
						Musée canadien des droits de la personne (2)				
					27b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	…	5 000 000	…	5 000 000			5 000 000	…	…	…
…	**…**	**5 000 000**	**…**	**5 000 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**5 000 000**	**…**	**…**	**…**
						Musée canadien des civilisations				
					30	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	61 429 000	…	…	61 429 000						
					30b	Virement de 2 093 093 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	3 600 000	…	3 600 000						
					30c	Virement de 250 000 $ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	1 779 621	…	1 779 621						
…	…	…	2 093 093	2 093 093		Virement du : crédit 1				
…	…	…	250 000	250 000		crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international)				

…	…	…	10 219	10 219		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	383 730	383 730		CT, crédit 30 [1]				
…	61 429 000	5 379 621	2 737 042	69 545 663		Total—Crédit 30	69 545 663	…	…	62 409 297
…	**61 429 000**	**5 379 621**	**2 737 042**	**69 545 663**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**69 545 663**	**…**	**…**	**62 409 297**
						Musée canadien de la nature				
					35	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	59 176 000	…	…	59 176 000						
					35b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	…	3 040 000	…	3 040 000						
…	…	…	957 671	957 671		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	9 127	9 127		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	311 467	311 467		CT, crédit 30 [1]				
…	59 176 000	3 040 000	1 278 265	63 494 265		Total—Crédit 35	62 339 265	1 155 000	…	85 091 570
…	**59 176 000**	**3 040 000**	**1 278 265**	**63 494 265**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**62 339 265**	**1 155 000**	**…**	**85 091 570**
						Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
…	1	…	…	1	40	Dépenses du programme				
…	…	9 136 927	…	9 136 927	40a	Dépenses du programme				
…	…	…	1 894 362	1 894 362		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	980 366	980 366		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 887 839	1 887 839		CT, crédit 30 [1]				
…	1	9 136 927	4 762 567	13 899 495		Total—Crédit 40	12 154 954	1 744 541	…	9 740 840
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	5 466 000	…	469 527	5 935 527			5 935 527	…	…	5 528 901
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
…	…	…	1 356	1 356			1 356	…	…	5 739
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	165 947
…	**5 466 001**	**9 136 927**	**5 233 450**	**19 836 378**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**18 091 837**	**1 744 541**	**…**	**15 441 427**
						Bibliothèque et Archives du Canada				
…	145 749 000	…	…	145 749 000	45	Dépenses du programme				
					45b	Virement de 2 129 036 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	600 000	…	600 000						
…	…	…	2 129 036	2 129 036		Virement du : crédit 1				
…	…	…	688 660	688 660		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	5 049 163	5 049 163		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	3 668 597	3 668 597		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	2 252 612	2 252 612		CT, crédit 30 [1]				
…	145 749 000	600 000	13 788 068	160 137 068		Total—Crédit 45	114 175 326	45 961 742	…	111 035 133
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	11 853 000	…	486 146	12 339 146			12 339 146	…	…	11 331 680
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
68 764	…	…	103 537	172 301			68 764	…	103 537	89 098
					(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs				
…	…	…	9 276	9 276			9 276	…	…	45
68 764	**157 602 000**	**600 000**	**14 387 027**	**172 657 791**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**126 592 512**	**45 961 742**	**103 537**	**122 455 956**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Société du Centre national des Arts				
…	49 553 000	…	…	49 553 000	50	Paiements à la Société du Centre national des Arts				
…	…	1	…	1	50a	Virement de 192 640 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1	50b	Virement de 450 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 250 000 $ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)				
…	…	1	…	1	50c	Virement de 750 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	450 000	450 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	942 640	942 640		crédit 5				
…	…	…	250 000	250 000		crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien)				
…	…	…	1 327 085	1 327 085		CT, crédit 15 [1]				
…	49 553 000	3	2 969 725	52 522 728		Total—Crédit 50	52 522 725	3	…	55 931 215
…	**49 553 000**	**3**	**2 969 725**	**52 522 728**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**52 522 725**	**3**	**…**	**55 931 215**
						Commission des champs de bataille nationaux				
…	8 009 000	…	…	8 009 000	55	Dépenses du programme				
…	…	400 000	…	400 000	55b	Dépenses du programme				
…	…	…	99 143	99 143		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	351 539	351 539		CT, crédit 25 [1]				
…	8 009 000	400 000	450 682	8 859 682		Total—Crédit 55	8 134 230	725 452	…	10 778 820
…	374 000	…	88 614	462 614	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	462 614	…	…	443 971
…	1 600 000	…	744 201	2 344 201	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	2 344 201	…	…	1 703 693
…	**9 983 000**	**400 000**	**1 283 497**	**11 666 497**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**10 941 045**	**725 452**	**…**	**12 926 484**
						Office national du film				
…	65 042 000	…	…	65 042 000	60	Dépenses du programme				
…	…	1	…	1	60a	Virement de 320 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1	60c	Virement de 750 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				

…	…	…	750 000	750 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	320 000	320 000		crédit 5				
…	…	…	33 227	33 227		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	166 135	166 135		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	748 942	748 942		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 563 178	1 563 178		CT, crédit 30 [1]				
…	65 042 000	2	3 581 482	68 623 484		Total—Crédit 60	68 005 963	617 521	…	71 167 332
5 976 885	…	…	…	5 976 885	(S)	Fonds renouvelable de l'Office national du film				
…	…	…	(166 479)	(166 479)		Augmentation de la valeur nette comptable des immobilisations				
5 976 885	…	…	(166 479)	5 810 406			(131 402)	…	5 941 808	…
5 976 885	**65 042 000**	**2**	**3 415 003**	**74 433 890**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**67 874 561**	**617 521**	**5 941 808**	**71 167 332**
						Musée des beaux-arts du Canada				
					65	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	45 268 000	…	…	45 268 000						
					65b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	…	1 830 000	…	1 830 000						
…	…	…	301 463	301 463		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	403 196	403 196		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 100 668	1 100 668		CT, crédit 30 [1]				
…	45 268 000	1 830 000	1 805 327	48 903 327		Total—Crédit 65	48 033 327	870 000	…	43 911 924
					70	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection				
…	8 000 000	…	…	8 000 000			8 000 000	…	…	8 000 000
…	**53 268 000**	**1 830 000**	**1 805 327**	**56 903 327**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**56 033 327**	**870 000**	**…**	**51 911 924**
						Musée national des sciences et de la technologie				
					75	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	31 028 000	…	…	31 028 000						
					75b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	…	2 730 000	…	2 730 000						
					75c	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital				
…	…	1 475 000	…	1 475 000						
…	…	…	9 127	9 127		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	228 532	228 532		CT, crédit 30 [1]				
…	31 028 000	4 205 000	237 659	35 470 659		Total—Crédit 75	35 470 659	…	…	32 126 287
…	**31 028 000**	**4 205 000**	**237 659**	**35 470 659**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**35 470 659**	**…**	**…**	**32 126 287**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission de la fonction publique				
…	84 955 000	…	…	84 955 000	80	Dépenses du programme				
…	…	972 145	…	972 145	80a	Dépenses du programme				
…	…	1 248 792	…	1 248 792	80b	Dépenses du programme				
…	…	…	4 067 524	4 067 524		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	4 770 350	4 770 350		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	3 089 005	3 089 005		CT, crédit 30 (1)				
…	84 955 000	2 220 937	11 926 879	99 102 816		Total—Crédit 80	93 581 236	5 521 580	…	90 691 444
…	11 673 000	…	1 006 956	12 679 956	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 679 956	…	…	12 189 232
…	…	…	4 341	4 341	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 341	…	…	400
…	…	…	19 436	19 436	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercice antérieurs	19 436	…	…	…
…	**96 628 000**	**2 220 937**	**12 957 612**	**111 806 549**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**106 284 969**	**5 521 580**	**…**	**102 881 076**
						Commission des relations de travail dans la fonction publique				
…	5 996 000	…	…	5 996 000	85	Dépenses du programme				
…	…	5 401 410	…	5 401 410	85b	Dépenses du programme				
…	…	…	130 191	130 191		Virement du : CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	80 155	80 155		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	530 850	530 850		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	47 999	47 999		CT, crédit 30 (1)				
…	5 996 000	5 401 410	789 195	12 186 605		Total—Crédit 85	11 810 930	375 675	…	10 643 619
…	760 000	…	361 992	1 121 992	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 121 992	…	…	1 082 950
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	141
…	**6 756 000**	**5 401 410**	**1 151 187**	**13 308 597**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**12 932 922**	**375 675**	**…**	**11 726 710**
						Tribunal de la dotation de la fonction publique				
…	4 481 000	…	…	4 481 000	90	Dépenses du programme				
…	…	…	121 449	121 449		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	222 550	222 550		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	178 766	178 766		CT, crédit 30 (1)				
…	4 481 000	…	522 765	5 003 765		Total—Crédit 90	4 324 607	679 158	…	3 901 673

					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	485 120	…	…	402 257
…	487 000	…	(1 880)	485 120						
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	11
…	**4 968 000**	**…**	**520 885**	**5 488 885**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**4 809 727**	**679 158**	**…**	**4 303 941**
						Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
…	1 644 000	…	…	1 644 000	95	Dépenses du programme				
…	…	…	82 180	82 180		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	1 644 000	…	82 180	1 726 180		Total—Crédit 95	776 943	949 237	…	964 672
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 892	…	…	37 161
…	189 000	…	(130 108)	58 892						
…	**1 833 000**	**…**	**(47 928)**	**1 785 072**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**835 835**	**949 237**	**…**	**1 001 833**
						Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
…	7 499 000	…	…	7 499 000	100	Dépenses de fonctionnement				
…	…	1 056 395	…	1 056 395	100a	Dépenses de fonctionnement				
					100c	Virement de 332 462 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	332 462	332 462		Virement du : crédit 1				
…	…	…	455 254	455 254		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	347 900	347 900		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	226 842	226 842		CT, crédit 30 [1]				
…	7 499 000	1 056 396	1 362 458	9 917 854		Total—Crédit 100	9 415 015	502 839	…	8 419 738
…	16 250 000	…	…	16 250 000	105	Subventions et contributions				
…	…	5 700 000	…	5 700 000	105a	Subventions et contributions				
					105b	Virement de 300 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	2 900 000	…	2 900 000						
…	…	…	300 000	300 000		Virement du crédit 5				
…	16 250 000	8 600 000	300 000	25 150 000		Total—Crédit 105	22 024 197	3 125 803	…	15 217 326
					(S)	Ministre d'État—Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice—Traitement et allocation pour automobile	884	…	…	…
…	…	…	884	884						
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 028 354	…	…	945 326
…	1 012 000	…	16 354	1 028 354						
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	202	145	…
202	…	…	145	347						
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	708 332
202	**24 761 000**	**9 656 396**	**1 679 841**	**36 097 439**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**32 468 450**	**3 628 844**	**145**	**25 290 722**
						Téléfilm Canada				
					110	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la *Loi sur Téléfilm Canada*				
…	107 172 000	…	…	107 172 000						
					110a	Virement de 550 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1						
					110b	Virement de 75 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	1	…	1						

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit	Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	…	625 000	625 000	Virement du : crédit 5				
…	…	…	1 128 194	1 128 194	CT, crédit 15 [1]				
…	107 172 000	2	1 753 194	108 925 196	Total—Crédit 110	108 925 196	…	…	105 203 301
…	**107 172 000**	**2**	**1 753 194**	**108 925 196**	**Total de l'organisme—Budgétaire**	**108 925 196**	**…**	**…**	**105 203 301**
6 045 851	**3 421 914 023**	**100 352 078**	**127 822 692**	**3 656 134 644**	**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**3 517 461 647**	**132 484 035**	**6 188 962**	**3 437 178 498**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

(2) Au cours de l'exercice, le Musée canadien des droits de la personne a été créé.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Création de contenu canadien et excellence des performances	43 102 019	33 912 692	…	…	319 437 206	318 193 576	…	…	…	…	362 539 225	352 106 268
Participation à la vie communautaire et à la vie civique	93 141 579	84 964 815	…	…	187 130 839	178 554 358	…	…	…	…	280 272 418	263 519 173
Développement des communautés et renforcement des capacités	14 475 503	16 764 264	…	…	239 449 158	230 395 477	…	…	…	…	253 924 661	247 159 741
Accès à la culture canadienne	69 206 379	46 828 005	…	…	135 657 177	135 330 248	200 000	456 257	…	…	204 663 556	181 701 996
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	64 769 533	70 172 087	…	…	134 633 431	101 652 227	3 500 000	3 632 597	…	…	195 902 964	168 191 717
Promotion de la compréhension interculturelle	12 761 533	15 317 592	…	…	109 845 927	119 582 744	…	…	…	…	122 607 460	134 900 336
Préservation du patrimoine canadien	26 599 780	28 348 061	…	…	18 684 847	18 271 722	905 000	307 853	…	…	44 379 627	46 311 930
Sous-total	324 056 326	296 307 516	…	…	1 144 838 585	1 101 980 352	4 605 000	4 396 707	…	…	1 464 289 911	1 393 891 161
Revenus affectés aux dépenses	(4 605 000)	(4 396 707)	…	…	…	…	(4 605 000)	(4 396 707)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**319 451 326**	**291 910 809**	**…**	**…**	**1 144 838 585**	**1 101 980 352**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 464 289 911**	**1 393 891 161**
Conseil des Arts du Canada—Budgétaire	**182 088 138**	**182 088 136**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**182 088 138**	**182 088 136**
Société Radio-Canada—Budgétaire	**1 170 813 659**	**1 170 813 657**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 170 813 659**	**1 170 813 657**
Musée canadien des droits de la personne— [1] **Budgétaire**	**5 000 000**	**5 000 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 000 000**	**5 000 000**
Musée canadien des civilisations—Budgétaire	**69 545 663**	**69 545 663**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**69 545 663**	**69 545 663**
Musée canadien de la nature—Budgétaire	**63 494 265**	**62 339 265**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**63 494 265**	**62 339 265**

Activités de programme—*Suite*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes												
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	32 326 592	31 112 325	…	…	…	…	21 703 000	21 703 000	…	…	10 623 592	9 409 325
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	27 909 786	27 379 512	…	…	…	…	18 697 000	18 697 000	…	…	9 212 786	8 682 512
Sous-total	60 236 378	58 491 837	…	…	…	…	40 400 000	40 400 000	…	…	19 836 378	18 091 837
Revenus affectés aux dépenses	(40 400 000)	(40 400 000)	…	…	…	…	(40 400 000)	(40 400 000)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**19 836 378**	**18 091 837**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**19 836 378**	**18 091 837**
Bibliothèque et Archives du Canada												
Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada	83 732 912	68 736 524	…	…	40 276	40 276	…	…	…	…	83 773 188	68 776 800
Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation	73 050 173	41 531 545	…	…	2 730 241	2 730 241	550 000	384 880	…	…	75 230 414	43 876 906
Gérer la disposition des documents du gouvernement du Canada ayant une valeur permanente	13 654 189	13 938 806	…	…	…	…	…	…	…	…	13 654 189	13 938 806
Sous-total	170 437 274	124 206 875	…	…	2 770 517	2 770 517	550 000	384 880	…	…	172 657 791	126 592 512
Revenus affectés aux dépenses	(550 000)	(384 880)	…	…	…	…	(550 000)	(384 880)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**169 887 274**	**123 821 995**	**…**	**…**	**2 770 517**	**2 770 517**	**…**	**…**	**…**	**…**	**172 657 791**	**126 592 512**
Société du Centre national des Arts—Budgétaire	**52 522 728**	**52 522 725**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**52 522 728**	**52 522 725**
Commission des champs de bataille nationaux												
Conservation et mise en valeur	7 779 099	6 863 436	…	…	…	…	…	…	…	…	7 779 099	6 863 436
Éducation et services publics	3 887 398	4 077 609	…	…	…	…	…	…	…	…	3 887 398	4 077 609
Total de l'organisme—Budgétaire	**11 666 497**	**10 941 045**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 666 497**	**10 941 045**

Office national du film												
Production d'œuvres audiovisuelles	55 178 263	54 808 113	…	…	152 000	152 000	2 304 000	1 249 117	…	…	53 026 263	53 710 996
Distribution, accessibilité et rayonnement	21 478 203	19 210 228	…	…	110 018	110 018	5 991 000	5 025 279	…	…	15 597 221	14 294 967
Fonds renouvelable	5 810 406	(131 402)	…	…	…	…	…	…	…	…	5 810 406	(131 402)
Sous-total	82 466 872	73 886 939	…	…	262 018	262 018	8 295 000	6 274 396	…	…	74 433 890	67 874 561
Revenus affectés aux dépenses	(8 295 000)	(6 274 396)	…	…	…	…	(8 295 000)	(6 274 396)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**74 171 872**	**67 612 543**	**…**	**…**	**262 018**	**262 018**	**…**	**…**	**…**	**…**	**74 433 890**	**67 874 561**
Musée des beaux-arts du Canada—Budgétaire	**56 903 327**	**56 033 327**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**56 903 327**	**56 033 327**
Musée national des sciences et de la technologie—Budgétaire	**35 470 659**	**35 470 659**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**35 470 659**	**35 470 659**
Commission de la fonction publique												
Services de dotation et évaluation	67 984 804	67 268 644	…	…	…	…	14 000 000	11 101 214	…	…	53 984 804	56 167 430
Surveillance de l'intégrité de la dotation et neutralité politique	37 068 120	33 070 733	…	…	…	…	…	…	…	…	37 068 120	33 070 733
Intégrité des nominations et neutralité politique	20 753 625	17 046 806	…	…	…	…	…	…	…	…	20 753 625	17 046 806
Sous-total	125 806 549	117 386 183	…	…	…	…	14 000 000	11 101 214	…	…	111 806 549	106 284 969
Revenus affectés aux dépenses	(14 000 000)	(11 101 214)	…	…	…	…	(14 000 000)	(11 101 214)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**111 806 549**	**106 284 969**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**111 806 549**	**106 284 969**
Commission des relations de travail dans la fonction publique												
Arbitrage, médiation et analyse et recherche en matière de rémunération	13 308 597	12 932 922	…	…	…	…	…	…	…	…	13 308 597	12 932 922
Total de l'organisme—Budgétaire	**13 308 597**	**12 932 922**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**13 308 597**	**12 932 922**
Tribunal de la dotation de la fonction publique												
Arbitrage et médiation des plaintes déposées en vertu de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*	5 488 885	4 809 727	…	…	…	…	…	…	…	…	5 488 885	4 809 727
Total de l'organisme—Budgétaire	**5 488 885**	**4 809 727**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 488 885**	**4 809 727**
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles												
Programme des audiences relatives aux représailles	1 785 072	835 835	…	…	…	…	…	…	…	…	1 785 072	835 835
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 785 072**	**835 835**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 785 072**	**835 835**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice												
Aide financière pour des projets qui améliorent les résultats concernant les femmes sur les plans social, économique et culturel	7 708 896	7 304 787	…	…	25 150 000	22 024 197	…	…	…	…	32 858 896	29 328 984
Élaboration de conseils stratégiques et de partenariats	3 238 543	3 139 466	…	…	…	…	…	…	…	…	3 238 543	3 139 466
Total de l'organisme—Budgétaire	**10 947 439**	**10 444 253**	**…**	**…**	**25 150 000**	**22 024 197**	**…**	**…**	**…**	**…**	**36 097 439**	**32 468 450**
Téléfilm Canada												
Fonds du long métrage du Canada	100 897 195	102 476 730	…	…	…	…	…	…	…	…	100 897 195	102 476 730
Perfectionnement professionnel et autres programmes	5 370 001	3 790 466	…	…	…	…	…	…	…	…	5 370 001	3 790 466
Autres activités	2 658 000	2 658 000	…	…	…	…	…	…	…	…	2 658 000	2 658 000
Total de l'organisme—Budgétaire	**108 925 196**	**108 925 196**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**108 925 196**	**108 925 196**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**2 483 113 524**	**2 390 424 563**	**…**	**…**	**1 173 021 120**	**1 127 037 084**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 656 134 644**	**3 517 461 647**

(1) Au cours de l'exercice, le Musée canadien des droits de la personne a été créé.

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	45 400 000	…	…	45 400 000	Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	45 400 000	…	…	45 400 000
…	36 822 973	…	(29 156 597)	7 666 376	Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour favoriser l'épanouissement et le développement à long terme des communautés minoritaires de langue officielle dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle	7 666 376	…	…	7 151 550
…	26 676 000	…	(190 000)	26 486 000	Subventions au Programme d'aide aux athlètes	26 486 000	…	…	25 313 598
…	14 884 420	…	…	14 884 420	Subventions aux organisations artistiques à des fins de dotation	14 884 420	…	…	14 884 417
…	10 000 000	…	(4 268 675)	5 731 325	Subvention au programme Présentation des arts Canada (volet programmation)	5 731 325	…	…	3 111 471
…	…	…	10 000 000	10 000 000	Subvention pour le Fonds canadien de reconnaissance de l'internement de personnes pendant la Première Guerre Mondiale	10 000 000	…	…	…
…	7 315 204	…	(5 638 812)	1 676 392	Subventions à l'appui du Programme du multiculturalisme	181 865	1 494 527	…	334 407
…	5 434 000	800 000	(2 589 106)	3 644 894	Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de *Canada en fête!*	3 643 642	1 252	…	2 158 192
…	5 097 638		(3 804 611)	1 293 027	Subventions à des organismes, à des associations et à des institutions pour promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage des langues officielles dans la société canadienne dans le cadre du programme Mise en valeur des langues officielles	1 293 027	…	…	544 575
…	4 940 000	…	(554 174)	4 385 826	Subvention à TV5 Monde	4 385 826	…	…	4 674 105
…	4 500 000	…	(72 406)	4 427 594	Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	4 427 594	…	…	718 316
…	3 000 000	…	(2 778 266)	221 734	Subventions à des établissements et à des administrations publiques sis au Canada conformément à l'article 35 de la *Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels*	221 734	…	…	1 714 913
…	3 000 000	…	(2 522 134)	477 866	Subvention à Espaces culturels Canada	477 866	…	…	418 009
…	2 757 392	…	(2 161 392)	596 000	Subventions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	…	596 000	…	…
…	2 500 000	…	(526 811)	1 973 189	Subventions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine canadien diversifié et d'y donner accès	1 973 189	…	…	1 150 038
…	2 000 000	…	(953 551)	1 046 449	Subventions à l'appui du Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadien (volet développement des compétences)	1 046 449	…	…	1 438 391

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	1 340 000	…	(702 097)	637 903	Subventions à l'appui du Programme des autochtones	598 426	39 477	…	545 289
…	750 000	…	(750 000)	…	Demande de subventions pour la recherche et le développement	…	…	…	…
…	637 000	…	155 291	792 291	(S) Paiements en vertu de la *Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs*	792 291	…	…	721 890
…	500 000	…	(427 900)	72 100	Subventions au programme Présentation des arts Canada (volet développement)	72 100	…	…	24 000
…	200 000	…	(176 000)	24 000	Subventions à l'appui du Programme des études canadiennes	24 000	…	…	…
…	195 293	…	(113 964)	81 329	Subventions à l'appui du Programme des droits de la personne	36 678	44 651	…	127 443
…	182 000	…	24 053	206 053	(S) Prestations de retraite supplémentaires—Lieutenants-gouverneurs précédents	206 053	…	…	193 055
					Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnités pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions :				
…	147 372	…	…	147 372	Québec	147 372	…	…	147 372
…	105 627	…	(6 977)	98 650	Ontario	98 650	…	…	105 627
…	97 814	…	…	97 814	Colombie-Britannique	97 814	…	…	97 814
…	77 590	…	…	77 590	Terre-Neuve-et-Labrador	77 590	…	…	77 590
…	75 940	…	…	75 940	Alberta	75 940	…	…	75 940
…	73 762	…	…	73 762	Manitoba	73 762	…	…	73 762
…	73 758	…	…	73 758	Saskatchewan	73 758	…	…	73 758
…	64 199	…	…	64 199	Nouvelle-Écosse	64 199	…	…	64 199
…	62 947	…	…	62 947	Nouveau-Brunswick	62 947	…	…	62 947
…	57 071	…	…	57 071	Île-du-Prince-Édouard	57 071	…	…	57 071
…	100 000	…	(100 000)	…	Subventions à l'appui de projets Échange-Jeunesse innovateurs	…	…	…	…
…	**179 068 000**	**800 000**	**(47 314 129)**	**132 553 871**	**Total—Subventions**	**130 377 964**	**2 175 907**	**…**	**111 459 739**
					Contributions				
…	202 090 500	2 200 001	20 111 823	224 402 324	Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	224 391 091	11 233	…	226 674 891
…	119 950 000	…	…	119 950 000	Contributions au Fonds canadien de télévision	119 950 000	…	…	119 950 000
…	108 133 289	…	12 046 912	120 180 201	Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	120 180 194	7	…	121 231 376
…	101 563 183	8 000 000	2 420 392	111 983 575	Contributions au Programme de soutien au sport	111 930 707	52 868	…	103 112 337
…	56 417 982	…	467 343	56 885 325	Contributions à l'appui du Programme des autochtones	56 810 730	74 595	…	59 004 436
…	50 387 404	28 527 000	(5 540 751)	73 373 653	Contributions au Programme d'accueil des jeux	44 521 653	28 852 000	…	118 688 000
					Contributions aux organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :				
…	37 637 660	…	(1 381 753)	36 255 907	Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	36 206 767	49 140	…	36 817 639
…	26 342 801	…	3 628 432	29 971 233	Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	28 652 220	1 319 013	…	22 873 763

…	23 286 423	5 050 000	13 908 627	42 245 050	Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de *Canada en fête!*	42 243 050	2 000	…	19 263 281
…	22 614 982	…	2 292 599	24 907 581	Contributions au Fonds de la musique du Canada	24 907 581	…	…	23 636 320
…	19 776 000	…	(783 846)	18 992 154	Contributions à l'appui du programme Katimavik	18 992 154	…	…	18 028 683
…	17 862 112	…	6 204 435	24 066 547	Contributions au programme Présentation des arts Canada	24 066 547	…	…	20 199 143
…	16 703 920	…	1 696 080	18 400 000	Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	18 400 000	…	…	19 420 000
…	15 381 182	…	(1 075 573)	14 305 609	Contributions à l'industrie canadienne de l'édition de magazines	14 296 262	9 347	…	14 581 046
…	14 196 077	…	303 923	14 500 000	Contributions au Fonds des nouveaux médias du Canada	14 500 000	…	…	11 500 000
…	12 604 359	5 582 000	350 763	18 537 122	Contributions à l'appui de l'Initiative Échanges Canada	18 537 122	…	…	17 423 572
…	12 361 878	…	(7 623 608)	4 738 270	Contributions à l'appui du Programme de reconnaissance historique des communautés	…	4 738 270	…	…
…	11 945 845	…	65 502	12 011 347	Contributions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine diversifié du Canada et d'y donner accès	11 990 808	20 539	…	10 851 644
…	10 658 643	…	2 426 630	13 085 273	Contributions à l'appui du programme Culture canadienne en direct	13 065 512	19 761	…	11 116 076
…	9 487 997	…	(111 021)	9 376 976	Contributions à l'appui du Programme du multiculturalisme	3 965 754	5 411 222	…	6 787 378
…	4 134 043	…	(556 068)	3 577 975	Contributions à l'appui du Programme de consolidation des arts et du patrimoine (volet développement des compétences)	3 510 510	67 465	…	3 693 085
…	3 862 680	…	773 325	4 636 005	Contributions à l'appui des Capitales culturelles du Canada	4 629 837	6 168	…	5 451 493
…	2 500 000	…	(115 149)	2 384 851	Contributions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	2 381 951	2 900	…	609 925
…	2 470 000	…	111 174	2 581 174	Contributions à TV5	2 581 174	…	…	3 031 043
…	1 976 000	…	(40 429)	1 935 571	Contributions aux routes commerciales : Programme canadien des débouchés commerciaux	1 935 571	…	…	1 968 054
…	1 580 000	…	295 000	1 875 000	Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le dévelopment culturel : Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î-P-É)	1 875 000	…	…	1 875 000
…	1 531 400	…	…	1 531 400	Contributions à l'appui de la Politique canadienne du long métrage : Fonds canadien du film et de la vidéo indépendants	1 531 400	…	…	1 531 400
…	1 000 000	…	(761 436)	238 564	Contributions au Programme de consolidation des arts et du patrimoine canadiens (volet réseautage)	236 064	2 500	…	272 763
…	626 760	…	(626 760)	…	Contributions aux projets de stabilisation	…	…	…	…
…	500 000	…	(500 000)	…	Aide restreinte versée aux organismes voués aux arts menacés de disparaître	…	…	…	100 000
…	390 000	…	200 000	590 000	Contributions au Programme des arts, de la culture et de la diversité	590 000	…	…	590 000
…	265 000	…	1 404 783	1 669 783	Contributions à l'appui du Programme des études canadiennes	1 669 783	…	…	512 574
…	192 280	…	153 964	346 244	Contributions à l'appui du Programme des droits de la personne	302 946	43 298	…	239 560
…	148 200	…	1 800	150 000	Contributions à l'appui de la Politique canadienne du long métrage : Trust pour la préservation de l'audio-visuel	150 000	…	…	148 200
…	…	…	2 600 000	2 600 000	Contributions à l'appui du Programme de contestation judiciaire	2 600 000	…	…	1 950 000
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	3 349 664
…	**910 578 600**	**49 359 001**	**52 347 113**	**1 012 284 714**	**Total—Contributions**	**971 602 388**	**40 682 326**	**…**	**1 006 482 346**
…	**1 089 646 600**	**50 159 001**	**5 032 984**	**1 144 838 585**	**Total du ministère**	**1 101 980 352**	**42 858 233**	**…**	**1 117 942 085**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Bibliothèque et Archives du Canada				
					Subventions				
…	25 000	3 894	…	28 894	Système international de données sur les publications en série	28 894	…	…	26 503
…	11 000	…	382	11 382	Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	11 382	…	…	10 319
…	**36 000**	**3 894**	**382**	**40 276**	**Total—Subventions**	**40 276**	**…**	**…**	**36 822**
					Contributions				
…	640 000	…	(640 000)	…	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	…	…	…	…
…	570 000	…	…	570 000	Conseil canadien des archives pour des activités à l'appui du Programme de développement archivistique national	570 000	…	…	570 000
…	500 000	…	(500 000)	…	La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	…	…	…	…
…	…	1 020 241	…	1 020 241	Programme de la culture canadienne en-ligne pour appuyer des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation	1 020 241	…	…	1 196 294
…	…	…	1 140 000	1 140 000	Programme national de développement des archives (PNDA) : pour appuyer le développement stratégique des institutions et organismes d'archives du Canada et augmenter leur capacité à préserver et à rendre plus accessibles les documents d'archives uniques qui documentent l'histoire du Canada et des Canadiens	1 140 000	…	…	1 140 000
…	**1 710 000**	**1 020 241**	**…**	**2 730 241**	**Total—Contributions**	**2 730 241**	**…**	**…**	**2 906 294**
…	**1 746 000**	**1 024 135**	**382**	**2 770 517**	**Total de l'organisme**	**2 770 517**	**…**	**…**	**2 943 116**
					Office national du film				
					Subventions				
…	**15 000**	**…**	**…**	**15 000**	Subventions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	**15 000**	**…**	**…**	**9 408**
					Contributions				
…	**235 000**	**…**	**12 018**	**247 018**	Contributions pour appuyer et promouvoir la cinématographie canadienne	**247 018**	**…**	**…**	**191 955**
…	**250 000**	**…**	**12 018**	**262 018**	**Total de l'organisme**	**262 018**	**…**	**…**	**201 363**

					Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice				
					Subventions				
…	**12 050 000**	**5 500 000**	**…**	**17 550 000**	Programme de promotion de la femme—Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	**17 550 000**	**…**	**…**	**13 449 508**
					Contributions				
…	3 200 000	3 100 000	300 000	6 600 000	Programme de promotion de la femme—Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	3 474 197	3 125 803	…	787 818
…	1 000 000	…	…	1 000 000	Contributions à l'Association des femmes autochtones du Canada pour l'Initiative Sœurs d'esprit	1 000 000	…	…	980 000
…	**4 200 000**	**3 100 000**	**300 000**	**7 600 000**	**Total—Contributions**	**4 474 197**	**3 125 803**	**…**	**1 767 818**
…	**16 250 000**	**8 600 000**	**300 000**	**25 150 000**	**Total de l'organisme**	**22 024 197**	**3 125 803**	**…**	**15 217 326**
…	**1 107 892 600**	**59 783 136**	**5 345 384**	**1 173 021 120**	**Total du portefeuille ministériel**	**1 127 037 084**	**45 984 036**	**…**	**1 136 303 890**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Accès à la culture canadienne	200 000	456 257	1 392 781
Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel	3 500 000	3 632 597	3 518 362
Préservation du patrimoine canadien	905 000	307 853	408 683
Total du ministère—Budgétaire	**4 605 000**	**4 396 707**	**5 319 826**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Réglementer et superviser l'industrie de la radiodiffusion canadienne	21 703 000	21 703 000	20 650 212
Réglementer et surveiller l'industrie des télécommunications canadienne	18 697 000	18 697 000	19 551 888
Total de l'organisme—Budgétaire	**40 400 000**	**40 400 000**	**40 202 100**
Bibliothèque et Archives du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Faire connaître le patrimoine documentaire et le rendre accessible pour fins d'utilisation	550 000	384 880	441 718
Total de l'organisme—Budgétaire	**550 000**	**384 880**	**441 718**
Office national du film			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Production d'œuvres audiovisuelles	2 304 000	1 249 117	1 151 059
Distribution, accessibilité et rayonnement	5 991 000	5 025 279	…
Accessibilité et développement des réseaux	…	…	470 124
Recherche et service conseil	…	…	16 139
Distribution d'œuvres audiovisuelles	…	…	5 266 620
Total de l'organisme—Budgétaire	**8 295 000**	**6 274 396**	**6 903 942**

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Commission de la fonction publique			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensées)			
Services de dotation et évaluation			
Services d'évaluation, de counselling et produits	14 000 000	11 101 214	9 367 010
Total de l'organisme—Budgétaire	**14 000 000**	**11 101 214**	**9 367 010**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**67 850 000**	**62 557 197**	**62 234 596**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 844 950	8 633 203
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	8 831 109	3 984 267
	11 676 059	12 617 470
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	35 043	48 915
Services de nature non réglementaire	3 865 272	4 683 071
Ventes de biens et de produits d'information	93 217	130 153
Autres frais et droits	206 011	258 618
	4 199 543	5 120 757
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	149 213	13 684
Revenus divers—		
Produits des loteries fédérales/provinciales	65 146 734	63 808 040
Divers	79 839	67 959
	65 226 573	63 875 999
Total du ministère	**81 251 388**	**81 627 910**
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	29 516	3 623
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	76 965	16 605
	106 481	20 228
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	...	*839 901*
Services de nature réglementaire—		
Frais de licences en radiodiffusion	27 304 470	26 159 573
Frais de télécommunications	27 485 329	28 079 631
	54 789 799	*54 239 204*
Autres frais et droits	...	*1 065 958*
	54 789 799	56 145 063
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 356	5 739
Revenus divers	36 708	70 268
Total de l'organisme	**54 934 344**	**56 241 298**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Bibliothèque et Archives du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	81 296	29 154
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	163 098	148 393
	244 394	177 547
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	366 197	429 380
Autres frais et droits—		
Reçus des services de photoduplication	25 537	26 629
	391 734	456 009
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	103 537	84 721
Revenus divers	72 882	54 512
Total de l'organisme	**812 547**	**772 789**
Commission des champs de bataille nationaux		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits—		
Article 21.9 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	2 344 201	1 703 696
Total de l'organisme	**2 344 201**	**1 703 696**
Office national du film		
Autres revenus—		
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	*2 207 691*	*2 375 792*
Ventes de biens et de produits d'information	*4 040 483*	*4 554 965*
Autres frais et droits—		
Gains sur les réévaluations de change en fin d'exercice	26 222	(26 815)
Revenus reportés	(23 240)	25 617
	2 982	*(1 198)*
Total de l'organisme	**6 251 156**	**6 929 559**

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission de la fonction publique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	58 506	31 738
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	449 405	364 928
	507 911	396 666
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire—		
Services d'évaluation, de counselling et produits	11 125 284	9 368 688
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	4 341	400
Revenus divers—		
Services d'évaluation, d'analyse et d'orientation professionnelle	1 441 376	1 382 527
Divers	4 844	788
	1 446 220	1 383 315
Total de l'organisme	**13 083 756**	**11 149 069**
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 455	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	13 639
	10 455	13 639
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	141
Revenus divers—		
Accès à l'information	40	5
Total de l'organisme	**10 495**	**13 785**
Tribunal de de la dotation de la fonction publique		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	419	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	75 992	15 412
	76 411	15 412
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	11
Revenus divers	5	…
Total de l'organisme	**76 416**	**15 423**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	(156)	…
Total de l'organisme	**(156)**	**…**
Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Dépenses de services	12 687	12 706
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 888	7 783
	16 575	20 489
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	145	202
Total de l'organisme	**16 720**	**20 691**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 638 130	13 261 451
Ventes de biens et de services	79 101 717	79 723 772
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	258 592	104 898
Revenus divers	66 782 428	65 384 099
Total du portefeuille ministériel	**158 780 867**	**158 474 220**

SECTION 21

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Pêches et Océans

Ministère

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

SOMMAIRE

Page

Résultat stratégique et description des activités de programme 21.2
Sommaire du portefeuille ministériel. 21.4
Activités de programme. 21.6
Paiements de transfert 21.7
Détail des montants disponibles pour être dépensés . . . 21.9
Revenus 21.9

Ministère

Résultat stratégique

Voies navigables sûres et accessibles (VNSA).

Description des activités de programme

Garde côtière canadienne

La Garde côtière canadienne (GCC) offre des services maritimes civils (navires, hélicoptères, expertise, personnel et infrastructure) au nom d'autres ministères fédéraux ou à l'appui d'organisations et d'organismes gouvernementaux dans la réalisation de leurs propres priorités maritimes du gouvernement du Canada. La GCC offre un soutien notamment à d'autres secteurs de Pêches et Océans (Science et conservation et protection), aux ministères de la Défense nationale, de l'Environnement, des Affaires étrangères et des Transports et à la Gendarmerie royale du Canada.

Ports pour petits bateaux

Le Programme des ports pour petits bateaux exploite et entretient, directement ou indirectement par l'entremise des administrations portuaires, un réseau de ports ouverts, sécuritaires et en bon état qui sont indispensables pour l'industrie de la pêche. Ces ports sont nécessaires pour assurer le fonctionnement efficace du secteur de la pêche commerciale qui contribue à l'industrie canadienne, favorise directement l'emploi et entraîne indirectement la création de dizaines de milliers d'emplois, principalement dans les régions rurales et isolées du Canada.

La science au service des voies navigables sécuritaires et accessibles

Ce programme comprend dans la recherche scientifique, la surveillance, les conseils, les produits et services, ainsi que la gestion des données dans le but d'assurer que les politiques, les programmes, les décisions et les règlements du ministère et du gouvernement fédéral en matière de voies navigables sécuritaires, protégées et accessibles reposent sur des conseils scientifiques. La science devient possible grâce à un réseau de centres de recherche, en collaboration avec les autres ministères, le secteur privé, le milieu universitaire et des organisations internationales.

Résultat stratégique

Pêches et aquaculture durables (PAD).

Description des activités de programme

Gestion des pêches

Le but premier de la gestion des pêches consiste à préserver les ressources halieutiques du Canada pour en assurer ainsi l'utilisation durable en étroite collaboration avec les utilisateurs de la ressource et les intervenants en faisant appel à un système d'intendance partagée. L'activité de programme Gestion des pêches comprend les négociations et les relations visant à assurer la conservation des pêcheries internationales, la gestion partagée de la pêche d'interception en eaux internationales, ainsi que la gestion de la pêche autochtone, commerciale et sportive dans les eaux côtières des trois océans du Canada.

Aquaculture

Le développement aquacole au Canada profite aux consommateurs et aux producteurs canadiens grâce à la production d'organismes aquatiques (comme le saumon et les moules) tout en préconisant les valeurs écologiques et socioéconomiques relatives aux océans et aux eaux intérieures du Canada. En tant que principal organisme fédéral responsable des questions aquacoles, Pêches et Océans présente une approche interministérielle intégrée qui fait l'objet d'une gestion horizontale afin de créer les conditions d'une industrie aquacole vivante et innovatrice qui est également responsable sur les plans environnemental et social, viable sur le plan économique et concurrentielle à l'échelle internationale. Ce programme est mis en oeuvre en collaboration avec d'autres ministères fédéraux, les gouvernements des provinces et des territoires, l'industrie, le secteur privé, des organisations non gouvernementales et d'autres intervenants.

La science au service des pêches et d'une aquaculture durables

Ce programme comprend la prestation de conseils et de recommandations basée sur la recherche scientifique et la surveillance, ainsi que la présentation de produits et de services et la gestion des données sur les océans et les ressources du Canada. On s'assure ainsi que les politiques, les programmes, les décisions et les règlements du ministère et du gouvernement fédéral dans les domaines des pêches et d'une aquaculture durables reposent sur des notions scientifiques. Les efforts scientifiques sont déployés grâce à un vaste réseau de centres de recherche en collaboration avec les autres ministères, le secteur privé, le milieu universitaire et des organisations internationales.

Résultat stratégique

Écosystèmes aquatiques sains et productifs (EASP).

Description des activités de programme

Gestion des océans

Le gestion des océans comprend, entre autres, la conservation et l'utilisation durable des océans du Canada en collaboration avec les autres ordres de

gouvernement, les organisations autochtones et les autres intervenants non gouvernementaux grâce à l'élaboration et à la mise en oeuvre de plans de gestion intégrée des océans axés sur des objectifs et sur l'utilisation des outils de conservation marine. Les ententes modernes en matière de gestion des océans posent divers défis touchant, entre autres, la santé des océans, la perte de l'habitat marin, la baisse de la biodiversité, la demande croissante d'un accès aux ressources océaniques, ainsi que la complexité des règlements et des compétences.

Gestion de l'habitat

En collaboration avec d'autres intervenants, la gestion de l'habitat a pour but de conserver et protéger le poisson et l'habitat du poisson contre les conséquences des activités qui se déroulent à l'intérieur ou près des eaux contenant du poisson d'eau douce ou du poisson de mer, d'améliorer (rétablir et aménager) l'habitat du poisson en administrant les dispositions de la *Loi sur les pêches* concernant la protection de l'habitat, en dispensant des conseils sur les dispositions connexes de la loi et en ayant recours à des activités non réglementaires. Ce programme comprend également la tenue d'évaluations environnementales avant de rendre une décision réglementaire conformément aux dispositions de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et à la participation à d'autres régimes d'évaluations environnementales pour les projets proposés. Ces activités se déroulent conformément à la *Loi sur les espèces en péril*; la Politique de gestion de l'habitat du poisson et à d'autres politiques sur l'exploitation aux résultats de consultations avec les groupes autochtones; aux buts et aux principes du développement durable; ainsi qu'aux politiques et aux priorités du gouvernement fédéral.

La science au service des écosystèmes aquatiques sains et productifs

Ce programme comprend la recherche scientifique, la surveillance, les conseils, les produits et services, ainsi que la gestion des données dans le but d'assurer que les politiques, les programmes, les décisions et les règlements du ministère et du gouvernement fédéral en matière de gestion intégrée des ressources océaniques et l'habitat du poisson au Canada reposent sur des conseils scientifiques. La science devient possible grâce à un réseau de centres de recherche, en collaboration avec les autres ministères du gouvernement, le secteur privé, le milieu universitaire et des organisations internationales.

Office de commercialisation du poisson d'eau douce

Résultat stratégique

Réglementer le commerce interprovincial et le commerce d'exportation du poisson d'eau douce.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	1 178 250 000	…	…	1 178 250 000	1	Dépenses de fonctionnement				
					1a	Virement de 156 947 $ du crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	5 995 286	…	5 995 286		et de 22 500 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
					1b	Virement de 1 546 173 $ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 1 305 000 $ du crédit 1 (Transports), de 549 800 $ du crédit 1 (Environnement), de 42 500 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et				
…	…	33 273 217	…	33 273 217		de 15 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
					1c	Virement de 2 683 154 $ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 175 695 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 144 000 $ du crédit 1 (Environnement)				
…	…	1	…	1						
…	…	…	693 800	693 800		Virement du : crédit 1 (Environnement)				
…	…	…	156 947	156 947		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	1 305 000	1 305 000		crédit 1 (Transports)				
…	…	…	65 000	65 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	190 695	190 695		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	4 229 327	4 229 327		crédit 10				
…	…	…	2 961 158	2 961 158		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	33 806 838	33 806 838		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	49 240 964	49 240 964		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	21 794 683	21 794 683		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(7 027 500)	(7 027 500)		Virement au : crédit 10				
…	…	…	(25 000)	(25 000)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(144 457)	(144 457)		crédit 50 (Conseil du Trésor)				
…	1 178 250 000	39 268 504	107 247 455	1 324 765 959		Total—Crédit 1	1 278 302 087	46 463 872	…	1 210 815 199
…	294 650 000	…	…	294 650 000	5	Dépenses en capital				
…	…	3 312 000	…	3 312 000	5a	Dépenses en capital				
…	…	12 954 945	…	12 954 945	5b	Dépenses en capital				
…	294 650 000	16 266 945	…	310 916 945		Total—Crédit 5	249 382 299	61 534 646	…	211 207 177
…	90 461 000	…	…	90 461 000	10	Subventions et contributions				
					10a	Virement de 3 945 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	1	…	1						
					10b	Virement de 1 722 500 $ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 34 000 $ du crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	4 843 100	…	4 843 100						
					10c	Virement de 1 360 000 $ du crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	1	…	1						

…	…	…	7 027 500	7 027 500		Virement du : crédit 1				
…	…	…	34 000	34 000		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	(4 229 327)	(4 229 327)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(67 763)	(67 763)		crédit 10 (Environnement)				
…	90 461 000	4 843 102	2 764 410	98 068 512		Total—Crédit 10	94 614 352	3 454 160	…	73 367 577
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				
…	118 555 000	…	4 021 772	122 576 772		employés	122 576 772	…	…	118 077 945
					(S)	Ministre des Pêches et Océans—Traitement et				
…	76 422	…	100	76 522		allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excéden-				
1 937 754	…	…	1 977 491	3 915 245		taires de l'État	2 589 717	…	1 325 528	3 078 961
					(S)	Remboursements de montants portés aux revenus				
…	…	…	3 700	3 700		d'exercices antérieurs	3 700	…	…	4 412
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	7 527
1 937 754	**1 681 992 422**	**60 378 551**	**116 014 928**	**1 860 323 655**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1 747 545 449**	**111 452 678**	**1 325 528**	**1 616 633 120**
						Office de commercialisation du poisson d'eau douce				
					L30b	Prêts à l'Office et garanties de prêts en vertu de la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce*. Le total de tous montants empruntés par l'Office en vertu de l'autorisation de l'article 16 est limité				
50 000 000	…	…	…	50 000 000		à 50 000 000 $ (Net)	…	…	50 000 000	…
50 000 000	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**		**Total de l'organisme—Non budgétaire**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**
						Total du portefeuille ministériel—				
1 937 754	**1 681 992 422**	**60 378 551**	**116 014 928**	**1 860 323 655**		**Budgétaire**	**1 747 545 449**	**111 452 678**	**1 325 528**	**1 616 633 120**
50 000 000	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

(1) Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Garde côtière canadienne	595 130 573	573 554 604	234 414 587	172 851 651	5 392 000	5 333 072	51 978 000	42 128 197	…	…	782 959 160	709 611 130
Gestion des pêches	328 993 450	314 751 295	4 716 842	6 325 672	79 607 011	76 662 935	…	…	…	…	413 317 303	397 739 902
La science au service des pêches et d'une aquaculture durables	211 472 114	199 776 835	29 649 007	25 246 874	626 900	618 912	…	…	…	…	241 748 021	225 642 621
Gestion de l'habitat	119 442 256	120 478 622	709 273	623 572	3 246 400	3 103 177	…	…	…	…	123 397 929	124 205 371
Ports pour petits bateaux	87 342 606	83 738 360	30 634 505	32 126 501	4 141 000	3 912 157	…	…	…	…	122 118 111	119 777 018
La science au service des écosystèmes aquatiques sains et productifs	76 315 593	77 350 580	8 808 030	8 728 590	95 000	95 000	…	…	…	…	85 218 623	86 174 170
La science au service des voies navigables sécuritaires et accessibles	50 297 889	48 579 339	1 683 733	3 214 820	164 600	164 565	…	…	…	…	52 146 222	51 958 724
Gestion des océans	25 894 832	20 775 847	264 136	232 238	95 001	50 000	…	…	…	…	26 253 969	21 058 085
Aquaculture	8 426 885	6 671 513	36 832	32 381	4 700 600	4 674 534	…	…	…	…	13 164 317	11 378 428
Sous-total	1 503 316 198	1 445 676 995	310 916 945	249 382 299	98 068 512	94 614 352	51 978 000	42 128 197	…	…	1 860 323 655	1 747 545 449
Revenus affectés aux dépenses	(51 978 000)	(42 128 197)	…	…	…	…	(51 978 000)	(42 128 197)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**1 451 338 198**	**1 403 548 798**	**310 916 945**	**249 382 299**	**98 068 512**	**94 614 352**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 860 323 655**	**1 747 545 449**
Office de commercialisation du poisson d'eau douce—Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**	**50 000 000**	**…**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**1 451 338 198**	**1 403 548 798**	**310 916 945**	**249 382 299**	**98 068 512**	**94 614 352**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 860 323 655**	**1 747 545 449**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**	**50 000 000**	**…**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	500 000	1	2 000 000	2 500 001	Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux	2 275 000	225 001	…	810 000
…	238 000	…	135 000	373 000	Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	300 565	72 435	…	394 596
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 653 910
…	**738 000**	**1**	**2 135 000**	**2 873 001**	**Total—Subventions**	**2 575 565**	**297 436**	**…**	**2 858 506**
					Contributions				
…	57 275 000	74 871	3 151 192	60 501 063	Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	58 295 178	2 205 885	…	32 858 670
…	22 750 200	68 230	(6 614 782)	16 203 648	Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	16 203 648	…	…	25 802 234
…	4 731 000	…	181 000	4 912 000	Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	4 912 000	…	…	4 901 000
…	2 087 000	…	(1 125 000)	962 000	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	399 956	562 044	…	410 680
…	1 875 000	…	945 000	2 820 000	Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion de l'habitat dans les régions intérieures	2 816 677	3 323	…	2 018 227
…	400 000	…	465 800	865 800	Contribution à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques	838 412	27 388	…	679 198
…	390 800	…	604 500	995 300	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	756 167	239 133	…	974 436
…	214 000	…	…	214 000	Contribution au sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	194 025	19 975	…	210 085
…	…	…	1 641 000	1 641 000	Contributions à l'appui du Programme de contributions par catégorie de ports pour petits bateaux	1 637 158	3 842	…	…
…	…	4 700 000	…	4 700 000	Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle	4 673 934	26 066	…	…

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	…	1 380 700	1 380 700	Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique (bassin Fraser)	1 311 632	69 068	…	1 068 343
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 586 198
…	**89 723 000**	**4 843 101**	**629 410**	**95 195 511**	**Total—Contributions**	**92 038 787**	**3 156 724**	**…**	**70 509 071**
…	**90 461 000**	**4 843 102**	**2 764 410**	**98 068 512**	**Total du portefeuille ministériel**	**94 614 352**	**3 454 160**	**…**	**73 367 577**

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Garde côtière canadienne			
Droits des services maritimes	27 717 700	31 105 820	30 712 464
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	6 620 000	5 869 623	5 372 167
Déductions des employés pour la location de logements	39 300	…	…
Radiotéléphonie de la Garde côtière	75 000	23 829	26 394
Droits des services de déglaçage	13 824 000	4 808 665	5 202 482
Collège de la Garde côtière canadienne	3 700 000	36	61
Divers	2 000	320 224	392 054
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**51 978 000**	**42 128 197**	**41 705 622**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts consentis aux pêcheurs d'aiglefin	…	107 467
	…	107 467
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 806 374	2 475 241
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	4 607 759	2 710 835
	6 414 133	5 186 076
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Frais	500	1 600
Licences	42 611 289	43 863 395
Baux huîtriers	227 646	210 241
Boette	5 249	4 729
Enregistrements des vaisseaux et des pêcheurs	380 955	410 930
Ports pour petites embarcations—		
Postes, amarrage et baux	1 200 938	1 434 987
Licences	6 224	11 884
Autres revenus d'amarrage	1 618	2 621
	44 434 419	*45 940 387*
Services de nature non réglementaire—		
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	436 991	458 775
Divers	1 925 460	1 558 389
Revenus disponibles pour être dépensés—		
Revenus tirés d'une activité de crédit net—Facture—		
Collège de la Garde côtière canadienne	37	61
Services de déglaçage	5 110 195	5 601 700
Droits des services maritimes	31 277 450	30 401 439
Droits pour les services de dragage d'entretien basé sur la jauge	6 569 927	5 624 953
Location de terrains, bâtiments, véhicules et machines	9 591	13 639
Télécommunications	22 372	26 984
Divers	361 620	369 415
	45 713 643	*44 055 355*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Produits des ventes de publications	1 696 753	1 948 109
Divers	66 780	16 356
	1 763 533	*1 964 465*
	91 911 595	91 960 207

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 977 491	3 733 483
Revenus divers—		
Saisies et confiscations	198 770	294 187
Amendes	1 244 790	1 304 476
Gain net de change	11 732	…
Divers	1 135 011	965 440
	2 590 303	2 564 103
Total du portefeuille ministériel	**102 893 522**	**103 551 336**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 22

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Ressources humaines et Développement des compétences

Ministère

Conseil canadien des relations industrielles

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	22.2
Sommaire du portefeuille ministériel	22.8
Activités de programme	22.13
Paiements de transfert	22.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés	22.21
Revenus	22.22

Ministère

Résultat stratégique

Politiques et programmes qui répondent aux besoins des Canadiens en matière de capital humain et de développement social.

Description des activités de programme

Politique, recherche et communication

Assure un leadership en matière de politique stratégique en faisant la promotion des principales politiques relatives aux ressources humaines et au développement social du gouvernement du Canada, en élaborant et en mettant en œuvre des stratégies et des cadres ministériels, en mobilisant nos partenaires et les Canadiens par l'entremise d'une participation publique, en collaborant avec eux et en faisant progresser l'acquisition des connaissances. Cette activité joue un rôle essentiel pour soutenir la réalisation des priorités et des résultats de Ressources humaines et Développement des compétences (RHDC) en communiquant avec les Canadiens, en les mobilisant et en établissant d'excellentes relations avec les intervenants. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère, du Compte d'assurance-emploi et du Compte du *Régime de pensions du Canada*.

Résultat stratégique

Productivité et participation canadiennes accrues grâce à des marchés du travail efficients et inclusifs, à des milieux de travail compétitifs et à l'accès à l'apprentissage.

Description des activités de programme

Marché du travail

Comprend les programmes d'assurance-emploi et du marché du travail. Les programmes d'assurance-emploi favorisent le bien-être individuel, la stabilité économique et un marché du travail souple, en fournissant un soutien du revenu temporaire aux chômeurs admissibles en vertu de la Partie I de la *Loi sur l'assurance-emploi*. L'assurance-emploi englobe un vaste éventail de prestations pour répondre aux besoins des travailleurs et du marché du travail, y compris les personnes malades, les femmes enceintes et les personnes qui prennent soin d'un nouveau-né ou d'un enfant adopté, ainsi que celles qui doivent s'occuper d'un membre de leur famille souffrant d'une maladie grave qui risque de causer la mort. Les programmes et services du marché du travail sont financés au moyen des niveaux de référence du Ministère et, pour les programmes établis aux termes de la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*, par le Compte d'assurance-emploi. Ils visent à aider les Canadiens, notamment les adultes sans emploi et les groupes cibles, tels les jeunes et les Autochtones, à développer leur compétences et à les encourager à devenir autonomes, à investir dans leur propre intérêt et à s'adapter davantage aux changements du marché du travail.

Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte d'assurance-emploi.

Apprentissage

Permet aux Canadiens d'acquérir la formation et les compétences nécessaires pour pouvoir participer à la société et à l'économique axées sur le savoir. À cette fin, le programme permet de travailler en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, le secteur bénévole, les institutions financières, les fournisseurs de services et d'autres intervenants clés afin d'accroître la sensibilisation, la préparation et l'accès aux occasions d'apprentissage continu en réduisant les obstacles financiers et non financiers pour les apprenants d'aujourd'hui et de demain. Ce secteur compte des programmes mis en œuvre à l'échelle nationale, dont des programmes législatifs et votés. En ce qui concerne les programmes législatifs, le Programme canadien de prêts aux étudiants favorise l'accès à l'enseignement post-secondaires en attribuant des prêts et des subventions aux étudiants ayant pu prouver un besoin financier. Le programme offre en outre des mesures de gestion des dettes pour aider les emprunteurs à effectuer leurs remboursements. Le Programme canadien pour l'épargne-études octroie des subventions aux Canadiens pour les encourager à investir dans des régimes enregistrés d'épargne-études afin de permettre à les enfants de poursuivre des études post-secondaires. À titre d'exemple de programme voté, l'Initiative de mobilité académique internationale administre des programmes de contributions qui permettent aux étudiants d'aller étudier à l'étranger. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte d'assurance-emploi.

Compétences en milieu de travail

Collaboration entre les partenaires de l'industrie et les intervenants au moyen de Partenariats en milieu de travail afin de cerner, de traiter et de promouvoir le développement des compétences en milieu de travail. L'activité Compétences en milieu de travail permet d'améliorer l'intégration des immigrants grâce aux programmes destinés aux travailleurs étrangers et aux immigrants, comme le Programme de reconnaissance des titres de compétence étrangers, le Portail de l'immigration et le Programme des travailleurs étrangers. L'activité Compétences en milieu de travail permet l'élaboration et la diffusion de connaissances et de renseignements qui sont essentiels pour assurer un bon fonctionnement du marché du travail par l'entremise de l'information sur les compétences et le marché du travail, y compris la Classification nationale des professions, les Compétences essentielles et l'Information sur le marché du travail. Les fonds sont administrés au moyen de contributions votées. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte d'assurance-emploi.

Résultat stratégique

Milieux de travail sécuritaires, sains, équitables, stables, productifs, où règne la coopération, et normes internationales du travail efficaces.

Description des activités de programme

Travail

Ce programme favorise et maintient des relations industrielles stables dans un milieu de travail sécuritaire, équitable, sain et productif dans le secteur du travail de compétence fédérale. Dans le cadre de ce programme, on recueille et diffuse des renseignements sur le travail et le milieu de travail, on assure la représentation du Canada dans les activités internationales liées au travail, cultive un climat qui stimule des rapports constructifs dans les relations patronales-syndicales et veille à ce que soient appliquées les normes minimales du travail et les mesures de protection en santé et en sécurité au travail. Le mandat du Programme du travail dans le secteur de compétence fédérale vise environ 46 000 lieux de travail au Canada et jusqu'à 1,132 million d'employés. Bien des protagonistes du Programme du travail sont avant-gardistes et bien organisés, qu'il s'agisse de syndicats ou d'association de gens d'affaires. Ces organisations sont bien informées et se préoccupent beaucoup de tous les aspects de la politique du travail. Au delà de la compétence fédérale, le Programme du travail permet d'assurer des relations avec une vaste gamme d'organisations commerciales, du travail et d'autres organisations non gouvernementales représentant les divers intérêts des Canadiens sur des questions nationales et internationales. Le travailleur moyen a un point de vue différent du Programme du travail : il s'en remet à ce dernier pour la protection de ses droits au travail. Les employés qui sont congédiés ou qui ne touchent pas le salaire auquel ils ont droit et dont aucun syndicat ne représente les intérêts doivent se tourner vers un agent du Programme du travail pour obtenir de l'aide. De même, les employés comptent sur les agents du Programme du travail pour qu'ils protègent leur santé et leur sécurité au travail par la promotion d'une culture axée sur la santé et la sécurité, dont l'utilisation de comités de santé et de sécurité au travail, et par l'application du droit de refuser de faire un travail dangereux et d'autres droits liés à la santé et à la sécurité au travail. De même, les Canadiens autochtones, les minorités visibles, les femmes et les personnes handicapées se tournent vers le Programme du travail aux fins de l'égalité des chances d'emploi. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte d'assurance-emploi.

Résultat stratégique

Amélioration de la sécurité du revenu, accès aux possibilités et mieux-être des personnes, des familles et des collectivités.

Description des activités de programme

Investissement social

Fournit aux Canadiens des pensions et des prestations de retraite, de décès et d'invalidité par l'entremise de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* et du *Régime de pensions du Canada*. Cette activité comprend en outre des programmes, politiques, subventions et contributions se rapportant à l'investissement social destinés à garantir que des connaissances, des renseignements et des occasions de mettre en pratique leurs propres solutions face aux défis sociaux et économiques sont fournis aux enfants, aux familles, aux aînés, aux collectivités et aux personnes handicapées. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte du *Régime de pensions du Canada*.

Enfants et familles

Apporte un soutien aux familles afin de s'assurer que tous les enfants connaissent le meilleur départ possible dans la vie; que les parents disposent de choix en matière de services de garde d'enfants, que les besoins des personnes prodiguant des soins à des êtres chers sont pris en compte et que la sécurité économique des familles est maintenue.

Dans le cadre de cette activité, certaines initiatives sont menées, appuyées par des accords multilatéraux entre le gouvernement fédéral et les provinces et territoires par l'entremise de programmes comme le Plan universel pour la garde d'enfants du Canada, la Prestation nationale pour enfants et le Cadre multilatéral pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère.

Logement et sans-abri

Fournit les programmes et services qui appuient les collectivités offrant de l'aide aux personnes et aux familles sans abri, ainsi qu'à celles à risque d'itinérance, afin qu'elles deviennent autonomes et qu'elles contribuent à la société et à l'économie. Pour ce faire, des partenariats sont conclus avec tous les ordres de gouvernement, les secteurs bénévole et privé, des fondations, des groupes confessionnels et des syndicats. L'activité atteint ses objectifs par l'entremise de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance, qui est un programme de contribution et de subvention par catégorie. Les quatre programmes de contribution par catégorie sont les suivants : Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance – Collectivités désignées; Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance – Collectivités éloignées; Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance – Collectivités autochtones; Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance – Projets pilotes horizontaux du gouvernement fédéral. Le Programme de développement des connaissances sur l'itinérance est un programme de contribution et de subvention par catégorie qui comble les lacunes et s'occupe des priorités liées aux connaissances sur les questions touchant l'itinérance au Canada. L'Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri, dont les fonds sont gérés par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, met à la disposition des collectivités canadiennes des

biens immobiliers excédentaires fédéraux afin de leur permettre de répondre à leurs besoins locaux touchant l'itinérance. Les dépenses de fonctionnement sont financées à même le Trésor.

Résultat stratégique

Améliorer les résultats pour les Canadiens grâce à l'excellence du service.

Description des activités de programme

Service décloisonné et axé sur les citoyens

Élabore des politiques en matière de service et des stratégies à l'intention des clients et des communautés; effectue des recherches et des analyses répondant aux besoins et aux attentes des clients et des communautés; offre de nouveaux services et améliore les services existants et assure la prestation de services personalisés facilement accessibles à partir d'un point commun, soit par téléphone, Internet et en personnel.

Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère, du Compte d'assurance-emploi et du *Régime de pensions du Canada*.

Intégrité

Améliore et renforce l'intégrité des programmes pour s'assurer que la bonne personne ou la bonne organisation reçoit le bon service ou les bonnes prestations au bon moment et dans le but visé. Le Ministère met en œuvre le numéro d'assurance sociale et le Registre d'assurance sociale comme fondement d'un identificateur commun sécuritaire, élabore des stratégies de gestion du risque en matière d'intégrité qui prendront en compte le risque opérationnel et réduiront le nombre d'erreurs de paiement, et traiteront les demandes de contributions et de subventions, de prestations individuelles et de services par courrier. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère, du Compte d'assurance-emploi et du *Régime de pensions du Canada*.

Services gouvernementaux fondés sur la collaboration et structurés en réseau

Met en œuvre une approche des activités à l'échelle du gouvernement axée sur la collaboration et les réseaux en vue d'offrir un service axé sur les citoyens aux Canadiens, et ce, en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux, d'autres ordres du gouvernement et des partenaires communautaires, en partageant l'information, en adoptant des systèmes et des infrastructures interexploitables, en assurant la gestion sécuritaire des renseignements personnels des citoyens ainsi que le respect de la confidentialité, et en améliorant le niveau de précision du Registre d'assurance sociale grâce à des mises à jour plus ponctuelles et complètes de concert avec des organisations de l'état civil. Les dépenses de fonctionnement sont financées au moyen des niveaux de référence du Ministère et du Compte d'assurance-emploi.

Conseil canadien des relations industrielles

Résultat stratégique

Le Conseil canadien des relations industrielles règle de manière rapide, juste et uniforme les questions liées aux relations du travail qui lui sont présentées et qui touchent les secteurs relevant de la compétence fédérale.

Description des activités de programme

Programme de règlement des différends en matière de relations de travail

Grâce à ce programme, le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi en matière d'application et d'interprétation de la Partie I (Relations du travail) et de certaines dispositions de la Partie II (Santé et sécurité au travail) du Code canadien du travail. Il se charge d'un vaste éventail d'activités liées aux relations industrielles dans des affaires qui concernent les secteurs relevant de la compétence fédérale. On peut penser notamment à l'accréditation de syndicats, à la modification et à la révocation des droits de négociation; à l'enquête, à la médiation et au règlement de plaintes alléguant un manquement aux dispositions du Code canadien du travail; à l'interprétation des dispositions relatives au changement technologique ayant une incidence sur les conditions ou la sécurité d'emploi des employés, et à l'exercice d'un pouvoir de redressement accessoire; à l'exercice de pouvoirs d'interdiction en cas de grèves ou de lock-out illégaux; à l'établissement des modalités d'une première convention collective; à la révision de décisions d'agents de santé et de sécurité renvoyées au Conseil; à la formulation de conseils et de recommandations sur les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi; à la prestation de services administratifs à ces fins.

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Résultat stratégique

Accroître l'accès à des logements sûrs et abordables pour les Canadiens dans le besoin incluant les Autochtones.

Description des activités de programme

Programme d'aide au logement

Dans le cadre d'ententes de longue durée, l'aide financière est accordée à des personnes ou à des groupes pour gérer des logements qui sont abordables, de taille et de qualité convenables pour les ménages canadiens à revenu faible et modeste. Cette activité de programme vise aussi les sommes versées aux provinces et territoires en vertu d'ententes sur le logement social. Les provinces et les territoires qui signent une nouvelle entente de logement social avec le gouvernement du Canada doivent respecter les principes nationaux et le cadre de

responsabilités garantissant que les subventions fédérales servent au logement des ménages à faible revenu.

Initiative en matière de logement abordable

L'Initiative en matière de logement abordable vise à accroître l'offre de logements abordables pour les ménages à revenu faible ou modeste. Pour ce faire, il est possible de recourir à diverses interventions telles que la construction, la rénovation, la réhabilitation, la conversion, l'accession à la propriété, de nouveaux suppléments au loyer et des logements avec services de soutien. Les provinces et les territoires se chargent de mettre en application et d'administrer les programmes financés grâce à cette initiative. L'aide financière pour ce programme est sous forme d'une contribution et est fournie dans le cadre de programmes conçus par les provinces et les territoires.

Programmes de logement dans les réserves

L'aide financière est accordée aux Premières nations en vertu d'ententes de longue durée pour fournir aux collectivités des réserves des logements locatifs abordables, de taille et de qualité convenables. De plus, l'aide est disponible pour réparer les habitations occupées par des ménages à faible revenu de manière à ce qu'elles soient conformes aux normes minimales de salubrité, de sécurité et d'accessibilité. Cette activité de programme comporte aussi des fonds pour faciliter l'acquisition de connaissances et de compétences, et pour offrir de la formation et des ressources devant aider les peuples autochtones à se diriger vers l'autonomie en matière d'habitation et à assumer davantage de responsabilités relativement au fonctionnement du logement à l'intérieur de leur collectivité. L'aide financière pour ces programmes est principalement sous forme d'une subvention, d'une durée ne dépassant pas 25 ans, devant contribuer à des projets sur le plan du financement et des activités.

Programmes de réparation et d'amélioration des habitations

Le Programme d'aide à la remise en état des logements de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) contribue à faire en sorte que le logement occupé par des propriétaires, des locataires et des personnes handicapées à faible revenu soit conforme aux normes fondamentales de salubrité, de sécurité et de mobilité. Il facilite aussi la conversion de bâtiments non résidentiels à des fins résidentielles. Les programmes de réparation et d'amélioration des habitations englobent aussi le Programme de réparation d'urgence, qui offre de l'aide financière aux ménages canadiens à faible revenu dans les régions rurales pour leur permettre d'effectuer des réparations d'urgence à leur maison, et le programme Logements adaptés : aînés autonomes, qui offre de l'aide financière aux aînés à faible revenu pour leur permettre d'apporter des modifications mineures à leur logement. Le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement offre de l'aide financière pour permettre de remettre en état, de réparer, d'améliorer ou de construire des maisons d'hébergement à l'intention des victimes de violence familiale. L'aide financière pour ces programmes est principalement sous forme de prêts-subventions dont le montant total varie en fonction du coût des réparations et de la zone géographique.

Activités de recherche et de diffusion de l'information qui portent sur les besoins particuliers en matière de logement, notamment ceux des peuples autochtones

La SCHL mène des recherches et diffuse de l'information sur certaines populations dont les besoins en logement sont particuliers, telles que les peuples autochtones, les sans-abri, les personnes à faible revenu, les nouveaux arrivants (immigrants et réfugiés), les personnes handicapées et les aînés.

Résultat stratégique

Compétitivité accrue et innovation dans le secteur de l'habitation dans le but de combler les besoins des Canadiens en matière de logement.

Description des activités de programme

Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada

La SCHL recueille, analyse et diffuse des données sur les marchés de l'habitation afin de favoriser la prise de décisions éclairées dans le domaine du logement par des clients du secteur de l'habitation, le public et la SCHL. Ceci comprend la diffusion des données sur les marchés du logement, des analyses et prévisions par voie de publications, de conférences, de séminaires, de tables rondes et des services de données sur commande. Pour répondre aux besoins des clients, la SCHL réalise plusieurs enquêtes, dont celles portant sur les mises en chantier et achèvements, les logements écoulés sur le marché, les logements locatifs, les approbations hypothécaires, et les intentions des consommateurs d'acheter ou de rénover un logement.

Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir des effets souhaitables sur le marché de l'habitation et à améliorer la performance des bâtiments

La SCHL cherche des moyens de garantir l'offre d'outils de financement abordables dans le secteur de l'habitation, d'étendre au plus de gens possible l'accès aux sources de financement, d'encourager l'offre de logements abordables et de faire avancer le système de logement. La SCHL s'occupe aussi d'effectuer des recherches techniques afin d'étudier les problèmes liés à l'humidité et au milieu intérieur, le caractère durable de la performance des bâtiments résidentiels ainsi que les catastrophes naturelles.

Résultat stratégique

Le système canadien du logement demeure l'un des meilleurs au monde.

Description des activités de programme

Activités internationales

En soutenant le secteur de l'habitation, on en favorise davantage la prospérité, ce qui permet aux entreprises canadiennes de saisir des débouchés à l'étranger et de diversifier leurs marchés d'exportation. La SCHL s'efforcera d'accroître les exportations dans le domaine de l'habitation en aidant les entreprises à prendre de l'expansion sur des marchés prometteurs, mettra en contact des clients clés canadiens avec des acheteurs étrangers potentiels qui ont été présélectionnés, aidera à faire connaître et reconnaître les méthodes canadiennes en matière d'habitation, appuiera les délégations étrangères qui veulent obtenir de l'information sur le système de logement canadien, et fournira de l'aide aux économies émergentes en matière d'évaluation et d'amélioration du cadre de vie.

Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir les logements et les collectivités durables tout en favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière d'habitation

La SCHL mène des recherches pour trouver des solutions énergétiques et environnementales au profit des bâtiments résidentiels pour améliorer la qualité et l'utilisation de l'eau dans les habitations, résoudre les problèmes techniques propres aux habitations situées en région éloignée et dans le Nord, planifier et concevoir les collectivités dans le respect des principes du développement durable et rehausser la santé de la population dans le contexte de l'habitation. Conformément au mandat qui lui est confié, la SCHL élabore et met en œuvre la politique fédérale en matière d'habitation en tenant compte des priorités et des objectifs du gouvernement du Canada.

Planification d'urgence

La SCHL met en place des plans de reprise des activités et les soumet à des essais afin de s'assurer qu'elle peut reprendre, efficacement et rapidement, ses activités normales après une interruption ayant des répercussions sur ses activités et sur ses engagements envers les parties prenantes, en mettant l'accent en premier lieu sur les fonctions commerciales indispensables à la mission.

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Résultat stratégique

La protection et le respect des droits des artistes et des producteurs prévus à la partie II de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

Description des activités de programme

Programme d'accréditation, de plaintes et de décision

Le programme porte sur des demandes d'accréditation, d'annulation de l'accréditation, d'examen, de décision et d'autorisation de poursuivre, ainsi que des plaintes de pratiques déloyales déposées au Tribunal par les artistes, les associations d'artistes et les producteurs en vertu de la partie II de la *Loi sur le statut de l'artiste* qui régit les relations professionnelles entre les artistes autonomes et les producteurs.

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Résultat stratégique

Conditions de travail et pratiques en milieu de travail améliorées qui mettent en valeur la santé, la sécurité et le mieux-être des travailleurs canadiens.

Description des activités de programme

Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite

Ce programme a pour objet de fournir des renseignements gratuits sur la santé et la sécurité au travail afin d'aider les Canadiens dans leurs efforts d'améliorer la santé et la sécurité dans leur milieu de travail. Les particuliers reçoivent de l'information au moyen d'un service gratuit et impartial offert par téléphone, courriel, télécopieur, courrier ou en personne. Ils ont aussi accès à une vaste gamme de ressources électroniques et de documents imprimés pour appuyer leurs besoins en information sur la santé et la sécurité. Il se peut que certains de ces produits et services soient offerts sur une base de recouvrement des coûts et qu'ils soient appuyés par les contributions financières des divers intervenants. En préparant des outils d'information sur la santé et la sécurité, le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) recueille, traite, analyse, évalue, crée et publie des documents d'information qui font autorité en matière de santé et de sécurité au travail pour le bénéfice de tous les travailleurs canadiens. Cette information est utilisée pour les activités de sensibilisation et de formation, la recherche, l'élaboration de politiques et de meilleures pratiques, l'amélioration des programmes de santé et de sécurité, l'observation des règlements et l'usage personnel. Divers niveaux de service sont disponibles, allant de produits et services gratuits, à des produits et services en vente. Lorsque le produit ou service du CCHST est fourni à des clients externes distincts et qu'il comporte des avantages auxquels le contribuable moyen n'a pas accès, des frais d'utilisation seront imposés. Le CCHST encourage et facilite la consultation et la collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi que la participation des syndicats, des gestionnaires et d'autres intervenants dans l'établissement et le maintien de normes élevées et

d'initiatives sur la santé et la sécurité au travail dans le contexte canadien. Le partage des ressources mène à l'élaboration coordonnée de programmes, de produits et de services uniques qui sont bénéfiques pour tous. Les projets réalisés en collaboration sont généralement appuyés par des contributions financières et non financières aux programmes par les intervenants et ont pour effet de faire progresser les initiatives de santé et de sécurité.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	606 106 000	…	…	606 106 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	14 157 246	…	14 157 246	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	20 925 721	…	20 925 721	1b	Dépenses de fonctionnement				
					1c	Virement de 15 586 562 $ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 1 740 800 $ du crédit 1 (Transports)				
…	…	1	…	1		Virement du : crédit 1 (Transports)				
…	…	…	1 740 800	1 740 800		crédit 5				
…	…	…	15 586 562	15 586 562		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	41 974 724	41 974 724		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	17 130 604	17 130 604		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	17 124 976	17 124 976		Virement au crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	…	(200 833)	(200 833)						
…	606 106 000	35 082 968	93 356 833	734 545 801		Total—Crédit 1	709 470 311	25 075 490	…	2 500 762 659
…	1 675 346 543	…	…	1 675 346 543	5	Subventions et contributions				
…	…	61 850 000	…	61 850 000	5a	Subventions et contributions				
					5b	Virement de 617 328 $ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	37 357 758	…	37 357 758		Virement du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	617 328	617 328		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(15 586 562)	(15 586 562)		crédit 10				
…	…	…	(220 000)	(220 000)						
…	1 675 346 543	99 207 758	(15 189 234)	1 759 365 067		Total—Crédit 5	1 552 608 295	206 756 772	…	1 027 272 695
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	232 693 050	…	15 803 537	248 496 587			248 496 587	…	…	236 919 841
					(S)	Ministre des Ressources humaines et du Développement social—Traitement et allocation pour automobile				
…	76 422	…	(311)	76 111			76 111	…	…	74 322
					(S)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec—Traitement et allocation pour automobile				
…	76 422	…	100	76 522			76 522	…	…	74 322
					(S)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)				
…	25 321 000 000	(368 000 000)	381 521 709	25 334 521 709			25 334 521 709 (2)	…	…	24 029 799 239 (2)
					(S)	Versements du Supplément de revenu garanti (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)				
…	7 696 000 000	63 000 000	(247 458 671)	7 511 541 329			7 511 541 329 (2)	…	…	7 406 706 506 (2)
					(S)	Prestation universelle pour la garde d'enfants (*Loi sur la prestation universelle pour la garde d'enfants*)				
…	2 470 000 000	38 000 000	39 785 736	2 547 785 736			2 547 785 736	…	…	2 474 298 326

…	588 000 000	32 000 000	(39 274 170)	580 725 830	(S)	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	580 725 830	…	…	579 674 346
…	573 000 000	(21 000 000)	(20 803 101)	531 196 899	(S)	Versements d'allocations (*Loi sur la sécurité de la vieillesse*)	531 196 899[2]	…	…	518 171 144[2]
…	327 974 000	(18 398 000)	(11 367 433)	298 208 567	(S)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	298 208 567	…	…	292 311 944
…	142 868 000	18 414 000	(18 107 299)	143 174 701	(S)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	143 174 701	…	…	161 530 293
…	43 000 000	…	3 210 779	46 210 779	(S)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*)	46 210 779	…	…	39 533 517
…	34 000 000	16 000 000	(2 208 650)	47 791 350	(S)	Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	47 791 350	…	…	35 760 125
…	24 078 000	8 654 000	(9 782 197)	22 949 803	(S)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	22 949 803	…	…	36 333 979
…	6 769 000	752 000	(22 069 270)	(14 548 270)	(S)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	(14 548 270)	…	…	(19 065 890)
…	145 000	…	(22 299)	122 701	(S)	Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	122 701	…	…	68 229
…	35 000	…	(27 334)	7 666	(S)	Prestations de retraite supplémentaires—Pensions pour les agents des rentes sur l'État	7 666	…	…	10 245
…	22 000	7 000	3 650	32 650	(S)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	32 650	…	…	36 956
…	…	31 200 000	(27 500 996)	3 699 004	(S)	Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	3 699 004	…	…	…
…	…	100 000	(81 585)	18 415	(S)	Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	18 415	…	…	…

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
					(S)	Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des				
…	…	600 000	(534 500)	65 500		personnes handicapées admissibles	65 500	…	…	…
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excéden-				
69 784	…	…	70 374	140 158		taires de l'État	82 663	…	57 495	120 763
					(S)	Remboursements de montants portés aux revenus				
…	…	…	37 695	37 695		d'exercices antérieurs	37 695	…	…	46 384
…	…	…	(4 925)	(4 925)	(S)	Prestation liée au coût de l'énergie	(4 925)	…	…	142 250
					(S)	Dépenses en vertu du paragraphe 12(4) de la *Loi*				
…	…	…	396 724	396 724		*canadienne sur l'épargne-études*	138 029	…	258 695	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	395 565
69 784	39 741 189 437	(64 380 274)	119 755 162	39 796 634 109		Total budgétaire	39 564 485 657	231 832 262	316 190	39 320 977 760
					(S)	(L) Prêts consentis en vertu de la *Loi fédérale sur*				
…	906 297 000	(18 550 000)	100 163 949	987 910 949		*l'aide financière aux étudiants* (Brut)	987 910 949	…	…	1 099 489 263
						Total du ministère—				
69 784	**39 741 189 437**	**(64 380 274)**	**119 755 162**	**39 796 634 109**		**Budgétaire**	**39 564 485 657**	**231 832 262**	**316 190**	**39 320 977 760**
…	**906 297 000**	**(18 550 000)**	**100 163 949**	**987 910 949**		**Non budgétaire**	**987 910 949**	**…**	**…**	**1 099 489 263**
						Conseil canadien des relations industrielles				
…	11 018 000	…	…	11 018 000	10	Dépenses du programme				
					10c	Virement de 220 000 $ du crédit 5 (Ressources				
…	…	1	…	1		humaines et Développement des compétences)				
…	…	…	220 000	220 000		Virement du : crédit 5				
…	…	…	605 938	605 938		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	536 650	536 650		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	278 105	278 105		CT, crédit 30 [1]				
…	11 018 000	1	1 640 693	12 658 694		Total—Crédit 10	12 296 310	362 384	…	11 138 011
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				
…	1 490 000	…	(63 541)	1 426 459		employés	1 426 459	…	…	1 378 138
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excéden-				
165	…	…	865	1 030		taires de l'État	…	165	865	…
165	**12 508 000**	**1**	**1 578 017**	**14 086 183**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**13 722 769**	**362 549**	**865**	**12 516 149**

						Société canadienne d'hypothèques et de logement				
					15	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*				
…	2 293 949 000	…	…	2 293 949 000						
					15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la *Loi nationale sur l'habitation* ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la *Loi nationale sur l'habitation*, au titre du pouvoir qui lui est conféré par la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement*				
…	…	11 100 000	…	11 100 000						
…	2 293 949 000	11 100 000	…	2 305 049 000		Total—Crédit 15	2 206 892 167	98 156 833	…	2 154 285 857
					16c	Porter de 450 000 000 000 $ à 600 000 000 000 $ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la *Loi nationale sur l'habitation*				
…	…	1	…	1			…	1	…	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	262 965
…	2 293 949 000	11 100 001	…	2 305 049 001		Total budgétaire	2 206 892 167	98 156 834	…	2 154 548 822
					(S)	(L) Avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Brut)				
…	(210 200 000)	…	…	(210 200 000)			(210 226 147)	26 147	…	(258 431 058)
						Total de l'organisme—				
…	**2 293 949 000**	**11 100 001**	**…**	**2 305 049 001**		**Budgétaire**	**2 206 892 167**	**98 156 834**	**…**	**2 154 548 822**
…	**(210 200 000)**	**…**	**…**	**(210 200 000)**		**Non budgétaire**	**(210 226 147)**	**26 147**	**…**	**(258 431 058)**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
…	1 806 000	…	…	1 806 000	20	Dépenses du programme				
…	…	…	64 966	64 966		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	88 500	88 500		CT, crédit 25 [1]				
…	1 806 000	…	153 466	1 959 466		Total—Crédit 20	913 201	1 046 265	…	952 900
…	167 000	…	(65 340)	101 660	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 660	…	…	101 729
…	**1 973 000**	**…**	**88 126**	**2 061 126**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 014 861**	**1 046 265**	**…**	**1 054 629**
						Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
…	3 682 000	…	…	3 682 000	25	Dépenses du programme				
…	…	…	161 796	161 796		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	368 103	368 103		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	104 071	104 071		CT, crédit 30 [1]				
…	3 682 000	…	633 970	4 315 970		Total—Crédit 25	3 929 609	386 361	…	3 672 588
…	1 031 000	…	(35 458)	995 542	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	995 542	…	…	979 039
…	…	…	50	50	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	50	…	…	…
…	**4 713 000**	**…**	**598 562**	**5 311 562**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**4 925 201**	**386 361**	**…**	**4 651 627**
						Total du portefeuille ministériel—				
69 949	**42 054 332 437**	**(53 280 272)**	**122 019 867**	**42 123 141 981**		**Budgétaire**	**41 791 040 655**	**331 784 271**	**317 055**	**41 493 748 987**
…	**696 097 000**	**(18 550 000)**	**100 163 949**	**777 710 949**		**Non budgétaire**	**777 684 802**	**26 147**	**…**	**841 058 205**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

[2] Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Investissement social	129 643 692	126 198 171	…	…	33 459 122 395	33 434 538 142	57 895 809	55 211 874	…	…	33 530 870 278	33 505 524 439
Enfants et familles	6 238 652	6 075 066	…	…	2 547 785 736	2 547 785 736	…	…	…	…	2 554 024 388	2 553 860 802
Apprentissage—												
Budgétaire	151 820 020	150 434 401	…	…	996 561 227	996 060 132	21 631 293	21 631 000	…	…	1 126 749 954	1 124 863 533
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	987 910 949	987 910 949	987 910 949	987 910 949
Marché du travail	38 696 881	36 463 533	…	…	1 315 731 766	1 242 771 498	26 539 865	25 040 000	…	…	1 327 888 782	1 254 195 031
Service décloisonné et axé sur les citoyens	860 465 768	836 887 425	…	…	…	…	428 531 755	422 251 509	…	…	431 934 013	414 635 916
Compétences en milieu de travail	75 474 925	74 205 728	…	…	199 737 000	124 821 058	43 597 000	43 597 000	…	…	231 614 925	155 429 786
Intégrité	973 862 144	971 129 559	…	…	(4 925)	(4 925)	805 677 858	804 003 000	…	…	168 179 361	167 121 634
Logement et sans-abri	32 514 506	32 021 825	…	…	151 157 758	118 650 850	…	…	…	…	183 672 264	150 672 675
Travail	255 394 380	255 163 145	…	…	7 334 799	6 050 883	106 763 649	106 763 649	…	…	155 965 530	154 450 379
Politique, recherche et communication	193 150 114	191 994 071	…	…	300 000	295 609	121 762 674	121 328 379	…	…	71 687 440	70 961 301
Services gouvernementaux fondés sur la collaboration et structurés en réseau	249 680 958	245 722 156	…	…	…	…	235 633 784	232 951 995	…	…	14 047 174	12 770 161
Sous-total—												
Budgétaire	2 966 942 040	2 926 295 080	…	…	38 677 725 756	38 470 968 983	1 848 033 687	1 832 778 406	…	…	39 796 634 109	39 564 485 657
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	987 910 949	987 910 949	987 910 949	987 910 949
Revenus affectés aux dépenses	(1 848 033 687)	(1 832 778 406)	…	…	…	…	(1 848 033 687)	(1 832 778 406)	…	…	…	…
Total du ministère—												
Budgétaire	**1 118 908 353**	**1 093 516 674**	**…**	**…**	**38 677 725 756**	**38 470 968 983**	**…**	**…**	**…**	**…**	**39 796 634 109**	**39 564 485 657**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**987 910 949**	**987 910 949**	**987 910 949**	**987 910 949**
Conseil canadien des relations industrielles												
Programme de règlement des différends en matière de relations de travail	14 086 183	13 722 769	…	…	…	…	…	…	…	…	14 086 183	13 722 769
Total de l'organisme—Budgétaire	**14 086 183**	**13 722 769**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**14 086 183**	**13 722 769**
Société canadienne d'hypothèques et de logement												
Programme d'aide au logement—												
Budgétaire	1 726 083 001	1 651 836 156	…	…	…	…	…	…	…	…	1 726 083 001	1 651 836 156
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	(210 200 000)	(210 226 147)	(210 200 000)	(210 226 147)
Programmes de logement dans les réserves	318 407 000	284 325 798	…	…	…	…	…	…	…	…	318 407 000	284 325 798

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Programmes de réparation et d'amélioration des habitations	122 225 000	128 333 351	…	…	…	…	…	…	…	…	122 225 000	128 333 351
Initiative en matière de logement abordable	68 753 000	83 056 621	…	…	…	…	…	…	…	…	68 753 000	83 056 621
Recherches et analyses sur les marchés de l'habitation au Canada	18 635 000	15 131 479	…	…	…	…	…	…	…	…	18 635 000	15 131 479
Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir des effets souhaitables sur le marché de l'habitation et à améliorer la performance des bâtiments	18 378 000	15 265 572	…	…	…	…	…	…	…	…	18 378 000	15 265 572
Activités internationales	13 144 000	12 073 247	…	…	…	…	…	…	…	…	13 144 000	12 073 247
Diffusion de recherches et d'information visant à promouvoir les logements et les collectivités durables tout en favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de la politique fédérale en matière d'habitation	11 809 000	10 424 406	…	…	…	…	…	…	…	…	11 809 000	10 424 406
Activités de recherche et de diffusion de l'information qui portent sur les besoins particuliers en matière de logement, notamment ceux des peuples autochtones	7 266 000	6 087 262	…	…	…	…	…	…	…	…	7 266 000	6 087 262
Planification d'urgence	349 000	358 275	…	…	…	…	…	…	…	…	349 000	358 275
Total de l'organisme—												
Budgétaire	**2 305 049 001**	**2 206 892 167**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 305 049 001**	**2 206 892 167**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**(210 200 000)**	**(210 226 147)**	**(210 200 000)**	**(210 226 147)**
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs												
Programme d'accréditation, de plaintes et de décision	2 061 126	1 014 861	…	…	…	…	…	…	…	…	2 061 126	1 014 861
Total de l'organisme—Budgétaire	**2 061 126**	**1 014 861**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 061 126**	**1 014 861**

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail												
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	9 611 562	8 641 028	…	…	…	…	4 300 000	3 715 827	…	…	5 311 562	4 925 201
Revenus affectés aux dépenses	(4 300 000)	(3 715 827)	…	…	…	…	(4 300 000)	(3 715 827)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**5 311 562**	**4 925 201**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 311 562**	**4 925 201**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**3 445 416 225**	**3 320 071 672**	**…**	**…**	**38 677 725 756**	**38 470 968 983**	**…**	**…**	**…**	**…**	**42 123 141 981**	**41 791 040 655**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**777 710 949**	**777 684 802**	**777 710 949**	**777 684 802**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	25 321 000 000	(368 000 000)	381 521 709	25 334 521 709	(S) Versements de la sécurité de la vieillesse	25 334 521 709[1]	…	…	24 029 799 239[1]
…	7 696 000 000	63 000 000	(247 458 671)	7 511 541 329	(S) Versements du supplément de revenu garanti	7 511 541 329[1]	…	…	7 406 706 506[1]
…	2 470 000 000	38 000 000	39 785 736	2 547 785 736	(S) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 547 785 736	…	…	2 474 298 326
…	588 000 000	32 000 000	(39 274 170)	580 725 830	(S) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	580 725 830	…	…	579 674 346
…	573 000 000	(21 000 000)	(20 803 101)	531 196 899	(S) Versements d'allocations	531 196 899	…	…	518 171 144
…	142 868 000	18 414 000	(18 107 299)	143 174 701	(S) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	143 174 701	…	…	161 530 293
…	99 000 000	…	…	99 000 000	Subvention incitative aux apprentis	53 439 400	45 560 600	…	30 911 200
…	34 000 000	16 000 000	(2 208 650)	47 791 350	(S) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de Régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	47 791 350	…	…	35 760 125
…	26 340 000	…	…	26 340 000	Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	26 288 412	51 588	…	26 074 576
…	24 865 000	…	(12 155 112)	12 709 888	Subventions à des organismes bénévoles pour l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	6 988 178	5 721 710	…	12 102 802
…	14 275 000	…	(4 966 335)	9 308 665	Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	8 684 364	624 301	…	7 104 721
…	1 000 000	…	…	1 000 000	Subventions à des institutions internationales dans le domaine du travail pour s'occuper des répercussions de la mondialisation sur le travail	1 000 000	…	…	994 110
…	900 000	1 568 595	…	2 468 595	Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	905 290	1 563 305	…	480 892

…	900 000	…	…	900 000	Subventions à des organisations nationales et internationales pour l'aide technique et la coopération internationale dans le domaine du travail	900 000	…	…	885 448
…	300 000	…	…	300 000	Subventions désignées à l'Organisation de coopération et de développement économiques	295 609	4 391	…	244 838
…	145 000	…	(145 000)	…	(S) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	…	…	…	…
…	50 000	…	(50 000)	…	Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	…	…	…	…
…	19 000	…	…	19 000	Prévention des incendies du Canada	19 000	…	…	19 000
…	15 000	…	…	15 000	Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15 000	…	…	15 000
…	12 000	…	…	12 000	Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	9 720	2 280	…	9 720
…	7 000	…	…	7 000	Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7 000	…	…	7 000
…	5 000	…	(2 205)	2 795	(S) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	2 795	…	…	3 180
…	…	6 250 000	…	6 250 000	Subvention destinée à la construction ou à la rénovation des structures permanentes et aux petits projets mettant l'accent sur la pleine accessibilité aux services de soutien communautaire de la main d'œuvre aux compétences variées partout au Canada, grâce au Fonds d'accessibilité	5 328 190	921 810	…	…
…	…	31 200 000	(27 500 996)	3 699 004	(S) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou sous séquestre, de même que les paiements aux syndics et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	3 699 004	…	…	…
…	…	600 000	(534 500)	65 500	(S) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	65 500	…	…	…
…	…	100 000	(81 585)	18 415	(S) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	18 415	…	…	…
…	…	…	(4 925)	(4 925)	(S) Prestations liées au coût de l'énergie	(4 925)	…	…	142 250
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	560 069
…	**36 992 701 000**	**(181 867 405)**	**48 014 896**	**36 858 848 491**	**Total—Subventions**	**36 804 398 506**	**54 449 985**	**…**	**35 285 494 785**

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Contributions				
…	528 766 000	27 900 000	(6 644 635)	550 021 365	Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	532 787 191	17 234 174	…	521 454 349
…	229 394 000	(16 012 000)	(3 973 837)	209 408 163	(S) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	209 408 163	…	…	207 566 906
…	122 900 000	25 789 163	…	148 689 163	Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	117 745 559	30 943 604	…	86 030 489
…	77 513 000	350 000	(7 555 000)	70 308 000	Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, signataires d'Entente sur le développement des ressources humaines autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publics, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	54 892 166	15 415 834	…	50 853 626
…	37 250 000	…	22 507	37 272 507	Contributions pour aider les travailleurs âgés sans emploi dans les collectivités ayant un taux de chômage élevé et/ou affectées par des compressions de personnel	23 133 507	14 139 000	…	4 982 015

…	24 078 000	8 654 000	(9 782 197)	22 949 803	(S) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*	22 949 803	…	…	36 333 979
…	7 763 543	3 600 000	4 966 335	16 329 878	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	16 329 878	…	…	42 042 696
…	6 769 000	752 000	(22 069 270)	(14 548 270)	(S) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	(14 548 270)	…	…	(19 065 890)
…	4 144 000	…	13 575 112	17 719 112	Contributions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	9 501 314	8 217 798	…	11 750 688
…	3 627 000	…	…	3 627 000	Contributions à l'intention des secteurs bénévoles, des organisations sans but lucratif, des organismes de bienfaisance enregistrés, des institutions et des gouvernements provinciaux et territoriaux, des municipalités et des établissements d'enseignement postsecondaire afin d'appuyer l'élaboration et la prestation d'activités de sensibilisation pour renseigner, encourager et enjoindre les Canadiens à épargner en prévision des études postsecondaires de leurs enfants au moyen de régimes enregistrés d'épargne-études et de mesures incitatives du Programme canadien pour l'épargne-études (la Subvention canadienne pour l'épargne-études et le Bon d'études canadien)	3 173 200	453 800	…	…
…	1 800 000	…	…	1 800 000	Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	563 446	1 236 554	…	…
…	1 600 000	…	(220 000)	1 380 000	Programme de partenariat syndical-patronal	230 275	1 149 725	…	373 870
…	300 000	…	…	300 000	Contributions à des organisations canadiennes d'employeurs, de travailleurs ou à des organismes sans but lucratif, pour le dialogue social et les activités de coopération du Canada liées aux initiatives internationales du Canada dans le domaine du travail	168 090	131 910	…	289 451
…	22 000	7 000	3 650	32 650	(S) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la *Loi fédérale sur les prêts aux étudiants*	32 650	…	…	36 956
…	…	12 000 000	62 894	12 062 894	Contributions à des organisations afin d'appuyer le développement des ressources humaines, la croissance économique, la création d'emplois et le maintien en poste dans les communautés minoritaires de langue officielle	12 062 894	…	…	11 834 523

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	21 750 000	…	21 750 000	Contributions destinées au Fonds pour l'accessibilité pour financer la construction de projets d'immobilisation afin de les rendre accessibles à toutes les personnes ayant des capacités variées partout au Canada	…	21 750 000	…	…
…	**1 045 926 543**	**84 790 163**	**(31 614 441)**	**1 099 102 265**	**Total—Contributions**	**988 429 866**	**110 672 399**	**…**	**954 483 658**
					Autres paiements de transfert				
…	500 000 000	…	…	500 000 000	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu des ententes sur le marché du travail pour accroître la participation au marché du travail des membres des groupes sous-représentés et des travailleurs peu qualifiés	459 889 000	40 111 000	…	…
…	222 000 000	…	(2 225 000)	219 775 000	Paiements aux provinces et aux territoires en vertu du Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées	218 251 611	1 523 389	…	218 251 612
…	**722 000 000**	**…**	**(2 225 000)**	**719 775 000**	**Total—Autres paiements de transfert**	**678 140 611**	**41 634 389**	**…**	**218 251 612**
…	**38 760 627 543**	**(97 077 242)**	**14 175 455**	**38 677 725 756**	**Total du portefeuille ministériel**	**38 470 968 983**	**206 756 773**	**…**	**36 458 230 055**

(S) Paiement de transfert législatif.

(1) Les répartitions des prestations versées en vertu de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse* comme sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti et allocation sont des prévisions. Néanmoins, le total de ces trois sommes représente les dépenses réelles.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Investissement social			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	57 895 809	55 211 874	42 742 710
Apprentissage			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	21 631 293	21 631 000	22 542 000
Marché du travail			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	26 539 865	25 040 000	28 445 000
Service décloisonné et axé sur les citoyens			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	67 524 623	67 379 000	63 534 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	347 233 888	347 075 000	212 955 000
Remboursable par d'autres ministères ou autres programmes à l'intérieur d'un ministère pour des services administratifs généraux	13 773 244	7 797 509	2 978 170
	428 531 755	422 251 509	279 467 170
Compétences en milieu de travail			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	43 597 000	43 597 000	38 579 000
Intégrité			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	165 332 054	165 082 000	138 819 000
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	640 345 804	638 921 000	664 893 000
	805 677 858	804 003 000	803 712 000
Travail			
Sommes recouvrables des organismes de l'État et des autres ministères pour le paiement des indemnités aux accidenté(e)s du travail	106 763 649	106 763 649	97 045 541
Politique, recherche et communication			
Dépenses recouvrables au titre du *Régime de pensions du Canada*	3 865 674	3 431 379	2 321 856
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	117 897 000	117 897 000	157 301 000
	121 762 674	121 328 379	159 622 856
Services gouvernementaux fondés sur la collaboration et structurés en réseau			
Dépenses recouvrables du Compte d'assurance-emploi	232 633 784	232 270 000	217 423 003
Montants à recouvrer auprès de gouvernements des provinces et territoires pour l'aide à l'administration des programmes	3 000 000	681 995	…
	235 633 784	232 951 995	217 423 003
Total budgétaire	1 848 033 687	1 832 778 406	1 689 579 280
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Remboursement de prêts en espèce	…	1 141 004 922	1 007 868 811
Remboursement en espèce d'autres avances	…	27 776	20 664
Total non budgétaire	…	1 141 032 698	1 007 889 475
Total des ministère—			
Budgétaire	**1 848 033 687**	**1 832 778 406**	**1 689 579 280**
Non-budgétaire	**…**	**1 141 032 698**	**1 007 889 475**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Élaboration de l'information sur la santé et la sécurité au travail, prestations de services et collaboration tripartite	4 300 000	3 715 827	3 927 331
Total de l'organisme—Budgétaire	**4 300 000**	**3 715 827**	**3 927 331**
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**1 852 333 687**	**1 836 494 233**	**1 693 506 611**
Non-budgétaire	**…**	**1 141 032 698**	**1 007 889 475**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Trésorerie et créances—		
Intérêt des dépôts bancaires	173 162	290 496
Autres comptes—		
Intérêt sur prêts fédéraux aux étudiants	500 948 618	575 884 246
	501 121 780	576 174 742
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	21 375 605	24 285 406
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	11 130 823	9 046 011
	32 506 428	33 331 417
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	*12 210 908*	*6 049 391*
Autres frais et droits—		
Accès à l'information	3 365	4 762
Divers	10	10
	3 375	*4 772*
	12 214 283	6 054 163
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État—		
Produits de la vente d'immobilisations	50 714	28 900
Gain sur disposition d'actifs non immobilisés	19 660	50 408
	70 374	79 308
Revenus divers—		
Bâtiments appartenant à l'État	158 404	539 736
Recouvrement des coûts relativement aux avantages sociaux—		
Assurance-emploi	134 487 124	132 476 406
Régime de pensions du Canada	32 776 611	27 728 493
Intérêts sur comptes débiteurs	226 995	165 208
Amendes en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi*	467 309	427 993
Amendes et pénalités en vertu du *Code canadien du travail* (loi)	487 500	20 000
Revenus divers des retenues salariales—		
Frais de stationnement	31 757	29 959
Compte de rentes—Surplus actuariel	3 197 569	2 642 404
Frais légaux	484 729	688 980
Petits soldes des comptes créditeurs	143 811	197 094
Gain provenant des opérations de change	264	60
Don à l'État	20	…
Divers	32 862	412 084
	172 494 955	165 328 417
Total du ministère	**718 407 820**	**780 968 047**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Conseil canadien des relations industrielles		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	12 278	3 773
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	21 796	1 823
	34 074	5 596
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	610	978
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	865	165
Total de l'organisme	**35 549**	**6 739**
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Société canadienne d'hypothèques et de logement	393 182 213	412 270 896
Revenus divers—		
Bénéfices nets en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*	7 566 571	5 661 969
Autres recouvrements de tiers	15 423 070	5 858 322
Revenus reportés	4 032 529	5 933 031
	27 022 170	17 453 322
Total de l'organisme	**420 204 383**	**429 724 218**
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail		
Autres revenus		
Ventes de biens et de services—		
Ventes de biens et de produits d'information	2 814 845	3 977 923
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	835 216	(13 505)
Total de l'organisme	**3 650 061**	**3 964 418**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	894 303 993	988 445 638
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	32 540 502	33 337 013
Ventes de biens et de services	15 864 954	10 019 559
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	71 239	79 473
Revenus divers	199 517 125	182 781 739
Total du portefeuille ministériel	**1 142 297 813**	**1 214 663 422**

[1] Intérêt sauf indication contraire.

SECTION 23

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Ressources naturelles

Ministère

Énergie atomique du Canada limitée

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Société de développement du Cap-Breton

Office national de l'énergie

Administration du pipe-line du Nord

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	23.2
Sommaire du portefeuille ministériel	23.5
Activités de programme	23.9
Paiements de transfert	23.11
Détail des montants disponibles pour être dépensés	23.15
Revenus	23.15

Ministère

Résultat stratégique

Les secteurs des ressources naturelles sont concurrentiels à l'échelle internationale, productifs du point de vue économique et contribuent au bien-être social des Canadiens.

Description des activités de programme

Possibilités économiques pour les ressources naturelles

L'activité de programme Possibilités économiques pour les ressources naturelles comprend des programmes conçus afin de promouvoir l'innovation, l'investissement, et l'amélioration de la compétitivité des ressources naturelles du Canada et des industries de produits connexes au moyen de la prestation de savoir faire et d'outils, y compris des données géoscientifiques de base, ainsi que la promotion du commerce et l'acceptation par les marchés, au pays et à l'étranger. Ce groupe de programme exécute aussi des travaux portant sur des politiques, des règlements et des lois afin de gérer les responsabilités fédérales associées à l'approvisionnement en pétrole et gaz naturel du Canada, à la protection des infrastructures énergétiques essentielles et à la gestion du programme législatif pour les zones extracôtières de l'Atlantique.

Collectivités tributaires des ressources naturelles

L'activité de programme Collectivités tributaires des ressources naturelles vise à augmenter les connaissances du Canada sur les incidences de l'évolution du secteur des ressources naturelles sur les collectivités qui dépendent fortement des industries axées sur les ressources et à améliorer la capacité et les connaissances pour augmenter le nombre de possibilités au moyen de produits et de services à valeur ajoutée. Ce groupe de programmes est conçu afin d'améliorer le bien-être social des Canadiens. Il vise aussi à promouvoir la participation autochtone et non autochtone, à améliorer les compétences, la capacité et la stabilité de la collectivité au moyen, par exemple, du Programme de foresterie des Premières nations et du Cadre d'action fédéral provincial et territorial des ministres des Mines.

Résultat stratégique

Le Canada est un chef de file mondial en matière de responsabilité environnementale sur le plan de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources naturelles.

Description des activités de programme

Énergie propre

L'activité de programme Énergie propre comprend l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques, de programmes, de lois et de règlements sur la science et la technologie dans le domaine de l'énergie afin d'atténuer les émissions atmosphériques et de réduire les autres incidences environnementales associées à la production et à la consommation d'énergie. L'un des principaux programmes comprend la série d'initiatives sur l'énergie propre annoncées sous la bannière écoÉNERGIE, qui vise à augmenter la production d'énergies renouvelables ayant peu d'impact sur l'environnement, à encourager et aider les Canadiens à améliorer leur consommation d'énergie dans tous les principaux secteurs de consommation finale, et à accélérer le développement et la commercialisation de solutions technologiques visant à réduire les incidences environnementales associées à la production et à la consommation d'énergie.

Gestion du risque lié aux écosystèmes

L'activité de programme Gestion du risque lié aux écosystèmes comprend des programmes qui aident à comprendre les risques pour notre environnement et la protection de ressources essentielles comme l'eau souterraine. L'une des initiatives majeures est la réponse fédérale à l'infestation de dendroctone du pin ponderosa (DPP) qui vise à atténuer la propagation du DPP qui menace la forêt boréale du Canada.

Résultat stratégique

Les connaissances sur les ressources naturelles et la masse continentale renforcent la sûreté et la sécurité des Canadiens et contribuent à la gouvernance efficace du Canada.

Description des activités de programme

S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers

L'activité de programme S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers fournit des données géoscientifiques et géospatiales qui contribuent à la réduction des risques provenant des dangers naturels, comme les séismes, les tsunamis et les inondations, ainsi que les dangers découlant de l'activité humaine, et collabore avec les premiers intervenants afin de fournir des données géographiques en cas d'urgence. L'activité de programme fournit aussi de l'information qui aidera les Canadiens à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter.

Des connaissances pour les Canadiens sur les ressources naturelles et la masse continentale

L'activité de programme Des connaissances pour les Canadiens sur les ressources naturelles et la masse continentale s'acquitte de l'obligation du gouvernement de fournir une infrastructure de droits fonciers sur toutes les terres dont il détient la responsabilité, ainsi que la diffusion de données géographiques exactes et précises sur la masse continentale du Canada et l'accès à ces données. Cette activité de programme fournit aussi des connaissances exactes, récentes et accessibles dans le but d'augmenter les efforts de collaboration avec d'autres sphères de compétences dans des domaines clés (p. ex. : l'efficacité de la réglementation) afin de produire des

approches améliorées envers les questions communes et de susciter des avantages considérables. Elle augmente aussi la capacité du Canada de faire progresser les intérêts du secteur des ressources naturelles au pays et à l'étranger.

Fonds renouvelable de Géomatique Canada

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada a été créé en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*. Ce fonds permet à Géomatique Canada d'attribuer les coûts à certains utilisateurs qui bénéficient directement des biens et des services offerts, plutôt qu'à l'ensemble des contribuables. Ce mécanisme de retenue des recettes lui permet de récupérer tous les coûts auprès des clients canadiens et lui donne la liberté de facturer les prix du marché aux clients étrangers. Il donne la possibilité d'offrir davantage de produits et de services pour répondre aux besoins des clients canadiens, ainsi que d'aider l'industrie canadienne de la géomatique en lui offrant les connaissances et les compétences dont elle a besoin pour être concurrentielle dans le marché international. À l'aide du fonds renouvelable, le ministère des Ressources naturelles produit des cartes et des publications aéronautiques exactes pour NavCanada, ce qui constitue une contribution essentielle à la sûreté et à la sécurité des voyageurs et des Canadiens.

Énergie atomique du Canada limitée

Résultat stratégique

Être le principal fournisseur mondial de produits et de services nucléaires. Protéger la santé et la sécurité du public, de notre personnel et de l'environnement. Réduire au minimum les obligations liées aux déchets nucléaires pour les générations futures.

Description des activités de programme

Affaires commerciales

Commercialisation totale de la vente de produits et services nucléaires. Les activités commerciales utilisent la recherche et développement (R et D) selon le principe du recouvrement intégral des coûts et génèrent des recettes qui sont redonnées à l'entreprise. Les profits commerciaux permettent de financer tout d'abord la plate-forme nucléaire (y compris les laboratoires nationaux de recherche à Chalk River), mais aussi la mise au point des technologies du nouveau réacteur, y compris le réacteur CANDU avancé (ACR) de la nouvelle génération. Les différents secteurs d'activités et les services et produits connexes offrent aux clients des solutions d'affaires innovatrices et rentables. Ces ventes, dirigées principalement vers les centrales nucléaires, permettent d'optimiser la production d'une énergie sécuritaire et sûre à l'échelle internationale. L'énergie nucléaire est un élément essentiel de la solution visant à améliorer la qualité de l'air et les changements climatiques partout dans le monde.

Recherche et développement

Activités de recherche et développement entreprisent pour maintenir et améliorer l'expertise scientifique et technologique du Canada, pour appuyer la production d'une électricité écologique et rentable par les réacteurs CANDU, ainsi que pour les autres applications pacifiques de l'énergie nucléaires telle que la médecine nucléaire. Plus particulièrement, cela occasionne le maintien de la propriété intellectuelle développée au cours des 60 dernières années, incluant les connaissances de base relatives aux matières, à la physique des réacteurs, à la chimie, aux composants critiques, à l'irradiation et à l'environnement, et pouvant avoir une incidence sur la sûreté, l'obtention de permis et la base de conception de la technologie CANDU.

Installations et activités nucléaires

Cette activité de programme appuie les opérations d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL) et exige des installations importantes telles que des réacteurs, des circuits expérimentaux, des cellules chaudes et des installations de gestion des déchets.

Déclassement et gestion des déchets

Les programmes de déclassement et de gestion des déchets devront se poursuivre dans les établissements d'EACL pendant les 70 à 100 prochaines années au moins. Les responsabilités aux établissements d'EACL émanent de différentes sources, y compris les activités en temps de guerre, les déchets provenant des universités, des installations médicales, des entreprises du gouvernement et de l'industrie situées partout au Canada, et d'une variété de programmes de R et D réalisés pour appuyer le Programme nucléaire canadien. Les activités assurent le stockage et la surveillance des déchets nucléaires, le déclassement et le démantèlement des installations excédentaires, ainsi que la réalisation des projets de restauration de l'environnement. La portée de ces travaux comprend également la gestion opérationnelle des installations qui ont été transférées au déclassement.

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Résultat stratégique

Installations et processus nucléaires sûrs et sécuritaires qui ne sont utilisés qu'à des fins pacifiques et confiance du public dans l'efficacité du régime de réglementation nucléaire.

Description des activités de programme

Réglementation nucléaire

La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) entreprend des activités qui appuient son rôle d'organisme de réglementation indépendant, qui

consiste à s'assurer que le Canada a des installations nucléaires sûres et sécuritaires et des processus destinés uniquement à des fins pacifiques. Elle utilise les pouvoirs et les outils qui lui sont disponibles pour atteindre les objectifs suivants : un faible taux d'incidents, d'accidents et de précurseurs liés à l'utilisation des substances nucléaires et des processus; des faibles niveaux d'exposition, pour les humains et l'environnement, à des substances dangereuses provenant des installations nucléaires et des processus; une détermination et un engagement total envers la communauté en vue de soutenir une solide culture de sûreté et de sécurité dans l'utilisation des installations nucléaires et des processus; des transferts de biens et de technologie nucléaires au Canada et à l'étranger destinés uniquement à des fins pacifiques. La CCSN doit également entreprendre des activités que les Canadiens connaissent et pour lesquelles ils font confiance à la CCSN en tant qu'organisme de réglementation indépendant et fort. Les Canadiens n'accepteront l'utilisation d'installations nucléaires et de processus au Canada que s'ils sont convaincus que ni leur environnement, ni eux ne courent de risques indus.

Société de développement du Cap-Breton

Résultat stratégique

La Société de développement du Cap-Breton a pour mandat de mener les activités nécessaires à sa dissolution, notamment de s'acquitter de toutes les obligations restantes tout en protégeant les intérêts du propriétaire.

Description des activités de programme

Obligations en matière de ressources humaines

Les programmes inclus sous Obligations en matière de ressources humaines sont des postes non discrétionnaires que la Société est tenue d'offrir à ses anciens employés. Ils constituent des obligations continues totalisant plus de 350 millions de dollars selon leur valeur actuelle, et un grand nombre d'entre elles continueront d'exister pendant plus de 20 ans. Elles résultent d'avantages postérieurs à l'emploi et de diverses stratégies en matière de ressources humaines (cessation des opérations).

Biens immobiliers

Cette activité est divisée en sous-activités qui portent sur les obligations et les responsabilités de la Société relativement aux biens immobiliers. Des programmes visant à gérer ces obligations et à y satisfaire sont en place maintenant, et des options sont en cours d'examen afin de déterminer la meilleure façon de s'acquitter des obligations continues.

Office national de l'énergie

Résultat stratégique

Sécurité, sûreté, protection de l'environnement et avantages économiques par la réglementation des pipelines, des lignes de transport d'électricité, ainsi que la mise en valeur du commerce des ressources énergétiques du ressort de l'Office national de l'énergie.

Description des activités de programme

Réglementation et conseils en matière d'énergie

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides de gaz naturel, ainsi qu'à l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

Administration du pipe-line du Nord

Résultat stratégique

S'assurer que la planification et la construction du tronçon canadien du projet de gazoduc de la route de l'Alaska s'effectuent de façon efficiente et rapide tout en garantissant la protection de l'environnement et des retombées socioéconomiques pour les Canadiens.

Description des activités de programme

Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska

La réglementation de la planification et de la construction de la portion canadienne du gazoduc de la route de l'Alaska.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	762 876 000	…	…	762 876 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	8 762 139	…	8 762 139	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	17 364 274	…	17 364 274	1b	Virement de 497 333 $ du crédit 55 (Industrie) et de 195 500 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	195 500	195 500		Virement du : crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	497 333	497 333		crédit 55 (Industrie)				
…	…	…	5 246 499	5 246 499		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	14 778 331	14 778 331		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	30 042 465	30 042 465		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	11 810 701	11 810 701		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(325 000)	(325 000)		Virement au crédit 1 (Industrie)				
…	762 876 000	26 126 413	62 245 829	851 248 242		Total—Crédit 1	719 186 642	132 061 600	…	674 358 131
…	437 896 000	…	…	437 896 000	5	Subventions et contributions				
…	…	8 600 000	…	8 600 000	5a	Subventions et contributions				
…	…	4 250 000	…	4 250 000	5b	Virement de 125 000 $ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 50 000 $ du crédit 10 (Transports)				
…	…	1	…	1	5c	Subventions et contributions				
…	…	…	125 000	125 000		Virement du : crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)				
…	…	…	50 000	50 000		crédit 10 (Transports)				
…	…	…	(1 000 000)	(1 000 000)		Virement au crédit 75 (Industrie)				
…	437 896 000	12 850 001	(825 000)	449 921 001		Total—Crédit 5	382 013 450	67 907 551	…	211 426 997
…	54 575 000	…	3 725 500	58 300 500	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 300 500	…	…	57 888 005
…	76 422	…	411	76 833	(S)	Ministre des Ressources naturelles—Traitement et allocation pour automobile	76 833	…	…	74 322
…	670 750 000	1 569 466 545	110 824 548	2 351 041 093	(S)	Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	2 351 041 093	…	…	1 701 043 591
…	407 300 000	148 031 819	22 077 100	577 408 919	(S)	Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	577 408 919	…	…	493 211 274
…	6 000 000	…	(1 901 771)	4 098 229	(S)	Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada—Terre-Neuve*)	4 098 229	…	…	2 179 272
…	2 900 000	…	(117 801)	2 782 199	(S)	Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers (*Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*)	2 782 199	…	…	2 555 145

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
1 881 739	500 000	…	(500 000)	1 881 739	(S)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	562 042	…	1 319 697	553 480
…	…	5 000 000	…	5 000 000	(S)	Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy (*Loi d'exécution du budget de 2008*)	5 000 000	…	…	…
8 644 887	…	…	…	8 644 887	(S)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	918 335	…	7 726 552	2 962 732
20 259	…	…	…	20 259	(S)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	…	…	20 259	…
…	…	19 015 588	…	19 015 588	(S)	Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	19 015 588	…	…	1 645 669
…	…	399 041 000	157 688 000	556 729 000	(S)	Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	556 729 000	…	…	188 578 000
360 874	…	…	414 089	774 963	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	349 021	11 853	414 089	354 747
…	…	…	4 379	4 379	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	4 379	…	…	4 377
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	4 220 251
10 907 759	**2 342 873 422**	**2 179 531 366**	**353 635 284**	**4 886 947 831**		**Total du ministère—Budgétaire**	**4 677 486 230**	**199 981 004**	**9 480 597**	**3 341 055 993**
						Énergie atomique du Canada limitée				
…	152 273 000	…	…	152 273 000	10	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	…	300 000 000	…	300 000 000	10a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	…	100 000 000	…	100 000 000	10c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	152 273 000	400 000 000	…	552 273 000		Total—Crédit 10	552 273 000	…	…	197 856 000
…	**152 273 000**	**400 000 000**	**…**	**552 273 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**552 273 000**	**…**	**…**	**197 856 000**

						Commission canadienne de sûreté nucléaire				
…	80 140 000	…	…	80 140 000	15	Dépenses du programme et subventions et contributions				
…	…	3 699 268	…	3 699 268	15b	Dépenses du programme et subventions et contributions				
…	…	3 788 959	…	3 788 959	15c	Dépenses du programme et subventions et contributions				
…	…	…	633 209	633 209		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	3 249 875	3 249 875		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	1 976 412	1 976 412		CT, crédit 30 (1)				
…	80 140 000	7 488 227	5 859 496	93 487 723		Total—Crédit 15	90 994 366	2 493 357	…	89 844 629
…	10 040 000	…	1 492 937	11 532 937	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 532 937	…	…	9 974 686
…	…	12 956 000	2 532 314	15 488 314	(S)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	15 488 314	…	…	…
7 310	…	…	…	7 310	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	7 310	…	…	25 301
7 310	**90 180 000**	**20 444 227**	**9 884 747**	**120 516 284**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**118 022 927**	**2 493 357**	**…**	**99 844 616**
						Société de développement du Cap-Breton				
…	66 239 000	…	…	66 239 000	20	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 239 000	…	…	60 000 000
50 000 000	…	…	…	50 000 000	L40a	Avances à la Société en vertu de la *Loi sur la Société de développement du Cap-Breton*, paragraphe 19. Limite 50 000 000 $ (Net)	…	…	50 000 000	…
						Total de l'organisme—				
…	**66 239 000**	**…**	**…**	**66 239 000**		**Budgétaire**	**66 239 000**	**…**	**…**	**60 000 000**
50 000 000	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**
						Office national de l'énergie				
…	41 001 000	…	…	41 001 000	25	Dépenses du programme				
…	…	267 000	…	267 000	25b	Dépenses du programme				
…	…	…	1 196 558	1 196 558		Virement du : CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	4 658 797	4 658 797		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	1 647 577	1 647 577		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	900 977	900 977		CT, crédit 30 (1)				
…	41 001 000	267 000	8 403 909	49 671 909		Total—Crédit 25	45 063 335	4 608 574	…	40 665 263
…	5 167 000	…	186 365	5 353 365	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 353 365	…	…	4 691 691
141	…	…	…	141	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	141	…	…	…
141	**46 168 000**	**267 000**	**8 590 274**	**55 025 415**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**50 416 841**	**4 608 574**	**…**	**45 356 954**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Administration du pipe-line du Nord				
…	244 000	…	…	244 000	30	Dépenses du programme				
…	…	…	12 200	12 200		Virement du CT, crédit 25 [1]				
…	244 000	…	12 200	256 200		Total—Crédit 30	138 706	117 494	…	134 609
…	21 000	…	(19 989)	1 011	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 011	…	…	1 857
…	**265 000**	**…**	**(7 789)**	**257 211**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**139 717**	**117 494**	**…**	**136 466**
						Total du portefeuille ministériel—				
10 915 210	**2 697 998 422**	**2 600 242 593**	**372 102 516**	**5 681 258 741**		**Budgétaire**	**5 464 577 715**	**207 200 429**	**9 480 597**	**3 744 250 029**
50 000 000	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Possibilités économiques pour les ressources naturelles	196 222 561	188 137 643	…	…	3 548 344 438	3 538 212 825	3 022 000	2 193 498	…	…	3 741 544 999	3 724 156 970
Énergie propre	271 368 468	227 985 837	…	…	356 707 589	321 187 940	16 601 000	12 536 124	…	…	611 475 057	536 637 653
Gestion du risque lié aux écosystèmes	228 411 352	164 843 553	…	…	1 996 000	270 009	1 146 000	595 022	…	…	229 261 352	164 518 540
Des connaissances pour les Canadiens sur les ressources naturelles et la masse continentale	139 383 710	119 314 336	…	…	15 416 000	12 151 758	2 284 000	1 837 346	…	…	152 515 710	129 628 748
S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers	86 033 562	89 211 736	…	…	37 627 000	18 903 477	5 524 000	5 558 784	…	…	118 136 562	102 556 429
Collectivités tributaires des ressources naturelles	18 020 264	11 917 765	…	…	7 807 000	7 924 510	458 000	861 852	…	…	25 369 264	18 980 423
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	10 602 887	4 921 030	…	…	…	…	1 958 000	3 913 563	…	…	8 644 887	1 007 467
Sous-total	950 042 804	806 331 900	…	…	3 967 898 027	3 898 650 519	30 993 000	27 496 189	…	…	4 886 947 831	4 677 486 230
Revenus affectés aux dépenses	(30 993 000)	(27 496 189)	…	…	…	…	(30 993 000)	(27 496 189)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**919 049 804**	**778 835 711**	**…**	**…**	**3 967 898 027**	**3 898 650 519**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 886 947 831**	**4 677 486 230**
Énergie atomique du Canada limitée—												
Budgétaire	**552 273 000**	**552 273 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**552 273 000**	**552 273 000**
Commission canadienne de sûreté nucléaire												
Réglementation nucléaire	119 485 840	116 992 483	…	…	1 030 444	1 030 444	…	…	…	…	120 516 284	118 022 927
Total de l'organisme—Budgétaire	**119 485 840**	**116 992 483**	**…**	**…**	**1 030 444**	**1 030 444**	**…**	**…**	**…**	**…**	**120 516 284**	**118 022 927**
Société de développement du Cap-Breton—												
Budgétaire	**66 239 000**	**66 239 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**66 239 000**	**66 239 000**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**	**50 000 000**	**…**
Office national de l'énergie												
Réglementation et conseils en matière d'énergie	55 025 415	50 416 841	…	…	…	…	…	…	…	…	55 025 415	50 416 841
Total de l'organisme—Budgétaire	**55 025 415**	**50 416 841**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**55 025 415**	**50 416 841**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Administration du pipe-line du Nord												
Surveiller la planification et la construction de la partie canadienne du projet de gazoduc de la route de l'Alaska	257 211	139 717	…	…	…	…	…	…	…	…	257 211	139 717
Total de l'organisme—Budgétaire	**257 211**	**139 717**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**257 211**	**139 717**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**1 712 330 270**	**1 564 896 752**	**…**	**…**	**3 968 928 471**	**3 899 680 963**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 681 258 741**	**5 464 577 715**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**50 000 000**	**…**	**50 000 000**	**…**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	46 000 000	1	32 999 999	79 000 000	Subventions à l'appui du Programme écoÉNERGIE Rénovation—habitations	89 746 402	(10 746 402)	…	11 999 931
…	12 500 000	…	…	12 500 000	Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	12 500 000	…	…	…
…	797 000	250 000	774 100	1 821 100	Subventions à l'appui des organismes s'occupant de recherche, de développement et d'activités de promotion qui contribuent aux objectifs du ministère	1 783 824	37 276	…	708 544
…	700 000	…	(700 000)	…	Subventions à des professeurs d'universités canadiennes pour la recherche liée à la viabilité et à la compétitivité du secteur de la foresterie	…	…	…	412 280
…	…	…	73 500	73 500	Subventions à l'appui du Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, dans le cadre de la dépollution des déchets radioactifs de faible activité dans la région de Port Hope	73 500	…	…	…
…	…	5 000 000	…	5 000 000	(S) Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy	5 000 000	…	…	…
…	…	19 015 588	…	19 015 588	(S) Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	19 015 588	…	…	1 645 669
…	**59 997 000**	**24 265 589**	**33 147 599**	**117 410 188**	**Total—Subventions**	**128 119 314**	**(10 709 126)**	**…**	**14 766 424**
					Contributions				
…	670 750 000	1 569 466 545	110 824 548	2 351 041 093	(S) Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	2 351 041 093	…	…	1 701 043 591
…	407 300 000	148 031 819	22 077 100	577 408 919	(S) Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	577 408 919	…	…	493 211 274
…	112 400 000	…	(19 300 500)	93 099 500	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les biocarburants	92 181 790	917 710	…	…
…	49 260 000	…	(14 620 000)	34 640 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable	30 220 350	4 419 650	…	15 973 676
…	36 894 000	…	(7 535 000)	29 359 000	Programme de contribution pour l'encouragement à la production d'énergie éolienne	29 341 572	17 428	…	29 336 118
…	30 844 000	…	(3 502 758)	27 341 242	Réponse fédérale à l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa	17 475 040	9 866 202	…	30 834 395
…	28 910 000	…	2 793 912	31 703 912	Promotion de l'innovation et de l'investissement en foresterie	23 693 500	8 010 412	…	22 586 260
…	24 914 000	100 000	15 190 743	40 204 743	Contributions à l'appui de l'Initiative écoÉNERGIE sur la technologie	13 559 763	26 644 980	…	…
…	17 489 000	…	1 261 808	18 750 808	Expansion des perspectives commerciales	15 250 436	3 500 372	…	14 837 577
…	9 611 000	…	(2 102 843)	7 508 157	Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	7 419 342	88 815	…	11 243 335
…	8 900 000	…	(2 758 000)	6 142 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE Rénovation—Petites et moyennes organisations	3 866 512	2 275 488	…	…

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	8 000 000	…	700 000	8 700 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour le chauffage renouvelable	6 655 585	2 044 415	…	…
…	7 400 000	…	(2 720 000)	4 680 000	Contributions à l'appui de l'Initiative de technologie et d'innovation	4 679 249	751	…	26 786 536
…	6 644 000	…	(1 118 938)	5 525 062	Programme GéoConnexions	3 871 473	1 653 589	…	4 661 615
…	6 476 000	…	(230 000)	6 246 000	Élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les ravageurs forestiers	972 711	5 273 289	…	163 382
…	6 000 000	…	(1 901 771)	4 098 229	(S) Contribution à l'Office Canada/Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	4 098 229	…	…	2 179 272
…	4 728 000	…	150 200	4 878 200	Renouvellement et augmentation des fonds pour les instituts de recherche forestière	4 878 200	…	…	4 878 200
…	3 900 000	…	218 121	4 118 121	Programme des collectivités forestières	4 118 040	81	…	2 081 077
…	3 875 000	…	(206 041)	3 668 959	Contribution au Programme forestier des Premières nations	3 660 090	8 869	…	3 672 450
…	3 541 000	…	…	3 541 000	Contributions à l'appui du Programme sur les normes d'efficacité énergétique et les exigences de l'étiquetage	1 024 714	2 516 286	…	…
…	2 900 000	…	(117 801)	2 782 199	(S) Contribution à l'Office Canada/Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 782 199	…	…	2 555 145
…	2 900 000	…	(67 000)	2 833 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les bâtiments et les habitations	2 489 190	343 810	…	…
…	2 000 000	…	(11 143)	1 988 857	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les parcs de véhicules	1 847 775	141 082	…	…
…	1 900 000	…	11 143	1 911 143	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les véhicules personnels	1 911 138	5	…	…
…	1 850 000	…	(23 998)	1 826 002	Contribution à la Saskatchewan Power/Maritime Electric Company	1 556 002	270 000	…	1 531 030
…	1 560 000	100 000	1 399 607	3 059 607	Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du ministère	2 778 034	281 573	…	1 353 918
…	1 556 000	…	…	1 556 000	Contribution à l'appui du nettoyage des installations des mines d'uranium Gunnar et Lorado	…	1 556 000	…	…
…	885 000	…	…	885 000	Contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour l'industrie	875 896	9 104	…	…
…	789 000	…	(764 000)	25 000	Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	25 000	…	…	479 807
…	558 000	…	…	558 000	Stratégie emploi jeunesse	496 500	61 500	…	511 093
1 881 739	500 000	…	(500 000)	1 881 739	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	562 042	…	1 319 697	553 480
20 259	…	…	…	20 259	(S) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	…	…	20 259	…
…	115 000	…	(115 000)	…	Espèces exotiques envahissantes	…	…	…	96 080
…	…	7 375 000	(300 000)	7 075 000	Initiatives d'adaptation aux changements climatiques	60 300	7 014 700	…	…
…	…	4 000 000	(398 412)	3 601 588	Contributions à l'appui du Programme de promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier (PPLECF)	1 901 021	1 700 567	…	…

…	…	1 025 000	(874 500)	150 500	Contributions à l'appui du Règlement sur le contenu renouvelable dans l'essence, le carburant diesel et le mazout de chauffage	150 500	…	…	…
…	…	399 041 000	157 688 000	556 729 000	(S) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	556 729 000	…	…	188 578 000
…	…	…	950 000	950 000	Contributions à l'appui du Centre de recherches en technologie pétrolière	950 000	…	…	1 000 000
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	26 279 693
1 901 998	**1 465 349 000**	**2 129 139 364**	**254 097 477**	**3 850 487 839**	**Total—Contributions**	**3 770 531 205**	**78 616 678**	**1 339 956**	**2 586 427 004**
1 901 998	**1 525 346 000**	**2 153 404 953**	**287 245 076**	**3 967 898 027**	**Total du ministère**	**3 898 650 519**	**67 907 552**	**1 339 956**	**2 601 193 428**
					Commission canadienne de sûreté nucléaire				
					Subventions				
…	75 000	…	(75 000)	…	Des subventions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	…	…	…	…
…	…	…	5 000	5 000	Commission internationale des unités et des mesures de radiation (CIUMR)	5 000	…	…	5 000
…	…	…	10 000	10 000	Association canadienne de radioprotection (ACRP)	10 000	…	…	10 000
…	…	…	2 500	2 500	Société nucléaire canadienne	2 500	…	…	1 200
…	…	…	5 000	5 000	Deep River Science Academy	5 000	…	…	5 000
…	…	…	5 000	5 000	Subvention pour Society of Environmental Toxicology and Chemistry (SETAC) North American Technical Workshop	5 000	…	…	…
…	…	…	5 000	5 000	Subvention pour la 35ième Atelier de toxicologie aquatique	5 000	…	…	…
…	…	…	25 000	25 000	Tom Baker Cancer Center (Alberta Cancer Board)	25 000	…	…	25 000
…	…	…	15 000	15 000	Cancer Care Manitoba	15 000	…	…	…
…	…	…	2 000	2 000	L'hôpital d'Ottawa pour l'atelier d'Étude de système d'incident	2 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	20 970
…	**75 000**	**…**	**(500)**	**74 500**	**Total—Subventions**	**74 500**	**…**	**…**	**67 170**
					Contributions				
…	720 000	…	(720 000)	…	Des contributions pour faciliter la recherche, le développement et la gestion des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de recherche et de soutien	…	…	…	…
…	50 000	…	(50 000)	…	Contributions pour la fourniture de biens, services experts et autres services afin de permettre l'application du Programme canadien à l'appui des garanties, et portant assistance au régime de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)	…	…	…	…
…	…	…	19 456	19 456	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet international d'échange sur les défaillances de causes communes (IEDCC)	19 456	…	…	17 160
…	…	…	8 627	8 627	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange de données sur les défaillances de canalisation	8 627	…	…	6 040
…	…	…	64 852	64 852	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le Programme multinational d'évaluation des conceptions (MEC)	64 852	…	…	…
…	…	…	15 000	15 000	Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle	15 000	…	…	11 250
…	…	…	400 000	400 000	Contribution au CSA pour le Programme de normes nucléaires	400 000	…	…	400 000
…	…	…	34 017	34 017	Contribution à l'Agence internationale de l'Énergie atomique (AIEA) pour l'exécution du projet extrabudgétaire-sûreté séismique des centrales électriques nucléaires existantes	34 017	…	…	…

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	…	159 828	159 828	CANDU Owner's Group (COG)—Participation au projet conjoint—MERIT	159 828	…	…	27 327
…	…	…	29 349	29 349	Contribution à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) pour le projet d'échange sur les rapports d'incidents d'incendie	29 349	…	…	26 584
…	…	…	30 000	30 000	Participation au Réseau d'excellence universitaire en génie nucléaire (UNENE)	30 000	…	…	60 000
…	…	…	164 815	164 815	Centre de recherche technique de la Finlande (VTT)	164 815	…	…	150 525
…	…	…	10 000	10 000	Commission internationale de protection radiologique (CIPR)	10 000	…	…	…
…	…	…	20 000	20 000	Programme des Nations Unies pour l'environnement	20 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	228 464
…	**770 000**	**…**	**185 944**	**955 944**	**Total—Contributions**	**955 944**	**…**	**…**	**927 350**
…	**845 000**	**…**	**185 444**	**1 030 444**	**Total de l'organisme**	**1 030 444**	**…**	**…**	**994 520**
1 901 998	**1 526 191 000**	**2 153 404 953**	**287 430 520**	**3 968 928 471**	**Total du portefeuille ministériel**	**3 899 680 963**	**67 907 552**	**1 339 956**	**2 602 187 948**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Possibilités économiques pour les ressources naturelles			
Vente de biens et de services	2 822 000	2 047 263	2 198 971
Revenus divers	200 000	146 235	282 297
	3 022 000	2 193 498	2 481 268
Énergie propre			
Vente de biens et de services	16 501 000	12 469 003	12 244 623
Revenus divers	100 000	67 121	95 946
	16 601 000	12 536 124	12 340 569
Gestion du risque lié aux écosystèmes			
Vente de biens et de services	846 000	354 973	599 881
Revenus divers	300 000	240 049	504 581
	1 146 000	595 022	1 104 462
Des connaissances pour les Canadiens sur les ressources naturelles et la masse continentale			
Vente de biens et de services	2 184 000	1 756 134	1 585 522
Revenus divers	100 000	81 212	29 650
	2 284 000	1 837 346	1 615 172
S'adapter au changement climatique et gestion du risque lié aux dangers			
Vente de biens et de services	5 299 000	5 329 670	4 365 516
Revenus divers	225 000	229 114	287 877
	5 524 000	5 558 784	4 653 393
Collectivités tributaires des ressources naturelles			
Vente de biens et de services	455 000	858 842	509 189
Revenus divers	3 000	3 010	4 942
	458 000	861 852	514 131
Fonds renouvelable de Géomatique Canada	1 958 000	3 913 563	3 588 195
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**30 993 000**	**27 496 189**	**26 297 190**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Comptes consolidés—		
Énergie atomique du Canada limitée—Intérêt	1 796	36 415
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses—Achat de biens et de services	1 252 334	2 899 881
Recouvrements de dépenses—Achat en capital	749	26 232
Recouvrements de paiements de transfert—Subventions et assistance en capital	4 779	19 865
Recouvrements d'autres paiements de transfert	52 646 159	11 179 272
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent—		
Redressements se rapportant aux biens et services	11 821 111	2 683 658
	65 725 132	16 808 908
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Redevances sur les licences, permis et droits d'auteur	2 609 083 074	2 054 307 140
Licences et permis	824 946	1 345 323
	2 609 908 020	*2 055 652 463*
Location et utilisation de biens publics	*149 818*	*480 102*
Services de nature réglementaire	*1 353 168*	*1 295 360*
Services de nature non réglementaire	*19 964 999*	*20 931 237*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Graphiques, cartes et plans	*3 365 095*	*4 074 472*
Autres frais et droits	*77 299 580*	*143 058 602*
	2 712 040 680	2 225 492 236
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	414 089	473 364
Revenus divers—		
Intérêt sur arriérés de débiteurs	5 369	11
Total du ministère	**2 778 187 066**	**2 242 810 934**

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Commission canadienne de sûreté nucléaire		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	40 211	15 955
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	99 166	106 637
	139 377	122 592
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Recouvrement de frais	84 559 094	72 459 526
Revenus reportés des services de nature réglementaire	6 335	(4 802 532)
	84 565 429	67 656 994
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	7 310
Revenus divers—		
Accès à l'information	2 172	3 765
Divers	…	1
	2 172	3 766
Total de l'organisme	**84 706 978**	**67 790 662**
Office national de l'énergie		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	84 224	2 692
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	…	719 921
	84 224	722 613
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	638	775
Services de nature réglementaire	52 177 551	41 590 527
Autres frais et droits	886	3 130
	52 179 075	41 594 432
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	141
Total de l'organisme	**52 263 299**	**42 317 186**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Administration du pipe-line du Nord		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	…	86
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	27 594	27 594
Total de l'organisme	**27 594**	**27 680**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	1 796	36 415
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	65 948 733	17 654 199
Ventes de biens et de services	2 848 812 778	2 334 771 256
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	414 089	480 815
Revenus divers	7 541	3 777
Total du portefeuille ministériel	**2 915 184 937**	**2 352 946 462**

SECTION 24

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Santé

Ministère

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Instituts de recherche en santé du Canada

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Agence de la santé publique du Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	24.2
Sommaire du portefeuille ministériel	24.8
Activités de programme	24.12
Paiements de transfert	24.14
Détail des montants disponibles pour être dépensés	24.18
Revenus	24.18

Ministère

Résultat stratégique

Un système de santé accessible et durable qui répond aux besoins de santé des Canadiens.

Description des activités de programme

Le système de santé au Canada

Cette activité de programme donne des avis stratégiques reliés à la Politique sur des questions de soins de santé comme l'amélioration de l'accès, de la qualité et de l'intégration des services de soins de santé afin de mieux répondre aux besoins en matière en santé des Canadiens, où qu'ils vivent et indépendamment de leur situation financière. L'objectif est poursuivi conformément aux principes d'abordabilité, de durabilité et d'équité à long terme, et en étroite collaboration avec les provinces et les territoires, les professionnels de la santé, les administrateurs, les autres intervenants principaux et les citoyens. L'amélioration de l'accès, de la qualité et de l'intégration de l'administration des services de santé par des investissements dans le système de santé et dans le renouvellement du système de santé, où l'on s'emploie par exemple, à réduire les temps d'attente pour des services essentiels, à travailler avec les provinces et les territoires pour s'assurer que les principes de la *Loi canadienne sur la santé* soient respectés, à mettre au point de l'information sur la santé et des mesures de l'état de santé à l'intention des Canadiens, à répondre aux besoins en matière de santé et d'accès aux services de santé de certains groupes, notamment les femmes et les communautés de langue officielle en situation minoritaire, et à veiller à la mise en oeuvre d'accords entre les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux de la santé.

La procréation assistée au Canada

Cette activité de programme met en oeuvre les dispositions de la *Loi sur la procréation assistée*, qui vise à protéger et à promouvoir la santé, la sécurité et la dignité humaines et les droits de la personne dans le cadre de l'utilisation des techniques de procréation assistée. Elle élabore des politiques et des règlements en matière de procréation assistée. Étant donné que la science de la procréation assistée évolue rapidement, l'activité de programme fait constamment appel aux intervenants pour trouver des moyens de concilier les besoins des patients qui utilisent ces techniques pour fonder une famille, les besoins des enfants issus relative à ces techniques et les besoins des fournisseurs de services de procréation assistée avec les facteurs prédominants de santé et de sécurité. Les politiques et les règlements ont pour but d'établir un régime de réglementation souple qui ouvre la voie à la procréation assistée, tant au pays que dans le milieu international et qui tient compte des objectifs énoncés dans la *Loi sur la procréation assistée*. Cette activité de programme recueille de l'information auprès des intervenants, dont les provinces, pour garantir une approche pancanadienne.

Les affaires internationales de santé

Dans le cadre de son mandat fédéral, Santé Canada oeuvre à l'échelle internationale, dans un contexte de leadership, de partenariats et de collaboration, afin que la population canadienne soit parmi la plus en santé au monde. Les affaires internationales s'occupent, pour le Ministère, d'établir, de coordonner et de surveiller les politiques, les stratégies et les activités ministérielles de promotion des priorités et des valeurs du Canada au sein du programme international en matière de santé. La collaboration internationale aux dossiers de santé mondiale est importante, étant donné que les risques de santé publique provenant d'autres pays influent grandement sur la santé de la population canadienne. Les enjeux internationaux comme les préparatifs en cas de pandémie d'influenza, les stratégies de luttre contre le VIH/sida et la protection de la santé mondiale sont des initiatives essentielles à examiner de concert avec les principaux partenaires externes en santé, notamment l'Organisation mondiale de la Santé de l'Organisation panaméricaine de la santé.

Les pays et les organismes internationaux veulent accéder rapidement à l'information sur le système et les initiatives de soins de santé au Canada. L'activité de programme sur les affaires internationales vise à communiquer les politiques et les pratiques exemplaires du Canada à d'autres pays, et à faciliter l'établissement d'ententes bilatérales avec de nombreux pays sur d'importantes questions de santé. Cette activité de programme donne des conseils stratégiques en matière de politique au ministre de la Santé, à la haute direction et au portefeuille de la Santé sur des questions de santé internationale, et assure une représentation appropriée dans des tribunes internationales qui concernent le portefeuille de la Santé. En outre, elle gère les subventions aux organismes sans but lucratif pour des projets en santé internationale qui correspondent aux priorités du Canada en matière de santé mondiale.

Résultat stratégique

Accès à des produits de santé et à des aliments efficaces et sûrs et à des renseignements en vue de choix de santé sains.

Description des activités de programme

Produits de santé

L'activité de programme relative aux produits de santé comprend une vaste gamme d'activités liées à la protection et à la promotion de la santé qui touchent la vie quotidienne des Canadiens. Relevant de l'instance fédérale responsable de la réglementation des produits de santé, cette activité de programme permet d'évaluer et de surveiller l'innocuité, la qualité et l'efficacité des médicaments (à usage humain et vétérinaire), des produits biologiques, des matériels médicaux et des produits de santé naturels, en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues* et de son règlement d'application, ainsi que de la *Loi sur le ministère de la Santé*. Cette

activité de programme permet également de diffuser des renseignements à jour, fondés sur des données probantes et faisant autorité aux intervenants (notamment les professionnels de la santé tels que les médecins, les pharmaciens, les practiciens de médecine traditionnelle chinoise, les phytothérapeutes, les docteurs en naturopathie) et aux membres du public pour qu'ils puissent prendre des décisions éclairées et faire des choix sains.

Aliments et nutrition

L'activité de programme relative aux aliments et à la nutrition porte sur la mise en oeuvre de politiques, de normes et de règlements relatifs à la salubrité et à la valeur nutritive des aliments. L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) est responsable de l'application des normes de salubrité et de qualité des aliments. Le cadre de réglementation des aliments est fondé sur la *Loi sur les aliments et drogues* et son règlement d'application, la *Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments* et la *Loi sur le ministère de la Santé*. Cette activité de programme permet également de promouvoir la santé nutritionnelle et le bien-être de la population canadienne grâce à la définition, à la promotion et à la mise en oeuvre conjointes de politiques et de normes nutritionnelles fondées sur des données probantes. Relevant de l'entité responsable des politiques et de la promotion de la nutrition et de la saine alimentation, cette activité de programme permet de diffuser des renseignements à jour, fondés sur des données probantes et faisant autorité dont les Canadiens et les intervenants ont besoin pour prendre des décisions éclairées et faire des choix sains.

Résultat stratégique

Réduction des risques pour la santé et pour l'environnement causés par des substances et des produits réglementés, et milieux de vie et de travail plus sains.

Description des activités de programme

Hygiène de l'environnement durable

L'environnement demeure un déterminant clé de la santé pour tous les Canadiens. Cette activité de programme vise à promouvoir et à protéger l'état de santé des Canadiens en définissant, en évaluant et en gérant les risques que posent les facteurs environnementaux pour la santé dans les milieux de vie, de travail et de loisirs. La portée des activités de ce secteur clé comprend la recherche sur la qualité de l'eau potable, la qualité de l'air, les sites contaminés, la toxicologie et le changement climatique, les programmes et activités de réglementation en matière d'air pur, l'évaluation des risques et la gestion des éléments suivants : substances chimiques, bruit ambiant, fréquences électromagnétiques dans l'environnement, produits issus de la biotechnologie et d'autres technologies nouvelles (notamment la nanotechnologie), les rayons UV solaires, la préparation aux désastres nucléaires et écologiques de même que le travail en collaboration avec l'industrie du transport de passagers en vue de protéger les voyageurs.

En vertu du Plan de gestion des produits chimiques, Santé Canada évalue et réglemente les produits chimiques utilisés dans les produits industriels et de consommation. Les autres activités qu'il réalise comprennent notamment les suivantes : mise en oeuvre d'un système national de suivi biologique, établissement d'ententes de rendement sur la gestion des risques avec divers secteurs de l'industrie et amélioration de l'évaluation et de la gestion des risques pour la santé humaine que posent les produits pharmaceutiques, les produits d'hygiène et de beauté, les produits de consommation, les cosmétiques et les aliments. Enfin, l'amélioration de la communication et des activités de diffusion permet aux Canadiens de prendre des décisions plus éclairées en vue de limiter leur exposition aux risques environnementaux possibles. Parmi les lois pertinentes se trouve la *Loi canadienne de la protection de l'environnement*.

Produits de consommation

Santé Canada détermine, évalue, gère et communique aux Canadiens les risques pour la santé et la sécurité associés aux produits de consommation (notamment les produits domestiques, industriels et d'utilisation clinique), aux cosmétiques et aux dispositifs émettant des radiations. Il y parvient grâce à la recherche, à l'évaluation du risque et à l'élaboration de stratégies de gestion des risques visant à réduire l'exposition des Canadiens à des produits potentiellement dangereux. Santé Canada réalise également des activités de réglementation, de surveillance et de conformité, et offre des renseignements, des séances de formation et des activités de réglementation, de surveillance et de conformité, et offre des renseignements, des séances de formation et des directives à la fois aux représentants de l'industrie et au public. Parmi les lois pertinentes se trouvent les suivantes : produits de consommation (*Loi sur les produits dangereux*), cosmétiques (*Loi sur les aliments et drogues*) et dispositifs émettant des radiations (*Loi sur les dispositifs émettant des radiations*).

Santé en milieu de travail

Cette activité de programme offre des services visant à protéger la santé et la sécurité du secteur public fédéral, des dignitaires de passage et autres. Parmi les programmes spécifiques se trouvent les suivants : la prestation de services de santé au travail à l'intention des fonctionnaires fédéraux, la prestation du Programme d'aide aux employés, la prestation de services d'urgence sanitaire aux personnes jouissant d'une protection internationale, la prestation de services de dosimétrie (la mesure de l'exposition personnelle et professionnelle aux rayonnements grâce à la lecture de dosimètres ou à l'aide de cartes insérées dans des boîtiers spéciaux et portées par un utilisateur

pendant des périodes déterminées) et le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) qui constitue la norme nationale canadienne en matière de communication des renseignements sur les dangers et qui englobe notamment la formation des employés, celle des inspecteurs de même que les normes relatives aux étiquettes de sécurité.

Consommation et abus de substances

Par l'entremise d'activités de réglementation, de programme et d'éducation, Santé Canada cherche à améliorer les résultats pour la santé par la réduction et la prévention de la consommation de tabac de même que par la lutte contre l'abus d'alcool et de drogue. En vertu de la *Loi sur le tabac* et de son règlement, Santé Canada réglemente certains aspects de la fabrication et de la vente du tabac. Il mène également la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme, qui poursuit les objectifs suivants : réduire la prévalence du tabagisme, réduire le nombre de cigarettes vendues, accroître la conformité aux lois régissant la vente de tabac aux jeunes, réduire l'exposition à la fumée secondaire et explorer de nouvelles façons de réglementer le produit.

Santé Canada administre la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (LRCDS) et son Règlement. Grâce à ses quatre laboratoires régionaux, il offre des conseils d'experts scientifiques ainsi que des services d'analyse de drogues aux organismes d'application de la loi. Le Règlement sur l'accès à la marihuana à des fins médicales et les programmes connexes contrôlent l'autorisation de consommation et de culture de la marihuana par des personnes souffrant de maladies graves et débilitantes. Santé Canada est partenaire de la stratégie antidrogue du gouvernement qui comprend les éléments suivants : les programmes de prévention destinés aux jeunes, la facilitation de l'accès aux programmes de traitement, les activités de conformité et d'application de la loi liées aux substances contrôlées et aux précurseurs chimiques de même que l'augmentation du nombre de ressources du Service d'analyse des drogues en vue de tenir compte de celle survenue dans le domaine de l'application de la loi.

Réglementation des pesticides

Afin d'aider à prévenir l'apparition de risques inacceptables pour la santé humaine ou l'environnement et faciliter l'accès à des outils de lutte antiparasitaire durable, Santé Canada, par l'intermédiaire de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire, réglemente l'importation, la vente et l'utilisation des pesticides en vertu de la *Loi sur les produits antiparasitoires* fédérale et de son règlement.

Résultat stratégique

De meilleurs résultats en matière de santé et réduction des inégalités dans le domaine de santé des Premières nations et Inuits et les autres Canadiens.

Description des activités de programme

Programmes et services liés à la santé des Premières nations et Inuits

La Politique fédérale sur la santé des Indiens est à l'origine de la prestation de programme et de services de santé aux Premières nations et aux Inuits par Santé Canada. Le ministère offre des programmes et des services de santé aux Premières nations et aux Inuits conformément à ses politiques, en ayant recours à la *Loi de crédits annuels* pour obtenir l'approbation du Parlement. En collaboration avec les Premières nations et les Inuits ainsi que d'autres partenaires du domaine de la santé, la Direction générale de la santé des Premières nations et des Inuits, par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, assure l'exécution de programmes de santé communautaire et de santé publique dans les réserves notamment : des programmes d'hygiène du milieu et de prévention des maladies transmissibles et non transmissibles, et la prestation de soins de santé primaire par l'intermédiaire des postes de soins infirmiers et de centres de santé communautaires dans les communautés éloignées et/ou isolées pour suppléer aux services fournis par les autorités sanitaires provinciales, fédérales, territoriales et régionales.

Santé Canada offre aussi son appui à des programmes de promotion de la santé ciblé, destinés aux Autochtones, peu importe leur lieu de résidence (p. ex. Initiative sur le diabète chez les Autochtones), ainsi que des services de counselling, des services de lutte contre les toxicomanies et des services favorisant le mieux-être mental. Une couverture pour certains soins de santé non assurés comme les médicaments, les soins dentaires, les soins de la vue, l'équipement médical et les fournitures médicales, les services d'intervention à court terme en santé mentale en situation de crise et le transport pour raison médicale, sont disponibles pour l'ensemble des Indiens inscrits ou Inuits, reconnus au Canada, sans égard à leur lieu de résidence.

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Résultat stratégique

Protection et promotion de la santé et de la sécurité des Canadiens contre les risques liés aux technologies de procréation assistée.

Description des activités de programme

Délivrance des autorisations et mise en application d'un cadre réglementaire pour les technologies de procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants : délivrer des autorisations pour les activités réglementées et pour les installations utilisées

par des personnes et des organisations qualifiées; évaluer les demandes à la lumière des exigences d'autorisation, ainsi que de considérations scientifiques et éthiques; procéder à des inspections périodiques des cliniques de procréation assistée, des fournisseurs de service ou des activités de recherche pour assurer la conformité; obtenir la participation ou le soutien d'autres organisations reconnues en vue de l'élaboration d'autres moyens de soutien, par exemple, des normes, des lignes directrices et des modèles d'accréditation.

Information sur la santé et gestion des connaissances pour les technologies de procréation assistée

Pour réaliser cet objectif, l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée devra utiliser les moyens suivants : tenir un registre de renseignements personnels sur la santé afin d'intégrer l'information pertinente sur la santé des donneurs, des patients et des enfants nés des techniques de procréation assistée en vue d'avoir un mécanisme de recherche et de retraçage; fournir des rapports permanents sur les activités réglementées de procréation assistée, y compris les taux de réussite des cliniques de procréation assistée et les résultats de recherche, afin de permettre aux utilisateurs de méthodes de procréation assistée de prendre des décisions éclairées; fournir de l'information publique sur les questions de procréation assistée par l'entremise d'un site Web ou tout autre moyen, tel que des brochures.

Instituts de recherche en santé du Canada

Résultat stratégique

La recherche en santé au Canada permet de faire avancer les connaissances dans ce domaine et permet de tenir compte des possibilités et des priorités actuelles.

Description des activités de programme

Recherche ouverte

Permettre de faire de la recherche en santé dans les nouveaux domaines scientifiques et dans toutes les disciplines concernant la santé. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer et lancer des concours, fondés sur des normes d'excellence scientifique acceptées internationalement et un processus d'examen par les pairs, afin de financer des subventions ouvertes à tous les secteurs de la recherche en santé.

Recherche stratégique prioritaire

Permettre de faire de la recherche en santé afin d'étudier les possibilités stratégiques, les menaces et les défis en ce qui concerne la santé de la population canadienne, lesquels sont ressorti lors de consultations avec des partenaires dans le domaine de la santé et correspondent aux priorités du gouvernement. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer et lancer des concours afin de financer des subventions dans des secteurs ciblés et prioritaires.

Résultat stratégique

Milieu de recherche en santé solide et talentueux capable d'entreprendre de la recherche dans le domaine de la santé.

Description des activités de programme

Chercheurs et stagiaires

Renforcer la capacité du milieu de la recherche en santé au Canada en offrant de la formation et des possibilités de perfectionnement à la prochaine génération de chercheurs multidisciplinaires, et en appuyant de façon constante la carrière en recherche de chercheurs chevronnés. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer des concours et des programmes pour financer des bourses salariales et des bourses de formation destinées aux chercheurs et aux stagiaires.

Ressources en recherche et collaboration

Renforcer la capacité du milieu de la recherche en santé en mobilisant les ressources et en appuyant les activités favorisant la recherche. Cela implique ce qui suit : appuyer de grandes équipes de chercheurs dans différentes disciplines pour résoudre certains problèmes de santé des plus complexes qui touchent la population canadienne; participer à des activités de collaboration telles que le réseautage, fournir et maintenir des outils à la fine pointe pour faire de la recherche tels que nouvel équipement, bases de données et autres ressources spécialisées. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer et lancer des concours et des programmes pour financer des subventions qui donneront aux chercheurs de meilleures ressources pour entreprendre leurs travaux de recherche.

Partenariats nationaux et internationaux

Établir de solides partenariats nationaux et internationaux, par l'entremise des 13 instituts des IRSC, afin de faire avancer la recherche stratégique prioritaire et d'accroître le financement et l'expertise pour la recherche. Les partenaires en question sont les responsables des politiques de santé des gouvernements fédéral et provinciaux, le secteur privé et les organismes de santé bénévoles au Canada et à l'étranger. Pour réaliser cet objectif, il faut financer des subventions pour appuyer les activités des instituts et gérer des concours pour financer des travaux de recherche menés en partenariat ainsi que la collaboration de scientifiques canadiens à des travaux de recherche internationaux.

Questions éthiques, juridiques et sociales

Permettre la recherche sur les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la santé et la recherche en santé et l'application des principes éthiques à la recherche en santé. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer des concours pour subventionner la recherche sur les questions éthiques, juridiques et sociales et mener

des consultations pour favoriser le dialogue et une plus grande participation du public.

Résultat stratégique

Les résultats de la recherche en santé sont appliqués et intégrés à la pratique, aux programmes et aux politiques afin d'accroître l'efficacité des produits et des services de santé, de renforcer le système de santé et d'améliorer la santé des Canadiens.

Description des activités de programme

Application des connaissances de la recherche en santé

Favoriser la diffusion et l'échange efficaces des connaissances issues de la recherche en santé et l'application des découvertes afin d'améliorer le système de santé du Canada et la santé de la population. Pour réaliser cet objectif, il faut gérer des concours et des programmes afin de financer des subventions pour que les découvertes issues de la recherche en santé puissent mener à l'amélioration de l'efficacité des pratiques et des politiques actuelles en matière de santé ou à la création de nouvelles pratiques et politiques et pour accroître la capacité du milieu de la recherche canadien en ce qui a trait à l'application des connaissances.

Commercialisation de la recherche en santé

Encourager l'innovation et faciliter la commercialisation de la recherche en santé effectuée au Canada afin de mettre au point de nouveaux produits et services de santé. Pour réaliser ces objectifs, il faut gérer des concours afin de financer des subventions pour appuyer la commercialisation de la recherche en santé, en partenariat avec le secteur privé, et d'accroître la capacité de commercialisation du milieu de la recherche en santé au Canada.

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Résultat stratégique

Des dérogations touchant les secrets commerciaux sont fournies d'une façon qui concile le droit de l'industrie de protéger ses renseignements commerciaux confidentiels et le droit des travailleurs de recevoir de l'information précise sur les dangers liés à la santé et à la sécurité que posent les produits chimiques en milieu de travail.

Description des activités de programme

Processus de demandes de dérogation

Dans le cadre de cette activité, le Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses enregistre les demandes de dérogation provenant d'un fournisseur ou d'un employeur qui souhaite garder confidentiels des renseignements commerciaux, décide de la validité des demandes, juge et emet des décisions sur la conformité de la fiche signalétiques ou de l'étiquettes associée à une demande et gère un processus d'appel propre à ces décisions.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Résultat stratégique

Les médicaments brevetés ne peuvent être vendus au Canada à des prix excessifs, afin de protéger les intérêts de la population canadienne et leur régime de soins de santé. La population canadienne est également tenue informée des tendances de l'industrie pharmaceutique.

Description des activités de programme

Tendances de l'industrie pharmaceutique

Au titre de cette activité de programme, le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) analyse les tendances en matière de prix des produits pharmaceutiques ainsi que les dépenses en recherche-développement effectuées par les détenteurs de brevets pharmaceutiques. Il effectue également des analyses essentielles des tendances des prix des médicaments distribués sous ordonnance, de l'utilisation faite de ces médicaments et des coûts qu'ils occasionnent et collige de l'information sur les prix des médicaments non brevetés distribués sous ordonnance. Dans son rapport annuel au Parlement qu'il soumet par l'intermédiaire du ministre de la Santé et dans différentes études spéciales, le CEPMB fait rapport de l'information qu'il collige, des résultats de ses examens des prix des médicaments et de ses activités d'application de prix non excessifs pour les médicaments brevetés.

Conformité et pratique de prix non excessifs pour les médicaments brevetés

Le CEPMB exerce un contrôle sur les prix des médicaments brevetés vendus par les détenteurs de brevets au Canada pour usage humain ou pour usage vétérinaire aux grossistes, aux hôpitaux, aux pharmacies et autres clients. Au titre de cette activité de programme, le CEPMB passe en revue les prix demandés par les brevetés pour leurs médicaments brevetés en fonction des facteurs d'examen des prix prévus dans la *Loi sur les brevets* afin de s'assurer que ces prix ne sont pas excessifs. Lorsque, à l'issue d'une audience publique, il apparaît que le prix d'un médicament est excessif sur un marché, le Conseil peut rendre une ordonnance obligeant le breveté à réduire le prix de son médicament et à prendre les mesures qui lui sont dictées pour rembourser les recettes excessives qu'il a tirées de la vente de son médicament à des prix excessifs.

Agence de la santé publique du Canada

Résultat stratégique

Canadiens en meilleure santé, réduction des disparités en matière de santé et renforcement des capacités en santé publique.

Description des activités de programme

Promotion de la santé

En collaboration avec ses partenaires, l'Agence de la santé publique du Canada appuie les mesures efficaces de promotion de modes de vies sains, crée des collectivités en santé et traite des principaux déterminants de la santé et des facteurs de risques majeurs des maladies chroniques, et ce, en contribuant au développement des connaissances, en favorisant la collaboration et en améliorant l'échange d'information parmi les secteurs et les administrations.

Prévention et contrôle des maladies chroniques

En collaboration avec les gouvernements et les intervenants régionaux, provinciaux, territoriaux, nationaux et internationaux (y compris les organisations non gouvernementales), l'Agence fournit dans le cadre de ce programme une évaluation de l'état de santé de la population et une surveillance de la santé en ce qui concerne les maladies chroniques à l'échelon national. De plus, elle assure et soutient l'exercice d'un leadership et la prestation d'un savoir-faire en matière d'élaboration et de mise en oeuvre de stratégies pancanadiennes de prévention, de contrôle et de gestion des maladies chroniques. Ce programme est nécessaire, car les maladies chroniques comptent parmi les problèmes de santé les plus courants, les plus évitables et les plus coûteux auxquels font face les Canadiens.

Prévention et contrôle des maladies infectieuses

En ce qui concerne les maladies infectieuses, ce programme permet de faire la promotion d'une meilleure santé auprès des Canadiens par l'entremise d'actions en matière de santé publique, y compris la surveillance et l'épidémiologie, la gestion des risques, l'élaboration de politiques de santé publique ainsi que les programmes de prévention et de soins. Ce programme est nécessaire, car les maladies infectieuses doivent faire l'objet d'une attention et d'efforts nationaux, étant donné leur incidence actuelle et possible sur la santé des Canadiens et sur le système de soins de santé au Canada, et compte tenu de la gravité de la menace que pourraient faire planer les maladies infectieuses nouvelles, existantes ou réémergentes sur la santé et le bien-être socioéconomique des Canadiens.

Mesures et interventions d'urgence

L'Agence constitue un point central national pour prévoir les conséquences qu'entraînent les catastrophes naturelles ou les urgences d'origine humaine pour la santé publique, s'y préparer, intervenir et rétablir la situation. Ce programme applique les dispositions législatives et réglementaires de la *Loi sur la mise en quarantaine*. Travaillant de concert avec Santé Canada, d'autres ministères fédéraux, les provinces et territoires, les organisations internationales et le secteur bénévole, l'Agence exerce un leadership pour l'identification des menaces par la surveillance, l'analyse et la gestion des risques, tout en mettant en oeuvre les priorités en matière de préparation. Ce programme permet de gérer et d'appuyer l'élaboration de plans d'urgence en matière de santé, dont le Plan Canadien de lutte contre la pandémie d'influenza. En outre, il permet d'élaborer et de parrainer une formation en préparation aux situations d'urgence et de coordonner les efforts de lutte contre le terrorisme pour intervenir en cas d'activités terroristes mettant en cause des substances dangereuses. L'Agence fournit des services sociaux et de santé en cas d'urgence et gère la Réserve nationale de secours.

Renforcement des capacités en santé publique

En collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux, l'Agence développe et fournit des outils, des applications, des pratiques, des programmes et une vision qui appuient et renforcent les capacités des praticiens de première ligne de la santé publique partout au Canada. L'Agence facilite et appuie la création de réseaux avec les provinces, les territoires et les autres partenaires et intervenants pour atteindre les objectifs en matière de santé publique. Le travail de l'Agence améliore les pratiques de santé publique, accroît la capacité des ressources humaines au sein des administrations, contribue au développement des connaissances et des systèmes d'information et appuie un système législatif et de politique en matière de santé publique qui évolue au rythme des attentes et des besoins changeants de la population.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	1 661 621 000	…	…	1 661 621 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	45 220 211	…	45 220 211	1a	Virement de 96 033 $ du crédit 10 (Santé) et de 3 500 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agro-alimentaire)				
…	…	19 675 817	…	19 675 817	1b	Virement de 3 984 000 $ du crédit 10 (Santé)				
…	…	71 553 599	…	71 553 599	1c	Virement de 15 000 000 $ du crédit 5 (Santé) et de 2 600 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agro-alimentaire)				
…	…	…	6 100 000	6 100 000		Virement du : crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	…	15 000 000	15 000 000		crédit 5				
…	…	…	4 080 033	4 080 033		crédit 10				
…	…	…	21 164 878	21 164 878		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	38 809 539	38 809 539		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	41 130 057	41 130 057		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	(25 000 000)	(25 000 000)		Virement au : crédit 10				
…	…	…	(25 000)	(25 000)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(144 000)	(144 000)		crédit 25 (Environnement)				
…	…	…	(1 447 951)	(1 447 951)		crédit 30				
…	…	…	(500 000)	(500 000)		crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	…	(2 434 997)	(2 434 997)		crédit 40				
…	…	…	(126 355)	(126 355)		crédit 50 (Conseil du Trésor)				
…	1 661 621 000	136 449 627	96 606 204	1 894 676 831		Total—Crédit 1	1 884 751 886	9 924 945	…	1 823 346 568
…	60 000 000	…	…	60 000 000	5	Dépenses en capital				
…	…	2 000 000	…	2 000 000	5a	Dépenses en capital				
…	…	1	…	1	5b	Virement de 1 008 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	1 008 000	1 008 000		Virement du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	(15 000 000)	(15 000 000)		Virement au crédit 1				
…	60 000 000	2 000 001	(13 992 000)	48 008 001		Total—Crédit 5	40 861 160	7 146 841	…	…
…	1 358 089 000	…	…	1 358 089 000	10	Subventions et contributions				
…	…	8 095 000	…	8 095 000	10a	Virement de 14 000 000 $ du crédit 1 (Santé)				
…	…	7 558 634	…	7 558 634	10c	Virement de 11 000 000 $ du crédit 1 (Santé) et de 322 941 $ du crédit 25 (Santé)				
…	…	…	25 000 000	25 000 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	322 941	322 941		crédit 25				

…	…	…	(4 080 033)	(4 080 033)		Virement au : crédit 1				
						crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(295 192)	(295 192)						
…	…	…	(559 071)	(559 071)		crédit 25				
…	…	…	(330 000)	(330 000)		crédit 45				
…	1 358 089 000	15 653 634	20 058 645	1 393 801 279		Total—Crédit 10	1 389 579 921	4 221 358	…	1 257 937 205
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				
…	110 949 000	…	8 613 332	119 562 332		employés	119 562 332	…	…	112 048 783
					(S)	Ministre de la Santé—Traitement et allocation pour				
…	76 422	…	511	76 933		automobile	76 933	…	…	74 322
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excéden-				
280 546	…	…	375 204	655 750		taires de l'État	75 259	205 287	375 204	98 936
					(S)	Remboursements de montants portés aux revenus				
…	…	…	182 217	182 217		d'exercices antérieurs	182 217	…	…	279 691
…	…	…	122 990 000	122 990 000	(S)	Inforoute Santé du Canada Inc.	122 990 000	…	…	38 740 000
…	…	…	11 479	11 479	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	11 479	…	…	12 859
					(S)	Paiements de transfert à la Commission de la santé				
…	…	…	110 000 000	110 000 000		mentale du Canada	110 000 000	…	…	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	1 053 475 575
280 546	**3 190 735 422**	**154 103 262**	**344 845 592**	**3 689 964 822**		**Total du ministère—Budgétaire**	**3 668 091 187**	**21 498 431**	**375 204**	**4 286 013 939**
						Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				
…	11 783 000	…	…	11 783 000	15	Dépenses du programme				
…	…	…	15 840	15 840		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	641 700	641 700		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	(75 000)	(75 000)		Virement au crédit 25				
…	11 783 000	…	582 540	12 365 540		Total—Crédit 15	4 932 175	7 433 365	…	4 615 743
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des				
…	635 000	…	(277 805)	357 195		employés	357 195	…	…	281 963
…	**12 418 000**	**…**	**304 735**	**12 722 735**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**5 289 370**	**7 433 365**	**…**	**4 897 706**
						Instituts de recherche en santé du Canada				
…	42 891 000	…	…	42 891 000	20	Dépenses de fonctionnement				
…	…	1	…	1	20a	Virement de 50 000 $ du crédit 40 (Santé)				
…	…	258 007	…	258 007	20b	Virement de 54 000 $ du crédit 40 (Santé)				
…	…	4 068 117	…	4 068 117	20c	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	104 000	104 000		Virement du : crédit 40				
…	…	…	978 494	978 494		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 876 407	1 876 407		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	979 550	979 550		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(123 500)	(123 500)		Virement au crédit 55 (Industrie)				
…	42 891 000	4 326 125	3 814 951	51 032 076		Total—Crédit 20	47 238 461	3 793 615	…	42 727 159
…	881 250 000	…	…	881 250 000	25	Subventions				
…	…	1	…	1	25a	Virement de 375 000 $ du crédit 40 (Santé)				
					25b	Virement de 900 000 $ du crédit 45 (Santé), de 559 071 $ du crédit 10 (Santé), de 75 000 $ du crédit 15 (Santé) et de 35 000 $ du crédit 40 (Santé)				
…	…	270 000	…	270 000						
…	…	34 079 000	…	34 079 000	25c	Virement de 450 000 $ du crédit 45 (Santé)				

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	559 071	559 071		Virement du : crédit 10				
…	…	…	75 000	75 000		crédit 15				
…	…	…	410 000	410 000		crédit 40				
…	…	…	1 350 000	1 350 000		crédit 45				
…	…	…	(322 941)	(322 941)		Virement au crédit 10				
…	881 250 000	34 349 001	2 071 130	917 670 131		Total—Crédit 25	916 875 687	794 444	…	926 716 411
…	4 428 000	…	873 176	5 301 176	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 301 176	…	…	4 627 213
…	…	…	22	22	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	…	…	22	…
…	**928 569 000**	**38 675 126**	**6 759 279**	**974 003 405**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**969 415 324**	**4 588 059**	**22**	**974 070 783**
						Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
…	3 097 000	…	…	3 097 000	30	Dépenses du programme				
…	…	1	…	1	30a	Virement de 1 447 951 $ du crédit 1 (Santé)				
…	…	…	1 447 951	1 447 951		Virement du : crédit 1				
…	…	…	80 754	80 754		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	151 200	151 200		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	29 038	29 038		CT, crédit 30 (1)				
…	3 097 000	1	1 708 943	4 805 944		Total—Crédit 30	4 452 352	353 592	…	3 230 763
…	468 000	…	681	468 681	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	468 681	…	…	389 672
…	…	…	199	199	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	199	…	…	…
…	…	…	…	…		Crédits non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	360
…	**3 565 000**	**1**	**1 709 823**	**5 274 824**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**4 921 232**	**353 592**	**…**	**3 620 795**
						Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
…	5 211 000	…	…	5 211 000	35	Dépenses du programme				
…	…	4 700 013	…	4 700 013	35b	Dépenses du programme				
…	…	…	160 769	160 769		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	352 104	352 104		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	70 730	70 730		CT, crédit 30 (1)				
…	5 211 000	4 700 013	583 603	10 494 616		Total—Crédit 35	7 385 173	3 109 443	…	6 722 405

…	631 000	…	33 318	664 318	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	664 318	…	…	709 910
…	…	…	685	685	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	685	…	…	101
…	**5 842 000**	**4 700 013**	**617 606**	**11 159 619**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**8 050 176**	**3 109 443**	**…**	**7 432 416**
						Agence de la santé publique du Canada				
…	360 479 000	…	…	360 479 000	40	Dépenses de fonctionnement				
…	…	4 050 962	…	4 050 962	40a	Virement de 1 665 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	326 536	…	326 536	40b	Virement de 48 600 $ du crédit 1 (Santé) et de 460 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	1	…	1	40c	Virement de 2 386 397 $ du crédit 1 (Santé)				
…	…	…	2 434 997	2 434 997		Virement du : crédit 1				
…	…	…	2 125 000	2 125 000		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	10 069 081	10 069 081		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	21 652 000	21 652 000		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	4 772 779	4 772 779		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(1 225 000)	(1 225 000)		Virement au : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	…	(407 540)	(407 540)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(223 600)	(223 600)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(865 000)	(865 000)		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	(104 000)	(104 000)		crédit 20				
…	…	…	(410 000)	(410 000)		crédit 25				
…	…	…	(70 000)	(70 000)		crédit 35 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(50 000)	(50 000)		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	360 479 000	4 377 499	37 698 717	402 555 216		Total—Crédit 40	371 294 539	31 260 677	…	393 315 025
…	199 617 000	…	…	199 617 000	45	Subventions et contributions				
…	…	3 920 000	…	3 920 000	45a	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	45b	Virement de 330 000 $ du crédit 10 (Santé)				
…	…	…	330 000	330 000		Virement du crédit 10				
…	…	…	(1 350 000)	(1 350 000)		Virement au crédit 25				
…	199 617 000	3 920 001	(1 020 000)	202 517 001		Total—Crédit 45	184 238 058	18 278 943	…	188 644 544
…	30 434 000	…	(3 097 730)	27 336 270	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	27 336 270	…	…	24 907 006
696	…	…	13 832	14 528	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 788	…	10 740	165
696	**590 530 000**	**8 297 500**	**33 594 819**	**632 423 015**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**582 872 655**	**49 539 620**	**10 740**	**606 866 740**
281 242	**4 731 659 422**	**205 775 902**	**387 831 854**	**5 325 548 420**		**Total du portefeuille ministériel—Budgétaire**	**5 238 639 944**	**86 522 510**	**385 966**	**5 882 902 379**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Programmes et services liés à la santé des Premières nations et des Inuits	1 255 611 147	1 250 685 644	10 946 635	10 946 635	1 099 626 076	1 099 626 076	5 450 000	3 453 041	…	…	2 360 733 858	2 357 805 314
Le système de santé au Canada	51 301 929	50 375 802	579 724	416 764	486 633 207	483 136 219	…	…	…	…	538 514 860	533 928 785
Produits de santé	280 214 383	283 903 044	9 146 250	8 332 238	8 742 813	8 323 600	40 969 127	44 657 788	…	…	257 134 319	255 901 094
Hygiène de l'environnement durable	161 122 003	161 122 003	13 169 628	10 669 628	…	…	1 400 000	6 281 859	…	…	172 891 631	165 509 772
Consommation et abus de substances	96 570 131	96 570 131	3 959 873	3 959 873	17 878 966	17 814 394	…	15	…	…	118 408 970	118 344 383
Aliments et nutrition	59 423 466	58 080 466	6 908 750	3 619 654	…	…	1 343 000	…	…	…	64 989 216	61 700 120
Réglementation des pesticides	71 830 422	70 671 585	1 505 000	1 124 227	…	…	6 975 000	7 338 705	…	…	66 360 422	64 457 107
Santé en milieu de travail	65 096 824	59 956 543	557 754	557 754	…	…	14 140 000	8 999 719	…	…	51 514 578	51 514 578
Les affaires internationales de santé	12 197 680	11 951 331	…	…	13 910 217	13 669 632	…	…	…	…	26 107 897	25 620 963
Produits de consommation	28 612 550	28 158 550	1 234 387	1 234 387	…	…	454 000	…	…	…	29 392 937	29 392 937
La procréation assistée au Canada	3 916 134	3 916 134	…	…	…	…	…	…	…	…	3 916 134	3 916 134
Sous-total	2 085 896 669	2 075 391 233	48 008 001	40 861 160	1 626 791 279	1 622 569 921	70 731 127	70 731 127	…	…	3 689 964 822	3 668 091 187
Revenus affectés aux dépenses	(70 731 127)	(70 731 127)	…	…	…	…	(70 731 127)	(70 731 127)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**2 015 165 542**	**2 004 660 106**	**48 008 001**	**40 861 160**	**1 626 791 279**	**1 622 569 921**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 689 964 822**	**3 668 091 187**
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée												
Délivrance des autorisations et mise en application d'un cadre réglementaire pour les technologies de procréation assistée	7 995 600	2 803 196	…	…	…	…	…	…	…	…	7 995 600	2 803 196
Information sur la santé et gestion des connaissances pour les technologies de procréation assistée	4 727 135	2 486 174	…	…	…	…	…	…	…	…	4 727 135	2 486 174
Total de l'organisme—Budgétaire	**12 722 735**	**5 289 370**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**12 722 735**	**5 289 370**
Instituts de recherche en santé du Canada												
Recherche ouverte	27 502 828	26 164 739	…	…	443 400 001	467 701 362	…	…	…	…	470 902 829	493 866 101
Chercheurs et stagiaires	12 387 906	11 085 863	…	…	185 802 000	177 842 184	…	…	…	…	198 189 906	188 928 047
Recherche stratégique prioritaire	7 375 033	6 935 232	…	…	139 812 130	124 705 964	…	…	…	…	147 187 163	131 641 196
Ressources en recherche et collaboration	3 017 723	2 889 680	…	…	49 035 000	55 996 727	…	…	…	…	52 052 723	58 886 407
Application des connaissances de la recherche en santé	2 340 955	2 364 284	…	…	41 240 000	39 110 856	…	…	…	…	43 580 955	41 475 140

Commercialisation de la recherche en santé	1 562 749	1 471 110	…	…	32 134 000	27 036 093	…	…	…	…	33 696 749	28 507 203
Partenariats nationaux et internationaux	1 670 196	1 366 031	…	…	23 728 000	22 291 362	…	…	…	…	25 398 196	23 657 393
Questions éthiques, juridiques et sociales	475 884	262 698	…	…	2 519 000	2 191 139	…	…	…	…	2 994 884	2 453 837
Total de l'organisme—Budgétaire	**56 333 274**	**52 539 637**	**…**	**…**	**917 670 131**	**916 875 687**	**…**	**…**	**…**	**…**	**974 003 405**	**969 415 324**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses												
Processus de demandes de dérogation	5 274 824	4 921 232	…	…	…	…	…	…	…	…	5 274 824	4 921 232
Total de l'organisme—Budgétaire	**5 274 824**	**4 921 232**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 274 824**	**4 921 232**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés												
Conformité et pratique de prix non excessifs pour les médicaments brevetés	7 954 962	5 263 135	…	…	…	…	…	…	…	…	7 954 962	5 263 135
Tendances de l'industrie pharmaceutique	3 204 657	2 787 041	…	…	…	…	…	…	…	…	3 204 657	2 787 041
Total de l'organisme—Budgétaire	**11 159 619**	**8 050 176**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**11 159 619**	**8 050 176**
Agence de la santé publique du Canada												
Prévention et contrôle des maladies infectieuses	242 361 298	229 885 712	…	…	30 990 915	26 185 759	…	…	…	…	273 352 213	256 071 471
Promotion de la santé	73 832 522	64 588 356	…	…	143 568 153	136 238 433	…	…	…	…	217 400 675	200 826 789
Prévention et contrôle des maladies chroniques	45 519 696	42 041 399	…	…	16 897 712	10 893 926	…	…	…	…	62 417 408	52 935 325
Renforcement des capacités en santé publique	33 713 938	31 207 270	…	…	11 060 221	10 919 940	…	…	…	…	44 774 159	42 127 210
Mesures et interventions d'urgence	34 551 715	30 985 015	…	…	…	…	73 155	73 155	…	…	34 478 560	30 911 860
Sous-total	429 979 169	398 707 752	…	…	202 517 001	184 238 058	73 155	73 155	…	…	632 423 015	582 872 655
Revenus affectés aux dépenses	(73 155)	(73 155)	…	…	…	…	(73 155)	(73 155)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**429 906 014**	**398 634 597**	**…**	**…**	**202 517 001**	**184 238 058**	**…**	**…**	**…**	**…**	**632 423 015**	**582 872 655**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**2 530 562 008**	**2 474 095 118**	**48 008 001**	**40 861 160**	**2 746 978 411**	**2 723 683 666**	**…**	**…**	**…**	**…**	**5 325 548 420**	**5 238 639 944**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	81 746 000	…	294	81 746 294	Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé	81 746 294	…	…	51 063 918
…	58 200 000	…	…	58 200 000	Subvention au Partenariat canadien contre le cancer	58 200 000	…	…	28 825 561
…	16 903 967	…	…	16 903 967	Subvention à l'Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé	16 903 966	1	…	17 215 784
…	10 200 000	…	…	10 200 000	Fonds de transport pour raison médicale du Nunavut	10 200 000	…	…	10 200 000
…	10 000 000	…	…	10 000 000	Subvention au Conseil de la santé du Canada	6 188 800	3 811 200	…	6 417 000
…	8 000 000	…	…	8 000 000	Subvention à l'Institut canadien sur la sécurité des patients	8 000 000	…	…	7 631 430
…	7 500 000	…	…	7 500 000	Subvention pour appuyer la Commission de la santé mentale du Canada	7 500 000	…	…	…
…	6 333 333	…	…	6 333 333	Subvention au gouvernement du Yukon pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires et le secrétariat opérationnel	6 333 333	…	…	6 333 334
…	5 000 000	…	…	5 000 000	Subvention à la Société canadienne du sang : recherche et développement sur la sûreté du sang et l'efficacité de l'approvisionnement en sang	5 000 000	…	…	5 000 000
…	4 333 334	…	(1)	4 333 333	Subvention au gouvernement du Nunavut pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333	…	…	4 333 333
…	4 333 333	…	…	4 333 333	Subvention au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest pour le Fonds d'accès aux soins de santé dans les territoires	4 333 333	…	…	4 333 333
…	3 750 000	…	…	3 750 000	Subvention au Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies	3 750 000	…	…	3 750 000
…	3 200 000	…	…	3 200 000	Fonds de transport pour raison médicale des Territoires du Nord-Ouest	3 200 000	…	…	3 200 000
…	2 475 000	(200 000)	268 334	2 543 334	Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	2 138 177	405 157	…	1 744 106
…	1 600 000	…	…	1 600 000	Fonds de transport pour raison médicale du Yukon	1 600 000	…	…	1 600 000
…	1 000 000	…	(685 787)	314 213	Programme de bourses postdoctorales de Santé Canada	314 213	…	…	283 738
…	400 000	…	(400 000)	…	Subvention de recherche sur les produits de santé naturels	…	…	…	…
…	96 033	…	(96 033)	…	Programme de subventions de partenariat entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	…	…	…	96 000
…	5 000	…	…	5 000	Commission internationale de protection contre les radiations	…	5 000	…	…
…	…	…	122 990 000	122 990 000	(S) Subvention au profit de Inforoute Santé du Canada inc. dans le but d'accélérer le développement des télédossiers de santé et l'élaboration de normes communes de télématique dans l'ensemble du Canada, ainsi que de perfectionner les applications de télésanté	122 990 000	…	…	38 740 000

…	…	…	110 000 000	110 000 000	(S) Paiements de transfert à la Commission de la santé mentale du Canada	110 000 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	30 000 000
…	**225 076 000**	**(200 000)**	**232 076 807**	**456 952 807**	**Total—Subventions**	**452 731 449**	**4 221 358**	**…**	**220 767 537**
					Contributions				
…	236 502 522	…	48 633 666	285 136 188	Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	285 136 188	…	…	315 292 270
…	233 853 383	113 997	(20 229 592)	213 737 788	Transfert des services de santé aux Premières nations et aux Inuits	213 737 788	…	…	…
…	191 527 870	5 450 000	(48 388 333)	148 589 537	Contributions pour la gouvernance en santé et soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits	148 589 537	…	…	124 332 284
…	135 444 527	12 200 000	2 346 942	149 991 469	Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits	149 991 469	…	…	148 125 582
…	122 152 934	(327 164)	26 035 950	147 861 720	Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	147 861 720	…	…	92 560 508
…	50 046 000	…	(9 412 217)	40 633 783	Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	40 633 783	…	…	43 441 362
…	46 512 678	9 918 801	9 684 922	66 116 401	Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	66 116 401	…	…	55 716 513
…	26 752 109	(16 597 000)	(8 790 353)	1 364 756	Programme de financement du traitement de la toxicomanie	1 364 756	…	…	…
…	23 000 000	…	4 890 223	27 890 223	Programme de contributions pour améliorer l'accès aux services de santé offerts aux communautés de langue officielle en situation minoritaire	27 890 223	…	…	30 631 554
…	15 759 000	…	(8 328 646)	7 430 354	Contributions à l'appui de la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme	7 430 354	…	…	2 798 917
…	13 304 891	(3 000 000)	(5 471 035)	4 833 856	Fonds des initiatives communautaires de la stratégie antidrogue	4 833 856	…	…	8 665 988
…	10 285 281	8 095 000	5 969 781	24 350 062	Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	24 350 062	…	…	30 892 199
…	8 821 805	…	1 205 515	10 027 320	Contributions au projet pilote de prestations en soins de santé non assurés de Bigstone	10 027 320	…	…	9 459 836
…	7 200 000	…	11 609 628	18 809 628	Contributions au Programme de soutien en santé-résolution des questions des pensionnats indiens	18 809 628	…	…	8 234 909
…	5 000 000	…	5 964	5 005 964	Contribution à l'Organisation pour la promotion de la santé des peuples autochtones	5 005 964	…	…	5 005 460
…	3 600 000	…	(276 400)	3 323 600	Contribution destinée à renforcer le système de don et de transplantation de tissus et d'organes au Canada	3 323 600	…	…	3 600 000
…	2 850 000	…	(81 060)	2 768 940	Programme de contributions pour la santé des femmes	2 768 940	…	…	2 849 982
…	400 000	…	(400 000)	…	Contribution à la recherche sur les produits de santé naturels	…	…	…	…
…	…	…	11 966 883	11 966 883	Contribution établie versée à l'Organisation panaméricaine de la santé	11 966 883	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	224 302 303
…	**1 133 013 000**	**15 853 634**	**20 971 838**	**1 169 838 472**	**Total—Contributions**	**1 169 838 472**	**…**	**…**	**1 105 909 667**
…	**1 358 089 000**	**15 653 634**	**253 048 645**	**1 626 791 279**	**Total du ministère**	**1 622 569 921**	**4 221 358**	**…**	**1 326 677 204**
					Instituts de recherche en santé du Canada				
					Subventions				
…	849 370 000	27 900 001	2 071 130	879 341 131	Subventions aux projets de recherche et le soutien du personnel	878 941 686	399 445	…	826 303 977
…	18 880 000	270 000	…	19 150 000	Bourses d'études supérieures du Canada	18 755 001	394 999	…	13 900 084
…	13 000 000	…	…	13 000 000	Subventions aux instituts	13 000 000	…	…	13 000 000

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	…	4 442 000	…	4 442 000	Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	4 442 000	…	…	73 512 350
…	…	1 737 000	…	1 737 000	Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	1 737 000	…	…	…
…	**881 250 000**	**34 349 001**	**2 071 130**	**917 670 131**	**Total de l'organisme**	**916 875 687**	**794 444**	**…**	**926 716 411**
					Agence de la santé publique du Canada				
					Subventions				
…	22 170 000	…	(10 753 272)	11 416 728	Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	2 729 133	8 687 595	…	9 340 549
…	6 565 000	…	(6 094 710)	470 290	Subventions à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	355 699	114 591	…	941 355
…	3 000 000	…	…	3 000 000	Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3 000 000	…	…	3 000 000
…	1 094 000	…	(984 070)	109 930	Subventions à des étudiants diplômés et à des étudiants au niveau post-doctoral dans le secteur de la santé publique et à des départements universitaires liés à la médecine communautaire et à la santé publique	89 283	20 647	…	…
…	325 000	…	(188 000)	137 000	Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	…	137 000	…	3 338 487
…	…	3 000 000	…	3 000 000	Subvention à la Fondation canadienne MedicAlert	3 000 000	…	…	2 000 000
…	**33 154 000**	**3 000 000**	**(18 020 052)**	**18 133 948**	**Total—Subventions**	**9 174 115**	**8 959 833**	**…**	**18 620 391**
					Contributions				
…	75 088 000	…	7 268 915	82 356 915	Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	82 248 233	108 682	…	82 534 278
…	44 907 000	920 001	(2 912 833)	42 914 168	Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	35 875 215	7 038 953	…	33 218 117
…	26 651 000	…	5 356 819	32 007 819	Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	31 256 159	751 660	…	30 570 272

…	16 439 000	…	6 249 860	22 688 860	Contribution à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	21 366 511	1 322 349	…	19 457 973
…	2 197 000	…	(7 000)	2 190 000	Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	2 092 534	97 466	…	2 172 000
…	1 056 000	…	1 055 291	2 111 291	Contributions à des universités et à des organisations de santé publique pour la création de produits et d'outils de perfectionnement de la main d'œuvre en santé publique	2 111 291	…	…	2 071 513
…	125 000	…	(11 000)	114 000	Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	114 000	…	…	…
…	**166 463 000**	**920 001**	**17 000 052**	**184 383 053**	**Total—Contributions**	**175 063 943**	**9 319 110**	**…**	**170 024 153**
…	**199 617 000**	**3 920 001**	**(1 020 000)**	**202 517 001**	**Total de l'organisme**	**184 238 058**	**18 278 943**	**…**	**188 644 544**
…	**2 438 956 000**	**53 922 636**	**254 099 775**	**2 746 978 411**	**Total du portefeuille ministériel**	**2 723 683 666**	**23 294 745**	**…**	**2 442 038 159**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Programmes et services liés à la santé des Premières nations et des Inuits	5 450 000	3 453 041	…
Produits de santé	40 969 127	44 657 788	…
Hygiène de l'environnement durable	1 400 000	6 281 859	…
Consommation et abus de substances	…	15	…
Aliments et nutrition	1 343 000	…	…
Réglementation des pesticides	6 975 000	7 338 705	…
Santé en milieu de travail	14 140 000	8 999 719	…
Produits de consommation	454 000	…	…
Santé des Premières nations et des Inuits	…	…	4 114 528
Santé environnementale et sécurité des consommateurs	…	…	14 716 049
Produits de santé et aliments	…	…	40 740 596
Règlement sur les produits antiparasitaires	…	…	8 165 055
Total du ministère—Budgétaire	**70 731 127**	**70 731 127**	**67 736 228**
Agence de la santé publique du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Mesures et interventions d'urgence	73 155	73 155	45 057
Total de l'organisme—Budgétaire	**73 155**	**73 155**	**45 057**
Total du portefeuille ministériel—Budgétaire	**70 804 282**	**70 804 282**	**67 781 285**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	3 470 096	3 034 227
Recouvrements des paiements de transfert	27 891 967	14 483 262
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	16 398 532	14 500 013
	47 760 595	32 017 502
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Pouvoir de vendre de la drogue	4 589 998	4 246 990
Revenus provenant de la vente de médicaments	7 828 865	6 398 100
Matériel médical	5 319 048	5 509 996
Réglementation de la lutte antiparasitaire—Entretien	4 523 960	3 645 894
Maintien des droits d'auteur	17 775	20 193
Divers	2 353 805	2 867 410
	24 633 451	*22 688 583*
Location et utilisation de biens publics	*353 725*	*401 345*
Services de nature réglementaire—		
Revenus provenant de la vente de médicaments	21 024 067	20 230 203
Réglementation de la lutte antiparasitaire	3 054 056	4 375 507
Divers	4 073 382	4 168 483
	28 151 505	*28 774 193*
Services de nature non réglementaire—		
Services d'hospitalisation	2 706 275	3 444 804
Services de santé	1 280 862	1 233 036
Service de dosimétrie	4 443 331	4 829 853
Programme d'aide aux employés	7 614 903	7 094 003
Revenus d'inspection	621 054	511 528
Revenus provenant de la vente de médicaments	848 539	741 269
Divers	2 634 958	2 406 230
	20 149 922	*20 260 723*
Ventes de biens et de produits d'information	*1 312 857*	*936 151*
Autres frais et droits—		
Revenus provenant d'amendes	2 736 914	3 238 164
Intérêts sur débiteurs en souffrance	582 857	736 912
Autres frais et droits	769 802	622 518
Divers	4 315 024	5 845 029
	8 404 597	*10 442 623*
	83 006 057	83 503 618
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	375 204	280 546
Revenus divers	75 387	373 243
Total du ministère	**131 217 243**	**116 174 909**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	10 222	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	25 771	…
	35 993	…
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	10	…
Total de l'organisme	**36 003**	**…**
Instituts de recherche en santé du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de bourses d'exercices antérieurs	2 900 898	3 086 928
Recouvrements de services à des tiers d'exercices antérieurs	85 191	8 512
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	112 471	210 544
	3 098 560	3 305 984
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	22	…
Revenus divers	45	70
Total de l'organisme	**3 098 627**	**3 306 054**
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	…	2 942
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	38 415	240
	38 415	3 182
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	578 194	502 400
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	199	…
Total de l'organisme	**616 808**	**505 582**
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	2 205	3 568
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	17 390	12 076
	19 595	15 644
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	24 759 362	10 566 528
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	685	101
Total de l'organisme	**24 779 642**	**10 582 273**
Agence de la santé publique du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements des achats de biens et de services	751 193	527 185
Recouvrements des paiements de transfert	1 763 667	2 050 723
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	9 215 825	15 305 902
	11 730 685	17 883 810
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Maintien des droits d'auteur	*18 066*	*29 094*
Services de nature non réglementaire—		
Trousses de premiers soins	72 999	44 777
Autres services de nature non réglementaire	37 253	108 170
	110 252	*152 947*
Autres frais et droits—		
Intérêts provenant de comptes débiteurs échus	*14 001*	*9 467*
	142 319	191 508
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	13 832	861
Revenus divers—		
Divers	120 375	324 409
Total de l'organisme	**12 007 211**	**18 400 588**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	62 683 843	53 226 122
Ventes de biens et de services	108 485 942	94 764 054
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	389 942	281 508
Revenus divers	195 807	697 722
Total du portefeuille ministériel	**171 755 534**	**148 969 406**

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 25

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Sécurité publique et Protection civile

Ministère

Agence des services frontaliers du Canada

Service canadien du renseignement de sécurité

Service correctionnel

Commission nationale des libérations conditionnelles

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Gendarmerie royale du Canada

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	25.2
Sommaire du portefeuille ministériel	25.7
Activités de programme	25.13
Paiements de transfert	25.16
Détail des montants disponibles pour être dépensés	25.19
Revenus	25.19

Ministère

Résultat stratégique

Un Canada sécuritaire et résilient.

Description des activités de programme

Sécurité nationale

Cette activité de programme sert à élaborer et à coordonner des politiques visant à définir et à renforcer les objectifs du Canada en matière de sécurité nationale. Elle vise à améliorer la sécurité nationale, de façon à protéger et à respecter les droits de la personne. Ces efforts sont déployés conjointement avec les principaux partenaires fédéraux, nationaux et internationaux.

Gestion des mesures d'urgence

La gestion des mesures d'urgence permet de tenir compte de tous les risques (naturels, technologiques et attribuables à l'humain) au moyen d'un système intégré de gestion des urgences, de dispositions législatives et de stratégies nationales ainsi que de formations et de normes pour protéger le Canada et les Canadiens. Cette activité de programme vise à coordonner et à mettre en oeuvre efficacement les politiques et les programmes en fonction des quatre piliers de la gestion des mesures d'urgence (la prévention/l'atténuation, la préparation, l'intervention et le rétablissement) grâce à l'établissement d'étroites relations avec des homologues internationaux, les ministères fédéraux, les provinces, les territoires, les premiers intervenants et l'industrie.

Application de la loi

Cette activité de programme permet aux responsables de l'application de la loi au Canada d'assurer un leadership, afin qu'ils puissent lutter stratégiquement contre la criminalité et maintenir l'ordre public sur la scène internationale comme au pays. Ainsi, grâce à l'élaboration des politiques nécessaires visant à faire face aux menaces en constante évolution, les responsables pourront maintenir l'ordre public et assurer la sécurité. De plus, les services policiers provinciaux sur les réserves ont été renforcés grâce au financement de services de police dédiés aux réserves.

Régime correctionnel

Cette activité de programme vise l'élaboration de dispositions législatives et de politiques régissant les services correctionnels, la mise en liberté sous condition et les questions de justice pénale connexes. Elle traite également de l'élaboration et de la mise en oeuvre d'approches novatrices relativement à la justice communautaire, et permet de mettre des spécialistes de la recherche et des ressources à la disposition du milieu correctionnel et du grand public.

Prévention du crime

L'activité de programme portant sur la prévention du crime comprend le financement d'une vaste gamme d'activités visant à réduire le risque de criminalité partout au Canada. Cette activité de programme se fait en étroite collaboration avec des partenaires dans les provinces et les territoires afin d'établir des programmes qui sont adaptés aux régions et aux collectivités. Elle permet d'offrir des outils, des connaissances et du soutien aux collectivités pour mettre en oeuvre des programmes de prévention à l'échelle locale.

Gestion frontalière

Cette activité de programme concerne le leadership en matière de politiques fédérales et la coordination de ces politiques portant sur diverses questions liées à la gestion des frontières, comme les douanes et l'immigation ainsi que la collaboration transfrontalière en matière d'application de la loi afin que les objectifs en matière de sécurité soient atteints de façon à faciliter le commerce et les déplacements. Cette activité contribue également à une gestion efficace des questions frontalières entre le Canada et les États-Unis.

Interopérabilité

Cette activité de programme vise à mettre en oeuvre un plan pour s'attaquer aux obstacles à l'échange de renseignements et aux défis technologiques connexes, permettant ainsi d'améliorer le partage d'information entre les ministères et les organismes fédéraux qui ont une responsabilité sur le plan de la sécurité publique. L'objectif consiste à maximiser les possiblités d'échanger des renseignements avec les autres organismes et à minimiser les risques pour les citoyens, tout en respectant les droits à la protection des renseignements personnels.

Agence des services frontaliers du Canada

Résultat stratégique

Une gestion des frontières contribuant à la sécurité du Canada et facilitant la circulation des personnes et des marchandises.

Description des activités de programme

Accès

Assurer la circulation légitime des personnes et des marchandises tout en favorisant l'observation des lois et des règlements à la frontière.

Sécurité

Assurer la sécurité des Canadiens dans le cadre du programme de sécurité du gouvernement et grâce à une gestion efficace et efficiente de la frontière.

Innovation fondée sur les sciences et la technologie

Utiliser la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada en matière de sciences et de technologie

pour moderniser la gestion de la frontière et accroître l'efficacité et l'efficience des opérations frontalières.

Service canadien du renseignement de sécurité

Résultat stratégique

Fournir des renseignements de sécurité au gouvernement du Canada.

Description des activités de programme

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces et fournit des évaluations de la sécurité.

Service correctionnel

Résultat stratégique

La détention, les interventions correctionnelles et la supervision des délinquants, dans la collectivité et dans les établissements, contribuent à la sécurité publique.

Description des activités de programme

Garde

Cette activité de programme permet de veiller à ce que les délinquants soient détenus de manière raisonnable, sûre, sécuritaire et humaine pendant qu'ils purgent leur peine. Elle répond à la plupart des besoins quotidiens des détenus, y compris toute une gamme d'activités en matière de santé et de sécurité, ainsi qu'aux besoins essentiels comme l'alimentation, les vêtements, les services de santé mentale et les soins de santé. Elle comprend en outre des mesures de sécurité au sein des établissements, comme la répression des drogues, et des pratiques de contrôle raisonnables visant à prévenir les incidents.

Interventions correctionnelles

Cette activité de programme, exercée tant dans les établissements que dans la collectivité, a pour but d'aider les délinquants à améliorer leur comportement et à réussir leur réinsertion sociale. Elle vise à répondre aux problèmes qui sont directement associés au comportement criminel des délinquants et qui les empêchent de devenir des citoyens respectueux des lois.

Surveillance dans la collectivité

Le programme de surveillance dans la collectivité vise à assurer la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants admissibles dans les collectivités en leur offrant de l'hébergement et des services de santé, au besoin, de même qu'en les plaçant sous la surveillance du personnel pendant la durée de leur peine. Ce programme a pour objectif de faciliter la réinsertion sociale des délinquants dans la collectivité en tant que citoyens respectueux des lois tout en maintenant un certain niveau de surveillance afin de contribuer à la sécurité du public.

CORCAN (OSS)

Cet organisme de service spécial constitue une activité essentielle du programme de réadaptation qui aide à assurer la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants sous responsabilité fédérale en leur fournissant une formation liée à l'emploi et en leur permettant d'acquérir des compétences en matière d'employabilité, à l'appui de la politique sociale du gouvernement du Canada. Grâce à cette activité de programme, les délinquants acquièrent l'expérience de travail et les compétences dont ils ont besoin pour devenir des citoyens productifs lorsqu'ils retournent dans la collectivité.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Résultat stratégique

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition et à la réhabilitation, et processus décisionnels visant à protéger les collectivités canadiennes.

Description des activités de programme

Décisions relatives à la mise en liberté sous condition

Cette activité de programme vise à protéger la population au moyen de la prise de décisions judicieuses sur le caractère opportun de la mise en liberté et sur les conditions à imposer aux délinquants qui retournent dans la collectivité. Dans le cadre de cette activité de programme, la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) fournit, dans les délais nécessaires, des renseignements exacts aux fins des décisions devant être rendues par les commissaires, et élabore des programmes de formation et des politiques constituant des outils essentiels pour une juste évaluation du risque et pour la prise de décisions de qualité. L'efficacité du processus décisionnel est mesurée par le suivi des résultats des délinquants mis en liberté conditionnelle.

Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition

Cette activité de programme a pour objet de veiller à ce que la CNLC mène ses opérations en toute transparence et d'une manière responsable, en conformité avec les dispositions de la *Loi sur le*

système correctionnel et la mise en liberté sous condition. Cette activité de programme comprend donc la communication d'informations aux victimes d'actes criminels, la prestation d'aide aux personnes qui doivent assister aux audiences à titre d'observateurs, le traitement des demandes d'accès au registre des décisions de la CNLC, la diffusion d'information au public, la promotion de la participation des citoyens, la conduite d'enquêtes portant sur des incidents tragiques survenus dans la collectivité, de même que la surveillance du rendement du processus décisionnel touchant la mise en liberté sous condition et l'établissement de rapports à cet égard. Les résultats de cette activité de programme sont évalués au moyen du suivi des délais dans lesquels les informations sont transmises à leur destinataires et par la conduite de sondages auprès des personnes qui obtiennent de l'information et de l'assistance de la CNLC.

Décisions relatives à la réhabilitation et recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence

Cette activité de programme sert à appuyer la réhabilitation et la réinsertion sociale au moyen de décisions judicieuses touchant la réhabilitation et de recommandations pertinentes en matière de clémence. Pour arriver à des décisions et des recommandations de qualité, la CNLC examine les demandes afin d'évaluer l'admissibilité des demandeurs et de vérifier que tous les renseignements y figurent, elle réunit l'information nécessaire pour la prise de décisions et elle élabore des politiques régissant l'application des processus décisionnels. Les résultats de cette activité de programme sont mesurés par l'examen continu du temps moyen requis pour mener à bien le traitement des demandes de réhabilitation, de même que des taux de révocation de la réhabilitation.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Résultat stratégique

Les problèmes des délinquants au sein du système correctionnel fédéral sont identifiés et résolus au moment opportun et de façon raisonnable.

Description des activités de programme

Surveillance des opérations correctionnelles

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel (BEC) mène des enquêtes sur les plaintes déposées par les détenus concernant des agissements, des omissions, des décisions et des recommandations de Service correctionnel du Canada (SCC). Il a également la responsabilité d'examiner les politiques et les procédures applicables aux secteurs faisant l'objet de plaintes et de formuler des recommandations, de veiller à ce que les sujets de plaintes systémiques soient recensés et fassent l'objet des mesures appropriées et de revoir toutes les enquêtes effectuées par le SCC en application de l'article 19 en cas de décès ou de blessure grave d'un détenu.

Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Services de police fédérale de qualité.

Description des activités de programme

Opérations fédérales et internationales

Les services de police fédérale offrent des services de protection, d'enquête, d'application de la loi et de police au gouvernement fédéral, à ses ministères et organismes et aux Canadiens.

Services de police de protection

Les services de police de protection dirigent la planification, la mise en œuvre, la gestion et le suivi du Programme national de protection de la sécurité de la Gendarmerie royale du Canada, incluant la protection des dignitaires, la sécurité lors d'événements majeurs et d'initiatives spéciales, dont les sommets à caractère international dirigés par le Premier ministre.

Résultat stratégique

Services de police contractuels de qualité.

Description des activités de programme

Services de police communautaires, contractuels et autochtones

Ces services contribuent à assurer la sécurité des foyers et des communautés en offrant des services de police à diverses communautés dans huit provinces (exception faite du Québec et de l'Ontario) et dans trois territoires, par le truchement d'ententes de partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales et autochtones.

Résultat stratégique

Services de soutien de qualité aux services de police.

Description des activités de programme

Opérations relatives aux renseignements criminels

Un programme national de gestion des informations et des renseignements pour dépister et prévenir les actes criminels de groupes organisés, de nature grave ou qui menacent la sécurité nationale au Canada ou à l'étranger et qui ont une incidence sur le Canada.

Opérations relatives à la police technique

Établissement de politiques et prestation de conseils et de services de gestion afin de prévoir, de rechercher, de créer et d'assurer la disponibilité d'outils techniques et de connaissances spécialisées grâce auxquels les membres sur le terrain et les partenaires peuvent mieux exécuter leur devoir, soit prévenir et enquêter sur les actes criminels et appliquer la loi, assurer la protection contre le terrorisme et exercer leurs fonctions dans un milieu sûr et sécuritaire.

Services de soutien aux services de police

Les services de soutien appuient la GRC dans son rôle en tant que corps de police.

Services de police nationaux

Ces services contribuent à la sécurité des foyers et des communautés, pour les canadiens, par l'acquisition, l'analyse, la répartition et l'entreposage d'applications scientifiques et technologiques qui sont mises à la disposition de tous les organismes canadiens accrédités d'application de la loi.

Résultat stratégique

Paiements applicables à toutes les activités.

Description des activités de programme

Pensions aux termes de la Loi sur la continuation des pensions de la GRC

Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*.

Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions

Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.

Plan de prestation des survivants

Cette activité de programme prévoit des prestations pour les survivants des membres qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions ou à la suite d'un incident lié au travail. Ces avantages sont semblables à ceux offerts aux fonctionnaires en général selon les dispositions de la *Loi sur l'indemnisation des employés du gouvernement du Canada* de laquelle les membres de la GRC sont exclus.

Résultat stratégique

Programme d'armes à feu de qualité et appuyé - Les risques à la sécurité publique provenant des armes à feu au Canada et aux communautés internationales sont amoindris.

Description des activités de programme

Enregistrement des armes à feu

Toutes activités reliées au traitement d'enregistrement d'armes à feu et de toutes applications de transfert, y compris l'enregistrement sur l'importation; appui aux agences publiques et aux organismes d'exécution de la loi.

Délivrance de permis des armes à feu et infrastructure de soutien

L'exécution d'activités relatives à la délivrance de permis à l'aide des activités des contrôleurs des armes à feu fédéraux (CAF), des ententes avec les autres ministères fédéraux et la gestion des rôles et des rapports des CAF provinciaux; les activités du Bureau central de traitement et du centre d'appels 1 800; l'entretien et l'analyse des données relatives au rendement du Programme, et la gestion de l'infrastructure technologique de l'information du Programme et de son interface avec d'autres bases de données; et appui aux agences publiques et aux organismes d'exécution de la loi.

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada cherche à exercer une influence positive sur la façon dont les questions relatives aux relations de travail sont réglées au sein de la Gendarmerie royale du Canada.

Description des activités de programme

Examen des cas indépendant et impartial

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada (le « Comité ») peut statuer sur des questions soumises au Comité par la Gendarmerie royale du Canada (GRC), soit en se fondant sur les documents versés au dossier, soit à la suite d'une audience. Dans l'exécution de son travail d'examen, le Comité tente de formuler en temps voulu des recommandations de qualité et d'assurer un équilibre entre les intérêts tout aussi complexes que variés pour veiller à ce que les principes du droit administratif et du travail et les recours prévus par la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada* soient respectés. Dans chaque cas, il doit tenir compte de l'intérêt public et assurer le respect du droit des membres de la GRC à un traitement équitable et juste.

Activités de communications et diffusion des renseignements

Le Comité veille à ce que ses conclusions et recommandations applicables à chaque cas soient expliquées clairement aux parties en cause et au commissaire de la GRC. Les résumés de ces conclusions et ces recommandations, ainsi que les articles d'intérêt sur le rôle du Comité, les principes de droit pertinents et les renseignements sur des questions

connexes sont largement distribués. Les outils de communication et de diffusion comprennent une publication trimestrielle (Communiqué), qui renferme les derniers résumés de cas, les mises à jour et les principes du droit; un site Web, qui contient les publications et les résumés de cas; le rapport annuel et d'autres documents respectant l'obligation gouvernementale de rendre des comptes; ainsi que des présentations, des réunions, de la formation et d'autres activités de communication.

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Résultat stratégique

Les membres de la GRC doivent rendre compte publiquement de leur conduite dans l'exercice de leurs fonctions.

Description des activités de programme

Examen civil de la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions

La Commission examine les plaintes du public en ce qui concerne la conduite des membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions. Si le plaignant n'est pas satisfait des conclusions de la GRC concernant sa plainte, il peut demander à la Commission d'effectuer un examen de la plainte. Dans le cadre d'un tel examen, la Commission peut convoquer des audiences et mener des enquêtes, à la suite de quoi elle énonce des conclusions et formule des recommandations à l'intention du commissaire de la GRC et du ministre de la Sécurité publique.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	121 588 000	…	…	121 588 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	4 056 246	…	4 056 246	1a	Virement de 500 000 $ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 275 000 $ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	17 803 737	…	17 803 737	1b	Virement de 1 837 500 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	275 000	275 000		Virement du : crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire)				
…	…	…	500 000	500 000		crédit 5				
…	…	…	1 837 500	1 837 500		crédit 50				
…	…	…	5 345 049	5 345 049		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	5 771 600	5 771 600		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	2 155 540	2 155 540		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(297 700)	(297 700)		Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(234 000)	(234 000)		crédit 10				
…	…	…	(220 000)	(220 000)		crédit 50				
…	121 588 000	21 859 983	15 132 989	158 580 972		Total—Crédit 1	141 728 514	16 852 458	…	150 977 265
…	281 315 144	…	…	281 315 144	5	Subventions et contributions				
…	…	1 131 600	…	1 131 600	5a	Subventions et contributions				
…	…	9 528 968	…	9 528 968	5b	Virement de 50 000 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	50 000	50 000		Virement du crédit 50				
…	…	…	(500 000)	(500 000)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(100 000)	(100 000)		crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(39 761 069)	(39 761 069)		crédit 50				
…	281 315 144	10 660 568	(40 311 069)	251 664 643		Total—Crédit 5	237 454 254	14 210 389	…	177 333 433
…	12 003 000	…	568 778	12 571 778	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 571 778	…	…	11 520 865
…	76 422	…	100	76 522	(S)	Ministre de la Sécurité publique—Traitement et allocation pour automobile	76 522	…	…	74 322
…	**414 982 566**	**32 520 551**	**(24 609 202)**	**422 893 915**		**Total du ministère—Budgétaire**	**391 831 068**	**31 062 847**	**…**	**339 905 885**
						Agence des services frontaliers du Canada				
165 816 053	1 300 600 000	…	…	1 466 416 053	10	Dépenses de fonctionnement et contributions				
…	…	11 802 913	…	11 802 913	10a	Dépenses de fonctionnement et contributions				
…	…	1	…	1	10b	Virement de 234 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile)				

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	234 000	234 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	37 990	37 990		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	82 857 320	82 857 320		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	23 463 393	23 463 393		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(243 580)	(243 580)		Virement au : crédit 1 (Citoyenneté et Immigration)				
…	…	…	(2 908 300)	(2 908 300)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(941 000)	(941 000)		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	(1 094 400)	(1 094 400)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
165 816 053	1 300 600 000	11 802 914	101 405 423	1 579 624 390		Total—Crédit 10	1 433 100 449	…	146 523 941	1 263 344 729
64 461 225	50 910 000	…	…	115 371 225	15	Dépenses en capital				
…	…	103 600	…	103 600	15a	Dépenses en capital				
…	…	30 000	…	30 000	15b	Dépenses en capital				
64 461 225	50 910 000	133 600	…	115 504 825		Total—Crédit 15	52 999 974	…	62 504 851	34 902 950
…	143 632 000	…	17 600 901	161 232 901	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	161 232 901	…	…	149 790 773
120 330	…	…	275 447	395 777	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	246 222	…	149 555	141 208
…	…	…	41 765	41 765	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	41 765	…	…	519 303
…	…	…	4 020	4 020	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	4 020	…	…	8 153
…	…	…	10 723	10 723	(S)	Montants adjugés par une cour	10 723	…	…	…
230 397 608	**1 495 142 000**	**11 936 514**	**119 338 279**	**1 856 814 401**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 647 636 054**	**…**	**209 178 347**	**1 448 707 116**
						Service canadien du renseignement de sécurité				
…	388 494 000	…	…	388 494 000	20	Dépenses de fonctionnement				
…	…	3 532 960	…	3 532 960	20a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	3 730 544	…	3 730 544	20b	Virement de 151 000 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 52 600 $ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	1	…	1	20c	Virement de 80 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	52 600	52 600		Virement du : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	231 000	231 000		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	4 737 925	4 737 925		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	909 827	909 827		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	15 552 050	15 552 050		CT, crédit 25 [1]				

						Virement au : crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(2 435 000)	(2 435 000)		crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(265 000)	(265 000)						
…	388 494 000	7 263 505	18 783 402	414 540 907		Total—Crédit 20	390 914 198	23 626 709	…	355 662 405
…	20 854 000	…	…	20 854 000	25	Dépenses en capital	2 648 332	18 205 668	…	…
…	40 376 000	…	(4 066 422)	36 309 578	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 309 578	…	…	33 746 454
24 905	…	…	2 128 319	2 153 224	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	646 374	…	1 506 850	630 847
24 905	**449 724 000**	**7 263 505**	**16 845 299**	**473 857 709**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**430 518 482**	**41 832 377**	**1 506 850**	**390 039 706**
						Service correctionnel				
…	1 717 093 000	…	…	1 717 093 000	30	Dépenses de fonctionnement et subventions et contributions				
…	…	12 473 257	…	12 473 257	30b	Dépenses de fonctionnement et subventions et contributions				
…	…	…	1 774 746	1 774 746		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	48 752 125	48 752 125		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	76 384 350	76 384 350		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	28 721 408	28 721 408		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(315 000)	(315 000)		Virement au crédit 40				
…	1 717 093 000	12 473 257	155 317 629	1 884 883 886		Total—Crédit 30	1 827 753 689	57 130 197	…	1 645 800 763
…	263 576 000	…	…	263 576 000	35	Dépenses en capital				
…	…	7 685 000	…	7 685 000	35a	Dépenses en capital				
…	263 576 000	7 685 000	…	271 261 000		Total—Crédit 35	197 992 072	73 268 928	…	140 641 063
…	193 526 000	…	2 051 869	195 577 869	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195 577 869	…	…	181 171 906
18 177 017	…	…	…	18 177 017	(S)	Fonds renouvelable CORCAN	8 474 593	…	9 702 424	(4 544 879)
1 005 253	…	…	601 812	1 607 065	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	1 507 492	…	99 573	866 496
19 182 270	2 174 195 000	20 158 257	157 971 310	2 371 506 837		Total budgétaire	2 231 305 715	130 399 125	9 801 997	1 963 935 349
46 362	…	…	…	46 362	L14b	Prêts à des personnes sous surveillance obligatoire et aux libérés conditionnels en vertu du Compte des prêts aux libérés conditionnels, *Loi n° 3 de 1982-1983 portant affectation de crédits*. Limite 50 000 $ (Net)	(1 170)	…	47 532	(70)
						Total de l'organisme—				
19 182 270	**2 174 195 000**	**20 158 257**	**157 971 310**	**2 371 506 837**		**Budgétaire**	**2 231 305 715**	**130 399 125**	**9 801 997**	**1 963 935 349**
46 362	**…**	**…**	**…**	**46 362**		**Non budgétaire**	**(1 170)**	**…**	**47 532**	**(70)**
						Commission nationale des libérations conditionnelles				
…	40 800 000	…	…	40 800 000	40	Dépenses du programme				
…	…	1 006 944	…	1 006 944	40b	Virement de 315 000 $ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile)				

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	…	…	315 000	315 000		Virement du : crédit 30				
…	…	…	2 666 967	2 666 967		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 886 890	1 886 890		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	1 246 066	1 246 066		CT, crédit 30 [1]				
…	40 800 000	1 006 944	6 114 923	47 921 867		Total—Crédit 40	43 114 821	4 807 046	…	38 306 049
…	5 111 000	…	289 756	5 400 756	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 400 756	…	…	5 118 244
2 827	…	…	29 010	31 837	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	18 002	…	13 835	5 367
2 827	**45 911 000**	**1 006 944**	**6 433 689**	**53 354 460**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**48 533 579**	**4 807 046**	**13 835**	**43 429 660**
						Bureau de l'enquêteur correctionnel				
…	3 341 000	…	…	3 341 000	45	Dépenses du programme				
…	…	…	60 269	60 269		Virement du : CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	21 536	21 536		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	138 650	138 650		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	194 529	194 529		CT, crédit 30 [1]				
…	3 341 000	…	414 984	3 755 984		Total—Crédit 45	3 058 200	697 784	…	2 753 836
…	452 000	…	21 419	473 419	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	473 419	…	…	368 364
…	**3 793 000**	**…**	**436 403**	**4 229 403**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**3 531 619**	**697 784**	**…**	**3 122 200**
						Gendarmerie royale du Canada				
…	1 840 815 000	…	…	1 840 815 000	50	Dépenses de fonctionnement				
…	…	36 548 515	…	36 548 515	50b	Virement de 220 000 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile 39 761 069 $ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 88 481 $ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 $ du crédit 40 (Santé)				
…	…	5 726 362	…	5 726 362	50c	Virement de 17 824 560 $ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 $ du crédit 1 (Conseil privé)				
…	…	…	39 981 069	39 981 069		Virement du : crédit 1				
…	…	…	10 000	10 000		crédit 5 (Conseil privé)				
…	…	…	88 481	88 481		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	50 000	50 000		crédit 40 (Santé)				
…	…	…	17 824 560	17 824 560		crédit 55				

…	…	…	2 177 769	2 177 769		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	24 891 316	24 891 316		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	150 028 900	150 028 900		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	63 431 529	63 431 529		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(1 837 500)	(1 837 500)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(58 900)	(58 900)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(680 000)	(680 000)		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	(201 451)	(201 451)		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
…	…	…	(2 883 523)	(2 883 523)		crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	(50 000)	(50 000)		crédit 5				
…	…	…	(66 000)	(66 000)		crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	(1 801 500)	(1 801 500)		crédit 60				
…	1 840 815 000	42 274 877	290 904 750	2 173 994 627		Total—Crédit 50	2 101 757 967	72 236 660	…	1 769 949 294
…	328 965 000	…	…	328 965 000	55	Dépenses en capital				
…	…	78 005 718	…	78 005 718	55b	Virement de 1 641 000 $ du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	1 641 000	1 641 000		Virement du crédit 5 (Défense nationale)				
…	…	…	(17 824 560)	(17 824 560)		Virement au crédit 50				
…	328 965 000	78 005 718	(16 183 560)	390 787 158		Total—Crédit 55	289 150 480	101 636 678	…	233 681 595
…	88 297 000	…	…	88 297 000	60	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	60b	Virement de 1 801 500 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	1 801 500	1 801 500		Virement du crédit 50				
…	88 297 000	1	1 801 500	90 098 501		Total—Crédit 60	89 643 724	454 777	…	77 459 366
…	61 564 000	…	11 806 351	73 370 351	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	73 370 351	…	…	63 309 717
…	333 518 000	…	(22 524 859)	310 993 141	(S)	Pensions et autres prestations des employés—Membres de la Gendarmerie royale du Canada	310 993 141	…	…	283 245 746
…	23 000 000	…	(4 115 209)	18 884 791	(S)	Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*	18 884 791	…	…	19 623 840
…	…	…	83 285	83 285	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	83 285	…	…	662 092
4 059 740	…	…	11 618 497	15 678 237	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 765 821	…	3 912 416	7 881 243
4 059 740	**2 676 159 000**	**120 280 596**	**273 390 755**	**3 073 890 091**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**2 895 649 560**	**174 328 115**	**3 912 416**	**2 455 812 893**
						Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
…	1 333 000	…	…	1 333 000	65	Dépenses du programme				
…	…	…	14 460	14 460		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	52 200	52 200		CT, crédit 25 [1]				
…	1 333 000	…	66 660	1 399 660		Total—Crédit 65	1 233 883	165 777	…	1 062 058
…	152 000	…	7 203	159 203	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	159 203	…	…	151 860
…	**1 485 000**	**…**	**73 863**	**1 558 863**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 393 086**	**165 777**	**…**	**1 213 918**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
…	7 934 000	…	…	7 934 000	70	Dépenses du programme				
…	…	…	91 098	91 098		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	252 550	252 550		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	203 378	203 378		CT, crédit 30 [1]				
…	7 934 000	…	547 026	8 481 026		Total—Crédit 70	7 564 584	916 442	…	6 229 835
…	742 000	…	35 161	777 161	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	777 161	…	…	585 894
…	**8 676 000**	**…**	**582 187**	**9 258 187**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**8 341 745**	**916 442**	**…**	**6 815 729**
						Total du portefeuille ministériel—				
253 667 350	**7 270 067 566**	**193 166 367**	**550 462 583**	**8 267 363 866**		**Budgétaire**	**7 658 740 908**	**384 209 513**	**224 413 445**	**6 652 982 456**
46 362	**…**	**…**	**…**	**46 362**		**Non budgétaire**	**(1 170)**	**…**	**47 532**	**(70)**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.
.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Gestion des mesures d'urgence	89 107 647	79 627 008	…	…	139 214 500	129 282 480	…	…	…	…	228 322 147	208 909 488
Application de la loi	32 257 809	30 342 965	…	…	76 796 753	84 257 413	…	…	…	…	109 054 562	114 600 378
Prévention du crime	13 863 785	12 517 918	…	…	32 177 859	20 911 245	…	…	…	…	46 041 644	33 429 163
Régime correctionnel	8 236 190	7 082 724	…	…	3 147 664	2 761 799	…	…	…	…	11 383 854	9 844 523
Sécurité nationale	9 734 709	8 784 481	…	…	327 867	241 317	…	…	…	…	10 062 576	9 025 798
Interopérabilité	14 042 614	12 476 917	…	…	…	…	…	…	…	…	14 042 614	12 476 917
Gestion frontalière	3 986 518	3 544 801	…	…	…	…	…	…	…	…	3 986 518	3 544 801
Total du ministère—Budgétaire	**171 229 272**	**154 376 814**	**…**	**…**	**251 664 643**	**237 454 254**	**…**	**…**	**…**	**…**	**422 893 915**	**391 831 068**
Agence des services frontaliers du Canada												
Accès	750 838 183	860 313 633	40 404 951	19 611 586	…	…	19 761 022	19 761 022	…	…	771 482 112	860 164 197
Sécurité	537 559 319	465 091 896	59 840 879	12 149 321	…	…	…	…	…	…	597 400 198	477 241 217
Innovation fondée sur les sciences et la technologie	472 673 096	288 991 573	15 258 995	21 239 067	…	…	…	…	…	…	487 932 091	310 230 640
Sous-total	1 761 070 598	1 614 397 102	115 504 825	52 999 974	…	…	19 761 022	19 761 022	…	…	1 856 814 401	1 647 636 054
Revenus affectés aux dépenses	(19 761 022)	(19 761 022)	…	…	…	…	(19 761 022)	(19 761 022)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 741 309 576**	**1 594 636 080**	**115 504 825**	**52 999 974**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 856 814 401**	**1 647 636 054**
Service canadien du renseignement de sécurité— Budgétaire	**453 003 709**	**427 870 150**	**20 854 000**	**2 648 332**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**473 857 709**	**430 518 482**
Service correctionnel												
Garde	1 506 605 513	1 190 526 294	252 571 000	73 541 245	309 000	91 712	…	…	…	…	1 759 485 513	1 264 159 251
Interventions correctionnelles—												
Budgétaire	449 352 828	468 498 958	16 229 000	57 393 635	1 470 000	956 834	…	…	…	…	467 051 828	526 849 427
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	46 362	(1 170)	46 362	(1 170)
Surveillance dans la collectivité	124 250 479	362 668 257	2 461 000	68 517 314	81 000	636 873	…	…	…	…	126 792 479	431 822 444
CORCAN (OSS)	101 927 017	104 146 720	…	…	…	…	83 750 000	95 672 127	…	…	18 177 017	8 474 593
Sous-total—												
Budgétaire	2 182 135 837	2 125 840 229	271 261 000	199 452 194	1 860 000	1 685 419	83 750 000	95 672 127	…	…	2 371 506 837	2 231 305 715
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	46 362	(1 170)	46 362	(1 170)
Revenus affectés aux dépenses	(83 750 000)	(95 672 127)	…	…	…	…	(83 750 000)	(95 672 127)	…	…	…	…
Total de l'organisme—												
Budgétaire	**2 098 385 837**	**2 030 168 102**	**271 261 000**	**199 452 194**	**1 860 000**	**1 685 419**	**…**	**…**	**…**	**…**	**2 371 506 837**	**2 231 305 715**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**46 362**	**(1 170)**	**46 362**	**(1 170)**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Commission nationale des libérations conditionnelles												
Décisions relatives à la mise en liberté sous condition	40 788 971	38 359 973	…	…	…	…	…	…	…	…	40 788 971	38 359 973
Application transparente et responsable du processus de mise en liberté sous condition	9 022 879	7 094 623	…	…	…	…	…	…	…	…	9 022 879	7 094 623
Décisions relatives à la réhabilitation et recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence	3 542 610	3 078 983	…	…	…	…	…	…	…	…	3 542 610	3 078 983
Total de l'organisme—Budgétaire	**53 354 460**	**48 533 579**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**53 354 460**	**48 533 579**
Bureau de l'enquêteur correctionnel												
Surveillance des opérations correctionnelles	4 229 403	3 531 619	…	…	…	…	…	…	…	…	4 229 403	3 531 619
Total de l'organisme—Budgétaire	**4 229 403**	**3 531 619**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**4 229 403**	**3 531 619**
Gendarmerie royale du Canada												
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	2 475 525 690	2 336 039 832	264 445 956	179 289 726	523 000	55 800	1 522 271 465	1 395 187 765	…	…	1 218 223 181	1 120 197 593
Opérations fédérales et internationales	775 565 060	727 840 958	60 998 990	50 759 645	…	…	3 058 832	1 097 349	…	…	833 505 218	777 503 254
Opérations relatives à la police technique	229 874 428	224 361 975	25 366 124	25 638 997	…	…	1 183 712	304 819	…	…	254 056 840	249 696 153
Services de police de protection	247 225 075	226 735 292	14 084 643	12 296 770	…	…	30 891 407	25 871 276	…	…	230 418 311	213 160 786
Services de police nationaux	163 865 949	180 587 767	15 935 803	8 346 145	477 000	525 852	5 367 509	6 376 756	…	…	174 911 243	183 083 008
Opérations relatives aux renseignements criminels	94 299 907	74 684 421	5 703 321	2 870 896	…	…	321 204	121 928	…	…	99 682 024	77 433 389
Indemnisation des membres de la GRC pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	…	…	…	…	73 384 517	73 378 037	…	…	…	…	73 384 517	73 378 037
Services de soutien aux services de police	78 429 937	109 949 526	4 252 321	4 712 954	…	…	301 204	232 497	…	…	82 381 054	114 429 983
Délivrance de permis des armes à feu et infrastructure de soutien	50 260 749	38 528 821	…	5 234 487	12 315 000	13 588 996	…	…	…	…	62 575 749	57 352 304
Enregistrement des armes à feu	22 468 179	8 434 363	…	860	1 300 000	…	…	…	…	…	23 768 179	8 435 223

Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la GRC*	…	…	…	…	18 884 791	18 884 791	…	…	…	…	18 884 791	18 884 791
Plan de prestation des survivants	…	…	…	…	2 098 984	2 095 039	…	…	…	…	2 098 984	2 095 039
Sous-total	4 137 514 974	3 927 162 955	390 787 158	289 150 480	108 983 292	108 528 515	1 563 395 333	1 429 192 390	…	…	3 073 890 091	2 895 649 560
Revenus affectés aux dépenses	(1 563 395 333)	(1 429 192 390)	…	…	…	…	(1 563 395 333)	(1 429 192 390)	…	…	…	…
Total de l'organisme—Budgétaire	**2 574 119 641**	**2 497 970 565**	**390 787 158**	**289 150 480**	**108 983 292**	**108 528 515**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 073 890 091**	**2 895 649 560**
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada												
Examen des cas indépendant et impartial	1 240 514	1 191 045	…	…	…	…	…	…	…	…	1 240 514	1 191 045
Activités de communications et diffusions des renseignements	318 349	202 041	…	…	…	…	…	…	…	…	318 349	202 041
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 558 863**	**1 393 086**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 558 863**	**1 393 086**
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada—												
Budgétaire	**9 258 187**	**8 341 745**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**9 258 187**	**8 341 745**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**7 106 448 948**	**6 766 821 740**	**798 406 983**	**544 250 980**	**362 507 935**	**347 668 188**	**…**	**…**	**…**	**…**	**8 267 363 866**	**7 658 740 908**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**46 362**	**(1 170)**	**46 362**	**(1 170)**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	18 960 000	…	(12 600 000)	6 360 000	Subventions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	842 571	5 517 429	…	2 746 713
…	834 542	…	…	834 542	Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	796 481	38 061	…	788 061
…	509 795	…	…	509 795	Société John Howard	509 795	…	…	509 795
…	500 000	…	(500 000)	…	Programme conjoint de recherche sur les interdépendances relatives aux infrastructures	…	…	…	…
…	500 000	…	…	500 000	Subventions aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique	500 000	…	…	500 000
…	451 807	…	…	451 807	Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451 807	…	…	451 807
…	154 000	…	…	154 000	Programme de bourses de recherches de la Sécurité publique et de la Protection civile	154 000	…	…	154 000
…	**21 910 144**	**…**	**(13 100 000)**	**8 810 144**	**Total—Subventions**	**3 254 654**	**5 555 490**	**…**	**5 150 376**
					Contributions				
…	130 000 000	…	…	130 000 000	Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	120 490 936	9 509 064	…	76 385 468
…	105 000 000	1 061 069	(31 459 029)	74 602 040	Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	74 398 823	203 217	…	66 811 384
…	12 572 000	7 967 899	3 727 960	24 267 859	Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	19 050 822	5 217 037	…	16 523 394
…	8 471 000	…	(80 274)	8 390 726	Contributions versées aux provinces et aux municipalités en vertu de la *Loi sur la protection civile*	7 988 694	402 032	…	7 863 358
…	2 362 000	1 131 600	148 500	3 642 100	Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	3 161 141	480 959	…	3 532 838
…	1 000 000	…	500 000	1 500 000	Contribution à l'appui des collectivités à risque : Programme pilote de financement des projets mineurs d'infrastructure de sécurité (PFPMIS)	1 017 853	482 147	…	11 925
…	…	500 000	(198 500)	301 500	Association internationale des pompiers (Bureau au Canada)	300 000	1 500	…	…

…	…	…	70 000	70 000	L'aménagement de sites commémoratifs consacrés aux victimes de l'attentat à la bombe d'Air India	11 057	58 943	…	912 470
…	…	…	80 274	80 274	Indemnisation des accidents du travail	80 274	…	…	142 220
…	…	…	…	…	Politique -Cadre sur les coûts de sécurité	7 700 000	(7 700 000) [1]	…	…
…	**259 405 000**	**10 660 568**	**(27 211 069)**	**242 854 499**	**Total—Contributions**	**234 199 600**	**8 654 899**	**…**	**172 183 057**
…	**281 315 144**	**10 660 568**	**(40 311 069)**	**251 664 643**	**Total du ministère**	**237 454 254**	**14 210 389**	**…**	**177 333 433**
					Service correctionnel				
					Subventions				
…	200 000	…	…	200 000	Subvention aux collectivités autochtones pour des services et des programmes correctionnels pour Autochtones	…	200 000	…	…
…	122 000	(122 000)	…	…	Subvention au département de psychologie de l'Université de la Saskatchewan, pour une chaire de psychologie judiciaire	…	…	…	34 480
…	100 000	…	…	100 000	Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	…	100 000	…	115 559
…	87 000	…	…	87 000	Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan, subvention pour l'obtention d'une place en psychiatrie	84 212	2 788	…	60 000
…	…	122 000	…	122 000	Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour un Centre de recherche judiciaire	…	122 000	…	…
…	**509 000**	**…**	**…**	**509 000**	**Total—Subventions**	**84 212**	**424 788**	**…**	**210 039**
					Contributions				
…	1 351 000	…	…	1 351 000	Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	1 601 207	(250 207)	…	1 128 911
…	**1 351 000**	**…**	**…**	**1 351 000**	**Total—Contributions**	**1 601 207**	**(250 207)**	**…**	**1 128 911**
…	**1 860 000**	**…**	**…**	**1 860 000**	**Total de l'organisme**	**1 685 419**	**174 581**	**…**	**1 338 950**
					Gendarmerie royale du Canada				
					Subventions				
…	69 325 000	1	4 059 516	73 384 517	Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions	73 378 038	6 479	…	62 016 138
…	23 000 000	…	(4 115 209)	18 884 791	(S) Pensions aux termes de la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*	18 884 791	…	…	19 623 840
…	2 185 000	…	(86 016)	2 098 984	Plan de prestations des survivants de la GRC	2 020 476	78 508	…	2 176 625
…	1 000 000	…	…	1 000 000	Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques	656 214	343 786	…	599 332
…	**95 510 000**	**1**	**(141 709)**	**95 368 292**	**Total—Subventions**	**94 939 519**	**428 773**	**…**	**84 415 935**

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Contributions				
…	15 787 000	…	(2 172 000)	13 615 000	Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif)	13 588 996	26 004	…	12 667 270
…	**15 787 000**	**…**	**(2 172 000)**	**13 615 000**	**Total—Contributions**	**13 588 996**	**26 004**	**…**	**12 667 270**
…	**111 297 000**	**1**	**(2 313 709)**	**108 983 292**	**Total de l'organisme**	**108 528 515**	**454 777**	**…**	**97 083 205**
…	**394 472 144**	**10 660 569**	**(42 624 778)**	**362 507 935**	**Total du portefeuille ministériel**	**347 668 188**	**14 839 747**	**…**	**275 755 588**

(S) Paiement de transfert législatif.
(1) La provenance des autorisations pour les contributions en vertu de la Politique-Cadre sur les coûts de sécurité est le crédit 5.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Agence des services frontaliers du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Accès	19 761 022	19 761 022	20 733 636
Total de l'agence—Budgétaire	**19 761 022**	**19 761 022**	**20 733 636**
Service correctionnel			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
CORCAN (OSS)	83 750 000	95 672 127	94 311 557
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Compte des prêts aux libérés conditionnels	…	1 274	1 230
Total de l'organisme—			
Budgétaire	**83 750 000**	**95 672 127**	**94 311 557**
Non budgétaire	**…**	**1 274**	**1 230**
Gendarmerie royale du Canada			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Services de police communautaires, contractuels et autochtones	1 522 271 465	1 395 187 765	1 322 971 143
Opérations fédérales et internationales	3 058 832	1 097 349	8 529 320
Opérations relatives à la police technique	1 183 712	304 819	2 369 256
Services de police de protection	30 891 407	25 871 276	7 910 711
Services de police nationaux	5 367 509	6 376 756	8 080 386
Opérations relatives aux renseignements criminels	321 204	121 928	947 702
Services de soutien aux services de police	301 204	232 497	983 278
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 563 395 333**	**1 429 192 390**	**1 351 791 796**
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**1 666 906 355**	**1 544 625 539**	**1 466 836 989**
Non budgétaire	**…**	**1 274**	**1 230**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	640 634	458 158
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	14 910 478	4 478 751
	15 551 112	4 936 909
Revenus divers	59 973	76 170
Total du ministère	**15 611 085**	**5 013 079**
Agence des services frontaliers du Canada		
Revenus fiscaux—		
Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH)	17 355 644 966	19 502 797 448
Moins : décret de remise de la taxe gouvernementale	89 362 714	54 350 640
	17 266 282 252	19 448 446 808
Taxe d'accise—Carburant moteur—Essence	34 448 009	91 954 994
Droits de douane à l'importation	4 035 892 053	3 902 834 236
Droits d'accise—		
Spiritueux parvenus à maturité	8 068	5 057
Spiritueux non parvenus à maturité	346 568	317 303
Bière	8 182	6 410
Cigarettes	1 150 911 725	1 190 758 293
Cigares	43 653 017	42 695 920
Tabac naturel canadien en feuilles	43 668 939	1 616 194
	1 238 596 499	1 235 399 177
Autres taxes et droits d'accise—		
Taxes à la fabrication—		
Bijoux	30 354	91 494
Automobiles	8 356 017	4 723 263
Climatiseurs pour automobiles	28 152 685	35 872 313
Vins	2 736 153	2 773 292
Divers	7 920 687	2 587 199
	47 195 896	46 047 561
Total des revenus fiscaux	**22 622 414 709**	**24 724 682 776**

Revenus—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	259 154	297 515
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	671 235	2 307 941
	930 389	2 605 456
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges	1 658 855	1 315 603
Location et utilisation de biens publics	…	(7)
Services de nature réglementaire	9 172 062	7 381 421
Services de nature non réglementaire	13 695 879	11 491 241
Ventes de biens et de produits d'information	…	141
Autres frais et droits	199 511	307 802
	24 726 307	20 496 201
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	275 447	137 716
Revenus divers—		
Intérêts et pénalités	*23 203 691*	*30 153 943*
Divers—		
Amendes imposées pas le tribunal	559 070	1 211 989
Saisies	46 457 145	22 134 611
Autre	3 388 526	4 211 911
	50 404 741	*27 558 511*
	73 608 432	57 712 454
Total des autres revenus	**99 540 575**	**80 951 827**
Total de l'organisme	**22 721 955 284**	**24 805 634 603**
Service canadien du renseignement de sécurité		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Trésorerie et créances—		
Intérêt des dépôts bancaires	28 797	66 623
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 334 642	217 541
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	765 973	3 661 867
	2 100 615	3 879 408

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	62 190	62 190
Services de nature réglementaire	1 642 755	1 441 290
Autres frais et droits	626 658	535 645
	2 331 603	2 039 125
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	2 128 319	654 788
Revenus divers	52 589	31 533
Total de l'organisme	**6 641 923**	**6 671 477**
Service correctionnel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 558 373	906 840
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 402 528	1 736 599
	2 960 901	2 643 439
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics—		
Locations	38 906	65 545
Chambre et pension—Détenus	648 117	645 441
	687 023	*710 986*
Services de nature non réglementaire—		
Vente de repas	9 921	9 117
Services psychiatriques—Contrat	963 828	1 201 599
Entretien des détenus—Contrat (accords fédéraux-provinciaux)	1 737 862	4 147 270
Service de blanchisserie	…	1 185
Frais d'accès à l'information	3 110	2 974
Vente CORCAN—Frais de formation	24 203 000	23 308 000
	26 917 721	*28 670 145*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Vente de produits manufacturés	1 684 113	2 362 827
Vente CORCAN—Vente de produits manufacturés	70 271 069	71 055 345
	71 955 182	*73 418 172*
Autres frais et droits	*499 565*	*(707 777)*
	100 059 491	102 091 526

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	601 812	1 020 671
Revenus divers—		
Amendes et confiscations	182 721	218 027
Commissions sur la perception de la taxe de vente provinciale	4 873	852
Commandes téléphoniques	19 271	102 757
Réclamations de l'État	74 139	31 985
Divers	387 271	218 097
	668 275	571 718
Total de l'organisme	**104 290 479**	**106 327 354**
Commission nationale des libérations conditionnelles		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 851	16 430
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	3 240	87 442
	19 091	103 872
Ventes de biens et de services—		
Services de nature non réglementaire	1 335 695	1 438 491
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	…	(351 210)
	1 335 695	1 087 281
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	29 010	6 531
Revenus divers	…	163
Total de l'organisme	**1 383 796**	**1 197 847**
Bureau de l'enquêteur correctionnel		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 265	77 519
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	19 594	8 204
	20 859	85 723
Revenus divers	5	10
Total de l'organisme	**20 864**	**85 733**

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus—		
Revenus de placements—		
Autres comptes—		
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger—		
Intérêt	15 642	6 152
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Remboursement des dépenses de fonctionnement de biens ou services	12 850 077	7 299 987
Remboursement pour réparation à des véhicules automobiles	739 411	542 411
Divers	26 539	9 412
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	605 720	679 274
	14 221 747	8 531 084
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire—		
Accès à l'information	*7 520 883*	*7 079 671*
Services de nature non réglementaire—		
Services de police aux gouvernements locaux	498 246 791	487 572 470
Services de police aux gouvernements provinciaux et territoriaux	1 022 461 490	913 504 468
Autres frais	2 809 795	2 983 000
Autres revenus provenant de droits et redevances	621 600	387 130
Frais de licence	414	1 617
Stationnement payé	87 756	85 795
Location de bâtiments résidentiels	8 037 626	7 322 129
Location de bâtiments non résidentiels	112 080	104 116
Vente de vêtements et d'équipements légers aux membres	238 099	281 870
Ventes de produits d'information	96 283	89 262
Ventes d'autres biens	3 475 429	3 915 084
Divers	13 509 779	12 453 715
	1 549 697 142	*1 428 700 656*
Autres frais et droits—		
Revenus reportés	51 675 766	6 275 202
Divers	6 849 779	3 462 207
	58 525 545	*9 737 409*
	1 615 743 570	1 445 517 736
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	11 618 497	8 398 049
Total de l'organisme	**1 641 599 456**	**1 462 453 021**

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	29 419	23 268
Revenus divers	10	…
Total de l'organisme	**29 429**	**23 268**
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	1 300	2 222
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	19 883	65 105
	21 183	67 327
Revenus divers	4 012	946
Total de l'organisme	**25 195**	**68 273**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Revenus fiscaux	22 622 414 709	24 724 682 776
Autres revenus—		
Revenus de placements	44 439	72 775
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	35 855 316	22 876 486
Ventes de biens et de services	1 744 196 666	1 571 231 869
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	14 653 085	10 217 755
Revenus divers	74 393 296	58 392 994
Total des autres revenus	1 869 142 802	1 662 791 879
Total du portefeuille ministériel	**24 491 557 511**	**26 387 474 655**

SECTION 26

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Transports

Ministère

Société canadienne des postes

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Office des transports du Canada

La Société des ponts fédéraux Limitée

Marine Atlantique SCC

Commission de la capitale nationale

Bureau de l'infrastructure du Canada

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Monnaie royale canadienne

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Tribunal d'appel des transports du Canada

VIA Rail Canada Inc.

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	26.2
Sommaire du portefeuille ministériel	26.6
Activités de programme	26.11
Paiements de transfert	26.13
Détail des montants disponibles pour être dépensés	26.17
Revenus	26.17

Ministère

Résultat stratégique

Un réseau de transport efficace qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de croissance économique et de commerce.

Description des activités de programme

Développement de politiques de transport et programmes d'infrastructure

Cette activité de programme comprend l'élaboration de politiques, de lois, de programmes et d'un soutien à l'infrastructure des transports pour que la concurrence et les forces du marché guident le développement du réseau national des transports et qu'un marché sain et vigoureux encourage les concurrents actuels et les nouveaux venus à innover et à fournir de nouveaux services pour répondre aux besoins en transports des Canadiens. Les activités d'orientation qui y contribuent comprennent la surveillance et l'analyse du réseau de transport canadien, la production de rapports annuels sur la santé de ce dernier, des études économiques et l'élaboration de nouvelles politiques. De plus, dans le cadre de cette activité de programme, Transports Canada administre des programmes de subventions aux aéroports, aux ports, aux routes et aux ponts et remplit les fonctions de locateur et de surveillant des ports, des aéroports et des sites du réseau de navigation aérienne. Sous le volet infrastructure de cette activité de programme, Transports Canada négocie la cession de ports, d'aéroports et de terrains de la voie maritime à des intervenants locaux et exploite des ports et des aéroports jusqu'au moment de leur cession, ainsi que des ports et des aéroports fédéraux éloignés.

Résultat stratégique

Un réseau de transport sûr et sécuritaire qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de développement social et de sûreté.

Description des activités de programme

Sécurité et sûreté de transport

Les responsabilités de l'activité de programme Sécurité et sûreté de transport couvrent les politiques, la réglementation, la surveillance et l'application ainsi que la sensibilisation visant la sécurité et la sûreté du réseau des transports. Dans le cadre de ce programme, on élabore la législation, la réglementation et les normes nationales et on effectue la surveillance, les essais, les inspections, l'application, l'éducation et les activités de développement visant la promotion de la sécurité et de la sûreté au sein de tous les modes de transport. On élabore aussi les plans de préparation aux situations d'urgence et assure des services d'aéronefs au gouvernement et aux autres organismes de transport.

Résultat stratégique

Un réseau de transport respectueux de l'environnement qui contribue à la réalisation des objectifs du Canada en matière de développement durable.

Description des activités de programme

Développement durable de transport et l'environnement

Cette activité de programme comprend l'élaboration et la mise en œuvre des programmes et des politiques visant à protéger l'environnement naturel et à assurer un réseau de transport plus durable au Canada.

Société canadienne des postes

Résultat stratégique

Prestation de services postaux parlementaires, de services aux aveugles, et paiements décroissants pendant la période de transition pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes.

Description des activités de programme

Paiements concernant les programmes publics

Paiements concernant des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement : le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles.

Paiement, pendant la période de transition, pour la mise en œuvre du régime de pension de la Société canadienne des postes

Paiement visant à soutenir, pendant la période de transition, la mise en œuvre du régime de retraite de la Société canadienne des postes.

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Résultat stratégique

La sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils ont été confiés par le gouvernement.

Description des activités de programme

Assurer la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien canadien

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) est une société d'État mère responsable du contrôle efficace et efficient des

personnes qui montent à bord d'un aéronef ou qui accèdent aux zones réglementées, de la vérification des biens en leur possession ou contrôle, ainsi que les articles ou les bagages personnels qu'elles confient à un transporteur aérien.

Office des transports du Canada

Résultat stratégique

Réglementation économique transparente, juste et efficace du réseau de transport fédéral.

Description des activités de programme

Réglementation économique du système de transport fédéral

Réglementation économique des transports aérien, ferroviaire et maritime par l'administration des lois, des règlements, des codes de pratiques volontaires, des programmes d'éducation et de visibilité, et par le règlement de différends. En tant que tribunal quasi judiciaire indépendant, l'Office des transports du Canada délivre des licences et des permis, accorde des autorisations, rend des décisions et prend des arrêtés sur divers sujets qui touchent le domaine des transports au Canada.

La Société des ponts fédéraux Limitée

Résultat stratégique

Le transport sécuritaire et efficient sur l'infrastructure est maintenu, exploité et géré par la Société des ponts fédéraux Limitée.

Description des activités de programme

La construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, ainsi que les améliorations d'infrastructure connexes

Cette activité de programme englobe la construction du nouveau pont à bas niveau à Cornwall, Ontario, afin de remplacer le pont détérioré du chenal Nord du Pont international de la voie maritime, ainsi que les améliorations d'infrastructure connexes sur l'île Cornwall.

Marine Atlantique SCC

Résultat stratégique

Un service de traversier sûr, fiable, efficace, abordable et écologique entre l'île de Terre-Neuve et la province de la Nouvelle-Écosse.

Description des activités de programme

Services de traversier

Marine Atlantique SCC est une société d'État mère qui remplit l'obligation constitutionnelle du Canada envers Terre-Neuve-et-Labrador (T-N-L) de fournir un service de traversier à longueur d'année entre North Sydney (Nouvelle-Écosse) et Port aux Basques (T-N-L). Elle exploite également un service saisonnier non prévu par la Constitution entre North Sydney et Argentia (T-N-L).

Commission de la capitale nationale

Résultat stratégique

Maximiser l'apport des terrains fédéraux et la programmation publique en développant une capitale qui est une source de fierté d'importance nationale.

Description des activités de programme

Animation et promotion de la capitale

L'objectif consiste à susciter la fierté et à promouvoir l'unité, grâce à la programmation dans la capitale. Les principaux produits sont une série d'événements marquants (notamment la Fête du Canada et le Bal de neige), des programmes d'interprétation et des activités commémoratives. De même, cette activité vise à mieux faire connaître la capitale partout au Canada, au moyen de campagnes nationales de marketing et de communications présentant la capitale comme un lieu où les Canadiens peuvent admirer le patrimoine, la culture et les réalisations de leur pays.

Planification, design et utilisation des sols

Cette activité guide l'utilisation et l'aménagement physique des terrains fédéraux, coordonne l'aménagement et assure l'excellence en design et en planification des terrains fédéraux, à la mesure du rôle et de l'importance de la capitale. Les produits comprennent des plans visionnaires à long terme, établis en consultation avec d'autres domaines de compétence et services chargés de la planification, pour guider l'utilisation, l'aménagement et la gestion des terrains de la capitale ainsi que la détermination de la Masse des terrains d'intérêt national à préserver pour les générations futures. En vertu de la *Loi sur la capitale nationale*, la Commission de la capitale nationale (CCN) examine et approuve toutes les propositions de changements à l'utilisation des terrains et au design, de même que les cessions de terrains fédéraux dans la région de la capitale du Canada (RCC), selon leur importance, l'environnement naturel et le patrimoine. La CCN élabore des stratégies et facilite la participation fédérale aux projets en matière de transport urbain et de transport en commun dans la RCC; elle participe aussi à des études conjointes menées avec des partenaires provinciaux et municipaux, pour résoudre les

problèmes visant le transport interprovincial et urbain. Aussi, dans le cadre de ses programmes, elle gère les constructions à valeur patrimoniale, le paysage culturel et les biens et collections archéologiques et elle approuve les désignations des édifices patrimoniaux de la capitale. La clientèle visée par cette activité regroupe l'ensemble de la CCN, tous les organismes gouvernementaux intéressés à la RCC, les Canadiens et les autres visiteurs, ainsi que les organismes internationaux et privés qui bénéficient tous des avantages d'une capitale intéressante de calibre international.

Gestion des biens immobiliers

La CCN gère et protège les biens physiques d'importance nationale dans la RCC, au bénéfice des générations futures de Canadiens. L'objectif consiste à améliorer le riche patrimoine culturel et l'excellent environnement naturel de la capitale du Canada, et à optimiser la contribution des nombreux terrains et bâtiments de la CCN, à l'appui des programmes et du mandat de cette dernière, tout en veillant à ce que ses biens soient dûment accessibles au public. L'actif et le passif environnementaux sont gérés de manière durable et responsable. La CCN possède plus de 470 kilomètres carrés de terrain, soit 10 p. 100 de la RCC ainsi que 27 chemins et promenades, 570 kilomètres de sentiers, 1 639 bâtiments et 110 ponts. Elle gère aussi près de 650 baux ainsi que les opérations sur le terrain pour la plupart des organismes fédéraux de la RCC. Elle administre ses biens en appliquant des politiques et règlements pertinents et en utilisant un Programme d'entretien et de remise en état fondé sur le cycle de vie. Voici ses fonctions relatives aux biens immobiliers : conserver et préserver les biens patrimoniaux, culturels et naturels les plus précieux de la capitale (y compris les résidences officielles); promouvoir et réglementer les activités publiques menées sur les terrains fédéraux; protéger et gérer les ressources naturelles; assurer la gérance environnementale; enfin, exécuter les services et programmes à caractère récréatif ou destinés aux visiteurs. Le cas échéant, les biens servent à générer un revenu s'ajoutant aux crédits fédéraux, à l'appui du travail de la CCN (p. ex., location à bail, permis d'utilisation de terrains). Des projets d'aménagement foncier visent à mettre en valeur la capitale pour les générations futures. Cette activité englobe aussi l'acquisition de propriétés d'intérêt national et l'aliénation des biens excédentaires. Ces tâches sont menées en étroite collaboration avec les villes d'Ottawa et de Gatineau ainsi qu'avec des organismes fédéraux (p. ex., Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et la Gendarmerie royale du Canada). La CCN verse aussi des paiements tenant lieu d'impôt foncier aux municipalités et aux commissions scolaires au Québec. Les clients comprennent des personnalités politiques de marque (pour les résidences officielles), des organismes gouvernementaux à tous les niveaux, les visiteurs de la capitale, les résidents locaux et tous les Canadiens qui bénéficient d'une capitale intéressante.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Résultat stratégique

Améliorer la durabilité des villes et des collectivités et l'infrastructure publique locale, régionale et nationale du Canada afin d'améliorer la qualité de vie des Canadiens sur les plans économique, social, culturel et environnemental.

Description des activités de programme

Investissements dans l'infrastructure

Les investissements dans l'infrastructure sont importants pour la croissance économique à long terme et ils influent directement sur la qualité de vie dans toutes les collectivités canadiennes. La prestation continue et la gestion efficace de stations de traitement de l'eau potable, d'installations de traitements des eaux usées, de voies publiques, de routes et de ponts municipaux, de systèmes de transport en commun et d'installations culturelles et récréatives influent sur notre qualité de vie et peuvent aussi avoir d'importantes répercussions environnementales. Aussi, le gouvernement du Canada a adopté une gamme de programmes d'infrastructure pour faire face aux pressions dans le domaine de l'infrastructure. Les « investissements dans l'infrastructure » contribuent à la construction, à la réfection ou à l'amélioration de l'infrastructure publique et renforcent les capacités dans le cadre de partenariats avec d'autres intervenants.

Développement des politiques, des connaissances et des partenariats

L'activité de programme « Développement des politiques, des connaissances et des partenariats » inclut les activités qui appuient l'élaboration des politiques et des programmes, le développement et la diffusion de connaissances liées à l'infrastructure et la création de partenariats entre divers ordres de gouvernement et groupes d'intervenants.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Résultat stratégique

Un parc urbain consacré aux loisirs et aux activités touristiques et culturelles en vue de sauvegarder le patrimoine culturel du Vieux-Port de Montréal et d'en faire la promotion tout en facilitant l'accès du public au bord de l'eau.

Description des activités de programme

Gestion du Vieux-Port de Montréal en tant que parc urbain, une destination touristique offrant des activités de loisir et des activités culturelles

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. (SVPM) a pour mandat de promouvoir et développer les terrains du Vieux-Port de Montréal selon le Plan principal de

développement approuvé. Le Plan vise, entre autres, à assurer un libre accès du site aux piétons, le contrôle par le secteur public de son développement et le développement du caractère historique, maritime et portuaire du site. La SVPM administre, gère et maintient les propriétés de Sa Majesté selon une entente de gestion avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui a la garde de la propriété.

Monnaie royale canadienne

Résultat stratégique

Les résultats stratégiques de la Monnaie royale canadienne (MRC) sont les suivants :

- élever la MRC au rang de marque de classe mondiale reconnue pour la qualité, l'innovation et le dépassement des attentes des clients;
- s'assurer que les pièces de circulation canadiennes et les services sont rentables, accessibles, pertinents et qu'ils incitent les Canadiens à célébrer leur histoire, leur culture et leurs valeurs;
- s'assurer que les pièces de circulation étrangères, les produits d'investissement et les services d'affinage, les pièces de collection et les autres produits et services connexes sont les meilleurs dans leurs marchés respectifs;
- générer un profit et maintenir la viabilité à long terme de l'entreprise grâce à un engagement continu à satisfaire les besoins des clients, à susciter la croissance et à être rentable;
- créer un milieu de travail où les employés font valoir les valeurs de l'entreprise et célèbrent leur succès; et
- s'assurer que la santé, la sécurité et l'environnement sont des critères prépondérants dans la création d'un milieu de travail idéal.

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Résultat stratégique

Passage efficace et sécuritaire sur les infrastructures entretenues, exploitées et gérées par Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.

Description des activités de programme

Gestion d'infrastructures telles que des ponts, des autoroutes et des tunnels ainsi que des propriétés de la région de Montréal

Cette activité de programme comprend l'exploitation et l'entretien des ponts Jacques-Cartier et Champlain, de la partie fédérale du pont Honoré-Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, du tunnel de Melocheville et de l'estacade du pont Champlain, en y effectuant des travaux d'entretien régulier et d'entretien majeur.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Résultat stratégique

Le milieu des transports du Canada a accès à un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des activités de programme

Audience en révision et en appel

Assure le fonctionnement d'un tribunal indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu des transports concernant la révision des décisions relatives à l'application des règlements ou à la délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de diverses lois relatives au transport et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

VIA Rail Canada Inc.

Résultat stratégique

Un service ferroviaire voyageurs national sûr, sécuritaire, efficient, fiable et durable sur le plan de l'environnement qui répond aux besoins des voyageurs canadiens.

Description des activités de programme

Exploitation d'un réseau national de services ferroviaires voyageurs

Exploitation de services à longueur d'année à l'intérieur du corridor Québec-Windsor, de services voyageurs transcontinentaux entre Halifax et Montréal et entre Toronto et Vancouver, et de services dans les régions et les localités éloignées situées dans le Nord et les zones périphériques du pays.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Ministère				
…	315 257 000	…	…	315 257 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	19 112 450	…	19 112 450	1a	Dépenses de fonctionnement				
…	…	3 102 008	…	3 102 008	1b	Virement de 157 032 $ du crédit 55 (Transports)				
					1c	Virement de 2 929 000 $ du crédit 5 (Transports)				
…	…	1	…	1		et de 25 000 $ du crédit 10 (Transports)				
…	…	…	2 929 000	2 929 000		Virement du : crédit 5				
…	…	…	25 000	25 000		crédit 10				
…	…	…	157 032	157 032		crédit 55				
…	…	…	151 357	151 357		CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	23 039 031	23 039 031		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	32 083 100	32 083 100		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	11 210 054	11 210 054		CT, crédit 30 (1)				
…	…	…	(1 305 000)	(1 305 000)		Virement au : crédit 1 (Pêches et Océans)				
…	…	…	(147 700)	(147 700)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	…	…	(1 740 800)	(1 740 800)		crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences)				
…	…	…	(482 000)	(482 000)		crédit 1 (Défense nationale)				
…	…	…	(4 459 200)	(4 459 200)		crédit 10				
…	…	…	(450 000)	(450 000)		crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien)				
…	…	…	(400 000)	(400 000)		crédit 70				
…	315 257 000	22 214 459	60 609 874	398 081 333		Total—Crédit 1	357 274 048	40 807 285	…	304 312 315
…	78 248 000	…	…	78 248 000	5	Dépenses en capital				
…	…	3 663 000	…	3 663 000	5b	Dépenses en capital				
…	…	…	(2 929 000)	(2 929 000)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(56 000)	(56 000)		crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international)				
…	78 248 000	3 663 000	(2 985 000)	78 926 000		Total—Crédit 5	66 234 815	12 691 185	…	72 694 763
…	471 691 039	…	…	471 691 039	10	Subventions et contributions				
…	…	297 866 204	…	297 866 204	10a	Subventions et contributions				
…	…	48 956 206	…	48 956 206	10b	Subventions et contributions				
…	…	1	…	1	10c	Virement de 4 459 200 $ du crédit 1 (Transports)				
…	…	…	4 459 200	4 459 200		Virement du crédit 1				
…	…	…	(25 000)	(25 000)		Virement au : crédit 1				
…	…	…	(50 000)	(50 000)		crédit 5 (Ressources naturelles)				
…	…	…	(5 000 000)	(5 000 000)		crédit 25 (Environnement)				
…	…	…	(7 000 000)	(7 000 000)		crédit 35				
…	471 691 039	346 822 411	(7 615 800)	810 897 650		Total—Crédit 10	442 724 599	368 173 051	…	316 324 028

…	66 965 000	…	534 390	67 499 390	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 499 390	…	…	65 927 790
…	76 422	…	24 546	100 968	(S)	Ministre des Transports—Traitement et allocation pour automobile	100 968	…	…	74 322
…	54 896 961	…	1 169 429	56 066 390	(S)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland*	56 066 390	…	…	54 896 961
…	41 900 000	…	1 860 869	43 760 869	(S)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la *Loi maritime du Canada*	43 760 869	…	…	18 931 033
…	3 300 000	…	…	3 300 000	(S)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont	3 300 000	…	…	2 505 166
3 039 680	…	…	881 695	3 921 375	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	3 039 680	…	881 695	…
…	…	…	14 874	14 874	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	14 874	…	…	37 721
3 039 680	**1 032 334 422**	**372 699 870**	**54 494 877**	**1 462 568 849**		**Total du ministère—Budgétaire**	**1 040 015 633**	**421 671 521**	**881 695**	**835 704 099**
						Société canadienne des postes				
…	97 210 000	…	…	97 210 000	15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	97 210 000	…	…	122 210 000
500 000 000	…	…	…	500 000 000	(S)	(L) Prêts à la Société en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, articles 28, 29 et 30. Limite globale 500 000 000 $ (Net)	…	…	500 000 000	…
…	**97 210 000**	**…**	**…**	**97 210 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**97 210 000**	**…**	**…**	**122 210 000**
500 000 000	**…**	**…**	**…**	**500 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**500 000 000**	**…**
						Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
…	277 754 000	…	…	277 754 000	20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	…	2 200 000	…	2 200 000	20a	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	…	156 202 000	…	156 202 000	20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital				
…	277 754 000	158 402 000	…	436 156 000		Total—Crédit 20	427 848 000	8 308 000	…	440 717 000
…	**277 754 000**	**158 402 000**	**…**	**436 156 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**427 848 000**	**8 308 000**	**…**	**440 717 000**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Suite*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Office des transports du Canada				
…	22 803 000	…	…	22 803 000	25	Dépenses du programme				
…	…	…	1 085 823	1 085 823		Virement du : CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	1 130 550	1 130 550		CT, crédit 25 (1)				
…	…	…	1 109 290	1 109 290		CT, crédit 30 (1)				
…	22 803 000	…	3 325 663	26 128 663		Total—Crédit 25	23 919 099	2 209 564	…	22 422 508
…	3 291 000	…	(241 610)	3 049 390	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 049 390	…	…	3 068 681
16 851	…	…	324	17 175	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	17 175	…	…	…
16 851	**26 094 000**	**…**	**3 084 377**	**29 195 228**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**26 985 664**	**2 209 564**	**…**	**25 491 189**
						La Société des ponts fédéraux Limitée				
…	10 204 000	…	…	10 204 000	30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée				
…	…	500 000	…	500 000	30b	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée				
…	10 204 000	500 000	…	10 704 000		Total—Crédit 30	1 332 564	9 371 436	…	97 707
…	**10 204 000**	**500 000**	**…**	**10 704 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 332 564**	**9 371 436**	**…**	**97 707**
						Marine Atlantique SCC				
…	106 354 000	…	…	106 354 000	35	Paiements à Marine Atlantique SCC				
…	…	4 122 000	…	4 122 000	35b	Paiements à Marine Atlantique SCC				
…	…	1	…	1	35c	Virement de 7 000 000 $ du crédit 10 (Transports)				
…	…	…	7 000 000	7 000 000		Virement du crédit 10				
…	106 354 000	4 122 001	7 000 000	117 476 001		Total—Crédit 35	117 476 000	1	…	74 445 000
…	**106 354 000**	**4 122 001**	**7 000 000**	**117 476 001**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**117 476 000**	**1**	**…**	**74 445 000**
						Commission de la capitale nationale				
					40	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
…	76 313 000	…	…	76 313 000						
					40b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement				
…	…	5 432 000	…	5 432 000						
…	…	…	12 077	12 077		Virement du : CT, crédit 5 (1)				
…	…	…	217 531	217 531		CT, crédit 15 (1)				
…	…	…	912 680	912 680		CT, crédit 30 (1)				
…	76 313 000	5 432 000	1 142 288	82 887 288		Total—Crédit 40	78 702 721	4 184 567	…	78 159 800

					45	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
…	17 934 000	…	…	17 934 000						
					45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital				
…	…	10 000 000	…	10 000 000						
…	17 934 000	10 000 000	…	27 934 000		Total—Crédit 45	25 134 000	2 800 000	…	17 935 000
…	**94 247 000**	**15 432 000**	**1 142 288**	**110 821 288**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**103 836 721**	**6 984 567**	**…**	**96 094 800**
						Bureau de l'infrastructure du Canada				
…	37 530 000	…	…	37 530 000	50	Dépenses de fonctionnement				
…	…	…	847 247	847 247		Virement du : CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	1 368 100	1 368 100		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	547 812	547 812		CT, crédit 30 [1]				
…	37 530 000	…	2 763 159	40 293 159		Total—Crédit 50	36 636 820	3 656 339	…	35 176 334
…	2 414 778 000	…	…	2 414 778 000	55	Contributions				
…	…	449 632 903	…	449 632 903	55a	Contributions				
…	…	443 221 123	…	443 221 123	55b	Contributions				
…	…	…	(157 032)	(157 032)		Virement au crédit 1				
…	2 414 778 000	892 854 026	(157 032)	3 307 474 994		Total—Crédit 55	2 240 257 126	1 067 217 868	…	1 917 009 248
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	3 229 000	…	(277 435)	2 951 565			2 951 565	…	…	2 581 973
					(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État				
…	…	…	483	483			…	…	483	…
…	**2 455 537 000**	**892 854 026**	**2 329 175**	**3 350 720 201**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**2 279 845 511**	**1 070 874 207**	**483**	**1 954 767 555**
						Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
					60	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
…	19 900 000	…	…	19 900 000						
					60c	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement				
…	…	1 250 000	…	1 250 000						
…	19 900 000	1 250 000	…	21 150 000		Total—Crédit 60	21 149 998	2	…	18 874 301
…	**19 900 000**	**1 250 000**	**…**	**21 150 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**21 149 998**	**2**	**…**	**18 874 301**
						Monnaie royale canadienne				
					(S)	(L) Prêts à la Monnaie en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* : Paragraphe 20(1) soit le montant global maximal de 75 000 000 $, le 11 mars 1999 (Net)				
75 000 000	…	…	…	75 000 000			…	…	75 000 000	…
75 000 000	**…**	**…**	**…**	**75 000 000**		**Total de l'organisme—Non budgétaire**	**…**	**…**	**75 000 000**	**…**

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
						Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée				
					65	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
…	87 808 000	…	…	87 808 000						
					65c	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.				
…	…	589 734	…	589 734						
…	87 808 000	589 734	…	88 397 734		Total—Crédit 65	49 137 734	39 260 000	…	30 169 000
…	**87 808 000**	**589 734**	**…**	**88 397 734**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**49 137 734**	**39 260 000**	**…**	**30 169 000**
						Tribunal d'appel des transports du Canada				
…	1 213 000	…	…	1 213 000	70	Dépenses du programme				
…	…	1	…	1	70b	Virement de 400 000 $ du crédit 1 (Transports)				
…	…	…	400 000	400 000		Virement du : crédit 1				
…	…	…	52 948	52 948		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	60 044	60 044		CT, crédit 25 [1]				
…	1 213 000	1	512 992	1 725 993		Total—Crédit 70	1 640 577	85 416	…	1 411 232
					(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés				
…	121 000	…	(12 946)	108 054			108 054	…	…	111 986
…	**1 334 000**	**1**	**500 046**	**1 834 047**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**1 748 631**	**85 416**	**…**	**1 523 218**
						VIA Rail Canada Inc.				
…	335 560 000	…	…	335 560 000	75	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	269 122 495	66 437 505	…	230 497 000
…	**335 560 000**	**…**	**…**	**335 560 000**		**Total de l'organisme—Budgétaire**	**269 122 495**	**66 437 505**	**…**	**230 497 000**
						Total du portefeuille ministériel—				
3 056 531	**4 544 336 422**	**1 445 849 632**	**68 550 763**	**6 061 793 348**		**Budgétaire**	**4 435 708 951**	**1 625 202 219**	**882 178**	**3 830 590 869**
575 000 000	**…**	**…**	**…**	**575 000 000**		**Non budgétaire**	**…**	**…**	**575 000 000**	**…**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Ministère												
Sécurité et sûreté de transport	571 598 400	556 015 802	33 584 205	27 199 196	127 587 500	106 697 395	60 418 041	60 418 041	…	…	672 352 064	629 494 352
Développement de politiques de transport et programmes d'infrastructure	211 644 099	201 495 032	41 307 917	35 391 750	552 269 059	261 286 435	297 819 382	297 819 382	…	…	507 401 693	200 353 835
Développement durable de transport et l'environnement	88 544 125	72 586 810	4 033 878	3 643 869	190 407 481	134 107 159	170 392	170 392	…	…	282 815 092	210 167 446
Sous-total	871 786 624	830 097 644	78 926 000	66 234 815	870 264 040	502 090 989	358 407 815	358 407 815	…	…	1 462 568 849	1 040 015 633
Revenus affectés aux dépenses	(358 407 815)	(358 407 815)	…	…	…	…	(358 407 815)	(358 407 815)	…	…	…	…
Total du ministère—Budgétaire	**513 378 809**	**471 689 829**	**78 926 000**	**66 234 815**	**870 264 040**	**502 090 989**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 462 568 849**	**1 040 015 633**
Société canadienne des postes—												
Budgétaire	**97 210 000**	**97 210 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**97 210 000**	**97 210 000**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**500 000 000**	**…**	**500 000 000**	**…**
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien—												
Budgétaire	**436 156 000**	**427 848 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**436 156 000**	**427 848 000**
Total de l'organisme—Budgétaire	**436 156 000**	**427 848 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**436 156 000**	**427 848 000**
Office des transports du Canada												
Réglementation économique du système de transport fédéral	29 195 228	26 985 664	…	…	…	…	…	…	…	…	29 195 228	26 985 664
Total de l'organisme—Budgétaire	**29 195 228**	**26 985 664**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**29 195 228**	**26 985 664**
La Société des ponts fédéraux Limitée—												
Budgétaire	**10 704 000**	**1 332 564**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**10 704 000**	**1 332 564**
Marine Atlantique SCC—												
Budgétaire	**117 476 001**	**117 476 000**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**117 476 001**	**117 476 000**
Commission de la capitale nationale—												
Budgétaire	**110 821 288**	**103 836 721**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**110 821 288**	**103 836 721**

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Bureau de l'infrastructure du Canada												
Investissements dans l'infrastructure	27 999 601	30 008 489	…	…	3 305 782 229	2 238 509 972	…	…	…	…	3 333 781 830	2 268 518 461
Développement des politiques, des connaissances et des partenariats	15 245 606	9 579 896	…	…	1 692 765	1 747 154	…	…	…	…	16 938 371	11 327 050
Total de l'organisme—Budgétaire	**43 245 207**	**39 588 385**	**…**	**…**	**3 307 474 994**	**2 240 257 126**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 350 720 201**	**2 279 845 511**
Société du Vieux-Port de Montréal inc.—												
Budgétaire	**21 150 000**	**21 149 998**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**21 150 000**	**21 149 998**
Monnaie royale canadienne—												
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**75 000 000**	**…**	**75 000 000**	**…**
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée—												
Budgétaire	**88 397 734**	**49 137 734**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**88 397 734**	**49 137 734**
Tribunal d'appel des transports du Canada												
Audience en révision et en appel	1 834 047	1 748 631	…	…	…	…	…	…	…	…	1 834 047	1 748 631
Total de l'organisme—Budgétaire	**1 834 047**	**1 748 631**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**1 834 047**	**1 748 631**
VIA Rail Canada Inc.—												
Budgétaire	**335 560 000**	**269 122 495**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**335 560 000**	**269 122 495**
Total de l'organisme—Budgétaire	**335 560 000**	**269 122 495**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**335 560 000**	**269 122 495**
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**1 805 128 314**	**1 627 126 021**	**78 926 000**	**66 234 815**	**4 177 739 034**	**2 742 348 115**	**…**	**…**	**…**	**…**	**6 061 793 348**	**4 435 708 951**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**575 000 000**	**…**	**575 000 000**	**…**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Ministère				
					Subventions				
…	100 200 000	75 558 000	(7 000 000)	168 758 000	Programme de remise écoAUTO	119 864 070	48 893 930	…	71 342 000
…	26 447 000	…	(8 400)	26 438 600	Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	26 293 645	144 955	…	25 855 727
…	300 000	…	(180 000)	120 000	Subvention pour la fermeture de passages à niveau	120 000	…	…	155 000
…	130 000	…	…	130 000	Subvention au Programme de développement coopératif de la sécurité opérationnelle et de maintien de la navigabilité (COSCAP) de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	130 000	…	…	130 000
…	**127 077 000**	**75 558 000**	**(7 188 400)**	**195 446 600**	**Total—Subventions**	**146 407 715**	**49 038 885**	**…**	**97 482 727**
					Contributions				
…	82 100 000	10 829 188	8 818 686	101 747 874	Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique	56 591 597	45 156 277	…	40 403 164
…	61 400 000	8 000 000	…	69 400 000	Programme de contribution pour la sécurité des passagers du transport ferroviaire voyageurs et des transports urbains	58 893 730	10 506 270	…	8 077 283
…	54 896 961	…	1 169 429	56 066 390	(S) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la *Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland*	56 066 390	…	…	54 896 961
…	49 800 000	…	1 262 339	51 062 339	Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	51 062 339	…	…	32 305 890
…	33 000 000	…	60 000	33 060 000	Fonds de cession des ports	383 836	32 676 164	…	16 003 616
…	28 046 000	(2 500 000)	(10 246 000)	15 300 000	Programme de contribution pour la sûreté maritime	7 825 864	7 474 136	…	30 806 111
…	15 645 360	…	(24 360)	15 621 000	Programme de contribution aux services de police dans les aéroports	14 215 874	1 405 126	…	…
…	15 075 000	…	(3 612 642)	11 462 358	Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme : Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	7 340 439	4 121 919	…	18 998 202
…	11 243 000	…	4 938 000	16 181 000	Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	16 055 677	125 323	…	13 345 467
…	7 145 000	…	180 000	7 325 000	Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la *Loi sur la sécurité ferroviaire*	7 314 719	10 281	…	7 279 675
…	5 600 000	10 900 001	13 999	16 514 000	Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	16 513 670	330	…	12 436 652
…	5 043 098	3 112 912	227 116	8 383 126	Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain	7 969 382	413 744	…	6 687 312

Paiements de transfert—*Suite*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	4 392 940	…	53 787	4 446 727	Code canadien de sécurité	4 342 940	103 787	…	4 431 533
…	4 319 000	…	(58 000)	4 261 000	Stratégie écoTRANSPORTS—Incitatifs pour les technologies de transport des marchandises	2 174 745	2 086 255	…	…
…	3 300 000	…	…	3 300 000	(S) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal et pour la réfection de la voie de circulation du pont	3 300 000	…	…	2 505 166
…	3 100 000	…	…	3 100 000	Stratégie écoTRANSPORTS—Programme d'alimentation à quai des navires	1 330 000	1 770 000	…	…
…	2 850 000	…	58 000	2 908 000	Stratégie écoTRANSPORTS—Fonds de démonstration des technologies de transport des marchandises	2 075 053	832 947	…	…
…	2 800 000	…	(1 000 000)	1 800 000	Contributions aux provinces pour la modernisation des simulateurs de formation maritime	375 103	1 424 897	…	1 059 897
…	2 715 131	…	…	2 715 131	Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports : Programme initial	2 350 843	364 288	…	1 997 389
…	2 500 000	…	…	2 500 000	Contribution à la Gander International Airport Authority afin de fournir un soutien financier provisoire dans le but de maintenir les activités pendant que les options à long terme pour l'aéroport sont étudiées	2 500 000	…	…	2 300 000
…	1 562 597	8 807 859	(4 753 590)	5 616 866	Programme stratégique d'infrastructures routières : Système de transport intelligent	3 861 237	1 755 629	…	2 582 514
…	723 913	10 490 071	(222 184)	10 991 800	Points de passage frontaliers—Planification et intégration	10 944 367	47 433	…	796 240
…	…	522 676	86 000	608 676	Composante routière	583 690	24 986	…	15 437 796
…	…	…	587 946	587 946	Points de passage frontaliers—Initiatives de transport	518 148	69 798	…	937 997
…	1 300 000	…	100 000	1 400 000	Stratégie écoTRANSPORTS—Programme écoMOBILITÉ	224 633	1 175 367	…	…
…	1 000 000	550 000	(1 000 000)	550 000	Terre-Neuve-et-Labrador—Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Nain, Davis Inlet, Hopedale, Postville, Makkovik, Rigolet, Cartwright, Black Tickle, Charlottetown, Port Hope Simpson, Mary's Harbour, Fox Harbour et Williams Harbour)	550 000	…	…	617 350
…	850 000	…	250 000	1 100 000	Sur la route du transport durable	469 277	630 723	…	…
…	684 000	…	(50 000)	634 000	Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	605 252	28 748	…	655 474
…	620 000	…	(457 961)	162 039	Contribution à l'administration aéroportuaire régionale de Thompson au titre des coûts de remise en état de la piste 05/23 de l'aéroport de Thompson	162 039	…	…	16 480
…	254 000	…	1 000	255 000	Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour des services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération	255 000	…	…	249 000
…	250 000	…	…	250 000	Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	250 000	…	…	250 000
…	200 000	…	(200 000)	…	Contribution à l'appui de la sécurité nautique	…	…	…	…

…	188 000	…	358 455	546 455	Association des transports du Canada	351 069	195 386	…	241 612
…	100 000	…	…	100 000	Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	48 248	51 752	…	52 220
…	50 000	…	…	50 000	Contribution au Conseil canadien des administrateurs en transport motorisé—Alliance pour la sécurité des véhicules commerciaux (ASVC)	43 468	6 532	…	…
…	39 000	…	22 000	61 000	Étude conjointe d'observation avec la Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent sur les effets du déglaçage dans la Voie maritime du Saint-Laurent	14 731	46 269	…	11 018
…	18 000	…	…	18 000	Programme de bourse pour le Groupe de recherches sur les transports au Canada	12 000	6 000	…	15 000
…	…	210 960 204	(3 129 201)	207 831 003	Programme de contribution du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers	4 245 956	203 585 047	…	…
…	…	1 500 000	…	1 500 000	Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité—Mesure du temps d'attente à la frontière	…	1 500 000	…	…
…	…	879 000	…	879 000	Projet pilote relatif à l'utilisation de l'Architecture des flux d'information frontaliers	…	879 000	…	…
…	…	612 500	…	612 500	Contribution à la municipalité régionale de Durham pour une stratégie à long terme sur le transport en commun	…	612 500	…	…
…	…	6 600 000	…	6 600 000	Contribution à NAV Canada pour appuyer la sécurité au cours des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010	6 600 000	…	…	…
…	…	…	100 000	100 000	Contribution à la Colombie-Britannique pour le forum sur le camionnage du Lower-Mainland	100 000	…	…	31 296
…	…	…	389 860	389 860	Contribution financière spéciale à la Régie intermunicipale de l'aéroport régional de Mont-Joli qui servira à la construction d'un abri polyvalent ainsi qu'à la réalisation de divers projets d'immobilisations	389 860	…	…	210 140
…	…	…	140 000	140 000	Contribution au Greater Vancouver Gateway Council (GVGC) et au Western Transportation Advisory Council (WESTAC) pour intéressement du public aux activités recherches	140 000	…	…	85 000
…	…	…	250 000	250 000	Contribution à la Vision national pour la sûreté routière du Canada	237 448	12 552	…	248 861
…	…	…	6 300 000	6 300 000	Cession du Centre de formation aux mesures d'urgence maritime—St Romuald Qc	6 300 000	…	…	…
…	…	…	69 350	69 350	Recherche et développement en matière d'infrastructure de transport nordique	34 650	34 700	…	…
…	…	…	50 000	50 000	Contribution à Halifax International Airport changement de nom à Halifax Robert L Stanfield International Airport	50 000	…	…	…
…	…	…	10 000	10 000	Contribution à l'Association chaîne d'approvisionnement et logistique Canada	10 000	…	…	…
…	…	…	…	…	Éléments non requis pour l'exercice en cours	…	…	…	271 112
…	**402 811 000**	**271 264 411**	**742 029**	**674 817 440**	**Total—Contributions**	**355 683 274**	**319 134 166**	**…**	**276 243 428**
…	**529 888 000**	**346 822 411**	**(6 446 371)**	**870 264 040**	**Total du ministère**	**502 090 989**	**368 173 051**	**…**	**373 726 155**
					Bureau de l'infrastructure du Canada				
					Contributions				
…	629 091 000	93 579 642	10 747 235	733 417 877	Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	505 428 856	227 989 021	…	922 362 970
…	399 885 000	…	…	399 885 000	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	220 324 108	179 560 892	…	143 320 160

Paiements de transfert—*Fin*

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
…	69 301 000	56 238 705	(11 157 032)	114 382 673	Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	81 110 798	33 271 875	…	69 902 838
…	1 240 000	1 000 000	(547 235)	1 692 765	Contributions en vertu du Programme de recherches, connaissances et rayonnement	1 692 765	…	…	3 220 109
…	…	375 846 000	…	375 846 000	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada - Volet grandes infrastructure	55 425 232	320 420 768	…	…
…	…	14 830 000	…	14 830 000	Contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada - Volet collectivité	807 884	14 022 116	…	…
…	…	…	800 000	800 000	Association canadienne de normalisation	54 389	745 611	…	…
…	**1 099 517 000**	**541 494 347**	**(157 032)**	**1 640 854 315**	**Total—Contributions**	**864 844 032**	**776 010 283**	**…**	**1 138 806 077**
					Autres paiements de transfert				
…	987 490 000	24 644 329	…	1 012 134 329	Programme d'autres paiements de transfert du Fonds de la taxe sur l'essence (FTE)	984 811 594	27 322 735	…	778 203 171
…	327 771 000	326 715 350	…	654 486 350	Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	390 601 500	263 884 850	…	…
…	**1 315 261 000**	**351 359 679**	**…**	**1 666 620 679**	**Total—Autres paiements de transfert**	**1 375 413 094**	**291 207 585**	**…**	**778 203 171**
…	**2 414 778 000**	**892 854 026**	**(157 032)**	**3 307 474 994**	**Total de l'organisme**	**2 240 257 126**	**1 067 217 868**	**…**	**1 917 009 248**
…	**2 944 666 000**	**1 239 676 437**	**(6 603 403)**	**4 177 739 034**	**Total du portefeuille ministériel**	**2 742 348 115**	**1 435 390 919**	**…**	**2 290 735 403**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Ministère			
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Sécurité et sûreté de transport			
Règlements de l'aviation canadiens	8 211 149	8 211 149	8 361 609
Entretien d'aéronefs et services de pilotage	33 061 024	33 061 024	35 260 394
Droits réglementaires de sécurité maritime	8 085 895	8 085 895	8 239 889
Revenus du Programme d'immatriculation des véhicules importés	7 461 610	7 461 610	7 459 570
Inspections et certification	1 356 175	1 356 175	1 306 612
Paiements de location du centre d'essai pour véhicules automobiles	162 657	162 657	…
Location et concession	1 077 127	1 077 127	272 788
Vente et formation	830 294	830 294	783 270
Recherche et développement	…	…	251 617
Divers	172 110	172 110	83 626
	60 418 041	60 418 041	62 019 375
Développement de politiques de transport et programmes d'infrastructure			
Revenus des prévisions des services de l'air	121 546	121 546	239 103
Revenus des ports publics provenant des frais imposés aux usagers et des permis aux droits de quai	8 308 081	8 308 081	8 264 746
Revenus dans les aéroports provenant des frais imposés aux usagers et contrats de services	6 083 339	6 083 339	5 230 172
Paiements de location reliés aux biens meubles des autorités des aéroports	275 602 364	275 602 364	295 386 137
Recherche et développement	584 906	584 906	758 900
Inspection et certification	12 031	12 031	10 598
Location et concessions	6 799 490	6 799 490	6 632 040
Vente et formation	114 149	114 149	104 825
Divers	193 476	193 476	75 615
	297 819 382	297 819 382	316 702 136
Développement durable de transport et l'environnement	170 392	170 392	183 566
Total du portefeuille ministériel— Budgétaire	**358 407 815**	**358 407 815**	**378 905 077**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Ministère		
Autres revenus—		
Revenus de placements—[1]		
Prêts, placements et avances—		
Société immobilière du Canada limitée—Dividendes	7 643 000	7 500 000
Société canadienne des postes—Dividendes	21 800 000	47 670 000
Monnaie royale canadienne—Dividendes	1 000 000	1 000 000
Andrew Ferri—Voie maritime du Saint-Laurent	18 494	34 064
Administration portuaire de Saint John	312 977	314 569
Administration portuaire de Prince Rupert	251 167	155 280
Administration portuaire de St. John's	102 700	96 409
Administration portuaire de Halifax	1 109 571	1 116 679
Administration portuaire de Trois-Rivières	115 193	105 614
Administration portuaire Vancouver Fraser	4 775 495	4 987 052
Administration portuaire de Port Alberni	54 961	64 655
Administration portuaire de Toronto	612 845	403 771
Administration portuaire de Sept-Îles	280 930	249 624
Administration portuaire de Québec	895 237	696 753
Administration portuaire de Montréal	3 869 189	3 718 709
Administration portuaire de Thunder Bay	63 978	61 259
Administration portuaire de Windsor	28 050	26 249
Administration portuaire de Hamilton	462 118	513 501
Administration portuaire de Nanaïmo	164 926	131 630
Administration portuaire de Belledune	160 517	146 803
Administration portuaire de Saguenay	45 199	36 958
	43 766 547	69 029 579
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 101 703	1 476 544
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	…	881 237
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	7 117 514	6 460 536
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA)	…	12 219 361
Ministère des Transports Québec (MTQ)	…	2 028 421
	14 219 217	23 066 099
Ventes de biens et de services—		
Droits et privilèges—		
Permis de transport d'explosif	…	53 916
Revenus de redevances	31 035	50 153
Corporation de gestion de la Voie maritime du Saint-Laurent	8 012 675	7 933 848
	8 043 710	*8 037 917*
Location et utilisation de biens publics—		
Location à bail de wagons-trémies—CN	5 685 771	11 755 703
Location à bail de wagons-trémies—CP	5 288 548	14 909 032
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	984 126	1 039 238

Revenus—*Suite*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	7 338 906	7 178 718
Frais d'utilisation imposés et perçus en vertu de diverses lois et pouvant être dépensés de nouveau	268 228 686	287 822 970
	287 526 037	*322 705 661*
Services de nature réglementaire—		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	*23 576 566*	*23 789 318*
Services de nature non réglementaire—		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères—Frais d'utilisation imposés	14 551 528	14 095 536
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	146 276	151 157
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	34 315 917	35 747 208
	49 013 721	*49 993 901*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Frais d'utilisation imposés en vertu des lois habilitantes des ministères—Frais d'utilisation imposés en vertu des lois propres à des programmes des ministères	799 611	702 229
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	764 178	735 472
	1 563 789	*1 437 701*
Autres frais et droits—		
Frais d'utilisation imposés en vertu des règlements établis par le Conseil du Trésor ou le gouverneur en conseil conformément à l'article 19 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*	1 574	1 407
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CN	14 623 322	6 173 577
Revenus pour les règlements des dommages aux wagons-trémies du CP	227 274	347 513
Revenus pour les frais de surestarie reliés aux wagons-trémies du CN	253 298	94 160
Revenus des Chemins de fer nationaux du Canada pour les frais de surestarie reliés aux wagons-trémies	…	52 142
Revenus d'intérêts des aéroports cédés	467	5 837
Frais d'utilisation imposés en vertu de contrats	(25 377)	(11 717)
	15 080 558	*6 662 919*
	384 804 381	412 627 417

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	881 695	3 039 680
Revenus divers—		
Amendes	1 553 048	1 527 002
Produits de cession des ventes de biens immobiliers	899 002	1 058 802
Divers	291 613	353 847
Dons à l'État	…	3 000 000
	2 743 663	5 939 651
Total du ministère	**446 415 503**	**513 702 426**
Office des transports du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	7 487	9 049
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	21 414	1 589
	28 901	10 638
Ventes de biens et de services—		
Services de nature réglementaire	15 000	30 000
Autres frais et droits—		
Frais pour services rendus à des compagnies	30	25
	15 030	30 025
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	324	16 851
Revenus divers	58 115	1 043
Total de l'organisme	**102 370**	**58 557**
Bureau de l'infrastructure du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de traitements, biens et services	7 458	500
Autres transferts à des organismes sans but lucratif	67 909	89 836
Taxe sur les transferts de fonds	2 185	…
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	1 055 192	11 805 903
	1 132 744	11 896 239
Ventes de biens et de services—		
Autres frais et droits	175	180
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	483	…
Revenus divers	7 418	1 890
Total de l'organisme	**1 140 820**	**11 898 309**

Revenus—*Fin*

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Tribunal d'appel des transports du Canada		
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	37 930	44 956
Total de l'organisme	**37 930**	**44 956**
Sommaire du portefeuille ministériel		
Autres revenus—		
Revenus de placements	43 766 547	69 029 579
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	15 418 792	35 017 932
Ventes de biens et de services	384 819 586	412 657 622
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	882 502	3 056 531
Revenus divers	2 809 196	5 942 584
Total du portefeuille ministériel	**447 696 623**	**525 704 248**

(1) Intérêt sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

SECTION 27

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Travaux publics et Services gouvernementaux

SOMMAIRE

	Page
Résultat stratégique et description des activités de programme	27.2
Sommaire du portefeuille ministériel	27.5
Activités de programme	27.7
Paiements de transfert	27.9
Détail des montants disponibles pour être dépensés	27.10
Revenus	27.10

Résultat stratégique

Services de qualité : les ministères et organismes bénéficient de toute une gamme de services pangouvernementaux centralisés très efficaces.

Description des activités de programme

Services d'approvisionnement

En tant que services d'achat principaux du gouvernement, cette activité de programme offre aux organismes fédéraux un large éventail d'outils d'approvisionnement (contrats spécialisés, offres à commandes, modalités d'approvisionnement, marchés électroniques, etc.). Ces services inclus l'approvisionnement militaire et l'approvisionnement pour les grands projets de l'État, ainsi que des services spécialisés comme les inspections maritimes et les services techniques, la gestion des biens saisis, la gestion des voyages, les normes et la certification des biens et services, l'aliénation des biens et services excédentaires, l'approvisionnement en vaccins et médicaments au nom des provinces et des territoires, et l'enregistrement des services de gestion de la qualité (ISO 9000) et de l'environnement (ISO 14001). Les Services d'approvisionnement apportent aussi une aide à la préparation de projets d'approvisionnement professionels, comme les normes de certification des professionels de l'approvisionnement.

Fonds renouvelable des services optionnels

Cette activité de programme offre aux organismes fédéraux des services spécialisés (services de voyage, approvisionnement en vaccins ou en communications, et modalité de paiement des factures de taxis).

Fonds renouvelable de la production de défense

Ancien fonds inutilisé à l'heure actuelle. On le maintient pour assurer les services d'acquisition de fournitures militaires en cas d'urgence.

Locaux et avoirs fédéraux

Cette activité de programme gère les biens immobiliers sous la garde de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au nom des organismes fédéraux. Elle offre des milieux et des installations de travail qui permettent aux organismes fédéraux d'assurer des programmes et des services. Les locaux et les avoirs immobiliers fédéraux sont gérés en tant qu'investissements pour le compte des contribuables.

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Cette activité de programme assure des services, selon le principe du recouvrement des coûts, aux organismes fédéraux qui demandent des services allant au-delà de ceux financés par l'activité de programme Locaux et avoirs fédéraux, et les offre aussi à titre facultatif aux autres organismes fédéraux.

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

Cette activité de programme offre aux organismes fédéraux gardiens d'immeubles un mécanisme d'autofinancement facultatif pour l'aliénation de routine de tous les biens immobiliers fédéraux qui sont excédentaires. Ces services sont nécessaires pour permettre à tous les gardiens de tirer profit des biens excédentaires. Le fonds est assujetti à des conditions particulières du Conseil du Trésor.

Services d'infrastructure de technologie de l'information

Cette activité de programme assure un leadership en matière de soutien des projets de transformation des Technologies de l'information (TI) pangouvernementaux. Elle collabore étroitement avec les organismes fédéraux clients en vue de comprendre leurs besoins en TI et d'y donner suite, et d'assurer en même temps la prestation de services et de solutions en TI sécurisés. Les services de TI comprennent le courtage, la création et/ou la gestion de réseaux d'audio-messagerie et de données, de centres de données, d'environnement informatique réparti, d'applications, d'accès partagé et d'éléments habilitants de la gestion de l'information.

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

Cette activité de programme fournit aux organismes fédéraux une infrastructure, des installations et des services de télécommunication et de réseau partagé sécurisés, grâce à un fonds renouvelable entièrement compensatoire et financé par les clients.

Services linguistiques

Cette activité de programme fournit des services de traduction, de révision, d'interprétation, de terminologie et d'autres services linguistiques en vue de permettre au Parlement de fonctionner dans les deux langues officielles; assure des services d'interprétation des conférences dans les deux langues officielles, et dans d'autres langues, pour la magistrature et les organismes fédéraux; et s'occupe de la normalisation de la terminologie dans la fonction publique fédérale. Son mandat découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*.

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Cette activité de programme fournit des services de traduction, de révision, de technolinguistiques et d'autres services linguistiques à la magistrature et aux organismes fédéraux et, sur demande, aux autres gouvernements canadiens et aux organisations internationales, selon le principe du recouvrement des coûts. Son mandat découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*.

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Cette activité de programme fournit, à titre facultatif et selon le principe du recouvrement des coûts, des services d'experts-conseils et de vérification aux organismes

fédéraux et, sur demande, aux administrations provinciales, territoriales, municipales et autochtones au Canada, de même qu'aux gouvernements étrangers et aux organismes internationaux.

Services d'information

Cette activité de programme comprend la prestation d'une variété de services pour l'amélioration des communications gouvernementales, des systèmes administratifs gouvernementaux partagés et des services en ressources humaines, et de la sécurité industrielle. Par l'entremise de services et de produits d'information et de communication, elle offre des communications gouvernementales adaptées aux besoins variés des Canadiens en matière d'information. Par l'entremise de services partagés, elle offre un soutien centralisé aux systèmes administratifs du gouvernement fédéral ainsi que des services en ressources humaines intégrés aux petits ministères. Grâce à la gestion et à l'exécution de programmes de sécurité, elle veille à la sauvegarde des renseignements et des biens classifiés et protégés, et à la protection des biens contrôlés contre la possession, l'examen ou le transfert non autorisés pendant qu'ils sont sous la garde d'entreprises privées.

Services du receveur général

Cette activité de programme gère les opérations pour le Système ministériel de gestion financière; fournit aux organismes fédéraux des services optionnels de numérisation de documents et des services de paiement de factures; et offre des services optionnels d'impression des effets de paiement tels que des relevés d'information sur les impôts et des relevés de rémunération. Les services optionnels sont offerts selon le principe du recouvrement des coûts.

Services de rémunération de la fonction publique

Cette activité de programme diffuse des renseignements provenant de tierces parties aux fonctionnaires et aux pensionnés, et assure la prestation de services de pension aux rentiers des Forces canadiennes.

Services d'écologisation des opérations gouvernementales

Cette activité de programme offre une panoplie de services à TPSGC et aux clients interministériels, et apporte un soutien direct à la mise en oeuvre des objectifs du gouvernement en matière d'environnement et de développement durable, en lui aidant à obtenir des avantages sociaux et environnementaux. Les services comprennent un soutien technique à la prévention de la pollution et à la biorestauration des sites contaminés, la conception d'édifices durables, l'évaluation environnementale et la gestion des eaux usées. Ces services sont offerts à l'échelle nationale, à titre facultatif et selon le principe du recouvrement des coûts.

Résultat stratégique

Intendance saine : les Canadiens bénéficient de l'application d'une intendance saine et d'une surveillance adéquate dans le cadre de la prestation de services pangouvernementaux centralisés.

Description des activités de programme

Intendance de l'approvisionnement

Cette activité de programme englobe une politique d'approvisionnement, l'assurance de la qualité des contrats, le perfectionnement professionnel, l'examen du rendement des fournisseurs, et d'autres activités de gestion et d'administration à l'appui de l'exécution des programmes.

Intendance des biens immobiliers

Cette activité de programme offre un leadership stratégique et une gestion proactive des ressources et des biens immobiliers à l'appui de l'éxécution des programmes gouvernementaux.

Intendance de l'infrastructure de la technologie de l'information

Cette activité de programme fournit aux organismes fédéraux des conseils, un leadership et des rapports sur les activités de TI gouvernementales, de manière à favoriser la sauvegarde de l'information d'un point de vue pangouvernemental.

Intégration des affaires—Gestion du rendement

Le Ministère déterminera les besoins opérationnels et stratégiques des ministères clients; recueillera de l'information sur les besoins futurs des clients et en fera part aux directions générales; diffusera de l'information sur les secteurs d'activité aux clients afin d'harmoniser leurs attentes en matière de prestation de services aux capacités de TPSGC; établira l'infrastructure nécessaire à la gestion efficace des relations avec les clients; et, d'un point de vue ministériel, mesurera et contrôlera les perceptions des clients quant à la valeur des services offerts par TPSGC et fera part des résultats aux secteurs d'activité, afin qu'ils puissent en tenir compte dans le cadre de la planification, de l'élaboration et de l'amélioration de leur processus. Ces activités sont menées et administrées à l'échelle nationale par l'entremise de nos bureaux du secteur de la capitale nationale et des régions.

Intendance linguistique

Cette activité de programme permet d'exercer un pouvoir professionnel dans le domaine des services linguistiques, sous forme d'un rôle actif dans l'établissement de normes professionnelles et d'assurance de la qualité en matière de traduction, d'interprétation, de terminologie et de technolinguistique au sein du gouvernement. Elle aide à établir et à perfectionner les capacités de traduction bilingues, autochtones et étrangères dont le gouvernement et le Canada ont besoin pour appuyer les objectifs sociaux, économiques, internationaux et sécuritaires du pays. Son autorité découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*.

Intendance de l'information

Cette activité de programme fournit des conseils, une coordination et des rapports sur les activités de communication gouvernementales, de manière à favoriser, d'un point de vue pangouvernemental, la transparence, la responsabilisation et la conformité aux lois et aux politiques.

Intendance du receveur général

Cette activité de programme assure un soutien au Trésor et aux Comptes du Canada (perception des recettes, opérations de gestion de la trésorerie, services de paiement, Comptes publics, État mensuel des opérations financières et comptes centraux).

Intendance de la paye de la fonction publique

Cette activité de programme administre les processus de paye du gouvernement; établit et entretient les systèmes informatiques et l'infrastructure nationale de bureaux de service; offre une formation et des conseils aux conseillers en rémunération dans les ministères; et assure la liaison avec les conseillers en rémunération, le Secrétariat du Conseil du Trésor et les compagnies d'assurances à propos de régimes d'assurance.

Intendance des pensions de la fonction publique

Cette activité de programme administre les processus de pension du gouvernement; établit et entretient les systèmes informatiques; fournit des conseils et une formation; offre des services dans le domaine des assurances, dont la liaison avec les pensionnés, avec les compagnies d'assurances et, parfois, avec les employés. Elle élabore en outre des directives administratives sur les assurances et de cours de formation à l'intention de l'ensemble des conseillers en rémunération.

Intendance de l'écologisation des opérations gouvernementales

Cette activité de programme fournit un leadership interministériel, une orientation fonctionnelle et des conseils sur un éventail d'activités liées à l'écologisation. Elle appuie le Secrétariat du Conseil du Trésor dans l'élaboration continue de politiques et la création d'instruments de gestion du rendement dans ce domaine. Elle met en place les programmes, les initiatives, les politiques, les outils et les cadres de gestion nécessaires à l'écologisation des services et opérations de TPSGC. Enfin, elle élabore les stratégies de développement durable de TPSGC, surveille le rendement et rédige le rapport annuel sur le rendement du Ministère qui a trait au développement durable.

Sommaire du portefeuille ministériel

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
…	1 975 859 000	…	…	1 975 859 000	1	Dépenses de fonctionnement				
…	…	30 122 523	…	30 122 523	1a	Virement de 250 000 $ du crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	93 040 224	…	93 040 224	1b	Virement de 1 768 452 $ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 883 523 $ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	250 000	250 000		Virement du : crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	1 768 452	1 768 452		crédit 5				
…	…	…	2 883 523	2 883 523		crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile)				
…	…	…	16 301	16 301		CT, crédit 5 [1]				
…	…	…	42 730 773	42 730 773		CT, crédit 15 [1]				
…	…	…	31 619 141	31 619 141		CT, crédit 25 [1]				
…	…	…	20 207 088	20 207 088		CT, crédit 30 [1]				
…	…	…	(22 021 032)	(22 021 032)		Virement au : crédit 1 (Agence du revenu du Canada)				
…	…	…	(2 529 697)	(2 529 697)		crédit 1 (Patrimoine canadien)				
…	…	…	(934 800)	(934 800)		crédit 1 (Conseil du Trésor)				
…	…	…	(2 965 194)	(2 965 194)		crédit 5				
…	…	…	(168 637)	(168 637)		crédit 5 (Patrimoine canadien)				
…	1 975 859 000	123 162 747	70 855 918	2 169 877 665		Total—Crédit 1	1 994 783 022	175 094 643	…	1 938 091 991
…	290 880 000	…	…	290 880 000	5	Dépenses en capital				
…	…	112 724 000	…	112 724 000	5a	Virement de 1 451 471 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	16 805 000	…	16 805 000	5b	Virement de 1 513 723 $ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux)				
…	…	…	2 965 194	2 965 194		Virement du crédit 1				
…	…	…	(1 768 452)	(1 768 452)		Virement au crédit 1				
…	290 880 000	129 529 000	1 196 742	421 605 742		Total—Crédit 5	373 653 472	47 952 270	…	304 834 669
…	79 745 000	…	21 907 541	101 652 541	(S)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	101 652 541	…	…	110 317 154
…	76 422	…	(865)	75 557	(S)	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux—Traitement et allocation pour automobile	75 557	…	…	74 324
30 736 134	2 000 000	…	(2 000 000)	30 736 134	(S)	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction				
…	…	…	1 414 590	1 414 590		Virement du CT, crédit 30 [1]				
30 736 134	2 000 000	…	(585 410)	32 150 724		Total	4 723 406	…	27 427 318	3 281 823

Sommaire du portefeuille ministériel—*Fin*

Provenance des autorisations							Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans									
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi	Crédit		Employées au cours de l'exercice	Annulées ou (dépassées)	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$			$	$	$	$
6 308 754	(5 500 000)	…	5 500 000	6 308 754	(S)	Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(11 224 741)	11 474 006 [2]	6 059 489	(8 711 496)
41 565 576	…	…	…	41 565 576	(S)	Fonds renouvelable des services optionnels	2 835 928	…	38 729 648	(3 319 169)
24 626 412	…	…	…	24 626 412	(S)	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	3 717 957	…	20 908 455	(19 821)
150 504 120	…	…	…	150 504 120	(S)	Fonds renouvelable des Services immobiliers	(3 224 407)	…	153 728 527	(504 120)
30 203 810	…	…	…	30 203 810	(S)	Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	(7 102 722)	…	37 306 532	(670 215)
100 000 000	…	…	…	100 000 000	(S)	Fonds renouvelable de la production de défense	…	…	100 000 000	…
…	…	…	412 588	412 588	(S)	Remboursements de montants portés aux revenus d'exercices antérieurs	412 588	…	…	2 707 212
87 451	…	…	259 244	346 695	(S)	Dépenses des produits de la vente de biens excédentaires de l'État	226 604	…	120 091	447 386
…	…	…	247	247	(S)	Honoraires—Agence de recouvrement	247	…	…	2 446
…	…	…	469 199 199	469 199 199	(S)	Paiement en remplacement d'impôts fonciers versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	469 199 199	…	…	459 675 852
…	…	…	(470 372 938)	(470 372 938)	(S)	Recouvrements des ministères responsables	(470 372 938)	…	…	(458 060 165)
…	…	…	15 365	15 365	(S)	Pertes d'opérations de change	15 365	…	…	21 937
384 032 257	2 343 060 422	252 691 747	98 387 631	3 078 172 057		Total budgétaire	2 459 371 078	234 520 919	384 280 060	2 348 169 808
5 422 207	…	…	…	5 422 207	L15b	Caisses d'avance fixe, avances à justifier et avances recouvrables. Limite 22 000 000 $ (Net)	(54 595)	…	5 476 802	5 858 272
48 908 440	…	…	…	48 908 440	(S)	(L) *Loi sur l'administration des biens saisis* de 1993, article 12, paragraphes 1, 2, 3 et 4. Limite 50 000 000 $ (Net)	2 127 187	…	46 781 253	(941 649)
54 330 647	…	…	…	54 330 647		Total non budgétaire	2 072 592	…	52 258 055	4 916 623
						Total du portefeuille ministériel—				
384 032 257	**2 343 060 422**	**252 691 747**	**98 387 631**	**3 078 172 057**		**Budgétaire**	**2 459 371 078**	**234 520 919**	**384 280 060**	**2 348 169 808**
54 330 647	**…**	**…**	**…**	**54 330 647**		**Non budgétaire**	**2 072 592**	**…**	**52 258 055**	**4 916 623**

Note : Les libellés complets de toutes les autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, de toutes les autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, de toutes les autorisations permanentes accordées / abrogées au cours de l'exercice, ainsi que de toutes les autorisations disponibles des exercices antérieurs sont présentés à la section 1 de ce volume.

(S) Autorisation législative.

(L) Autorisation non budgétaire (prêt, placement ou avance).

[1] Conseil du Trésor, crédit 5—Éventualités du gouvernement.
Conseil du Trésor, crédit 10—Initiatives pangouvernementales.
Conseil du Trésor, crédit 15—Rajustements à la rémunération.
Conseil du Trésor, crédit 25—Report du budget de fonctionnement.
Conseil du Trésor, crédit 30—Besoins en matière de rémunération.

[2] Le 19 janvier 1995, la décision du Conseil du Trésor a été rendue, étant entendu que l'excédent de 5 000 000 $ accumulé à la fin de l'exercice sera versé au Trésor.

Activités de programme

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Locaux et avoirs fédéraux	2 313 133 604	2 230 065 579	415 000 742	367 339 278	(1 173 739)	(1 173 739)	897 356 398	897 356 398	…	…	1 829 604 209	1 698 874 720
Services d'approvisionnement	264 406 851	257 035 375	…	…	…	…	73 948 076	73 948 076	…	…	190 458 775	183 087 299
Services d'infrastructure de technologie de l'information	287 725 967	279 894 045	6 605 000	6 314 194	…	…	238 250 558	238 250 558	…	…	56 080 409	47 957 681
Intendance du receveur général	153 048 415	138 785 999	…	…	…	…	19 800 815	19 800 815	…	…	133 247 600	118 985 184
Services linguistiques	68 557 081	60 882 865	…	…	…	…	…	…	…	…	68 557 081	60 882 865
Services d'écologisation des opérations gouvernementales	54 403 638	15 868 541	…	…	…	…	…	…	…	…	54 403 638	15 868 541
Intendance des biens immobiliers	71 231 777	54 421 435	…	…	…	…	1 939 898	1 939 898	…	…	69 291 879	52 481 537
Intendance de l'approvisionnement	53 582 891	59 331 570	…	…	…	…	3 158 195	3 158 195	…	…	50 424 696	56 173 375
Intendance de la paye de la fonction publique	47 020 405	46 348 292	…	…	…	…	7 092 804	7 092 804	…	…	39 927 601	39 255 488
Intendance des pensions de la fonction publique	134 518 664	130 909 289	…	…	…	…	97 896 726	97 896 726	…	…	36 621 938	33 012 563
Services d'information	83 207 202	82 332 933	…	…	…	…	40 385 407	40 385 407	…	…	42 821 795	41 947 526
Intendance de l'infrastructure de la technologie de l'information	146 132 192	142 964 168	…	…	…	…	73 701 513	73 701 513	…	…	72 430 679	69 262 655
Intendance de l'information	22 377 139	19 250 759	…	…	…	…	819 068	819 068	…	…	21 558 071	18 431 691
Services du receveur général	14 686 264	20 303 926	…	…	…	…	4 907 729	4 907 729	…	…	9 778 535	15 396 197
Intégration des affaires—Gestion du rendement	47 338 623	47 338 623	…	…	…	…	40 523 502	40 523 502	…	…	6 815 121	6 815 121
Intendance linguistique	3 014 389	2 946 348	…	…	…	…	…	…	…	…	3 014 389	2 946 348
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	242 880 322	210 949 394	…	…	…	…	210 729 000	206 225 389	…	…	32 151 322	4 724 005
Intendance de l'écologisation des opérations gouvernementales	3 705 466	2 950 185	…	…	…	…	1 395 000	1 395 000	…	…	2 310 466	1 555 185
Services de rémunération de la fonction publique	6 919 914	8 168 005	…	…	…	…	1 457 183	1 457 183	…	…	5 462 731	6 710 822
Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	227 526 260	232 801 630	…	…	…	…	197 320 000	239 904 092	…	…	30 206 260	(7 102 462)
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	73 560 412	37 748 355	…	…	…	…	48 934 000	34 030 398	…	…	24 626 412	3 717 957
Fonds renouvelable des Services immobiliers	1 130 425 120	1 272 176 393	…	…	…	…	979 921 000	1 275 400 800	…	…	150 504 120	(3 224 407)
Fonds renouvelable de la production de défense	100 000 000	…	…	…	…	…	…	…	…	…	100 000 000	…
Fonds renouvelable des Services optionnels	141 937 576	111 706 355	…	…	…	…	100 372 000	108 870 427	…	…	41 565 576	2 835 928
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	14 808 754	1 858 050	…	…	…	…	8 500 000	13 082 791	…	…	6 308 754	(11 224 741)

Activités de programme—*Fin*

	Fonctionnement		Capital		Paiements de transfert		Revenus affectés aux dépenses		Non budgétaire		Total	
	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice	Total des autorisations disponibles pour emploi	Autorisations employées au cours de l'exercice
	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Fonds de caisse à montant fixe, avances à justifier et avances remboursables	…	…	…	…	…	…	…	…	5 422 207	(54 595)	5 422 207	(54 595)
Administration des biens saisis	…	…	…	…	…	…	…	…	48 908 440	2 127 187	48 908 440	2 127 187
Sous-total—												
Budgétaire	5 706 148 926	5 467 038 114	421 605 742	373 653 472	(1 173 739)	(1 173 739)	3 048 408 872	3 380 146 769	…	…	3 078 172 057	2 459 371 078
Non budgétaire	…	…	…	…	…	…	…	…	54 330 647	2 072 592	54 330 647	2 072 592
Revenus affectés aux dépenses	(3 048 408 872)	(3 380 146 769)	…	…	…	…	(3 048 408 872)	(3 380 146 769)	…	…	…	…
Total du portefeuille ministériel—												
Budgétaire	**2 657 740 054**	**2 086 891 345**	**421 605 742**	**373 653 472**	**(1 173 739)**	**(1 173 739)**	**…**	**…**	**…**	**…**	**3 078 172 057**	**2 459 371 078**
Non budgétaire	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**…**	**54 330 647**	**2 072 592**	**54 330 647**	**2 072 592**

Paiements de transfert

Provenance des autorisations						Utilisation des autorisations			
	Indiquées dans								
Disponibles des exercices antérieurs	Budget principal des dépenses	Budgets supplémentaires des dépenses	Redressements, mandats et virements	Total disponible pour emploi		Employées au cours de l'exercice	Écart	Disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	Employées au cours de l'exercice précédent
$	$	$	$	$		$	$	$	$
					Subventions				
…	481 095 253	…	(11 896 054)	469 199 199	(S) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	469 199 199	…	…	459 675 852
…	(481 095 253)	…	10 722 315	(470 372 938)	(S) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers	(470 372 938)	…	…	(458 060 165)
…	**…**	**…**	**(1 173 739)**	**(1 173 739)**	**Total du portefeuille ministériel**	**(1 173 739)**	**…**	**…**	**1 615 687**

(S) Paiement de transfert législatif.

Détail des montants disponibles pour être dépensés

	Autorisations disponibles pour emploi dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice courant	Autorisations employées dans l'exercice précédent
	$	$	$
Budgétaires (revenus disponibles pour être dépensés)			
Locaux et avoirs fédéraux	897 356 398	897 356 398	756 396 757
Services d'approvisionnement	73 948 076	73 948 076	82 371 055
Services d'infrastructure de technologie de l'information	238 250 558	238 250 558	249 646 583
Intendance du receveur général	19 800 815	19 800 815	19 469 990
Intendance des biens immobiliers	1 939 898	1 939 898	3 340 013
Intendance de l'approvisionnement	3 158 195	3 158 195	4 668 904
Intendance de la paye de la fonction publique	7 092 804	7 092 804	6 705 609
Intendance des pensions de la fonction publique	97 896 726	97 896 726	74 151 647
Services d'information	40 385 407	40 385 407	5 802 781
Intendance de l'infrastructure de la technologie de l'information	73 701 513	73 701 513	1 113 338
Intendance de l'information	819 068	819 068	…
Services du receveur général	4 907 729	4 907 729	2 370 308
Intégration des affaires—Gestion du rendement	40 523 502	40 523 502	38 580 987
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	210 729 000	206 225 389	215 319 516
Intendance de l'écologisation des opérations gouvernementales	1 395 000	1 395 000	1 951 669
Services de rémunération de la fonction publique	1 457 183	1 457 183	3 386 888
Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique	197 320 000	239 904 092	197 368 365
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	48 934 000	34 030 398	35 303 492
Fonds renouvelable des Services immobiliers	979 921 000	1 275 400 800	1 036 177 270
Fonds renouvelable des Services optionnels	100 372 000	108 870 427	104 812 482
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	8 500 000	13 082 791	11 163 513
Services d'intégration des affaires	…	…	28 181 700
Total budgétaire	3 048 408 872	3 380 146 769	2 878 282 867
Non budgétaires (rentrées disponibles pour être dépensées)			
Recouvrement—Caisse d'avance fixe	5 422 207	54 595	…
Recouvrement—Biens saisis	…	39 700 508	43 460 476
Total non budgétaire	5 422 207	39 755 103	43 460 476
Total du portefeuille ministériel—			
Budgétaire	**3 048 408 872**	**3 380 146 769**	**2 878 282 867**
Non budgétaire	**5 422 207**	**39 755 103**	**43 460 476**

Revenus

	Exercice en cours	Exercice précédent
	$	$
Autres revenus—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs—		
Recouvrements de dépenses d'exercices antérieurs	14 132 725	8 359 428
Redressements des créditeurs de l'exercice précédent	6 822 866	11 023 742
	20 955 591	19 383 170
Ventes de biens et de services—		
Location et utilisation de biens publics	*755 518 328*	*439 675 228*
Services de nature réglementaire—		
Bénéfices de bassins de radoub	4 765 636	6 371 551
Divers	123 060 411	100 942 359
	127 826 047	*107 313 910*
Services de nature non réglementaire—		
Location, licences et permis	*1 121 003 919*	*1 278 111 797*
Ventes de biens et de produits d'information—		
Ventes de biens et de produits d'information	13 082 791	11 163 513
Publications	5 680 358	8 272 181
Divers	1 086 957 113	899 137 258
	1 105 720 262	*918 572 952*
Autres frais et droits	*290 015 942*	*142 027 039*
	3 400 084 498	2 885 700 926
Produits de la vente de biens excédentaires de l'État	259 244	262 284
Revenus divers—		
Dons à l'État	106 859	385 934
Gain net de change	167 100	126 659
Divers	34 308 002	1 389 743 562
	34 581 961	1 390 256 155
Total du portefeuille ministériel	**3 455 881 294**	**4 295 602 535**

SECTION 28

COMPTES PUBLICS DU CANADA

2008-2009

Index

A

ACQUISITION DE MATÉRIEL ET D'OUTILLAGE, *voir volume III, section 5*

ACQUISITION DE TERRAINS, BÂTIMENTS ET OUVRAGES, *voir volume III, section 4*

ACTIFS NON FINANCIERS, *voir volume I, section 10*

Activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien, 26

Administration du pipe-line du Nord, 23

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 2

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 3

Agence canadienne d'évaluation environnementale, 14

Agence canadienne d'inspection des aliments, 7

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée, 24

Agence canadienne de développement international, 2

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC, 4

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada, 10

Agence de la consommation en matière financière du Canada, 15

Agence de la santé publique du Canada, 24

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE, 5

Agence des services frontaliers du Canada, 25

AGENCE DU REVENU DU CANADA, 6

Agence Parcs Canada, 14

Agence spatiale canadienne, 17

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 7

ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS, *voir volume I, section 1*

ANCIENS COMBATTANTS, 8

Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, 1.50

A —*Fin*

Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, 1.90

Autorisations disponibles des exercices antérieurs, 1.102

Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, 1.110

Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, 1.112

AUTRES INFORMATIONS DIVERSES, *voir volume III, section 11*

AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ENSEMBLE DU GOUVERNEMENT, *voir volume III, section 10*

B

Bibliothèque du Parlement, 19

Bibliothèque et Archives du Canada, 20

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 11

Bureau de l'enquêteur correctionnel, 25

Bureau de l'infrastructure du Canada, 26

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, 3

Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications, 12

Bureau du directeur des poursuites pénales, 18

Bureau du surintendant des institutions financières, 15

C

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 22

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, 15

Centre de recherches pour le développement international, 2

Chambre des communes, 19

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 9

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 11

Comité des griefs des Forces canadiennes, 12

C —*Suite*

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commissariat à l'intégrité du secteur public, 10

Commissaire à la magistrature fédérale, 18

Commissariat au lobbying, 10

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique, 19

Commissariat aux langues officielles, 11

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 18

Commission canadienne de sûreté nucléaire, 23

Commission canadienne des affaires polaires, 3

Commission canadienne des droits de la personne, 18

Commission canadienne des grains, 7

Commission canadienne du lait, 7

Commission canadienne du tourisme, 17

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire, 12

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 9

Commission de la capitale nationale, 26

Commission de la fonction publique, 20

Commission des champs de bataille nationaux, 20

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 25

Commission des relations de travail dans la fonction publique, 20

Commission des revendications particulières des Indiens, 3

Commission du droit d'auteur, 17

Commission mixte internationale, 2

Commission nationale des libérations conditionnelles, 25

COMPTES CONSOLIDÉS, *voir volume I, section 4*

COMPTES D'OPÉRATIONS DE CHANGE, *voir volume I, section 8*

Condition féminine—Bureau de la coordonnatrice, 20

Conseil canadien des normes, 17

Conseil canadien des relations industrielles, 22

C —*Fin*

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 24

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 24

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 20

Conseil de recherches en sciences humaines, 17

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 17

Conseil des Arts du Canada, 20

CONSEIL DU TRÉSOR, 10

Conseil national de recherches du Canada, 17

CONSEIL PRIVÉ, 11

Conseiller sénatorial en éthique, 19

Corporation commerciale canadienne, 2

Cour suprême du Canada, 18

CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER, *voir volume I, section 5*

D

DÉFENSE NATIONALE, 12

Dépenses ministérielles par article courant, 1.13

Dépenses ministérielles par catégorie, 1.4

Description des activités de programme, Résultat stratégique et—*Voir section ministérielle appropriée*

Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, 1.12

Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, 1.11

Détail des montants disponibles pour être dépensés—*Voir section ministérielle appropriée*

DETTE PORTANT INTÉRÊT, *voir volume I, section 6*

Directeur général des élections, 11

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN, 13

E

École de la fonction publique du Canada, 10

Énergie atomique du Canada limitée, 23

ENVIRONNEMENT, 14

État des revenus et charges, 1.3

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES, *voir volume III, section 1*

ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET RAPPORT ET OBSERVATIONS DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU CANADA, *voir volume I, section 2*

F

Financement agricole Canada, 7

FINANCES, 15

FRAIS DE LA DETTE PUBLIQUE, *voir volume III, section 7*

G

Gendarmerie royale du Canada, 25

GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 16

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, 20

Greffe du Tribunal des revendications particulières, 3

I

INDUSTRIE, 17

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES EXIGÉES PAR LA *LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES*, *voir volume III, section 2*

Institut de la statistique des Premières nations, 3

Instituts de recherche en santé du Canada, 24

J

JUSTICE, 18

M

Marine Atlantique SCC, 26

Monnaie royale canadienne, 26

Musée canadien de la nature, 20

Musée canadien des civilisations, 20

Musée canadien des droits de la personne, 20

Musée des beaux-arts du Canada, 20

Musée national des sciences et de la technologie, 20

O

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET PASSIF ÉVENTUEL, *voir volume I, section 11*

Office de commercialisation du poisson d'eau douce, 21

Office des transports du Canada, 26

Office national de l'énergie, 23

Office national du film, 20

P

PAIEMENTS DE RÉCLAMATIONS CONTRE L'ÉTAT, PAIEMENTS À TITRE GRACIEUX ET MONTANTS ADJUGÉS PAR UNE COUR, *voir volume III, section 8*

Paiements de transfert—*Voir section ministérielle appropriée*

PAIEMENTS DE TRANSFERT, *voir volume III, section 6*

PARLEMENT, 19

PATRIMOINE CANADIEN, 20

PÊCHES ET OCÉANS, 21

Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, Les, 26

PPP Canada Inc., 15

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES, *voir volume I, section 9*

PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX À FRAIS PARTAGÉS, *voir volume III, section 9*

Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, 1.35

P —*Fin*

Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, 1.42

Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), 1.44

R

Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, 1.22

Récapitulation des charges externes par catégorie, 1.10

Récapitulation des revenus externes par provenance, 1.29

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES, 22

RESSOURCES NATURELLES, 23

Résultat stratégique et description des activités de programme—*Voir section ministérielle appropriée*

Revenus—*Voir section ministérielle appropriée*

REVENUS, CHARGES ET DÉFICIT ACCUMULÉ, *voir volume I, section 3*

Revenus ministériels, 1.23

S

SANTÉ, 24

Secrétariat de l'ALÉNA—Section canadienne, 2

Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens, 3

Secrétariat de la Commission des nominations publiques, 11

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 11

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE, 25

Sénat, 19

Service administratif des tribunaux judiciaires, 18

Service canadien du renseignement de sécurité, 25

Service correctionnel, 25

SERVICES PROFESSIONNELS ET SPÉCIAUX, *voir volume III, section 3*

S —*Fin*

Société canadienne d'hypothèques et de logement, 22

Société canadienne des postes, 26

Société d'assurance-dépôts du Canada, 15

Société d'expansion du Cap-Breton, 5

Société de développement du Cap-Breton, 23

Société des ponts fédéraux Limitée, La, 26

Société du Centre national des Arts, 20

Société du Vieux-Port de Montréal inc., 26

Société Radio-Canada, 20

Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations)—*Voir section ministérielle appropriée*

Statistique Canada, 17

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 14

TABLEAUX SOMMAIRES ET APPENDICES, 1

Téléfilm Canada, 20

TRANSPORTS, 26

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 27

TRÉSORERIE ET CRÉANCES, *voir volume I, section 7*

Tribunal canadien des droits de la personne, 18

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 22

Tribunal canadien du commerce extérieur, 15

Tribunal d'appel des transports du Canada, 26

Tribunal de la concurrence, 17

Tribunal de la dotation de la fonction publique, 20

V

Ventes de biens et de services, 1.31

Vérificateur général, 15

VIA Rail Canada Inc., 26

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.